



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 18 - Numéro 27

8 juillet 2021



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	6
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Tribunal administratif des marchés financiers	10
2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF	
2.2 Avis légaux de l'Autorité	
3. Distribution de produits et services financiers	64
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	115
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	

4.5 Autres décisions	
5. Institutions financières	121
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Protection des dépôts	
5.7 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	130
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	265
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires	559
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	564
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	
9.4 Autres décisions	
10. Agents d'évaluation du crédit	569

- 10.1 Avis et communiqués
- 10.2 Réglementation et lignes directrices
- 10.3 Désignation à titre d'agent
d'évaluation du crédit
- 10.4 Sanctions administratives
- 10.5 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LESF
- TMF : Tribunal administratif des marchés financiers
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF

2.2 Avis légaux de l'Autorité

2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

2.1.1 Rôle des audiences



RÔLE DES AUDIENCES

[LIEN PERMANENT DE LA CHAMBRE DE PRATIQUE VIRTUELLE \(Guide des audiences virtuelles\)](#)

En cas de difficultés techniques : rejoindre le Secrétariat au 514-873-2211 (#221) ou par courriel au secretariatmf@tmf.gouv.qc.ca

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
8 juillet 2021 – 14 h 00				
2021-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Patrick Bragoli et Sébastien Cliche Partie intimée Mathieu Landry-Girouard Partie intimée ROI Land Investment Ltd Partie intimée Hiro Corporation Ltd Partie intimée Dany Vachon Partie intimée Philippe Germain Parties intimées Porfirio Antonio Treminio Centeno et Tiger Gate Capital Ltd Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. Pelletier & Cie Avocats Jean-François Goulet, avocat Osler, Hoskin & Harcourt LLP Dupuis Paquin avocat & conseillers d'affaires inc. Roy & Charbonneau avocats	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de gestionnaire de fonds d'investissement, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de refus de dispense, de mesures de redressement et de mesures propre au respect de la loi Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
21 juillet 2021 – 9 h 30				
2021-007	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gestion Financière Cape Cove Inc., Robert Audet, Jean-Christophe Daigneault, Efstratios Gavriil (Sean Gabriel), Calixa Capital Partners inc., Dany Bergeron, Claude Dufour, 9278-7381 Québec inc. et Services financiers C. Dufour inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers BCF s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre	Demande de mesures intérimaires et demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs et d'exercice de l'activité de conseiller, de retrait de droits d'inscription de la personne désignée responsable et du chef de la conformité, de nomination d'un dirigeant responsable et d'un chef de la conformité, de conditions à l'inscription, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de suspension d'inscription et de mesures propres au respect de la loi Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87080059907?pwd=Mj9LSmVHdTl2VWRHREZ5THlwUTNVUT09 ID de réunion : 870 8005 9907 Code : 165535

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
22 juillet 2021 – 9 h 30				
2021-007	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gestion Financière Cape Cove Inc., Robert Audet, Jean-Christophe Daigneault, Efstratios Gavriil (Sean Gabriel), Calixa Capital Partners inc., Dany Bergeron, Claude Dufour, 9278-7381 Québec inc. et Services financiers C. Dufour inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers BCF s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre	Demande de mesures intérimaires et demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs et d'exercice de l'activité de conseiller, de retrait de droits d'inscription de la personne désignée responsable et du chef de la conformité, de nomination d'un dirigeant responsable et d'un chef de la conformité, de conditions à l'inscription, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de suspension d'inscription et de mesures propres au respect de la loi Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87080059907?pwd=Mj9LSmVHdTl2VWRHREZ5THlwUTNVUT09 ID de réunion : 870 8005 9907 Code : 165535

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
22 juillet 2021 – 14 h 00				
2021-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Intégra, cabinet d'assurances et services financiers inc. et Anly Charles Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, de nomination d'un dirigeant responsable, de conditions à l'inscription, suspension d'inscription, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020
2021-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Alain Poudrette Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
23 juillet 2021 – 9 h 30				
2021-007	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gestion Financière Cape Cove Inc., Robert Audet, Jean-Christophe Daigneault, Efstratios Gavriil (Sean Gabriel), Calixa Capital Partners inc., Dany Bergeron, Claude Dufour, 9278-7381 Québec inc. et Services financiers C. Dufour inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers BCF s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre	Demande de mesures intérimaires et demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs et d'exercice de l'activité de conseiller, de retrait de droits d'inscription de la personne désignée responsable et du chef de la conformité, de nomination d'un dirigeant responsable et d'un chef de la conformité, de conditions à l'inscription, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de suspension d'inscription et de mesures propres au respect de la loi Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87080059907?pwd=Mj9LSmVHdTl2VWRHREZ5THlwUTNVUT09 ID de réunion : 870 8005 9907 Code : 165535
29 juillet 2021 – 14 h 00				
2020-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mihalis Kakogiannakis et Dubuc Motors inc. Parties intimées Mario Dubuc Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc.	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
30 juillet 2021 – 11 h 00				
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Séguin Racine, Avocats	Jean-Pierre Cristel	Accord de Martin Tremblay Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/82375135877?pwd=M0p_rOW5ZUE4yZnpzbEw0bJSSWk3dz09 ID de réunion : 823 7513 5877 Code : 017735
25 août 2021 – 9 h 30				
2020-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Claude Duhamel, David Cournoyer, Bertrand Lussier et Éric Marchant Parties intimées Benoît Mercier Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lavery, De Billy s.e.n.c.r.l. Dupuis Paquin avocats & conseillers d'affaires Inc.	Jean-Pierre Cristel	Requête en déclaration d'inhabilité Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/86323452913?pwd=ZmZuUEhqVkJNDdDZHaioV1NlUjgrdz09 ID de réunion : 863 2345 2913 Code : 685120

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
26 août 2021 – 14 h 00				
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Plante Partie intimée SOLO International Inc. Partie intimée Frederick Langford Sharp Partie intimée Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Marc R. Labrosse Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. LCM Avocats inc.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020
2021-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Lucie Bouchard et Luciebouchard.com inc. Parties intimées Pierre Lalancette Partie intimée Sébastien Guillet Partie intimée Éric Pichette et Groogr Inc. Parties intimées Banque Royale du Canada Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers CSJ, Cabinet de services juridiques Inc. Ad Litem Avocats s.e.n.c.r.l. Services Juridiques Inter Rives Inc.	Elyse Turgeon	Demande de levée d'ordonnance de blocage, de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de mesures de redressement et de mesures propre au respect de la loi Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
1er septembre 2021 – 9 h 30				
2021-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9813128 Canada inc. et Augustin Xieu Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jeannot inc.	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives, de révocation de permis d'exploitation, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant d'une entreprise de services monétaires, et de mesure propre au respect de la loi Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/89292032337?pwd=RXZ1bVRJd0N6TGhWitRcHpBc1pTdzo9 ID de réunion : 892 9203 2337 Code secret : 762650
2 septembre 2021 – 9 h 30				
2021-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9813128 Canada inc. et Augustin Xieu Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jeannot inc.	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives, de révocation de permis d'exploitation, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant d'une entreprise de services monétaires, et de mesure propre au respect de la loi Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/89292032337?pwd=RXZ1bVRJd0N6TGhWitRcHpBc1pTdzo9 ID de réunion : 892 9203 2337 Code secret : 762650

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
2 septembre 2021 – 14 h 00				
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Séguin Racine, Avocats	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020
7 septembre 2021 – 9 h 30				
2017-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Riad Antoine Katach Halabi Partie requérante Dominic Lacroix et Micro-Prêts Inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Sarah Desabrais	Jean-Pierre Cristel	Demande de levée partielle des ordonnances de blocage Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/89971571374?pwd=bnBoZGxlbkdzMzdrMmZrdHJSaTJmUT09 ID de réunion : 899 7157 1374 Code : 789820
8 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
9 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond
10 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond
13 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond
14 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond
15 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
16 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond
17 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond
20 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Bernier et Pierre-Luc Bernier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Bourassa Avocats	Nicole Martineau Chantal Denommée	Demande de pénalités administratives et de retrait des droits d'inscription Audience au fond
21 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-031	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Assurances M. Lagrange inc., Danièle Baribeau et Robert Laurin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Gérin, Leblanc et Associés	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/89764295244?pwd=dUV5a0IESWhMNjk5dzFIL2hWUyt2QT09 ID de réunion : 897 6429 5244 Code : 830455

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
22 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-031	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Assurances M. Lagrange inc., Danièle Baribeau et Robert Laurin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Gérin, Leblanc et Associés	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi Audience au fond Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/89764295244?pwd=dUV5a0IESWhMNjk5dzFIL2hWUyt2QT09 ID de réunion : 897 6429 5244 Code : 830455
22 septembre 2021 – 9 h 30				
2020-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Flavien Serge Mani Onana et Bio- 1 Cameroon SARL Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Ibii Avocats inc.	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative et d'interdictions d'opérations sur valeurs Conférence préparatoire Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/88329097046?pwd=cGdlS1ZLYnczQTdQenRPa3ZuVHhEdz09 ID de réunion : 883 2909 7046 Code : 772263

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
23 septembre 2021 – 9 h 30				
2018-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Ian Pierre Lajoie Partie intimée Dominic Longpré Partie intimée Procureur général du Québec Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Les services Légaux Farley Ltée. Bernard, Roy (Justice – Québec)	Nicole Martineau Antionietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdiction d'opérations sur valeurs Audience au fond
23 septembre 2021 – 14 h 00				
2021-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Piette Partie intimée Éric Foss Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. / LLP Delegatus Services juridiques inc.	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller, de conditions à l'inscription et de mesures propres au respect de la loi Audience pro forma Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/87871364144?pwd=UWN5dndpY1d6WW04aVR4M2FHV0xEUT09 ID de réunion : 878 7136 4144 Code : 599020

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
24 septembre 2021 – 9 h 30				
2018-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Ian Pierre Lajoie Partie intimée Dominic Longpré Partie intimée Procureur général du Québec Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Les services Légaux Farley Ltée. Bernard, Roy (Justice – Québec)	Nicole Martineau Antionietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdiction d'opérations sur valeurs Audience au fond
27 septembre 2021 – 9 h 30				
2018-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Ian Pierre Lajoie Partie intimée Dominic Longpré Partie intimée Procureur général du Québec Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Les services Légaux Farley Ltée. Bernard, Roy (Justice – Québec)	Nicole Martineau Antionietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdiction d'opérations sur valeurs Audience au fond
7 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-030	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Youri Bourdon, Yuri Chagnon-Alarie et Keven Gauthier Rivard Parties intimées Alexandre Galasso Partie intimée Beaudoin, Rigolt et Associés inc. et Valeurs mobilières Whitehaven inc. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l. Woods s.e.n.c.r.l.	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, de conditions à l'inscription, de suspensions d'inscription, de radiations d'inscription et de mesures propres au respect de la loi Conférence préparatoire Par visioconférence Participer à la réunion Zoom https://us02web.zoom.us/j/86447107257?pwd=b0pxZDJ3d251UjlkQ0cxL3JgbDVOQT09 ID de réunion : 864 4710 7257 Code : 245928

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
19 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond
20 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond
21 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
22 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l. Dussault Lemay Beuchesne s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond
25 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond
26 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE ET ÉTAPE
27 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond
28 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond
29 octobre 2021 – 9 h 30				
2020-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 515963 N.B. inc. (faisant affaire sous le nom APAC Services financiers) et Service à la clientèle Alorica ltée, Parties intimées Compagnie d'assurance vie RBC Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, interdictions d'agir à titre de dirigeant, conditions à l'inscription, suspensions d'inscription, mesures de redressement et mesures propre au respect de la loi Audience au fond

7 juillet 2021

2.1.2 Décisions

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DES MARCHÉS FINANCIERS**

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2017-015

DÉCISION N° : 2017-015-021

DATE : Le 25 juin 2021

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

DOMINIC LACROIX

et

DL INNOV INC.

et

MICRO-PRÊTS INC.

et

GAP TRANSIT INC.

Parties intimées

et

BANQUE ROYALE DU CANADA, ayant une place d'affaires au 4250, 1^{ère} Avenue,
Québec (Québec) G1H 2S5

et

BANQUE ROYALE DU CANADA, ayant une place d'affaires au 1260, Boul.
Lebourgneuf, Québec (Québec) G2K 2G2

et

LEMIEUX NOLET SYNDICS AUTORISÉS EN INSOLVABILITÉ

et

2017-015-021

PAGE : 2

RAYMOND CHABOT ADMINISTRATEUR PROVISoire INC.

Parties mises en cause

DÉCISION
PROLONGATION D'ORDONNANCES DE BLOCAGE

APERÇU

[1] Le 13 juin 2017¹, le Tribunal administratif des marchés financiers (« Tribunal ») a prononcé, de manière *ex parte*, des ordonnances de blocage visant les fonds, titres ou autres biens des intimés et ceux détenus pour eux par diverses institutions financières.

[2] Ces ordonnances de blocage initiales ont été prononcées dans le cadre d'une enquête menée par l'Autorité des marchés financiers (« Autorité ») en lien avec des manquements allégués des intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM »)², à savoir notamment des placements illégaux et des activités de courtier sans inscription.

[3] Depuis la décision susmentionnée, ces ordonnances de blocage ont été prolongées à plusieurs reprises³. Elles viennent à échéance le 2 juillet 2021 et la présente décision porte sur la prolongation de ces ordonnances de blocage.

[4] Le 29 juin 2017, à la suite d'une entente intervenue entre l'Autorité et les intimés Dominic Lacroix et Micro-Prêts inc., le Tribunal a prononcé à certaines conditions une levée partielle des ordonnances de blocage à l'égard de l'intimée Micro-Prêts inc.⁴. L'intimée Micro-Prêts inc. n'a subséquemment pas été en mesure de respecter ces conditions.

[5] Le 24 mai 2018⁵, de nouvelles ordonnances de blocage ont été émises dans les dossiers 2017-015 et 2017-023 relativement à des Bitcoins et/ou autres cryptomonnaies en possession ou sous le contrôle des intimés. Ces ordonnances de blocage ont été prolongées à plusieurs reprises⁶.

¹ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2017 QCTMF 63.

² RLRQ, c. V-1.1.

³ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2017 QCTMF 95; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 5; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 57; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 94; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2019 QCTMF 32; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 21 et *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 28.

⁴ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2017 QCTMF 67.

⁵ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 53.

⁶ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 86; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2019 QCTMF 34; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 23 et *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 30. *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, décision nos 2017-015-020/2017-023-023 du 16 juin 2021.

2017-015-021

PAGE : 3

[6] Le 21 juin 2018, les intimées DL Innov inc. et Micro-Prêts inc. ont été mises en faillite et Lemieux Nolet, Syndics autorisés en insolvabilité a été nommé.

[7] Le 5 juillet 2018⁷, à la demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête, le Juge Pronovost de la Cour supérieure a nommé Emmanuel Phaneuf de Raymond Chabot administrateur provisoire inc. pour agir à titre d'administrateur provisoire relativement à l'administration des Bitcoins en possession, contrôlés, détenus ou ayant été confiés à l'intimé Dominic Lacroix et a notamment permis à cet administrateur provisoire de prendre possession de tous les biens de cet intimé.

[8] Les 5 et 12 juillet 2018⁸, le Tribunal a prononcé des levées partielles des ordonnances de blocage en faveur de cet administrateur provisoire afin de lui permettre d'exécuter sans restriction la décision rendue le 5 juillet 2018 par la Cour supérieure.

[9] Le 23 octobre 2019⁹, le Tribunal a prononcé une levée partielle des ordonnances de blocage afin de permettre l'exécution du jugement rendu par la Cour du district Est de New York portant le numéro 1 :17-cv-07007-CBA-RML.

[10] Le 24 mars 2021¹⁰, afin de permettre l'exécution d'une décision rendue par le Juge Dumais de la Cour supérieure, le Tribunal a prononcé une autre levée partielle des ordonnances de blocage à l'égard d'un immeuble.

[11] L'Autorité indique au Tribunal que son enquête, dans le cadre de la présente affaire, se poursuit et demande au Tribunal de prolonger les ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier pour une période additionnelle de douze (12) mois.

[12] Pour leur part, les intimés ont indiqué au Tribunal qu'ils ne s'opposent pas à cette demande de prolongation, sauf pour ce qui a trait à la prolongation des ordonnances générales de blocage.

[13] Le Tribunal doit donc déterminer s'il prolonge les ordonnances de blocage actuellement en vigueur et, le cas échéant, il doit déterminer la durée de cette prolongation.

[14] Après avoir dûment considéré l'ensemble de la preuve et de l'argumentation présenté par les procureurs des parties, le Tribunal décide de prolonger - dans l'intérêt public - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier, et ce, jusqu'au 13 juin 2022.

ANALYSE

[15] Pour que le Tribunal puisse prolonger une ordonnance de blocage, il doit déterminer si :

⁷ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCCS 3062.

⁸ *Raymond Chabot Administrateur provisoire inc. c. Lacroix*, 2018 QCTMF 70; *Raymond Chabot Administrateur provisoire inc. c. Lacroix*, 2018 QCTMF 74.

⁹ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2019 QCTMF 53.

¹⁰ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2021 QCTMF 19.

2017-015-021

PAGE : 4

(1) l'enquête de l'Autorité à l'égard des intimés est toujours en cours¹¹;

(2) les motifs au soutien des ordonnances de blocage initiales existent toujours¹².

[16] Quant à la durée de l'ordonnance de blocage, la loi prévoit qu'elle est de 12 mois, à moins que le Tribunal n'en décide autrement¹³.

[17] Lors de l'audience, les procureures de l'Autorité ont indiqué que les motifs qui ont justifié le prononcé des ordonnances de blocage dans le cadre du présent dossier existent toujours.

[18] Elles ont aussi affirmé au Tribunal que l'enquête de l'Autorité est toujours en cours. À cet égard, elles ont précisé que cette enquête nécessite un travail considérable d'analyse notamment en raison du nombre élevé d'investisseurs, de comptes bancaires, de documents et de mouvements de fonds effectués entre les différents comptes bancaires utilisés par les intimés.

[19] À cet égard, l'administrateur provisoire Emmanuel Phaneuf de Raymond Chabot administrateur provisoire inc. - nommé par la Cour supérieure le 5 juillet 2018 à la demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête¹⁴ - a témoigné lors de l'audience et a informé le Tribunal qu'une soixantaine d'investisseurs ayant investi environ 2 millions de dollars, à la suite de manquements apparents commis par les intimés aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* dans le cadre du présent dossier 2017-015, ont jusqu'à maintenant été identifiés. Il a ajouté que, compte tenu des promesses de rendement élevé qu'ils ont reçues de la part des intimés dans le cadre des manquements apparents susmentionnés, le total des réclamations de ces investisseurs pourrait se chiffrer actuellement à environ 4.4 millions de dollars.

[20] L'administrateur provisoire a informé le Tribunal qu'il estime actuellement à 53 millions de dollars l'ensemble des créances provenant du public investisseur et des autorités fiscales à l'encontre des intimés au présent dossier et à deux autres dossiers¹⁵ étroitement reliés à la présente affaire, soit ceux portant sur la promotion auprès du public investisseur du projet PlexCoin, le nom donné par les intimés à une nouvelle cryptomonnaie.

[21] Par ailleurs, l'administrateur provisoire a indiqué que ses efforts de même que ceux des autorités réglementaires et judiciaires canadiennes et américaines ont jusqu'à maintenant permis de récupérer des intimés aux trois dossiers susmentionnés des actifs totaux qui s'élèvent à environ 7.1 millions de dollars. À cet égard, il a précisé qu'une centaine de Bitcoins, qui auraient été en possession ou sous le contrôle de l'intimé Dominic Lacroix, n'ont pu jusqu'à maintenant être retracés de même que pour environ

¹¹ Art. 249 LVM.

¹² Art. 250 (2^e al.) LVM.

¹³ Art. 250 (1^{er} al.) LVM.

¹⁴ Voir la note 7.

¹⁵ Soit le dossier 2017-023, dans lequel le Tribunal a initialement prononcé des ordonnances de blocage le 21 septembre 2017, et le dossier 2017-015/2017-023, dans lequel le Tribunal a initialement prononcé des ordonnances de blocage le 24 mai 2018.

2017-015-021

PAGE : 5

1 million de dollars de Forks, une forme de prime ou de plus-value résultant de la division d'une cryptomonnaie en une ou plusieurs autres.

[22] Le Tribunal souligne que la valeur au marché du Bitcoin oscillant actuellement autour de 40 000 \$ US, une centaine de Bitcoins non retracés représenterait une somme totale de près de 5 millions de dollars canadiens. De l'avis du Tribunal, il ne s'agit pas d'une somme négligeable au regard des actifs actuellement récupérés de 7.1 millions de dollars et de la somme totale de 53 millions de dollars en créances mentionnées par l'administrateur provisoire, en particulier parce que le processus visant la redistribution des actifs saisis auprès des intimés vers les investisseurs lésés dans le cadre de leurs manquements apparents à la *Loi sur les valeurs mobilières* se poursuit actuellement, notamment devant la Cour supérieure¹⁶.

[23] À cet égard, le Tribunal souligne que la Cour supérieure doit éventuellement approuver un plan de redistribution de ces actifs aux créanciers¹⁷, lequel plan doit être préparé au cours des prochains mois par l'administrateur provisoire, et ce, à la suite d'un processus formel de dépôt de réclamations par les créanciers qui a été approuvé, le 7 mai 2021, par le Juge Dumais de la Cour supérieure.

[24] L'administrateur provisoire a indiqué que la date limite du 4 août 2021 a été fixée par la Cour supérieure pour recevoir les réclamations de tous les créanciers, incluant ceux des intimés au présent dossier. Par la suite, plusieurs mois seront vraisemblablement nécessaires pour permettre à la Cour supérieure de trancher les réclamations contestées et d'approuver un plan de distribution des actifs aux créanciers dont les créances auront été formellement reconnues au terme du processus susmentionné.

[25] Ultiment, le Tribunal aura à se prononcer pour ce qui a trait à la levée de toutes les ordonnances de blocage en vigueur au présent dossier de même qu'aux deux autres dossiers reliés, et ce, afin de permettre l'exécution d'une décision finale de la Cour supérieure quant au plan de redistribution susmentionné. Entretemps, ces ordonnances de blocage - spécifiques, lorsque des actifs précis ont été identifiés dans le cadre de l'enquête en cours, ou générales, afin de couvrir l'ensemble des actifs des intimés qui n'ont pas encore été spécifiquement identifiés ou/et récupérés dans le cadre de l'enquête - demeurent le rempart juridique ultime empêchant les intimés visés par celles-ci de dilapider ces actifs ou de les transférer dans une juridiction où il serait plus difficile de les récupérer.

¹⁶ Le Juge Dumais de la Cour supérieure a rendu, à cet égard, un certain nombre de décisions, en particulier le 29 octobre 2020 et le 7 mai 2021.

¹⁷ Ces créanciers incluent ceux des intimés au présent dossier de même que ceux des dossiers mentionnés à la note 15 de la présente décision.

2017-015-021

PAGE : 6

[26] Le Tribunal rappelle que la preuve¹⁸ - qu'il a reçue dans le cadre de la décision qu'il a rendue, en urgence, le 21 septembre 2017¹⁹ dans le dossier 2017-023 - établit l'implication des intimés Dominic Lacroix et DL Innov dans des activités reliées directement et indirectement à la promotion auprès du public investisseur du projet PlexCoin, le tout constituant une autre série de manquements apparents aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de même qu'une violation apparente des ordonnances d'interdiction et de blocage que le Tribunal avaient prononcées dans ses décisions 2017-015-001 et 2017-023-001.

[27] De plus, il appert de la preuve qui a été présentée au Tribunal dans le dossier 2017-015/2017-023 que - malgré l'ordonnance générale de blocage rendue par le Tribunal dans le cadre du présent dossier 2017-015 et malgré la mise en faillite des intimées DL Innov inc. et Micro-Prêts inc., le 21 juin 2018, et la nomination d'un séquestre intérimaire nommé par la Cour supérieure - l'intimé Dominic Lacroix aurait contrevenu à répétition aux ordonnances de blocage générales susmentionnées en récupérant des soldes de prêts de consommateurs faits par ces entreprises (financées par le public investisseur à la suite de manquements apparents graves des intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières*) et en les déposant directement dans certains de ses comptes bancaires personnels, le tout afin de financer un train de vie fastueux et la poursuite d'autres manquements apparents aussi graves à cette loi²⁰.

[28] Cette preuve démontre, de l'avis du Tribunal, que l'intimé Dominic Lacroix a cherché par tous les moyens à contourner les ordonnances de blocage - et en particulier les ordonnances générales de blocage - que le Tribunal a prononcées dans le cadre du présent dossier 2017-015 et qu'au moins une partie des 2 millions de dollars qui auraient été recueillis illicitement par les intimés auprès du public investisseur dans le cadre de ce dossier, aurait été utilisée par l'intimée Dominic Lacroix pour financer ses dépenses personnelles et mettre en œuvre, avec l'aide des sociétés intimées qu'il contrôlait, la promotion - à l'échelle internationale - auprès du public investisseur du projet PlexCoin.

[29] Le Tribunal rappelle que les motifs initiaux qui l'ont incité à prononcer dans l'intérêt public des ordonnances de blocage - de nature conservatoire - dans le présent dossier 2017-015 sont essentiellement: (i) une preuve de manquements apparents graves aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* par le placement de contrats d'investissement auprès du public investisseur, le tout sans que les intimés détiennent les moindres prospectus, dispense appropriée ou inscription à titre de courtier auprès de l'Autorité, et (ii) la volonté d'empêcher la dilapidation, en particulier par l'intimé Dominic Lacroix, de l'argent qu'il a soutiré du public investisseur - dans le cadre des manquements apparents susmentionnés à la *Loi sur les valeurs mobilières* - et des actifs qui ont pu être acquis par lui en utilisant cet argent, le tout en attendant que l'enquête de l'Autorité soit

¹⁸ Décision n° 2017-023-002 avec motifs, publiée le 31 octobre 2017, voir en particulier les paragraphes 77, 82 et 89.

¹⁹ Décision du Tribunal n° 2017-023-002 (les motifs de cette décision furent rendus le 31 octobre 2017).

²⁰ Décision n°s 2017-015-006/2017-023-007, voir en particulier les paragraphes 103-110-111-114-134-135-140-141-143-149-151-199 et 200.

2017-015-021

PAGE : 7

complétée, que la lumière soit faite sur l'origine des actifs actuellement bloqués et qu'une décision soit prise, par les instances appropriées, quant à la propriété et la répartition de ces actifs.

[30] Le Tribunal indique que le simple passage du temps n'a pas eu pour effet d'effacer ces manquements apparents graves à la *Loi sur les valeurs mobilières* de la part des intimés et qu'il est, à son avis, essentiel et dans l'intérêt public de maintenir l'ensemble des ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier 2017-015, et ce, parce que l'enquête de l'Autorité se poursuit - tant directement au sein du régulateur que par l'entremise de l'administrateur provisoire qui a été nommé par la Cour supérieure à la suite d'une demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête²¹ - et parce qu'il faut continuer de protéger juridiquement l'ensemble des actifs des intimés jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur l'origine de ces actifs et qu'une décision soit prise, par les instances appropriées, quant à leur propriété et leur répartition.

[31] À cet égard, le Tribunal souligne qu'une solide jurisprudence²² établit que l'enquête ne comprend pas seulement la simple recherche et la collecte d'informations, mais qu'elle s'étend aux mesures prévues par la loi en vue de réprimer les infractions et imposer des sanctions appropriées, de même qu'aux recours prévus pour permettre la récupération de sommes d'argent illégalement acquises et leur redistribution aux investisseurs lésés à la suite de manquements commis à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[32] La procureure des intimés soutient que les ordonnances générales de blocage prononcées à l'encontre des intimés ne devraient pas être prolongées. Le Tribunal n'est pas de cet avis et, à cet égard, souligne que, sans ces ordonnances générales de blocage, tous les actifs illicitement recueillis par ses clients auprès du public investisseur qui ne font pas l'objet d'ordonnances spécifiques de blocage ou/et qui ne sont pas actuellement sous le contrôle de l'administrateur provisoire risquent fort de lui échapper et d'échapper à tout jamais au régulateur de même qu'aux investisseurs lésés, en particulier si son client, l'intimé Dominic Lacroix, apparemment peu naturellement enclin à respecter les ordonnances du Tribunal, a habilement évité - en dépit d'un séjour en prison pour outrage au tribunal - de partager avec l'administrateur provisoire des informations qui lui permettraient de récupérer la totalité ou une partie des 100 Bitcoins et des Forks que l'administrateur provisoire n'a pu encore récupérer dans le cadre de l'enquête. Le Tribunal souligne que ces 100 Bitcoins et ces Forks auraient actuellement une valeur au marché d'environ 6 millions de dollars canadiens.

[33] Le Tribunal rappelle que la preuve²³ qui lui a été présentée a notamment dévoilé que l'intimé Dominic Lacroix n'aurait pas hésité à payer des fournisseurs en utilisant des Bitcoins d'une valeur de plus de 1 million de dollars qu'il aurait réussi à cacher aux enquêteurs, et ce, afin de faire l'acquisition de matériel informatique et électrique lui

²¹ Art. 19.1 et suivants de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1.

²² Notamment dans *Mercille (Richard)*, (1990) 21 B.C.V.M.Q. n° 50, 22; *Autorité des marchés financiers c. Gestion Guychar (Canada) inc.*, 2010 QCBDRVM 13; *Samji (Re)*, 2012 BCSECCOM 91.

²³ Pièce IDL-10, paragraphe 6.3.1 et pages 29 à 31, et pièce IDL-11, paragraphes 2.3.3 et 3.1.1.

2017-015-021

PAGE : 8

permettant de monter une véritable opération occulte de minage de cryptomonnaies et ainsi continuer de financer son train de vie fastueux, le tout en bafouant apparemment sans retenue les ordonnances générales de blocage qui ont été prononcées à son encontre.

[34] Le Tribunal rappelle aussi que la preuve²⁴ dévoile que ces Bitcoins proviendraient essentiellement du public investisseur que l'intimé Dominic Lacroix aurait attiré dans le cadre de la promotion de son projet Plexcoin, le tout en commettant des manquements apparents graves à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[35] Le Tribunal rappelle enfin que la preuve qui lui a été présentée établit que l'intimé Dominic Lacroix n'aurait pas hésité à utiliser sa mère comme prête-nom pour acquérir, avec de l'argent qui aurait été illégalement recueilli du public investisseur, et pour louer un immeuble situé sur la rue Gaudias-Villeneuve à Québec, le tout afin d'en utiliser les revenus pour financer son train de vie, et ce, une fois de plus en contravention apparente avec les ordonnances générales de blocage qui ont été prononcées à son encontre²⁵.

[36] Par conséquent, le Tribunal est d'avis qu'il doit faire preuve d'une grande prudence face à l'attitude délinquante et à la créativité malsaine que l'intimé Dominic Lacroix a apparemment démontrées d'une manière répétitive, dans le cadre de la présente affaire, et ce, avec l'objectif manifeste de contourner les ordonnances de blocage que le Tribunal a prononcées afin de protéger le public investisseur.

[37] À cet égard, les procureures de l'Autorité ont souligné au Tribunal que l'intimé Dominic Lacroix n'a pas encore fourni au régulateur ou à l'administrateur provisoire une explication complète et transparente sur la manière dont il réussit actuellement à financer et à défrayer l'ensemble de ses dépenses personnelles malgré l'existence des ordonnances de blocage générales prononcées à son encontre.

[38] Les sommes que le Tribunal cherche à protéger par les ordonnances de blocage qu'il a prononcées dans le cadre de la présente affaire sont importantes et la confiance des épargnants, envers les mécanismes de protection mis en place par le législateur pour les protéger, est en jeu. Le Tribunal rappelle que cette confiance est un élément vital au bon fonctionnement d'une économie de marché et qu'elle ne doit jamais être tenue pour acquise, en particulier dans le monde contemporain où la circulation de l'information est presque instantanée. Pour le Tribunal, il est dans l'intérêt public que les investisseurs, lésés dans le cadre des manquements apparents commis par les intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières*, bénéficient prioritairement d'une redistribution éventuelle des actifs qui auront pu être récupérés auprès des intimés.

[39] Par ailleurs, toute la preuve recueillie lors de l'audience ayant mené à la décision initiale fait toujours partie du dossier du Tribunal jusqu'à ce qu'elle soit réfutée²⁶. Le

²⁴ Pièce IDL-10, notamment les pages 1, 3, 13, 14 et 20.

²⁵ Pièce IDL-11, paragraphes 2.3.2 et 2.3.3 et témoignage de l'administrateur provisoire.

²⁶ *McKeown c. Autorité des marchés financiers*, 2017 QCCQ 1905.

2017-015-021

PAGE : 9

Tribunal doit donc en tenir compte lorsqu'il considère une demande de prolongation de blocage.

[40] Ainsi, après avoir considéré l'ensemble de la preuve qui lui a été présenté, le Tribunal en arrive à la conclusion qu'une preuve prépondérante existe à l'effet que les motifs qui ont justifié le prononcé, dans l'intérêt public, des ordonnances de blocage dans le présent dossier existent toujours et que l'enquête de l'Autorité se poursuit.

[41] De plus, le Tribunal considère que, dans les circonstances, la période de prolongation demandée par l'Autorité pour les ordonnances de blocage actuellement en vigueur est raisonnable et dans l'intérêt public. Par ailleurs, afin de faciliter l'administration des trois dossiers²⁷ qui sont reliés à la présente affaire, le Tribunal a décidé de fixer une date commune pour l'échéance des ordonnances de blocage prononcées dans le cadre des décisions de prolongation qu'il a rendues simultanément, le 25 juin 2021, dans ces trois dossiers.

[42] Par conséquent, après avoir dûment considéré l'ensemble de la preuve et de l'argumentation présenté par les procureurs des parties, le Tribunal est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de prolonger les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier, et ce, jusqu'au 13 juin 2022.

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, dans l'intérêt public et en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*²⁸ ainsi que des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :

PROLONGE les ordonnances de blocage initialement émises par le Tribunal le 13 juin 2017, telles que renouvelées depuis, jusqu'au **13 juin 2022**, et ce, de la manière suivante, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme :

ORDONNE aux intimés Dominic Lacroix, DL Innov inc., Micro-Prêts inc. et Gap Transit inc. de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'ils ont en leur possession ou qui leur ont été confiés et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour eux à quelques endroits que ce soit;

ORDONNE à la mise en cause, Banque Royale du Canada, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle pour les intimés Dominic Lacroix, DL Innov inc., Micro-Prêts inc. et Gap Transit inc. et plus particulièrement, sans limiter la portée des présentes, dans les comptes suivants :

- Dominic Lacroix : compte numéro [...];

²⁷ 2017-015, 2017-023 et 2017-015/2017-023.

²⁸ RLRQ, c. E-6.1.

2017-015-021

PAGE : 10

- Micro-Prêts inc. : compte numéro 651-1007988;
- DL Innov inc. : compte numéro 651-1001783;
- Gap Transit inc. : compte numéro 651-1001684;

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision du 29 juin 2017²⁹, qui a levé partiellement les ordonnances de blocage afin de permettre à Micro-Prêts inc. d'ouvrir un nouveau compte bancaire pour ses activités légitimes de prêts, et ce, à certaines conditions.

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution des décisions rendues les 5 et 12 juillet 2018³⁰ ayant accordé des levées partielles des ordonnances de blocage en faveur de Raymond Chabot administrateur provisoire inc.

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue le 23 octobre 2019³¹ ayant accordé des levées partielles des ordonnances de blocage afin de permettre l'exécution du jugement rendu par la Cour du district Est de New York portant le numéro 1 :17-cv-07007-CBA-RML.

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue le 24 mars 2021³² ayant accordé une levée partielle des ordonnances de blocage afin de permettre la vente d'un immeuble.

M^e Jean-Pierre Cristel
Juge administratif

²⁹ Préc., note 4.

³⁰ Préc., note 8.

³¹ Préc., note 9.

³² Préc., note 10.

2017-015-021

PAGE : 11

M^e Nathalie Chouinard et M^e Annie Parent
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureures de l'Autorité des marchés financiers

M^e Sarah Desabrais
Avocate des intimés Dominic Lacroix, DL Innov inc., Micro-Prêts inc. et Gap Transit inc.

M^e Gabriel Faure
(McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l., s.r.l.)
Avocat de Raymond Chabot inc., Administrateur Provisoire

Dates d'audiences : 9 et 14 juin 2021

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2017-023

DÉCISION N° : 2017-023-024

DATE : Le 25 juin 2021

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

PLEXCORPS

et

PLEXCOIN

et

DL INNOV INC.

et

DOMINIC LACROIX

et

SABRINA PARADIS-ROYER

Parties intimées

et

BANQUE ROYALE DU CANADA

et

SHOPIFY INC.

et

SHOPIFY PAYMENTS CANADA INC.

et

LEMIEUX NOLET SYNDICS AUTORISÉS EN INSOLVABILITÉ

et

RAYMOND CHABOT ADMINISTRATEUR PROVISOIRE INC.

Parties mises en cause

2017-023-024

PAGE : 2

DÉCISION

PROLONGATION D'ORDONNANCES DE BLOCAGE

APERÇU

[1] Le 20 juillet 2017¹, le Tribunal administratif des marchés financiers (« Tribunal ») a prononcé des ordonnances d'interdictions d'opérations sur valeurs, de retrait d'annonces ou de sollicitations par Internet et de fermeture de sites Internet à l'encontre des intimés PlexCorps, PlexCoin, DL Innov inc., Gestio inc. et Dominic Lacroix.

[2] Le 21 septembre 2017², des ordonnances de blocage visant les fonds, titres ou autres biens des intimés Dominic Lacroix, DL Innov inc. et Sabrina Paradis-Royer et ceux détenus pour eux par diverses institutions financières ont été prononcées par le Tribunal.

[3] Les ordonnances de blocage initiales ont été prononcées dans le cadre d'une enquête menée par l'Autorité des marchés financiers (« Autorité ») en lien avec des manquements allégués des intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM »)³, à savoir notamment des placements illégaux et des activités de courtier sans inscription reliées à un projet d'émission d'une cryptomonnaie nommée « PlexCoin ».

[4] Depuis cette décision, les ordonnances de blocage ont été prolongées à plusieurs reprises⁴. La présente décision porte sur la prolongation de ces ordonnances de blocage.

[5] Le 24 mai 2018⁵, de nouvelles ordonnances de blocage ont été émises dans les dossiers 2017-015 et 2017-023 relativement à des Bitcoins et/ou autres cryptomonnaies en possession ou sous le contrôle des intimés. Ces ordonnances de blocage ont été prolongées à plusieurs reprises⁶.

[6] Le 21 juin 2018, les intimées DL Innov inc. et Micro-Prêts inc. ont été mises en faillite et Lemieux Nolet, Syndics autorisés en insolvabilité a été nommé.

¹ *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2017 QCTMF 88.

² *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2017 QCTMF 107.

³ RLRQ, c. V-1.1.

⁴ *Autorité des marchés financiers c. DL Innov inc.*, 2017 QCTMF 136, *Autorité des marchés financiers c. DL Innov inc.*, 2018 QCTMF 47, *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2018 QCTMF 87, *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2019 QCTMF 33, *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2020 QCTMF 22 et *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2020 QCTMF 29; *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, décision n° 2017-023-022 du 11 juin 2021.

⁵ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 53.

⁶ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 86; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2019 QCTMF 34; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 23 et *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 30; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, décision nos 2017-015-020/2017-023-023 du 16 juin 2021.

2017-023-024

PAGE : 3

[7] Le 5 juillet 2018⁷, à la demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête, le Juge Pronovost de la Cour supérieure a nommé Emmanuel Phaneuf de Raymond Chabot administrateur provisoire inc. pour agir à titre d'administrateur provisoire quant à l'administration des Bitcoins en possession, contrôlés, détenus ou ayant été confiés à l'intimé Dominic Lacroix et a notamment permis à cet administrateur provisoire de prendre possession de tous les biens de cet intimé.

[8] Les 5 et 12 juillet 2018⁸, le Tribunal a prononcé des levées partielles des ordonnances de blocage en faveur de cet administrateur provisoire afin de lui permettre d'exécuter sans restriction la décision rendue le 5 juillet 2018 par la Cour supérieure.

[9] Le 23 octobre 2019⁹, le Tribunal a prononcé une levée partielle des ordonnances de blocage afin de permettre l'exécution du jugement rendu par la Cour du district Est de New York portant le numéro 1 :17-cv-07007-CBA-RML.

[10] Le 24 mars 2021¹⁰, afin de permettre l'exécution d'une décision du Juge Dumais de la Cour supérieure, le Tribunal a prononcé une autre levée partielle des ordonnances de blocage à l'égard d'un immeuble.

[11] L'Autorité indique au Tribunal que son enquête, dans le cadre de la présente affaire, se poursuit et demande au Tribunal de prolonger les ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier pour une période additionnelle de douze (12) mois.

[12] Pour leur part, les intimés ont indiqué au Tribunal qu'ils ne s'opposent pas à cette demande de prolongation, sauf pour ce qui a trait à la prolongation des ordonnances générales de blocage.

[13] Le Tribunal doit donc déterminer s'il prolonge les ordonnances de blocage actuellement en vigueur et, le cas échéant, il doit déterminer la durée de cette prolongation.

[14] Après avoir dûment considéré l'ensemble de la preuve et de l'argumentation présenté par les procureurs des parties, le Tribunal décide de prolonger - dans l'intérêt public - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier, et ce, jusqu'au 13 juin 2022.

ANALYSE

[15] Pour que le Tribunal puisse prolonger une ordonnance de blocage, il doit déterminer si :

(1) l'enquête de l'Autorité à l'égard des intimés est toujours en cours¹¹;

⁷ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCCS 3062.

⁸ *Raymond Chabot Administrateur provisoire inc. c. Lacroix*, 2018 QCTMF 70; *Raymond Chabot Administrateur provisoire inc. c. Lacroix*, 2018 QCTMF 74.

⁹ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2019 QCTMF 53.

¹⁰ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2021 QCTMF 19.

¹¹ Art. 249 LVM.

2017-023-024

PAGE : 4

(2) les motifs au soutien des ordonnances de blocage initiales existent toujours¹².

[16] Quant à la durée de l'ordonnance de blocage, la loi prévoit qu'elle est de 12 mois, à moins que le Tribunal n'en décide autrement¹³.

[17] Lors de l'audience, les procureures de l'Autorité ont indiqué que les motifs qui ont justifié le prononcé des ordonnances de blocage dans le cadre du présent dossier existent toujours.

[18] Elles ont aussi affirmé au Tribunal que l'enquête de l'Autorité est toujours en cours. À cet égard, elles ont informé le Tribunal que, le 17 juin 2020, un constat d'infraction a été signifié aux intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis, ainsi qu'à Yan Ouellet, pour des infractions de nature pénale reliées à la présente affaire. Cette procédure juridique se poursuit devant la chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec.

[19] Les procureures de l'Autorité ont ajouté, qu'en principe, une date pour le procès des intimés devrait être retenue le 26 juillet 2021, lors de la prochaine conférence de gestion devant la Cour du Québec, et que la durée de ce procès sera vraisemblablement de plusieurs semaines.

[20] Les procureures de l'Autorité ont aussi indiqué que le processus visant la redistribution éventuelle des actifs des intimés aux investisseurs et créanciers se poursuit devant la Cour supérieure. Ces actifs font actuellement l'objet d'ordonnances de blocage générales et spécifiques - de nature conservatoire - prononcées par le Tribunal.

[21] À cet égard, l'administrateur provisoire Emmanuel Phaneuf de Raymond Chabot administrateur provisoire inc. - nommé par la Cour supérieure le 5 juillet 2018 à la demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête¹⁴ - a témoigné lors de l'audience et a informé le Tribunal que le travail des autorités a permis d'identifier environ 30 000 investisseurs qui auraient investi environ 11 millions de dollars à la suite des activités de promotion du projet PlexCoin¹⁵ - une nouvelle cryptomonnaie - par les intimés, le tout constituant des manquements apparents des intimés aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[22] L'administrateur provisoire a informé le Tribunal qu'il estime actuellement à 53 millions de dollars l'ensemble des créances provenant du public investisseur et des autorités fiscales à l'encontre des intimés au présent dossier 2017-023 et à ceux de deux autres dossiers¹⁶ étroitement reliés à la présente affaire, soit le dossier 2017-015 et le dossier 2017-015/2017-023 dans lesquels le Tribunal a rendu des décisions.

¹² Art. 250 (2^e al.) LVM.

¹³ Art. 250 (1^{er} al.) LVM.

¹⁴ Voir la note 7.

¹⁵ Pièce IDL-13, paragraphe 7.2.3.4.

¹⁶ Soit le dossier 2017-015, dans lequel le Tribunal a initialement prononcé des ordonnances de blocage le 13 juin 2017, et le dossier 2017-015/2017-023, dans lequel le Tribunal a initialement prononcé des ordonnances de blocage le 24 mai 2018.

2017-023-024

PAGE : 5

[23] Par ailleurs, l'administrateur provisoire a indiqué que ses efforts de même que ceux des autorités réglementaires et judiciaires canadiennes et américaines ont jusqu'à maintenant permis de récupérer des intimés aux trois dossiers susmentionnés des actifs totaux qui s'élèvent à environ 7.1 millions de dollars. À cet égard, il a précisé qu'une centaine de Bitcoins, qui auraient été en possession ou sous le contrôle de l'intimé Dominic Lacroix, n'ont pu jusqu'à maintenant être retracés de même que pour environ 1 million de dollars de Forks, une forme de prime ou de plus-value résultant de la division d'une cryptomonnaie en une ou plusieurs autres.

[24] Le Tribunal souligne que la valeur au marché du Bitcoin oscillant actuellement autour de 40 000 \$ US, une centaine de Bitcoins non retracés représenteraient une somme totale de près de 5 millions de dollars canadiens. De l'avis du Tribunal, il ne s'agit pas d'une somme négligeable au regard des actifs actuellement récupérés de 7.1 millions de dollars et de la somme totale de 53 millions de dollars en créances mentionnées par l'administrateur provisoire, en particulier parce que le processus visant la redistribution des actifs saisis auprès des intimés vers les investisseurs lésés dans le cadre de leurs manquements apparents à la *Loi sur les valeurs mobilières* se poursuit actuellement, notamment devant la Cour supérieure¹⁷.

[25] À cet égard, le Tribunal souligne que la Cour supérieure doit éventuellement approuver un plan de redistribution de ces actifs aux créanciers¹⁸, lequel plan doit être préparé au cours des prochains mois par l'administrateur provisoire, et ce, à la suite d'un processus formel de dépôt de réclamations par les créanciers qui a été approuvé, le 7 mai 2021, par le Juge Dumais de la Cour supérieure.

[26] L'administrateur provisoire a indiqué que la date limite du 4 août 2021 a été fixée par la Cour supérieure pour recevoir les réclamations de tous les créanciers, incluant ceux des intimés au présent dossier. Par la suite, plusieurs mois, seront vraisemblablement nécessaires pour permettre à la Cour supérieure de trancher les réclamations contestées et d'approuver un plan de distribution des actifs aux créanciers dont les créances auront été formellement reconnues au terme du processus susmentionné.

[27] Ultiment, le Tribunal aura à se prononcer pour ce qui a trait à la levée de toutes les ordonnances de blocage en vigueur au présent dossier de même qu'aux deux autres dossiers reliés, et ce, afin de permettre l'exécution d'une décision finale de la Cour supérieure quant au plan de redistribution susmentionné. Entretemps, ces ordonnances de blocage - spécifiques, lorsque des actifs précis ont été identifiés dans le cadre de l'enquête en cours, ou générales, afin de couvrir l'ensemble des actifs des intimés qui n'ont pas encore été spécifiquement identifiés ou/et récupérés dans le cadre de l'enquête - demeurent le rempart juridique ultime empêchant les intimés visés par celles-ci de

¹⁷ Le Juge Dumais de la Cour supérieure a rendu, à cet égard, un certain nombre de décisions, en particulier le 29 octobre 2020 et le 7 mai 2021.

¹⁸ Ces créanciers incluent ceux des intimés au présent dossier de même que ceux des dossiers mentionnés à la note 16 de la présente décision.

2017-023-024

PAGE : 6

dilapider ces actifs ou de les transférer dans une juridiction où il serait plus difficile de les récupérer.

[28] Le Tribunal rappelle que la preuve¹⁹ - qu'il a reçue dans le cadre de la décision qu'il a rendue, en urgence, le 21 septembre 2017²⁰ dans le présent dossier 2017-023 - établit l'implication des intimés Dominic Lacroix et DL Innov dans des activités reliées directement et indirectement à la promotion auprès du public investisseur du projet PlexCoin, le tout constituant une autre série de manquements apparents aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de même qu'une violation apparente des ordonnances d'interdiction et de blocage que le Tribunal avaient prononcées dans ses décisions 2017-015-001 et 2017-023-001.

[29] De plus, il appert de la preuve qui a été présentée au Tribunal dans le dossier 2017-015/2017-023 que - malgré les ordonnances générales de blocage rendues par le Tribunal dans le cadre du dossier 2017-015 et du présent dossier 2017-023 - les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis auraient contrevenu à répétition aux ordonnances de blocage générales susmentionnées, le tout afin de financer un train de vie fastueux et la poursuite d'autres manquements apparents aussi graves à cette loi²¹.

[30] Cette preuve démontre, de l'avis du Tribunal, que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Paradis-Royer ont cherché par tous les moyens à contourner les ordonnances de blocage - et en particulier les ordonnances générales de blocage - que le Tribunal a prononcées dans le cadre du présent dossier 2017-023, et ce, afin de continuer à recueillir illégalement des fonds du public investisseur dans le cadre de leur projet PlexCoin et afin de continuer à financer leurs dépenses personnelles en utilisant cet argent, notamment pour la construction d'une somptueuse résidence située sur la rue des Manitobains à Québec et l'acquisition de meubles coûteux, de nombreux véhicules automobiles et d'une cave à vin garnie de Grands Crus. Selon l'administrateur provisoire, une somme de 4.5 millions de dollars, provenant du public investisseur dans le projet PlexCoin, aurait été ainsi dépensée²².

[31] Le Tribunal rappelle que les motifs initiaux qui l'ont incité à prononcer dans l'intérêt public des ordonnances de blocage - de nature conservatoire - dans le présent dossier 2017-023 sont essentiellement: (i) une preuve de manquements apparents graves aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* par le placement de contrats d'investissement auprès du public investisseur dans le cadre du projet PlexCoin, le tout sans que les intimés détiennent les moindres prospectus, dispense appropriée ou inscription à titre de courtier auprès de l'Autorité, et (ii) la volonté d'empêcher la dilapidation, en particulier par les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis, de l'argent qu'ils ont soutiré du public investisseur - dans le cadre des manquements apparents susmentionnés à la *Loi sur les valeurs mobilières* - et des actifs qui ont pu être

¹⁹ Décision n° 2017-023-002 avec motifs, publiée le 31 octobre 2017, voir en particulier les paragraphes 77, 82 et 89.

²⁰ Décision du Tribunal n° 2017-023-002 (les motifs de cette décision furent rendus le 31 octobre 2017).

²¹ Décision nos 2017-015-006/2017-023-007, voir en particulier les paragraphes 103 à 200.

²² Pièce IDL-11, paragraphe 2.3.3.

2017-023-024

PAGE : 7

acquis par eux en utilisant cet argent, le tout en attendant que l'enquête de l'Autorité soit complétée, que la lumière soit faite sur l'origine des actifs actuellement bloqués et qu'une décision soit prise, par les instances appropriées, quant à la propriété et la répartition de ces actifs.

[32] Le Tribunal indique que le simple passage du temps n'a pas eu pour effet d'effacer ces manquements apparents graves à la *Loi sur les valeurs mobilières* de la part des intimés et qu'il est, à son avis, essentiel et dans l'intérêt public de maintenir l'ensemble des ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier 2017-023, et ce, parce que l'enquête de l'Autorité se poursuit - tant directement au sein du régulateur que par l'entremise de l'administrateur provisoire qui a été nommé par la Cour supérieure à la suite d'une demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête²³ - et parce qu'il faut continuer de protéger juridiquement l'ensemble des actifs des intimés jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur l'origine de ces actifs et qu'une décision soit prise, par les instances appropriées, quant à leur propriété et leur répartition.

[33] À cet égard, le Tribunal souligne qu'une solide jurisprudence²⁴ établit que l'enquête ne comprend pas seulement la simple recherche et la collecte d'informations, mais qu'elle s'étend aux mesures prévues par la loi en vue de réprimer les infractions et imposer des sanctions appropriées de même qu'aux recours prévus pour permettre la récupération de sommes d'argent illégalement acquises et leur redistribution aux investisseurs lésés à la suite de manquements commis à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[34] Les procureures des intimés soutiennent que les ordonnances générales de blocage prononcées à l'encontre des intimés ne devraient pas être prolongées. Le Tribunal n'est pas de cet avis et, à cet égard, souligne que, sans ces ordonnances générales de blocage, tous les actifs illicitement recueillis par leurs clients auprès du public investisseur qui ne font pas l'objet d'ordonnances spécifiques de blocage ou/et qui ne sont pas actuellement sous le contrôle de l'administrateur provisoire risquent fort de lui échapper et d'échapper à tout jamais au régulateur de même qu'aux investisseurs lésés, en particulier si l'intimé Dominic Lacroix, apparemment peu naturellement enclin à respecter les ordonnances du Tribunal, a habilement évité - en dépit d'un séjour en prison pour outrage au tribunal - de partager avec l'administrateur provisoire des informations qui lui permettraient de récupérer la totalité ou une partie des 100 Bitcoins et des Forks que l'administrateur provisoire n'a pu encore récupérer dans le cadre de l'enquête²⁵. Le Tribunal souligne que ces 100 Bitcoins et ces Forks auraient actuellement une valeur au marché d'environ 6 millions de dollars canadiens.

[35] Le Tribunal rappelle que la preuve²⁶ qui lui a été présentée a notamment dévoilé que l'intimé Dominic Lacroix n'aurait pas hésité à payer des fournisseurs en utilisant des

²³ Art. 19.1 et suivants de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1.

²⁴ Notamment dans *Mercille (Richard)*, (1990) 21 B.C.V.M.Q. n° 50, 22, *Autorité des marchés financiers c. Gestion Guychar (Canada) inc.*, 2010 QCBDRVM 13; *Samji (Re)*, 2012 BCSECCOM 91,

²⁵ L'intimé Dominic Lacroix pourrait toutefois avoir partagé ces informations en totalité ou en partie avec sa conjointe, l'intimée Sabrina Royer-Paradis.

²⁶ Pièce IDL-10, paragraphe 6.3.1 et pages 29 à 31, et pièce IDL-11, paragraphes 2.3.3 et 3.1.1.

2017-023-024

PAGE : 8

Bitcoins d'une valeur de plus de 1 million de dollars qu'il aurait réussi à cacher aux enquêteurs, et ce, afin de faire l'acquisition de matériel informatique et électrique lui permettant de monter une véritable opération occulte de minage de cryptomonnaies et ainsi continuer de financer son train de vie fastueux, le tout en bafouant apparemment sans retenue les ordonnances générales de blocage qui ont été prononcées à son encontre.

[36] Le Tribunal rappelle aussi que la preuve²⁷ dévoile que ces Bitcoins proviendraient essentiellement du public investisseur que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis auraient attiré dans le cadre de la promotion de leur projet PlexCoin, le tout en commettant des manquements apparents graves à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[37] Le Tribunal rappelle enfin que la preuve qui lui a été présentée établit que l'intimé Dominic Lacroix n'aurait pas hésité à utiliser sa mère comme prête-nom pour acquérir, avec de l'argent qui aurait été illégalement recueilli du public investisseur, et pour louer un immeuble situé sur la rue Gaudias-Villeneuve à Québec, le tout afin d'en utiliser les revenus pour financer son luxueux train de vie, et ce, une fois de plus en contravention apparente avec les ordonnances générales de blocage qui ont été prononcées à son encontre²⁸.

[38] Quant à l'intimée Sabrina-Paradis, il suffit de lire attentivement les paragraphes 103 à 120 de la décision 2017-015-006/2017-023-007 que le Tribunal a rendue le 24 mai 2018 pour bien comprendre l'ampleur de sa participation dans les nombreux et graves manquements apparents à la *Loi sur les valeurs mobilières* que le Tribunal a constatés dans le cadre de la promotion du projet PlexCoin par les intimés auprès du public investisseur et dans le cadre des nombreuses manœuvres financières qu'ils auraient effectuées pour contrevenir aux ordonnances d'interdiction et de blocage que le Tribunal avait prononcées à leur encontre dans le cadre du présent dossier 2017-023.

[39] Par conséquent, le Tribunal est d'avis qu'il doit faire preuve d'une grande prudence face à l'attitude délinquante et à la créativité malsaine que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Paradis-Royer ont apparemment démontrées d'une manière répétitive, dans le cadre de la présente affaire, et ce, avec l'objectif manifeste de contourner les ordonnances de blocage que le Tribunal a prononcées afin de protéger le public investisseur.

[40] À cet égard, les procureures de l'Autorité ont souligné au Tribunal que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis n'ont pas encore fourni au régulateur ou à l'administrateur provisoire une explication complète et transparente sur la manière dont ils réussissent actuellement à financer et à défrayer l'ensemble de leurs dépenses personnelles malgré l'existence des ordonnances de blocage générales prononcées à leur encontre.

²⁷ Pièce IDL-10, notamment les pages 1, 3, 13, 14 et 20.

²⁸ Pièce IDL-11, paragraphes 2.3.2 et 2.3.3 et témoignage de l'administrateur provisoire.

2017-023-024

PAGE : 9

[41] Les sommes que le Tribunal cherche à protéger par les ordonnances de blocage qu'il a prononcées dans le cadre de la présente affaire sont importantes et la confiance des épargnants, envers les mécanismes de protection mis en place par le législateur pour les protéger, est en jeu. Le Tribunal rappelle que cette confiance est un élément vital au bon fonctionnement d'une économie de marché et qu'elle ne doit jamais être tenue pour acquise, en particulier dans le monde contemporain où la circulation de l'information est presque instantanée. Pour le Tribunal, il est dans l'intérêt public que les investisseurs, lésés dans le cadre des manquements apparents commis par les intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières*, bénéficient prioritairement d'une redistribution éventuelle des actifs qui auront pu être récupérés auprès des intimés.

[42] Par ailleurs, toute la preuve recueillie lors de l'audience ayant mené à la décision initiale fait toujours partie du dossier du Tribunal jusqu'à ce qu'elle soit réfutée²⁹. Le Tribunal doit donc en tenir compte lorsqu'il considère une demande de prolongation de blocage.

[43] Ainsi, après avoir considéré l'ensemble de la preuve qui lui a été présenté, le Tribunal en arrive à la conclusion qu'une preuve prépondérante existe à l'effet que les motifs qui ont justifié le prononcé, dans l'intérêt public, des ordonnances de blocage dans le présent dossier existent toujours et que l'enquête de l'Autorité se poursuit.

[44] De plus, le Tribunal considère que, dans les circonstances, la période de prolongation demandée par l'Autorité pour les ordonnances de blocage actuellement en vigueur est raisonnable et dans l'intérêt public. Par ailleurs, afin de faciliter l'administration des trois dossiers³⁰ qui sont reliés à la présente affaire, le Tribunal a décidé de fixer une date commune pour l'échéance des ordonnances de blocage prononcées dans le cadre des décisions de prolongation qu'il a rendues simultanément, le 25 juin 2021, dans ces trois dossiers.

[45] Par conséquent, après avoir dûment considéré l'ensemble de la preuve et de l'argumentation présenté par les procureurs des parties, le Tribunal est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de prolonger les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier, et ce, jusqu'au 13 juin 2022.

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, dans l'intérêt public et en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*³¹ ainsi que des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*³² :

PROLONGE les ordonnances de blocage prononcées par le Tribunal le 21 septembre 2017³³, telles que renouvelées depuis, jusqu'au **13 juin 2022**, et ce, de la manière

²⁹ *McKeown c. Autorité des marchés financiers*, 2017 QCCQ 1905.

³⁰ 2017-015, 2017-023 et 2017-015/2017-023.

³¹ RLRQ, c. E-6.1.

³² RLRQ, c. V-1.1.

³³ Préc., note 2.

2017-023-024

PAGE : 10

suivante, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme :

ORDONNE à Dominic Lacroix, DL Innov inc. et Sabrina Paradis-Royer en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'ils ont en leur possession qui leur ont été confiés et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour eux à quelques endroits que ce soit;

ORDONNE à la mise en cause, Banque Royale du Canada en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde et le contrôle pour Dominic Lacroix, DL Innov inc. et Sabrina Paradis-Royer et plus particulièrement, sans limiter la portée des présentes en regard des comptes suivants : [...] et [...];

ORDONNE aux mises en cause, Shopify Inc. et Shopify Payments Canada, en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'elles ont en dépôt ou dont elles ont la garde et le contrôle pour Sidepay.ca, Dominic Lacroix, DL Innov inc. et Sabrina Paradis-Royer.

La présente ordonnance de prolongation de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution des décisions rendues les 5 et 12 juillet 2018³⁴ ayant accordé des levées partielles des ordonnances de blocage en faveur de la mise en cause Raymond Chabot administrateur provisoire inc.

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue le 23 octobre 2019³⁵ ayant accordé des levées partielles des ordonnances de blocage afin de permettre l'exécution du jugement rendu par la Cour du district Est de New York portant le numéro 1 :17-cv-07007-CBA-RML.

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue le 24 mars 2021³⁶ ayant

³⁴ Préc., note 8.

³⁵ Préc., note 9.

³⁶ Préc., note 10.

2017-023-024

PAGE : 11

accordé une levée partielle des ordonnances de blocage afin de permettre la vente d'un immeuble.

M^e Jean-Pierre Cristel
Juge administratif

M^e Annie Parent et M^e Nathalie Chouinard
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureures de la demanderesse Autorité des marchés financiers

M^e Sarah Desabrais
Avocate des intimés DL Innov inc., Dominic Lacroix, Micro-Prêts inc., Gap Transit Inc.
et Interaxe inc.

M^e Sarah Brouillette et M^e Charles Levasseur
(Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats)
Avocats de l'intimée Sabrina Paradis-Royer

M^e Gabriel Faure
(McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l., s.r.l.)
Avocat de la mise en cause Raymond Chabot Administrateur Provisoire inc.

Dates d'audiences : 9 et 14 juin 2021

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIERS N° : 2017-015
2017-023

DÉCISION N° : 2017-015-022
2017-023-025

DATE : Le 25 juin 2021

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
Partie demanderesse

C.
DOMINIC LACROIX
et
SABRINA PARADIS-ROYER
et
YAN OUELLET
et
PASCAL LACROIX
et
DL INNOV INC.
et
GAP TRANSIT
et
INTERAXE INC.

Parties intimées

BMO
et
TANGERINE
et
CIBC

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 2

et
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE CHARLESBOURG
et
SHOPIFY INC.
et
SHOPIFY PAYMENTS CANADA INC.
et
MICRO-PRÊTS INC.
et
LEMIEUX NOLET SYNDICS AUTORISÉS EN INSOLVABILITÉ
et
RAYMOND CHABOT ADMINISTRATEUR PROVISoire INC.
et
**OFFICIER RESPONSABLE DU BUREAU DE LA PUBLICITÉ DES DROITS DE LA
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE QUÉBEC**
Parties mises en cause

DÉCISION
PROLONGATION D'ORDONNANCES DE BLOCAGE

APERÇU

[1] Le 20 juillet 2017¹, le Tribunal administratif des marchés financiers (« Tribunal ») a prononcé des ordonnances d'interdictions d'opérations sur valeurs, de retrait d'annonces ou de sollicitations par Internet et de fermeture de sites Internet à l'encontre des intimés PlexCorps, PlexCoin, DL Innov inc., Gestio inc. et Dominic Lacroix.

[2] Le 21 septembre 2017², des ordonnances de blocage visant les fonds, titres ou autres biens des intimés Dominic Lacroix, DL Innov inc. et Sabrina Paradis-Royer et ceux détenus pour eux par diverses institutions financières ont été prononcées par le Tribunal.

[3] Les ordonnances de blocage initiales ont été prononcées dans le cadre d'une enquête menée par l'Autorité des marchés financiers (« Autorité ») en lien avec des manquements allégués des intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM »)³, à savoir notamment des placements illégaux et des activités de courtier sans inscription relativement à un projet d'émission d'une cryptomonnaie nommée « PlexCoin ».

¹ *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2017 QCTMF 88.

² *Autorité des marchés financiers c. PlexCorps*, 2017 QCTMF 107.

³ RLRQ, c. V-1.1.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 3

[4] Le 24 mai 2018⁴, de nouvelles ordonnances de blocage ont été émises dans les dossiers 2017-015 et 2017-023 relativement à des Bitcoins et/ou autres cryptomonnaies en possession ou sous le contrôle des intimés. Depuis cette décision, les ordonnances de blocage ont été prolongées à plusieurs reprises⁵. La présente décision porte sur la prolongation de ces ordonnances de blocage.

[5] Le 21 juin 2018, les intimées DL Innov inc. et Micro-Prêts inc. ont été mises en faillite et Lemieux Nolet, Syndics autorisés en insolvabilité a été nommé.

[6] Le 5 juillet 2018⁶, à la demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête, le Juge Pronovost de la Cour supérieure a nommé Emmanuel Phaneuf de Raymond Chabot administrateur provisoire inc. pour agir à titre d'administrateur provisoire quant à l'administration des Bitcoins en possession, contrôlés, détenus ou ayant été confiés à l'intimé Dominic Lacroix et a notamment permis à cet administrateur provisoire de prendre possession de tous les biens de cet intimé.

[7] Les 5 et 12 juillet 2018⁷, le Tribunal a prononcé des levées partielles des ordonnances de blocage en faveur de cet administrateur provisoire afin de lui permettre d'exécuter sans restriction la décision rendue le 5 juillet 2018 par la Cour supérieure.

[8] Le 23 octobre 2019⁸, le Tribunal a prononcé une levée partielle des ordonnances de blocage afin de permettre l'exécution du jugement rendu par la Cour du district Est de New York portant le numéro 1 :17-cv-07007-CBA-RML.

[9] Le 24 mars 2021⁹, afin de permettre l'exécution d'une décision du Juge Dumais de la Cour supérieure, le Tribunal a prononcé une autre levée partielle des ordonnances de blocage à l'égard d'un immeuble.

[10] L'Autorité indique au Tribunal que son enquête, dans le cadre de la présente affaire, se poursuit et demande au Tribunal de prolonger les ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier pour une période additionnelle de douze (12) mois.

[11] Pour leur part, les intimés ont indiqué au Tribunal qu'ils ne s'opposent pas à cette demande de prolongation, sauf pour ce qui a trait à la prolongation des ordonnances générales de blocage.

⁴ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 53.

⁵ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCTMF 86; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2019 QCTMF 34; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 23 et *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2020 QCTMF 30; *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, décision n^{os} 2017-015-020/2017-023-023 du 16 juin 2021.

⁶ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2018 QCCS 3062.

⁷ *Raymond Chabot Administrateur provisoire inc. c. Lacroix*, 2018 QCTMF 70; *Raymond Chabot Administrateur provisoire inc. c. Lacroix*, 2018 QCTMF 74.

⁸ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2019 QCTMF 53.

⁹ *Autorité des marchés financiers c. Lacroix*, 2021 QCTMF 19.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 4

[12] Le Tribunal doit donc déterminer s'il prolonge les ordonnances de blocage actuellement en vigueur et, le cas échéant, il doit déterminer la durée de cette prolongation.

[13] Après avoir dûment considéré l'ensemble de la preuve et de l'argumentation présenté par les procureurs des parties, le Tribunal décide de prolonger - dans l'intérêt public - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier, et ce, jusqu'au 13 juin 2022.

ANALYSE

[14] Pour que le Tribunal puisse prolonger une ordonnance de blocage, il doit déterminer si :

- (1) l'enquête de l'Autorité à l'égard des intimés est toujours en cours¹⁰;
- (2) les motifs au soutien des ordonnances de blocage initiales existent toujours¹¹.

[15] Quant à la durée de l'ordonnance de blocage, la loi prévoit qu'elle est de 12 mois, à moins que le Tribunal n'en décide autrement¹².

[16] Lors de l'audience, les procureures de l'Autorité ont indiqué que les motifs qui ont justifié le prononcé des ordonnances de blocage dans le cadre du présent dossier existent toujours.

[17] Elles ont aussi affirmé au Tribunal que l'enquête de l'Autorité est toujours en cours. À cet égard, elles ont informé le Tribunal que, le 17 juin 2020, un constat d'infraction a été signifié aux intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis, ainsi qu'à Yan Ouellet, pour des infractions de nature pénale reliées à la présente affaire. Cette procédure juridique se poursuit devant la chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec.

[18] Les procureures de l'Autorité ont ajouté, qu'en principe, une date pour le procès des intimés devrait être retenue le 26 juillet 2021, lors de la prochaine conférence de gestion devant la Cour du Québec, et que la durée de ce procès sera vraisemblablement de plusieurs semaines.

[19] Les procureures de l'Autorité ont aussi indiqué que le processus visant la redistribution éventuelle des actifs des intimés aux investisseurs et créanciers se poursuit devant la Cour supérieure. Ces actifs font actuellement l'objet d'ordonnances de blocage générales et spécifiques - de nature conservatoire - prononcées par le Tribunal.

[20] À cet égard, l'administrateur provisoire Emmanuel Phaneuf de Raymond Chabot administrateur provisoire inc. - nommé par la Cour supérieure le 5 juillet 2018 à la demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête¹³ - a témoigné lors de l'audience

¹⁰ Art. 249 LVM.

¹¹ Art. 250 (2^e al.) LVM.

¹² Art. 250 (1^{er} al.) LVM.

¹³ Voir la note 6.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 5

et a informé le Tribunal que le travail des autorités a permis d'identifier environ 30 000 investisseurs qui auraient investi environ 11 millions de dollars à la suite des activités de promotion du projet PlexCoin¹⁴ - une nouvelle cryptomonnaie - par les intimés, le tout constituant des manquements apparents des intimés aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[21] L'administrateur provisoire a informé le Tribunal qu'il estime actuellement à 53 millions de dollars l'ensemble des créances provenant du public investisseur et des autorités fiscales à l'encontre des intimés au présent dossier 2017-015/2017-023 et à ceux de deux autres dossiers¹⁵ étroitement reliés à la présente affaire, soit le dossier 2017-015 et le dossier 2017-023 dans lesquels le Tribunal a rendu des décisions.

[22] Par ailleurs, l'administrateur provisoire a indiqué que ses efforts de même que ceux des autorités réglementaires et judiciaires canadiennes et américaines ont jusqu'à maintenant permis de récupérer des intimés aux trois dossiers susmentionnés des actifs totaux qui s'élèvent à environ 7.1 millions de dollars. À cet égard, il a précisé qu'une centaine de Bitcoins, qui auraient été en possession ou sous le contrôle de l'intimé Dominic Lacroix, n'ont pu jusqu'à maintenant être retracés de même que pour environ 1 million de dollars de Forks, une forme de prime ou de plus-value résultant de la division d'une cryptomonnaie en une ou plusieurs autres.

[23] Le Tribunal souligne que la valeur au marché du Bitcoin oscillant actuellement autour de 40 000 \$ US, une centaine de Bitcoins non retracés représenteraient une somme totale de près de 5 millions de dollars canadiens. De l'avis du Tribunal, il ne s'agit pas d'une somme négligeable au regard des actifs actuellement récupérés de 7.1 millions de dollars et de la somme totale de 53 millions de dollars en créances mentionnées par l'administrateur provisoire, en particulier parce que le processus visant la redistribution des actifs saisis auprès des intimés vers les investisseurs lésés dans le cadre de leurs manquements apparents à la *Loi sur les valeurs mobilières* se poursuit actuellement, notamment devant la Cour supérieure¹⁶.

[24] À cet égard, le Tribunal souligne que la Cour supérieure doit éventuellement approuver un plan de redistribution de ces actifs aux créanciers¹⁷, lequel plan doit être préparé au cours des prochains mois par l'administrateur provisoire, et ce, à la suite d'un processus formel de dépôt de réclamations par les créanciers qui a été approuvé, le 7 mai 2021, par le Juge Dumais de la Cour supérieure.

¹⁴ Pièce IDL-13, paragraphe 7.2.3.4.

¹⁵ Soit le dossier 2017-023, dans lequel le Tribunal a initialement prononcé des ordonnances de blocage le 21 septembre 2017 et le dossier 2017-015 dans lequel le Tribunal a initialement prononcé des ordonnances de blocage le 13 juin 2017.

¹⁶ Le Juge Dumais de la Cour supérieure a rendu, à cet égard, un certain nombre de décisions, en particulier le 29 octobre 2020 et le 7 mai 2021.

¹⁷ Ces créanciers incluent ceux des intimés au présent dossier de même que ceux des dossiers mentionnés à la note 15 de la présente décision.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 6

[25] L'administrateur provisoire a indiqué que la date limite du 4 août 2021 a été fixée par la Cour supérieure pour recevoir les réclamations de tous les créanciers, incluant ceux des intimés au présent dossier. Par la suite, plusieurs mois, seront vraisemblablement nécessaires pour permettre à la Cour supérieure de trancher les réclamations contestées et d'approuver un plan de distribution des actifs aux créanciers dont les créances auront été formellement reconnues au terme du processus susmentionné.

[26] Ultiment, le Tribunal aura à se prononcer pour ce qui a trait à la levée de toutes les ordonnances de blocage en vigueur au présent dossier de même qu'aux deux autres dossiers reliés, et ce, afin de permettre l'exécution d'une décision finale de la Cour supérieure quant au plan de redistribution susmentionné. Entretemps, ces ordonnances de blocage - spécifiques, lorsque des actifs précis ont été identifiés dans le cadre de l'enquête en cours, ou générales, afin de couvrir l'ensemble des actifs des intimés qui n'ont pas encore été spécifiquement identifiés ou/et récupérés dans le cadre de l'enquête - demeurent le rempart juridique ultime empêchant les intimés visés par celles-ci de dilapider ces actifs ou de les transférer dans une juridiction où il serait plus difficile de les récupérer.

[27] Le Tribunal rappelle que la preuve¹⁸ - qu'il a reçue dans le cadre de la décision qu'il a rendue, en urgence, le 21 septembre 2017¹⁹ dans le dossier 2017-023 - établit l'implication des intimés Dominic Lacroix et DL Innov dans des activités reliées directement et indirectement à la promotion auprès du public investisseur du projet PlexCoin, le tout constituant une autre série de manquements apparents aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de même qu'une violation apparente des ordonnances d'interdiction et de blocage que le Tribunal avaient prononcées dans ses décisions 2017-015-001 et 2017-023-001.

[28] De plus, il appert de la preuve qui a été présentée au Tribunal dans le présent dossier 2017-015/2017-023 que - malgré les ordonnances générales de blocage rendues par le Tribunal dans le cadre du dossier 2017-015 et du dossier 2017-023 - les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis auraient contrevenu à répétition aux ordonnances de blocage générales susmentionnées, le tout afin de financer un train de vie fastueux et la poursuite d'autres manquements apparents aussi graves à cette loi²⁰.

[29] Cette preuve démontre, de l'avis du Tribunal, que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Paradis-Royer ont cherché par tous les moyens à contourner les ordonnances de blocage - et en particulier les ordonnances générales de blocage - que le Tribunal a prononcées dans le cadre du dossier 2017-023 et du présent dossier 2017-015/2017-023, et ce, afin de continuer à recueillir illégalement des fonds du public

¹⁸ Décision n° 2017-023-002 avec motifs, publiée le 31 octobre 2017, voir en particulier les paragraphes 77, 82 et 89.

¹⁹ Décision du Tribunal n° 2017-023-002 (les motifs de cette décision furent rendus le 31 octobre 2017).

²⁰ Décision n°s 2017-015-006/2017-023-007, voir en particulier les paragraphes 103 à 200.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 7

investisseur dans le cadre de leur projet PlexCoin et afin de continuer à financer leurs dépenses personnelles en utilisant cet argent, notamment pour la construction d'une somptueuse résidence située sur la rue des Manitobains à Québec et l'acquisition de meubles coûteux, de nombreux véhicules automobiles et d'une cave à vin garnie de Grands Crus. Selon l'administrateur provisoire, une somme de 4.5 millions de dollars, provenant du public investisseur dans le projet PlexCoin, aurait été ainsi dépensée²¹.

[30] Le Tribunal rappelle que les motifs initiaux qui l'ont incité à prononcer dans l'intérêt public des ordonnances de blocage – de nature conservatoire – dans le présent dossier 2017-015/2017-023 sont essentiellement: (i) une preuve de manquements apparents graves aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* par le placement de contrats d'investissement auprès du public investisseurs dans le cadre du projet PlexCoin, le tout sans que les intimés détiennent les moindres prospectus, dispense appropriée ou inscription à titre de courtier auprès de l'Autorité, et (ii) la volonté d'empêcher la dilapidation, en particulier par les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis, de l'argent qu'ils ont soutiré du public investisseur - dans le cadre des manquements apparents susmentionnés à la *Loi sur les valeurs mobilières* - et des actifs qui ont pu être acquis par eux en utilisant cet argent, le tout en attendant que l'enquête de l'Autorité soit complétée, que la lumière soit faite sur l'origine des actifs actuellement bloqués et qu'une décision soit prise, par les instances appropriées, quant à la propriété et la répartition de ces actifs.

[31] Le Tribunal indique que le simple passage du temps n'a pas eu pour effet d'effacer ces manquements apparents graves à la *Loi sur les valeurs mobilières* de la part des intimés et qu'il est, à son avis, essentiel et dans l'intérêt public de maintenir l'ensemble des ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier 2017-015/2017-023, et ce, parce que l'enquête de l'Autorité se poursuit - tant directement au sein du régulateur que par l'entremise de l'administrateur provisoire qui a été nommé par la Cour supérieure à la suite d'une demande de l'Autorité et dans le cadre de son enquête - et parce qu'il faut continuer de protéger juridiquement l'ensemble des actifs des intimés jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur l'origine de ces actifs et qu'une décision soit prise, par les instances appropriées, quant à leur propriété et leur répartition.

[32] À cet égard, le Tribunal souligne qu'une solide jurisprudence²² établit que l'enquête ne comprend pas seulement la simple recherche et la collecte d'informations, mais qu'elle s'étend aux mesures prévues par la loi en vue de réprimer les infractions et imposer des sanctions appropriées de même qu'aux recours prévus pour permettre la récupération de sommes d'argent illégalement acquises et leur redistribution aux investisseurs lésés à la suite de manquements commis à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

²¹ Pièce IDL-11, paragraphe 2.3.3.

²² Notamment dans *Mercille (Richard)*, (1990) 21 B.C.V.M.Q. n° 50, 22, *Autorité des marchés financiers c. Gestion Guychar (Canada) inc.*, 2010 QCBDRVM 13; *Samji (Re)*, 2012 BCSECCOM 91.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 8

[33] Les procureures des intimés soutiennent que les ordonnances générales de blocage prononcées à l'encontre des intimés ne devraient pas être prolongées. Le Tribunal n'est pas de cet avis et, à cet égard, souligne que, sans ces ordonnances générales de blocage, tous les actifs illicitement recueillis par leurs clients auprès du public investisseur qui ne font pas l'objet d'ordonnances spécifiques de blocage ou/et qui ne sont pas actuellement sous le contrôle de l'administrateur provisoire risquent fort de lui échapper et d'échapper à tout jamais au régulateur de même qu'aux investisseurs lésés, en particulier si l'intimé Dominic Lacroix, apparemment peu naturellement enclin à respecter les ordonnances du Tribunal, a habilement évité - en dépit d'un séjour en prison pour outrage au tribunal - de partager avec l'administrateur provisoire des informations qui lui permettraient de récupérer la totalité ou une partie des 100 Bitcoins et des Forks que l'administrateur provisoire n'a pu encore récupérer dans le cadre de l'enquête²³. Le Tribunal souligne que ces 100 Bitcoins et ces Forks auraient actuellement une valeur au marché d'environ 6 millions de dollars canadiens.

[34] Le Tribunal rappelle que la preuve²⁴ qui lui a été présentée a notamment dévoilé que l'intimé Dominic Lacroix n'aurait pas hésité à payer des fournisseurs en utilisant des Bitcoins d'une valeur de plus de 1 million de dollars qu'il aurait réussi à cacher aux enquêteurs, et ce, afin de faire l'acquisition de matériel informatique et électrique lui permettant de monter une véritable opération occulte de minage de cryptomonnaies et ainsi continuer de financer son train de vie fastueux, le tout en bafouant apparemment sans retenue les ordonnances générales de blocage qui ont été prononcées à son encontre.

[35] Le Tribunal rappelle aussi que la preuve²⁵ dévoile que ces Bitcoins proviendraient essentiellement du public investisseur que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis auraient attiré dans le cadre de la promotion de leur projet PlexCoin, le tout en commettant des manquements apparents graves à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[36] Le Tribunal rappelle enfin que la preuve qui lui a été présentée établit que l'intimé Dominic Lacroix n'aurait pas hésité à utiliser sa mère comme prête-nom pour acquérir, avec de l'argent qui aurait été illégalement recueilli du public investisseur, et pour louer un immeuble situé sur la rue Gaudias-Villeneuve à Québec, le tout afin d'en utiliser les revenus pour financer son luxueux train de vie, et ce, une fois de plus en contravention apparente avec les ordonnances générales de blocage qui ont été prononcées à son encontre²⁶.

[37] Quant à l'intimée Sabrina-Paradis, il suffit de lire attentivement les paragraphes 103 à 120 de la décision 2017-015-006/2017-023-007 que le Tribunal a rendue le 24 mai 2018 pour bien comprendre l'ampleur de sa participation dans les nombreux et graves

²³ L'intimé Dominic Lacroix pourrait toutefois avoir partagé ces informations en totalité ou en partie avec sa conjointe, l'intimée Sabrina Royer-Paradis.

²⁴ Pièce IDL-10, paragraphe 6.3.1 et pages 29 à 31, et pièce IDL-11, paragraphes 2.3.3 et 3.1.1.

²⁵ Pièce IDL-10, notamment les pages 1, 3, 13, 14 et 20.

²⁶ Pièce IDL-11, paragraphes 2.3.2 et 2.3.3 et témoignage de l'administrateur provisoire.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 9

manquements apparents à la *Loi sur les valeurs mobilières* que le Tribunal a constatés dans le cadre de la promotion du projet PlexCoin par les intimés auprès du public investisseur et dans le cadre des nombreuses manœuvres financières qu'ils auraient effectuées pour contrevenir aux ordonnances d'interdiction et de blocage que le Tribunal avait prononcées à leur encontre dans le cadre du dossier 2017-023.

[38] Le Tribunal souligne qu'il est tout à fait exceptionnel qu'afin de protéger l'intérêt public il ait eu à prononcer dans le cadre du présent dossier 2017-015/2017-023: (i) de nouvelles ordonnances générales de blocage visant des intimés, soit Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis, qui avaient déjà fait l'objet d'ordonnances générales de blocage antérieures, et (ii) une série d'ordonnances de blocage spécifiques additionnelles visant à les empêcher de poursuivre leurs nombreux manquements apparents à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[39] Par conséquent, le Tribunal est d'avis qu'il doit faire preuve d'une grande prudence face à l'attitude délinquante et à la créativité malsaine que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Paradis-Royer ont apparemment démontrées d'une manière répétitive, dans le cadre de la présente affaire, et ce, avec l'objectif manifeste de contourner les ordonnances de blocage que le Tribunal a prononcées afin de protéger le public investisseur.

[40] À cet égard, les procureures de l'Autorité ont souligné au Tribunal que les intimés Dominic Lacroix et Sabrina Royer-Paradis n'ont pas encore fourni au régulateur ou à l'administrateur provisoire une explication complète et transparente sur la manière dont ils réussissent actuellement à financer et à défrayer l'ensemble de leurs dépenses personnelles malgré l'existence des ordonnances de blocage générales prononcées à leur encontre.

[41] Les sommes que le Tribunal cherche à protéger par les ordonnances de blocage qu'il a prononcées dans le cadre de la présente affaire sont importantes et la confiance des épargnants, envers les mécanismes de protection mis en place par le législateur pour les protéger, est en jeu. Le Tribunal rappelle que cette confiance est un élément vital au bon fonctionnement d'une économie de marché et qu'elle ne doit jamais être tenue pour acquise, en particulier dans le monde contemporain où la circulation de l'information est presque instantanée. Pour le Tribunal, il est dans l'intérêt public que les investisseurs, lésés dans le cadre des manquements apparents commis par les intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières*, bénéficient prioritairement d'une redistribution éventuelle des actifs qui auront pu être récupérés auprès des intimés.

[42] Par ailleurs, toute la preuve recueillie lors de l'audience ayant mené à la décision initiale fait toujours partie du dossier du Tribunal jusqu'à ce qu'elle soit réfutée²⁷. Le Tribunal doit donc en tenir compte lorsqu'il considère une demande de prolongation de blocage.

²⁷ *McKeown c. Autorité des marchés financiers*, 2017 QCCQ 1905.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 10

[43] Ainsi, après avoir considéré l'ensemble de la preuve qui lui a été présenté, le Tribunal en arrive à la conclusion qu'une preuve prépondérante existe à l'effet que les motifs qui ont justifié le prononcé, dans l'intérêt public, des ordonnances de blocage dans le présent dossier existent toujours et que l'enquête de l'Autorité se poursuit.

[44] De plus, le Tribunal considère que, dans les circonstances, la période de prolongation demandée par l'Autorité pour les ordonnances de blocage actuellement en vigueur est raisonnable et dans l'intérêt public. Par ailleurs, afin de faciliter l'administration des trois dossiers²⁸ qui sont reliés à la présente affaire, le Tribunal a décidé de fixer une date commune pour l'échéance des ordonnances de blocage prononcées dans le cadre des décisions de prolongation qu'il a rendues simultanément, le 25 juin 2021, dans ces trois dossiers.

[45] Par conséquent, après avoir dûment considéré l'ensemble de la preuve et de l'argumentation présenté par les procureurs des parties, le Tribunal est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de prolonger les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier, et ce, jusqu'au 13 juin 2022.

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, dans l'intérêt public et en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*²⁹ ainsi que des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :

PROLONGE les ordonnances de blocage prononcées par le Tribunal le 24 mai 2018³⁰, telles que renouvelées depuis, jusqu'au **13 juin 2022**, et ce, de la manière suivante, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme :

ORDONNE à Dominic Lacroix, DL Innov inc., Gap Transit inc., Interaxe inc., Sabrina Paradis-Royer, en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, de titres ou autres biens incluant tout bitcoin et/ou autre cryptomonnaie qu'ils ont en leur possession ou sous leur contrôle, dont ils sont les détenteurs ou qui leur ont été confiés et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens incluant tout bitcoin et/ou autre cryptomonnaie se trouvant auprès d'une autre personne, société ou plateforme d'échange qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour eux à quelque endroit que ce soit et plus particulièrement, sans limiter la portée des présentes :

- Tout bitcoin et/ou autre cryptomonnaie se trouvant notamment aux adresses suivantes :

[...]

²⁸ 2017-015, 2017-023 et 2017-015/2017-023.

²⁹ RLRQ, c. E-6.1.

³⁰ Préc., note 4.

2017-015-022
 2017-023-025

PAGE : 11

[...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]
 [...]

- Toute somme d'argent, tout bitcoin et/ou autre cryptomonnaie détenus auprès de Kraken, Satoshi Portal inc. - Bylls;
- Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro [...] du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Québec.

Avec bâtisse dessus construite portant le numéro [...], Québec (Québec) [...], circonstances et dépendances.

ORDONNE à Pascal Lacroix et Yan Ouellet, en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens ou autres biens incluant tout bitcoin et/ou autre cryptomonnaie qu'ils ont en leur possession ou sous leur contrôle direct ou indirect, dont ils sont les détenteurs pour le compte de Dominic Lacroix, Sabrina Paradis-Royer et les sociétés Micro-Prêts inc., DL Innov inc., Gap Transit inc. et Interaxe inc.

ORDONNE à la mise en cause **BMO**, en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde et le contrôle pour Dominic Lacroix et Gap Transit inc. et plus particulièrement, sans limiter la portée des présentes en regard des comptes suivants :

- Dominic Lacroix : compte numéro [...]
- Gap Transit inc. : compte numéro 2193 1057-294

ORDONNE à la mise en cause **Tangerine**, en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde et le contrôle pour Dominic Lacroix et

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 12

Sabrina Paradis-Royer et plus particulièrement, sans limiter la portée des présentes en regard des comptes suivants :

Dominic Lacroix	[...]	[...]	[...]	30,06	CA
	[...]	[...]	[...]	13,07	US
	[...]	[...]	[...]	5,34	US
	[...]	[...]	[...]	5657,55	CA
	[...]	[...]	[...]	4523,27	CA
	[...]	[...]	[...]	0	CA
	[...]	[...]	[...]	0	CA
	[...]	[...]	[...]		
Sabrina Paradis-Royer	[...]	[...]	[...]	1549,33	CA

ORDONNE à la mise en cause **Caisse Desjardins de Charlesbourg**, en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde et le contrôle pour Sabrina Paradis-Royer et plus particulièrement, sans limiter la portée des présentes, en regard au compte [...];

ORDONNE à la mise en cause **CIBC**, en vertu de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de ne pas se départir de fonds, de titres, ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde et le contrôle pour Dominic Lacroix et plus particulièrement, sans limiter la portée des présentes, en regard au compte [...].

La présente ordonnance de prolongation de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution des décisions rendues les 5 et 12 juillet 2018³¹ ayant accordé des levées partielles des ordonnances de blocage en faveur de Raymond Chabot administrateur provisoire inc.

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue le 23 octobre 2019³² ayant accordé des levées partielles des ordonnances de blocage afin de permettre l'exécution du jugement rendu par la Cour du district Est de New York York portant le numéro 1:17-cv-07007-CBA-RML.

La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue le 24 mars 2021³³ ayant accordé une levée partielle des ordonnances de blocage afin de permettre la vente d'un immeuble.

³¹ Préc., note 7.

³² Préc., note 8.

³³ Préc., note 9.

2017-015-022
2017-023-025

PAGE : 13

M^e Jean-Pierre Cristel
Juge administratif

M^e Nathalie Chouinard et M^e Annie Parent
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureures de l'Autorité des marchés financiers

M^e Sarah Desabrais
Avocate de DL Innov inc., Dominic Lacroix, Micro-Prêts inc., Gap Transit Inc. et Interaxe
inc.

M^e Sarah Brouillette et M^e Charles Levasseur
(Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats)
Avocats de Sabrina Paradis-Royer

M^e Gabriel Faure
(McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l., s.r.l.)
Avocat de la mise en cause Raymond Chabot Administrateur Provisoire inc.

Dates d'audiences : 9 et 14 juin 2021

2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Accords de coopération sur les fonctions d'innovation en matière de coopération et d'échange d'information concernant les fintechs (Innovation Functions Co-operation Agreement)

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), certains régulateurs provinciaux membres du bac à sable des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la Securities and Futures Commission (la « SFC »), l'organisme de supervision et de surveillance des marchés financiers de Hong Kong, ont conclu un accord de coopération sur les fonctions d'innovation.

Par le biais de cet accord, l'Autorité exprime sa volonté d'établir un cadre pour la coopération et l'échange d'information avec la SFC à l'égard de l'industrie des fintechs.

L'Autorité échangera notamment de l'information sur les tendances de l'innovation financière, sur les enjeux de réglementation liés aux nouveaux modèles d'affaires qui émergent ainsi que sur d'éventuels projets innovants communs entre l'Autorité et la SFC. Ce protocole permettra également aux fintechs autorisées de disposer d'un soutien personnalisé et d'un accompagnement si elles désirent offrir leurs produits et services à Maurice (et inversement).

L'accord a été signé en anglais et a pris effet le 30 juin 2021.

Nous publions ci-après une version administrative française de l'accord.

Le 8 juillet 2021

Accord de coopération sur les fonctions d'innovation

entre

la Securities and Futures Commission de Hong Kong

et

**la Commission des valeurs
mobilières de l'Ontario**

**l'Autorité des marchés
financiers (Québec)**

**la British Columbia Securities
Commission**

**l'Alberta Securities
Commission**

**la Financial and Consumer
Affairs Authority of
Saskatchewan**

**la Commission des valeurs
mobilières du Manitoba**

**la Commission des services
financiers et des services aux
consommateurs (Nouveau-
Brunswick)**

**la Nova Scotia Securities
Commission**

Table des matières

1	Définitions	3
2	Introduction.....	4
3	Objet	4
4	Principes	5
5	Étendue	5
6	Confidentialité et utilisation autorisée	6
7	Durée.....	7
8	Modification	7
9	Autres parties à l'accord.....	7
	Annexe A : Personnes-ressources - Fonctions d'innovation désignées	9

Accord de coopération sur les fonctions d'innovation

1 Définitions

Pour l'application du présent accord de coopération et à moins d'indication contraire du contexte, on entend par :

- « **autorisation** » : le processus d'inscription, d'enregistrement ou d'autorisation d'une entité, d'octroi de permis, de licence ou de dispense à l'entité ou de soumission de l'entité à la compétence d'une autorité, de façon à lui permettre d'exercer ses activités de prestation de services financiers ou de fourniture de produits financiers dans le territoire de compétence de l'autorité, et l'expression « autorisé » a un sens correspondant;
- « **autorité** » : la Securities and Futures Commission de Hong Kong (la « Commission ») ou une autorité canadienne, appelées collectivement les « autorités »;
- « **autorité canadienne** » : toute autorité en valeurs mobilières établie au Canada sous le régime d'une loi provinciale ou territoriale qui est signataire du présent accord de coopération ou qui y a adhéré conformément à l'article 9 et qui figure dans la liste de l'Annexe A;
- « **autorité requérante** » : l'autorité qui recommande une entreprise novatrice à l'autorité sollicitée;
- « **autorité sollicitée** » :
 - a) si l'autorité requérante est la Commission, toute autorité canadienne à laquelle une recommandation est faite en vertu du présent accord de coopération;
 - b) si l'autorité requérante est une autorité canadienne, la Commission;
- « **critères d'admissibilité au soutien** » : les critères fixés par l'autorité requérante auxquels l'entreprise novatrice est tenue de répondre avant que cette autorité la recommande à l'autorité sollicitée;
- « **entreprise novatrice** » : toute entreprise financière innovante s'étant fait offrir le soutien d'une autorité par l'intermédiaire de sa fonction d'innovation, ou qui y serait admissible;
- « **fonction d'innovation** » : la fonction spécialisée établie par une autorité afin de soutenir l'innovation des entreprises de services financiers dans leurs marchés respectifs;
- « **réglementation** » : toute loi, tout règlement, toute obligation réglementaire ou toute ligne directrice en valeurs mobilières applicable dans le territoire d'une autorité.

2 Introduction

- 2.1 Les autorités partagent le souhait de favoriser l'innovation des entreprises de services financiers dans leurs marchés respectifs. Elles ont établi les fonctions d'innovation dans ce but. Elles estiment que, par leur collaboration, elles seront davantage en mesure de promouvoir l'innovation dans leurs marchés respectifs.
- 2.2 La Commission a mis sur pied le service Fintech Contact Point (FTCP) en mars 2016 en vue d'améliorer les communications avec les entreprises participant au développement et à l'application des technologies financières à Hong Kong. Le service FTCP vise à aider le secteur des technologies financières à comprendre le régime réglementaire actuel et à permettre à la Commission de se tenir au fait de l'évolution de ce secteur à Hong Kong.
- 2.3 Le 23 février 2017, les autorités en valeurs mobilières du Canada ont lancé le bac à sable réglementaire des ACVM, dont l'objectif est d'appuyer les entreprises innovantes partout au Canada. Il permet d'acquérir une compréhension approfondie des nouveaux modèles d'entreprise liés aux valeurs mobilières qui utilisent des solutions technologiques.

Soutien offert par l'intermédiaire des fonctions d'innovation

- 2.4 Le soutien offert par les autorités aux entreprises novatrices par l'intermédiaire de leurs fonctions d'innovation peut prendre les formes suivantes :
- 2.4.1 l'attribution d'une équipe ou d'un point de contact à chaque entreprise novatrice;
- 2.4.2 de l'aide à l'entreprise novatrice pour comprendre la réglementation du territoire de l'autorité compétente ainsi que la façon dont elle s'applique à ses activités et à elle-même;
- 2.4.3 de l'assistance pendant la phase préalable à la demande d'autorisation aux fins suivantes :
- 2.4.3.1 traiter du processus de demande d'autorisation et de toute autre question touchant la réglementation abordée par l'entreprise novatrice;
- 2.4.3.2 s'assurer que l'entreprise novatrice comprend la réglementation de l'autorité compétente et ses implications pour elle;
- 2.4.4 de l'aide au cours du processus d'autorisation, notamment sous la forme d'affectation de personnel responsable de l'autorité possédant une connaissance de l'innovation financière dans son marché respectif, afin d'examiner la demande;
- 2.4.5 l'affectation d'une personne-ressource à l'entreprise novatrice ayant obtenu une autorisation.

3 Objet

L'objet du présent accord de coopération consiste à prévoir un cadre de coopération et de recommandation entre les fonctions d'innovation de la Commission et celles des autorités canadiennes. Le cadre s'articule sur un mécanisme de recommandation permettant aux autorités de recommander des entreprises novatrices à leurs fonctions

d'innovation respectives. Il consiste en outre à établir les modalités selon lesquelles les autorités échangeront et utiliseront l'information sur l'innovation dans leurs marchés respectifs.

4 Principes

- 4.1 Les autorités entendent se prêter mutuellement toute l'assistance possible dans le cadre du présent accord de coopération. Le présent accord de coopération est subordonné aux lois et à la réglementation du territoire de chaque autorité et ne modifie ni ne remplace les lois et la réglementation applicables en vigueur dans ce territoire. Il est une déclaration d'intention des autorités et, par conséquent, ne crée aucun droit exécutoire ni n'impose quelque obligation en droit. Il s'ajoute, sans les modifier, aux modalités de tout autre accord multilatéral ou bilatéral conclu entre les autorités ou entre elles et des tiers.
- 4.2 Le présent accord de coopération est un accord bilatéral entre chaque autorité canadienne et la Commission et ne saurait être assimilé à un accord bilatéral entre les autorités canadiennes.

5 Étendue

Mécanisme de recommandation

- 5.1 Les autorités, par l'intermédiaire de leurs fonctions d'innovation, recommandent l'une à l'autre les entreprises novatrices qui souhaiteraient exercer leurs activités dans l'autre territoire.
- 5.2 Les recommandations se font par écrit et incluent de l'information démontrant que l'entreprise novatrice souhaitant exercer ses activités dans le territoire de l'autorité sollicitée répond ou répondrait aux critères d'admissibilité au soutien de l'autorité requérante.
- 5.3 Les critères d'admissibilité au soutien devraient comprendre notamment les suivants :
 - 5.3.1 l'entreprise novatrice offre des produits ou services financiers novateurs avantageux pour les consommateurs, les investisseurs ou le secteur;
 - 5.3.2 l'entreprise novatrice démontre qu'elle s'est suffisamment renseignée sur la réglementation de l'autorité sollicitée à laquelle elle pourrait être assujettie.
- 5.4 Après recommandation, et sous réserve que l'entreprise novatrice réponde aux critères d'admissibilité au soutien, la fonction d'innovation de la société sollicitée peut lui offrir son soutien conformément au paragraphe 2.4.
- 5.5 L'autorité requérante reconnaît que l'autorité sollicitée fournissant de l'aide à une entreprise novatrice n'affirme pas, de ce fait, que cette entreprise novatrice répondra aux conditions de l'autorisation dans son territoire.

Échange d'information

- 5.6 Sous réserve des lois et de la réglementation applicables des territoires concernés, les autorités entendent prendre les mesures suivantes :
- 5.6.1 échanger de l'information sur les innovations des entreprises de services financiers dans leurs marchés respectifs, s'il y a lieu, et notamment sur ce qui suit :
- 5.6.1.1 les tendances émergentes et les faits nouveaux (y compris l'utilisation de nouvelles technologies);
- 5.6.1.2 les questions réglementaires relatives à l'innovation dans les services financiers;
- 5.6.2 échanger de l'information additionnelle sur les entreprises novatrices recommandées par l'autorité requérante à l'autorité sollicitée afin de recevoir le soutien de sa fonction d'innovation (y compris la nature du soutien apporté par l'autorité requérante);
- 5.6.3 aviser les autres autorités de tout changement important dans les critères d'admissibilité au soutien.

6 Confidentialité et utilisation autorisée

- 6.1 Toute information communiquée par la Commission à une autorité canadienne, et inversement, en vertu des paragraphes 5.1 à 5.6 devrait être considérée par l'autre autorité comme confidentielle.
- 6.2 L'information relative à une entreprise novatrice incluse dans une recommandation en vertu des paragraphes 5.1 à 5.4 et échangée conformément au paragraphe 5.6 ne devrait être envoyée à l'autorité sollicitée que si l'entreprise novatrice y a consenti par écrit et a transmis son consentement à la Commission et à l'autorité canadienne. Si l'autorité sollicitée est une autorité canadienne, le consentement devrait également comprendre le consentement à ce que cette dernière échange de l'information avec les autres autorités canadiennes, notamment par l'entremise du bac à sable réglementaire des ACVM, pourvu que l'échange s'effectue dans le même but que celui de l'échange d'information de l'autorité requérante avec l'autorité sollicitée. L'entreprise novatrice peut retirer son consentement en tout temps.
- 6.3 L'autorité sollicitée ne devrait utiliser l'information que lui a communiquée une autorité requérante aux termes du présent accord de coopération que dans le but pour lequel l'information a été communiquée, sauf si l'entreprise novatrice et l'autorité requérante consentent à une autre utilisation. Il est entendu qu'une autorité sollicitée peut utiliser de l'information sur une entreprise novatrice recommandée afin de lui fournir du soutien par l'intermédiaire de sa fonction d'innovation et de s'assurer du respect des lois et de la réglementation de son territoire.
- 6.4 Toute autorité canadienne qui est tenue de divulguer de l'information lui ayant été fournie par la Commission, et inversement, en vertu de la loi devrait en aviser l'autre autorité avant de remplir cette obligation et faire valoir l'ensemble des dispenses ou des privilèges dont elle dispose à l'égard de cette information.

7 Durée

- 7.1 Le présent accord de coopération prend effet à la date de sa signature pour toutes les parties, ou à la date fixée conformément à la législation applicable de chacune des autorités.
- 7.2 La Commission ou toute autorité canadienne peut résilier le présent accord moyennant un avis écrit d'au moins 30 jours donné aux autres autorités. Si le présent accord de coopération est résilié par une ou plusieurs autorités canadiennes, il sera maintenu entre la Commission et les autres autorités canadiennes.
- 7.3 En cas de résiliation du présent accord de coopération, l'information obtenue en vertu des présentes demeure traitée de la manière prévue aux paragraphes 6.1 à 6.4.

8 Modification

- 8.1 Les autorités peuvent réviser l'application du présent accord de coopération et mettre ses dispositions à jour au besoin. Les autorités reconnaissent qu'une telle révision peut être nécessaire si un changement important se produit dans le soutien offert aux entreprises novatrices par la fonction d'innovation de l'autorité sollicitée conformément au paragraphe 5.1, ou dans les critères d'admissibilité au soutien.
- 8.2 Le présent accord de coopération peut être modifié moyennant le consentement écrit de toutes les autorités.

9 Autres parties à l'accord

Toute autre autorité canadienne en valeurs mobilières peut devenir partie au présent accord de coopération moyennant la signature, avec la Commission, d'un exemplaire des présentes et la notification des autres signataires, après quoi leurs coordonnées seront ajoutées à l'Annexe A.

Signature des autorités :

Le présent accord de coopération prend effet à la date de sa signature par les autorités ou à la date fixée conformément à la législation applicable de chacune des autorités.

Pour la Securities and Futures Commission
de Hong Kong

Ashley Alder
CEO

30 juin 2021
Date

Pour la Commission des valeurs mobilières
de l'Ontario

Grant Vingo
Chair and CEO

30 juin 2021
Date

Pour l'Autorité des marchés financiers
(Québec)

Louis Morisset
Président-directeur général

30 juin 2021
Date

Pour la British Columbia Securities
Commission

Brenda Leong
Chair and CEO

17 juin 2021
Date

Pour l'Alberta Securities Commission

Stan Magidson
Chair and CEO

24 juin 2021
Date

Pour la Financial and Consumer Affairs
Authority of Saskatchewan

Roger Sobotkiewicz
Chair and CEO

18 juin 2021
Date

Pour la Commission des valeurs mobilières
du Manitoba

David Cheop
Chair and CEO

28 juin 2021
Date

Pour la Commission des services financiers
et des services aux consommateurs
(Nouveau-Brunswick)

Kevin Hoyt
Chef de la direction

15 juin 2021
Date

Pour la Nova Scotia Securities Commission

Paul Radford
Chair

30 juin 2021
Date

Annexe A : Personnes-ressources – Fonctions d'innovation désignées

Securities and Futures Commission
 Fintech Unit
 Intermediaries Division
 Securities and Futures Commission
 54/F One Island East
 18 Westlands Road
 Quarry Bay, Hong Kong
 fintech@sfc.hk

Autorité des marchés financiers (Québec)
 Directeur Fintech et innovation
 800, rue du Square-Victoria, 22^e étage
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Courriel : fintech@lautorite.qc.ca
 Une copie de tout avis de résiliation
 (paragraphe 7.2) doit être envoyée au
 secrétaire et directeur général des affaires
 juridiques
 Courriel : secretariat@lautorite.qc.ca

Alberta Securities Commission
 Denise Weeres
 Director, New Economy
 Alberta Securities Commission
 Suite 600, 250-5th Street SW
 Calgary (Alberta) T2P 0R4
 Tél. : 403 297-2930
 Téléc. : 403 297-2082
 Courriel : Denise.Weeres@asc.ca

**Commission des valeurs mobilières du
 Manitoba**
 Chris Besko
 Director, General Counsel
 500-400 St. Mary Avenue
 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
 Tél. : 204 945-2561
 Téléc. : 204 945-0330
 Sans frais : 1 800 655-5244
 Courriel : Chris.Besko@gov.mb.ca

Nova Scotia Securities Commission
 Executive Director
 Suite 400, Duke Tower
 5251 Duke Street
 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3
 Tél. : 902 424-7768
 Courriel : nsscexemptions@novascotia.ca

**Commission des valeurs mobilières de
 l'Ontario**
 Demandes de coopération – Rampe de
 lancement de la CVMO
 20 Queen Street West, 20th Floor
 Toronto (Ontario) M5H 3S8
 Courriel : osclaunchpad@osc.gov.on.ca
 Tél. : 416 596-4266

British Columbia Securities Commission
 Fintech and Innovation Team
 701 West Georgia Street
 P.O. Box 10142, Pacific Centre
 Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
 Tél. : 604 899-6854
 Courriel : fit@bcsc.bc.ca
 Copie à : COMMSEC@bcsc.bc.ca

**Financial and Consumer Affairs Authority of
 Saskatchewan**
 Sonne Udemgba
 Director, Legal
 Securities Division
 601-1919 Saskatchewan Drive
 Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
 Bureau : 306 787-5879
 Téléc. : 306 787-5899
 Courriel : sonne.udemgba@gov.sk.ca

**Commission des services financiers et des
 services aux consommateurs (Nouveau-
 Brunswick)**
 Directeur adjoint, Politiques, Division des
 valeurs mobilières
 85, rue Charlotte, bureau 300
 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
 Courriel : Registration-inscription@fcnb.ca
 Tél. : 506 658-3060

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
AJAVON	DÉDÉ	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2021-06-22
AKHAND	PROVA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2021-06-26
ASPIROT	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-25
BAKDA NGAHA	NATHALIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-06-25
BELIVEAU	LUC	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-17
BERNIER	JOËL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-07-02
BERNIER	JACQUES	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2021-07-01
BLACKBURN	LOUISE	LBC FINANCIAL SERVICES INC./BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2021-07-01
BOLDUC	CHANTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2021-07-01
BOUCHER	DANIÈLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-06-30
BOUDREAU-CAJOLET	EMMY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-25
BRETON	KARINE	EXCEL PRIVATE WEALTH INC.	2021-07-05
BRUNEL	ROBERT	IA GESTION PRIVÉE DE PATRIMOINE	2021-06-30
BRUNET	JEAN-LUC	AURAY CAPITAL CANADA INC.	2021-06-30
BUCHER	THERESIA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-07-01
CARON	SERGE	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-30
CARPENTIER	ROBERT	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-06-30
CARRIER	FRANCOIS	AVIVA INVESTORS CANADA INC.	2021-06-29
CHOUINARD	NATHALIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-07-02
CISSE	OMAR	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-28
CLOUTIER	MÉLISSA	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2021-07-02
CORBIN	NICOLE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-07-01

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DALLAIRE	CLAIRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-07-01
DESCHENES	SAMUEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-28
DIONNE	SUZANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-30
DJIBRILE IDRISSE	BICHARA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-06-30
FORTIER-RHEAUME	ÉLODIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-30
FRENN	RITA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-07-05
GAGNON	MARIE-FRANCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-30
GAN	LIXIN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2021-06-28
GRAVEL	MARTINE	PLACEMENTS CIBC INC.	2021-06-29
GUÉRIN	LYDIA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-28
HAINS-TREMBLAY	VINCENT	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-18
HENRICHON	LINDA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-06-30
HO NGUYEN	MICHAEL	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2021-07-02
KHOUBBIEH	JAD	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2021-06-25
KONATE	HASSANE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-06-25
LACHANCE	MYRENNA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-29
LADHA	ASHIK AZIM	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2021-07-02
LAMONDE	NICOLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-30
LAPLANTE	KIMBERLEY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-07-02
LEE	WARREN	CAPITAL HUB INC.	2021-07-05
LESSARD	JULIE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2021-06-22
LEUNG CHEUN	DANNY HOW FAH	GESTION DE CAPITAL ASSANTE LTEE	2021-06-25
LORD	NANCY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-11

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
LOURDJANE	AMEUR	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2021-05-19
MANSOUR	KATHY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-06-28
MENNI	CHARIF	PLACEMENTS CIBC INC.	2021-06-29
MIRDOURAGHI	SETAREH	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-07-02
MORISSETTE	DIANE	PLACEMENTS CIBC INC.	2021-06-30
PAGÉ	CÉDRICK	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-25
PAQUETTE	SYLVIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2021-06-30
PELLERIN	ÉRIKA	KALEIDO CROISSANCE INC.	2021-06-27
PENG	YUE	PLACEMENTS CIBC INC.	2021-07-02
PETTIPAS	MARIE-PIER	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-16
PONTBRIAND	MAXEEN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-30
POTHIER	MARTIN	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2021-07-01
POULIOT	PIERRE-ANTHONY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-06-07
RATELLE	PIERRE	VALEURS MOBILIERES PEAK INC.	2021-06-15
ROUSSEAU	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2021-06-25
SALEEM	IRUM	PLACEMENTS CIBC INC.	2021-07-05
SCOTLAND	FRANCIS	BRANDYWINE GLOBAL INVESTMENT MANAGEMENT (CANADA), ULC	2021-07-02
SMEATON-MOREJON	SAMUEL EVAN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-06-14
TAGHI-RAZII	AYLIN	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2021-06-23
TREMBLAY	DANIELLE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-06-30
TRIFAN	ALEXANDRA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2021-07-04
WILLIAMS	DANNY JAMES	EXCEL PRIVATE WEALTH INC.	2021-07-02
ZANZAROVA	VALERIA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2021-06-28

Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
CARRIER	FRANCOIS	AVIVA INVESTORS CANADA INC.	2021-06-29
PORNILLOS GONZALEZ	EMMANUEL	ADDENDA CAPITAL INC.	2021-06-18
SCOTLAND	FRANCIS	BRANDYWINE GLOBAL INVESTMENT MANAGEMENT (CANADA), ULC	2021-07-02

Cabinets de services financiers**Sans mode d'exercice**

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
Montréal : (514) 395-0337
Sans frais : 1 877 525-0337.

Veuillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	

3a	Assurance de dommages (Agent)
3b	Assurance de dommages des particuliers (Agent)
3c	Assurance de dommages des entreprises (Agent)
4a	Assurance de dommages (Courtier)
4b	Assurance de dommages des particuliers (Courtier)
4c	Assurance de dommages des entreprises (Courtier)
5a	Expertise en règlement de sinistres
5b	Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers
5c	Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises
6a	Planification financière

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
108771	DALLAIRE, CLAIRE	6a	2021-07-02
109279	DELISLE, LOUISE	4b	2021-07-05
110065	DESSAULLES, MARIE	4a	2021-06-30
111445	DUPONT, JOCELYNE	3a	2021-07-05
116866	IZZI, JOHANNE	3a	2021-07-05
117772	LABERGE, JUDITH	5a	2021-07-05
120877	MORIN-LEFRANÇOIS, CHRISTIANE	1a	2021-06-16
124017	MIRIELLO, FRANCO	1a	2021-07-06
124017	MIRIELLO, FRANCO	4b	2021-07-06
125712	PAQUET, NICOLE	3a	2021-06-30
127557	POTHIER, MARTIN	2a	2021-07-06
127557	POTHIER, MARTIN	1a	2021-07-06
127909	PROTEAU, JOHANNE	4a	2021-07-06
129716	ROY, DANIEL	4a	2021-07-06
129919	ROY, SYLVAIN	4a	2021-07-06
137138	MCGREGOR, DANY	5a	2021-07-06
147474	DESLAURIERS, FRÉDÉRIC	1a	2021-07-05
147820	GAUDREAU, JEAN-FRANÇOIS	3b	2021-07-05

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
151442	MARCEAU, MARC-ANDRÉ	1b	2021-05-27
152526	DOLEN, MICHELINE	4b	2021-07-06
153400	TESSIER, RENÉ	5a	2021-07-05
153464	MALETTE, LUC	6a	2021-07-06
157319	BROUSSEAU, GUYLAINE	2b	2021-07-01
158829	DENIS, PATRICK	4b	2021-07-05
162514	ROY, NICHOLAS	3a	2021-07-05
165909	CRAIG, CAROLINE	4a	2021-07-06
176434	CHEVALIER, JEAN-MARC	1a	2021-07-02
178230	CHABOT LAVIOLETTE, STÉPHANIE	4b	2021-07-06
179149	BELKHIR, OTHMANE	3b	2021-07-06
179959	FAUCHER, MÉLANIE	3a	2021-07-06
181154	PAQUIN, GENEVIÈVE	3a	2021-07-06
183146	BOUVIER, JULIE	2b	2021-07-02
184817	LAMOUREUX, EMILIE	4a	2021-07-05
188427	BAKDA NGAHA, NATHALIE	6a	2021-07-02
188435	MARINEAU, YAN	2b	2021-07-01
191016	GARIÉPY, TOMMY	3b	2021-07-06
194713	BRUNI, PIETRO	1a	2021-07-02
195361	PROVENCHER, AMÉLIE	5a	2021-07-06
197184	BOURASSA, JULIE	3b	2021-06-30
199088	LAVOIE, CATHERINE	4a	2021-07-02
203594	BRUNEAU, LIDIA	4b	2021-07-04
203686	LESSARD, JULIE	1a	2021-07-02
205910	PÉRIGNY, CLAUDINE	3b	2021-07-05
205926	NIANG, OUMAR	5a	2021-07-06
207343	FARES, WALID	4b	2021-07-06
210100	ANTONIOS, GLADYS	1b	2021-07-06
210624	TREMBLAY, YOANN	4a	2021-07-05
211233	LÉGER-LAPLANTE, MÉLISSA	3b	2021-06-30
213016	WHISELL, MICHEL	5b	2021-06-30
213278	ROMERO, WILLIAM ORLANDO	1a	2021-06-30
217637	MERCIER, DANIK	3b	2021-06-30
219777	GRÉAUX, THIERRY DANIEL	6a	2021-07-06
220307	LAROUCHE, MARIE-EVE	3b	2021-06-30
224291	VEILLEUX, BRIGITTE	1a	2021-07-05
227179	LEBRUN-DUMAS, GABRIEL	3b	2021-06-30
227345	LANDRY, ANNICK	4a	2021-07-06

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
228305	MILKS, JONATHON	4c	2021-06-30
228356	MATANDA, SARAH	3b	2021-07-05
229608	MORRISSETTE, LUC	5b	2020-11-12
229990	FRANCOEUR, AUDREY	3b	2021-06-30
230248	MILHOMME, SAMUEL	4b	2021-06-14
230323	NTIHINYUKA, CLAUDIA	3b	2021-06-30
230331	MUGABO, CHRISTIAN	3b	2021-05-06
230560	CHEDDADI, SAGE	1b	2021-07-05
231543	MILLER, VANESSA	4a	2021-03-26
233264	DUFOUR, SAMUEL	1a	2021-07-05
239197	PRANEVICIA-RIENDEAU, MAXIME	1a	2021-06-30
239986	GAUTHIER, MELISSA	3b	2021-06-30
240468	IVANOVA, JELENA	3b	2021-06-30
240536	GILBERT-BEAUDOIN, JACKIE	3b	2021-07-06
240631	CARON-MÉNARD, JONATHAN	4a	2021-07-05
241054	OUELLET, DANY	5b	2021-04-27
241294	COMPERE, WILJENNIE EMMANUELA	3b	2021-07-06
243734	SENEZ-FORTIER, OLIVIER	4b	2021-06-30
243797	CHOUAÏB, YASMINE	3b	2021-06-30
243854	SWEET, JASON	3b	2021-06-30

Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
Montréal : (514) 395-0337

Sans frais :1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende mentionnée ci-dessous pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	16a Courtage hypothécaire
2b Régime d'assurance collective	H Dirigeant responsable en courtage hypothécaire
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
117741	LABELLE, LUC	3a	2021-07-01
117756	LABELLE, SYLVIE	4a	2021-07-01
117838	LABRECQUE, GABY	1a	2021-07-01
117889	LACAILLE, ALAIN	6a	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
117889	LACAILLE, ALAIN	1a	2021-07-01
118073	LACOMBE, CHANTAL	6a	2021-07-01
118080	LACOMBE, JEAN-PIERRE	6a	2021-07-01
118080	LACOMBE, JEAN-PIERRE	1a	2021-07-01
118080	LACOMBE, JEAN-PIERRE	2c	2021-07-01
118204	LAFLAMME, CARL	2b	2021-07-01
118260	LAFLEUR, MICHEL	1a	2021-07-01
118557	LALIBERTÉ, CAROLYNE	1a	2021-07-01
118580	LALIBERTÉ, MANON	3a	2021-07-01
118601	L'ALLIER, LUC	1a	2021-07-01
118601	L'ALLIER, LUC	2a	2021-07-01
118635	LALONDE, NICOLE	4a	2021-07-01
118702	LAMARRE, NANCY	3a	2021-07-01
118815	LAMONTAGNE, NANCY	4a	2021-07-01
118857	LAMOUREUX, RICHARD	4a	2021-07-01
119084	LANGLOIS, ANDRÉ	1a	2021-07-01
119088	LANGLOIS, CHANTALE	4a	2021-07-01
119225	LAPIERRE, CLAUDE	1a	2021-07-01
119621	LAROCQUE, LINDA	3a	2021-07-01
119676	LAROCHE, JEAN-MARIE	1a	2021-07-01
119744	LATOIR, JEAN-MARC	1a	2021-07-01
119757	LATREILLE, BENOIT	4a	2021-07-01
120278	LEBEL, JACQUES	2a	2021-07-01
120361	LEBLANC, JOCELYN	4a	2021-07-01
120376	LEBLANC, LOUISE	4b	2021-07-01
120629	L'ÉCUYER, DENIS MICHEL	5a	2021-07-01
120632	L'ÉCUYER, JOSÉE	4a	2021-07-01
120662	LEDUC, CAROLE	4a	2021-07-01
120736	LEFEBVRE, ANDRÉ	1a	2021-07-01
121174	LEMIEUX, NATALY	2b	2021-07-01
121202	LEMIEUX DUCLOS, HUGUETTE	4a	2021-07-01
121221	LEMIRE, DIANE	6a	2021-07-01
121262	LEMYEUX, JACQUES	1a	2021-07-01
121379	LEROUX, MICHEL	1a	2021-07-01
121384	LEROUX, RICHARD	1a	2021-07-01
121435	LESSARD, DANY	6a	2021-07-01
121628	LÉVEILLÉ, GÉRARD	4a	2021-07-01
121715	LÉVESQUE, JEAN-CLAUDE	1a	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
122136	LUSSIER, CÉCILE	16a	2021-07-01
122136	LUSSIER, CÉCILE	H	2021-07-01
122169	LUSSIER, RAYMOND	3a	2021-07-01
122182	LUTFY, DAVID	1a	2021-07-01
134948	LALONDE, ANNE-MARIE	2c	2021-07-01
136302	LOMMANO, MARIA	6a	2021-07-01
136470	LAMARCHE, JOHANNE	6a	2021-07-01
137752	LAFLAMME, CAROLE	3b	2021-07-01
138397	LAVOIE, ÉRIC	1a	2021-07-01
138408	LANGLOIS, SYLVIE	5a	2021-07-01
138866	LAPOINTE, ROBERT	5a	2021-07-01
138928	LEDUC, PHILIPPE	5a	2021-07-01
138997	LACAILLE, DENIS	5a	2021-07-01
139537	LÉPINE, MANON	5a	2021-07-01
139881	LIMOGES, FRANCE	3a	2021-07-01
140076	LEMIEUX, SOLANGE	5a	2021-07-01
140410	LAROCQUE, SYLVIANE	5a	2021-07-01
140611	LÉVEILLÉE, JOSÉE	6a	2021-07-01
140878	LABELLE, ALAIN	5a	2021-07-01
142811	LEFEBVRE, JEANNINE	5a	2021-07-01
143965	LECHASSEUR, SUZANNE	3a	2021-07-01
144753	LEGAULT, DANIEL	5a	2021-07-01
146070	LEBLANC, GILLE	4c	2021-07-01
147990	LEFEBVRE, CLAUDINE	3a	2021-07-01
148091	LAUZÉ, GILLES	3a	2021-07-01
149063	LACROIX, YVES	1a	2021-07-01
149874	LEFEBVRE, KATIE	1a	2021-07-01
151052	LUNN, TROY	1b	2021-07-01
151376	LANGLOIS, FRANCOIS	1a	2021-07-01
152318	LAURENT, MARTEL	16a	2021-07-01
152755	LESSARD, ANNY	3a	2021-07-01
153670	LABRECQUE, CLÉMENCE	4b	2021-07-01
155364	LAJOIE, KARYNE	6a	2021-07-01
156107	LAROUCHE, SYLVIE	1a	2021-07-01
156107	LAROUCHE, SYLVIE	6a	2021-07-01
156302	LE, QUAN	H	2021-07-01
156427	LEFEBVRE, SYLVIE	6a	2021-07-01
156490	LUSSIER, GINETTE	4b	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
157551	LANGEVIN, RICHARD	6a	2021-07-01
157896	LOERICK, STÉPHANE	1a	2021-07-01
157896	LOERICK, STÉPHANE	16a	2021-07-01
158747	LE, VAN VU	6a	2021-07-01
159458	LÉANDRE, AUDREY	4b	2021-07-01
160204	LAPLANTE, GUYLAINE	4b	2021-07-01
160566	LEGAULT, CÉLINE	3b	2021-07-01
161661	LAFRANCE, JEAN-LUC	6a	2021-07-01
162247	LASALLE, PATRICK	1a	2021-07-01
162355	LAFRENIÈRE, STÉPHANIE	1a	2021-07-01
163277	LACROIX, DANIEL	3a	2021-07-01
163550	LAPORTE, JUDITH	3b	2021-07-01
163553	LEGARÉ, MARTIN	3b	2021-07-01
163781	LANGLOIS, JOHANNE	3b	2021-07-01
171195	LÉPINE, DANIELLE	5b	2021-07-01
171600	LABRIE, KARINE	4b	2021-07-01
171665	LICER, MARIA	5a	2021-07-01
171792	LAVOIE, ANNICK	3b	2021-07-01
173087	LAROSE, CHRISTINE	3a	2021-07-01
173488	LEMIEUX, GENEVIÈVE	2b	2021-07-01
174356	LEMIEUX, EMILIE	4b	2021-07-01
176828	LABAD, AÏCHA KAWTAR	3b	2021-07-01
177684	LAURENDEAU, LOUISE	1a	2021-07-01
178028	LECLERC, LUCIE	4b	2021-07-01
180326	LYRETTE, TINA	4b	2021-07-01
181215	LABARRE, CLAUDIA	4b	2021-07-01
184446	LOBO, JOSEPH	4c	2021-07-01
185322	LECLERC, CHRISTINE	1a	2021-07-01
185892	LERICHE, FRANÇOIS	1a	2021-07-01
186111	LANGLOIS, BENOÎT	1a	2021-07-01
187502	LAVRANOS, VICKIE	6a	2021-07-01
188449	LAVOIE, RÉJEAN	3a	2021-07-01
188799	LEBLANC, JOSÉE	4b	2021-07-01
189518	LALIBERTÉ, GUILLAUME	4a	2021-07-01
189848	LEHOUX, GUY	1a	2021-07-01
190356	LESCARBEAU, DANY	3b	2021-07-01
190429	LAFRENIERE, SUZANNE	1a	2021-07-01
190490	LEDUC, VÉRONIQUE	3a	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
191134	LEHOUX, YVES	1a	2021-07-01
192360	LEGUERRIER, CAROLINE	4b	2021-07-01
192693	LEWIS, CHANTELLE	1a	2021-07-01
192894	LACAILLE, ALEXANDRA	3b	2021-07-01
193438	LAPOINTE, FRANÇOIS	2b	2021-07-01
194395	LEMAY TARDIF, PAULE	1a	2021-07-01
194395	LEMAY TARDIF, PAULE	2a	2021-07-01
194670	LAUZON, NATALIE	2b	2021-07-01
195248	LAVOIE, LOUIS-PHILIPPE	4a	2021-07-01
195512	LACOSTE, RÉJEAN	3b	2021-07-01
196870	LACHARITY, SANDRA	3b	2021-07-01
198094	LACHAPELLE, CARL	3b	2021-07-01
198828	LUNN, PAUL	3b	2021-07-01
199216	LAMBERT, MARC	6a	2021-07-01
199576	LEMIEUX, BENOÎT	5a	2021-07-01
201617	LEMAY, GINETTE	2a	2021-07-01
201617	LEMAY, GINETTE	1a	2021-07-01
202183	LAMARRE, STEPHANIE	5a	2021-07-01
202231	LABBACI, MERYEM	1a	2021-07-01
202423	LÉONARD, AUDREY	4b	2021-07-01
202531	LEBEAU, PRISCILLA	3a	2021-07-01
203258	LANGLAIS, VALERIE	3b	2021-07-01
203742	LABELLE BOUCHER, JESSICA	3a	2021-07-01
204558	LAVOIE, PASCALE	4b	2021-07-01
204951	LAFORREST, PIERRE-OLIVIER	3b	2021-07-01
204987	LALIBERTE, RAPHAEL	4b	2021-07-01
205966	LEGARE, MARIE-FRANCE	4b	2021-07-01
206274	LANGEVIN, NOEMIE	1a	2021-07-01
207072	LAPOINTE-GOSSELIN, KAREN	3b	2021-07-01
207173	LACHANCE, SOPHIE	1a	2021-07-01
208061	LOBO, LUIS	1a	2021-07-01
208234	LI, MIN HONG	1a	2021-07-01
208371	LABONTÉ, KIM	4c	2021-07-01
210162	LAVOIE, JEAN	3c	2021-07-01
211447	LAPLANTE, KAREL	4b	2021-07-01
212217	LEBLANC, AUDRÉANNE	6a	2021-07-01
212337	LESSARD, KEVEN	1a	2021-07-01
212337	LESSARD, KEVEN	6a	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
213515	LAPLANTE, MELANIE	1a	2021-07-01
213565	LY, AMADOU	3b	2021-07-01
213598	LACHANCE, ALAIN	1a	2021-07-01
214276	LOUBIER, CONSTANCE	2b	2021-07-01
214549	LEGER, JENNIFER	3b	2021-07-01
214612	LANGLAIS, MELANIE	3b	2021-07-01
214707	LAPORTE, ÉDOUARD	4b	2021-07-01
215246	LAFORREST, RONALD JR	1a	2021-07-01
215882	LORTIE, VÉRONIQUE	1a	2021-07-01
216273	LEDUC, JOEY	1a	2021-07-01
216273	LEDUC, JOEY	2a	2021-07-01
216290	LALONDE, NORMAND	1a	2021-07-01
216488	LAPIERRE, MARTINE	4b	2021-07-01
216888	LUPOS, GENESA	1a	2021-07-01
218326	LATENDRESSE, MARTINE	4a	2021-07-01
218328	LEVESQUE, JESSICA	4b	2021-07-01
218488	LINTEAU, JEAN-FRANÇOIS	3b	2021-07-01
218862	LACOMBE-PETIT, DANY	3b	2021-07-01
219144	LABRE, MAXIME	1a	2021-07-01
219207	LIGUORI, CARLO	4a	2021-07-01
219353	LEMIRE-NADEAU, TANIA	1b	2021-07-01
219525	LAGUERRE, VOLDEIN	1a	2021-07-01
219727	LABRIE, MANON	1a	2021-07-01
219735	LEMAY, ALEXANDRE	1a	2021-07-01
220377	LOUBIER, MATTHIEU	3b	2021-07-01
220441	LEVESQUE, DANIEL	5a	2021-07-01
221201	LEBEL, JACQUELINE	1a	2021-07-01
221201	LEBEL, JACQUELINE	2b	2021-07-01
221241	LESSARD, MICHEL	1a	2021-07-01
221395	LAROSE, JEAN-FRANÇOIS	1a	2021-07-01
221736	LANGER, DANIELLE	1b	2021-07-01
221827	LABELLE, MICHAEL	1b	2021-07-01
222197	LAMBERT, CAROLINE	1a	2021-07-01
222454	LAMANE, SALMA	1b	2021-07-01
222471	LABONTÉ, JEAN-FRANÇOIS	1a	2021-07-01
222662	LAMOUREUX BARNABÉ, JEAN-FRANÇOIS	1a	2021-07-01
222700	LÉGER-DÉZOUVRÉ, KENNY	4b	2021-07-01
223001	LABRIE, ERIC	1a	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
223199	LAGOTTE, DAVID	1a	2021-07-01
223265	LABRECQUE, JÉRÉMY	1b	2021-07-01
223293	LAVOIE, SARA	1a	2021-07-01
223488	LEPIRE-LETARTE, CAROLINE	3b	2021-07-01
223649	LABRECQUE, MARIE-ANDRÉE	3a	2021-07-01
224203	LEMIEUX, ERIC	5a	2021-07-01
224457	LABRIE, MATHIAS	1a	2021-07-01
224484	LAGLOIRE, ISABELLE	4b	2021-07-01
224641	LOCAS, BERNARD	3b	2021-07-01
224938	LAMONTAGNE-BOUCHARD, ALICIA	3b	2021-07-01
225265	LAFLEUR, DJADDLYERIL	1a	2021-07-01
225273	LINARES GALDAMEZ, CARLOS	3b	2021-07-01
225354	LIZÉ, MÉLISSA	4b	2021-07-01
225467	LABRIE, PHILIPPE	3b	2021-07-01
225576	LEMAY, MAXIME	1a	2021-07-01
226136	LACHAPELLE, SARAH-EMILIE	5a	2021-07-01
226229	LEBEAU, CATHY	1a	2021-07-01
226471	LAPORTE VAUGHAN, SANDY	2a	2021-07-01
226471	LAPORTE VAUGHAN, SANDY	1a	2021-07-01
226476	LOBATO, JEREMY	4a	2021-07-01
226593	LAROSE NOLET, JACQUIE	1a	2021-07-01
227323	LAURENT, SOPHIE	1a	2021-07-01
227382	LAPLANTE, SOPHIE	5b	2021-07-01
227531	LAZIZI, NADIA	1a	2021-07-01
227715	LARDJANE, MOULOUD	1a	2021-07-01
227718	LEBLANC, ELIO	1a	2021-07-01
228186	LEBOEUF, JULIE	4b	2021-07-01
228298	LAVERTU, MARIANNE	1a	2021-07-01
228342	LOTTI, SAMANTHA ELISA	3b	2021-07-01
228478	LABERGE, ANTOINE	1a	2021-07-01
229546	LUYEYE, TRESOR	5c	2021-07-01
229604	LEMAY, MARC-ANTOINE	1b	2021-07-01
229633	LANGLOIS, ROXANE	3b	2021-07-01
229680	LARGUÈCHE, RIM	1a	2021-07-01
229769	LAUZON, STEPHANE	1a	2021-07-01
229787	LAPORTE, FRANCIS	3b	2021-07-01
230038	LECLERC, FELIX	1a	2021-07-01
230058	LAVERDURE, CÉDRIC	1a	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
230107	LEBLOND, CATHERINE	1a	2021-07-01
230409	LAFLEUR, JEAN	3b	2021-07-01
230440	LUCHYSHYN, DENIS	1a	2021-07-01
230468	LABEREE, PAULA	1b	2021-07-01
230616	LANGLOIS, ARIELLE	1a	2021-07-01
230864	LAVIGNE, JULIEN	4b	2021-07-01
230869	LEGAULT-LEMIEUX, JEAN-FÉLIX	1a	2021-07-01
231019	LORION, ALAIN	1a	2021-07-01
231150	LAHMAMSSI, ABDELHAMID	4b	2021-07-01
231221	LEBLANC, FRANCOIS	1a	2021-07-01
231433	LYKEN, ELWOOD	1a	2021-07-01
231639	LAVALLÉE-IMHOF, FABIEN	1a	2021-07-01
232262	LASSOUED, RAMZI	1a	2021-07-01
232269	LAURENDEAU, CASSANDRA	4b	2021-07-01
232509	LABINE, XAVIER	1a	2021-07-01
232597	LAMARRE, MELANIE	1a	2021-07-01
232748	LEMIEUX, JULIE	1a	2021-07-01
232817	LARHRISSI, AMINE	1a	2021-07-01
232818	LAPERRIERE, PIERRE-OLIVIER	1a	2021-07-01
232846	LESSARD, VIKY	5b	2021-07-01
232867	LADINO, WILSON	1a	2021-07-01
232917	LACHAPELLE, AUDREY	3b	2021-07-01
232929	LATOURELLE, ISABELLE	1a	2021-07-01
232949	LÉVESQUE, MAXENCE	1b	2021-07-01
232958	LAVOIE, DOMINIC	1a	2021-07-01
233088	LÉVESQUE, MARILYNE	1a	2021-07-01
233115	LAKEHAL, ABDERRAOUF	3b	2021-07-01
233174	LEROUX-BERGERON, AMÉLIE	1a	2021-07-01
233266	LÉVESQUE, DANY	1a	2021-07-01
233317	LEBOEUF, ELISSA	1a	2021-07-01
233405	LAGRANDEUR, FRED JUNIOR	1a	2021-07-01
233901	LÉGER, SIMON	16a	2021-07-01
233901	LÉGER, SIMON	H	2021-07-01
234720	LI, QI FENG	16a	2021-07-01
234788	LÉVESQUE, CAROLINE	16a	2021-07-01
235089	LALIBERTÉ, MICHEL	16a	2021-07-01
235173	LEMAY, RENÉ	16a	2021-07-01
235576	LONDONO, TATIANA	16a	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
235576	LONDONO, TATIANA	H	2021-07-01
235588	LALANCETTE, LISA	16a	2021-07-01
236054	LEMIRE, JEAN-PHILIPPE	16a	2021-07-01
236147	LAASSILIA, FATIMA ZAHRA	16a	2021-07-01
236183	LEHRER, JACK	16a	2021-07-01
236223	LAM, HAO	16a	2021-07-01
236269	LAPERRIÈRE, SYLVAIN	16a	2021-07-01
236362	LACAILLE, MATHIEU	16a	2021-07-01
236362	LACAILLE, MATHIEU	H	2021-07-01
236504	LIU, YUBO	16a	2021-07-01
236653	LANGLADE, ANTHONY	16a	2021-07-01
236818	LAHOUD, FOUAD	16a	2021-07-01
236824	LEGAULT, NATHALIE	16a	2021-07-01
237034	LAVOIE, MARIE-JOSÉE	16a	2021-07-01
237052	LAROSE, MANON	H	2021-07-01
237052	LAROSE, MANON	16a	2021-07-01
237153	LACAILLE, SERGE	16a	2021-07-01
237153	LACAILLE, SERGE	H	2021-07-01
237171	LÉGER, FRANÇOIS	H	2021-07-01
237171	LÉGER, FRANÇOIS	16a	2021-07-01
237313	LANDRY-LORANGER, PHILIPPE	16a	2021-07-01
237331	LAVOIE, SAMUEL	16a	2021-07-01
237497	LO MANNO, JOE	16a	2021-07-01
237666	L.MEKOLISZN, CHARLES	16a	2021-07-01
237933	LEBLANC, STÉFAN	16a	2021-07-01
238096	LACROIX, JESSYCA	16a	2021-07-01
238221	LEGAULT, BERNARD	H	2021-07-01
238329	LUCKNER, JEAN	16a	2021-07-01
238388	LABROSSE, FRANCIS	16a	2021-07-01
238606	LOUIS, NATASHA	16a	2021-07-01
239139	LEVESQUE, KEVIN PIERROT	1a	2021-07-01
239184	LAHKIM, NADIA	3b	2021-07-01
239352	LAPOINTE, YANNICK	3b	2021-07-01
239422	LYTH, THIERRY	4b	2021-07-01
239653	LIU, ZHEN	1a	2021-07-01
239716	LOO CHIN MOY, YOUNG SHIN AH PONG	1a	2021-07-01
239815	LEBLANC, DAVID	6a	2021-07-01
240055	LEE, HYEON A	3b	2021-07-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
240061	LEJEUNE, PHILIPPE	6a	2021-07-01
240078	LAFETIÈRE, KARINE	3b	2021-07-01
240079	LOSTIN, JUNIOR PIERRE EDWENS	1a	2021-07-01
240132	LABARRE, CATHERINE	3b	2021-07-01
240152	LÉVESQUE-DUVAL, CHARLES	3b	2021-07-01
240181	LOO-DOS SANTOS, KELLY	3b	2021-07-01
240285	LALIBERTÉ, VINCENT	3b	2021-07-01
240410	LEMIEUX, GUILLAUME	1a	2021-07-01
240529	LAROCHE, SÉBASTIEN	1a	2021-07-01
240551	LAMBERT, CINDY	1a	2021-07-01
240715	LAMBERT, KIM	1a	2021-07-01
240746	LUSSIER, CHANTAL	1a	2021-07-01
240802	LALLEMANT CAPOCCI, VANESSA	4c	2021-07-01
240817	LAFLEUR, CHLOE	1b	2021-07-01
240922	LAVOIE, WILLIAM	1a	2021-07-01
240974	LAGACÉ, JONATHAN	1a	2021-07-01
241110	LOISELLE, STÉPHANIE	4c	2021-07-01
241190	LASSISSI, CHERIF	1a	2021-07-01
241284	LABRIE, JEAN-MARC	1a	2021-07-01
241406	LUSSIER-CAOQUETTE, GUILLAUME	16a	2021-07-01
241859	LAWANI, AMIR	3b	2021-07-01
241896	LEROUX, ALEXANDRE	16a	2021-07-01
241946	LEBLANC-VÉZINA, JULIE SARAH	4b	2021-07-01
241969	LIZOTTE, JÉRÉMIE	1a	2021-07-01
242241	LOUIS, ANTHONY	1b	2021-07-01
242435	LAJEUNESSE, MAXIME	1a	2021-07-01
242562	LAUZON, CHLOE	3b	2021-07-01
242612	LABBE, NOÉMIE	1a	2021-07-01
242623	L'ESPÉRANCE, JONATHAN	1b	2021-07-01
242767	LLORCA, JOHAN	3b	2021-07-01
242834	LECLERC, JAËLL	1a	2021-07-01
242914	LELOUCHE, BENJAMIN	3b	2021-07-01
243562	LAING, TWILA	3b	2021-07-01
243861	LEVASSEUR, SIMON	1a	2021-07-01

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
AURAY CAPITAL CANADA INC.	BRUNET	JEAN-LUC	2021-06-30

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
VAN BERKOM AND ASSOCIATES INC.	LUSSIER	SIMON	2021-06-30

3.5.2 Les cessations d'activités

Aucune information

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION PALOS INC.	MARLEAU	PHILIPPE	2021-06-30
INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	CORBETT	ROBERT	2021-07-01

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	CHAPMAN	DAVID	2021-07-01
INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	MANNIS	CHRISTOPHER	2021-07-01
INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	O'TOOLE	LYNNE	2021-07-01
INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	SPROULE	SANDY	2021-07-01
INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	VADUVA	ALIN	2021-07-01
OPTIMUM GESTION DE PLACEMENTS INC.	LAMONDE	CLAUDE	2021-06-30

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
CEOS GESTION D'ACTIFS INC.	LAPOINTE	ERIC	2021-06-30
GESTION PALOS INC.	MARLEAU	PHILIPPE	2021-06-30
GESTION PALOS INC.	PICARD	MARTIN	2021-07-06
OPTIMUM GESTION DE PLACEMENTS INC.	LAMONDE	CLAUDE	2021-06-30
VAN BERKOM AND ASSOCIATES INC.	MARINEAU	LOUIS-PHILIPPE	2021-06-30

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION PALOS INC.	MARLEAU	PHILIPPE	2021-06-30
OPTIMUM GESTION DE PLACEMENTS INC.	LAMONDE	CLAUDE	2021-06-30

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
606948	9443-7985 QUÉBEC INC.	ABDESLAM MOHELLEBI	Assurance de personnes	2021-07-02
606949	SERVICES FINANCIERS SÉBASTIEN HOTTE INC.	SÉBASTIEN HOTTE	Assurance de personnes	2021-07-05
606950	GESTION FINANCIÈRE MERCIER ET ASSOCIÉS INC.	JEAN PATRICK MERCIER	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2021-07-05
606951	MARC-OLIVIER LABARRE INC.	MARC-OLIVIER LABARRE INC.	Courtage hypothécaire	2021-07-05
606953	BELVEE ASSURANCES INC.	ARSHEN SHAHBANDARI AN	Assurance de personnes	2021-07-06
606954	GESTION PRIVÉE RICHMOND INC.	DIMITRIOS KAPAKOS	Assurance de personnes	2021-07-06
606955	9441-6328 QUÉBEC INC.	ANDRÉ BOUDREAUULT	Assurance de personnes	2021-07-06

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

3.8.1 Dispenses



Décision 2021-SACED-1035399

Le 5 juillet 2021

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières et sur les dérivés du
Québec
(le « territoire »)

et

dans l'affaire du
traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

dans l'affaire de
Banque Royale du Canada, succursale de Hong Kong et Banque Royale du Canada,
succursale de Singapour
(collectivement, les **déposants** et, individuellement, un **déposant**)

Décision

Contexte

L'autorité principale du territoire a reçu des déposants une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire (la **législation**) accordant une dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller prévue dans la législation (**l'obligation d'inscription à titre de conseiller**, et cette dispense, la **dispense d'inscription à titre de conseiller**) et à l'article 86 de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec) pour obtenir une dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller en dérivés prévue à l'article 54 de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec) (**l'obligation d'inscription à titre de conseiller en dérivés au Québec**, et cette dispense, la **dispense relative aux dérivés au Québec**), pour permettre à chaque déposant de fournir des conseils à des clients qui sont admissibles à titre de « clients autorisés » (terme défini ci-après) ou à des clients autorisés de catégorie additionnelle (terme défini ci-après) relativement à l'investissement dans des titres prescrits et des dérivés, ou à l'achat ou à la vente de tels titres et dérivés, selon des modalités essentiellement similaires à celles qui s'appliqueraient au déposant si celui-ci avait fourni des conseils à des clients autorisés en se prévalant de la dispense d'inscription à titre de conseiller international (terme défini ci-après) prévue dans le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**) si ce n'est de l'obligation d'avoir son siège ou établissement principal dans un territoire étranger (collectivement, la **dispense souhaitée**).

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Décision 2021-SACED-1035399

21

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demande sous le régime de passeport) :

1. l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale pour la présente demande;
2. les déposants ont donné avis qu'ils comptent se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le **Règlement 11-102**) en Colombie-Britannique relativement à la dispense d'inscription à titre de conseiller (le **territoire sous le régime de passeport** et, avec le territoire visé, les **territoires**).

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles reçoivent une autre définition.

Aux fins de la présente demande, les expressions suivantes ont le sens qui leur est donné ci-après :

« **client autorisé** » désigne un « client autorisé » au sens de l'article 1.1 du Règlement 31-103;

« **client autorisé de catégorie additionnelle** » désigne l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) une fiducie créée par un client autorisé au profit de parents du client autorisé, dont la majorité des fiduciaires sont des clients autorisés et l'ensemble des bénéficiaires les conjoint, ancien conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du client autorisé, de son conjoint ou de son ancien conjoint;
- b) une personne physique qui n'est pas un client autorisé selon le paragraphe o) de la définition de client autorisé donnée dans le Règlement 31-103 mais qui, avec un conjoint et/ou une fiducie familiale décrite au paragraphe a) ci-dessus créée par la personne physique ou son conjoint, a la propriété véritable d'actifs financiers, au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (le **Règlement 45-106**), ayant une valeur de réalisation globale avant impôt, mais déduction faite des passifs correspondants, de plus de 5 millions de dollars;
- c) une personne physique ou morale qui ne place au Canada des titres émis par elle qu'auprès de personnes physiques ou morales qui sont des clients autorisés ou qui sont visées par les paragraphes a) et b) ci-dessus;

« **dérivé** » ou « **instrument dérivé** » a le sens qui lui est donné à l'article 3 de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec) aux fins de la dispense souhaitée au Québec, et au sens donné au terme « derivative » à l'article 1 de la loi de la Colombie-Britannique intitulée *Securities Act* aux fins de la dispense souhaitée en Colombie-Britannique;

« **dérivé étranger** » désigne un dérivé émis par une contrepartie constituée sous le régime des lois d'un territoire étranger et qui est négocié sur un ou plusieurs marchés ou bourses organisés situés à l'extérieur du Canada et/ou qui sont compensés par une ou plusieurs chambres de compensation situées à l'extérieur de Canada;

« **dispense ouverte aux conseillers internationaux** » désigne la dispense prévue à l'article 8.26 du Règlement 31-103;

« **dispense ouverte aux courtiers internationaux** » désigne la dispense prévue à l'article 8.18 du Règlement 31-103;

« **législation sur les instruments dérivés du Québec** » désigne la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec);

« **titre étranger** » a le sens qui lui est donné au paragraphe 1 de l'article 8.18 du Règlement 31-103;

« **titre prescrit** » désigne un titre étranger ou un autre titre qu'une personne physique ou morale peut négocier avec un client autorisé en vertu de la dispense ouverte aux courtiers internationaux ou au sujet duquel une personne physique ou morale peut fournir des conseils à un client autorisé en vertu de la dispense ouverte aux conseillers internationaux.

Certaines autres expressions définies ont le sens qui leur est donné ci-dessus ou ci-dessous.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes des déposants.

Les déposants

1. Banque Royale du Canada, succursale de Hong Kong (**RBC Hong Kong**) est une succursale de Banque Royale du Canada (**RBC**) dont l'établissement principal est situé à Quarry Bay, à Hong Kong.
2. Banque Royale du Canada, succursale de Singapour (**RBC Singapour**) est une succursale de RBC dont l'établissement principal est situé à Singapour.
3. RBC est une banque de l'annexe I en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) dont le secrétariat général est situé à Toronto, en Ontario, et le siège social, à Montréal, au Québec.
4. Bien que les déposants ne constituent pas une entité juridique distincte de RBC, ils fonctionnent indépendamment de RBC, comme des filiales de RBC qui se prévalent de la dispense ouverte aux conseillers ou aux courtiers internationaux. Les déposants disposent de leurs propres comités d'exploitation en vue d'assurer la surveillance requise par la réglementation locale. Les activités des déposants sont auditées par des auditeurs externes locaux. La stratégie commerciale des déposants est distincte de la stratégie commerciale de RBC étant donné que les activités des déposants sont axées sur les services aux personnes et familles bien nanties des marchés asiatiques.

Décision 2021-SACED-1035399

4/

5. RBC Hong Kong exerce l'activité de conseiller à Hong Kong. L'activité de gestion du patrimoine de RBC Hong Kong comprend des services de gestion du patrimoine pour les clients des services bancaires. La division des marchés des capitaux de RBC Hong Kong s'occupe également de la vente et de la négociation de titres à revenu fixe, de devises et de produits liés à des capitaux propres et fournit des services-conseils sur des fusions et acquisitions.
6. RBC Hong Kong est une banque agréée par la Hong Kong Monetary Authority en vertu de la Banking Ordinance (Hong Kong) et est inscrite auprès de la Hong Kong Securities and Futures Commission à titre d'institution inscrite pour des activités réglementées de Type 1 (négociation de titres), de Type 2 (négociation de contrats à terme standardisés), de Type 4 (conseils sur des titres), de Type 6 (conseils sur des finances d'entreprises) et de Type 9 (gestion d'actifs).
7. RBC Singapour exerce l'activité de conseiller à Singapour. L'activité de gestion du patrimoine de RBC Singapour comprend des services de gestion du patrimoine pour les clients des services bancaires.
8. RBC Singapour est une banque de gros agréée par la Monetary Authority of Singapore. RBC Singapour est titulaire d'un permis d'exercice sur le marché dispensé et conseiller financier dispensé l'autorisant à exercer certaines activités réglementées précises, notamment la gestion de fonds, la négociation de produits sur les marchés des capitaux, le financement de produits, la prestation de services de garde, la prestation de conseils sur les finances d'entreprises et la prestation de conseils ou préparation d'analyses et de rapports sur des produits de placement.
9. Aucun des déposants n'est inscrit à quelque titre que ce soit en vertu des lois sur les valeurs mobilières d'un territoire du Canada.
10. Aucun des déposants ne contrevient à la législation en valeurs mobilières dans les territoires.

Services de conseils en placement

11. Les déposants souhaitent fournir des services de conseils en placement, notamment des services de gestion discrétionnaire de portefeuille et des services de conseils en placement non discrétionnaires, à certains clients situés au Québec, en Colombie-Britannique et en Ontario.
12. Les clients auxquels les déposants fourniront des services de conseils en placement seront admissibles à titre de clients autorisés ou de clients autorisés de catégorie additionnelle.
13. Les clients seront soit a) des clients existants des déposants à Hong Kong et à Singapour, respectivement (ou des membres de la famille de tels clients existants) qui ont par la suite déménagé et sont devenus résidents de l'un ou l'autre des territoires, soit b) des résidents des territoires présentés aux déposants dans le cadre d'une demande inversée.

14. Les déposants ne fourniront des services de conseils en placement qu'à l'égard de titres étrangers (au sens du Règlement 31-103) et de dérivés étrangers, les titres et dérivés canadiens n'étant utilisés qu'accessoirement, y compris des fonds d'investissement non canadiens (des organismes de placement collectif et des véhicules de placement en gestion commune offerts par souscription privée) et des titres inscrits non canadiens.
15. Les services de conseil en placement seront fournis par des représentants de RBC Hong Kong qui sont situés à Hong Kong et par des représentants de RBC Singapour qui sont situés à Singapour.
16. Les déposants et leurs représentants ont la formation, l'expérience et la compétence nécessaires pour conseiller des clients dans les territoires. Les clients bénéficieront de cette expérience et cette compétence auxquelles ils n'auraient pas accès autrement.
17. Les clients profiteront des avantages liés au maintien des services offerts par les déposants à la suite de leur déménagement vers les territoires.

Dispense souhaitée

18. Aux termes de la législation, une personne physique ou morale ne peut agir à titre de conseiller au Québec à l'égard de titres que si elle est inscrite en vertu de la législation à titre de conseiller dans la catégorie appropriée. De plus, aux termes de la législation sur les instruments dérivés du Québec, une personne physique ou morale ne peut agir à titre de conseiller au Québec à l'égard de dérivés que si elle est inscrite en vertu de la législation sur les instruments dérivés du Québec à titre de conseiller en dérivés. Pour fournir des services de conseils en placement à des clients situés au Québec, les déposants doivent obtenir l'inscription à titre de conseiller dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille prévue par la législation et un agrément à titre de conseiller en dérivés prévu par la législation sur les instruments dérivés du Québec, sauf si, dans chaque cas, une dispense est possible.
19. La dispense d'inscription à titre de conseiller international dégage les personnes physiques ou morales de l'obligation d'inscription à titre de conseiller afin de leur permettre de fournir des conseils sur des titres étrangers (et accessoirement des titres canadiens) à des clients autorisés, sous réserve de certaines modalités. Les déposants pourraient se prévaloir de la dispense d'inscription à titre de conseiller international dans les territoires relativement à la prestation de conseils sur des titres étrangers (et accessoirement des titres canadiens) si ce n'était du fait que leur siège ou leur établissement principal, pour l'application de la dispense, ne se trouve pas dans un territoire étranger puisque chacun des déposants est une succursale de RBC, plutôt qu'une entité juridique distincte. De plus, il n'existe dans les territoires aucune dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller qui correspond à la dispense d'inscription à titre de conseiller international relativement à la prestation de conseils sur des dérivés.

20. Au Québec, l'article 7 de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec) prévoit que la dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller en dérivés au Québec ne s'applique pas aux activités ou aux opérations visant des « dérivés de gré à gré » impliquant des « contreparties qualifiées » au sens donné à ces termes dans la législation sur les instruments dérivés du Québec. Les déposants pourront se prévaloir de cette dispense au Québec relativement à la prestation de conseils sur des dérivés de gré à gré fournis aux clients qui sont admissibles à titre de « contreparties qualifiées ». Les clients qui sont des clients autorisés constitueront une « contrepartie qualifiée » au sens de la législation sur les instruments dérivés du Québec. Toutefois, il est possible que les clients qui sont des clients autorisés de catégorie additionnelle ne soient pas admissibles à titre « contreparties qualifiées » au sens de la législation sur les instruments dérivés du Québec.

De plus, l'article 11.14 du règlement d'application de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec) prévoit une dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller en dérivés au Québec ouverte à une personne autorisée à agir à titre de courtier ou de conseiller ou autorisée à exercer des fonctions semblables, ou à une personne physique ou morale autorisée à créer ou à mettre en marché des dérivés ou autorisée à exercer des activités semblables en vertu de dispositions d'une législation applicable à l'extérieur du Québec où est situé son siège ou son établissement principal, dans la mesure où elle exerce son activité uniquement auprès d'une « contrepartie qualifiée » au sens de la législation sur les instruments dérivés du Québec. et que son activité porte sur un « dérivé standardisé » au sens de la législation sur les instruments dérivés du Québec qui est offert principalement à l'extérieur du Québec. Les déposants pourraient se prévaloir de cette dispense au Québec si ce n'était du fait que leur siège ou leur établissement principal, pour l'application de la dispense, ne se trouve pas dans un territoire étranger puisque chacun des déposants est une succursale de RBC, plutôt qu'une entité juridique distincte. De plus, il est possible que les clients qui sont des clients autorisés de catégorie additionnelle ne soient pas admissibles à titre de « contreparties qualifiées » au sens de la législation sur les instruments dérivés du Québec.

21. En Colombie-Britannique, la décision générale 91-501 de la British Columbia Securities Commission, intitulée *Over-the-Counter Derivatives*, prévoit une dispense de (entre autres) l'obligation d'inscription à titre de conseiller relativement aux opérations sur dérivés de gré à gré, dans le cadre desquelles chaque partie à l'opération est une « partie admissible » (au sens donné au terme « Qualified Party ») en qualité de contrepartiste. Les déposants ne sont pas en mesure de se prévaloir de la décision générale 91-501 de la British Columbia Securities Commission puisque les déposants fourniront des conseils sur dérivés de gré à gré à titre de mandataires.
22. Les déposants dans les territoires ne disposent d'aucune autre dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller ou de l'obligation d'inscription à titre de conseiller en dérivés au Québec.

23. Les déposants n'ont pas besoin d'une dispense en Ontario étant donné qu'ils peuvent se prévaloir de la dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller prévue à l'article 35.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) et de la dispense de l'obligation équivalente prévue dans la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* (Ontario) à l'alinéa 31a) de cette loi en vue de fournir des services de conseils en placement à des clients situés en Ontario. Aucune dispense semblable n'est offerte dans les territoires.

Clients autorisés de catégorie additionnelle

24. La définition de client autorisé donnée dans le Règlement 31-103 comporte différentes catégories qui s'apparentent aux catégories correspondantes de la définition d'« investisseur qualifié » figurant à l'article 1.1 du Règlement 45-106. Toutefois, en raison de différences mineures dans la rédaction, les catégories indiquées dans la définition de client autorisé dans le Règlement 31-103 ne comprennent pas certaines personnes physiques ou morales visées par la définition correspondante d'« investisseur qualifié » dans le Règlement 45-106.
25. Plus précisément, aux termes du paragraphe o) de la définition de client autorisé dans le Règlement 31-103, un client autorisé comprend « une personne physique qui a la propriété véritable d'actifs financiers, au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106, ayant une valeur de réalisation globale avant impôts, mais déduction faite des passifs correspondants, de plus de 5 millions de dollars » (un **client autorisé qui est une personne physique**).
26. Le critère financier prévu au paragraphe o) de la définition de client autorisé ne s'applique qu'au client autorisé qui est une personne physique, et non à son conjoint. Comme il est actuellement rédigé, le paragraphe o) prévoit que le conjoint d'un client autorisé qui est une personne physique devrait également satisfaire au critère financier prévu au paragraphe o), de façon indépendante.
27. En outre, des investisseurs qui sont des personnes physiques ont souvent recours à des fiducies à des fins notamment de planification successorale, de planification de la relève ou de bienfaisance. Selon la définition actuelle de client autorisé donnée dans le Règlement 31-103, la seule catégorie qui s'applique à une fiducie est le paragraphe q) (soit une personne, à l'exclusion d'une personne physique ou d'un fonds d'investissement, dont l'actif net totalise au moins 25 millions de dollars selon ses derniers états financiers). Par conséquent, pour être admissible à titre de client autorisé, une fiducie serait tenue de respecter le critère de l'actif net de 25 millions de dollars. Cette clause est trop restrictive puisqu'elle exclurait plusieurs fiducies axées sur la famille, notamment la plupart des fiducies au bénéfice du conjoint.

Décision 2021-SACED-1035399

8/

28. Le 5 mai 2015, ou vers cette date, la définition d'« investisseur qualifié » à l'article 1.1 du Règlement 45-106 a été modifiée de façon à y ajouter le nouveau paragraphe w) :
- w) une fiducie créée par un investisseur qualifié au profit de parents, dont la majorité des fiduciaires sont investisseurs qualifiés, et l'ensemble des bénéficiaires les conjoint, ancien conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants de l'investisseur qualifié, de son conjoint ou de son ancien conjoint;
- Toutefois, aucune modification correspondante n'a été apportée à la définition de client autorisé dans le Règlement 31-103.
29. Les déposants souhaitent établir dans les territoires des liens avec des clients éventuels qui pourraient ne pas être admissibles à titre de clients autorisés qui sont des personnes physiques en raison de leur incapacité de satisfaire au critère financier prévu au paragraphe o). De tels clients actuels et éventuels souhaitent souvent recevoir des services de conseils pour leur conjoint dans le cadre d'une gestion du patrimoine familial intégrée et d'un programme de planification successorale et fiscale.
30. Il existe de nombreuses situations qui pourraient faire en sorte qu'un client dans les territoires et son conjoint pourraient collectivement satisfaire au critère financier, mais n'y parviennent pas individuellement, dont les suivantes :
- a) le client a accumulé l'essentiel des actifs de la famille et en est le seul propriétaire véritable, de sorte que le client est admissible à titre de client autorisé qui est une personne physique;
 - b) le client a accumulé l'essentiel des actifs de la famille mais a placé ces actifs au nom de son conjoint, de sorte que le conjoint est admissible à titre de client autorisé qui est une personne physique;
 - c) les actifs de la famille sont divisés entre les membres de la famille de sorte qu'aucun membre de la famille ne satisfait au critère financier qui lui permettrait d'être admissible à titre de client autorisé qui est une personne physique, mais la cellule familiale satisfait au critère financier.
31. Dans les situations mentionnées précédemment, un ou plusieurs membres de la cellule familiale ne parvient pas à satisfaire au critère financier et n'est donc pas admissible à titre de client autorisé qui est une personne physique. Par conséquent, les déposants n'auraient pas le droit, conformément à la dispense ouverte aux conseillers internationaux, d'offrir des services à chacun des membres de cette famille individuellement ni collectivement en tant que cellule familiale.

Décision 2021-SACED-1035399

9/

32. Les déposants souhaitent traiter i) les clients dans les territoires étant des clients autorisés qui sont des personnes physiques et leur conjoint, et ii) les clients dans les territoires qui ne sont pas admissibles à titre de clients autorisés qui sont des personnes physiques mais qui, collectivement avec les membres de leur famille, satisfont au critère financier prévu au paragraphe o) de la définition de client autorisé, selon le cas, comme une seule cellule d'investissement pour l'application de la dispense ouverte aux conseillers internationaux, sans égard à la répartition réelle de la propriété.
33. Dans la même veine, les déposants souhaitent traiter les clients dans les territoires étant des clients autorisés qui sont des personnes physiques et leurs fiducies familiales, telles qu'elles sont décrites au paragraphe a) de la définition de « client autorisé de catégorie additionnelle », comme une seule cellule d'investissement. Pour établir si une fiducie est une fiducie familiale telle qu'elle est décrite au paragraphe a) de la définition de « client autorisé de catégorie additionnelle », les déposants prendront des mesures raisonnables pour confirmer ce qui suit :
- a) la majorité des fiduciaires sont des clients autorisés;
 - b) les mesures prises par les fiduciaires exigent le consentement d'au moins la majorité des fiduciaires;
 - c) la totalité des bénéficiaires de la fiducie font partie de la catégorie de personnes décrite au paragraphe a) de la définition de « client autorisé de catégorie additionnelle ».
34. Les déposants confirment qu'ils ne sont visés, à l'heure actuelle, par aucune mesure prise en application de la loi du type prévu par l'Avis concernant des mesures prises en application de la loi (une **mesure prise en application de la loi**) figurant à l'annexe A, sauf ce qui a été autrement divulgué dans les territoires.

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la prendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

- a) au moment où les activités de conseils en placement sont exercées dans les territoires :
 - i. en ce qui concerne les services de conseils en placement fournis par RBC Hong Kong :
 1. l'établissement principal de RBC Hong Kong demeure à Hong Kong;

2. RBC Hong Kong est autorisée à agir à titre de conseiller à Hong Kong et a obtenu les autorisations requises auprès de la Hong Kong Monetary Authority (ou de toute entité qui la remplace);
- ii. en ce qui concerne les services de conseils en placement fournis par RBC Singapour :
 1. l'établissement principal de RBC Singapour demeure à Singapour;
 2. RBC Singapour est autorisée à agir à titre de conseiller à Singapour et a obtenu les autorisations requises auprès de la Monetary Authority of Singapore (ou de toute entité qui la remplace);
 - iii. le déposant a transmis un acte d'acceptation de compétence et de désignation aux fins de signification selon le modèle figurant à l'annexe 31-103A2 *Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification (A2)* auprès des autorités compétentes dans les territoires, en y apportant les modifications qui s'imposent pour indiquer que le déposant se prévaut de la présente décision plutôt que de la dispense ouverte aux conseillers internationaux (ou de la dispense ouverte aux courtiers internationaux prévue à l'article 8.18 du Règlement 31-103);
- b) le déposant ne fournit des conseils dans les territoires qu'à l'égard de titres étrangers et de dérivés étrangers (et accessoirement à l'égard de titres et de dérivés canadiens) à des clients qui sont des clients autorisés ou des clients autorisés de catégorie additionnelle;
 - c) lorsqu'il se prévaut de la présente décision et avant de conseiller un client dans les territoires, le déposant fournit au client une déclaration écrite qui comprend ce qui suit :
 - i. un énoncé indiquant qu'il pourrait être difficile de faire valoir des droits contre le déposant ou certains de ses administrateurs, dirigeants ou employés parce qu'ils résident à l'extérieur du Canada et que la totalité ou la quasi-totalité de leurs actifs pourraient être situés à l'extérieur du Canada;
 - ii. un énoncé relatif au territoire où se situe l'établissement principal du déposant;
 - iii. un énoncé indiquant que le déposant n'est pas inscrit à titre de conseiller en vertu de la législation ou de la législation sur les instruments dérivés du Québec (ou de la législation équivalente dans le territoire sous le régime de passeport) et, par conséquent, la protection offerte aux clients d'un conseiller inscrit en vertu de la législation ou de la législation sur les instruments dérivés du Québec (ou de la législation équivalente dans le territoire sous le régime de passeport) ne sera pas offerte aux clients du déposant;
 - iv. le nom et l'adresse du mandataire aux fins de signification dans le territoire où réside le client;

Décision 2021-SACED-1035399

11/

- d) le déposant informe l'Autorité des marchés financiers de toute mesure prise en application de la loi après la date de la présente décision visant le déposant, des sociétés préexistantes ou des membres du même groupe visés en remplissant et déposant l'avis prévu à l'annexe A dans les 30 jours suivant la plus éloignée des dates suivantes : i) la date à laquelle le déposant prend connaissance de cette mesure et ii) la date à laquelle l'organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs mobilières ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue autorise le déposant à déclarer la mesure d'application de la loi, au besoin;
- e) à la fin du dernier exercice du déposant, ni le déposant, ni les membres du même groupe que lui n'ont tirés plus de 10 % du total des produits des activités ordinaires bruts consolidés d'activités de conseils qu'ils ont exercées au Canada en se prévalant d'une dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller ou de l'obligation d'inscription à titre de conseiller en dérivés au Québec.

La décision cessera de produire son effet à la première des dates suivantes : la date d'entrée en vigueur des modifications au Règlement 31-103 qui régit l'objet de la décision et le cinquième anniversaire de la date de la présente décision.

Éric Jacob
Surintendant de l'assistance aux clientèles
et de l'encadrement de la distribution

ANNEXE A
AVIS CONCERNANT DES MESURES PRISES EN APPLICATION DE LA LOI

(Note : ce formulaire doit être transmis à inscription@lautorite.qc.ca)

1. La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé¹ ont-ils déjà conclu un règlement amiable avec un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs mobilières ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue?

Oui _____ Non _____

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque règlement :

Nom de l'entité
Autorité/organisme
Date du règlement (aaaa/mm/jj)
Détails du règlement
Territoire

2. Un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs mobilières ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue ont-ils :

	Oui	Non
a) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont enfreint un règlement sur les valeurs mobilières ou une règle d'une bourse de valeurs mobilières ou de dérivés, d'un OAR ou d'un organisme analogue?		
b) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont fait une fausse déclaration ou commis une omission?		
c) adressé un avertissement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé ou exigé un engagement de leur part?		
d) suspendu ou radié d'office l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé?		

¹ Dans la présente annexe, le terme « membre du même groupe visé » a le sens qui lui est donné à l'annexe 33-109A6 du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*.

	Oui	Non
e) imposé des conditions à l'inscription ou à l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé?		
f) engagé une procédure ou mené une enquête relativement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé?		
g) rendu une ordonnance (à l'exception d'une dispense) ou prononcé une sanction à l'égard de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé relativement à des activités en valeurs mobilières ou en dérivés (par exemple, une interdiction d'opérations)?		

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque mesure :

Nom de l'entité	
Type de mesure	
Autorité/organisme	
Date du règlement (aaaa/mm/jj)	Motifs
Territoire	

3. À la connaissance de la société, celle-ci ou un membre du même groupe visé font-ils l'objet d'enquêtes en cours?

Oui _____ Non _____

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque enquête :

Nom de l'entité
Motif ou objet de l'enquête
Autorité/organisme
Date du début de l'enquête (aaaa/mm/jj)
Territoire

Nom de la société
Nom du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer
Titre du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer
Signature

Date (aaaa/mm/jj)

Témoin

Le témoin doit être un avocat, un notaire ou un commissaire à l'assermentation.

Nom du témoin
Titre du témoin
Signature
Date (aaaa/mm/jj)

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Aucune information.

3.8.4 Autres

Aucune information

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Protection des dépôts
 - 5.7 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS**UNION FRATERNELLE CROATE****Avis de révocation volontaire et complète d'une autorisation**

Avis est donné que l'Autorité des marchés financiers a fait droit à la demande de révocation volontaire et complète de l'autorisation d'exercer l'activité d'assureur au Québec d'Union fraternelle Croate (nom utilisé au Québec par Croatian Fraternal Union of America) (« Croate »).

Croate n'est plus autorisée à exercer l'activité d'assureur dans toutes les catégories pour lesquelles elle était autorisée.

L'assureur continuera d'être lié, jusqu'à leur échéance, par les contrats conclus en conformité avec l'autorisation dont il a demandé la révocation, tout en se conformant aux dispositions de la Loi sur les assureurs.

La révocation de l'autorisation deviendra finale au moment où Croate cessera d'être liée par les contrats conclus en conformité avec cette autorisation.

Cette décision fait suite à l'avis d'intention publié le 11 février 2021.

Pour plus d'information concernant cet assureur, nous vous invitons à consulter le [Registre – Assureurs, institutions de dépôts et sociétés de fiducie](#) sur notre site Web.

Fait le 8 juillet 2021

COMPAGNIE D'ASSURANCE COSECO**Avis de confirmation de la révocation volontaire, complète et finale d'une autorisation**

Avis est donné que la révocation volontaire et complète de l'autorisation de Compagnie d'assurance COSECO (nom utilisé au Québec par COSECO Insurance Company), accordée le 7 mai 2020, est devenue finale, conformément à l'article 161 de la Loi sur les assureurs, RLRQ c. A-32.1, puisque l'assureur a cessé d'être lié par les contrats conclus en conformité avec cette autorisation à la suite de leur transfert à :

La Compagnie d'assurance générale Co-operators (nom utilisé au Québec par Co-operators General Insurance Company)
130 Macdonell Street - Priory Square
Guelph, ON N1H 6P8

Cet avis fait suite à l'avis qui a été publié le 7 mai 2020.

Fait le 8 juillet 2021

INVESTISSEMENTS ACTIONNAIRES CANADIENS INC.**Avis de révocation de plein droit d'une autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite**

Avis est donné que l'Autorité des marchés financiers a révoqué, conformément à l'article 35 de la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite, RLRQ, c, R-17.0.1, l'autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite d'Investissements Actionnaires Canadiens inc. (nom utilisé au Québec par Canadian Shareowner Investments Inc.).

Cette révocation fait suite à la radiation de l'enregistrement du régime volontaire d'épargne-retraite d'Investissements Actionnaires Canadiens inc. par Retraite Québec le 25 mai 2021.

Fait le 8 juillet 2021

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

Avis de publication

Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

(Voir section 7.2 du présent bulletin)

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds de placement immobilier PRO	5 juillet 2021	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
Lucara Diamond Corp.	30 juin 2021	Colombie-Britannique
StorageVault Canada Inc.	5 juillet 2021	Ontario
Voyager Digital Ltd.	30 juin 2021	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	30 juin 2021	Québec
Cybin Inc. (<i>auparavant, Clarmin Explorations Inc.</i>)	5 juillet 2021	Ontario
FNB Horizons Rotation saisonnière FNB Horizons Indice uranium mondial FNB Horizons Revenu sur l'or	30 juin 2021	Ontario
Fonds alternatif d'occasions nord-américaines CI	6 juillet 2021	Ontario
Fonds chefs de file mondiaux pour le climat CI	6 juillet 2021	Ontario
Fonds d'actions canadiennes de base DFA Fonds vecteur d'actions canadiennes DFA Fonds d'actions américaines de base DFA Fonds vecteur d'actions américaines DFA Fonds d'actions internationales de base DFA Fonds vecteur d'actions internationales DFA Fonds mondial de titres du secteur immobilier DFA Fonds mondial de titres à revenu fixe de cinq ans DFA Fonds mondial de titres à revenu fixe de qualité DFA Fonds mondial de crédit ciblé DFA Portefeuille mondial 40AC-60RF DFA Portefeuille mondial 50AC-50RF DFA Portefeuille mondial 60AC-40RF DFA Portefeuille mondial 70AC-30RF DFA Portefeuille mondial 80AC-20RF DFA Portefeuille mondial d'actions DFA Portefeuille mondial de titres à revenu fixe DFA Portefeuille global d'actions DFA	2 juillet 2021	Colombie-Britannique

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'actions de développement durable mondiales de base DFA		
Fonds d'obligations avantage Canoe	6 juillet 2021	Alberta
Catégorie portefeuille d'obligations avantage Canoe		
Fonds mondial de revenu Canoe		
Catégorie portefeuille mondiale de revenu Canoe		
Fonds de possibilités de crédit Canoe		
Catégorie portefeuille de possibilités de crédit Canoe		
Catégorie portefeuille d'actions privilégiées Canoe		
Fonds de revenu amélioré Canoe		
Catégorie portefeuille de revenu amélioré Canoe		
Fonds défensif mondial équilibré Canoe		
Catégorie portefeuille nord-américaine de revenu mensuel Canoe		
Catégorie portefeuille de répartition d'actifs Canoe		
Catégorie portefeuille défensive d'actions américaines Canoe		
Fonds défensif d'actions internationales Canoe		
Fonds défensif d'actions mondiales Canoe		
Fonds de revenu à prime Canoe		
Catégorie portefeuille d'actions Canoe		
Fonds d'actions mondiales Canoe		
Catégorie portefeuille canadienne petite et moyenne capitalisation Canoe		
Catégorie portefeuille de revenu d'énergie Canoe		
Catégorie portefeuille de l'énergie Canoe		
Fonds de fiducie Canoe		
Fonds de bons du Trésor canadien RBC	2 juillet 2021	Ontario
Fonds du marché monétaire canadien RBC		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds du marché monétaire Plus RBC		
Fonds du marché monétaire américain RB		
Fonds du marché monétaire \$ US Plus RBC		
Fonds canadien de revenu à court terme RBC		
Fonds d'obligations gouvernementales à court terme \$ US RBC		
Fonds d'obligations de sociétés à court terme \$ US RBC		
Fonds d'obligations mondiales à court terme RBC		
Fonds d'obligations à revenu mensuel RBC		
Fonds indiciel obligataire canadien RBC		
Fonds indiciel obligataire du gouvernement canadien RBC		
Fonds d'obligations RBC		
Fonds d'obligations étrangères RBC		
Fonds d'obligations mondiales \$ US RBC		
Fonds d'obligations de sociétés de catégorie investissement \$ US RBC		
Fonds d'obligations mondiales de sociétés RBC		
Fonds d'obligations à rendement élevé RBC		
Fonds d'obligations à rendement élevé \$ US RBC		
Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé RBC		
Fonds stratégique d'obligations à revenu RBC		
Fonds stratégique d'obligations à revenu \$ US RBC		
Fonds en devises des marchés émergents RBC		
Fonds d'obligations de marchés émergents RBC		
Fonds d'obligations de marchés émergents RB (CAD – Couvert)		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'obligations mondiales à revenu mensuel BlueBay		
Fonds d'obligations souveraines mondiales BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations mondiales de sociétés de catégorie investissement BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations mondiales de sociétés de catégorie investissement \$ US BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations européennes à rendement élevé BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé \$ US BlueBay (Canada) (<i>auparavant, Fonds institutionnel canadien d'obligations mondiales à rendement élevé BlueBay</i>)		
Fonds d'obligations de marchés émergents BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations de marchés émergents en monnaie locale BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations de sociétés de marchés émergents BlueBay		
Fonds d'obligations à rendement élevé de sociétés de marchés émergents BlueBay (Canada)		
Fonds d'obligations mondiales convertibles BlueBay (Canada)		
Portefeuille prudence d'obligations RBC		
Portefeuille d'obligations essentielles RBC		
Portefeuille d'obligations essentielles \$ US RBC		
Portefeuille d'obligations essentielles plus RBC		
Portefeuille d'obligations essentielles plus \$ US RBC		
Fonds équilibrés et solutions portefeuille Solution de versement géré RBC		
Solution de versement géré RBC - Évolué		
Solution de versement géré RBC - Évolué		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Plus		
Fonds de revenu mensuel RBC		
Fonds de revenu mensuel américain RBC		
Fonds équilibré RBC		
Fonds équilibré mondial RBC		
Fonds équilibré de marchés émergents RBC		
Fonds prudent de croissance et de revenu RBC		
Fonds équilibré de croissance et de revenu RBC		
Fonds mondial de croissance et de revenu RBC		
Portefeuille prudence élevée sélect RBC		
Portefeuille prudence sélect RBC		
Portefeuille équilibré sélect RBC		
Portefeuille de croissance sélect RBC		
Portefeuille de croissance dynamique sélect RBC		
Portefeuille prudence choix sélect RBC		
Portefeuille équilibré choix sélect RBC		
Portefeuille de croissance choix sélect RBC		
Portefeuille de croissance dynamique choix sélect RBC		
Portefeuille mondial prudence élevée RBC		
Portefeuille mondial prudence RBC		
Portefeuille mondial équilibré RBC		
Portefeuille mondial équilibré \$ US RBC		
Portefeuille mondial croissance RBC		
Portefeuille mondial toutes actions RBC		
Portefeuille prudence élevée choix mondial RBC		
Portefeuille prudence choix mondial RBC		
Portefeuille équilibré choix mondial RBC		
Portefeuille croissance choix mondial RBC		
Portefeuille toutes actions choix mondial RBC		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Solution de revenu de retraite RBC		
Portefeuille de retraite 2020 RBC		
Portefeuille de retraite 2025 RBC		
Portefeuille de retraite 2030 RBC		
Portefeuille de retraite 2035 RBC		
Portefeuille de retraite 2040 RBC		
Portefeuille de retraite 2045 RBC		
Portefeuille de retraite 2050 RBC		
Portefeuille de retraite 2055 RBC		
Portefeuille de retraite 2060 RBC		
Fonds d'éducation Objectif 2025 RBC		
Fonds d'éducation Objectif 2030 RBC		
Fonds d'éducation Objectif 2035 RBC		
Fonds canadien de dividendes RBC		
Fonds d'actions canadiennes RBC		
Fonds d'actions canadiennes QUBE RBC		
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité QUBE RBC		
Fonds tendance d'actions canadiennes RBC		
Fonds indiciel canadien RBC		
Fonds d'actions canadiennes O'Shaughnessy RBC		
Fonds d'actions 100 % canadiennes O'Shaughnessy RBC		
Fonds de revenu d'actions canadiennes RBC		
Fonds de sociétés canadiennes à moyenne capitalisation RBC (<i>auparavant, Portefeuille privé de sociétés canadiennes à moyenne capitalisation RBC</i>)		
Fonds de ressources de sociétés canadiennes à petite et moyenne capitalisation RBC		
Fonds nord-américain de valeur RBC1		
Fonds nord-américain de croissance RBC		
Fonds américain de dividendes RBC		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds américain de dividendes neutre en devises RBC		
Fonds d'actions américaines RBC		
Fonds neutre en devises d'actions américaines RBC		
Fonds d'actions américaines QUBE RBC		
Fonds d'actions américaines à faible volatilité QUBE RBC		
Fonds d'actions américaines à faible volatilité neutre en devises QUBE RBC		
Fonds de valeur d'actions américaines RBC		
Fonds indiciel américain RBC		
Fonds américain indiciel neutre en devises RBC		
Fonds de valeur américain O'Shaughnessy RBC (Non couvert)		
Fonds de valeur américain O'Shaughnessy RBC		
Fonds d'actions de croissance de sociétés américaines à moyenne capitalisation RBC		
Fonds neutre en devises d'actions de croissance de sociétés américaines à moyenne capitalisation RBC		
Fonds de valeur en actions américaines de sociétés à moyenne capitalisation RBC		
Fonds d'actions américaines de base de sociétés à petite capitalisation RBC		
Fonds de valeur en actions américaines de sociétés à petite capitalisation RBC		
Fonds RBC, portefeuilles privés RBC et fonds communs de placement alternatifs RBC		
Fonds d'obligations à court terme sans combustibles		
fossiles Vision RBC		
Fonds d'obligations Vision RBC		
Fonds d'obligations sans combustibles fossiles Vision RBC		
Fonds équilibré Vision RBC		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds équilibré sans combustibles fossiles Vision RBC		
Fonds d'actions canadiennes Vision RBC		
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité sans combustibles fossiles Vision QUBE RBC		
Fonds d'actions de marchés émergents sans combustibles fossiles Vision RBC		
Fonds d'actions mondiales Vision RBC		
Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Vision RBC		
Portefeuille privé de revenu à court terme RBC		
Portefeuille privé d'obligations de sociétés canadiennes RBC		
Portefeuille privé de revenu RBC		
Portefeuille privé de dividendes canadiens RBC		
Portefeuille privé fondamental d'actions canadiennes RBC		
Portefeuille privé d'actions canadiennes RBC		
Portefeuille privé d'actions de valeur de sociétés américaines à grande capitalisation RBC		
Portefeuille privé d'actions de valeur de sociétés américaines à grande capitalisation neutre en devises RBC		
Portefeuille privé d'actions américaines de croissance RBC		
Portefeuille privé d'actions de base de sociétés américaines à grande capitalisation RBC		
Portefeuille privé d'actions de base de sociétés américaines à grande capitalisation neutre en devises RBC		
Portefeuille privé de sociétés américaines à petite capitalisation RBC		
Portefeuille privé d'actions EAEO RBC		
Portefeuille privé d'actions outre-mer RBC		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Portefeuille privé d'actions mondiales RBC Fonds d'obligations alternatives mondiales BlueBay (Canada)		
Fonds de marché monétaire canadien Phillips, Hager & North	30 juin 2021	Ontario
Fonds de marché monétaire américain Phillips, Hager & North		
Fonds d'hypothèques et d'obligations à court terme Phillips, Hager & North		
Fonds d'obligations Phillips, Hager & North		
Fonds d'obligations à rendement global Phillips, Hager & North		
Fonds d'obligations indexées sur l'inflation Phillips, Hager & North		
Fonds d'obligations à rendement élevé Phillips, Hager & North		
Fonds d'obligations à long terme indexées sur l'inflation Phillips, Hager & North		
Fonds à revenu mensuel Phillips, Hager & North		
Fonds équilibré Phillips, Hager & North		
Fonds à revenu de dividendes Phillips, Hager & North		
Fonds d'actions canadiennes Phillips, Hager & North		
Fonds de valeur d'actions canadiennes Phillips, Hager & North		
Fonds de revenu d'actions prudent Phillips, Hager & North		
Fonds sous-jacent d'actions canadiennes Phillips, Hager & North		
Fonds sous-jacent d'actions canadiennes II Phillips, Hager & North		
Fonds de croissance canadien Phillips, Hager & North		
Fonds à revenu canadien Phillips, Hager & North		
Fonds Vintage Phillips, Hager & North		
Fonds au flottant faible Phillips, Hager &		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
-------------------	--------------	----------------------------------

Nort

Fonds à revenu de dividendes américain
Phillips, Hager & North

Fonds d'actions américaines multistyle
toutes capitalisations Phillips, Hager &
North

Fonds d'actions américaines Phillips,
Hager & North

Fonds d'actions américaines avec
couverture de change Phillips, Hager &
North

Fonds de croissance américain Phillips,
Hager & North

Fonds d'actions outre-mer Phillips, Hager &
North

Fonds d'actions outre-mer avec couverture
de change Phillips, Hager & North

Fonds d'actions mondiales Phillips, Hager
& North

Fonds de retraite CIBLE 2015 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2020 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2025 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2030 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2035 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2040 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2045 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2050 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2055 Phillips,
Hager & North

Fonds de retraite CIBLE 2060 Phillips,
Hager & North

Fonds fiduciaire de retraite prudent Phillips,
Hager & North

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds fiduciaire de retraite équilibré Phillips, Hager & North		
Fonds fiduciaire de retraite de croissance Phillips, Hager & North		
Fonds fiduciaire de retraite d'actions canadiennes Phillips, Hager & North		
Fonds fiduciaire de retraite d'actions canadiennes plus Phillips, Hager & North		
Fonds de revenu alternatif Venator Fonds alternatif fondateurs Venator	2 juillet 2021	Ontario
GreenFirst Forest Products Inc. (<i>auparavant, Itasca Capital Ltd.</i>)	2 juillet 2021	Ontario
iShares ESG Advanced 1-5 Year Canadian Corporate Bond Index ETF	2 juillet 2021	Ontario
iShares ESG Advanced Canadian Corporate Bond Index ETF		
iShares U.S. IG Corporate Bond Index ETF		
iShares 1-5 Year U.S. IG Corporate Bond Index ETF		
iShares 1-5 Year U.S. IG Corporate Bond Index ETF (CAD-Hedged)		
iShares 0-5 Year TIPS Bond Index ETF		
iShares 0-5 Year TIPS Bond Index ETF (CAD-Hedged)		
iShares U.S. Aggregate Bond Index ETF		
iShares U.S. Aggregate Bond Index ETF (CAD-Hedged)		
Organto Foods Inc.	6 juillet 2021	Colombie-Britannique
POET Technologies Inc.	5 juillet 2021	Ontario
WeCommerce Holdings Ltd. (<i>auparavant, Brachium Capital Corp.</i>)	2 juillet 2021	Colombie-Britannique

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
BMO Fonds de dividendes mensuels Ltée BMO Fonds de dividendes	30 juin 2021	Ontario
Catégorie Fidelity Situations spéciales Catégorie Fidelity Valeur intrinsèque mondiale	30 juin 2021	Ontario
Fonds Fidelity Situations spéciales	30 juin 2021	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Aucune information.

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Innergex énergie renouvelable Inc.

Vu la demande présentée par Innergex énergie renouvelable Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 15 juin 2021 (la « demande »);

Vu l'article 12 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu l'article 115 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir l'accord de l'Autorité pour le placement à l'extérieur du Québec d'actions ordinaires, le tout conformément aux informations déposées auprès de l'Autorité (le « placement »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité donne son accord pour le placement.

Fait le 29 juin 2021.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Projet SEDAR n° 3238542

Décision n°: 2021-FS-0153

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Aucune information.

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Compagnie de Chemin de Fer Canadien Pacifique

Vu la demande présentée par Compagnie de Chemin de Fer Canadien Pacifique (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 11 juin 2021 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, RLRQ, c. V-1.1, r. 24 (le « Règlement 51-102 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, le *Règlement 41-101*, le *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*, RLRQ, c. V-1.1, r. 17 et les termes définis suivants :

« annexes » : les annexes au document visé, lesquelles seront intégrées par renvoi dans le prospectus, ainsi que les annexes à tout autre document américain du garant préparé conformément à la Loi de 1934, lorsqu'elles seront intégrées par renvoi dans le prospectus;

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du *Règlement 41-101* d'établir une version française des annexes;

« document visé » : le rapport annuel sur formulaire américain 10-K du garant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, lequel sera intégré par renvoi dans le prospectus;

« garant » : Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée;

« prospectus » : le prospectus préalable de base provisoire que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'Autorité le ou vers le 18 juin 2021 et le prospectus préalable de base définitif, ainsi que toute version modifiée de ceux-ci;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada;
2. Le garant est un émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada;
3. Le garant est assujéti à la Loi de 1934 et se conforme à celle-ci;
4. L'émetteur est dispensé de certaines obligations d'information continue prévues au Règlement 51-102 pourvu qu'il dépose auprès de l'Autorité tous les documents que le garant doit déposer aux termes de la Loi de 1934;
5. Le garant dépose ses documents d'information continue dans la forme exigée en vertu de la Loi de 1934 pour satisfaire aux exigences de la législation canadienne en valeurs mobilières;
6. L'émetteur compte déposer le prospectus dans toutes les provinces du Canada;
7. Le dépôt par le garant des documents sous la forme exigée en vertu de la Loi 1934 a pour conséquence d'intégrer les annexes par renvoi dans le prospectus;
8. En vertu de la législation en valeurs mobilières du Québec, les documents contenus aux annexes n'auraient pas eu à être intégrés par renvoi dans le prospectus, n'eût été l'intégration par renvoi dans le prospectus des documents sous la forme exigée en vertu de la Loi de 1934;
9. Tout document intégré par renvoi dans un prospectus fait partie intégrante de celui-ci;
10. Du fait de leur intégration par renvoi dans le prospectus, les annexes doivent être établies en français ou en français et en anglais;
11. Tous les documents pour lesquels une version française est exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec seront traduits;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu les déclarations faites par l'émetteur;

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense permanente.

Fait le 17 juin 2021.

Benoît Gascon
Directeur principal du financement des sociétés

Décision n°: 2021-FS-0149

Lucara Diamond Corp.

Vu la demande présentée par Lucara Diamond Corp. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 25 juin 2021 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir une dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents suivants qui seront intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire que l'émetteur entend déposer le ou vers le 30 juin 2021 (la « dispense demandée ») :

1. les états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 ainsi que le rapport de gestion annuel correspondant;
2. le rapport financier intermédiaire consolidé pour la période intermédiaire terminée le 31 mars 2021 ainsi que le rapport de gestion intermédiaire correspondant;
3. la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020;
4. la circulaire de sollicitation de procurations datée du 19 mars 2021;

(collectivement, les « documents visés »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient établis en français et que la version française des documents visés soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié définitif.

Fait le 29 juin 2021.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Décision n°: 2021-FS-0165

StorageVault Canada Inc.

Vu la demande présentée par StorageVault Canada Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 29 juin 2021 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir une dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents suivants qui seront intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire que l'émetteur entend déposer le ou vers le 5 juillet 2021 (la « dispense demandée ») :

1. les états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 ainsi que le rapport de gestion annuel correspondant;

2. le rapport financier intermédiaire consolidé pour la période intermédiaire terminée le 31 mars 2021 ainsi que le rapport de gestion intermédiaire correspondant;
 3. la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020;
 4. la circulaire de sollicitation de procurations datée du 16 avril 2021;
- (collectivement, les « documents visés »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient établis en français et que la version française des documents visés soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié définitif.

Fait le 30 juin 2021.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Décision n°: 2021-FS-0169

StorageVault Canada Inc.

Vu la demande présentée par StorageVault Canada Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 30 juin 2021 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, le Règlement 41-101 et les termes définis suivants :

« annexe » : l'annexe intitulée « Exhibit 1 – 2011 Stock Option Plan », de la circulaire de sollicitation de procurations, datée du 18 avril 2011;

« circulaire » : la circulaire de sollicitation de procurations datée du 16 avril 2021;

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française de l'annexe;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans toutes les provinces du Canada;

2. L'émetteur compte déposer un prospectus simplifié provisoire dans toutes les provinces du Canada le ou vers le 5 juillet 2021;
3. L'émetteur intégrera par renvoi la circulaire dans le prospectus;
4. L'intégration par renvoi de l'annexe dans la circulaire n'a été dictée que pour des motifs de convenance et de clarté afin d'éviter des répétitions indues dans celle-ci;
5. L'annexe fait l'objet d'un résumé dans la circulaire;
6. L'inclusion de l'annexe dans la circulaire n'est pas exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec;
7. Tout document intégré par renvoi dans un prospectus fait partie intégrante de celui-ci;
8. Du fait de son intégration par renvoi dans le prospectus, l'annexe doit être établie en français ou en français et en anglais;
9. Tous les documents pour lesquels une version française est exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec seront traduits;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense permanente.

Fait le 30 juin 2021.

Frédéric Belleau
Directeur principal des fonds d'investissement

Décision n°: 2021-FS-0170

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
GOODFOOD MARKET CORP.	2021-05-31
GRAND LODGE MONT-TREMBLANT (LE) (PROJET IMMOBILIER)	2021-04-30
SYNDICAT DE LOCATION - FAIRMONT TREMBLANT	2021-04-30
TRILOGY METALS INC.	2021-05-31
URANIUM PARTICIPATION CORPORATION	2021-05-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
CANADA GOOSE HOLDINGS INC.	
CLEAN AIR METALS INC.	
DRONE DELIVERY CANADA CORP.	
EFH HOLDINGS INC.	
GROUPE STINGRAY INC.	
INTER PIPELINE LTD.	
ONENERGY INC.	
RESSOURCES MINIERES VANSTAR INC.	

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti (<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété
40 : Vente à découvert	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	NATURE DE L'EMPRISE
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	AUTRES MENTIONS
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).

AVIS

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
5N Plus Inc.								
<i>Performance Share Unit/unités liées à la performance</i>								
Audet, Nicholas	5	O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(60 000)	2.8600	QC
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)	1.5700	QC
<i>Restricted Share Unit/Unités d'actions incessibles</i>								
Audet, Nicholas	5	O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(22 617)	3.4300	QC
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(14 360)	2.1000	QC
A&W Revenue Royalties Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Glowinsky, Fern Tammy	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2	37.8400	BC
Mindell, David Allen	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7	38.2500	BC
The Cedarhurst Foundation	PI	O	2021-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	162	38.2500	BC
Senecal, Susan	6	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32	37.8400	BC
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7	38.2500	BC
ABC Technologies Holdings Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
AP IX Alpha Holdings (LUX) SARL	3	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Batzer, Lucas	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26	8.9481	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 729	8.9481	ON
Bernard, James	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	24	8.9481	ON
Kapadia, Dev Bipin	4, 6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26	8.9481	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 729	8.9481	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Barton, Nathan	5	O	2021-02-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 564	10.0000	ON
Acadian Timber Corp.								
<i>Droits DSUs</i>								
Sheparski, Adam Douglas	5	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2021-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 106		NB
Accord Financial Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Jang, James Chadwick	7							
J & L Jang Holdings Ltd.	PI	O	2020-09-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	165	5.9800	ON
		O	2020-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	145	6.8704	ON
		O	2021-03-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	144	6.9400	ON
		O	2021-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	112	8.9700	ON
ADCORE Inc.								
<i>Options</i>								
Puar, Sokhie	4	O	2021-07-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.2900	ON
Advantage Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Blackwood, Donald Craig	5	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	4.9400	AB
MacDonald, Norman	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Angevine, Jill Terilee	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 029		AB
Balog, Stephen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 029		AB
Choate, Deirdre Mary	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	515		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Clague, Donald M.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 029		AB
Haggis, Paul	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 132		AB
MacDonald, Norman	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 029		AB
McIntosh, Ronald A	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 565		AB
Aimia Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mittleman Investment Management, LLC	3							
Mittleman Investment Management, LLC	PI	O	2021-07-02	C	97 - Autre	(5 772 600)		QC
		M	2021-06-30	C	97 - Autre	(5 772 600)		QC
<i>Deferred Share Units</i>								
Basian, Karen	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 957	4.8700	QC
Hanington, Sandra Lynn	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 593	4.8700	QC
Mattson, Jon	4	O	2021-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 576	4.8700	QC
Rosenkrantz, David Aubrey	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 754	4.8700	QC
Teramo, Jordan Gregg	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 261	4.8700	QC
Air Canada								
<i>Class B Voting Shares</i>								
Chande, Ameer	4	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	21.0000USD	QC
		O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	20.5457USD	QC
		O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 880	25.4200	QC
<i>Deferred Share Units</i>								
Clark, Christie James Beckett	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 110		QC
Doer, Gary Albert	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 142		QC
Fyfe, Robert Ian	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 173		QC
Green, Michael	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 038		QC
Huot, Jean Marc	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 038		QC
PAQUIN, MADELEINE	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 246		QC
Sorensen, Vagn	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 052		QC
Taylor, Kathleen	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 666		QC
Verschuren, Annette Marie	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 110		QC
Wilson, Michael M.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 221		QC
<i>Deferred Share Units (Management Plan)</i>								
Barbeau, Marc Bruce	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options (Long-Term Incentive Plan)</i>								
Barbeau, Marc Bruce	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
AIRBOSS OF AMERICA CORP.								
<i>Droits - Deferred Stock Units</i>								
Antenucci, Anita Margaret	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	542	35.5490	ON
Camilleri, David Brian	4							
CAMD LTD.	PI	O	2021-07-02	I	56 - Attribution de droits de souscription	542	35.5490	ON
Matthews, Mary	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	176	35.5490	ON
McLeish, Robert	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	401	34.5490	ON
Robbins, Brian Andrew	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	612	35.5490	ON
Ryan, Stephen Michael	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	542	35.5490	ON
Watson, Alan JD	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	271	35.5490	ON
Akita Drilling Ltd.								
<i>Actions sans droit de vote</i>								
Dease, Colin	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	848	1.3500	AB
Reynolds, Darcy	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	814	1.3500	AB
Alamos Gold Inc.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Ellingham, Elaine	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	216		ON
Fleck, David Alexander	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	433		ON
Gower, David Patrick	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	410		ON
Kennedy, Claire Marie Catherine	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394		ON
Mercier, Monique	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	150		ON
Murphy, Paul	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	684		ON
Prichard, John Robert Stobo	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	229		ON
Stowe, Kenneth George	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	410		ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Parsons, Scott Russell Gordon	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	108		ON
PAULSE, ADRIAN	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69		ON
<i>Droits Rights Performance Share Units</i>								
Barwell, Christine	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	247		ON
Bostwick, Christopher John	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	247		ON
Chavez - Martinez, Mario Luis	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	247		ON
Engelstad, Nils Frederik Jonas	5, 8	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	247		ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	247		ON
Fitzgerald, John Michael	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	143		ON
MacPhail, Peter	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	493		ON
McCluskey, John	4, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 170		ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	247		ON
Parsons, Scott Russell Gordon	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53		ON
PAULSE, ADRIAN	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93		ON
Porter, James	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	493		ON
Thompson, Rebecca	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	124		ON
Webster, Colin	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	247		ON
Algonquin Power & Utilities Corp.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Ball, Christopher James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 651	18.7659	ON
Barnes, Melissa Stapleton	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 651	18.7659	ON
Huskilson, Christopher	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 651	18.7659	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Laney, Randy David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 652	18.7659	ON
Leaman, Carol Anne	4	O	2021-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 651	18.7659	ON
Moore, Kenneth	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 271	18.7659	ON
Saidi, Masheed Hegi	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 816	18.7659	ON
Samil, Dilek	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 857	18.7659	ON
Alimentation Couche-Tard Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie B</i>								
ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	44.0078	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	44.2339	QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	44.6279	QC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	71 000	44.7838	QC
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 570 700)		QC
Boyko, Éric	4	O	2017-09-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	46.4200	QC
LEGER, GUILLAUME	5	O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	37.0000USD	QC
Allied Properties Real Estate Investment Trust								
<i>Options</i>								
Mackay, James Patrick	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Parts</i>								
Mackay, James Patrick	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
AltaGas Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Toone, Randy Warren	5	O	2021-06-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(5 300)	26.0000	AB
Altius Minerals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baker, John	4, 5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 823	17.0000	NF
Lewis, Benjamin Gerard	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 014	17.0000	NF
Wells, Chad	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 202	17.0000	NF
Winter, Stephen Lawrence	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 190	17.0000	NF
<i>Droits RSUs</i>								
Baker, John	4, 5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 957)	17.0000	NF
Dalton, Brian	4, 5	O	2021-07-02	D	59 - Exercice au comptant	(21 932)	17.1000	NF
Lewis, Benjamin Gerard	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 242)	17.0000	NF
Wells, Chad	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 575)	17.0000	NF
Winter, Stephen Lawrence	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 551)	17.0000	NF
Altius Renewable Royalties Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gaumont, André	4, 6	O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.0000	ON
American Hotel Income Properties REIT LP								
<i>Parts</i>								
Korol, Jonathan Bruce	5	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.1700	BC
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	4.2435	BC
Americas Gold and Silver Corporation								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Davidson, Alexander John	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 744		ON
Edwards, Alan R.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 110		ON
Kipp, Bradley Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 952		ON
Pridham, Gordon E.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 531		ON
RIVERA RABA, MANUEL ALBERTO	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 689		ON
Waisberg, Lorie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 374		ON
Amerigo Resources Ltd								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ireland, George R.	4	O	2021-06-25	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(100 000)		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Andlauer Healthcare Group Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Clark, Andrew	4							
Andrew Clark RRSP	PI	O	2021-06-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	35.9690	ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Ambrose, Ronalee Hope	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	729		ON
Clark, Andrew	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	573		ON
Jelley, Peter	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	694		ON
Joyce, Cameron	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	521		ON
Schlett, Joseph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	521		ON
Sutherland, Evelyn Louise	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	642		ON
Wellner, Thomas Gordon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	625		ON
Apollo Healthcare Corp.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Spiegelman, Jeffrey Kent	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 902		ON
Appili Therapeutics Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A Common Shares</i>								
The K2 Principal Fund L.P.	3	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.6400	NS
Aptose Biosciences Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rice, William Glenn	4, 5	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.2800	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	3.2950	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 081	3.2901	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.2850	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.2777	ON
ARC Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Anderson, Terry Michael	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 023		AB
		M	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 023		AB
Berrett, Ryan Victor	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	503		AB
Bibby, Kristen Jon	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	698		AB
Solium ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 818		AB
		O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	221		AB
		M	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	221		AB
Calder, Sean Ross Allen	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	530		AB
Solium ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	129		AB
Cerny, Kristin Lyn	5							
Solium ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3		AB
Chrumka, Lynne Patricia	5							
Sun Life ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 627		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Conrad, Larissa Marianne	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	705		AB
Solium ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	225		AB
Holt, David Barry	5							
Sun Life ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 288		AB
Jahangiri, Armin	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	520		AB
Solium ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	211		AB
Olsen, Lisa Ann	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	459		AB
Solium ESPP	PI	O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	984		AB
		O	2021-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	496		AB
<i>Deferred Share Units (DSU) (Cash based only)</i>								
Ahrabi, Farhad	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 693	10.3200	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	952		AB
Collyer, David Ralph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 416	10.3200	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 356		AB
JONES, SUSAN C.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 198	10.3200	AB
Kvisle, Harold N.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 054	10.3200	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 392		AB
McAdam, William	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 198	10.3200	AB
McAllister, Michael	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 416	10.3200	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	93		AB
O'Neill, Kathleen M.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 749	10.3200	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 960		AB
Proctor, Marty Leigh	4	O	2021-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 925	10.3200	AB
SHEPPARD, Mary Jacqueline	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 693	10.3200	AB
van Leeuwen-Atkins, Leontine	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 731	10.3200	AB
<i>Options</i>								
Proctor, Marty Leigh	4	O	2021-07-06	D	52 - Expiration d'options	(984 203)		AB
<i>Performance Share Units (PSU) (Cash based only)</i>								
Anderson, Terry Michael	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	12 738		AB
Berrett, Ryan Victor	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 945		AB
Bibby, Kristen Jon	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 007		AB
Calder, Sean Ross Allen	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 244		AB
Cerny, Kristin Lyn	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	397		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Conrad, Larissa Marianne	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 003		AB
Groundwater, Brian Rognvald	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	507		AB
Jahangiri, Armin	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 802		AB
Olsen, Lisa Ann	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 087		AB
<i>Restricted Share Units (RSU) (Cash based only)</i>								
Anderson, Terry Michael	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 518		AB
Berrett, Ryan Victor	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	422		AB
Bibby, Kristen Jon	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	861		AB
Calder, Sean Ross Allen	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	480		AB
Cerny, Kristin Lyn	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	125		AB
Conrad, Larissa Marianne	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	631		AB
Groundwater, Brian Rognvald	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	151		AB
Jahangiri, Armin	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	607		AB
Olsen, Lisa Ann	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	444		AB
Artis Real Estate Investment Trust								
<i>Actions privilégiées Series A</i>								
Artis Real Estate Investment Trust	1	O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	24.5605	MB
<i>Actions privilégiées Series E</i>								
Artis Real Estate Investment Trust	1	O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	23.4670	MB
<i>Parts</i>								
Artis Real Estate Investment Trust	1	O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	313 384	11.2780	MB
Koenig, Jaclyn	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	833	11.2100	MB
Rodney, Benjamin Ryan	4							
2032093 Ontario Inc.	PI	O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	11.2200	MB
<i>Restricted Units</i>								
Koenig, Jaclyn	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(833)	11.2100	MB
Ascot Resources Ltd.								
<i>Droits DSU</i>								
St-Germain, Andree	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 125		BC
Stypula, John James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 422		BC
ATS Automation Tooling Systems Inc.								
<i>Droits RSU</i>								
McCuaig, Stewart	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(4 622)	33.1500	ON
<i>RSU</i>								
Alexander, Angella	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(4 622)	33.1500	ON
Debus, Christian	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(4 622)	33.1500	ON
Hart, Chris	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(4 622)	33.1500	ON
McLeod, Ryan	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(1 733)	33.1500	ON
Metri, Joe	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(2 888)	33.1500	ON
Panenska, Udo	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(2 888)	33.1500	ON
Patten, Jeremy	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(4 622)	33.1500	ON
Roberts, Simon	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(2 311)	33.1500	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Automotive Properties Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units</i>								
Forbes, Louis Marie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 643		ON
Kay, M Patricia	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 913		ON
Lazier, Francis Stuart	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 593		ON
Morrison, John Rennie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 744		ON
Auxly Cannabis Group Inc.								
<i>Options</i>								
Alves, Hugo M.	4, 5	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	1 800 000		ON
Bawa, Vikram	4	O	2020-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Lickver, Michael David	5	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
Rapsey, Ian Peter	6	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	300 000		ON
Schmitt, Brian William	5	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	1 200 000		ON
Young, Genevieve Adele	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	263 000		ON
AYA OR & ARGENT INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clarici, Elena	4	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	50 000	1.4300	QC
<i>Options</i>								
Clarici, Elena	4	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		QC
B2Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lytle, William	5	O	2016-06-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(48 361)	3.0300	BC
		O	2017-10-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 387	3.4900	BC
		O	2018-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 438)	3.2100	BC
Badger Infrastructure Solutions Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Badger Daylighting Ltd.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.9088	AB
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	38.1226	AB
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.1360	AB
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.6070	AB
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.4221	AB
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.1411	AB
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.0933	AB
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.8438	AB
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	39.1708	AB
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.8397	AB
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.6317	AB
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	38.1732	AB
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.9419	AB
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.2365	AB
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.2498	AB
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.5152	AB
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.5029	AB
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	36.7155	AB
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.4651	AB
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.5261	AB
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.3337	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	37.8383	AB
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(17 500)		AB
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		AB
Ballard Power Systems Inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Parts Deferred Share Units</i>								
Hayhurst, Douglas Palmer	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	967	22.4800	BC
Le, Duy-Loan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 445	22.4800	BC
Neese, Marty Tucker	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	886	22.4800	BC
Roche, James Norman	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 109	22.4800	BC
Woodruff, Janet Patricia	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	967	22.4800	BC
Bausch Health Companies Inc. (formerly, Valeant Pharmaceuticals International, Inc.)								
<i>Droits Restricted Share Units (RSUs)</i>								
DE SCHUTTER, Richard Urbain	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 172	29.3200USD	QC
Icahn, Brett	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 044	29.3200USD	QC
Miller, Steven Daniel	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 044	29.3200USD	QC
Paulson, John	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 044	29.3200USD	QC
Robertson, Russel Clark	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 300	29.3200USD	QC
Wechsler, Amy	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	234	29.3200USD	QC
Baylin Technologies Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Davis, Janice Leslie	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 163	1.1600	ON
Reiter, Barry	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 769	1.1600	ON
Saska, David	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 327	1.1600	ON
SIMMONDS, DONALD E.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 307	1.1600	ON
Wolkin, Harold Morton	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 769	1.1600	ON
BBTV Holdings Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Shahbazi, Hamed	4							
Impactreneur Capital Corp.	PI	O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	7.7400	BC
		O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.8000	BC
		O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	7.8900	BC
		O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	7.8800	BC
Birchcliff Energy Ltd.								
<i>Actions privilégiées Series C (Cumulative Redeemable)</i>								
Birchcliff Energy Ltd.	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	17 021	25.0000	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(17 021)		AB
Bitfarms Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bonta, Nicolas	4, 5, 3	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(90 000)	3.9442USD	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 200)	4.0765USD	ON
		O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(80 000)	4.1246USD	ON
Finkielstain, Andres	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	5.0000	ON
Gobeil, Benoit	5	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	5.0300	ON
Boardwalk Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units (Convert to TU and/or cash)</i>								
Bowers, John Eric	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	972		AB
Dauids, Leonora Heloise	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	834		AB
Goertz, Andrea	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 098		AB
Goodman, Gary Michael	4	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 370		AB
Ha, James	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 792		AB
Havener, Jr., Arthur Lee	4	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 842		AB
Klaus, Jeffrey Dave	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 366		AB
Kolias-Gunn, Samantha Alyssa	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 462		AB
Mix, Helen May	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 640		AB
Morrison, Scott Andrew	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 822		AB
Robinson, Brian	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 904		AB
Russell, Lisa Maureen	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 872		AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Smandych, Lisa Dawn	5	O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 822		AB
<i>Parts de fiducie</i>								
Morrison, Scott Andrew	5	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 250	40.4948	AB
Bombardier Inc.								
<i>Deferred Stock Units/Unités d'actions différées</i>								
Bissonnette, Joanne	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 171		QC
Bombardier, Charles	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 343		QC
Fontaine, Diane	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 343		QC
Giard, Diane	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	46 647		QC
Graham, Anthony R.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	42 865		QC
Henningsen, August W.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 171		QC
Oberhelman, Douglas R.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 171		QC
Rogers-Hixon, Melinda M.	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 343		QC
Sprunk, Eric	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 343		QC
Tyler, Antony N.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 171		QC
Boralex inc.								
<i>Unités d'actions différées</i>								
Courville, André	4	O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	13		QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	373		QC
Croteau, Lise	4	O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	17		QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	249		QC
Deschamps, Ghyslain	4	O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	17		QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	298		QC
Dumas, Marie-Claude	4	O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	9		QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	199		QC
Giguère, Marie	4	O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	22		QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	248		QC
Kernaghan, Edward Hume	4	O	2021-03-15	D	35 - Dividende en actions	19		QC
		O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	21		QC
Lemaire, Patrick	4	O	2021-03-15	D	35 - Dividende en actions	42		QC
		O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	44		QC
Rheume, Alain	4	O	2021-03-15	D	35 - Dividende en actions	77		QC
		O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	81		QC
Smati, Zin Edine	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	305		QC
St-Pierre, Dany	4	O	2021-06-15	D	35 - Dividende en actions	27		QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	124		QC
Brookfield Asset Management Inc.								
<i>Actions échangeables Class A Limited Voting</i>								
Flatt, J. Bruce	4, 5							
Brookfield Asset Management Reinsurance Partners Ltd.	PI	O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	116 863		ON
		O	2021-06-28	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	787 989	52.2000USD	ON
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>								
Cockwell, Jack Lynn	4, 6							
Sanford, Partners Holdings and Partners Value Investments	PI	O	2021-06-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	63.8218	ON
Flatt, J. Bruce	4, 5							
Partners/Partners Holdings/Partners Value Investment/BAM Holdings	PI	O	2021-06-28	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(787 989)	52.2000USD	ON
<i>Corps/Partners FC/Global Partners FC Fdn/Flatt RRSP</i>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Allan, Elyse	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	90	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 022	51.3759USD	ON
Braly, Angela F.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	111	52.4500USD	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 095	51.3759USD	ON
Coutu, Marcel R.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	118	64.8200	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	119	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 216	51.3759USD	ON
Fukakusa, Janice Rose	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	974	51.3759USD	ON
Kempston Darkes, V. Maureen	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	157	64.8200	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	70	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	523	51.3759USD	ON
Marks, Howard Stanley	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	973	51.3759USD	ON
McKenna, Frank	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	356	64.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	375	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 433	51.3759USD	ON
Miranda Robredo, Rafael	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	64	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 046	51.3759USD	ON
O'Donnell, Augustine Thomas	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16	64.8200	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	134	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 046	51.3759USD	ON
Olayan, Hutham Suliman	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	973	51.3759USD	ON
Seek, Ngee Huat	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	30	64.8200	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	134	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 046	51.3759USD	ON
Taylor, Diana	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	64.8200	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	132	52.4500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 046	51.3759USD	ON
Brookfield Asset Management Reinsurance Partners Ltd.								
<i>Actions échangeables Class A Limited Voting</i>								
Edwards, Allan Stanley	7	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	22		
Flatt, J. Bruce	6	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	116 863		
Partners Limited/BAM Holdings Corp./Partners FC	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	787 989	52.2000USD	
Goodman, Nicholas Howard	7	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	26		
BAM Holdings Corp.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	8 792		

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Kingston, Brian William	6	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	1 655		
BAM Holdings Corp.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	19 410		
Partners BK Ltd.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	25 000		
Manios, Bahir	5	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	1 437		
BAM Holdings Corp.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	1 035		
McConnie, Gregory	5	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	30		
Ranjan, Anuj	6							
BAM Holdings Corp.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	12 166		
Partners Anran Ltd.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	25 000		
Shah, Sachin G.	4, 5	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	4 902		
BAM Holdings Corp.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	43 445		
Partners Sach Ltd.	PI	O	2021-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	I	36 - Conversion ou échange	25 000	54.5500USD	
Siksna, Arturs (Art)	7	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	29		
Class B Limited Voting Shares								
BAM Re Partners Trust	3	O	2021-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	24 000		
Brookfield Renewable Partners L.P.								
Deferred Share Units								
Christie, Douglas	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	65		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	15		ON
Deschatelets, Julian	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2		ON
BSR Real Estate Investment Trust								
Deferred Units								
Halter, William Amos	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 418		ON
Held, Bryan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 678		ON
Hughes, Jr., William Daniel	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 418		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Labatte, Neil Joseph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 695		ON
Senst, Graham David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 891		ON
Wademan, Elizabeth Anne	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 891		ON
CAE Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Billson, Margaret	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 510	37.9000	QC
Fortier, Michael M	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 471	37.9000	QC
Harrison, Marianne	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 544	37.9000	QC
MacGibbon, Alan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 451	37.9000	QC
Maher, Mary Lou Katherine	4	O	2021-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	967	37.9000	QC
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	541	37.9000	QC
Manley, John Paul	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 408	37.9000	QC
Olivier, François	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 451	37.9000	QC
Perkins, David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 379	37.9000	QC
Roach, Michael	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 451	37.9000	QC
Stevens, Andrew John	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 451	37.9000	QC
Calfrac Well Services Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Glendon Capital Management L.P.	3							
Various accounts managed by Glendon Management L.P.	PI	O	2021-06-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(51 100)	4.1246	AB
		O	2021-06-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	4.1004	AB
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 200)	4.0504	AB
		O	2021-06-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 400)	4.0839	AB
		O	2021-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 900)	4.0813	AB
Canaccord Genuity Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canaccord Genuity Group Inc.	1							
Cormark Securities Inc.	PI	O	2021-06-02	I	38 - Rachat ou annulation	72 427	13.3386	BC
		O	2021-06-03	I	38 - Rachat ou annulation	2 827	13.4922	BC
		O	2021-06-04	I	38 - Rachat ou annulation	47 727	13.4831	BC
		O	2021-06-07	I	38 - Rachat ou annulation	69 327	13.3677	BC
		O	2021-06-08	I	38 - Rachat ou annulation	71 227	13.2928	BC
		O	2021-06-09	I	38 - Rachat ou annulation	23 727	13.3425	BC
		O	2021-06-10	I	38 - Rachat ou annulation	49 827	13.4773	BC
		O	2021-06-23	I	38 - Rachat ou annulation	45 327	13.2493	BC
		O	2021-06-30	I	38 - Rachat ou annulation	21 300	13.4720	BC
		O	2021-06-04	I	38 - Rachat ou annulation	(72 427)		BC
		O	2021-06-07	I	38 - Rachat ou annulation	(2 827)		BC
		O	2021-06-08	I	38 - Rachat ou annulation	(47 727)		BC
		O	2021-06-09	I	38 - Rachat ou annulation	(69 327)		BC
		O	2021-06-10	I	38 - Rachat ou annulation	(71 227)		BC
		O	2021-06-11	I	38 - Rachat ou annulation	(23 727)		BC
		O	2021-06-14	I	38 - Rachat ou annulation	(49 827)		BC
		O	2021-06-25	I	38 - Rachat ou annulation	(45 327)		BC
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Pelosi, Adrian John Ugo	7	O	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 236	13.3500	BC
Canadian Western Bank								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bibby, Andrew John	4							
RRSP	PI	O	2021-03-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	88	33.0000	AB
		O	2021-06-24	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	83	35.1400	AB
TFSA	PI	O	2021-03-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	10	33.0000	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i> Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-24	I	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	35.1400	AB
Canfor Corporation <i>Actions ordinaires</i>								
Canfor Corporation	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	18 400	27.7111	BC
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(263 500)		BC
Cannara Biotech Inc. <i>Actions ordinaires</i>								
Stern, Derek Elan	4							
Olymbec Investments Inc	PI	O	2021-06-21	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	107 222 222	0.1800	BC
Stern, Richard	6							
Olymbec Investments Inc	PI	O	2021-06-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Canopy Growth Corporation <i>Actions ordinaires</i>								
Lazzarato, David Angelo	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 215	30.2400	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(672)	30.2400	ON
Schmeling, Judy A.	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 822	30.2400	ON
Yanofsky, Terry	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 215	30.2400	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(669)	30.2400	ON
<i>Droits Restricted Stock Units</i>								
Lazzarato, David Angelo	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 215)		ON
Schmeling, Judy A.	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 822)		ON
Yanofsky, Terry	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 215)		ON
Canso Credit Income Fund <i>Parts Class A Units</i>								
Lysander Funds Limited	7	O	2021-07-02	D	97 - Autre	287 274		ON
Canso Select Opportunities Corporation <i>Actions à droit de vote multiple Class A</i>								
Carney, Brian	5	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	2.2000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	2.1718	ON
Hicks, Timothy John	7	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	2.2000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	2.1718	ON
Mason-Wood, Heather Elizabeth	7	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	2.2000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	2.1718	ON
Morin, Joseph Patrick	4	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	2.2000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	2.1718	ON
Sumsion, Shirley	5	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	2.2000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	2.1718	ON
Cardinal Energy Ltd. <i>Actions ordinaires</i>								
Heatherington, Wesley Gordon	5	O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 250		AB
<i>Restricted Bonus Awards</i>								
Heatherington, Wesley Gordon	5	O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 019)		AB
Cargojet Inc. <i>Common Voting Shares</i>								
Dickinson, Arlene	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	185.0000	ON
Celestica Inc. <i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Ryan, Eamon James	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 525	9.9300	ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 525	9.9300	ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Cascella, Roberto Anthony	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 907	7.8500USD	ON
Chopra, Deepak	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 613	7.8500USD	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
DiMaggio, Dan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 613	7.8500USD	ON
Koellner, Laurette	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 060	7.8500USD	ON
Onex Corporation	3	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 484	7.8500	ON
Perry, Carol Susan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 484	7.8500USD	ON
Restricted Share Units								
Ryan, Eamon James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 818	7.8500USD	ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 525)	9.9300	ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 525)	9.9300	ON
Wilson, Michael M.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 464	7.8500USD	ON
Centerra Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Perron, Jacques	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 486	9.7100	ON
Deferred Share Units								
Walter, Bruce V.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 210		ON
Wright, Paul Nicholas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 854		ON
Yurkovich, Susan L	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 519		ON
Droits Restricted Share Units								
Connor, Richard Webster	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 973		ON
Kasenov, Dushenaly	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 973		ON
Kyshtobaev, Nurlan	4	O	2021-05-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 662		ON
Parrett, Michael S.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 149		ON
Perron, Jacques	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 973		ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 486)	9.7100	ON
		O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(1 487)	9.7100	ON
Pressler, Sheryl	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 973		ON
Wright, Paul Nicholas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 235		ON
Cervus Equipment Corporation								
Actions ordinaires								
Lacey, Peter Alan	4, 5, 3							
Kathy Lacey	PI	O	2019-05-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	12.3800	AB
		M	2019-05-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 100	12.3800	AB
Actions ordinaires Deferred Shares								
Lacey, Peter Alan	4, 5, 3	O	2021-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14 584	16.4100	AB
CES Energy Solutions Corp.								
Actions ordinaires								
Armour III, Spencer Davis	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 006	1.9480	AB
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14)	1.9313	AB
Cosby, Stella	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 006	1.9480	AB
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 896)	1.9313	AB
Hooks, John Michael	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 006	1.9480	AB
Kitagawa, Kyle	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 006	1.9480	AB
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 896)	1.9313	AB
Scherman, Philip	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 006	1.9480	AB
Restricted Share Units								
Armour III, Spencer Davis	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 006)	1.9480	AB
Cosby, Stella	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 006)	1.9480	AB
Hooks, John Michael	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 006)	1.9480	AB
Kitagawa, Kyle	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 006)	1.9480	AB
Scherman, Philip	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 006)	1.9480	AB
Champion Iron Limited								
Actions ordinaires Ordinary Shares (as per Australian securities law)								
Lafrenière, François	5	O	2021-04-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	100 000	5.0000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i> Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	6.0000	ON
<i>Options</i> Lafrenière, François	5	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	(100 000)		ON
Chartwell Retirement Residences								
<i>Deferred Units</i>								
Bastarache, Lise	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 154	13.0463	ON
Binions, W. Brent	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 735	13.0463	ON
Davis, Virginia Ann	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 886	13.0463	ON
Harris, Michael Deane	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	5 008	13.0463	ON
Kuzmicki, Andre	7	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	4 044	13.0463	ON
Sallows, Sharon	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	4 727	13.0463	ON
Scarlett, James	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 848	13.0463	ON
Thomas, John Huw	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 621	13.0463	ON
<i>Droits Restricted Trust Units</i>								
Boulakia, Jonathan	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	934	12.8980	ON
Harris, Sheri Lynn	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	942	12.8980	ON
Sullivan, Karen Leslie	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 088	12.8980	ON
Volodarski, Vlad	4, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 998	12.8980	ON
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée								
<i>Droits DSU</i>								
Baird, John Russell	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	652	94.9200	AB
Courville, Isabelle	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 289	94.9200	AB
Denham, Gillian H. (Jill)	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	652	94.9200	AB
Hamberger, Edward	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	649	76.9600USD	AB
MACDONALD, REBECCA	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	750	94.9200	AB
Monser, Edward Lomax	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	649	76.9600USD	AB
Paull, Matthew	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	747	76.9600USD	AB
Pevevett, Jane Leslie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	750	94.9200	AB
Robertson, Andrea	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	652	94.9200	AB
Trafton II, Gordon T.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	747	76.9600USD	AB
Chemtrade Logistics Income Fund								
<i>Droits Deferred Trust Units</i>								
Di Clemente, Lucio	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 027	6.8100	ON
Dimitrov, Daniella Elena	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 752	6.8100	ON
Moore, Emily Louise	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 871	6.8100	ON
Muzyka, Douglas	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 752	6.8100	ON
Rethy, Katherine Anne	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 027	6.8100	ON
Waisberg, Lorie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 312	6.8100	ON
Choice Properties Real Estate Investment Trust								
<i>Droits Deferred Units</i>								
Adams, Kerry Dawn	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	857		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 084		ON
Clark, Christie James Beckett	4, 7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	358		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 050		ON
Cross, L. Jay	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	51		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 101		ON
Currie, Gordon Andrew McDonald	4, 6	O	2013-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 629		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Eadie, Graeme McAllister	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	461		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 396		ON
Kinsley, Karen	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	373		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 222		ON
Latimer, Robert Michael	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	364		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 084		ON
Lockhart, Nancy	4, 6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	227		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 084		ON
Ponder, Dale Rosa Winnifred	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	229		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 101		ON
Weston, Willard Galen Garfield	6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 080		ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	767		ON
Chorus Aviation Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Cramm, Karen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 643	4.6700	NS
Falconer, Richard Douglas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 395	4.6700	NS
Hamilton, Gail	4	O	2021-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 672	4.6700	NS
Hannahs, R. Stephen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 047	4.6700	NS
Isaacs, Sydney John	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 679	4.6700	NS
Jenkins, Alan	4	O	2021-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 668	4.6700	NS
Kazzaz, Amos	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 688	4.6700	NS
Morin, Marie-Lucie	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 576	4.6700	NS
Rivett, Paul	4	O	2021-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 441	4.6700	NS
CI Financial Corp.								
<i>Deferred Share Unit</i>								
Butt, William Emerson	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 961		ON
Miller, David P.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 961		ON
Clarke Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clarke Inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	8.5000	NS
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	8.5000	NS
		O	2021-06-04	D	37 - Division ou regroupement d'actions	4 300	8.5000	NS
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	8.5000	NS
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 243	8.5000	NS
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	8.5000	NS
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(16 743)		NS
Cogeco Communications Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>								
Cogeco Communications Inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	6 300	116.5906	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	117.2263	QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	118.0955	QC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	118.2759	QC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	118.0697	QC
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	118.3946	QC
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	118.0321	QC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	118.7875	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	118.1663	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	7 900	118.0135	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	118.5127	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	9 200	117.9302	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	17 000	116.7813	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	19 100	115.2186	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	22 300	114.8027	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	13 900	115.0794	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	16 700	113.4955	QC
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	9 700	113.9886	QC
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	15 400	114.4484	QC
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	11 800	114.0797	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	115.2134	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	21 900	120.0606	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(226 400)		QC
Compagnie D'Assurance Générale Co-operators								
<i>Actions privilégiées Class A Series B</i>								
Daniel, Kevin	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	100.0000	ON
Hanna, Paul	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	100.0000	ON
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Exxon Mobil Corporation	3							
Roytor & Co.	Pl	O	2021-06-30	I	38 - Rachat ou annulation	(99 063)	37.7800	AB
		O	2021-07-02	I	38 - Rachat ou annulation	(99 063)	38.0900	AB
		O	2021-07-05	I	38 - Rachat ou annulation	(99 063)	38.2400	AB
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Cornhill, David Wallace	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	592		AB
Hoeg, Krystyna	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 039		AB
Hubbs, Miranda C.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	789		AB
MINTZ, JACK MAURICE	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 007		AB
Sutherland, David Stewart	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	988		AB
Converge Technology Solutions Corp.								
<i>Options</i>								
Berard, Greg	5	O	2019-07-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-25	D	50 - Attribution d'options	800 000	9.2043	ON
Reid, Cory	5	O	2018-11-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-25	D	50 - Attribution d'options	800 000	9.2043	ON
Corporation Financière Power								
<i>PFC Deferred Share Units</i>								
Desmarais, André	4, 7, 6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 530	35.3560	QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 7, 6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 081	35.3560	QC
Doer, Gary Albert	4, 7, 6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	237	35.3560	QC
Graham, Anthony R.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 115	35.3560	QC
Jackson, John David Allan	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	251	35.3560	QC
McArthur, Susan J.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114	35.3560	QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 036	35.3560	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Plessis-Bélaïr, Michel	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	455	35.3560	QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7, 6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	193	35.3560	QC
Vanaselja, Siim A.	4, 7, 6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	185	35.3560	QC
Corporation Minière Fokus (anciennement, Exploration Fieldex inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Champagne, Sylvain 6988024 Canada inc	4, 5 PI	O	2020-07-14	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-05	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	211 286	0.1400	QC
lavoie, marc andre	4	O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	110 000	0.1400	QC
		M	2021-07-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	110 000	0.1400	QC
Rainville, Jean 4470524 Canada inc.	4, 5 PI	O	2021-07-05	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	150 000	0.1400	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Champagne, Sylvain 6988024 Canada inc	4, 5 PI	O	2020-07-14	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-05	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	105 643		QC
lavoie, marc andre	4	O	2021-07-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	55 000	0.2000	QC
Rainville, Jean 4470524 Canada inc.	4, 5 PI	O	2020-09-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-05	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	75 000	0.2000	QC
<i>Options</i>								
Laverdiere, Gilles	4	O	2021-07-07	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.1600	QC
Rainville, Jean	4, 5	O	2021-07-07	D	50 - Attribution d'options	225 000	0.1600	QC
Corporation TC Énergie								
<i>Actions ordinaires</i>								
Wrathall, Jonathan E. Trustee of TC Energy's Employee Savings Plan	5 PI	O	2021-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Executive Share Units</i>								
Wrathall, Jonathan E.	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Corporation Wajax								
<i>2014 Deferred Share Units</i>								
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	59	23.7700	ON
<i>2015 Deferred Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	39	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	23.7700	ON
<i>2016 Deferred Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	57	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	129	23.7700	ON
<i>2017 Deferred Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	23.7700	ON
<i>2018 Deferred Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	23.7700	ON
<i>2019 Deferred Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	46	23.7700	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>2019 Performance Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	92	23.7700	ON
Beaudry, Robert Charles	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	104	23.7700	ON
Foote, Alan Mark	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	388	23.7700	ON
Stretton, Irene	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	23.7700	ON
Tam, Andrew	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	23.7700	ON
<i>2019 Restricted Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	23.7700	ON
Beaudry, Robert Charles	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	105	23.7700	ON
Foote, Alan Mark	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	388	23.7700	ON
Stretton, Irene	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	23.7700	ON
Tam, Andrew	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	59	23.7700	ON
<i>2020 Performance Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138	23.7700	ON
Beaudry, Robert Charles	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	156	23.7700	ON
Foote, Alan Mark	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	510	23.7700	ON
Stretton, Irene	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	23.7700	ON
Tam, Andrew	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	23.7700	ON
<i>2020 Restricted Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138	23.7700	ON
Beaudry, Robert Charles	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	156	23.7700	ON
Foote, Alan Mark	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	510	23.7700	ON
Stretton, Irene	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	65	23.7700	ON
Tam, Andrew	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	23.7700	ON
<i>2021 Performance Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85	23.7700	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Beaudry, Robert Charles	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	96	23.7700	ON
Foote, Alan Mark	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	314	23.7700	ON
Stretton, Irene	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	23.7700	ON
Tam, Andrew	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16	23.7700	ON
<i>2021 Restricted Share Units</i>								
Auld, Stuart Harrison	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	85	23.7700	ON
Beaudry, Robert Charles	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	23.7700	ON
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	96	23.7700	ON
Foote, Alan Mark	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	440	23.7700	ON
Stretton, Irene	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	53	23.7700	ON
Tam, Andrew	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	63	23.7700	ON
<i>Droits Directors' Deferred Share Unit Plan</i>								
ABI-KARAM, LESLIE	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	487	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	487	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	28	23.7700	ON
Alford, Thomas Malcolm	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 233	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 233	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	575	23.7700	ON
Barrett, Edward Malcolm	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	487	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	487	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	619	23.7700	ON
Carty, Douglas	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	708	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	708	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	460	23.7700	ON
Chrominska, Sylvia Dolores	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	714	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	714	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	280	23.7700	ON
Dexter, Robert P.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 217	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 217	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 489	23.7700	ON
Eby, John Clifford	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	882	23.1000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	882	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	660	23.7700	ON
Taylor, Alexander S.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	487	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	487	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	352	23.7700	ON
Uthayakumar, Vasuki Susan	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	487	23.1000	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	487	23.1000	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28	23.7700	ON
<i>Droits Share Ownership Plan</i>								
Deck, Steven	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	311	23.7700	ON
Foote, Alan Mark	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	268	23.7700	ON
Tam, Andrew	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	23.7700	ON
Crescent Point Energy Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Borggard, Bradley Harlan	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 826		AB
		O	2021-07-02	D	97 - Autre	(5 678)		AB
Bryksa, Craig Stephen	4, 5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	26 613		AB
		O	2021-07-02	D	97 - Autre	(12 775)		AB
		O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 733		AB
		O	2021-07-02	D	97 - Autre	(832)		AB
Eade, Mark Gordon	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 579		AB
		O	2021-07-02	D	97 - Autre	(4 599)		AB
Gritzfeldt, Ryan Chad Raymond	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 628		AB
		O	2021-07-02	D	97 - Autre	(6 062)		AB
LAMONT, KENNETH	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 606		AB
		O	2021-07-02	D	97 - Autre	(6 803)		AB
<i>Deferred Share Units</i>								
Dielwart, John Patrick	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 024		AB
Langlois, Francois	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 327		AB
Munroe, Barbara Elaine	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 339		AB
Stadnyk, Myron Maurice	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 113		AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Borggard, Bradley Harlan	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 826)		AB
Bryksa, Craig Stephen	4, 5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(26 613)		AB
Kristin Bryksa	PI	O	2021-07-02	C	57 - Exercice de droits de souscription	(1 733)		AB
Eade, Mark Gordon	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 579)		AB
Gritzfeldt, Ryan Chad Raymond	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 628)		AB
LAMONT, KENNETH	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 606)		AB
Cresco Labs Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Bachtell, Charles Ian	4, 5	O	2021-06-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	180 000	1.1400USD	BC
<i>Restricted Stock Units</i>								
Brooks, Tarik Amin	4	O	2021-04-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC
Corcoran, Gerald Francis	4	O	2018-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Dillard, Sidney Ruth	4	O	2021-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC
Podolsky, Randy Dean	4	O	2018-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC
Roberts, Michele A.	4	O	2020-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC
Sampson, Robert Malcom	4	O	2018-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC
Vallone, Carol Ann	4	O	2020-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC
Walter, John Robert	4	O	2018-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 702		BC
CT Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units</i>								
Briant, Heather	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 341	16.5910	ON
Laidley, David Howard	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 845	16.5910	ON
Martini, Anna	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 431	16.5910	ON
O'Bryan, John Charles	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 356	16.5910	ON
Smith, Kelly Lynne	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 190	16.5910	ON
Curaleaf Holdings, Inc. (formerly Lead Ventures Inc.)								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Kahn, Mitchell Phillip	4							
Mitchell P. Kahn Revocable Trust	PI	O	2021-06-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 800)	17.8512	BC
Cybin Inc. (formerly, Clarmin Explorations Inc.)								
<i>Options</i>								
Cavers, Gregory Joseph	5	O	2021-06-28	D	50 - Attribution d'options	200 000	2.9000	ON
Drysdale, Douglas Lee	5	O	2021-06-28	D	50 - Attribution d'options	800 000	2.9000	ON
Fahel, Gabriel	5	O	2021-06-28	D	50 - Attribution d'options	300 000	2.9000	ON
Glavine, Paul	4, 5, 3	O	2021-06-28	D	50 - Attribution d'options	200 000	2.9000	ON
Kanakis, John	4, 5, 3	O	2021-06-28	D	50 - Attribution d'options	200 000	2.9000	ON
So, Eric	4, 5, 3	O	2021-06-28	D	50 - Attribution d'options	200 000	2.9000	ON
<i>Subsidiary shares exchangeable into Common Shares</i>								
Greene, Brett	5	O	2021-06-28	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 293		ON
Nivorozhkin, Alex	5	O	2021-06-28	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	5 204		ON
Palfreyman, Michael Gavin	5	O	2021-06-28	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 435		ON
Cymbria Corporation								
<i>Deferred Share Units</i>								
Bizzarri, Ugo	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	113	66.3398	ON
Carter, Reena	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	160	66.3398	ON
MacDonald, James Stuart Alexander	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	131	66.3398	ON
Waitzer, Edward	4	O	2021-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	79	66.3398	ON
Denison Mines Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Schoonderwoerd, Michael James	5	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.5000	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.5200	ON
		O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.5400	ON
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	1.5500	ON
dentalcorp Holdings Ltd.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Mowbray, Stacey	4	O	2021-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	291	16.4951	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
DIRTT Environmental Solutions Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Ford, Michael Terrell	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 200	4.1993USD	AB
Karkkainen, Denise Eileen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 646	4.1993USD	AB
King, Shauna Ryan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 423	4.1993USD	AB
Lillibridge, Todd	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 423	4.1993USD	AB
Lynch, James Anthony	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 200	4.1993USD	AB
Parry, Steven Elliott	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 465	4.1993USD	AB
Rhoten, Diana Russell	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 126	4.1993USD	AB
Distinction Energy Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Corbett, Leland Philip	4	O	2021-06-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	100		AB
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Brogowski, Jakub	6, 5	O	2021-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	1 000		AB
Carlson, Patrick Beverley	4, 6, 5	O	2021-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	100		AB
Kuethel Stelck, Susan	6, 5	O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	600	600.0000	AB
Nevokshonoff, Glen Allen	6, 5	O	2021-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	1 000		AB
Wendy Nevokshonoff	PI	O	2021-04-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-25	I	36 - Conversion ou échange	1 000		AB
Wong, Lisa	5	O	2021-04-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2021-04-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M'	2021-04-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Bons de souscription spéciaux</i>								
Brogowski, Jakub	6, 5	O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(1 000)		AB
Carlson, Patrick Beverley	4, 6, 5	O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(100)		AB
Corbett, Leland Philip	4	O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(100)		AB
Kuethel Stelck, Susan	6, 5	O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(600)		AB
Nevokshonoff, Glen Allen	6, 5	O	2021-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(1 000)		AB
Wendy Nevokshonoff	PI	O	2021-06-25	I	36 - Conversion ou échange	(1 000)		AB
Docebo Inc.								
<i>Parts (Deferred Share Units)</i>								
Chapnik, Jason	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	140	71.0100	ON
Merkur, James	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	140	71.0100	ON
Price, Trisha	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	140	71.0100	ON
Spooner, Steven Edward	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	228	71.0100	ON
Dollarama Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dollarama Inc.	1	O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	90 500	55.1001	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	90 000	55.2988	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	89 381	55.9373	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	90 292	55.3753	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	88 819	56.2925	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	89 208	56.0473	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	88 224	56.6734	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	31 200	57.2364	QC
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	105 714	56.7559	QC
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	105 662	56.7848	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	105 708	56.7599	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	90 700	56.9184	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	41 000	56.4934	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 106 408)		QC
Dream Industrial Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Trust Units</i>								
Bhatia, Rajan Sacha	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	653	15.3100	ON
Mulrone, Benedict Martin Paul	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	817	15.3100	ON
Schiff, Vicky Lee	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	817	15.3100	ON
Sera, Maria Vincenza	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 307	15.3100	ON
Wiseman, Sheldon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	980	15.3100	ON
Dream Office Real Estate Investment Trust								
<i>Droits deferred trust units</i>								
BIERBAUM, DETLEF	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	603	23.1900	ON
Charter, Donald Kinloch	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 294	23.1900	ON
GOODALL, ROBERT	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	711	23.1900	ON
Leitch, Kellie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	593	23.1900	ON
MacIndoe, Karine	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	927	23.1900	ON
Tang, Qi	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	171	23.1900	ON
DREAM Unlimited Corp.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Eaton, James George	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	476	26.2300	ON
Ferstman, Joanne Shari	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 496	26.2300	ON
Gateman, Richard N.	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	638	26.2300	ON
Jackman, Duncan Newton Rowell	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	476	26.2300	ON
Koss, Jennifer	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	638	26.2300	ON
Sera, Maria Vincenza	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	743	26.2300	ON
Dundee Precious Metals Inc.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Donovan, Jaimie	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 190	7.3500	ON
Gillin, Robert Peter Charles	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 189	7.3500	ON
Goodman, Jonathan Carter	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 789	7.3500	ON
Kinsman, Jeremy	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 298	7.3500	ON
Madhavpeddi, Kalidas	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 744	7.3500	ON
Montalvo, Juanita	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 190	7.3500	ON
Tawil, Marie-Anne	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 189	7.3500	ON
Walsh, Anthony P.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 744	7.3500	ON
Earth Alive Clean Technologies Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Beausoleil, Frederic	5	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 500	0.1050	QC
		O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	105 500	0.1082	QC
Sofronis, Nikolaos	4	O	2021-06-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Bons de souscription</i>								
Sofronis, Nikolaos	4	O	2021-06-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
EarthRenew Inc. (Formerly known as Valencia Ventures Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Wiens, Neil	4, 5, 3							
2143596 Alberta Ltd	PI	O	2021-05-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Neil Wiens Family Trust	PI	O	2021-05-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Eldorado Gold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Allaway, Cara Lea	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	12.4900	BC
Aram, Karen Christine	5							

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	103	12.4900	BC
Burns, George Raymond	4, 5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	340	12.4900	BC
CHO, JASON	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	104	12.4900	BC
Ferneyhough, Paul Anthony	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-05-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Gill, Brock	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	123	12.4900	BC
HILLE, SIMON OSWALD	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	179	12.4900	BC
Yee, Philip Chow	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2021-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	104	12.4900	BC
Deferred Units (Cash Settled)								
Reid, Steven Paul	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 879	12.3100	BC
Elixer Ltée.								
Actions ordinaires								
Zalt, Ferras	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	666 500	0.0150	QC
Emera Incorporated								
Actions ordinaires								
Steele, Judy Ann	5	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 375	46.3900	NS
		M	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	4 375	46.3900	NS
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 375)	46.3900	NS
DSU								
Ana-Marie, Codina Barlick	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	475	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	91	56.1900	NS
Bertram, James Vance	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 293	56.1900	NS
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 293	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	162	56.1900	NS
Bradley, Jacqueline Lynette	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	119	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5	56.1900	NS
Bragg, James Lee	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	196	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	201	56.1900	NS
Demone, Henry	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	737	56.1900	NS
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	737	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	346	56.1900	NS
Eisenhauer, James Daniel	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	783	56.1900	NS
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	783	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	666	56.1900	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	74	56.1900	NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Geraghty, Patrick	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	475	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	29	56.1900	NS
Greer, Sandra	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	231	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	167	56.1900	NS
Harvey, Kent Michael	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 465	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	121	56.1900	NS
Iorio, Pam	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	475	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	113	56.1900	NS
Ivany, Raymond Edmund	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	461	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	313	56.1900	NS
Law, Rhea	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	107	56.1900	NS
Loewen, Lynn	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 270	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	472	56.1900	NS
Ramil, John	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 311	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	302	56.1900	NS
Rivard Dexter, Julia Mary	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	392	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20	56.1900	NS
Rodger, Jonathan Mark	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	461	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22	56.1900	NS
Rosen, Andrea Sarah	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 302	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	882	56.1900	NS
Sergel, Richard	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	737	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	287	56.1900	NS
SHEPPARD, Mary Jacqueline	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 074	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	56.1900	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 037	56.1900	NS
Sheriff, Karen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 186	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7	56.1900	NS
Tilk, Jochen	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	138	56.1900	NS
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 265	54.1000	NS
Weatherford, Will	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	475	54.1000	NS
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	29	56.1900	NS
<i>Options</i>								
Steele, Judy Ann	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(4 375)	46.3900	NS
Empire Company Limited								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Empire Company Limited	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	152 200	38.9237	NS
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(152 200)		NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Enerflex Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Assing, Fernando Rafael	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	6 357	8.2900	AB
Boswell, Robert Stephen	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	4 556	8.2900	AB
Cormier Jackson, Maureen Ellen	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	4 537	8.2900	AB
Dunn, William Byron	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	5 927	8.2900	AB
Marshall, H. Stanley	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	3 016	8.2900	AB
Reinhart, Kevin Jerome	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	6 495	8.2900	AB
Savidant, Stephen James	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	8 189	8.2900	AB
Villegas, Juan Carlos	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	5 460	8.2900	AB
Weill, Michael	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	3 016	8.2900	AB
WESLEY, HELEN JUNE	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	3 016	8.2900	AB
Ensign Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Whitham, Barth Edward	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	6 437	2.3300	AB
<i>Droits Deferred Share Units (Common Shares)</i>								
Casswell, Gary William	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 531	2.2968	AB
Howe, James Brian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 612	2.2968	AB
Kangas, Leonard	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 531	2.2968	AB
Moomjian, Jr., Cary A.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 265	2.2968	AB
Schroeder, John G.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 531	2.2968	AB
Surkan, Gail Donelda	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 531	2.2968	AB
Entreprises Minières Globex Inc.								
<i>Options</i>								
Atkinson, Ian	4	O	2016-07-25	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.3900	ON
		M	2016-07-25	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.3900	ON
Equinox Gold Corp.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Beaty, Ross J.	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 796	8.7500	BC
Belanger, Maryse	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	716		BC
Boggio, Lenard	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	1 433		BC
Breen, Timothy Graham	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	2 513		BC
Campbell, Gordon	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	2 747		BC
Clark, Wesley Kanne	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	1 345		BC
Eyre, Sally Louise	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	1 345		BC
Koval, Marshall	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	2 456		BC
Essential Energy Services Ltd.								
<i>Options</i>								
Amundson, Garnet K.	4, 5	O	2021-06-30	D	52 - Expiration d'options	(250 000)	0.3700	AB
		M	2021-06-30	D	52 - Expiration d'options	(250 000)	0.6100	AB
Heck, Eldon	5	O	2021-06-30	D	52 - Expiration d'options	(260 417)	0.6100	AB
NEWMAN, JEFFREY BURT	5	O	2021-06-30	D	52 - Expiration d'options	(114 583)	0.6100	AB
PERASALO, KAREN DENISE	5	O	2021-06-30	D	52 - Expiration d'options	(114 583)	0.6100	AB
Exco Technologies Limited								
<i>Deferred Share Units</i>								
Kernaghan, Edward Hume	4, 3	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	469	10.6600	ON
Magee, Robert Basil	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	1 173	10.6600	ON
McMorrow, Colleen	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	469	10.6600	ON
Riganelli, Paul	5	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	469	10.6600	ON
Turnbull, AnneMarie	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	469	10.6600	ON
Exploration Dios Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Girard, Marie-José	4, 5							
MJosé Girard	PI	O	2021-06-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.1150	QC
Fairfax Financial Holdings Limited								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Johnston, David Lloyd	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29	545.6800	ON
McLean, Christine N.	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15	545.6800	ON
Watsa, Benjamin P.	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14	545.6800	ON
Weldon, William Conrad	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	42	440.7400USD	ON
FAX Capital Corp.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
FAX Capital Corp.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	4.1000	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)		ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	4 241	4.1000	ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(4 241)		ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	4.1000	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)		ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	400	4.1000	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Gibbons, Paul Joseph	4	O	2021-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	887		ON
Jackson, Edward Vincent	4	O	2021-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 478		ON
Potter, Franklin Norris	4	O	2021-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 545		ON
Fennec Pharmaceuticals Inc.								
<i>Options</i>								
Brughera, Marco	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	7.5200USD	ON
Haigh, Adrian J.	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	7.5200USD	ON
Islam, Khalid	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	25 000	7.5200USD	ON
Jodi, Cook	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	7.5200USD	ON
Rallis, Chris Anigeron	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	7.5200USD	ON
Fiducie d'impact Dream (formerly Fiducie dactifs durables non traditionnels Dream)								
<i>Deferred Trust Units</i>								
Bhalla, Amar	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 041	6.5800	ON
Ferstman, Joanne Shari	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 901	6.5800	ON
MacIndoe, Karine	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 091	6.5800	ON
Tsourounis, Michael George	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 711	6.5800	ON
Fiducie Immeuble Firm Capital								
<i>Parts</i>								
Poklar, Sandy Ivan	4, 5	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	7.2800	ON
		O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 800)	7.3000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	7.3000	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	7.3000	ON
Filo Mining Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Wodzicki, Wojtek Alexander	4, 5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	7 400	2.0000	BC
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 400)	10.2900	BC
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	1 200	2.0000	BC
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	10.2400	BC
		O	2021-07-05	D	51 - Exercice d'options	30 700	2.0000	BC
		O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 700)	10.2050	BC
<i>Options</i>								
Wodzicki, Wojtek Alexander	4, 5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(7 400)	2.0000	BC
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	(1 200)	2.0000	BC
		O	2021-07-05	D	51 - Exercice d'options	(30 700)	2.0000	BC
Financière Sun Life inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Connor, Dean	4, 5	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	18 715	28.2000	ON
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	14 238	39.0200	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	14 147	39.2700	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 147)	63.9549	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 238)	63.9550	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 715)	63.9549	ON
Goulet, Jacques Jr.	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	62	63.6448	ON
Harris, M. Marianne	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	54	63.2570	ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Brown, Randolph	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	360	63.4000	ON
Connor, Dean	4, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 285	63.4000	ON
Dougherty, Linda	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	73	63.4000	ON
Fishbein, Daniel	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	140	63.4000	ON
Freyne, Colm Joseph	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	643	63.4000	ON
Goulet, Jacques Jr.	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	36	63.4000	ON
Grepin, Leo	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 034	63.4000	ON
Kennedy, Melissa Jane	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	115	63.4000	ON
Morrissey, Kevin	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	27	63.4000	ON
Pagano, Helena Janina	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	43	63.4000	ON
Peacher, Stephen	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	265	63.4000	ON
Powers, Scott F.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	994	63.4000	ON
Singh, Manjit	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	372	63.4000	ON
Stymiest, Barbara Gayle	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 487	63.4000	ON
<i>Options</i>								
Connor, Dean	4, 5	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	(14 238)	39.0200	ON
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	(14 147)	39.2700	ON
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	(18 715)	28.2000	ON
<i>Parts Sun Shares</i>								
Brown, Randolph	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	810	63.4000	ON
Connor, Dean	4, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 493	63.4000	ON
Dougherty, Linda	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	229	63.4000	ON
Fishbein, Daniel	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	694	63.4000	ON
Freyne, Colm Joseph	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	563	63.4000	ON
Goulet, Jacques Jr.	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	874	63.4000	ON
Grepin, Leo	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	443	63.4000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionariat			
Kennedy, Melissa Jane	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	292	63.4000	ON
Money, Laura Ann	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	147	63.4000	ON
Morrissey, Kevin	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	142	63.4000	ON
Pagano, Helena Janina	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	188	63.4000	ON
Peacher, Stephen	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	685	63.4000	ON
Singh, Manjit	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	568	63.4000	ON
Strain, Kevin	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	866	63.4000	ON
Finning International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Finning International Inc.	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	927 980		BC
		M	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	927 980		BC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(927 980)		BC
Fire & Flower Holdings Corp. (formerly Cinaport Acquisition Corp. II)								
<i>Actions ordinaires</i>								
ALIMENTATION COUCHE-TARD INC. 2707031 Ontario Inc.	3	PI	2021-06-30	C	54 - Exercice de bons de souscription	10 505 779	0.9300	ON
		O	2021-06-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	92 007		ON
<i>Bons de souscription</i>								
ALIMENTATION COUCHE-TARD INC. 2707031 Ontario Inc.	3	PI	2021-06-30	C	54 - Exercice de bons de souscription	(10 505 779)	0.9300	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Grewal, Avininder Singh	4	O	2018-05-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 466	1.1196	ON
Ranson, Sharon Margaret	4	O	2019-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 213	1.1196	ON
First Majestic Silver Corp.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Rustad, Colette	4	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 171		BC
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Rustad, Colette	4	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 277		BC
First Mining Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Engquist, Kenneth	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2500	BC
Patel, Samir Devendra	5	O	2021-07-05	D	51 - Exercice d'options	250 000	0.2500	BC
<i>Options</i>								
Engquist, Kenneth	5	O	2021-06-30	D	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(100 000)	0.2500	BC
Patel, Samir Devendra	5	O	2021-07-05	D	51 - Exercice d'options	(250 000)	0.2500	BC
Polman, Raymond L.	4	O	2021-06-16	D	52 - Expiration d'options	(300 000)	0.7500	BC
<i>Rights (Deferred Share Units)</i>								
Polman, Raymond L.	4	O	2015-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	131 500		BC
First Quantum Minerals Ltd								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hogenson, Kathleen Applegate	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	479	28.7500	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Pascall, Anthony Tristan	5	O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	748		ON
Scott, Simon John	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	853	28.7500	ON
St. George, Peter	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	479	28.7500	ON
<i>Parts Deferred Share</i>								
Adams, Andrew Bell	4	O	2021-07-01	D	46 - Contrepartie de services	511		ON
Harding, Robert J	4	O	2021-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 826	27.4127	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Pascall, Anthony Tristan	5	O	2021-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2021-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 413)		ON
Fission Uranium Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Yip, Darian Heung-Yeung	4	O	2021-06-14	D	46 - Contrepartie de services	19 797	0.6398	BC
Flaherty & Crumrine Investment Grade Preferred Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Flaherty & Crumrine Investment Grade Preferred Income Fund	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.0800	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.0800	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.1400	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.1400	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.1300	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	12.1300	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	12.1400	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	12.1400	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.0500	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.0500	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.0900	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	12.0900	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.1000	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	12.1000	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	900	12.1200	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	12.1200	ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.1200	ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.1200	ON
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.1200	ON
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.1200	ON
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.1200	ON
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.1200	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.1200	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.1200	ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.1200	ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.1200	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.1000	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	12.1000	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.1500	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	12.1500	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.2200	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.2200	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	900	12.2200	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	12.2200	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.2100	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	12.2100	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.2200	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	12.2200	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.2400	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	12.2400	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.2400	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.2400	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.2100	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	12.2100	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.2400	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	12.2400	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.1900	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	12.1900	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.0600	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.0600	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.2100	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.2100	ON
Fonds d'actifs réels mondiaux Middlefield								
<i>Parts de fiducie</i>								
Middlefield Global Real Asset Fund	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	9.0156	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	9.0153	AB
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	900	9.0844	AB
Fonds de placement immobilier BTB								
<i>Parts différées</i>								
Ducharme, Lucie	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 133	4.1020	QC
		O	2021-06-30	D	35 - Dividende en actions	889	4.1020	QC
Janson, Jean-Pierre	4	O	2021-06-30	D	35 - Dividende en actions	216	4.1020	QC
Proteau, Jocelyn	4	O	2021-06-30	D	35 - Dividende en actions	432	4.1020	QC
Fonds de Placement Immobilier H&R								
<i>Parts</i>								
Cowie, Mark, McGregor	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Alexandra Cowie	PI	O	2021-06-29	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Madison Cowie	PI	O	2021-06-29	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Michael Cowie	PI	O	2021-06-29	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Gross, Shimshon (Stephen)	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE								
RIDGEWOOD								
<i>Parts</i>								
Ridgewood Capital Asset Management	3							
Managed Accounts	PI	O	2021-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	17.0000	ON
		O	2021-07-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	17.0000	ON
		O	2021-07-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 858	17.0000	ON
		O	2021-07-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 858)	17.0000	ON
Simpson, John H.	5	O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 858)	17.0000	ON
Fonds mondial de dividendes des secteurs de l'immobilier et du commerce électronique								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Real Estate & E-Commerce Dividend Fund	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	500	14.8640	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	14.9504	AB
Fortis Inc.								
<i>Deferred Share Unit</i>								
Ball, Tracey Colleen	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	607	55.5601	NF
Blouin, Pierre J.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	607	55.5601	NF
Bonavia, Paul	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	605	44.9888USD	NF
Borgard, Lawrence	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	605	44.9888USD	NF
Clark, Maura	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	605	44.9888USD	NF
Dilley, Margarita	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	605	44.9888USD	NF

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Dobson, Julie	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	605	44.9888USD	NF
Durocher, Lisa	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 388	55.5601	NF
Haughey, Douglas J.	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 103	55.5601	NF
MANES, GIANNA MANSUETO	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 660	44.9888USD	NF
Zurel, Jo Mark	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	607	55.5601	NF
Fortuna Silver Mines Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Laing, David Charles	4	O	2021-07-02	D	36 - Conversion ou échange	14 150	7.5570	BC
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	6.9705	BC
Fortune Bay Corp.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Lee, Melinda	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 857		NS
Franco-Nevada Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tek, Bonavie	5							
RRSP	PI	O	2021-01-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(54)	160.9900	ON
Freehold Royalties Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canadian National Railway Company, Administrator of the CN T	3							
Rife Resources Ltd.	PI	O	2021-06-30	I	46 - Contrepartie de services	27 500	9.7700	AB
Freshii Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Freshii Inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.1695	ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.1960	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.1396	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.1036	ON
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	2.1491	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	5 800	2.1303	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	2.0604	ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.0422	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.0388	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	34 454	1.9614	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	2.0224	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	2.0579	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.0530	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.0381	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.0369	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	6 500	2.0462	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	8 254	2.0389	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	2.0560	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(140 386)		ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(23 008)		ON
Fury Gold Mines Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Timmins, Michael	4, 5	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 666	1.4400	ON
Gabriel Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Electrum Global Holdings L.P.	3	O	2021-06-30	D	36 - Conversion ou échange	31 996 548	0.2898	BC
Tenor Capital Management Company, L.P.	3							
Enescu Investments Inc.	PI	O	2021-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Tenor Opportunity Associates LLC	PI	O	2021-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Billets								
Electrum Global Holdings L.P.	3	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 9 271)		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés 000.00)	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Bons de souscription</i>								
Electrum Global Holdings L.P.	3	O	2021-06-30	D	55 - Expiration de bons de souscription	(7 775 510)		BC
Tenor Capital Management Company, L.P.	3							
Enescu Investments Inc.	PI	O	2021-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Tenor Opportunity Associates LLC	PI	O	2021-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<i>Droits DSUs</i>								
Cramer, Dag Lars	4	O	2021-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 175		BC
Erfan, Ali Reza	4	O	2021-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	49 720		BC
Stylianides, Anna	4	O	2021-07-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 828		BC
<i>Options</i>								
Couch, Jeffrey	4	O	2021-07-05	D	50 - Attribution d'options	56 621		BC
Cramer, Dag Lars	4	O	2021-07-05	D	50 - Attribution d'options	42 544		BC
Lieber, James Edmund	4	O	2021-07-05	D	50 - Attribution d'options	55 307		BC
Stylianides, Anna	4	O	2021-07-05	D	50 - Attribution d'options	40 510		BC
Galaxy Digital Holdings Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ferraro, Christopher Charles	7, 5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	30 000	3.0000	ON
		O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	22.4038	ON
		O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	50 000	3.0000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	24.7255	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	20 000	3.0000	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	23.2500	ON
Siegel, Andrew Neal	7, 5	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	20 000	3.0000	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	24.5449	ON
<i>Options</i>								
Ferraro, Christopher Charles	7, 5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	3.0000	ON
		O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	3.0000	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	3.0000	ON
Siegel, Andrew Neal	7, 5	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	3.0000	ON
GDI Services aux immeubles inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Blanchet, Suzanne	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	579		QC
Boychuk, Michael T.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	709		QC
GALLOWAY, DAVID ALEXANDER	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	627		QC
Roy, Richard G	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	579		QC
Youngman, Carl	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	579		QC
George Weston Limitee								
<i>Actions ordinaires</i>								
George Weston Limited	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	39 100	118.5857	ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	28 200	118.1033	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	23 600	118.7270	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	40 300	118.6265	ON
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	25 400	118.9475	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	119.1140	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	117.7795	ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	118.7950	ON
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	12 800	118.8349	ON
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	118.4616	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	119.2026	ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	118.0221	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	32 000	118.5916	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	117.4505	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	40 800	117.5713	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	117.4529	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	115.7759	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	116.2512	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	116.8105	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	47 220	116.5845	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	32 000	117.4440	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	32 000	117.5501	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(511 940)		ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(220 880)		ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(229 680)		ON
	Droits -Deferred Share Units							
Binning, Paviter Singh	4, 6							
Director DSU Plan	PI	O	2021-07-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11		ON
Bryant, Warren	7							
Deferred Share Units	PI	O	2021-07-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	38		ON
Ferrier, Andrew Alan	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	33		ON
Lockhart, Nancy	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22		ON
Marwah, Sarabjit	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	77		ON
Nixon, Gordon Melbourne	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	66		ON
Prichard, John Robert Stobo	4							
Deferred Share Units	PI	O	2021-07-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	235		ON
Sawyer, Robert	7	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	45		ON
Strauss, Christi	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50		ON
Stymiest, Barbara Gayle	4							
Deferred Share Units	PI	O	2021-07-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	103		ON
Weston, Alannah Elizabeth	6	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	38		ON
Weston, Willard Galen Garfield	4, 5, 3	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10		ON
GFL Environmental Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Chiesa, Dino	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 229		ON
Konkle, Violet	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 006		ON
Nayar, Arun	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 229		ON
Poole, Lonnie Craven, III	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 229		ON
<i>Options</i>								
Dovigi, Patrick Joseph	4, 5, 3	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	6 774 000		ON
Gilbert, Mindy Beth	5	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	570 000		ON
Grahek, Elizabeth Joy	5	O	2020-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	464 000		ON
Pelosi, Jonathan Lucas (Luke)	5	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	1 134 000		ON
Yorston, Gregory Gerald	5	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	734 000		ON
Gibson Energy Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Bloom, Douglas Palmer	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 643	24.3300	AB
Brown, Sean	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 410	24.3300	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Global Innovation Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Innovation Dividend Fund	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	300	14.6400	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	14.8100	AB
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	14.7250	AB
goeasy Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)								
<i>Deferred Share Unit Plan</i>								
Appel, David Harry	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	153	160.2800	ON
Basian, Karen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	169	160.2800	ON
Deakin, Tara	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	105	160.2800	ON
Doniz, Susan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	83	160.2800	ON
Johnson, Donald Kenneth	4, 3	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	196	160.2800	ON
Moore, James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	21	160.2800	ON
Morrison, Sean	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	154	160.2800	ON
Gran Tierra Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ellson, Ryan Paul	5							
ESPP	PI	O	2021-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 808	0.7500USD	AB
Evans, Jim Randall	5							
ESPP	PI	O	2021-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 680	0.7500USD	AB
Guidry, Gary Stephen	4, 5							
ESPP	PI	O	2021-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 376	0.7500USD	AB
Trimble, Rodger Derrick	5							
ESPP	PI	O	2021-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 688	0.7500USD	AB
<i>Droits Deferred Stock Units</i>								
Dey, Peter James	4	O	2021-07-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	54 864		AB
Hazell, Evan James	4	O	2021-07-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	44 233		AB
Hodgins, Robert Bruce	4	O	2021-07-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	48 969		AB
Royal, Ronald William	4	O	2021-07-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	54 864		AB
Smith, David Paul	4	O	2021-07-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	25 225		AB
Wade, Brooke Nelson	4	O	2021-07-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	54 864		AB
<i>Options</i>								
Dey, Peter James	4	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	13 824	0.7800USD	AB
		O	2021-07-05	D	52 - Expiration d'options	(2 503)	3.0000USD	AB
Hazell, Evan James	4	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	13 824	0.7800USD	AB
		O	2021-07-05	D	52 - Expiration d'options	(2 503)	3.0000USD	AB
Royal, Ronald William	4	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	13 824	0.7800USD	AB
		O	2021-07-05	D	52 - Expiration d'options	(2 503)	3.0000USD	AB
Smith, David Paul	4	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	13 824	0.7800USD	AB
		O	2021-07-05	D	52 - Expiration d'options	(2 503)	3.0000USD	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Wade, Brooke Nelson	4	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	13 824	0.7800USD	AB
		O	2021-07-05	D	52 - Expiration d'options	(2 503)	3.0000USD	AB
Great-West Lifeco Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Amend, Michael Ryan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 249	36.7805	MB
Barrett, Deborah Jean	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 954	36.7802	MB
Bienfait, Roberta Ann	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 372	36.7779	MB
Conway, Heather	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	855	36.7818	MB
Coutu, Marcel R.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 529	36.7866	MB
Desmarais, André	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 049	36.7978	MB
Desmarais, Olivier	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 530	36.7848	MB
Desmarais, Paul III	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	298	36.8200	MB
Desmarais, Paul Jr.	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 693	36.7915	MB
Doer, Gary Albert	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 198	36.7808	MB
Fuller, David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 247	36.7813	MB
Généreux, Claude	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 447	36.7840	MB
Jackson, John David Allan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	510	36.7947	MB
Lempres, Elizabeth Cahill	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 002	36.7799	MB
Madoff, Paula Beth	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 439	36.7799	MB
Mahon, Paul	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 232	36.7867	MB
McArthur, Susan J.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 081	36.7808	MB
Murphy, Edmund Francis	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	822	36.7772	MB
Orr, Robert Jeffrey	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 613	36.8070	MB
Plessis-Bélaïr, Michel	6	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	409	36.8200	MB
Reynolds, Robert Lloyd	7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	990	36.7845	MB
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 024	36.7857	MB
Selitto, Jerome John	4	O	2021-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 801	33.3839	MB
		M	2021-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 801	33.3839	MB
Tretiak, Gregory Dennis	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 457	36.7861	MB
Vanaselja, Siim A.	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 478	36.7851	MB
Walsh, Brian, E.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 740	36.7922	MB
GreenFirst Forest Products Inc. (formerly, Itasca Capital Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doman, Jaspaul Rick Harbins	4							
Timber Country Investment Corporation	PI	O	2021-07-02	C	54 - Exercice de bons de souscription	1 602 667		BC
Rivett, Paul	4							
Rivett Capital Syndicate Inc.	PI	O	2021-07-02	C	54 - Exercice de bons de souscription	1 602 667		BC
<i>Bons de souscription</i>								
Doman, Jaspaul Rick Harbins	4							
Timber Country Investment Corporation	PI	O	2021-07-02	C	54 - Exercice de bons de souscription	(1 602 667)		BC
Rivett, Paul	4							
Rivett Capital Syndicate Inc.	PI	O	2021-07-02	C	54 - Exercice de bons de souscription	(1 602 667)		BC
Group Forage Major Drilling Group International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Breiner, Edward	4	O	2021-06-24	D	51 - Exercice d'options	6 000	7.0400	NB
Graham, Benjamin Luke	5	O	2021-06-23	D	51 - Exercice d'options	6 000	7.0400	NB
Rennie, Janice Gaye	4	O	2021-06-22	D	51 - Exercice d'options	6 000	7.0400	NB
Tennant, David Buchanan	4	O	2021-06-23	D	51 - Exercice d'options	6 000	7.0400	NB
Zurel, Jo Mark	4	O	2021-06-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	8.8000	NB
		M	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	8.8000	NB
		M	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	8.8000	NB
		O	2021-06-22	D	51 - Exercice d'options	6 000	7.0400	NB
		M	2021-06-23	D	51 - Exercice d'options	6 000	7.0400	NB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Keating, Kimberly	4	O	2021-07-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 497	6.9700	NB
Lam, Juliana Lan	4	O	2021-07-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 995	6.9700	NB
Veenman, Sybil Elsa	4	O	2021-07-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 587	6.9700	NB
<i>Options</i>								
Zurel, Jo Mark	4	O	2021-06-22	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	7.0400	NB
		M	2021-06-23	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	7.0400	NB
Groupe Alithya Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Duchesne, Steeve	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Développements Concepts Info Duchesne Inc.	PI	O	2021-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Fiducie Steeve Duchesne	PI	O	2021-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lacasse, Michel	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Fiducie Michel Lacasse	PI	O	2021-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Ades-Landy, Dana	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 701		QC
Comeau, Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 637		QC
DiSanto, Fredrick David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 743		QC
Martel, Lucie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 637		QC
Renacci, James B.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 687		QC
Rivard, Ghyslain	4, 3	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 687		QC
Thomas, C. Lee	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 701		QC
Turcotte, Pierre	4, 3	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 517		QC
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Duchesne, Steeve	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lacasse, Michel	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options (Class A Subordinate Voting Shares)</i>								
Duchesne, Steeve	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lacasse, Michel	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Groupe IBI Inc.								
<i>Droits Deferred Unit</i>								
Krywiak, Claudia	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 464		ON
Nobrega, Michael Joseph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 489		ON
Ranson, Sharon Margaret	4	O	2021-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 970		ON
Reid, John Oliver	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 464		ON
Sinclair, Paula Winnifred	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 464		ON
Groupe Peak Fintech Inc. (formerly Les Technologies Peak Positioning Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tessier, Charles-André	4	O	2021-07-06	D	51 - Exercice d'options	110 000	0.8500	QC
<i>Options</i>								
Tessier, Charles-André	4	O	2021-07-06	D	51 - Exercice d'options	(110 000)	0.8500	QC
Groupe SNC-Lavalin Inc.								
<i>Unités d'actions différées (administrateurs)</i>								
Baughman, Gary Curtis	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	841	32.9600	QC
Bell, Mary-Ann	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	841	32.9600	QC
Clark, Christie James Beckett	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 047	32.9600	QC
Courville, Isabelle	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 395	32.9600	QC
Newman, Steven Leon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 979	32.9600	QC
Pedersen, Mike	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 926	32.9600	QC
Smati, Zin Edine	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	863	32.9600	QC
Warmbold, Benita Marie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	857	32.9600	QC
Young, William	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 180	32.9600	QC
Groupe Stingray Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Stingray Group Inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.1250	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.0922	QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	6.9189	QC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	6.9855	QC
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.0500	QC
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.1024	QC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.1755	QC
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.2494	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.3440	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.3354	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.3178	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.3555	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.3380	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.5962	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.8326	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.7877	QC
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.9509	QC
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.9792	QC
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.9556	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.9996	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(220 000)		QC
Groupe TVA inc.								
<i>Unité d'action différée</i>								
Dorion, Jacques	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 209	3.1000	QC
Elgrably-Lévy, Nathalie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 047	3.1000	QC
LALANDE, Sylvie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 209	3.1000	QC
Lavigne, A. Michel	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 209	3.1000	QC
Léger, Jean-Marc	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 209	3.1000	QC
Mongeau, Annick	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 209	3.1000	QC
Paillé, Daniel	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 209	3.1000	QC
GURU Organic Energy Corp. (formerly Mira X Acquisition Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Giguère, Alexis	5	O	2021-07-06	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 250	16.0000	QC
Goyette, Carl	4, 5	O	2021-07-06	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(382 945)	16.0000	QC
Graveline, Eric Yves	4, 3	O	2021-07-06	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(1 148 840)	16.0000	QC
Martin-Privat, Luc-Pierre	5	O	2021-07-06	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 562	16.0000	QC
Meunier, Philippe	4	O	2020-10-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-06	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 250	16.0000	QC
Poirier, Suzanne	4	O	2021-07-06	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	9 375	16.0000	QC
Zakher, Joseph	4, 5, 3	O	2021-07-06	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(1 148 840)	16.0000	QC
Héroux-Devtek Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Héroux-Devtek inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.7900	QC
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.8000	QC
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	500	17.9400	QC
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.9700	QC
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	17.9800	QC
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	10 317	18.0000	QC
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(12 517)		QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.7400	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.8400	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.8900	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.9000	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.9100	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.9300	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-02	D 38	Rachat ou annulation	75 759	17.9600	QC
		O	2021-06-02	D 38	Rachat ou annulation	(77 259)		QC
		O	2021-06-03	D 38	Rachat ou annulation	8 200	17.7600	QC
		O	2021-06-03	D 38	Rachat ou annulation	1 100	18.0000	QC
		O	2021-06-03	D 38	Rachat ou annulation	(9 300)		QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	100	17.7400	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	1 300	17.7700	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	800	17.7800	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	1 300	17.8000	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	5 100	17.8050	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	700	17.8100	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	900	17.8200	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	100	17.8300	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	2 100	17.8400	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	(12 400)		QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	100	17.3500	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	500	17.4200	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	300	17.4500	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	800	17.4600	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	100	17.4900	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	2 600	17.5250	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	500	17.5300	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	300	17.5400	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	1 000	17.5500	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	400	17.5600	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	1 200	17.5700	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	500	17.5900	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	2 900	17.6100	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	100	17.6400	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	400	17.6500	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	(11 700)		QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	200	17.5900	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	1 100	17.7000	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	200	17.7700	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	700	17.8000	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	800	17.9500	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	300	17.9600	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	100	17.9700	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	100	17.9800	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	800	17.9900	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	(4 300)		QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	100	17.7100	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	400	17.7200	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	400	17.8000	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	1 800	17.8050	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	1 800	17.8100	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	200	17.8800	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	200	17.8900	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	200	17.9000	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	200	17.9800	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	200	17.9900	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	98 800	18.0000	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	(104 300)		QC
		O	2021-06-14	D 38	Rachat ou annulation	200	17.7700	QC
		O	2021-06-14	D 38	Rachat ou annulation	300	17.7800	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.8000	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	17.8100	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.8500	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	17.8600	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.8700	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	17.8800	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.8900	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	17.9000	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	17.9200	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	700	17.9300	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.9500	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	17.9600	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.9700	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.0000	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	(12 400)		QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.6600	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.6800	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.7100	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.7200	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.7300	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.7450	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.7600	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.7700	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	17.7800	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	17.7900	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.8000	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	500	17.8050	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.8100	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	700	17.8250	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	17	17.8300	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	600	17.8400	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	17.8500	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.8600	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	900	17.8700	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.9050	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	17.9300	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(12 517)		QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.6400	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	17.7200	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.7400	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.7500	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.7850	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	17.7900	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	600	17.8100	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	17.8500	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.8900	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	700	17.5000	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.5500	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.5800	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	17.6000	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	500	17.6100	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.6300	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	17.6400	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	17.6500	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-17	D 38	Rachat ou annulation	100	17.6600	QC
		O	2021-06-17	D 38	Rachat ou annulation	200	17.6700	QC
		O	2021-06-17	D 38	Rachat ou annulation	200	17.7200	QC
		O	2021-06-17	D 38	Rachat ou annulation	100	17.7500	QC
		O	2021-06-17	D 38	Rachat ou annulation	700	17.7600	QC
		O	2021-06-17	D 38	Rachat ou annulation	(8 400)		QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	1 100	17.5800	QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	500	17.6000	QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	700	17.6200	QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	400	17.6300	QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	1 200	17.6400	QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	300	17.6500	QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	(4 200)		QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	800	17.7600	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	200	17.7900	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	1 300	17.8000	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	900	17.8050	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	1 100	17.8100	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	200	17.8150	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	200	17.8500	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	700	17.8600	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	300	17.8700	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	6 300	17.9000	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	100	17.9100	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	400	17.9300	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	(12 500)		QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	400	17.8000	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	200	17.8100	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	700	17.8300	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	400	17.8500	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	200	17.8700	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	200	17.8900	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	1 800	17.9000	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	200	17.9200	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	1 600	17.9500	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	100	17.9800	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	200	17.9900	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	1 500	18.0000	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	(7 500)		QC
		O	2021-06-23	D 38	Rachat ou annulation	100	17.9800	QC
		O	2021-06-23	D 38	Rachat ou annulation	1 600	17.9200	QC
		O	2021-06-23	D 38	Rachat ou annulation	(1 700)		QC
		O	2021-06-24	D 38	Rachat ou annulation	700	18.0000	QC
		O	2021-06-24	D 38	Rachat ou annulation	(700)		QC
		O	2021-06-25	D 38	Rachat ou annulation	300	17.9700	QC
		O	2021-06-25	D 38	Rachat ou annulation	1 000	18.0000	QC
		O	2021-06-25	D 38	Rachat ou annulation	(1 300)		QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	500	17.5900	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	200	17.6500	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	200	17.6700	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	1 000	17.6800	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	800	17.8100	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	1 500	17.8600	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	700	17.8900	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	1 700	17.9000	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	700	17.9100	QC
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	18.0000	QC
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	(8 300)		QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.1000	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.2400	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	17.2500	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	500	17.2600	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.2700	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.2800	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.3000	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.3100	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.3400	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.4800	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.5000	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	600	17.5300	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	17.5400	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.5900	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.6000	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.6600	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.6700	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	600	17.7000	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	700	17.7500	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.9300	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(8 000)		QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.4700	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.4800	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.5000	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.5600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	500	17.5900	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.7500	QC
	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	600	17.7700	QC	
	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.7900	QC	
	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.8000	QC	
	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.8200	QC	
	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 200)		QC	
HIVE Blockchain Technologies Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Daubaras, Darcy Glenn	5	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	2.8700	BC
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	3.3500	BC
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	3.7000	BC
Home Capital Group Inc.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Blowes, Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 052	36.8279	ON
Haggis, Paul	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	526	36.8279	ON
Hibben, Alan Roy	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 799	36.8279	ON
HUTCHISON, SUSAN	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	390	36.8279	ON
Lamoureux, Claude	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	916	36.8279	ON
Lisson, James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	781	36.8279	ON
Rahnama, Hossein	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	781	36.8279	ON
Ritchie, Melisa	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	585	36.8279	ON
Sallows, Sharon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 052	36.8279	ON
HPQ-Silicon Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Investissement Québec	3	O	2021-06-30	D	36 - Conversion ou échange	454 072	0.6100	QC
Huntington Exploration Inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Options</i>								
Amin, Jamal	5	O	2021-04-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	150 000		AB
Busch, Frank	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	150 000		AB
Mullin, Joseph	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	250 000		AB
Santarossa, Mark Davis	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	200 000		AB
Sontrop, Marc	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	350 000		AB
Uplenchar, Sameer Dnyaneshwar	4, 5	O	2021-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	150 000		AB
WILSON, BRYAN HUGH	4, 5	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	350 000		AB
Hut 8 Mining Corp. (formerly, Oriana Resources Corporation)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ennis, Sue	5	O	2021-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Droits DSUs</i>								
Flinn, Joseph Patrick	4	O	2018-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	42 500		ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 796		ON
Hefti, Kendra Alexia Louise	4	O	2021-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 531		ON
Sewell, Jeremy	4, 6	O	2018-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	42 500		ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 796		ON
Tai, William (Bill) Ping	4	O	2018-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	42 500		ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 796		ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Bui, Huy Hoang (Martin)	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000		ON
Downey, Shane	5	O	2021-04-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	300 000		ON
Ennis, Sue	5	O	2021-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	300 000		ON
Woods, Tanya Maria	5	O	2021-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	300 000		ON
Zaluski, Jason Alexander	5	O	2021-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	140 000		ON
Hydro One Limited								
<i>Droits (Deferred Share Units)</i>								
Brant, Cherie Lynn	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	343	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	30.6400	ON
Cowper-Smith, Garth Blair	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	356	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	55	30.6400	ON
Hay, David Douglas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	365	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	51	30.6400	ON
HODGSON, Timothy Edward	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	515	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	62	30.6400	ON
McDONALD, JESSICA	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	343	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	30.6400	ON
Mowbray, Stacey	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	343	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	9	30.6400	ON
Robertson, Russel Clark	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	365	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	52	30.6400	ON
Sheffield, William H.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	686	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	106	30.6400	ON
SONBERG, Melissa	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	686	29.9600	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Wolburgh Jenah, Susan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	100	30.6400	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	703	29.9600	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	33	30.6400	ON
iA Société financière inc.								
<i>unités d'actions différées (uda)-Defered Share Units (DSU)</i>								
Albert, Mario	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	477	68.2400	QC
Chinery, William Frank	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	303	68.2400	QC
Daignault, Benoit	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	216	68.2400	QC
Darveau-Garneau, Nicolas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	663	68.2400	QC
Griffin, Emma Kate	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	610	68.2400	QC
Maillé, Ginette	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	527	68.2400	QC
Martin, Jacques	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	230	68.2400	QC
Mercier, Monique	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	474	68.2400	QC
Morin, Danielle G.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	128	68.2400	QC
Poulin, Marc	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	364	68.2400	QC
Rancourt, Suzanne	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	348	68.2400	QC
Têtu, Louis	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	569	68.2400	QC
Iconic Minerals Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Barnett, Richard	5	O	2021-06-30	D	54 - Exercice de bons de souscription	200 000	0.0700	BC
<i>Bons de souscription</i>								
Barnett, Richard	5	O	2021-06-30	D	54 - Exercice de bons de souscription	(200 000)	0.0700	BC
Imperial Metals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
COLWILL, SHEILA	5	O	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	708	4.7000	BC
RRSP	PI	O	2021-06-25	I	57 - Exercice de droits de souscription	914	4.7000	BC
Imperial Metals Corporation	1	O	2021-04-07	D	53 - Attribution de bons de souscription	3 200	4.4000	BC
		M	2021-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 200	4.4000	BC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	4.9000	BC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	4.9900	BC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	4.9530	BC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.9200	BC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.7800	BC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.7600	BC
KYNOCH, J. BRIAN	4, 5	O	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	132 797	4.7000	BC
Lebel, Pierre	4	O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 158	4.7000	BC
Moeller, Larry G.	4	O	2021-06-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	305 210	4.7000	BC
		O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	72 852	4.7000	BC
Balnhard Capital Corporation	PI	O	2021-06-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	8 283	4.7000	BC
Kimball Capital Corporation	PI	O	2021-06-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	64 703	4.7000	BC
Veitch, James Patrick	4	O	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 509	4.7000	BC
<i>Droits 2021</i>								
COLWILL, SHEILA	5	O	2017-09-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-05-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 435	4.7000	BC
		O	2021-06-17	D	59 - Exercice au comptant	(47 273)	0.0200	BC
		M	2021-06-17	D	59 - Exercice au comptant	(47 073)	0.0200	BC
		O	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 080	4.7000	BC
		M	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 080)	4.7000	BC
		O	2021-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 718	0.0250	BC
RRSP	PI	O	2017-09-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-05-28	I	56 - Attribution de droits de souscription	9 136		BC
		M	2021-05-28	I	56 - Attribution de droits de souscription	9 136	4.7000	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-25	I	57 - Exercice de droits de souscription	9 136	4.7000	BC
		M	2021-06-25	I	57 - Exercice de droits de souscription	(9 136)	4.7000	BC
Edwards, Norman Murray	3	O	2021-06-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(50 773 536)	4.7000	BC
		M	2021-06-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(50 773 536)	4.7000	BC
Edco Capital Corporation	PI	O	2021-06-29	I	58 - Expiration de droits de souscription	(2 177 617)	4.7000	BC
		M	2021-06-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	(2 177 617)	4.7000	BC
Fairholme Capital Management, L.L.C.	3							
Managed Accounts	PI	O	2021-06-25	C	58 - Expiration de droits de souscription	(239)		BC
The Fairholme Allocation Fund	PI	O	2021-06-25	C	58 - Expiration de droits de souscription	(1)		BC
The Fairholme Fund	PI	O	2021-06-25	C	58 - Expiration de droits de souscription	(7)		BC
KYNOCH, J. BRIAN	4, 5	O	2021-05-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 327 993		BC
		M	2021-05-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 327 993		BC
		O	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 327 993)	4.7000	BC
Lebel, Pierre	4	O	2021-07-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(9 144)		BC
		O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(161 580)		BC
Moeller, Larry G.	4	O	2021-06-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 052 101)	4.7000	BC
Balinhard Capital Corporation	PI	O	2021-06-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	(82 830)	4.7000	BC
Kimball Capital Corporation	PI	O	2021-06-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	(647 035)	4.7000	BC
Veitch, James Patrick	4	O	2018-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2018-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 099	4.7000	BC
		M	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 099	4.7000	BC
		O	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(35 099)	4.7000	BC
IMV Inc								
<i>Deferred Share Units</i>								
Bailey, Michael	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 927		NS
Gregory, Julia Paige	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 006		NS
Kalos, Michael	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 298		NS
Kuvalanka, Kyle	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 936		NS
Sheldon, Andrew J.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 841		NS
Warmuth, Markus	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 434		NS
Inovalis Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Missaghie, Vesal Michael	4							
Arch Absolute Return Real Estate Fund	PI	O	2021-06-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 000)	9.7037	ON
Arch Absolute Return Real Estate Fund NR	PI	O	2021-06-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 000)	9.7037	ON
INSCAPE Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne CLASS B</i>								
PenderFund Capital Management Ltd.	3							
Pender Small Cap Opportunities Fund	PI	O	2020-10-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2020-10-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Pender Special Situations Fund	PI	O	2020-10-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Intact Corporation financière								
<i>Options</i>								
Brindamour, Charles	5	O	2004-12-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-01	D	50 - Attribution d'options	406 778	161.6700	ON
		M	2021-07-05	D	50 - Attribution d'options	406 778	161.6700	ON
Gagnon, Louis	5	O	2007-01-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-01	D	50 - Attribution d'options	198 522	161.6700	ON
		M	2021-07-05	D	50 - Attribution d'options	198 522	161.6700	ON
Miller, Timothy Michael	5	O	2017-09-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-01	D	50 - Attribution d'options	224 866	161.6700	ON
		M	2021-07-05	D	50 - Attribution d'options	224 866	161.6700	ON
Integra Resources Corp.								
<i>Deferred Share Units</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Interfor Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
HORAHAN, ANDREW	5	O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	61	30.0900	BC
LUXMOORE, SIMON BRUCE	5	O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	38	30.0900	BC
POZZEBON, RICHARD	5	O	2021-06-28	D	35 - Dividende en actions	72	30.0900	BC
<i>Droits DSUs</i>								
Griffin, Christopher	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 039		BC
HULL, JEANE	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	624		BC
HUNTER, RHONDA	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	624		BC
MacDougall, Gordon H	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	624		BC
McMillan, James Eddie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	624		BC
Milroy, Thomas Voysey	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 039		BC
Platt, Gillian L.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	624		BC
Sauder, E. Lawrence	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 247		BC
STEVENS, CURTIS	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 039		BC
Whitehead, Douglas William Geoffrey	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	624		BC
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Bender, Barton	5	O	2019-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 613		BC
		M	2019-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 106		BC
		O	2020-02-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 866		BC
		M	2020-02-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 421		BC
		O	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 148		BC
		M	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 178		BC
FILLINGER, IAN	4, 5	O	2021-02-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 177		BC
		M	2021-02-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 725		BC
HORAHAN, ANDREW	5	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 623		BC
		M	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 481		BC
Kritsos, Xenia	5	O	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 320		BC
		M	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 614		BC
LUXMOORE, SIMON BRUCE	5	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 782		BC
		M	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 583		BC
POZZEBON, RICHARD	5	O	2020-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2020-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 465		BC
		M	2021-02-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 381		BC
InterRent Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units</i>								
Awrey, Brian	5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 626		ON
		O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 500)		ON
		O	2021-07-02	D	59 - Exercice au comptant	(22 968)		ON
<i>Parts de fiducie</i>								
Awrey, Brian	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 500		ON
Ivanhoe Mines Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Benbow, Bradley	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 675		ON
Hawkins, Shaun	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 602		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Droits Deferred Share Units								
Hayden, William	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 083		BC
Janse van Rensburg, Martie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 888		BC
Meredith, Peter	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 310		BC
Motlanthe, Kgalema Petrus	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	578		BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	693		BC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	173		BC
Ntshingila, Nunu	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 527		BC
Options								
Friedland, Robert Martin	4, 6, 5, 3	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	61 597		BC
Journey Energy Inc.								
Droits Performance Share Unit								
Gilewicz, Gerald	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	122 000		AB
Verge, Alexander G.	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	156 000		AB
Droits Restricted Share Unit								
Boklaschuk, Brett	1	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 000		AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	82 000		AB
Gilewicz, Gerald	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	86 000		AB
Hansen, Craig Henry	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 000		AB
Laustsen, Dana Bruce	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		AB
Mullane, Tom	4	O	2021-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		AB
Smith, Reginald Stevenson	4	O	2021-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		AB
Verge, Alexander G.	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 000		AB
Karora Resources Inc.								
Actions ordinaires								
Goudie, Peter James	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 727	3.9800	ON
Hand, Scott McKee	4, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	25 252	3.9800	ON
Huet, Paul André	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 155	3.9400	ON
Droits Deferred Share Units								
Goudie, Peter James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 968		ON
Kei, Wendy Wai Ting	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 743		ON
Morley-Jepson, Warwick	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 767		ON
Williams, Chad	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 373		ON
Droits Restricted Share Units								
Goudie, Peter James	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 727)	3.9800	ON
Hand, Scott McKee	4, 5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(37 879)	3.9800	ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 252)	3.9800	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 343		ON
Morley-Jepson, Warwick	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 767		ON
Keyera Corp.								
Droits Share Awards								
BRENNAN, NANCY LOUISE	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 772		AB
Kostiuk, Dion Otto	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 584		AB
Lock, Bradley Wayne	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 512		AB
Marikar, Eileen	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 188		AB
Setoguchi, Curtis Dean	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	89 020		AB
Urquhart, Kenneth James	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 224		AB
Kinross Gold Corporation								
Droits Deferred Share Units								
Atkinson, Ian	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	7 157	7.8600	ON
Dyte, Kerry Don	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	4 373	7.8600	ON
Ives, Glenn Antony	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	4 851	7.8600	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Lethbridge, Ave Gabriella	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	4 532	7.8600	ON
McGregor, Elizabeth Dianne	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	5 248	7.8600	ON
McLeod-Seltzer, Catherine	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	7 634	7.8600	ON
Osborne, Kelly	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	9 065	7.8600	ON
Scott, David Arthur	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	6 560	7.8600	ON
<i>Restricted Shares</i>								
Sims, John Lewis	5	O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(145 724)	9.3400	ON
Klondike Silver Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Smoliak, Laurence Andrew	5	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0600	BC
kneat.com, inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Ainsworth, Ian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 342		NS
Behki, Nutan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 330		NS
Breen, Paul	3	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 171		NS
Cameron, Rory	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 171		NS
Dawe, Wade K.	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 171		NS
Kraken Robotics Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kenny, Karl Andrew	4, 5, 3	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(120 000)	0.6100	BC
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(193 000)	0.5800	BC
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(87 000)	0.5800	BC
La Banque Toronto-Dominion								
<i>Droits Deferred Share Units (DSU)</i>								
MacGibbon, Alan	4, 7	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	80	86.9400	ON
Prezzano, Wilbur J	7	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	383	86.9400	ON
La Societe Canadian Tire Limitee								
<i>Deferred Share Units</i>								
Anderson, Eric Thomas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	54	195.9920	ON
Connolly, Patrick Joseph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	159	195.9920	ON
Court, David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	279	195.9920	ON
Furlong, John Aloysius Francis	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	121	195.9920	ON
Jaskolka, Norman	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	281	195.9920	ON
Leroux, Sylvain	4	O	2021-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	117	195.9920	ON
Murray, Donald Allan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	244	195.9920	ON
Owens, J. Michael	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	74	195.9920	ON
Trudell, Cynthia Mary	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	384	195.9920	ON
La Societe de Gestion AGF Limitee								
<i>Options Stock Option Plan</i>								
MCCREADIE, KEVIN ANDREW	5	O	2021-06-30	D	52 - Expiration d'options	(300 481)		ON
Largo Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cleave, Ernest Michael	5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	8 000	4.5500	ON
		O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 517)	19.5399	ON
		O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	9 000	4.5500	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 942)	19.7297	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	8 000	4.5500	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 535)	19.2898	ON
<i>Options</i>								
Cleave, Ernest Michael	5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	(8 000)		ON
		O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	(9 000)		ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(8 000)		ON
Le Fonds de dividendes d'émetteurs internationaux du secteur de l'énergie propre								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Parts de fiducie</i>								
International Clean Power Dividend Fund	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	11 000	9.0186	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	9.1098	AB
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.1074	AB
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.2320	AB
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	9.2550	AB
Le Fonds de dividendes des secteurs de l'agriculture durable et du bien-être								
<i>Parts de fiducie</i>								
<i>Brasseur, Jeremy</i>								
MFL Management Limited	6	PI	2021-06-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	9.7460	AB
<i>Sustainable Agriculture & Wellness Dividend Fund</i>								
	1	O	2021-07-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	9.7200	AB
Le Fonds de dividendes du secteur des infrastructures durables								
<i>Parts de fiducie</i>								
<i>Sustainable Infrastructure Dividend Fund</i>								
	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	10.9729	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	11.0896	AB
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.1350	AB
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	11.1100	AB
Le Fonds de dividendes du secteur des produits de consommation numériques								
<i>Parts de fiducie</i>								
<i>Digital Consumer Dividend Fund</i>								
	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	13.0022	AB
Le Groupe Intertape Polymer Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
<i>Nalette, Douglas</i>								
	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	16 640	17.5400	QC
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 640)	28.7521	QC
<i>Deferred Share Units</i>								
<i>Beil, Robert</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	361	28.2300	QC
<i>Cawston, Christopher Robert</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 663	28.3000	QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	57	28.2300	QC
<i>Craighead, Jane</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 756	28.3000	QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	57	28.2300	QC
<i>DiTomaso, Frank</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	315	28.2300	QC
<i>Foster, Robert J</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	512	28.2300	QC
<i>Granovsky, Dahra Granovsky</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	869	28.3000	QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	152	28.2300	QC
<i>Pantelidis, James</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	316	28.2300	QC
<i>Quintas, Jorge Nelson</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 569	28.3000	QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	534	28.2300	QC
<i>Salomone, Mary Patricia</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	279	28.2300	QC
<i>Yull, Melbourne F.</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	807	28.3000	QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	374	28.2300	QC
<i>Options</i>								
<i>Nalette, Douglas</i>								
	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(16 640)	17.5400	QC
Legend Power Systems Inc.								
<i>Options</i>								
<i>Buchamer, Randy</i>								
	4	O	2021-07-02	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.7500	BC
<i>Lansky, Jonathan</i>								
	4	O	2021-07-02	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.7500	BC
les aliments High Liner incorporee								
<i>Actions ordinaires</i>								
<i>High Liner Foods Incorporated</i>								
	1	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 900	13.5000	NS
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(6 900)	13.5000	NS
		O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	13.5528	NS
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	13.5528	NS
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	13.5988	NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	13.5988	NS
<i>Droits Deferred Share Units</i> Dexter, Robert P.	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 292		NS
Les Compagnies Loblaw Limitee								
<i>Actions ordinaires</i>								
Loblaw Companies Limited	1	O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 146 122)		ON
<i>Droits - Deferred Share Units</i> Binning, Paviter Singh	4, 6							
Deferred Share Units	PI	O	2021-07-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	31		ON
Bonham, Scott Barclay	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	70		ON
Bryant, Warren	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	136		ON
Clark, Christie James Beckett	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	47		ON
Debow, Daniel Andrew	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14		ON
Downe, William	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	55		ON
Fukakusa, Janice Rose	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	28		ON
Harris, M. Marianne	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	77		ON
Kotchka, Claudia	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	75		ON
Lacey, John Stewart	7							
Deferred Share Units	PI	O	2021-07-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	199		ON
Lockhart, Nancy	3							
Deferred Share Units	PI	O	2021-07-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	288		ON
Pritchard, Beth Marie	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	135		ON
Raiss, Sarah	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	192		ON
Les Industries Dorel Inc.								
<i>Droits Executive Deferred Share Units</i>								
Duran, Nicolas Fernando	5	O	2021-06-30	D	97 - Autre	(45)	15.8900	QC
<i>Performance Share Units</i>								
Braunstein, Norman	5	O	2021-06-30	D	97 - Autre	33	15.9400	QC
Duran, Nicolas Fernando	5	O	2021-06-30	D	97 - Autre	(96)	15.9400	QC
Rana, Franco	5	O	2021-06-30	D	97 - Autre	418	15.9400	QC
Schwartz, Alan	4, 5, 3	O	2021-06-30	D	97 - Autre	686	15.9400	QC
Schwartz, Jeffrey	4, 5, 3	O	2021-06-30	D	97 - Autre	686	15.9400	QC
Schwartz, Martin	4, 5, 3	O	2021-06-30	D	97 - Autre	686	15.9400	QC
Segel, Jeffrey	4, 5, 3	O	2021-06-30	D	97 - Autre	686	15.9400	QC
Woods, Peter	5	O	2021-06-30	D	97 - Autre	1 476	15.9400	QC
Wyse, Edward	5	O	2021-06-30	D	97 - Autre	285	15.9400	QC
Les Métaux Canadiens Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Frei, Beat	5							
Comfortra GmbH	PI	O	2021-07-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.2950	QC
		O	2021-07-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2950	QC
		O	2021-07-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2900	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Les Ressources Yorbeau Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Laflamme, Dany	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Laflamme, Dany	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lecourt, Marcel	4	O	2021-06-27	D	52 - Expiration d'options	(300 000)		QC
Liberty Gold Corp. (formerly Pilot Gold Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Womersley, Barbara Jane	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	6 623	1.5100	BC
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Pease, Robert	4	O	2021-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 725	1.5100	BC
Lightspeed POS Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Jacquet, Guillaume	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Droits Deferred stock units</i>								
Jacquet, Guillaume	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lamothe, Marie Josee	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	269	105.0200	QC
McFeeters, Paul Joseph	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	292	105.0200	QC
Saintil, Merline	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	269	105.0200	QC
Williams, Robert Vaughan	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	118	105.0200	QC
<i>Droits Restricted stock units</i>								
Jacquet, Guillaume	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Jacquet, Guillaume	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Liminal BioSciences Inc. (auparavant Prometic Sciences de la Vie inc.)								
<i>Options</i>								
BRIDGER, GARY	4	O	2021-06-25	D	50 - Attribution d'options	50 000	4.0900USD	QC
LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Berg, Corii D.	5	O	2021-07-01	D	38 - Rachat ou annulation	(726)	18.3000USD	BC
		O	2021-07-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 421)	18.3000USD	BC
Goldsmith, Brian	5	O	2021-07-01	D	38 - Rachat ou annulation	(12 060)	18.3000USD	BC
Lithium Americas Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ireland, George R.	4, 6	O	2021-06-25	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(20 000)		BC
Lucara Diamond Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hira, Ayesha	5	O	2018-06-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-07-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	54 252	0.7500	BC
Lahri, Naseem Banu	7	O	2021-07-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	48 828	0.7500	BC
Mchive, Johane	7	O	2021-07-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	48 828	0.7500	BC
<i>Droits Share Units</i>								
Hira, Ayesha	5	O	2021-07-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(54 252)		BC
Lahri, Naseem Banu	7	O	2021-07-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(48 828)		BC
Mchive, Johane	7	O	2021-07-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(48 828)		BC
MAG Silver Corp.								
<i>DSU</i>								
Barnes, Peter Derek	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	848	25.0300	BC
Mathieu, Susan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	324	25.0300	BC
Magna International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Magna International Inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	900	121.3956	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	101.0000USD	ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	121.2201	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	100.6389USD	ON
Droits Deferred Share Units								
Bowie, Peter Guy	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	240	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	90	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	92.6400USD	ON
Chan, Mary Shio	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	78	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	90	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	92.6400USD	ON
Harder, Vernon Peter Harder	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	26	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	91	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	92.6400USD	ON
Lauk, Kurt	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	147	101.9200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	162	62.6400USD	ON
MACLELLAN, ROBERT FRANCIS	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	62	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	90	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	540	92.6400USD	ON
Maher, Mary Lou	4	O	2021-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	305	88.0400USD	ON
		O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	2	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	111	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	473	92.6400USD	ON
Niekamp, Cynthia	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	54	101.9200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	162	92.6400USD	ON
RUH, WILLIAM ANTHONY	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	86	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	90	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	473	92.6400USD	ON
Samarasekera, Indira Vasanti	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	167	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	64	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	426	92.6400USD	ON
Westlake, Lisa Ann Simone	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	38	101.9200USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	55	93.1200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	348	92.6400USD	ON
Young, William	4	O	2021-06-04	D	35 - Dividende en actions	499	101.9200USD	ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	539	92.6400USD	ON
MAV Beauty Brands Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Elshaw, Chris	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 948		ON
Ennis, Thomas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 632		ON
Smith, Stephen A.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 158		ON
MBN Corporation								
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>								
MBN Corporation	1	O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.1900	AB
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		AB
MCI OneHealth Technologies Inc.								
<i>Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Christodoulou, George	4, 3	O	2021-06-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	3.1000	ON
		O	2021-06-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	3.1000	ON
		O	2021-06-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.2000	ON
		O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.0370	ON
Khimji, Saleema	5	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Class B Multiple Voting Shares</i>								
Khimji, Saleema	5	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Khimji, Saleema	5	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
mdf commerce inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bélanger, Julie	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	75		QC
Filiatreault, Luc	4, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	255		QC
Poulin, Marc-André	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	75		QC
Rousseau, Camil	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	75		QC
Simon, Andréanne	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	75		QC
Stam, Jean-Michel	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	385		QC
Vanasse, Nicolas	5	O	2021-02-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	175		QC
Medexus Pharmaceuticals Inc.(formerly Pediapharm Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gulfo, Adele Madelyn	4	O	2021-07-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 966	7.1200	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Gravel, Benoit	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 329	7.1200	ON
Gulfo, Adele Madelyn	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 480	7.1200	ON
		O	2021-07-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 480)	7.1200	ON
Mueller, Mike	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 133	7.1200	ON
Nelson, Stephen William	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 482	7.1200	ON
van der Velden, Peter	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 536	7.1200	ON
Medical Facilities Corporation								
<i>Deferred Share Units</i>								
Cormack, Lois	4	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27		ON
Dineley, Stephen F.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	439		ON
Enright, Erin Suzanne	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	574		ON
Lawr, Dale M.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	531		ON
Lozon, Jeffrey Clifford	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	550		ON
Shahim, Reza	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	642		ON
<i>Deferred Share Units from PSU Plan</i>								
Horrar, Robert Oreon	4, 5	O	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	90 192		ON
		M	2021-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 192		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 780		ON
		O	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 115		ON
Rolfe, James Davis	5	O	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27 869		ON
		M	2021-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 869		ON
		O	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	654		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	859		ON
Schario, John	5	O	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	26 270		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
		M	2021-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 270		ON
		O	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	377		ON
Watson, David Nathaniel Tait	5	O	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31 567		ON
		M	2021-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 567		ON
		O	2021-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	740		ON
		M	2021-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	740		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	973		ON
<i>Performance Share Unit</i>								
Horrar, Robert Oreon	4, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	187		ON
Rolfe, James Davis	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	124		ON
Medicure Inc								
<i>Actions ordinaires</i>								
Friesen, Albert David L. FRIESEN	4, 5	PI	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	1.2000	MB
MedMen Enterprises Inc. (formerly Ladera Ventures Corp.)								
<i>Billets convertibles Senior Secured</i>								
Adler, Jason Marc	6							
Gotham Green Fund 1 (Q), L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 211 698.00		BC
Gotham Green Fund 1, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 52 916.00		BC
Gotham Green Fund II (Q), L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 708 878.00		BC
Gotham Green Fund II, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 121 793.00		BC
Gotham Green Partners SPV IV, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 1 283 088.00		BC
Gotham Green Partners SPV VI, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 137 165.00		BC
Gotham Green Partners, LLC	3							
Gotham Green Fund 1 (Q), L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 211 698.00		BC
Gotham Green Fund 1, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 52 916.00		BC
Gotham Green Fund II (Q), L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 708 878.00		BC
Gotham Green Fund II, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 121 793.00		BC
Gotham Green Partners SPV IV, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 1 283 088.00		BC
Gotham Green Partners SPV VI, L.P.	PI	O	2021-06-30	C	97 - Autre	\$ 137 165.00		BC
MÉTAUX GENIUS INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goulet, Guy	5	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1950	QC
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.2000	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Boisjoli, Robert	5	O	2019-10-05	D	55 - Expiration de bons de souscription	(16 667)	0.3500	QC
		O	2019-12-21	D	55 - Expiration de bons de souscription	(21 450)	0.4500	QC
Evren Boisjoli	PI	O	2019-12-21	I	55 - Expiration de bons de souscription	(7 150)	0.4500	QC
Nukhet Piyale	PI	O	2019-12-21	I	55 - Expiration de bons de souscription	(7 150)	0.4500	QC
Metaux Russel Inc.								
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Austin, Linh	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	389		ON
Clark, John	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		ON
Dinning, James Francis	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	892		ON
Hedges, Brian Robie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 353		ON
Johnston, Cynthia	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	389		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Laberge, Alice D.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		ON
O'Reilly, William Michael	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		ON
Paiva, Roger	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		ON
Thabet, Annie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	948		ON
Tulloch, John Russell	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		ON
Methanex Corporation								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Arnell, Douglas James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 057		BC
Bertram, James Vance	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	733		BC
Metro inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Metro inc.	1	O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.1184	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.5297	QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.4527	QC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.6623	QC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.8005	QC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.2942	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.7244	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.7819	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.8965	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
Meubles Leon Ltee								
<i>Actions ordinaires</i>								
Leon's Furniture Limited	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	22.2580	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	22.2580	ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	21.8300	ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	21.8300	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	21.9000	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	21.9000	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	300	21.8500	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	21.8500	ON
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	22.0900	ON
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	22.0900	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	6 800	21.6468	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	(6 800)	21.6468	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	9 300	21.9017	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(9 300)	21.9017	ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	22.9800	ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	22.9800	ON
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	8 800	23.3426	ON
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(8 800)	23.3426	ON
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	23.1909	ON
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 300)	23.1909	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	14 800	22.6162	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(14 800)	22.6162	ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	8 114	22.4105	ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(8 114)	22.4105	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.5340	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	22.5340	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	22.5914	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(5 100)	22.5914	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	22.8300	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	22.8300	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.4668	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	22.4668	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	8 100	22.8126	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(8 100)	22.8126	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	22.9000	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	22.9000	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	22.8360	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	22.8360	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	22.7543	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	(9 000)	22.7543	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	22.8000	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	22.8000	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	22.5700	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	22.5700	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 121 100	22.2500	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 121 100)	22.2500	ON
Middlefield Can-Global REIT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Middlefield Can-Global REIT Income Fund	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	10.8492	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	700	10.8057	AB
Mind Medicine (MindMed) Inc. (formerly Broadway Gold Mining Ltd.)								
<i>Actions à droit de vote multiple</i>								
Hurst, Stephen	4, 6							
Savant HWP Inc.	PI	O	2021-06-25	C	36 - Conversion ou échange	(11 000)		ON
Karlin, Daniel Rollings	5	O	2021-06-28	D	36 - Conversion ou échange	(21 569)		ON
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Halperin Wernli, Miriam	4, 5	O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	3.8000USD	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	3.8300USD	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	3.6000USD	ON
Hurst, Stephen	4, 6							
Savant HWP Inc.	PI	O	2020-02-27	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-25	C	36 - Conversion ou échange	1 099 999		ON
Sunray Asset Management	PI	O	2021-06-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(407 200)	4.7141	ON
		O	2021-06-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(413 800)	4.5377	ON
		O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(379 000)	4.3520	ON
Karlin, Daniel Rollings	5	O	2021-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-28	D	36 - Conversion ou échange	2 156 900		ON
Linton, Bruce	4							
12919206 Canada Inc.	PI	O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(402 779)	3.8667USD	ON
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(88 900)	4.7754	ON
		O	2021-06-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(702 221)	3.5837USD	ON
		O	2021-06-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(56 100)	4.4809	ON
MINES ABCOURT INC.								
<i>Actions ordinaires catégorie B</i>								
MESTRALLET, FRANCOIS JOSEPH PIERRE MARIE	4, 3	O	2021-07-06	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	150 000	0.1250	QC
<i>Options</i>								
Godard, Julie	5	O	2021-07-06	D	52 - Expiration d'options	(200 000)	0.1250	QC
Hinse, Normand	4	O	2021-07-06	D	52 - Expiration d'options	(450 000)	0.1250	QC
Hinse, Renaud	4, 5, 3	O	2021-07-06	D	52 - Expiration d'options	(5 000 000)	0.1250	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés (150 000)	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit MESTRALLET, FRANCOIS JOSEPH PIERRE MARIE	4, 3	O	2021-07-06	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers			QC
Mines Agnico Eagle Limitée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Al-Joundi, Ammar	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	420	76.6000	ON
Girard, Dominique	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	192	76.6000	ON
Gosselin, Guy	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	192	76.6000	ON
Legault, Marc	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	219	76.6000	ON
Plummer-Therault, Carol-Ann	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	192	76.6000	ON
Robitaille, Jean	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	261	76.6000	ON
Smith, David	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	317	76.6000	ON
Vollmershausen, Christopher Charles Norman	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	171	76.6000	ON
Miniere Osisko Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Osisko Mining Inc.	1	O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	3.0900	ON
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	3.0900	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Calderon, Bernardo Alvarez	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 622	3.0200	ON
McKay, Keith Douglas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 105	3.0200	ON
Roosen, Sean	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 966	3.0200	ON
St-Germain, Andree	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 035	3.0200	ON
Vizquerra, Jose	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 104	3.0200	ON
MINT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
MINT Income Fund	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.2040	AB
Minto Apartment Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units</i>								
Greenberg, Roger	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	938		ON
Kimberley, Allan Scott	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 105		ON
Kirk, Heather Catherine	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	862		ON
Moss, Jacqueline Crysler	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	832		ON
Nylassy, Simon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 014		ON
Orsino, Philip	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	514		ON
Mobi724 Global Solutions Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rosenhek, Allan	4	O	2021-06-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 234 145)		QC
MONETA PORCUPINE MINES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Vejvoda, Josef	4	O	2019-07-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	220 000	0.3500	ON
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	120 000	0.3500	ON
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.3450	ON
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.3500	ON
		O	2021-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.3500	ON
		O	2021-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 500	0.3450	ON
<i>Options</i>								
Muhr, Krista	4	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.3650	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération			
Mullen Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mullen Group Ltd.	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	17 884	13.1861	AB
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	17 884	13.6029	AB
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	17 884	13.3314	AB
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	17 884	13.1188	AB
Murchison Minerals Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cudney, Robert Douglas Northfield Capital Corporation	3 PI	O	2020-12-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 050 000	0.0950	ON
		O	2021-06-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(435 000)	0.0950	ON
		O	2021-06-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(178 000)	0.0870	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Cudney, Robert Douglas Northfield Capital Corporation	3 PI	O	2020-12-12	C	55 - Expiration de bons de souscription	(6 680 000)		ON
Neovasc Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clark, Chris	5	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 667		BC
		O	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 996)		BC
Colen, Fredericus	5	O	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000		BC
		O	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 765)		BC
Little, William Reed	5	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	681		BC
		O	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(296)		BC
Marko, Alexei	4, 5	O	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 333)		BC
		O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 333		BC
Panton, John Christopher	5	O	2018-01-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 333		BC
		O	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 819)		BC
Radow, Norman	4	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 667		BC
Rubin, Steven Daniel	4	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 333		BC
<i>Droits Restricted Stock Units</i>								
Clark, Chris	5	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 667)		BC
Colen, Fredericus	5	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(35 000)		BC
Marko, Alexei	4, 5	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 333)		BC
Panton, John Christopher	5	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 333)		BC
Radow, Norman	4	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 667)		BC
Rubin, Steven Daniel	4	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 333)		BC
<i>Restricted Stock Units</i>								
Little, William Reed	5	O	2021-06-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(681)		BC
NeuPath Health Inc. (anciennement, Klinik Health Ventures Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zygouras, Zaffrios TFSA - RBC Direct Investing	5 PI	O	2021-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Zygouras, Zaffrios	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Restricted Share Unit (RSU)</i>								
Zygouras, Zaffrios	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
NexLiving Communities Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Anaka, Michael Theodore Mathew THLA Services Ltd.	4 PI	O	2021-05-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250 000	0.2000	NS
Dean, Jeffrey Maven Capital Inc.	4 PI	O	2021-05-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	750 000	0.2000	NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Farrell, Kent Alexander	4							
Maven Capital Inc.	PI	O	2021-05-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	750 000	0.2000	NS
Koivu, Drew								
Holden Henry Holdings Inc.	PI	O	2021-05-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	625 000	0.2000	NS
Nicoll, James David								
Pappin, David	4	O	2021-05-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.1850	NS
Ramjattan, Brian Ramesh								
	4	O	2021-05-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	375 000	0.2000	NS
Next Hydrogen Solutions Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Afzaal, Raveel	4, 5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Fairlie, Matthew	4	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Hinatsu, James Takashi	5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Howard, Walter Quist	4	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
MacKenzie, Robert Allan	4, 3	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Octane Fund 4 Ltd.	PI	O	2021-06-24	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Octane Fund 5 Ltd.	PI	O	2021-06-24	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
MALZ, Katarzyna (KASIA)	5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Stemp, Michael	5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<i>Options</i>								
Afzaal, Raveel	4, 5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Clausen, Jens Peter	4	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Fairlie, Matthew	4	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Hinatsu, James Takashi	5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Howard, Walter Quist	4	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
MacKenzie, Robert Allan	4, 3	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
MALZ, Katarzyna (KASIA)	5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Pyle, Michael	4	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Stemp, Michael	5	O	2021-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
NFI Group Inc. (formerly New Flyer Industries Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gray, Adam L.	4							
Coliseum Capital Management, LLC	PI	O	2021-06-28	C	57 - Exercice de droits de souscription	2 052	26.9500	MB
<i>Restricted Share Units</i>								
Gray, Adam L.	4	O	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 052	26.9500	MB
		O	2021-06-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 052)	26.9500	MB
NGEx Minerals								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lorito Holdings S.à.r.l.	3	O	2021-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 050		BC
Zebra Holdings and Investments S.à.r.l.	3	O	2021-07-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 050		BC
Noront Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baker, Mark	5	O	2021-06-25	D	51 - Exercice d'options	58 480	0.3100	ON
Sue Baker	PI	O	2014-08-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-25	I	36 - Conversion ou échange	87 500	0.3500	ON
Coutts, Alan	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	220 000	0.3100	ON
Flewelling, Stephen Bennett	5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	83 333	0.3100	ON
Nolan, Glenn	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	54 440	0.3100	ON
<i>Options common shares</i>								
Baker, Mark	5	O	2021-06-25	D	51 - Exercice d'options	(58 480)	0.3100	ON
Coutts, Alan	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(220 000)	0.3100	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Flewelling, Stephen Bennett	5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	(83 333)	0.3100	ON
Nolan, Glenn	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(54 440)	0.3100	ON
Restricted Share Units								
Baker, Mark	5	O	2021-06-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(87 500)	0.3500	ON
North American Construction Group Ltd.								
Actions ordinaires								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 294		AB
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 800		AB
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 760		AB
		O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	74 646		AB
Kallay, David Grant	5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 985		AB
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 955		AB
Lambert, Joseph Charles	5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 953		AB
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 859		AB
Palmer, Barry Wade	5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 158		AB
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 474		AB
Slator, Jordan	5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 568		AB
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 703		AB
Actions ordinaires Performance Share Units								
Veenstra, Jason William	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 534		AB
Actions ordinaires Rights Performance Share Units								
Lambert, Joseph Charles	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 711		AB
		O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(57 422)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 717		AB
Palmer, Barry Wade	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 880		AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(29 760)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 428		AB
Deferred Share Units								
McIntosh, Ronald A	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 017		AB
Pinney, Bryan Daniel	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 333		AB
Pollesel, John Joseph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 284		AB
Saint-Laurent, Maryse C.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 284		AB
Stan, Thomas Paul	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 100		AB
Williams, Kristina	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 210		AB
Droits Performance Share Units								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	71 776		AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(143 552)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 930		AB
Performance Share Units								
Kallay, David Grant	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 727		AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 454)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 553		AB
Slator, Jordan	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 407		AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 815)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 553		AB
Restricted Share Units								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 951)		AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 232)		AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 923)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 620		AB
Kallay, David Grant	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 818)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 369		AB
Lambert, Joseph Charles	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19 141)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 812		AB
Palmer, Barry Wade	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 920)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 952		AB
Slator, Jordan	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 939)		AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 369		AB
Veenstra, Jason William	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 356		AB
Northland Power Inc.								
<i>Deferred Share Units (DSU)</i>								
Bountrogianni, Marie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	700	41.7500	ON
Colnett, Lisa	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	716	41.7500	ON
Glass, Kevin A.	4	O	2021-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	510	41.7500	ON
Goodman, Russell Andrew	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	708	41.7500	ON
Halbert, Keith	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	651	41.7500	ON
Mallovy-Hicks, Helen Mary	4	O	2021-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	255	41.7500	ON
Pearce, Ian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	781	41.7500	ON
NorthWest Healthcare Properties Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units</i>								
Baron, Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 162		ON
Kingsmill, Stephani	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 871		ON
Klein, Allan Dale	4	O	2021-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 599		ON
Loudon, Colin	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 746		ON
Petersen, Brian Kenneth	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 746		ON
<i>Parts de fiducie</i>								
Klein, Allan Dale	4							
Allan Dale Klein	PI	O	2021-04-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Arianna Brittany Klein	PI	O	2021-04-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Canada West Limited	PI	O	2021-04-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
NorZinc Ltd.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Perry, Anita	4	O	2021-07-05	D	46 - Contrepartie de services	93 750	0.0800	BC
Nova Royalty Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Beedie, Ryan K	3							
BIV Holdings Ltd.	PI	O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 390	2.7176	BC
NOVAGOLD RESOURCES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
HENNESSEY, MELANIE	5	O	2021-04-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	93	11.7400	BC
		O	2021-04-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	91	12.0500	BC
		O	2021-05-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	99	11.0800	BC
		O	2021-05-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	88	12.3700	BC
		O	2021-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	87	12.5300	BC
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	107	10.1900	BC
Lang, Gregory Anthony	5	O	2021-04-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	270	9.3400USD	BC
		O	2021-04-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	262	9.6300USD	BC
		O	2021-05-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	280	9.0100USD	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale	
Titre Initié Porteur inscrit		O	2021-05-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	245	10.2900USD	BC	
		O	2021-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	242	10.4000USD	BC	
		O	2021-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	307	8.1900USD	BC	
	Ottewell, David	5	O	2021-04-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	145	9.3400USD	BC
		O	2021-04-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	141	9.6300USD	BC	
		O	2021-05-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	150	9.0100USD	BC	
Rimelman, Ronald		O	2021-05-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	132	10.2900USD	BC	
		O	2021-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	130	10.4000USD	BC	
		O	2021-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	165	8.1900USD	BC	
		5	O	2021-04-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	102	9.3400USD	BC
		O	2021-04-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	99	9.6300USD	BC	
		O	2021-05-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	105	9.0100USD	BC	
Williams, Richard		O	2021-05-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	92	10.2900USD	BC	
		O	2021-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	91	10.4000USD	BC	
		O	2021-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	116	8.1900USD	BC	
		5	O	2021-04-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	111	9.3400USD	BC
		O	2021-04-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	108	9.6300USD	BC	
		O	2021-05-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	115	9.0100USD	BC	
Nuinsco Resources Limited <i>Actions ordinaires</i>		O	2021-05-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	101	10.2900USD	BC	
		O	2021-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	100	10.4000USD	BC	
		O	2021-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	127	8.1900USD	BC	
	Franklin, James	4	O	2021-06-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	750 000	0.0200	ON
Jones, Paul, Latimer	4, 5	O	2021-06-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 250 000	0.0200	ON	
<i>Bons de souscription June 29, 2021 FT Units</i>									
Franklin, James	4	O	2018-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON	
		O	2021-06-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	750 000		ON	
Jones, Paul, Latimer	4, 5	O	2004-01-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON	
		O	2021-06-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 250 000		ON	

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Nutrien Ltd.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Burley, Christopher Michael	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	165	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	540	60.2000USD	SK
Clark, Maura	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	140	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	561	60.2000USD	SK
Girling, Russell	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	969	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 688	60.2000USD	SK
Hubbs, Miranda C.	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	202	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	550	60.2000USD	SK
Kushwaha, Rajveer	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	534	60.2000USD	SK
Laberge, Alice D.	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	403	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	540	60.2000USD	SK
Madere, Consuelo	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	95	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	249	60.2000USD	SK
Martell, Keith	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	231	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	280	60.2000USD	SK
Regent, Aaron William	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	272	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 080	60.2000USD	SK
Schmidt, Mayo	4, 5	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	404	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	361	60.2000USD	SK
Silva, Nelson Luiz Costa	4	O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	55.0000USD	SK
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	540	60.2000USD	SK
<i>Performance Share Units</i>								
Bradley, Noralee	5	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	260	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	260	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	378	55.0000USD	SK
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	378	56.4900USD	SK
Farah, Pedro	5	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 121	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 121	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 277	55.0000USD	SK
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 277	56.4900USD	SK
Kirkpatrick, Robert	7	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	112	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	112	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	112	55.0000USD	SK

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	112	56.4900USD	SK
Poohkay, Brent Donald	5	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	143	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	143	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	143	55.0000USD	SK
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	143	56.4900USD	SK
Seitz, Kenneth Alvin	5	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	568	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	568	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	689	55.0000USD	SK
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	689	56.4900USD	SK
Sully, Raef	5	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	377	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	377	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	371	55.0000USD	SK
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	371	56.4900USD	SK
Thompson, Mark	5	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	186	55.0000USD	SK
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	186	56.4900USD	SK
Webb, Michael Reed	5	O	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	307	50.8800USD	SK
		M	2021-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	307	53.7900USD	SK
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	333	55.0000USD	SK
		M	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	333	56.4900USD	SK
Nuvei Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Lacoste, Allan	5	O	2021-05-18	D	51 - Exercice d'options	60 000	4.7000USD	QC
		M	2021-05-18	D	51 - Exercice d'options	63 000	4.7000USD	QC
		O	2021-05-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 000)	70.1100USD	QC
		M	2021-05-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 000)	70.1100USD	QC
		O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	493	4.7000USD	QC
		O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(493)	80.6100USD	QC
<i>Droits Deferred Stock Units</i>								
Hanley, Michael	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	277		QC
Lewin, David	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	390		QC
Mielke, Daniela	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	356		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Tremblay, Pascal	4, 6	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	373		QC
<i>Options</i>								
Lacoste, Allan	5	O	2021-05-18	D	51 - Exercice d'options	(60 000)		QC
		M	2021-05-18	D	51 - Exercice d'options	(63 000)		QC
		O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	(493)		QC
O3 Mining Inc.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Burzynski, John Feliks	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 743	2.2600	BC
Calderon, Bernardo Alvarez	8	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 743	2.2600	BC
John, William Murray	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 402	2.2600	BC
McKay, Keith Douglas	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 743	2.2600	BC
Omai Gold Mines Corp. (formerly Anconia Resources Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brewster, Jason Allen Ross	5	O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	355 500	0.1700	ON
Ellingham, Elaine	4	O	2021-06-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	300 000	0.1700	ON
McKenzie, Harvey	5	O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	360 800	0.1700	ON
Miller, Nadine	4	O	2020-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2020-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	58 824	0.1700	ON
Stifano, Mario	4, 5	O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	117 647	0.1700	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Brewster, Jason Allen Ross	5	O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	177 750		ON
Ellingham, Elaine	4	O	2021-03-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	150 000	0.1700	ON
McKenzie, Harvey	5	O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	180 400		ON
Miller, Nadine	4	O	2020-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2020-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	29 412		ON
Stifano, Mario	4, 5	O	2020-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	58 823		ON
Oncolytics Biotech Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pisano, Wayne	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 033		AB
Seizinger, Bernd Robert	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 101		AB
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Holtham, Angela Frances	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 313)		AB
Pisano, Wayne	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 033)		AB
Seizinger, Bernd Robert	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 101)		AB
ONEX CORPORATION								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Onex Corporation	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	89.9300	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	600	89.8350	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	89.9300	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(15 200)		ON
Optiva Inc. (formerly Redknee Solutions Inc.)								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Duggal, Anuroop	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	446	26.9000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Matheson, Joseph Lee Grant	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	702	26.9000	ON
Meyer, John	4	O	2021-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	26.9000	ON
Stabile, Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	883	26.9000	ON
Orca Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Chow, Elina	5							
Catch Advisory Group Inc.	PI	O	2021-07-06	I	51 - Exercice d'options	250 000	0.5100	BC
Clark, Richard Peter	4, 5	O	2021-07-06	D	51 - Exercice d'options	500 000	0.5100	BC
Options								
Chow, Elina	5							
Catch Advisory Group Inc.	PI	O	2021-07-06	I	51 - Exercice d'options	(250 000)	0.5100	BC
Clark, Richard Peter	4, 5	O	2021-07-06	D	51 - Exercice d'options	(500 000)	0.5100	BC
Organto Foods Inc.								
Actions ordinaires								
Gianulis, Peter Lawrence	6	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	0.4450	BC
Carrelton Horizon Fund, LP	PI	O	2021-07-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.4451	BC
		O	2021-07-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.4500	BC
Ovintiv Inc.								
Deferred Share Units								
Dea, Peter Allen	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	796	31.4100USD	AB
Gentle, Meg Anne	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	448	31.4100USD	AB
Shaw, Brian Gordon	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	448	38.9300	AB
Waterman, Bruce G.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	488	38.9300	AB
Director Restricted Share Units								
Pita, George L.	4	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 616	32.2600USD	AB
Pages Jaunes Limitée								
Actions ordinaires								
Yellow Pages Limited	1	O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(55 020)		QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 510	14.5000	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 510	14.4600	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	14.5000	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	14.5000	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	14.5000	QC
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	14.5000	QC
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	14.5000	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 510	14.5000	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 510	14.5000	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(10 720)		QC
Deferred Share Unit								
Eckert, David Alan	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	267		QC
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	267	14.5435	QC
Forman, Craig	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	682		QC
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	682	14.5435	QC
Hall, Rob	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	489		QC
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	489	14.5435	QC
Kudzman, Susan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 116		QC
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 116	14.5435	QC
Russo, Paul W.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	452		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	452	14.5435	QC
<i>Restricted Share Unit</i>								
Cooper, Treena	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	119	14.5435	QC
Eckert, David Alan	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 409	14.5435	QC
King, Sherilyn Ann	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	102	14.5435	QC
Paleo Resources, Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Braugh, Roger Sherman	4	O	2021-03-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	66 237 424		AB
<i>Débitures convertibles issued on July 25, 2019</i>								
Braugh, Roger Sherman	4	O	2016-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-07-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 323 277.00	0.1200	AB
Paramount Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Riddell, Brenda Gail	3	O	2018-09-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2018-09-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Park Lawn Corporation								
<i>Deferred Share Units</i>								
Brophy, Marilyn Anne	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	777		ON
Freedman, Amy Leanne	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	728		ON
Scott, Steven Robert	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	814		ON
Smith, Paul G.	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	479		ON
Ward, William John	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	753		ON
Pason Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pason Systems Inc.	1	O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	9 100	9.3300	AB
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	6 500	9.5200	AB
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	8 100	9.3300	AB
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	8 500	9.6800	AB
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	8 800	9.8600	AB
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	14 500	9.8600	AB
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	14 700	9.8600	AB
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	16 300	9.3600	AB
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	9.6600	AB
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	9.3800	AB
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	8 100	9.4800	AB
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	11 100	9.5100	AB
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	9.8500	AB
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	83 600	9.3000	AB
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.8400	AB
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.0100	AB
		O	2021-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(313 900)		AB
<i>DSU</i>								
Collins, T Jay	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	493		AB
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	3 411		AB
Hess, Judi	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	357		AB
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	3 411		AB
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	1 699		AB
		M	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	2 034		AB
Howe, James Brian	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	195		AB
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	3 411		AB
Kessler, Marcel	4	O	2011-11-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-03-31	D	50 - Attribution d'options	3 411		AB
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	19		AB
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	3 411		AB
Schwinn, Laura	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	78		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	3 411		AB
Payfare Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kingsferry Capital Management Group Limited Chung Sheng Huang and Sheng Chih Lin	3 PI	O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	9.3900	ON
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 400	9.5000	ON
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	9.4900	ON
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.5500	ON
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	9.7400	ON
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	9.7200	ON
		O	2021-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 700	9.8000	ON
Kingsferry Classic Value Fund I Ltd.	PI	O	2021-06-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 600	9.9700	ON
		O	2021-06-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	9.9800	ON
		O	2021-06-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	9.9600	ON
Perk Labs Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zhang, Jian Qun	5							
PrimeObjects Software Inc.	PI	O	2021-07-02	C	46 - Contrepartie de services	105 555	0.0900	BC
<i>Restricted share units</i>								
Cadigan, Steven	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	83 333		BC
Herrington, Kirk	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	111 111		BC
Hoyles, Jonathan	4, 5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	51 282		BC
Tan, Norman Ming	5	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	38 463		BC
Timlick, Larry Elwood	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	83 333		BC
Topham, James Walter	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	111 111		BC
Pet Valu Holdings Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Grady, James	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
House, Paul	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Martin-Bevilacqua, Christine Anne	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Puckett, Rick	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
RCPS Equity Cayman LP	3	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Roark Capital Partners II AIV AG, L.P.	3	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Shultz, Christine	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Townsend, Steven H.	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Truesdale, Anthony	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Deferred Share Units</i>								
House, Paul	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Puckett, Rick	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Townsend, Steven H.	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Truesdale, Anthony	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Young, Erin	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Bedrossian, Liliane	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Grady, James	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Grover, Tanbir	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
House, Paul	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Johnston, Catherine Jane	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
MacKay, Kendalee	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Maltsbarger, Richard	4, 5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Martin-Bevilacqua, Christine Anne	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Puckett, Rick	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Shultz, Christine	5	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Townsend, Steven H.	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Truesdale, Anthony	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
PHX Energy Services Corp.								
<i>Retention Awards (Cash-based Only)</i>								
David-Green, Karen Freeman, Terrance	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 697	4.4700	AB
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(522)		AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	335	4.4700	AB
Hibbard, Lawrence M.	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(871)		AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	671	4.4700	AB
Hooks, John Michael	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(871)		AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	671	4.4700	AB
Tetreault, Myron Arthur	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 045)		AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	671	4.4700	AB
Thomas, Roger Dale	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(784)		AB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	503	4.4700	AB
Pivotree Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bryan, Scott	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 176		ON
Byrne, Stephen	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 176		ON
Lobo, Vernon	4, 5							
Kilimanjaro Capital Inc.	Pl	O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	5.8500	ON
O'Neil, Brian	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 618		ON
Powers, Richard	4	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 618		ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Bryan, Scott	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 176		ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 176)		ON
Byrne, Stephen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 176		ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 176)		ON
Lobo, Vernon	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 235		ON
O'Neil, Brian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 618		ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 618)		ON
Powers, Richard	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 618		ON
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 618)		ON
<i>Options</i>								
Ashoor, Moataz	5	O	2019-09-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	3 590	8.5000	ON
Di Nardo, William	4, 5	O	2007-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	6 391	8.5000	ON
Smith, Ted	5	O	2019-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	4 500	8.5000	ON
Wong, Greg	5	O	2017-06-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	4 142	8.5000	ON
<i>Preferred Share Units</i>								
Ashoor, Moataz	5	O	2019-09-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 353		ON
Di Nardo, William	4, 5	O	2007-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 529		ON
Smith, Ted	5	O	2019-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 709		ON
Wong, Greg	5	O	2017-06-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 176		ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Ashoor, Moataz	5	O	2019-09-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 676		ON
Di Nardo, William	4, 5	O	2007-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 765		ON
Smith, Ted	5	O	2019-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Wong, Greg	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 355		ON
		O	2017-06-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 088		ON
Platinum Group Metals Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Godongwana, Enoch	4	O	2021-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-07-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	76	4.4900	BC
Harshaw, Stuart	4	O	2021-07-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 243	4.4900	BC
Marlow, Timothy Douglas	4	O	2021-07-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 070	4.4900	BC
Walters, Diana	4	O	2021-07-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 588	4.4900	BC
POET Technologies Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Barnes, Kevin	5	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.8600	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	70 000	0.5300	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.2824	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 000)	1.4550	ON
Mika, Thomas	5	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2800	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2800	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.2414	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.4129	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.5556	ON
Rajgarhia, Vivek	5	O	2019-11-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.5300	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.3300	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.3760	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.3860	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.3640	ON
Tsiofas, Chris	4							
YVC Holding Corporation	PI	O	2021-06-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 000)	1.3300	ON
		O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	1.3407	ON
Venkatesan, Suresh	4, 5	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	1.4632	ON
		O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2800	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2800	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.3640	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.4298	ON
Warrior, Mohandas	4	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2800	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.3182	ON
<i>Options</i>								
Barnes, Kevin	5	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.8600	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(70 000)	0.5300	ON
Mika, Thomas	5	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2800	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2800	ON
Rajgarhia, Vivek	5	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.5300	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.3300	ON
Venkatesan, Suresh	4, 5	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2800	ON
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2800	ON
Warrior, Mohandas	4	O	2021-06-29	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2800	ON
Power Corporation du Canada								
<i>Deferred Share Units</i>								
Beaudoin, Pierre	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 495	37.6183	QC
Coutu, Marcel R.	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 515	37.1736	QC
Desmarais, André	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 870	37.8462	QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 861	37.8825	QC
Doer, Gary Albert	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 601	38.9257	QC
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 601	38.9257	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Graham, Anthony R.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 089	37.6734	QC
Jackson, John David Allan	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	966	38.2047	QC
MacLeod, Sharon	4	O	2021-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	963	39.7320	QC
Madoff, Paula Beth	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	676	39.4306	QC
Marcoux, Isabelle	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 259	37.9274	QC
Noyer, Christian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 714	38.7301	QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 690	36.9857	QC
Plessis-Bélair, Michel	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	436	35.3560	QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 569	38.9963	QC
Vanaselja, Siim A.	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 555	39.4305	QC
<i>PFC Deferred Share Units</i>								
Desmarais, André	4, 7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 530	35.3560	QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 081	35.3560	QC
Doer, Gary Albert	4, 7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	237	35.3560	QC
Graham, Anthony R.	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 115	35.3560	QC
Jackson, John David Allan	4, 7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	251	35.3560	QC
McArthur, Susan J.	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114	35.3560	QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 036	35.3560	QC
Plessis-Bélair, Michel	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	455	35.3560	QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	193	35.3560	QC
Vanaselja, Siim A.	4, 7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	185	35.3560	QC
Prairie Provident Resources Inc.								
<i>Options</i>								
Berthelet, Remi Anthony	4, 5	O	2021-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-28	D	50 - Attribution d'options	600 000		AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Berthelet, Remi Anthony	4, 5	O	2021-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	400 000		AB
PrairieSky Royalty Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
PrairieSky Royalty Ltd.	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	108 900	14.2521	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(113 900)		AB
Precision Drilling Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
FORD, CAREY THOMAS	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	325		AB
<i>Deferred Share Units effective March 1, 2021</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	957		AB
Donovan, William T.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	710		AB
Gibson, Brian James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	710		AB
Krablin, Steven Wayne	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	710		AB
MacKenzie, Susan Mary	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	710		AB
Meyers, Kevin Omar	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	710		AB
WILLIAMS, DAVID	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	710		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Pretium Resources Inc.								
<i>Droits DSUs</i>								
HULL, JEANE	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 035		BC
O'Brien, Richard Thomas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 588		BC
Paspalas, George Nickolas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 035		BC
Peregoodoff, Thomas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 035		BC
Saint-Laurent, Maryse C.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 108		BC
Smith, David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 035		BC
Tejani, Faheem	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 154		BC
PYROGENÈSE CANADA INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Simo, Benedek John	5	O	2021-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Quarterhill Inc. (formerly, Wi-LAN Inc.)								
<i>Restricted Share Unit</i>								
Skippen, James	4, 5	O	2021-07-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(35 358)	2.5500	ON
Vladescu, Michael	5	O	2021-07-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 227)	2.5500	ON
Quebecor inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie B</i>								
Quebecor inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.8000	QC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.8300	QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.7400	QC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	33.0800	QC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.9900	QC
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.7300	QC
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.3300	QC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.3400	QC
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.4000	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.2400	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.7000	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.5900	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.8400	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.9900	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.7500	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.5600	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.2500	QC
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.3400	QC
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.4500	QC
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.4400	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.7300	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	32.9000	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(770 000)		QC
<i>Unité d'action différée</i>								
Bélanger, Chantal	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	964	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	97	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	102	32.6600	QC
BROSSEAU, ANDRE	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 134	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	219	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	230	32.6600	QC
Colpron, Michèle	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	964	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	32	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	34	32.6600	QC
Croteau, Lise	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	535	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	28	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	30	32.6600	QC
LALANDE, Sylvie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 204	32.3900	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	575	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	604	32.6600	QC
Mulroney, Brian	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 505	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	1 631	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	1 714	32.6600	QC
Paré, Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	887	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	288	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	303	32.6600	QC
Péladeau, Érik	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	869	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	217	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	228	32.6600	QC
Provost, Normand	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 119	32.3900	QC
		O	2021-04-06	D	35 - Dividende en actions	238	34.0500	QC
		O	2021-06-22	D	35 - Dividende en actions	250	32.6600	QC
Rambler Metals and Mining plc								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bradbury, Toby	5	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	123 000	0.2875GBP	AB
Chen, Eason	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	67 666		AB
Mercer, Peter	5	O	2010-08-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 667	0.2875GBP	AB
Mwangobola, Raphael London	5	O	2021-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 667	0.2875GBP	AB
Patil, Priya	4	O	2021-02-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Round, Richard	4	O	2021-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	7 246	0.2875GBP	AB
Sanford, Timothy Neil	5	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 667	0.2875GBP	AB
<i>Droits RSU - Restricted Share Units</i>								
Chen, Eason	4	O	2012-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	203 000		AB
		O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(67 666)		AB
Mercer, Peter	5	O	2010-08-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 667	0.2875GBP	AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 666	0.2875GBP	AB
Mwangobola, Raphael London	5	O	2021-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 667	0.2875GBP	AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 666	0.2875GBP	AB
Sanford, Timothy Neil	5	O	2012-10-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 667	0.2875GBP	AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	67 666	0.2875GBP	AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Bradbury, Toby	5	O	2020-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	246 000	0.2875GBP	AB
Real Matters Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Real Matters Inc.	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	76 800	17.9228	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(76 800)	17.9228	ON
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	14 900	17.7673	ON
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(14 900)	17.7673	ON
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	17.6853	ON
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	17.6853	ON
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	17.3460	ON
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	17.3460	ON
Smith, Jason	4, 5	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	18.0743	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	18.0595	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	17.9268	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	17.7533	ON
Recipe Unlimited Corporation (formerly Cara Operations Limited)								
<i>Options</i>								
Grondin, Kenneth Joseph	5	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	100 000	21.6810	ON
Hennessey, Frank	5	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	250 000	21.6810	ON
Red Light Holland Corp. (formerly, Added Capital Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Barnes, Ann Catherine	4	O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(637 562)	0.3089	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(695 771)	0.3089	ON
Eade Corporation	PI	O	2021-06-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(191 271)	0.3089	ON
		O	2021-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(208 729)	0.3089	ON
Redevances Nomad Ltée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cardin-Tremblay, Vincent	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 548	9.2500	QC
de la Plante, Joseph	4, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 302	9.2500	QC
Dutil, Annie	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	863	8.2500	QC
Lévesque, Elif	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 302	9.2500	QC
Metcalfe, Vincent	4, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 302	9.2500	QC
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Fernandez-Tobar, Gerardo	4	O	2020-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 300		QC
Gollat, Matthew	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 300		QC
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	500		QC
Kudzman, Susan	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 300		QC
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	500		QC
Porter, James	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 300		QC
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	500		QC
Weisman, Robin Leslie	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 300		QC
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	400		QC
Zollei, Istvan	4	O	2020-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 300		QC
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	500		QC
<i>Droits Preferred Share Units</i>								
Cardin-Tremblay, Vincent	5	O	2020-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 000		QC
de la Plante, Joseph	4, 5	O	2019-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 000		QC
Dutil, Annie	5	O	2020-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 500		QC
Lévesque, Elif	5	O	2020-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 000		QC
Metcalfe, Vincent	4, 5	O	2019-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 000		QC
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Cardin-Tremblay, Vincent	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 953		QC
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 548)		QC
		O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(1 405)		QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 000		QC
de la Plante, Joseph	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 634		QC
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 302)		QC
		O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(2 332)		QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 000		QC
Dutil, Annie	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 554		QC
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(863)		QC
		O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(691)		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Lévesque, Elif	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 500		QC
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 634		QC
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 302)		QC
		O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(2 332)		QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 000		QC
Metcalfe, Vincent	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 634		QC
		O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 302)		QC
		O	2021-06-30	D	59 - Exercice au comptant	(2 332)		QC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 000		QC
Options								
Cardin-Tremblay, Vincent	5	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	34 900		QC
de la Plante, Joseph	4, 5	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	55 200		QC
Dutil, Annie	5	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	27 600		QC
Lévesque, Elif	5	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	55 200		QC
Metcalfe, Vincent	4, 5	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	55 200		QC
Redline Communications Group Inc.								
Options								
McGrath, Ronan Dominic	4	O	2021-06-23	D	50 - Attribution d'options	6 250	0.7100	ON
Ressources Auxico Canada Inc.								
Actions ordinaires								
Inwentash, Sheldon	4, 3	O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	0.6528	QC
ThreeD Capital	PI	O	2021-06-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.6894	QC
		O	2021-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.6800	QC
Ressources Teck Limitée								
Deferred Share Units								
Ashar, Mayank Mulraj	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 356	27.5745	BC
Dowling, Edward Camp	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	817	27.5745	BC
Fukuda, Eiichi	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 114	27.5745	BC
Higo, Toru	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 062	27.5745	BC
Keevil III, Norman	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	116	27.5745	BC
Keevil, Norman Bell	6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10	27.5745	BC
McVicar, Tracey	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 341	27.5745	BC
Murray, Sheila A.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 548	27.5745	BC
Pickering, Kenneth William	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 351	27.5745	BC
Power, Una Marie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 488	27.5745	BC
Snider, Timothy Roy	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 429	27.5745	BC
Restricted Share Units								
Keevil, Norman Bell	6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	86	27.5745	BC
Resverlogix Corp.								
Actions ordinaires								
Cann, Aaron Bradley	5	O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	625		AB
		O	2021-07-05	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(625)	0.8100	AB
Parts Deferred Share Units								
Biln, Norma	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	18 228		AB
Lu, Shawn Shuguang	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	13 149		AB
McNeill, Kelly Bret	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	15 406		AB
To, Siu Lun	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	11 230		AB
Zuerblis, Kenneth	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	16 535		AB
Restricted Share Units (RSU's)								
Cann, Aaron Bradley	5	O	2021-07-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(625)		AB
RF Capital Group Inc.								
Options								
DUHAMEL, VINCENT	4	O	2021-05-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	55 000	2.0500	ON
Mowat, Jane	4	O	2021-05-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Riley, Sanford	4	O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	55 000	2.0500	ON
		O	2021-05-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	50 - Attribution d'options	55 000	2.0500	ON
Rogers Communications Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Brooks, Bonnie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	282		ON
Gemmell, Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	600		ON
Jacob, Ellis	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		ON
MacDonald, John A.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	355		ON
Peterson, David Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	464		ON
Rogers Sugar Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
BERGMAME, Dean	4	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 015	5.7500	BC
Collins, Gary	4	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 015	5.7500	BC
Heskin, Michael Andrew	7	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 015	5.7400	BC
Jewell, Donald	7	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 015	5.7500	BC
Lafrance, Daniel	4	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 015	5.7500	BC
MASLECHKO, WILLIAM STEPHEN	4	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 015	5.7500	BC
Ross, M. Dallas H.	4	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 335	5.7500	BC
Walton, Michael	5	O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 226)	5.8500	BC
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 774)	5.7800	BC
Wilkes, Stephanie Ruth	4	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 050	5.7500	BC
Roots Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Connell, James Hendry	5	O	2021-06-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 740		ON
		O	2021-06-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	990		ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Connell, James Hendry	5	O	2021-06-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 740)		ON
		O	2021-06-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(990)		ON
Sangoma Technologies Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Wignall, William	5							
Olivia Wignall	PI	O	2010-09-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 310	3.1568	ON
Secure Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Anderson, James Darryl	5	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Billing, Grant Donald	4	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Riddell Rose, Susan	4	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Dreamworks Investment Holdings Inc.	PI	O	2021-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Thornton, Jay	4	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Actions ordinaires Employee Share Ownership Plan</i>								
Anderson, James Darryl	5	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Billets Senior Unsecured 7.25 Notes Due Dec 30, 2026</i>								
Billing, Grant Donald	4	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Parts Deferred Share Units (DSUs)</i>								
Anderson, James Darryl	5	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Parts Performance Share Units (PSUs)</i>								
Anderson, James Darryl	5	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Parts Restricted Share Units (RSUs)</i>								
Anderson, James Darryl	5	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Parts Tervita Continuing DSUs</i>								
Billing, Grant Donald	4	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Riddell Rose, Susan	4	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Thornton, Jay	4	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Senvest Capital Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Senvest Capital Inc.	1	O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	369.0000	QC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	366.7160	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	377.7500	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	377.7500	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	388.8950	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	381.0000	QC
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	383.0000	QC
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	400	383.0000	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	386.7000	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)		QC
SHAW COMMUNICATIONS INC.								
<i>Directors' Deferred Share Units (DDSU)</i>								
Bissonnette, Peter	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 575	35.7100	AB
BURNS, ADRIAN	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	438	35.7100	AB
Clark, Christina	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 181	35.7100	AB
Pew, Paul Kenneth	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 205	35.7100	AB
White, Steven	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 954	28.7850USD	AB
Shopify Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2021-07-01	D	51 - Exercice d'options	570	62.1500USD	ON
		O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(570)	1460.9800USD	ON
Goodman, Gail Faye	4	O	2021-07-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(108)	1460.9800USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	500	62.1500USD	ON
		O	2021-06-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(500)	1483.7800USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5	O	2021-07-06	D	51 - Exercice d'options	3 210	180.3200USD	ON
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 210)	1468.0400USD	ON
7910240 Canada Inc.	PI	O	2021-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 500)	1509.1428USD	ON
<i>DSU</i>								
ASHE, ROBERT GERARD	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	11		ON
<i>Options</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2021-07-01	D	51 - Exercice d'options	(570)	62.1500USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2021-06-28	D	51 - Exercice d'options	(500)	62.1500USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5	O	2021-07-06	D	51 - Exercice d'options	(3 210)	180.3800USD	ON
Sienna Senior Living Inc. (formerly Leisureworld Senior Care Corporation)								
<i>Deferred Share Units</i>								
Chiesa, Dino	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 095		ON
Graham, Janet	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	906		ON
Johnston, Brian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 623		ON
Jourdain Coleman, Paula	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	793		ON
MacDonald, Jack C.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 623		ON
Sender, Stephen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	830		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
SLANG Worldwide Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Driessen, Christopher Lee	4, 5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	177 752	0.2500	ON
Moynan, Johnathan	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	177 752	0.2500	ON
Rutherford, Mikel Patrick Alexander	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	122 669	0.2500	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Driessen, Christopher Lee	4, 5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(250 000)	0.2500	ON
Moynan, Johnathan	4	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(250 000)	0.2500	ON
Rutherford, Mikel Patrick Alexander	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(250 000)	0.2500	ON
Slate Grocery REIT (formerly, Slate Retail REIT)								
<i>Deferred Units</i>								
Bastable, Colum Patrick	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	791	10.4500	ON
		O	2021-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	248		ON
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	239		ON
		O	2021-05-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	232		ON
Flatley, Patrick William	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 007	10.4500	ON
		O	2021-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	365		ON
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	352		ON
		O	2021-05-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	343		ON
Rouleau, Marc Pierre Martin	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 342	10.4500	ON
		O	2021-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	28		ON
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26		ON
		O	2021-05-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26		ON
Stephen, Andrea	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 181	10.4500	ON
		O	2021-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	254		ON
		O	2021-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	245		ON
		O	2021-05-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	238		ON
Slate Office REIT								
<i>Deferred Units</i>								
Baker, Robert Montgomery	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 044	5.3800	ON
Beausoleil, Lori-Ann	4	O	2021-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 836	5.3800	ON
Michetti, Meredith	4	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 789	5.3800	ON
Societe Aurifere Barrick								
<i>Actions ordinaires</i>								
Thornton, John Lawson	4, 5	O	2021-02-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(671 481)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit Grantor Retained Annuity Trust <i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>	PI	O	2021-02-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	671 481		ON
Cisneros, Gustavo Alfredo	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	652	20.7500USD	ON
		M	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	652	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313	23.1500USD	ON
		M	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313	20.7500USD	ON
Coleman, Christopher Lewis	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	125	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313	20.7500USD	ON
Evans, John Michael	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	415	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313	20.7500USD	ON
Greenspun, Brian Lee	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	327	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313	20.7500USD	ON
Harvey, Joseph Brett	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	539	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313	20.7500USD	ON
Kabagambe, Anne Namara	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 108	20.7500USD	ON
Quinn, Andrew James	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	125	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313	20.7500USD	ON
Silva Rojas, Maria Loreto	4	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	53	23.1500USD	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 108	20.7500USD	ON
Thornton, John Lawson	4, 5	O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5	23.1500USD	ON
Société financière IGM Inc. <i>Deferred Share Units</i>								
Bibeau, Marc A.	4	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	681	43.8800	MB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	982	44.5700	MB
Coutu, Marcel R.	4	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	352	43.8800	MB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	659	44.5700	MB
Desmarais, André	4, 6	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 137	43.8800	MB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	940	44.5700	MB
Desmarais, Olivier	7	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	255	43.8800	MB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	421	44.5700	MB
Desmarais, Paul Jr.	4, 6	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	575	43.8800	MB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	470	44.5700	MB
Doer, Gary Albert	4, 6	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	158	43.8800	MB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	631	44.5700	MB
Doniz, Susan	4	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	159	43.8800	MB
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	701	44.5700	MB
Généreux, Claude	4	O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	278	43.8800	MB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
Hodgson, Sharon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 065	44.5700	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	227	43.8800	MB
MacLeod, Sharon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	722	44.5700	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	244	43.8800	MB
McArthur, Susan J.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	421	44.5700	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	210	43.8800	MB
McCallum, John S.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	996	44.5700	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	912	43.8800	MB
Orr, Robert Jeffrey	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 010	44.5700	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 435	43.8800	MB
O'Sullivan, James Patrick	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	420	44.5700	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	43.8800	MB
Plessis-Bélaïr, Michel	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	842	44.5700	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	197	43.8800	MB
Tretiak, Gregory Dennis	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	254	43.8800	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	757	44.5700	MB
Wilson, Elizabeth Diane	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	160	43.8800	MB
		O	2021-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	842	44.5700	MB
Société Financière Manuvie								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doughty, Michael James	7, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76		ON
Finch, Steve	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40		ON
Gallagher, James D.	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40		ON
Gori, Rocco	4, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	669		ON
Harrison, Marianne	7, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	199		ON
Hartz, Scott	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	954		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	156		ON
Hirji, Rahim	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	309		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69		ON
Irshad, Naveed	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46		ON
Joshi, Rahul Madhav	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	119		ON
Kalita von dem Hagen, Halina	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i> Initié Porteur inscrit					d'actionnariat			
Kimmet, Pamela O'Brien	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41		ON
Ku, Tin	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	105		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11		ON
Leggett, Karen	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14		ON
Lorentz, Paul	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	187		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	130		ON
MacInnis, Matthew Lyman	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30		ON
Orlandella, Sarah Seery	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11		ON
Pariath, Sebastian	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	688		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33		ON
Rappold, Kenneth Joseph	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40		ON
Ross, Kenneth Michael	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51		ON
Sheerin, Martin Ignatius	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51		ON
Springer-Haynes, Renee	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	188		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	101		ON
Tingle, Brooks	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42		ON
Vendittelli, Simonetta	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20		ON
Wadhvani, Anil	7, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165		ON
Weiland, Shamus Edward	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 053		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	61		ON
Witherington, Philip James	7, 5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	249		ON
Wong, Henry	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41		ON
Yeo, Steven Hui Chin	7	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	471		ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	72		ON
<i>Deferred Share Units</i> Arnaboldi, Nicole Sinek	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 614	24.2800	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	118		ON
Bainbridge, Guy Lawrence Tam	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 375	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	129		ON
Caron, Joseph Peter	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 307	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	786		ON
Cassaday, John M.	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 550	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 616		ON
Dabarno, Susan Fay	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 307	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	253		ON
Dickson, Julie Ellen	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 614	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	258		ON
Hsieh, Tsun-yan	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 614	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 525		ON
Lindsay, Donald Richard	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 562	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 021		ON
Palmer, John Ralph Vernon	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 307	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 305		ON
Prieur, Claude. James	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	3 124	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 330		ON
Rosen, Andrea Sarah	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	3 124	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 545		ON
Turner, Leigh Erin	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 307	24.2800	ON
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	23		ON
Softchoice Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Syed, Habeeb	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Cappellanti-Wolf, Amy Louise	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	171		ON
Gibbons, Anthony Francis	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	171		ON
MacDonald, David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	171		ON
Pentland, Lawrence	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	171		ON
Syed, Habeeb	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Syed, Habeeb	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Syed, Habeeb	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Source Energy Services Ltd.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Hanlon, Alan Stewart	4	O	2021-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 025		AB
Sharpe, Steven Blair	4	O	2021-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 533		AB
SouthGobi Resources Ltd.								
<i>Options</i>								
Dalanguerban, n/a	4, 5	O	2020-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
SSR Mining Inc.								
<i>Deferred Share Unit</i>								
He, Yingbin Ian	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	450 000	1.4100	BC
Ho, Alan	5	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.4100	BC
Quan, Jin Lan	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	350 000	1.4100	BC
Snetsinger, Allison	5	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.4100	BC
Sun, Mao	4	O	2021-06-29	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.4100	BC
						200 000	0.2300	BC
<i>Anglin, Mike Arthur E.</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	528		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 325		BC
<i>Bates, Thomas Robert</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	201		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 775		BC
<i>Booth, Brian</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	111		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 098		BC
<i>Dowling, Edward Camp</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	283		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 775		BC
<i>Fish, Simon Adrian</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	120		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 631		BC
<i>Krusi, Alan Peter</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	196		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 775		BC
<i>Park, Beverlee Faye</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	236		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 783		BC
<i>Priestly, Kay Gravolet</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	35		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 775		BC
<i>Wademan, Elizabeth Anne</i>								
	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	98		BC
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 775		BC
<i>Performance Share Units (Cash Settled)</i>								
<i>Antal, Rod</i>								
	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	990		BC
<i>Beckman, Stewart</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	311		BC
<i>Farid, Fady Adel Edward</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	271		BC
<i>Sparks, Michael John</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	233		BC
<i>White, Alison Lynn</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	144		BC
<i>Restricted Share Units (Cash Settled)</i>								
<i>Antal, Rod</i>								
	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	173		BC
<i>Beckman, Stewart</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	56		BC
<i>Farid, Fady Adel Edward</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	45		BC
<i>Sparks, Michael John</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	42		BC
<i>White, Alison Lynn</i>								
	5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		BC
Stakeholder Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
<i>Berlet, Christopher James</i>								
	5	O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.9400	BC
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.9000	BC
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.8800	BC
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.8900	BC
		O	2021-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.9000	BC
<i>Chase, Marcus McCafferty</i>								
	4	O	2021-07-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.9000	BC
		O	2021-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.9000	BC
Stantec Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
<i>Brown, Shelley Ann Marie</i>								
	4	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	254	56.5500	AB
<i>Morisbak, Bjorn</i>								
	7	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	4 031	32.0100	AB
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 031)	56.2084	AB
<i>Seager, Robert Harold</i>								
	7	O	2021-07-02	D	51 - Exercice d'options	3 151	32.9800	AB
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 151)	56.3466	AB
<i>Stantec Inc.</i>								
	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	56 146	53.9563	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-01	D 38	Rachat ou annulation	(56 146)	53.9563	AB
		O	2021-06-02	D 38	Rachat ou annulation	56 146	53.6468	AB
		O	2021-06-02	D 38	Rachat ou annulation	(56 146)	53.6468	AB
		O	2021-06-03	D 38	Rachat ou annulation	22 946	53.7038	AB
		O	2021-06-03	D 38	Rachat ou annulation	(22 946)	53.7038	AB
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	11 746	53.7079	AB
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	(11 746)	53.7079	AB
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	100 646	53.6701	AB
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	(100 646)	53.6701	AB
<i>Options</i>								
Morisbak, Bjorn	7	O	2021-07-02	D 51	Exercice d'options	(4 031)	32.0100	AB
Seager, Robert Harold	7	O	2021-07-02	D 51	Exercice d'options	(3 151)	32.9800	AB
Star Royalties Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zeta Resources Limited	3	O	2021-06-30	D 10	Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 296 500	0.5150	ON
Stelco Holdings Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Baker, Robert Montgomery	4	O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	1 579	36.4000	ON
MUELLER, MICHAEL J	4	O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	1 717	36.4000	ON
Ross, Heather	4	O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	1 631	36.4000	ON
Samarasekera, Indira Vasanti	4	O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	858	36.4000	ON
Wilson, Daryl	4	O	2021-06-10	D 00	Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	316	36.4000	ON
Stella-Jones Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Stella-Jones Inc.	1	O	2021-06-03	D 38	Rachat ou annulation	15 973	46.9476	QC
		O	2021-06-04	D 38	Rachat ou annulation	16 003	46.8571	QC
		O	2021-06-07	D 38	Rachat ou annulation	16 008	46.8436	QC
		O	2021-06-08	D 38	Rachat ou annulation	16 053	46.7103	QC
		O	2021-06-09	D 38	Rachat ou annulation	16 056	46.7021	QC
		O	2021-06-10	D 38	Rachat ou annulation	16 102	46.5714	QC
		O	2021-06-11	D 38	Rachat ou annulation	16 111	46.5438	QC
		O	2021-06-14	D 38	Rachat ou annulation	16 247	46.1536	QC
		O	2021-06-15	D 38	Rachat ou annulation	16 380	45.7811	QC
		O	2021-06-16	D 38	Rachat ou annulation	16 545	45.3223	QC
		O	2021-06-17	D 38	Rachat ou annulation	16 951	44.2368	QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	16 992	44.1296	QC
		O	2021-06-21	D 38	Rachat ou annulation	16 983	44.1528	QC
		O	2021-06-22	D 38	Rachat ou annulation	16 883	44.4162	QC
		O	2021-06-23	D 38	Rachat ou annulation	16 901	44.3686	QC
		O	2021-06-24	D 38	Rachat ou annulation	16 691	44.9269	QC
		O	2021-06-25	D 38	Rachat ou annulation	16 526	45.3821	QC
		O	2021-06-28	D 38	Rachat ou annulation	16 902	44.3650	QC
		O	2021-06-29	D 38	Rachat ou annulation	16 790	44.6701	QC
		O	2021-06-30	D 38	Rachat ou annulation	16 759	44.7405	QC
		O	2021-06-11	D 38	Rachat ou annulation	(80 093)		QC
		O	2021-06-18	D 38	Rachat ou annulation	(81 385)		QC
		O	2021-06-25	D 38	Rachat ou annulation	(84 710)		QC
		O	2021-06-30	D 38	Rachat ou annulation	(50 119)		QC
<i>Deferred Share Units (DSUs)</i>								
Harries, Rhodri	4	O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	1 033	44.7660	QC
Lehman, Katherine	4	O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	1 116	44.7660	QC
Muzyka, Douglas	4	O	2021-07-01	D 56	Attribution de droits de souscription	1 033	44.7660	QC
STEP Energy Services Ltd.								
<i>Options</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Glanville, Stephen Murray	5	O	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	14 369	1.7700	AB
		M	2021-07-01	D	50 - Attribution d'options	14 639	1.7700	AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Glanville, Stephen Murray	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 426		AB
		M	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 426		AB
Storm Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Conboy, Jamie Peter	5	O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 800)	4.2500	AB
Evans, Hayden Darren	5	O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 600)	4.2500	AB
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	4.0600	AB
Stria Lithium Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Martyniuk, Harry Joseph 2803353 Ontario Inc.	4	PI	2020-09-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Bons de souscription</i>								
Martyniuk, Harry Joseph 2803353 Ontario Inc.	4	PI	2020-09-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Sulliden Mining Capital Inc.								
<i>Options</i>								
Bharti, Stan	4	O	2021-02-01	D	52 - Expiration d'options	(150 000)	0.2500	ON
		O	2019-09-17	D	52 - Expiration d'options	(150 000)	0.4600	ON
Suncor Energie Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McCaw, Maureen	4							
Suncor Stock Fund Trustee	PI	O	2021-06-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	31.0900	AB
Suncor Energy Inc.	1	O	2021-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	342 500	24.1860USD	AB
		O	2021-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(342 500)		AB
		O	2021-06-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	330 900	25.1085USD	AB
		O	2021-06-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(330 900)		AB
		O	2021-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	331 800	25.0081USD	AB
		O	2021-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(331 800)		AB
		O	2021-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	326 500	25.2688USD	AB
		O	2021-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(326 500)		AB
		O	2021-06-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	325 200	25.4314USD	AB
		O	2021-06-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(325 200)		AB
		O	2021-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	327 500	25.3066USD	AB
		O	2021-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(327 500)		AB
		O	2021-06-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	327 600	25.2187USD	AB
		O	2021-06-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(327 600)		AB
		O	2021-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	326 300	25.1918USD	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit					d'actionnariat			
		O	2021-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(326 300)		AB
		O	2021-06-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	330 600	25.0030USD	AB
		O	2021-06-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(330 600)		AB
		O	2021-06-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	324 400	25.3398USD	AB
		O	2021-06-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(324 400)		AB
		O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	322 700	25.5364USD	AB
		O	2021-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(322 700)		AB
		O	2021-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	323 200	25.3520USD	AB
		O	2021-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(323 200)		AB
		O	2021-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	337 900	24.3213USD	AB
		O	2021-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(337 900)		AB
		O	2021-06-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	342 700	23.6175USD	AB
		O	2021-06-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(342 700)		AB
		O	2021-06-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	333 100	24.1325USD	AB
		O	2021-06-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(333 100)		AB
		O	2021-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	329 600	24.5262USD	AB
		O	2021-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(329 600)		AB
		O	2021-06-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	322 500	25.0744USD	AB
		O	2021-06-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(322 500)		AB
		O	2021-06-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	328 700	24.7524USD	AB
		O	2021-06-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(328 700)		AB
		O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	327 200	24.7636USD	AB
		O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(327 200)		AB
		O	2021-06-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	339 500	23.9469USD	AB
		O	2021-06-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(339 500)		AB
		O	2021-06-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	338 798	23.7370USD	AB
		O	2021-06-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(338 798)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	337 800	23.9146USD	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(337 800)		AB
<i>Deferred Share Units</i>								
Bedient, Patricia Margaret	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	401	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 108	30.2400	AB
Gass, John Donald	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	484	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 488	30.2400	AB
Girling, Russell	4	O	2021-05-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 653	30.2400	AB
Gladu, Jean Paul	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	113	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 025	30.2400	AB
Houston, Dennis Michael	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	261	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 025	30.2400	AB
MacDonald, Brian Patrick	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	248	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 583	30.2400	AB
McCaw, Maureen	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	731	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 056	30.2400	AB
Mitchelmore, Lorraine	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	174	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 583	30.2400	AB
Thomas, Eira Margaret	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	851	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 488	30.2400	AB
Wilson, Michael M.	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	757	30.1500	AB
		O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 381	30.2400	AB
<i>Options - Suncor Energy Option Plan (Post August 1, 2009)</i>								
Francoeur, Bruno	5	O	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 000	30.4000	AB
		M	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 387	30.4000	AB
<i>PC Deferred Shares Units (Directors only)</i>								
McCaw, Maureen	4	O	2021-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	134	30.1700	AB
<i>Performance Share Units</i>								
Cowan, Alister	5	O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(38 243)	19.3000	AB
Francoeur, Bruno	5	O	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
		M	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 935		AB
		O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(20 943)	19.3000	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Gardner, Paul Douglas	5	O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(22 764)	19.3000	AB
Little, Mark Stephen	5	O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(68 291)	19.3000	AB
MacSween, Michael Roderick	5	O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(37 333)	19.3000	AB
Smith, Kristopher Peter	5	O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(37 333)	19.3000	AB
Strom, Arlene Joyce	5	O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(6 556)	19.3000	AB
Vetrone, Joseph Anthony	5	O	2021-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(10 927)	19.3000	AB
Restricted Share Unit								
Francoeur, Bruno	5	O	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 000		AB
		M	2021-06-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 468		AB
Superior Plus Corp.								
Actions ordinaires								
Marquard & Bahls AG	3	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 300	15.3969	ON
		O	2021-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 500	15.3554	ON
		O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 800	15.2310	ON
		O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	51 200	15.2392	ON
Supremex Inc.								
Actions ordinaires								
Supremex Inc	1	O	2021-06-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	11 600	2.3372	QC
		M	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3372	QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3300	QC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3200	QC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3041	QC
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	2.3000	QC
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3000	QC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3000	QC
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	600	2.2700	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.2997	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3100	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.3000	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.2500	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.2389	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.2300	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.2200	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.2140	QC
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.1700	QC
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	2.0900	QC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(140 200)		QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(202 400)		QC
Deferred Share Units								
Boivin, Nicole Laura	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 888	2.0800	QC
Kobrynsky, Georges	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 888	2.0800	QC
Paradis, Dany	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 888	2.0800	QC
Richardson, Steven P.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 888	2.0800	QC
Sullivan, Andrew I. (Drew)	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 888	2.0800	QC
Sustainable Innovation & Health Dividend Fund								
Parts de fiducie								
Sustainable Innovation & Health Dividend Fund	1	O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	10.0086	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	10.1090	AB
		O	2021-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	6 600	10.0991	AB
		O	2021-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	10.1616	AB
		O	2021-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	10.1457	AB
Sustainable Power & Infrastructure Split Corp.								
Actions privilégiées								
Brompton Corp.	7	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 500)	10.4500	ON
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Parts Class A								
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	7.5900	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	7.5900	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.6000	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	7.6000	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.6600	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.6600	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.7000	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.7000	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.7000	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.7000	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.5500	ON
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	7.5500	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.5900	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.5900	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.5200	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.5200	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.6100	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.6100	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.6100	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.6100	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	400	7.5900	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	7.5900	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.5900	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	7.5900	ON
Tecsys Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hublou, Rani Marie	4	O	2020-09-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	34.2262USD	QC
TELUS International (Cda) Inc.								
<i>Options de vente hors bourse (et celles négociées privément) # of Sub-Voting Shares</i>								
Puritt, Jeffrey	4, 5	O	2021-02-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		BC
TeraGo Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
BREKKA, Richard James	4, 3							
Second Alpha TGO Partners, L.P.	PI	O	2021-07-05	C	46 - Contrepartie de services	2 167		ON
Buckner, Laurel	4	O	2021-07-05	D	46 - Contrepartie de services	1 939		ON
Campbell, Kenneth	4	O	2021-07-05	D	46 - Contrepartie de services	5 019		ON
Martin, Michael James	4	O	2021-07-05	D	46 - Contrepartie de services	1 939		ON
Pinnes, Martin	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-05	D	46 - Contrepartie de services	1 369		ON
Sherlock, Gary Neil	4	O	2021-07-05	D	46 - Contrepartie de services	2 282		ON
TerraVest Industries Inc. (formerly TerraVest Capital Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
TerraVest Industries Inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.8800	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(220 100)		AB
Tervita Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Billing, Grant Donald	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(75 000)		AB
Cooper, John William	4, 5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(7 550)		AB

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération			
Initié Porteur inscrit								
Kathy Bowden	PI	O	2021-07-02	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 183)		AB
LIRA	PI	O	2021-07-02	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 400)		AB
RSP	PI	O	2021-07-02	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 450)		AB
Pridham, Gordon E.	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(22 362)		AB
Riddell Rose, Susan	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 330)		AB
Dreamworks Investment Holdings Ltd.	PI	O	2021-07-02	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(40 812)		AB
Rudnitski, Rhonda Kimberly	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 407)		AB
Secure Energy Services Inc.	3	O	2021-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Solus Alternative Asset Management LP	3							
Certain funds and accounts managed by Solus Alternative Asset Management LP and/or subsidiaries thereof	PI	O	2021-06-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(10 000 000)	5.7000	AB
Thornton, Jay	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(50 000)		AB
<i>Droits Deferred Share Units (DSUs)</i>								
Billing, Grant Donald	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 937		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(127 682)		AB
Hagerman, Allen R.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 598		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(102 161)		AB
Kramer, Cameron Steven	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 026		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(70 439)		AB
Pridham, Gordon E.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 762		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(73 282)		AB
Ramsay, Douglas Robert	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 026		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(70 439)		AB
Riddell Rose, Susan	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 762		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(66 912)		AB
Solus Alternative Asset Management LP	3							
Certain funds and accounts managed by Solus Alternative Asset Management LP and/or subsidiaries thereof	PI	O	2021-06-30	C	56 - Attribution de droits de souscription	7 937		AB
Thornton, Jay	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 377		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(81 923)		AB
WALBRIDGE, KEVIN CHARLES	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 937		AB
		O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(83 228)		AB
<i>Droits Performance Share Units (PSUs)</i>								
Cooper, John William	4, 5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(391 067)		AB
Dawson, Robert	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(191 572)		AB
Dietsche, Linda	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(162 303)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Erickson, Michael Steven	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(51 996)		AB
Landfried, Darilyn Bree	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(55 331)		AB
Lisch, Vincent	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(46 378)		AB
Rudnitski, Rhonda Kimberly	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(51 696)		AB
Thompson, Paula	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(32 897)		AB
Watts, Shad Allan	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(51 696)		AB
<i>Options</i>								
Billing, Grant Donald	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(93 204)		AB
Cooper, John William	4, 5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 122 788)		AB
Dawson, Robert	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(550 197)		AB
Dietsche, Linda	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(228 637)		AB
Erickson, Michael Steven	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(112 871)		AB
Hagerman, Allen R.	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(65 339)		AB
Kramer, Cameron Steven	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(79 648)		AB
Landfried, Darilyn Bree	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(121 846)		AB
Lisch, Vincent	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(56 851)		AB
Pridham, Gordon E.	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(15 624)		AB
Ramsay, Douglas Robert	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(60 600)		AB
Riddell Rose, Susan	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(15 624)		AB
Rudnitski, Rhonda Kimberly	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(70 296)		AB
Thompson, Paula	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(28 035)		AB
Thornton, Jay	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(62 443)		AB
WALBRIDGE, KEVIN CHARLES	4	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(59 547)		AB
Watts, Shad Allan	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(135 162)		AB
<i>Rights Restricted Share Units (RSUs)</i>								
Cooper, John William	4, 5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(122 367)		AB
Dawson, Robert	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(59 967)		AB
Dietsche, Linda	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(52 067)		AB
Erickson, Michael Steven	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique	(16 267)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'achat, regroupement ou acquisition			
Landfried, Darilyn Bree	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(17 133)		AB
Lisch, Vincent	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(18 426)		AB
Rudnitski, Rhonda Kimberly	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(16 067)		AB
Thompson, Paula	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(20 866)		AB
Watts, Shad Allan	5	O	2021-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(16 067)		AB
TFI International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
TFI International Inc.	1	O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	86 141	109.4600	QC
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	54 880	110.5000	QC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	110.9900	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	86 141	110.8800	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	600	112.0000	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	45 900	111.5200	QC
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	14 700	111.9600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(292 862)		QC
The Bitcoin Fund								
<i>Parts Class A</i>								
The Bitcoin Fund	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	38.7800USD	ON
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	8 300	39.9700USD	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(5 300)	38.7800USD	ON
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	40.9000USD	ON
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(8 300)	39.9700USD	ON
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)	40.9000USD	ON
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	36.7000USD	ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	39.5500USD	ON
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	36.7000USD	ON
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	39.0400USD	ON
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)	39.5500USD	ON
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	39.0400USD	ON
The Descartes Systems Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Jones, Christopher	5	O	2021-06-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	68.5300USD	ON
The Ether Fund								
<i>Parts Class A</i>								
The Ether Fund	1	O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	27.7000USD	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	27.7000USD	ON
The Flowr Corporation (formerly The Needle Capital Corp.)								
<i>Parts Restricted Share Units</i>								
Cieslok, Jorg	4	O	2020-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 161	0.3100	ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 409	0.2200	ON
Duet, Donald Joseph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 161	0.3100	ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 409	0.2200	ON
Gasparro, Vincent	4	O	2020-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 161	0.3100	ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 409	0.2200	ON
Lee, Joanne Lai Ping	4	O	2020-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 161	0.3100	ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 409	0.2200	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération			
Initié								
Porteur inscrit								
Levesque, Maurice	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 161	0.3100	ON
		O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 409	0.2200	ON
The Westaim Corporation								
<i>Deferred Share Units</i>								
Cole, Stephen	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	17 463	2.6700	ON
Gildner, John William	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 654		ON
Mazzocco, Lisa Anne	4	O	2021-03-31	D	46 - Contrepartie de services	12 897	2.6800	ON
		M	2021-03-31	D	46 - Contrepartie de services	12 897	2.6800	ON
		O	2020-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	13 250	2.6700	ON
Walter, Bruce V.	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	12 782	2.6700	ON
Thérapeutique Knight Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goodman, Jonathan Ross	4, 6, 5	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	5.2400	QC
		O	2021-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	5.2400	QC
Knight Therapeutics Inc.	1	O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 045	5.2500	QC
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 345	5.2491	QC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	68 645	5.2466	QC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	18 745	5.2469	QC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	18 545	5.2500	QC
		O	2021-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	27 200	5.2500	QC
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	6 300	5.2487	QC
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	35 845	5.2495	QC
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	15 100	5.2437	QC
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	410 500	5.2500	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	66 345	5.2477	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(196 770)		QC
Sakhia, Samira	4, 5	O	2021-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	5.2400	QC
ThreeD Capital Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
ThreeD Capital Inc.	1	O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	0.7293	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.7300	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	19 500	0.7110	ON
Topaz Energy Corp.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Causgrove, Tanya	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 691		AB
Davidson, Jim	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 691	16.7200	AB
Gordon, John	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 794	16.7200	AB
Harris, Darlene Gay	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 794	16.7200	AB
Larke, Stephen Phillip	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 841	16.7200	AB
Robinson, Brian	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 691	16.7200	AB
Rose, Mike	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 691	16.7200	AB
Tahmazian, Rafi	4	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 691	16.7200	AB
<i>Parts Performance Share Units</i>								
Staples, Marty	5	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-01	D	97 - Autre	12 261	16.7200	AB
Stephenson, Cheree	5	O	2020-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2021-07-01	D	97 - Autre	9 270	16.7200	AB
Torex Gold Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Moore, Rosalie C.	4	O	2021-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Droits Restricted Share Units ("RSU's")</i>								
Giardini, Tony Serafino	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 383		ON
Hooper, Jennifer Jeene	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 383		ON
Kellerman, Jay C.	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 383		ON
Moore, Rosalie C.	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Toromont Industries Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Blake, Peter James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	188		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	13		ON
Cherniavsky, Benjamin David	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	177		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1		ON
Chisholm, Jeffrey Scott	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	123		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	76		ON
Cochrane, Jennifer	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	25		ON
Cranston, Cathryn Elizabeth	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	214		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	91		ON
Cuddy, Mike	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	39		ON
Gill, James Wendell	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	162		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	53		ON
Gregg, Miles Sean Ryan	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5		ON
Hill, Wayne S.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	188		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	49		ON
Hodgson, Sharon	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	169		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12		ON
Korbak, Lynn Margaret	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8		ON
Malinauskas, David Allan	7	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	31		ON
McMillan, Michael Stanley Howie	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8		ON
Medhurst, Scott	4, 5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	51		ON
Ogilvie, Robert M.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	362		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	196		ON
Rethy, Katherine Anne	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	142		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	81		ON
Roy, Richard G	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	203		ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18		ON
Total Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Halyk, Daniel Kim	4, 5							
Myrdan Investments Inc.	PI	O	2021-07-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 500	4.4500	AB
		O	2021-07-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.3500	AB
Touchstone Exploration Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baay, Paul Raymond	4, 5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 321	1.4900	AB
Budau, Christopher Scott	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 270	1.4900	AB
McKINNON, KENNETH RICHARD	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 453	1.4900	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Nicol, Peter William	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 453	1.4900	AB
Shipka, James	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 691	1.4900	AB
Smith, Beverley	4	O	2020-12-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 453	1.4900	AB
Smith, Stanley Thomas	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 453	1.4900	AB
Valentine, Thomas	5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 453	1.4900	AB
Vredenburg, Harrie	4	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 453	1.4900	AB
WRIGHT, JOHN DAVID	4, 5	O	2021-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 453	1.4900	AB
Tourmaline Oil Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Weiss, Janet	4	O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	28.3300USD	AB
TransAlta Corporation								
<i>DSU (Deferred Share Units)</i>								
Ambrose, Ronalee Hope	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	171	12.2100	AB
Dielwart, John Patrick	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	456	12.2100	AB
Fohrer, Alan John	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	419	12.2100	AB
Park, Beverlee Faye	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	344	12.2100	AB
Pinney, Bryan Daniel	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	220	12.2100	AB
SHARMAN, SANDY	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	62	12.2100	AB
Stack, Todd John	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	25	12.2100	AB
<i>PSU (Performance Share Units)</i>								
Cameron, Michelle Dawn	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	11	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	7	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6	12.2100	AB
Fedoretz, Jane Nyla	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	189	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	112	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	145	12.2100	AB
Gellner, Brett	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	364	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	215	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	203	12.2100	AB
JEFFERS, Scott Thomas	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	27	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	17	12.2100	AB
KADONAGA, Shasta Rae	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	27	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	16	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	45	12.2100	AB
Kousinioris, John Harry	4, 5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	326	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	280	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	263	12.2100	AB
NOVELLI, Michael Jon	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	122	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	150	12.2100	AB
O'Reilly, Kerry Lynn	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	217	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	129	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	146	12.2100	AB
Stack, Todd John	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	69	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	53	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	119	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	158	12.2100	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
van Melle, Blain Mitchell	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	32	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	12.2100	AB
Ward, Brent Vincent	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	30	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19	12.2100	AB
Willis, Aron John	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	109	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	64	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	12.2100	AB
WOODS, GARY	7	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	67	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	41	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	38	12.2100	AB
RSU (Restricted Share Units)								
Cameron, Michelle Dawn	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3	12.2100	AB
Fedoretz, Jane Nyla	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	86	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	27	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	66	12.2100	AB
Gellner, Brett	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	166	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	98	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	92	12.2100	AB
JEFFERS, Scott Thomas	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	14	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8	12.2100	AB
KADONAGA, Shasta Rae	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	14	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20	12.2100	AB
Kousinioris, John Harry	4, 5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	148	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	64	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	127	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	120	12.2100	AB
NOVELLI, Michael Jon	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	56	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	68	12.2100	AB
O'Reilly, Kerry Lynn	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	99	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	51	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	58	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	66	12.2100	AB
Stack, Todd John	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	35	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	28	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	55	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	71	12.2100	AB
van Melle, Blain Mitchell	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	16	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	28	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	54	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	274	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	143	12.2100	AB
Ward, Brent Vincent	5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	15	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10	12.2100	AB
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9	12.2100	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
TransAlta Renewables Inc.								
<i>DSU (Deferred Share Units)</i>								
Drinkwater, David William	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	119	20.8300	AB
Hagerman, Allen R.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	117	10.8300	AB
Hodges, Georganne Marie	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2	20.8300	AB
TAYLOR, PAUL H. E.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	135	20.8300	AB
WARD, Susan Mary	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1	20.8300	AB
Transat A.T. inc.								
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>								
Adamo, Joseph	7	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 388	6.2600	QC
Bussièrès, Bernard	7, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 388	6.2600	QC
Guérard, Annick	4, 7, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 225	6.2600	QC
Hennebelle, Christophe	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 207	6.2600	QC
Leclaire, Bruno	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 320	6.2600	QC
Lemay, Jean-François	7	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 225	6.2600	QC
Pétrin, Denis	7, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 388	6.2600	QC
<i>Options</i>								
Adamo, Joseph	7	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(4 821)	12.4900	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 821)	8.7300	QC
Bussièrès, Bernard	7, 5	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(5 877)	12.4900	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 414)	8.7300	QC
Guérard, Annick	4, 7, 5	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(6 110)	12.4900	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 575)	8.7300	QC
Hennebelle, Christophe	5	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 627)	8.7300	QC
Leclaire, Bruno	5	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 864)	8.7300	QC
Lemay, Jean-François	7	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(6 110)	12.4900	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 610)	8.7300	QC
Pétrin, Denis	7, 5	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(7 966)	12.4900	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(5 373)	8.7300	QC
<i>Unités d'actions liées à la performance (UAP)</i>								
Adamo, Joseph	7	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 388)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	97 - Autre	(1 587)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(8 926)	8.9700	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(9 929)	10.9400	QC
Barre, Michèle	7	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(7 937)	6.2600	QC
Bussièrès, Bernard	7, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 388)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	97 - Autre	(1 585)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(8 919)	8.9700	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(10 654)	10.9400	QC
Guérard, Annick	4, 7, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 225)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	97 - Autre	(2 541)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(14 298)	8.9700	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(31 490)	10.9400	QC
Hennebelle, Christophe	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 207)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	97 - Autre	(1 380)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(7 761)	8.9700	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(10 398)	10.9400	QC
Leclaire, Bruno	5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 320)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	97 - Autre	(1 509)	6.2600	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(8 487)		QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(10 398)	10.9400	QC
Lemay, Jean-François	7	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 225)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	97 - Autre	(2 541)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(14 298)		QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(17 441)	10.9400	QC
Pétrin, Denis	7, 5	O	2021-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 388)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	97 - Autre	(2 729)	6.2600	QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(15 352)		QC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(17 441)	10.9400	QC
Trevalli Mining Corporation								
<i>Deferred Share Units (DSUs)</i>								
Ball, Russell David	4	O	2021-07-02	D	46 - Contrepartie de services	88 542		BC
WILLIAMS, RICHARD	4	O	2021-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	88 542	0.2300	BC
Trican Well Service Ltd.								
<i>Performance Unit Awards (PSUs)</i>								
Matson, Scott Eric	5	O	2021-06-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2021-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 000		AB
Tricon Residential Inc. (formerly, Tricon Capital Group Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
MATUS, GEOFFREY	4, 6, 5, 3	O	2021-04-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(789)	13.0000	ON
		M	2021-05-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(789)	13.0000	ON
Trilogy International Partners Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Calvo, Juan Pablo	7	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	17 737	1.9700	BC
Horwitz, Brad	7	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 649	1.9700	BC
Mickels, Erik	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 284	1.9700	BC
Morris, Scott	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 501	1.9700	BC
<i>Droits (Deferred Share Units)</i>								
Horn, Alan Douglas	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 436	1.9700	BC
Kroloff, Mark	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 436	1.9700	BC
Mohamed, Nadir	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 436	1.9700	BC
Satchu, Reza Rustom	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 436	1.9700	BC
<i>Droits (Restricted Share Units)</i>								
Calvo, Juan Pablo	7	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 737)	1.9700	BC
Horwitz, Brad	7	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 649)	1.9700	BC
Mickels, Erik	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 203)	1.9700	BC
Morris, Scott	5	O	2021-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 203)	1.9700	BC
Trisura Group Ltd.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Gallagher, Paul Joseph	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	113	165.7900	ON
Hedges, Barton Walter	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	113	165.7900	ON
		O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	30	165.7900	ON
Morrison, Gregory Ernest Alexander	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	90	165.7900	ON
Myhal, George	4, 6	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	113	165.7900	ON
Taylor, Robert Edward	4, 7	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	90	165.7900	ON
Tucows Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Investmentaktiengesellschaft für langfristige Investoren TGV	3	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	78.9468USD	ON
Uni-Sélect inc.								
<i>Restricted Share Units (RSUs)</i>								
Dowling, Sally Anne	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Gaudet, Émilie	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Unités actions de Performance /Performance Share Unit</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Dowling, Sally Anne	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Gaudet, Emilie	5	O	2021-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Unités d'actions différées (UAD) / Deferred Share Unit Plan								
CORMIER, MICHELLE ANN	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 934	15.2360	QC
Gonthier, Stéphane	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 198	15.2360	QC
Kunica, Matthew B.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 056	15.2360	QC
Lenard, Chantel	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 056	15.2360	QC
Mifflin, Frederick James	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 418	15.2360	QC
Raymond, Pierre	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 231	15.2360	QC
Samuel, David G.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 605	15.2360	QC
Urbana Corporation								
Actions sans droit de vote Class A								
Urbana Corporation	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	700	3.1100	ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.1200	ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.1400	ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	3.1300	ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	3.2500	ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	3.2400	ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	3.3300	ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	3.3295	ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	3.3100	ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	3.3100	ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	3.3158	ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	3.3700	ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	3.3700	ON
		O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		ON
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		ON
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		ON
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		ON
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		ON
		O	2021-06-21	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		ON
		O	2021-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		ON
		O	2021-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		ON
		O	2021-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)		ON
		O	2021-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		ON
		O	2021-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		ON
		O	2021-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		ON
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		ON
Versus Systems Inc.								
Actions ordinaires								
Finstler, Craig	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	5 421	4.3200	BC
Peachey, Jon Alexander	5	O	2019-02-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	14 480	4.3200	BC
Pierce, Matthew	4, 5							
Sandoval Pierce Family Trust, Est.	PI	O	2021-06-30	I	51 - Exercice d'options	10 561	4.3200	BC
Vlasic, Paul	4	O	2021-06-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	5.1773USD	BC
		O	2021-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	5.2000USD	BC
		O	2021-06-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	5.1067USD	BC
		O	2021-06-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.1500USD	BC
Bons de souscription								
Pierce, Matthew	4, 5	O	2021-06-30	D	54 - Exercice de bons de souscription	(241 887)		BC
		O	2021-06-30	D	55 - Expiration de bons de souscription	(199 301)		BC
Options								
Finstler, Craig	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(5 421)		BC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(21 142)		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Peachey, Jon Alexander	5	O	2021-06-30	D	51 - Exercice d'options	(14 480)		BC
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(23 020)		BC
Pierce, Matthew	4, 5							
Sandoval Pierce Family Trust, Est.	PI	O	2021-06-30	I	51 - Exercice d'options	(10 561)		BC
		O	2021-06-30	I	38 - Rachat ou annulation	(47 689)		BC
Wallbridge Mining Company Limited								
<i>Droits DSU</i>								
Day, Shawn	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 509		ON
Farsangi, Parviz	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 366		ON
Giovenazzo, Danielle	4	O	2021-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 327		ON
Makuch, Anthony Paul	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 193		ON
Pesner, Michael	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 495		ON
Snow, Jeffery Alexander	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 267		ON
Soever, Alar	4, 5	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 217		ON
Wilkinson, Janet	4	O	2021-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 941		ON
Waste Connections, Inc. (formerly Progressive Waste Solutions Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Black, Matthew Stephen	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	15	113.4600USD	ON
Craft, Jason Jon	5	O	2021-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	49	113.4600USD	ON
Wesdome Gold Mines Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gill, Rajbir	5	O	2021-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 050	11.8000	ON
West Fraser Timber Co. Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pattison, James A.	3							
Great Pacific Financial Services Ltd.	PI	O	2020-08-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(275 000)	71.3767	BC
		M	2020-08-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(275 000)	71.3767	BC
<i>Deferred Share Unit</i>								
Carter, Reid Ewart	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	272		BC
Floren, John	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	244		BC
Kenning, Brian Graham	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	244		BC
KETCHAM, HENRY HOLMAN III	4, 5	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	244		BC
Lawson, Marian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	487		BC
McMorrow, Colleen	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	487		BC
Miller, Gerald	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	244		BC
Phillips, Robert L.	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	244		BC
Winckler, Gillian	4	O	2021-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	330		BC
Western Forest Products Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Western Forest Products Inc.	1	O	2021-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	2.2032	BC
		O	2021-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	2.0733	BC
		O	2021-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 178 208	2.0500	BC
		O	2021-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	2.0430	BC
		O	2021-06-07	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	1.9881	BC
		O	2021-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	1.9702	BC
		O	2021-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	1.9993	BC
		O	2021-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	2.0199	BC
		O	2021-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	2.0352	BC
		O	2021-06-14	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	2.0097	BC
		O	2021-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 462 500	1.9315	BC
		O	2021-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	2.0290	BC
		O	2021-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	268 332	1.9554	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Westport Fuel Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
FOLLETT, LANCE GARNER	5	O	2021-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	6.3500	BC
Whitecap Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Whitecap Resources Inc.	1	O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	500 200	6.1141	AB
		O	2021-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(500 200)	6.1141	AB
WildBrain Ltd. (formerly, DHX Media Ltd.)								
<i>Variable Voting Shares</i>								
Fine Capital Partners, L.P.	3							
Dekel Partners, LP	PI	O	2021-06-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	243 700	1.9712USD	NS
		O	2021-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	249 320	2.2045USD	NS
WPT Industrial Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Unit</i>								
Arkema, Milo Dwight	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 472		ON
Beausoleil, Lori-Ann	4	O	2021-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 061		ON
DiNunzio, Luigi Rosario	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 268		ON
Kavanagh, Sarah Baldwin	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 328		ON
Smith, Stuart H.B.	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 061		ON
Spackman, Pamela Jean	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 103		ON
Wolf, Robert Thomas	4	O	2021-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 318		ON
Xebec Adsorption Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Sananikone, Ouma	4							
Joint Account	PI	O	2021-06-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Seguin, Francis	4	O	2021-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Zenith Capital Corp.								
<i>Options</i>								
Cann, Aaron Bradley	5	O	2021-06-25	D	50 - Attribution d'options	15 600		AB
Hansen, Henrik Claus	5	O	2021-06-25	D	50 - Attribution d'options	44 300		AB
Lakhotia, Sanjay	5	O	2021-06-25	D	50 - Attribution d'options	105 600		AB
MCCAFFREY, DONALD J.	4	O	2021-06-25	D	50 - Attribution d'options	55 900		AB
<i>Parts Restricted Share Units</i>								
Cann, Aaron Bradley	5	O	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	288 247		AB
Hansen, Henrik Claus	5	O	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	135 148		AB
Lakhotia, Sanjay	5	O	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	285 580		AB
MCCAFFREY, DONALD J.	4	O	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	353 188		AB
McNeill, Kelly Bret	4	O	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	47 599		AB
Zuerblis, Kenneth	4	O	2021-06-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 004		AB

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

7.2.1 Consultation

Aucune information.

7.2.2 Publication

DÉCISION N° 2021-PDG-0029

Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* (le « Règlement »), conformément aux paragraphes 1°, 3°, 8°, 9.1°, 9.2.1°, 9.3°, 9.5°, 9.6°, 11°, 19°, 19.1°, 19.3°, 19.5°, 26°, 32°, 32.0.1° et 34° du premier alinéa de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »);

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LVM, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 14 mars 2019 [(2019) B.A.M.F., vol. 16, n° 10, section 7.2] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 29 avril 2021 [(2021) B.A.M.F., vol. 18, n° 17, section 7.2] du texte révisé du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 11 juin 2021.

Louis Morisset
Président-directeur général

DÉCISION N° 2021-PDG-0030***Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'Autorité entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la Loi;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la LVM, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 14 mars 2019 [(2019) B.A.M.F., vol. 16, n° 10, section 7.2] du projet d'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* (l'« instruction générale »);

Vu les modifications apportées au projet d'instruction générale à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 29 avril 2021 [(2021) B.A.M.F., vol. 18, n° 17, section 7.2] du texte révisé de l'instruction générale;

Vu la décision n° 2021-PDG-0029 en date du 11 juin 2021, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la Loi;

Vu l'article 298 de la LVM prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu le projet d'instruction générale présenté par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs de l'approuver et d'autoriser sa publication;

En conséquence :

L'Autorité établit l'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa publication au Bulletin.

L'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* prend effet le 13 juillet 2021.

Fait le 11 juin 2021.

Louis Morisset
Président-directeur général

Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignésⁱ

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en versions française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de l'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés*.

Avis de publication

Le règlement a été pris par l'Autorité le 11 juin 2021, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le **13 juillet 2021**.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 7 juillet 2021 et est reproduit ci-dessous. L'instruction générale prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Le 7 juillet 2021

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

4° s'abstenir de participer à une démarche menée par un tiers ayant pour objet de promouvoir sa propre candidature ou de défavoriser une autre candidature.

« §5. *Communications électorales*

16.1. Le candidat ne peut diffuser ou publier de message électoral qu'à compter de 16 h le 30^e jour qui précède la clôture du scrutin. La diffusion ou la publication de messages électoraux est interdite à compter de l'ouverture du scrutin.

16.2. En outre des éléments contenus dans le bulletin de présentation, le candidat peut diffuser ou publier d'autres messages électoraux. Le candidat s'assure que tout message qu'il diffuse ou publie :

1° promeut la mission de protection du public de l'Ordre;

2° est compatible avec l'honneur et la dignité de la profession et empreint de courtoisie et de respect à l'égard des autres candidats à l'élection, de la profession, de l'Ordre, des membres et du système professionnel dans son ensemble;

3° ne vise pas à induire les électeurs en erreur ni ne contient de renseignement faux ou inexact;

4° est exempt de toute information confidentielle obtenue dans le cadre de ses fonctions au sein de l'Ordre, que ce soit à titre d'administrateur, de membre d'un comité ou d'employé;

5° ne donne pas à penser qu'il provient de l'Ordre ni que ce dernier en a approuvé le contenu;

6° ne contient ni le logo ni le symbole graphique de l'Ordre.

16.3. L'Ordre peut diffuser ou publier un message électoral d'un candidat par l'entremise d'une de ses publications, de son site Internet ou de ses comptes d'utilisateur ouverts sur les médias sociaux. Ce message électoral doit être transmis au secrétaire de l'Ordre qui s'assure de sa conformité à l'article 16.2 avant sa publication. Le secrétaire peut exiger du candidat qu'il apporte des modifications à un message non conforme. Il refuse de diffuser ou de publier un message qui demeure non conforme malgré une demande de modification. Sa décision est définitive.

Dans le cadre de l'application du premier alinéa, l'Ordre assure un traitement égal à tous les candidats.

16.4. Le candidat qui utilise un média social pour diffuser un message électoral s'assure que ce message est transmis à partir de son compte d'utilisateur.

Le candidat s'abstient de diffuser des messages électoraux sur les comptes d'utilisateur de l'Ordre ouverts sur les médias sociaux.

16.5. Lorsque le secrétaire constate qu'un candidat n'a pas respecté une règle de communication électorale, il lui transmet un avertissement écrit.

Le secrétaire peut également recommander au candidat de rectifier ou de supprimer un message électoral ou de se rétracter publiquement dans le délai qu'il lui indique.

Lorsque le candidat n'applique pas cette recommandation, le secrétaire publie sur une plateforme de communication utilisée par l'Ordre un avis de non-conformité aux règles de communication électorale, lequel peut comprendre un blâme public si, de l'avis du secrétaire, la situation le justifie. ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

75123

A.M., 2021-07

Arrêté numéro V-1.1-2021-07 du ministre des Finances en date du 23 juin 2021

Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

VU que les paragraphes 1°, 3°, 8°, 9.1°, 9.2.1°, 9.3°, 9.5°, 9.6°, 11°, 19°, 19.1°, 19.3°, 19.5°, 26°, 32°, 32.0.1° et 34° de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la

Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique le règlement;

VU que, conformément à l'article 331.2 de cette loi, le projet de Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 16, n^o 10 du 14 mars 2019, avec avis qu'il pourra être approuvé par le ministre des Finances à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de cette publication;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés le 11 juin 2021, par la décision n^o 2021-PDG-0029;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 23 juin 2021

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT 25-102 SUR LES INDICES DE RÉFÉRENCE ET ADMINISTRATEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 9.2.1^o, 9.3^o, 9.5^o, 9.6^o, 11^o, 19^o, 19.1^o, 19.3^o, 19.5^o, 26^o, 32^o, 32.0.1^o et 34^o, et a. 331.2)

Remarque : L'encadré inséré dans le présent règlement après le paragraphe 6 de l'article 1 renvoie à des expressions définies dans la législation en valeurs mobilières. Cet encadré ne fait pas partie du présent règlement.

**CHAPITRE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION****Définitions et interprétation**

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« administrateur d'indice de référence désigné » : les personnes suivantes :

a) au Québec, un administrateur d'indice de référence qui est assujéti à la législation en valeurs mobilières par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

b) dans tout autre territoire, un administrateur d'indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement par décision de l'autorité en valeurs mobilières

« conseil d'administration » : dans le cas de la personne qui n'a pas de conseil d'administration, un groupe qui exerce pour elle des fonctions similaires;

« déclaration de la direction » : une déclaration de la direction de l'administrateur d'indice de référence désigné ou du contributeur d'indice de référence, selon le cas;

« données de transaction » : les données relatives à un prix, à un taux, à un indice ou à une valeur représentant des transactions conclues dans les conditions suivantes :

a) entre des personnes qui ne sont pas des entités du même groupe;

b) dans un marché actif soumis au jeu de l'offre et de la demande;

« données sous-jacentes » : les données relatives à toute mesure, notamment la valeur ou le prix, d'un ou de plusieurs actifs ou éléments qui sont fournies à l'administrateur d'indice de référence désigné ou qu'il obtient autrement afin d'établir un indice de référence désigné;

« indice de référence désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

« indice de référence essentiel désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement en tant qu'« indice de référence essentiel » par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

« indice de référence fondé sur des données réglementées désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement en tant qu'« indice de référence fondé sur des données réglementées » par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

« jugement d'expert » : l'appréciation discrétionnaire exercée par les personnes suivantes :

a) l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard de l'utilisation de données sous-jacentes dans l'établissement d'un indice de référence;

b) un contributeur d'indice de référence à l'égard de données sous-jacentes;

« membre de l'AIRD » : les personnes physiques suivantes :

a) un administrateur, un dirigeant ou un salarié de l'administrateur d'indice de référence désigné;

b) un mandataire de l'administrateur d'indice de référence désigné qui rend des services pour le compte de celui-ci;

« méthodologie » : tout document décrivant le moyen par lequel l'administrateur d'indice de référence désigné établit un indice de référence désigné;

« NCMC 3000 » : la Norme canadienne de missions de certification 3000, *Missions d'attestation autres que les audits ou examens d'informations financières historiques*, et ses modifications;

« NCMC 3001 » : la Norme canadienne de missions de certification 3001, *Missions d'appréciation directe*, et ses modifications;

« NCMC 3530 » : la Norme canadienne de missions de certification 3530, *Missions d'attestation visant la délivrance d'un rapport sur la conformité*, et ses modifications;

« NCMC 3531 » : la Norme canadienne de missions de certification 3531, *Missions d'appréciation directe visant la délivrance d'un rapport sur la conformité*, et ses modifications;

« Norme ISAE 3000 » : la Norme internationale de missions d'assurance (ISAE) 3000 (révisée), *Missions d'assurance autres que les audits ou examens limités d'informations financières historiques*, et ses modifications;

« obligations visées » : les obligations prévues aux dispositions suivantes :

a) les sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 32;

b) les sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 33;

c) les sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 36;

- d)* les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 37;
- e)* les sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 de l'article 38;

« personne physique contributrice » : une personne physique qui fournit des données sous-jacentes, à titre de salarié ou de mandataire, pour le compte d'un contributeur d'indice de référence;

« rapport d'assurance limitée sur la conformité » : l'un des rapports suivants :

a) le rapport d'assurance limitée d'un expert-comptable portant sur la déclaration de la direction selon laquelle une personne a respecté les obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3000 et à la NCMC 3530, ou à la Norme ISAE 3000;

b) le rapport d'assurance limitée d'un expert-comptable portant sur la conformité d'une personne aux obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3001 et à la NCMC 3531, ou à la Norme ISAE 3000;

« rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » : l'un des rapports suivants :

a) le rapport d'assurance raisonnable d'un expert-comptable portant sur la déclaration de la direction selon laquelle une personne a respecté les obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3000 et à la NCMC 3530, ou à la Norme ISAE 3000;

b) le rapport d'assurance raisonnable d'un expert-comptable portant sur la conformité d'une personne aux obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3001 et à la NCMC 3531, ou à la Norme ISAE 3000;

« responsable de l'indice de référence » : tout membre de l'AIRD qui participe à la fourniture d'un indice de référence désigné ou qui en surveille la fourniture;

« taux d'intérêt de référence désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement en tant que « taux d'intérêt de référence » par décision de l'autorité en valeurs mobilières.

2) Les expressions définies dans le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché (chapitre V-1.1, r. 5) et utilisées dans le présent règlement ont le sens qui leur est attribué dans ce règlement.

3) Pour l'application du présent règlement, les données sous-jacentes sont considérées comme fournies à l'administrateur d'indice de référence désigné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a)* elles ne sont pas raisonnablement accessibles aux personnes suivantes :
 - i)* cet administrateur ;
 - ii)* une autre personne, qui n'est pas le contributeur d'indice de référence, en vue de les fournir à cet administrateur;

b) elles sont transmises à cet administrateur ou à l'autre personne visée à la disposition *ii* du sous-paragraphe *a* afin d'établir un indice de référence.

4) Pour l'application du présent règlement, l'administrateur d'indice de référence désigné est considéré comme ayant fourni un indice de référence désigné dans les cas suivants :

a) il recueille, analyse, traite ou utilise autrement les données sous-jacentes en vue d'établir l'indice;

b) il établit l'indice par application de la méthodologie s'y rapportant;

c) il administre tout autre dispositif d'établissement de l'indice.

5) Sous réserve des paragraphes 6 à 8, l'Annexe A renferme les définitions de certaines expressions utilisées dans le présent règlement.

6) Le paragraphe 5 ne s'applique pas en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Saskatchewan.

Remarque : en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Saskatchewan, les expressions à l'Annexe A sont définies dans la législation en valeurs mobilières.

7) En Colombie-Britannique, les définitions des expressions *benchmark* et *benchmark contributor* prévues par le *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, c. 418) s'appliquent au présent règlement.

8) Au Québec, les définitions des expressions « indice de référence » et « administrateur d'indice de référence » prévues par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) s'appliquent au présent règlement.

9) Dans le présent règlement, une personne est une entité du même groupe qu'une autre personne dans les cas suivants:

a) l'une est la filiale de l'autre;

b) chacune est filiale de la même personne ou contrôlée par la même personne.

10) Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 9, une personne contrôle une autre personne dans les cas suivants :

a) à moins qu'elle ne détienne les titres qu'en garantie d'une obligation, elle a, directement ou indirectement, la propriété véritable de titres de cette autre personne, ou exerce, directement ou indirectement, une emprise sur de tels titres, lui assurant un nombre de votes suffisant pour élire la majorité des administrateurs de celle-ci;

b) dans le cas d'une société de personnes autre qu'une société en commandite, elle détient plus de 50% des parts sociales;

c) dans le cas d'une société en commandite, elle est le commandité;

d) dans le cas d'une fiducie, elle en est le fiduciaire.

CHAPITRE 2 TRANSMISSION D'INFORMATION

Information sur l'administrateur d'indice de référence désigné

2. 1) Dans le présent article, les expressions suivantes ont le sens qui leur est attribué à l'article 1.1 du Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables (chapitre V-1.1, r. 25) :

- a) « principes comptables »;
- b) « normes d'audit »;
- c) « PCGR américains »;
- d) « NAGR américaines du PCAOB ».

2) Dans le présent article, l'expression « société mère » s'entend de l'émetteur dont l'administrateur d'indice de référence désigné est une filiale.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné transmet à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières les éléments suivants :

a) l'information qui, selon une personne raisonnable, décrit son organisation, sa structure et sa méthode d'administration des indices de référence, notamment une description des politiques et des procédures qu'il a élaborées conformément au présent règlement, des conflits d'intérêts réels et potentiels, de toute personne visée à l'article 13 à qui il a imparti une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné, des responsables de l'indice de référence, du dirigeant visé à l'article 6 et des sources de ses produits des activités ordinaires;

b) les états financiers annuels de son dernier exercice qui contiennent les éléments suivants :

i) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie des périodes suivantes :

- A) son dernier exercice;
- B) l'exercice précédant son dernier exercice, le cas échéant;

ii) l'état de la situation financière à la fin de chacune des périodes comptables visées à la disposition *i*;

iii) les notes des états financiers annuels.

4) Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3, l'administrateur d'indice de référence désigné qui est une filiale d'une société mère peut plutôt transmettre les états financiers annuels consolidés du dernier exercice de la société mère qui contiennent les éléments suivants :

a) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie des périodes suivantes :

- i) son dernier exercice;
- ii) l'exercice précédant son dernier exercice, le cas échéant;

b) l'état de la situation financière à la fin de chacune des périodes comptables visées au sous-paragraphe a);

c) les notes des états financiers annuels.

5) Les états financiers annuels visés au sous-paragraphe b) du paragraphe 3 et au paragraphe 4 sont audités.

6) Les notes des états financiers annuels visés au sous-paragraphe b) du paragraphe 3 et au paragraphe 4 indiquent les principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers.

7) Les états financiers annuels visés au sous-paragraphe b) du paragraphe 3 et au paragraphe 4 remplissent les conditions suivantes :

a) ils sont établis conformément à l'un des ensembles de principes comptables suivants :

i) les PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public;

ii) les PCGR canadiens applicables aux entreprises à capital fermé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

A) les états financiers consolident les filiales et comptabilisent les entreprises détenues soumises à une influence notable et les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence;

B) l'administrateur d'indice de référence désigné ou la société mère, selon le cas, est une « entreprise privée » au sens du Manuel de l'ICCA;

- iii) les IFRS;
- iv) les PCGR américains;

b) ils sont audités conformément à l'un des ensembles de normes d'audit suivants :

- i) les NAGR canadiennes;
- ii) les Normes internationales d'audit;
- iii) les NAGR américaines du PCAOB;

- c)* ils sont accompagnés d'un rapport d'audit qui remplit les conditions suivantes :
- i)* si la disposition *i* ou *ii* du sous-paragraphe *b* s'applique, il exprime une opinion non modifiée;
 - ii)* si la disposition *iii* du sous-paragraphe *b* s'applique, il exprime une opinion sans réserve;
 - iii)* il indique les normes d'audit appliquées pour l'exécution de l'audit.
- 8) L'information visée au paragraphe 3 est établie conformément à l'Annexe 25-102A1 et pour les périodes qui y sont prévues, et transmise dans les délais suivants :
- a)* au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'administrateur d'indice de référence désigné;
 - b)* au plus tard 90 jours après la fin de chaque exercice de cet administrateur.
- 9) Lorsque l'information que l'administrateur d'indice de référence désigné a transmise conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 devient inexacte d'une façon qui, selon une personne raisonnable, est substantielle, il transmet rapidement une version modifiée du formulaire prévu à l'Annexe 25-102A1, dûment rempli et rectifié.

Information sur l'indice de référence désigné

3. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné transmet, pour chaque indice de référence désigné qu'il administre, les éléments suivants à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières :
- a)* l'information sur la fourniture et la diffusion de l'indice de référence désigné, notamment son modèle de diffusion, ses procédures et ses méthodologies;
 - b)* le code de conduite, le cas échéant, des contributeurs d'indice de référence.
- 2) L'information visée au paragraphe 1 est établie conformément à l'Annexe 25-102A2 et pour les périodes qui y sont prévues, et transmise dans les délais suivants :
- a)* au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'indice de référence désigné;
 - b)* au plus tard 90 jours après la fin de chaque exercice de l'administrateur d'indice de référence désigné.
- 3) Lorsque l'information que l'administrateur d'indice de référence désigné a transmise en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 à l'égard d'un indice de référence désigné qu'il administre devient inexacte d'une façon qui, selon une personne raisonnable, est substantielle, il transmet rapidement une version modifiée du formulaire prévu à l'Annexe 25-102A2, dûment rempli et rectifié.

Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification

4. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné qui est constitué ou établi en vertu des lois d'un territoire étranger accepte la compétence non exclusive des tribunaux juridictionnels et des corps administratifs du territoire intéressé et désigne un mandataire aux fins de signification au Canada dans tout territoire où cet administrateur est désigné.

2) L'acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification visé au paragraphe 1 est établi conformément à l'Annexe 25-102A3 et transmis au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'administrateur d'indice de référence désigné.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné, ou l'administrateur d'indice de référence visé au paragraphe 4, transmet une version modifiée et à jour du formulaire prévu à l'Annexe 25-102A3 au moins 30 jours avant la date de prise d'effet de tout changement qui modifierait l'information qu'il contient.

4) Le paragraphe 3 s'applique à l'administrateur d'indice de référence jusqu'à la date tombant 6 ans après celle à laquelle il cesse d'être administrateur d'indice de référence désigné.

**CHAPITRE 3
GOUVERNANCE****Cadre de responsabilité**

5. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique un cadre de responsabilité comportant des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour remplir les fonctions suivantes :

a) assurer et prouver sa conformité aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;

b) à l'égard de chaque indice de référence désigné qu'il administre, assurer et prouver son respect de la méthodologie qui s'y applique;

2) Le cadre de responsabilité visé au paragraphe 1 précise la manière dont l'administrateur d'indice de référence désigné respecte les éléments suivants :

a) le chapitre 7;

b) le paragraphe 5 de l'article 2, le sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 18, les articles 32 et 36 ainsi que le paragraphe 7 de l'article 39 relativement aux examens et aux audits internes, ainsi qu'aux rapports d'assurance limitée sur la conformité et aux rapports d'assurance raisonnable sur la conformité établis par un expert-comptable;

c) les politiques et procédures visées à l'article 12.

Dirigeant responsable de la conformité

6. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné nomme un dirigeant chargé de surveiller et d'évaluer la conformité de la conduite de l'administrateur et des membres de l'AIRD aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné ne peut empêcher ou restreindre l'accès direct du dirigeant visé au paragraphe 1 à son conseil d'administration ou à un de ses administrateurs.

3) Le dirigeant visé au paragraphe 1 a les obligations suivantes :

a) surveiller et évaluer la conformité de l'administrateur d'indice de référence désigné et des membres de l'AIRD au cadre de responsabilité visé à l'article 5, au cadre de contrôle visé à l'article 8 et aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;

b) au moins tous les 12 mois, faire rapport au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné sur les éléments suivants :

i) ses activités visées au sous-paragraphe *a*;

ii) la conformité de l'administrateur d'indice de référence désigné et des membres de l'AIRD au cadre de responsabilité visé à l'article 5, au cadre de contrôle visé à l'article 8 et aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;

iii) le fait que l'administrateur d'indice de référence désigné a suivi ou non la méthodologie applicable à chaque indice de référence désigné qu'il administre;

c) faire rapport dès que raisonnablement possible au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné sur toute situation indiquant que l'administrateur ou les membres de l'AIRD peuvent avoir commis un manquement aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence qui, s'il s'avère, présente l'une des caractéristiques suivantes selon une personne raisonnable :

i) il pose un risque significatif de perte financière pour un utilisateur d'indice de référence ou toute autre personne;

ii) il pose un risque de préjudice significatif à l'intégrité des marchés des capitaux;

iii) il s'agit d'un manquement récurrent.

4) Le dirigeant visé au paragraphe 1 ne participe pas aux activités suivantes :

a) la fourniture d'un indice de référence désigné;

b) l'établissement de la rémunération des membres de l'AIRD, sauf ceux relevant directement de lui.

- 5) Le dirigeant visé au paragraphe 1 atteste que le rapport transmis en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 est exact et complet.
- 6) L'administrateur d'indice de référence désigné ne verse pas au dirigeant visé au paragraphe 1, ni à aucun membre de l'AIRD relevant directement de ce dernier, de paiement ni d'incitatif financier qui donnerait lieu à un conflit d'intérêts.
- 7) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité au paragraphe 6.
- 8) L'administrateur d'indice de référence désigné transmet à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières le rapport visé au sous-paragraphe *b* ou *c* du paragraphe 3 rapidement après sa transmission au conseil d'administration.

Comité de surveillance

7. 1) Dans le présent article, on entend par « comité de surveillance » le comité visé au paragraphe 2.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit et maintient un comité chargé de surveiller la fourniture des indices de référence désignés.
- 3) Le comité de surveillance ne compte aucune personne physique faisant partie du conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné.
- 4) Le comité de surveillance remet une copie de ses recommandations en matière de surveillance des indices de référence au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné.
- 5) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures concernant la structure et le mandat du comité de surveillance.
- 6) Le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné nomme les membres du comité de surveillance.
- 7) L'administrateur d'indice de référence désigné ne diffuse de l'information sur un indice de référence désigné que si son conseil d'administration a approuvé les éléments suivants :
 - a) les politiques et les procédures visées au paragraphe 5;
 - b) les procédures visées au sous-paragraphe *d* du paragraphe 8.
- 8) Le comité de surveillance a les obligations suivantes à l'égard de chaque indice de référence désigné que l'administrateur d'indice de référence désigné administre :
 - a) examiner sa méthodologie au moins tous les 12 mois et déterminer s'il y a lieu de la modifier;
 - b) surveiller toute modification de sa méthodologie, en demandant notamment à l'administrateur d'indice de référence désigné de consulter les contributeurs d'indice de référence ou les utilisateurs d'indice de référence sur toute modification significative apportée;

- c) surveiller sa gestion et son exploitation, y compris le cadre de contrôle visé à l'article 8;
 - d) examiner et approuver les procédures visant sa cessation, dont celles régissant les consultations à cet égard;
 - e) surveiller toute personne visée à l'article 13 à laquelle l'administrateur d'indice de référence désigné a imparti une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture de l'indice de référence désigné, y compris les agents de calcul et de diffusion;
 - f) évaluer tout rapport d'examen ou d'audit internes, ou tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité établi par un expert-comptable;
 - g) surveiller la mise en œuvre de toute mesure corrective découlant d'un examen ou d'un audit internes, ou de tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité établi par un expert-comptable;
 - h) dresser un procès-verbal de ses réunions;
 - i) si l'indice repose sur les données sous-jacentes d'un contributeur d'indice de référence, procéder comme suit :
 - i) surveiller l'établissement, la mise en œuvre, le maintien et la consignation du code de conduite visé à l'article 23 par l'administrateur d'indice de référence désigné;
 - ii) faire un suivi des éléments suivants:
 - A) les données sous-jacentes;
 - B) la fourniture de données sous-jacentes par le contributeur d'indice de référence;
 - C) les mesures de contestation ou de validation prises par l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard de cette fourniture;
 - iii) prendre des mesures raisonnables concernant tout manquement au code de conduite visé à l'article 23 qui, selon une personne raisonnable, est significatif, afin d'en atténuer les répercussions et d'empêcher toute récidive;
 - iv) aviser rapidement le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné de tout manquement au code de conduite visé à l'article 23 qui, selon une personne raisonnable, est significatif.
- 9) Le comité de surveillance qui apprend que le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné a agi ou entend agir contrairement à des recommandations qu'il a formulées ou à des décisions qu'il a prises consigne ce fait au procès-verbal de sa prochaine réunion.

10) Le comité de surveillance qui prend connaissance des faits suivants en informe rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières :

a) tout manquement commis par l'administrateur d'indice de référence désigné relativement à la fourniture d'un indice de référence désigné, et qui, selon une personne raisonnable, est significatif;

b) tout manquement commis par un contributeur d'indice de référence à l'égard d'un indice de référence désigné reposant sur des données sous-jacentes qu'il a fournies, et qui, selon une personne raisonnable, est significatif;

c) les données sous-jacentes qui présentent les caractéristiques suivantes :

i) selon une personne raisonnable, elles sont anormales ou suspectes;

ii) elles servent à établir l'indice de référence ou proviennent d'un contributeur d'indice de référence.

11) Le comité de surveillance, et chacun de ses membres, exercent avec intégrité les activités et fonctions qui leur incombent en vertu du présent règlement.

12) Tout membre du comité de surveillance déclare par écrit à ce dernier la nature et l'étendue de toute situation de conflit d'intérêts dans laquelle il se trouve à l'égard de l'indice de référence désigné ou de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Cadre de contrôle

8. 1) Dans le présent article, l'expression « cadre de contrôle » s'entend des politiques, des procédures et des contrôles visés aux paragraphes 2 à 4.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour assurer la fourniture de l'indice de référence désigné conformément au présent règlement.

3) Sans que soit limitée la généralité du paragraphe 2, l'administrateur d'indice de référence désigné veille à que son cadre de contrôle renferme des contrôles liés aux éléments suivants :

a) la gestion du risque opérationnel, notamment tout risque de perte financière, de perturbation ou d'atteinte à sa réputation qui découle d'une défaillance de ses systèmes de technologie de l'information;

b) ses plans de continuité des activités et de reprise après sinistre;

c) les procédures d'urgence en cas de perturbation de la fourniture ou du processus d'établissement de l'indice de référence désigné.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour remplir les fonctions suivantes :

a) assurer que les contributeurs d'indice de référence respectent le code de conduite visé à l'article 23 ainsi que les normes applicables aux données sous-jacentes selon la méthodologie de l'indice de référence désigné;

b) effectuer un suivi des données sous-jacentes avant toute publication relative à l'indice de référence désigné;

c) valider les données sous-jacentes après la publication afin de relever les erreurs et anomalies.

5) L'administrateur d'indice de référence désigné avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de tout incident de sécurité ou de tout problème de système touchant un indice de référence désigné qu'il administre et qui, selon une personne raisonnable, est significatif.

6) L'administrateur d'indice de référence désigné révisé et actualise son cadre de contrôle à une fréquence raisonnable et au moins tous les 12 mois.

7) L'administrateur d'indice de référence désigné fournit gratuitement son cadre de contrôle à tout utilisateur d'indice de référence qui en fait la demande.

Obligations en matière de gouvernance

9. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit et consigne sa structure organisationnelle.

2) La structure organisationnelle visée au paragraphe 1 établit des rôles et des responsabilités bien définis pour chaque personne participant à la fourniture d'un indice de référence désigné administré par l'administrateur d'indice de référence désigné.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer que chacun de ses responsables de l'indice de référence remplit les conditions suivantes :

a) il possède les compétences, les connaissances, l'expérience, la fiabilité et l'intégrité nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions;

b) il est soumis à une gestion et à une supervision adéquates.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce qu'un de ses dirigeants approuve toute information qu'il publie relativement à un indice de référence désigné.

Conflits d'intérêts

10. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour remplir les fonctions suivantes :

a) détecter et éliminer ou gérer les conflits d'intérêts qui le concernent ou concernent ses dirigeants, contributeurs d'indice de référence, utilisateurs d'indice de référence et membres de l'AIRD, ainsi que les entités du même groupe que lui;

b) assurer l'indépendance et l'honnêteté de tout jugement d'expert exercé par lui ou les membres de l'AIRD;

c) protéger l'intégrité et l'indépendance de la fourniture des indices de référence désignés;

d) veiller à ce que le dirigeant visé à l'article 6, ou tout membre de l'AIRD relevant directement de ce dernier, ne reçoive pas de rémunération ni d'incitatif financier donnant lieu à un conflit d'intérêts ou nuisant autrement à l'intégrité de l'établissement des indices de référence;

e) veiller à ce que ses responsables de l'indice de référence ne soient soumis à aucune influence ou pression indues ni à aucun conflit d'intérêts, et notamment s'assurer que les circonstances suivantes s'appliquent :

i) ils ne font l'objet d'aucune évaluation de la rémunération ou du rendement donnant lieu à des conflits d'intérêts ou nuisant autrement à l'intégrité de l'établissement des indices de référence;

ii) ils n'ont aucun intérêt financier ni aucune relation, notamment d'affaires, nuisant à son intégrité;

iii) ils ne contribuent pas à l'établissement d'un indice de référence désigné en prenant part à des offres d'achat ou de vente, ou à des opérations, que ce soit à titre personnel ou pour le compte de participants au marché, sauf si ses politiques et procédures les y autorisent;

iv) ils sont soumis à des politiques et à des procédures visant à empêcher l'échange d'information avec les personnes suivantes qui peut influencer sur un indice de référence désigné, sauf dans la mesure permise par les politiques et procédures de l'administrateur :

A) tout autre membre de l'AIRD se livrant à une activité qui donne lieu à un conflit d'intérêts réel ou potentiel;

B) un contributeur d'indice de référence ou toute autre personne.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour opérer une séparation organisationnelle entre ses activités relatives à l'indice de référence désigné qu'il administre, et ses responsables de l'indice de référence, d'une part, et toutes ses autres activités, d'autre part, s'il prend connaissance d'un conflit d'intérêts réel ou potentiel concernant ses activités relatives à tout indice de référence désigné.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné publie rapidement une description de tout conflit d'intérêts réel ou potentiel à l'égard d'un indice de référence désigné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) selon une personne raisonnable, le risque de préjudice qui en résulte pour quiconque est significatif;

b) après en avoir pris connaissance, notamment lorsque ce conflit découle de sa propriété ou de son contrôle.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce que les politiques et les procédures visées au paragraphe 1 remplissent les conditions suivantes :

a) elles tiennent compte de la nature et des catégories des indices de référence désignés qu'il administre ainsi que des risques que chacun pose aux marchés des capitaux et aux utilisateurs d'indice de référence;

b) elles protègent la confidentialité de l'information qui lui est fournie ou qu'il produit, sous réserve des obligations d'information prévues au chapitre 5;

c) elles permettent de détecter et d'éliminer ou de gérer les conflits d'intérêts, notamment ceux découlant des éléments suivants :

i) tout jugement d'un expert ou toute autre appréciation discrétionnaire exercés lors du processus d'établissement d'un indice de référence;

ii) l'emprise exercée sur l'administrateur d'indice de référence désigné ou toute entité du même groupe que lui;

iii) le contrôle exercé par toute autre personne sur l'administrateur d'indice de référence désigné relativement à l'établissement de l'indice de référence désigné.

5) L'administrateur d'indice de référence désigné avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de tout manquement de sa part à l'application ou au respect d'une politique ou d'une procédure visée au paragraphe 4 qui, selon une personne raisonnable, est significatif.

Signalement des infractions

11. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des systèmes et des contrôles raisonnablement conçus pour détecter, et signaler rapidement à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières, toute conduite d'un membre de l'AIRD ou d'un contributeur d'indice de référence qui est susceptible d'impliquer les actes suivants :

a) une manipulation ou tentative de manipulation d'un indice de référence désigné;

b) une fourniture ou tentative de fourniture d'information fausse ou trompeuse à l'égard d'un indice de référence désigné.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures de signalement, par les membres de l'AIRD, de toute infraction aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence au dirigeant visé à l'article 6.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de toute conduite dont lui, ou l'un des membres de l'AIRD, prend connaissance et qui est susceptible d'impliquer les actes suivants :

a) une manipulation ou tentative de manipulation d'un indice de référence désigné;

b) une fourniture ou tentative de fourniture d'information fausse ou trompeuse à l'égard d'un indice de référence désigné.

Procédures de traitement des plaintes

12. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient, applique et publie des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour qu'il reçoive, examine et résolve les plaintes relatives aux indices de référence désignés, notamment celles se rapportant aux éléments suivants :

a) la représentativité exacte et fiable de l'indice de référence désigné par rapport au segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) l'application de la méthodologie de l'indice de référence désigné lors de l'établissement de celui-ci;

c) la méthodologie de l'indice de référence désigné ou toute modification qu'il est projeté d'y apporter.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné a les obligations suivantes :

a) fournir gratuitement un exemplaire écrit des procédures de traitement des plaintes à toute personne qui en fait la demande;

b) examiner toute plainte en temps opportun et de manière équitable;

c) communiquer le résultat de l'examen au plaignant dans un délai raisonnable;

d) mener l'examen indépendamment des personnes ayant pu être concernées par la plainte.

Impartition

13. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné ne peut impartir une fonction, un service ou une activité se rapportant à l'administration d'un indice de référence désigné d'une façon qui nuirait considérablement aux éléments suivants :

a) son contrôle sur la fourniture de l'indice de référence désigné;

b) sa capacité à respecter les dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné qui impartit une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer les éléments suivants :

a) la personne exerçant la fonction ou l'activité, ou fournissant le service, possède la capacité et l'autorisation légale de l'exercer ou de le fournir d'une manière fiable et efficace;

b) l'administrateur d'indice de référence désigné tient des dossiers sur l'identité et les tâches de la personne exerçant la fonction ou l'activité, ou fournissant le service, et ces dossiers sont disponibles d'une manière permettant leur transmission dans un délai raisonnable à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières;

c) l'administrateur d'indice de référence désigné et la personne à qui la fonction, le service ou l'activité est impartie concluent une convention écrite qui remplit les conditions suivantes :

i) elle impose des obligations en matière de niveau de service à cette personne;

ii) elle prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné peut y mettre fin lorsqu'il le juge approprié;

iii) elle exige que la personne communique à l'administrateur d'indice de référence désigné tout fait nouveau susceptible d'avoir une incidence significative sur sa capacité d'exercer la fonction ou l'activité, ou de fournir le service, conformément au droit applicable;

iv) elle exige que la personne coopère avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières à l'égard des examens de conformité ou des enquêtes concernant la fonction, le service ou l'activité;

v) elle permet à l'administrateur d'indice de référence désigné d'accéder directement aux éléments suivants :

i) les dossiers relatifs à la fonction, au service ou à l'activité;

ii) les locaux professionnels de la personne;

vi) elle exige que la personne tienne les dossiers suffisants pour consigner ses activités se rapportant à l'indice de référence désigné et en fournisse des copies à l'administrateur d'indice de référence désigné sur demande;

d) si l'administrateur d'indice de référence désigné prend connaissance d'une situation indiquant que la personne à qui une fonction, un service ou une activité est impartie pourrait ne pas exercer la fonction ou l'activité, ni fournir le service, conformément au présent règlement ou à la convention visée au sous-paragraphe *c*, il met en œuvre des mesures raisonnables à cet égard;

e) l'administrateur d'indice de référence désigné supervise de manière raisonnable l'exécution de la fonction, du service ou de l'activité et gère tout risque que l'impartition fait peser sur lui ou sur l'exactitude ou la fiabilité de l'indice de référence désigné;

f) l'administrateur d'indice de référence désigné conserve les compétences qui, selon une personne raisonnable, seraient nécessaires à la supervision raisonnable de l'exécution de la fonction, du service ou de l'activité, ainsi qu'à la gestion des risques que l'impartition fait peser sur lui ou sur l'exactitude ou la fiabilité de l'indice de référence désigné;

g) l'administrateur d'indice de référence désigné prend des mesures, y compris l'élaboration de plans d'urgence, qui, selon une personne raisonnable, seraient nécessaires pour éviter ou atténuer le risque opérationnel lié à l'exercice de la fonction ou de l'activité, ou à la fourniture du service, par la personne.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné qui impartit une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné veille à ce que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières ait raisonnablement accès aux éléments suivants :

a) les dossiers applicables de la personne exerçant la fonction ou l'activité, ou fournissant le service;

b) les locaux professionnels applicables de cette personne.

CHAPITRE 4 DONNÉES SOUS-JACENTES ET MÉTHODOLOGIE

Données sous-jacentes

14. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer que toutes les conditions suivantes sont remplies à l'égard des données sous-jacentes utilisées dans la fourniture de l'indice de référence désigné :

a) les données sous-jacentes, dans l'ensemble, sont suffisantes pour fournir un indice de référence désigné représentant de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) les données sous-jacentes demeurent disponibles selon des modalités fiables;

c) si des données de transaction appropriées sont disponibles pour remplir les conditions prévues aux sous-paragraphes *a* et *b*, ces données constituent les données sous-jacentes;

d) si des données de transaction appropriées ne sont pas disponibles pour remplir les conditions prévues aux sous-paragraphes *a* et *b*, l'administrateur d'indice de référence désigné utilise, conformément à la méthodologie de l'indice de référence désigné, des prix estimatifs, des cotations ou d'autres valeurs appropriés et pertinents comme données sous-jacentes;

e) l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité des données sous-jacentes sont vérifiables.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles qui sont raisonnablement conçus pour assurer que les données sous-jacentes à un indice de référence désigné sont exactes, fiables et exhaustives, et qui comprennent les critères et processus suivants :

a) des critères permettant de déterminer qui peut agir à titre de contributeur d'indice de référence et de personne physique contributrice;

b) un processus permettant de déterminer les contributeurs d'indice de référence et les personnes physiques contributrices;

c) un processus d'évaluation de la conformité des contributeurs d'indice de référence au code de conduite visé à l'article 23;

d) une procédure d'imposition des mesures qui, selon une personne raisonnable, seraient appropriées en cas de manquement d'un contributeur d'indice de référence au code de conduite visé à l'article 23;

e) s'il y a lieu, la marche à suivre pour arrêter la fourniture de données sous-jacentes par un contributeur d'indice de référence;

f) un processus de vérification de l'exactitude, de la fiabilité et de l'exhaustivité des données sous-jacentes.

3) Lorsque, selon une personne raisonnable, les données sous-jacentes font qu'un indice de référence désigné ne représente pas de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter, l'administrateur d'indice de référence désigné prend l'une des mesures suivantes à l'égard de l'indice :

a) dans un délai raisonnable, il modifie ses données sous-jacentes, ses contributeurs d'indice de référence ou sa méthodologie afin qu'il représente ce segment de manière exacte et fiable;

b) il cesse de le fournir.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné qui est tenu de prendre une mesure prévue au sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 3 en avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit.

5) L'administrateur d'indice de référence désigné publie les éléments suivants :

a) les politiques et les procédures visées au paragraphe 1 ayant trait aux types de données sous-jacentes, à l'ordre de priorité d'utilisation de ces diverses données et à l'exercice du jugement d'expert lors de l'établissement d'un indice de référence désigné;

b) la méthodologie de l'indice de référence désigné.

Fourniture de données sous-jacentes

15. 1) Pour l'application du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 14 à l'égard d'un indice de référence désigné reposant sur des données sous-jacentes de contributeurs d'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné obtient, lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, des données sous-jacentes d'un échantillon représentatif de contributeurs d'indice de référence.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné n'utilise pas les données sous-jacentes d'un contributeur d'indice de référence lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) selon une personne raisonnable, ce contributeur a manqué au code de conduite visé à l'article 23;

b) selon une personne raisonnable, il s'agit d'un manquement significatif.

3) Dans les cas visés au paragraphe 2, lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, l'administrateur d'indice de référence désigné obtient d'autres données représentatives conformément aux politiques et aux procédures visées au paragraphe 3 de l'article 16.

4) Lorsque des données sous-jacentes sont fournies par une fonction de salle des marchés d'un contributeur d'indice de référence, ou d'une entité du même groupe que lui, exerçant des activités liées à ces données ou susceptibles de les toucher, l'administrateur d'indice de référence désigné prend les mesures suivantes :

a) il obtient d'autres sources raisonnablement disponibles des renseignements qui corroborent l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de ces données conformément à ses politiques et procédures;

b) il s'assure que ce contributeur a en place des procédures internes de vérification et de surveillance qu'une personne raisonnable jugerait adéquates.

5) Dans le présent article, l'expression « fonction de salle des marchés » s'entend d'un service, d'une division ou d'un autre groupe interne d'un contributeur d'indice de référence, ou de tout salarié ou mandataire de celui-ci, qui exerce une activité d'établissement des cours, de négociation, de vente, de commercialisation, de promotion publicitaire, de démarchage, de structuration ou de courtage pour le compte de ce contributeur.

Méthodologie

16. 1) Pour établir un indice de référence désigné, l'administrateur d'indice de référence désigné peut suivre une méthodologie lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la méthodologie suffit à fournir un indice de référence désigné qui représente de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) la méthodologie indique les modalités selon lesquelles un jugement d'expert peut être exercé dans l'établissement de l'indice et les cas dans lesquels il peut l'être;

c) l'exactitude et la fiabilité de la méthodologie, à l'égard des indices qu'elle a servi à établir, sont vérifiables, y compris, le cas échéant, par des contrôles a posteriori;

d) la méthodologie est raisonnablement conçue pour garantir l'établissement de l'indice dans toutes les circonstances raisonnables, sans compromettre l'exactitude et la fiabilité de la méthodologie;

e) il est possible de vérifier l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de l'établissement de l'indice selon la méthodologie.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné peut mettre en œuvre une méthodologie à l'égard d'un indice de référence désigné lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

a) dans son élaboration, il est tenu compte de toutes les caractéristiques applicables du segment du marché ou de l'économie que l'indice est censé représenter;

b) s'il y a lieu, elle détermine ce qui constitue un marché actif aux fins de l'indice;

c) elle fixe l'ordre de priorité à accorder aux divers types de données sous-jacentes.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient, applique et publie des politiques et des procédures qui réunissent les conditions suivantes :

a) elles précisent les circonstances dans lesquelles la quantité ou la qualité des données sous-jacentes ne respecte pas les normes permettant à la méthodologie d'établir un indice de référence désigné représentant de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) elles indiquent si l'indice de référence désigné doit être établi ou non dans ces circonstances et, le cas échéant, précisent la méthode employée.

Projets de modification significative de la méthodologie

17. 1) Dans le présent article, on entend par « modification significative » une modification qu'une personne raisonnable jugerait significative.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné peut mettre en œuvre une modification significative de la méthodologie d'établissement d'un indice de référence désigné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) il a publié un avis sur le projet de modification de la méthodologie;

b) il a offert aux utilisateurs d'indice de référence et aux autres membres du public la possibilité de commenter le projet de même que son effet sur l'indice de référence désigné;

- c)* il a publié les renseignements suivants :
- i)* les commentaires reçus, sauf si l'intervenant demande qu'ils demeurent confidentiels;
 - ii)* le nom de tous les intervenants, sauf ceux ayant demandé sa confidentialité;
 - iii)* sa réponse aux commentaires publiés;
- d)* il a publié un avis sur la mise en œuvre de toute modification significative de la méthodologie.
- 3) Pour l'application du paragraphe 2, les conditions suivantes s'appliquent :
- a)* l'avis visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 doit être publié à une date allouant aux utilisateurs d'indice de référence et aux autres membres du public un délai raisonnable pour examiner et commenter le projet de modification;
 - b)* la publication des commentaires conformément au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 peut permettre la non-publication d'une partie d'un commentaire écrit lorsque les conditions suivantes sont réunies :
 - i)* l'administrateur d'indice de référence estime que sa communication porterait un préjudice grave à ses intérêts ou violerait la législation sur la protection de la vie privée;
 - ii)* l'administrateur d'indice de référence désigné inclut dans les documents publiés une description de la nature du commentaire;
 - c)* l'avis visé au sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 doit être publié suffisamment de temps avant la date de prise d'effet de la modification significative pour que les utilisateurs d'indice de référence et les autres membres du public disposent d'un délai raisonnable afin d'examiner sa mise en œuvre.

CHAPITRE 5 INFORMATION À FOURNIR

Information à publier sur la méthodologie

- 18.** 1) L'administrateur d'indice de référence désigné publie, à l'égard de la méthodologie d'un indice de référence désigné, les éléments suivants :
- a)* l'information suivante :
 - i)* les renseignements qui pourraient être nécessaires à un contributeur d'indice de référence raisonnable pour s'acquitter de ses responsabilités en cette qualité;

ii) les renseignements qui pourraient être nécessaires à un utilisateur d'indice de référence raisonnable pour évaluer si l'indice représente de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) une explication de tous les éléments de la méthodologie, notamment les suivants :

i) une description de l'indice et du segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

ii) la monnaie ou toute autre unité de mesure de l'indice;

iii) le critère employé par l'administrateur d'indice de référence désigné afin de sélectionner les sources de données sous-jacentes utilisées pour établir l'indice;

iv) les types de données sous-jacentes utilisées pour établir l'indice ainsi que l'ordre de priorité accordé à chacun;

v) une description des contributeurs d'indice de référence et des critères employés pour établir leur admissibilité;

vi) une description des composantes de l'indice et des critères servant à leur sélection et à leur pondération;

vii) toute exigence minimale de liquidité applicable aux composantes de l'indice;

viii) toute exigence minimale applicable à la quantité des données sous-jacentes utilisées pour établir l'indice et toute norme minimale applicable à leur qualité;

ix) l'indication des modalités selon lesquelles un jugement d'expert peut être exercé dans l'établissement de l'indice et des cas dans lesquels il peut l'être;

x) le cas échéant, l'indication que l'indice tient compte ou non de tout réinvestissement de dividendes versés sur des titres inclus dans l'indice;

xi) si la méthodologie peut être modifiée périodiquement pour que l'indice de référence désigné continue de représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter, les critères suivants :

A) tout critère à utiliser pour établir la nécessité d'une telle modification;

B) tout critère à utiliser pour établir la fréquence d'une telle modification;

C) tout critère à utiliser dans le cadre d'une telle modification pour rééquilibrer les composantes de l'indice;

xii) les limites potentielles de la méthodologie et le détail de toute méthodologie à employer dans des circonstances exceptionnelles, notamment dans le cas d'un marché non liquide ou en période de tension, ou lorsque les données de transaction peuvent ne pas être exactes, fiables ou exhaustives;

xiii) la description du rôle de tous les tiers ayant participé à la collecte de données en vue de l'établissement de l'indice, à son calcul ou à sa diffusion;

xiv) le modèle ou la méthode utilisés pour l'extrapolation et toute interpolation de données sous-jacentes;

c) le processus d'examen interne et d'approbation de la méthodologie ainsi que la fréquence de ces examens et approbations;

d) le processus d'apport de modifications significatives à la méthodologie visé à l'article 17;

e) des exemples de types de modifications qui pourraient constituer une modification significative de la méthodologie.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné avise l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de tout projet de modification significative de la méthodologie d'un indice de référence désigné visé à l'article 17 au moins 45 jours avant sa mise en œuvre.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard d'un projet de modification significative de la méthodologie d'un indice de référence désigné visé à l'article 17 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le projet est censé être mis en œuvre dans les 45 jours suivant la prise de la décision d'apporter la modification;

b) le projet vise à préserver l'intégrité, l'exactitude ou la fiabilité de l'indice de référence désigné, ou l'indépendance de l'administrateur d'indice de référence désigné;

c) rapidement après avoir décidé d'apporter la modification significative, l'administrateur d'indice de référence désigné en avise par écrit l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

Déclaration relative à l'indice de référence

19. 1) Dans le présent article, on entend par « déclaration relative à l'indice de référence » la déclaration écrite comprenant les éléments suivants :

a) la description du segment du marché ou de l'économie que l'indice de référence désigné est censé représenter, dont les renseignements suivants :

i) la zone géographique, le cas échéant, de ce segment;

ii) toute autre information qu'une personne raisonnable jugerait utile afin d'aider les utilisateurs d'indice de référence existants ou potentiels à comprendre les caractéristiques pertinentes de ce segment, y compris les éléments suivants si de l'information exacte et fiable est disponible :

A) de l'information sur les participants existants ou potentiels à ce segment;

B) une indication de la valeur monétaire de ce segment;

b) une explication des circonstances dans lesquelles l'indice de référence désigné pourrait, selon une personne raisonnable, ne pas représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

c) l'information exposant les éléments suivants :

i) les éléments inclus dans la méthodologie de l'indice de référence désigné à l'égard desquels l'administrateur d'indice de référence désigné ou tout contributeur d'indice de référence pourrait exercer un jugement d'expert;

ii) les circonstances de l'exercice, par l'administrateur d'indice de référence désigné ou tout contributeur d'indice de référence, du jugement d'expert;

iii) le titre de poste des personnes physiques autorisées à exercer un jugement d'expert;

d) l'indication que le jugement d'expert visé au sous-paragraphe c sera évalué ou non par l'administrateur d'indice de référence désigné ou le contributeur d'indice de référence et, le cas échéant, les paramètres qui seront utilisés;

e) un avis indiquant que des facteurs, notamment des facteurs externes indépendants de la volonté de l'administrateur d'indice de référence désigné, pourraient nécessiter la modification ou la cessation de l'indice de référence désigné;

f) un avis indiquant que la modification ou la cessation de l'indice de référence désigné pourrait avoir une incidence sur les contrats et instruments ou la mesure de la performance des fonds d'investissement pour lesquels l'indice de référence désigné sert de référence;

g) une explication de toutes les principales expressions employées dans la déclaration qui se rapportent à l'indice de référence désigné et à sa méthodologie;

h) les motifs du choix de la méthodologie pour l'établissement de l'indice de référence désigné;

i) les procédures d'examen et d'approbation de la méthodologie de l'indice de référence désigné;

j) un résumé de la méthodologie de l'indice de référence désigné qui comprend notamment les éléments suivants, s'ils s'appliquent :

i) une description des types de données sous-jacentes à utiliser;

ii) l'ordre de priorité à accorder aux divers types de données sous-jacentes;

iii) les données minimales nécessaires pour établir l'indice;

- iv) l'utilisation éventuelle de modèles ou de méthodes d'extrapolation des données sous-jacentes;
 - v) tout critère de rééquilibrage des composantes de l'indice;
 - vi) toute autre restriction ou limite applicable à l'exercice du jugement d'expert;
- k) les procédures régissant la fourniture de l'indice de référence désigné en périodes de tension sur le marché ou lorsque les données de transaction pourraient ne pas être exactes, fiables ou exhaustives, de même que les limites potentielles de l'indice de référence désigné durant ces périodes;
- l) les procédures de traitement des erreurs contenues dans les données sous-jacentes ou dans l'établissement de l'indice de référence désigné, notamment lorsqu'il est nécessaire de l'établir de nouveau;
- m) les limites potentielles de l'indice de référence désigné, notamment son fonctionnement dans des marchés non liquides ou fragmentés, ainsi que la concentration possible des données sous-jacentes.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné publie une déclaration relative à tout indice de référence désigné au plus tard 15 jours après la désignation de cet indice.
- 3) À l'égard de chaque indice de référence désigné qu'il administre, l'administrateur d'indice de référence désigné révisé la déclaration relative à l'indice de référence au moins tous les 2 ans.
- 4) S'il survient un changement qu'une personne raisonnable jugerait significatif concernant l'information à fournir en vertu du présent article dans la déclaration relative à l'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné met rapidement la déclaration à jour afin de refléter le changement.
- 5) En cas de mise à jour de la déclaration relative à l'indice de référence conformément au paragraphe 4, l'administrateur d'indice de référence désigné en publie rapidement la version à jour.

Modification et cessation d'un indice de référence désigné

20. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné ne cesse de fournir un indice de référence désigné que s'il donne avis de la cessation à une date allouant aux utilisateurs d'indice de référence et aux autres membres du public un délai raisonnable pour en évaluer l'incidence.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné publie, en même temps que la déclaration relative à l'indice de référence visée au paragraphe 2 de l'article 19, ses procédures en cas de cessation d'un indice de référence désigné qu'il administre, ou de modification significative de la méthodologie ou de la fourniture de cet indice, y compris en matière de préavis de mise en œuvre de la cessation ou de la modification.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné qui apporte une modification significative aux procédures visées au paragraphe 2 publie rapidement les procédures modifiées.

Personnes inscrites, émetteurs assujettis et entités reconnues

21. 1) Les personnes suivantes qui utilisent un indice de référence désigné dont la modification significative de la méthodologie ou de la fourniture, ou la cessation, pourrait avoir une incidence considérable sur elles, un titre qu'elles ont émis ou un dérivé auquel elles sont parties, établissent et maintiennent chacune un plan écrit indiquant les mesures qu'elles prendront dans les situations suivantes :

a) une modification significative de la méthodologie ou de la fourniture de l'indice;

b) la cessation de l'indice.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique qu'aux personnes suivantes :

a) les personnes inscrites;

b) les émetteurs assujettis;

c) les bourses reconnues;

d) les systèmes reconnus de cotation et de déclaration d'opérations;

e) les chambres de compensation reconnues au sens du Règlement 24-102 sur les obligations relatives aux chambres de compensation (chapitre V 1.1, r. 8.01).

3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'égard des titres émis ou des dérivés conclus avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

4) Lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, toute personne visée au paragraphe 1 prend les mesures suivantes :

a) elle précise, dans le plan visé au paragraphe 1, un ou plusieurs indices de référence qui pourraient adéquatement se substituer à l'indice de référence désigné;

b) elle indique les raisons pour lesquelles la substitution serait adéquate.

5) Lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, toute personne visée au paragraphe 1 se reporte au plan visé au paragraphe 1 dans tout titre qu'elle émet ou tout dérivé dont elle est partie et pour lequel l'indice de référence désigné sert de référence.

Publication et communication

22. L'administrateur d'indice de référence désigné qui est tenu en vertu du présent règlement de publier un document ou de l'information, ou de communiquer un document ou de l'information à un utilisateur d'indice de référence ou à un contributeur d'indice de référence, les rend publics sur son site Web de manière évidente et gratuitement.

CHAPITRE 6 CONTRIBUTEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE

Code de conduite des contributeurs d'indice de référence

23. 1) Dans le cas d'un indice de référence désigné établi au moyen de données sous-jacentes provenant d'un contributeur d'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique un code de conduite précisant les responsabilités des contributeurs d'indice de référence à l'égard de la fourniture de données sous-jacentes.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné prévoit, dans le code de conduite visé au paragraphe 1, les éléments suivants :

a) une description des données sous-jacentes à fournir et des exigences nécessaires pour assurer qu'elles sont fournies conformément aux articles 14 et 15;

b) la méthode par laquelle les contributeurs d'indice de référence confirment l'identité de chaque personne physique contributrice pouvant fournir des données sous-jacentes;

c) la méthode par laquelle l'administrateur d'indice de référence désigné confirme l'identité des contributeurs d'indice de référence et de toute personne physique contributrice;

d) les procédures que les contributeurs d'indice de référence utiliseront pour décider qui peut être autorisé à agir comme personne physique contributrice;

e) les procédures que les contributeurs d'indice de référence utiliseront pour s'assurer de fournir toutes les données sous-jacentes pertinentes;

f) une description des procédures, systèmes et contrôles que les contributeurs d'indice de référence établiront, consigneront, maintiendront et appliqueront, notamment les éléments suivants :

i) les procédures de fourniture des données sous-jacentes;

ii) l'exigence de préciser si les données sous-jacentes sont des données de transaction;

iii) la confirmation que les données sous-jacentes sont conformes aux exigences imposées par l'administrateur d'indice de référence désigné;

iv) les procédures relatives à l'exercice du jugement d'expert en vue de la fourniture des données sous-jacentes;

v) si l'administrateur d'indice de référence désigné exige que les données sous-jacentes soient validées avant de lui être fournies, cette exigence;

vi) l'exigence de tenir des dossiers relatifs à leurs activités de contributeur d'indice de référence;

vii) l'obligation pour tout contributeur d'indice de référence de signaler à l'administrateur d'indice de référence désigné toute situation dans laquelle une personne raisonnable jugerait qu'une personne physique contributrice, agissant au nom de ce contributeur ou d'un autre, a fourni des données sous-jacentes qui ne sont pas exactes, fiables ou exhaustives;

viii) l'exigence de détecter et d'éliminer ou de gérer les conflits d'intérêts réels et potentiels susceptibles de nuire à l'intégrité, à l'exactitude ou à la fiabilité de l'indice de référence désigné;

ix) la procédure de désignation, chez tout contributeur d'indice de référence, d'un dirigeant chargé de surveiller et d'évaluer la conformité de ce contributeur et de ses salariés au code de conduite et aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;

x) l'obligation de ne pas empêcher ni restreindre l'accès direct du dirigeant visé à la disposition *ix* ainsi que du chef de la conformité du contributeur d'indice de référence à son conseil d'administration;

3) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour vérifier, au moins tous les 12 mois et rapidement après toute modification du code de conduite visé au paragraphe 1, que chaque contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence désigné qu'il administre respecte ce code.

Obligations des contributeurs d'indice de référence en matière de gouvernance et de contrôle

24. 1) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence qui contribue à un indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour garantir les éléments suivants :

a) aucun conflit d'intérêts réel ou potentiel touchant le contributeur d'indice de référence ou ses salariés, dirigeants ou mandataires n'a eu d'incidence sur les données sous-jacentes qu'il a fournies, si, selon une personne raisonnable, ces données peuvent ne pas être exactes, fiables ou exhaustives

b) le contributeur d'indice de référence exerce tout jugement d'expert en vue de la fourniture des données sous-jacentes de façon indépendante, de bonne foi et conformément au code de conduite visé à l'article 23.

2) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence qui contribue à un indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour assurer l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de chaque fourniture de données sous-jacentes, notamment des politiques, des procédures et des contrôles régissant les éléments suivants :

a) la conformité de la fourniture au présent règlement et au code de conduite visé à l'article 23;

b) l'identité des personnes autorisées à fournir les données sous-jacentes ainsi que, le cas échéant, le processus d'approbation par une personne physique occupant un poste hiérarchiquement supérieur à celui de la personne physique contributrice;

c) la formation offerte aux personnes physiques contributrices relativement à la conformité au présent règlement;

d) la détection et l'élimination ou la gestion des conflits d'intérêts réels ou potentiels, notamment les mesures suivantes :

i) des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour opérer une séparation organisationnelle ou autre entre les personnes physiques contributrices et les salariés ou les mandataires ayant notamment pour responsabilités d'effectuer des transactions sur des contrats, des dérivés, des instruments ou des titres pour lesquels l'indice de référence désigné sert de référence;

ii) des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour empêcher les personnes physiques contributrices de recevoir une rémunération ou un incitatif financier donnant lieu à un conflit d'intérêts, notamment ceux nuisant à l'exactitude, à la fiabilité et à l'exhaustivité de chaque fourniture de données sous-jacentes.

3) Sauf au Québec, avant de fournir des données sous-jacentes relativement à un indice de référence désigné, le contributeur d'indice de référence prend les mesures suivantes :

a) il établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour établir des critères, y compris des restrictions ou des limites, applicables à l'exercice du jugement d'expert;

b) dans le cas où le jugement d'expert est exercé à l'égard de données sous-jacentes, il conserve les dossiers consignants les motifs de la décision de l'exercer, le raisonnement appliqué et les modalités de son exercice.

4) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un indice de référence désigné conserve, pendant 7 ans à compter de la date à laquelle le dossier a été créé ou reçu par l'administrateur d'indice de référence désigné, selon la date la plus tardive, les dossiers contenant les éléments suivants :

a) les communications, y compris les conversations téléphoniques, relatives à la fourniture des données sous-jacentes;

b) toute l'information utilisée ou prise en compte par le contributeur d'indice de référence pour effectuer une fourniture, notamment les détails sur les fournitures faites et le nom des personnes physiques contributrices;

c) les dossiers concernant le jugement d'expert visé au sous-paragraphe b du paragraphe 3;

d) tous les documents relatifs à la détection et à l'élimination ou la gestion des conflits d'intérêts réels et potentiels;

e) la description de la perte ou du gain financiers potentiels du contributeur d'indice de référence et de chaque personne physique contributrice relativement aux instruments financiers pour lesquels l'indice de référence désigné à l'égard duquel il agit à ce titre sert de référence;

f) tout examen interne ou externe mené par le contributeur d'indice de référence, notamment tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité prévu par le présent règlement.

5) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un indice de référence désigné a les obligations suivantes :

a) coopérer avec l'administrateur d'indice de référence désigné pour l'examen et la supervision de la fourniture de l'indice, notamment à l'égard de tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité prévu par le présent règlement;

b) mettre les dossiers visés au paragraphe 4 à la disposition des personnes suivantes :

i) l'administrateur d'indice de référence désigné;

ii) tout expert-comptable chargé d'établir un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité prévu par le présent règlement.

Dirigeant responsable de la conformité du contributeur d'indice de référence

25. 1) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un indice de référence désigné nomme un dirigeant chargé de surveiller et d'évaluer la conformité de la conduite du contributeur et de ses salariés au code de conduite visé à l'article 23 et au présent règlement, ainsi qu'aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence.

2) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence ne peut empêcher ou restreindre l'accès direct du dirigeant visé au paragraphe 1 et de son chef de la conformité à son conseil d'administration ou à un de ses administrateurs.

CHAPITRE 7

TENUE DE DOSSIERS

Dossiers

26. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné tient des dossiers nécessaires pour rendre compte de ses activités à ce titre, de ses transactions commerciales et de ses affaires financières se rapportant à ses indices de référence désignés.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné tient des dossiers contenant les renseignements suivants :

a) toutes les données sous-jacentes, y compris l'usage qui en est fait;

b) si des données sont rejetées comme données sous-jacentes pour un indice de référence désigné malgré leur conformité à sa méthodologie, les motifs du rejet;

- c) la méthodologie de chaque indice de référence désigné qu'il administre;
- d) tout jugement d'expert exercé par lui lors de l'établissement de l'indice de référence désigné, notamment les motifs du jugement;
- e) toute modification ou tout écart des politiques, des procédures, des contrôles ou des méthodologies;
- f) l'identité des personnes physiques contributrices et des responsables de l'indice de référence;
- g) l'ensemble des documents relatifs aux plaintes;
- h) les communications, y compris les conversations téléphoniques, entre les responsables de l'indice de référence et les contributeurs d'indice de référence ou les personnes physiques contributrices concernant l'indice de référence désigné qu'il administre.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné tient les dossiers visés au paragraphe 2 sous une forme permettant les actes suivants :

- a) la détermination de la manière dont l'indice de référence désigné a été établi;
- b) l'audit, l'examen ou l'évaluation des données sous-jacentes, tout calcul ou l'exercice de tout jugement d'expert, notamment à l'égard de tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné conserve les dossiers visés au présent article :

- a) pendant 7 ans à compter de la date à laquelle il les a créés ou reçus, selon la date la plus tardive;
- b) en lieu sûr et sous une forme durable;
- c) sous une forme permettant de les fournir rapidement à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières sur demande.

CHAPITRE 8 INDICES DE RÉFÉRENCE ESSENTIELS DÉSIGNÉS, TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS ET INDICES DE RÉFÉRENCE FONDÉS SUR DES DONNÉES RÉGLÉMENTÉES DÉSIGNÉS

SECTION 1 Indices de référence essentiels désignés

Administration de l'indice de référence essentiel désigné

27. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné qui décide de cesser de fournir un indice de référence essentiel désigné prend les mesures suivantes :

a) il avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières;

b) au plus tard 4 semaines suivant la transmission de l'avis, il présente à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières un plan expliquant la façon dont l'indice de référence essentiel désigné peut être transféré à un autre administrateur d'indice de référence désigné ou cesser d'être fourni.

2) Après la présentation du plan visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné continue de fournir l'indice de référence essentiel désigné jusqu'à ce qu'il ne s'agit plus d'un des événements suivants se produise :

a) la fourniture de l'indice de référence essentiel désigné a été transférée à un autre administrateur d'indice de référence désigné;

b) l'administrateur d'indice de référence désigné reçoit de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières un avis autorisant la cessation;

c) la désignation de l'indice de référence désigné a été révoquée ou modifiée du fait qu'il ne s'agit plus d'un indice de référence essentiel désigné;

d) il s'est écoulé 12 mois depuis la présentation du plan visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, à moins que, avant l'expiration de cette période, l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, n'ait transmis un avis écrit de sa prolongation.

Accès

28. L'administrateur d'indice de référence désigné prend des mesures raisonnables pour que les utilisateurs d'indice de référence existants et potentiels aient un accès direct équitable, raisonnable, transparent et non discriminatoire à tout indice de référence essentiel désigné qu'il administre.

Évaluation

29. L'administrateur d'indice de référence désigné présente à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières, au moins tous les 2 ans, une évaluation de la capacité de tout indice de référence essentiel désigné qu'il administre à représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter.

Contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné

30. 1) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné qui décide de cesser de fournir des données sous-jacentes en avise rapidement, par écrit, l'administrateur d'indice de référence désigné qui administre l'indice.

2) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence qui est tenu de donner avis en vertu du paragraphe 1 continue de fournir des données sous-jacentes jusqu'à la première des dates suivantes :

- a) la date visée à la disposition *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3;
 - b) la date tombant 6 mois après la réception de l'avis visé au paragraphe 1 par l'administrateur d'indice de référence désigné qui administre l'indice de référence essentiel désigné.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné qui reçoit l'avis visé au paragraphe 1 prend les mesures suivantes :
- a) il avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de la décision visée à ce paragraphe;
 - b) au plus tard 14 jours suivant la réception de l'avis, il accomplit les actes suivants :
 - i) il présente à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières une évaluation de l'incidence de la décision visée à ce paragraphe sur la capacité de l'indice de référence essentiel désigné à représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;
 - ii) il avise par écrit le contributeur d'indice de référence de la date après laquelle sa fourniture de données sous-jacentes ne sera plus requise si elle tombe moins de 6 mois suivant la date de réception de l'avis visé au paragraphe 1.

Comité de surveillance

31. 1) Dans le cas d'un indice de référence essentiel désigné, au moins la moitié des membres du comité de surveillance visé à l'article 7 sont indépendants de l'administrateur d'indice de référence désigné qui l'administre et des entités du même groupe que lui.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, un membre du comité de surveillance n'est pas indépendant dans les cas suivants :
- a) sauf pour sa rémunération à titre de membre du comité de surveillance, il accepte de l'administrateur d'indice de référence désigné ou d'une entité du même groupe que lui des honoraires à titre de consultant, de conseiller ou une autre forme d'honoraires;
 - b) il est un membre de l'AIRD ou un salarié ou un mandataire d'une entité du même groupe que l'administrateur d'indice de référence désigné;
 - c) il entretient avec l'administrateur d'indice de référence désigné une relation qui, de l'avis du conseil d'administration, risque d'entraver l'exercice de son jugement indépendant à titre de membre.
- 3) Le comité de surveillance visé à l'article 7 a les obligations suivantes :
- a) publier de l'information sur ses membres, leurs déclarations de conflits d'intérêts ainsi que le processus d'élection ou de nomination de ses membres;
 - b) tenir au moins une réunion tous les 4 mois.

Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

32. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance visé à l'article 7, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité à l'égard de chaque indice de référence essentiel désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 5, 8 à 16 et 26;
 - b) la méthodologie applicable à l'indice de référence essentiel désigné.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce que le mandat confié à l'expert-comptable visé au paragraphe 1 soit exécuté tous les 12 mois.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport visé au paragraphe 1 et en remet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières dans les 10 jours suivant sa réception.

Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence

33. 1) Sauf au Québec, si le comité de surveillance visé à l'article 7 l'exige en raison de préoccupations liées à la conduite d'un contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné, le contributeur d'indice de référence engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité concernant sa propre conduite et son respect des éléments suivants :

- a) l'article 24;
 - b) la méthodologie applicable à l'indice de référence essentiel désigné.
- 2) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé au paragraphe 1 aux destinataires suivants dans les 10 jours suivant sa réception :
- a) le comité de surveillance visé à l'article 7;
 - b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné;
 - c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

SECTION 2 Taux d'intérêt de référence désignés**Ordre de priorité des données sous-jacentes**

34. Pour l'application du paragraphe 1 et du sous-paragraphe *a* du paragraphe 5 de l'article 14, dans le cas du taux d'intérêt de référence désigné reposant sur la fourniture de données sous-jacentes par un contributeur d'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné utilise les données sous-jacentes servant à l'établissement du taux selon l'ordre de priorité précisé dans la méthodologie y applicable.

Comité de surveillance

35. 1) Dans le cas d'un taux d'intérêt de référence désigné, au moins la moitié des membres du comité de surveillance visé à l'article 7 sont indépendants de l'administrateur d'indice de référence désigné qui l'administre et des entités du même groupe que lui.

2) Pour l'application du paragraphe 1, un membre du comité de surveillance n'est pas indépendant dans les cas suivants:

a) sauf pour sa rémunération à titre de membre du comité de surveillance, il accepte de l'administrateur d'indice de référence désigné ou d'une entité du même groupe que lui des honoraires à titre de consultant, de conseiller ou une autre forme d'honoraires;

b) il est un membre de l'AIRD ou un salarié ou un mandataire d'une entité du même groupe que l'administrateur d'indice de référence désigné;

c) il entretient avec l'administrateur d'indice de référence désigné une relation dont le conseil d'administration peut penser qu'elle risque d'entraver l'exercice de son jugement à titre de membre.

3) Le comité de surveillance visé à l'article 7 a les obligations suivantes :

a) publier de l'information sur ses membres, leurs déclarations de conflits d'intérêts ainsi que le processus d'élection ou de nomination de ses membres;

b) tenir au moins une réunion tous les 4 mois.

Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

36. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance visé à l'article 7, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable à l'égard de chaque taux d'intérêt de référence désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants:

a) les articles 5, 8 à 16, 26 et 34;

b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce que le mandat confié à l'expert-comptable visé au paragraphe 1 soit exécuté pour la première fois 6 mois après l'instauration du code de conduite des contributeurs d'indice de référence visé à l'article 23, et tous les 2 ans par la suite.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport visé au paragraphe 1 et en remet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières dans les 10 jours suivant sa réception.

Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence exigé par le comité de surveillance

37. 1) Sauf au Québec, si le comité de surveillance visé à l'article 7 l'exige en raison de préoccupations liées à la conduite d'un contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné, le contributeur d'indice de référence engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité concernant sa propre conduite et son respect des éléments suivants :

- a) les articles 24 et 39;
- b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné.

2) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé au paragraphe 1 aux destinataires suivants dans les 10 jours suivant sa réception :

- a) le comité de surveillance visé à l'article 7;
- b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné;
- c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence exigé à certains moments

38. 1) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance visé à l'article 7, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité concernant sa propre conduite, ses données sous-jacentes et son respect des éléments suivants :

- a) les articles 24 et 39;
- b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné;
- c) le code de conduite visé à l'article 23.

2) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence veille à ce que le mandat confié à l'expert-comptable visé au paragraphe 1 soit exécuté pour la première fois 6 mois après l'instauration du code de conduite des contributeurs d'indice de référence visé à l'article 23, et tous les 2 ans par la suite.

3) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé au paragraphe 1 aux destinataires suivants dans les 10 jours suivant sa réception :

- a) le comité de surveillance visé à l'article 7;
- b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné;
- c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

Politiques et procédures relatives au contributeur d'indice de référence

39. 1) Les paragraphes 2 à 7 s'appliquent à une personne uniquement à l'égard des taux d'intérêt de référence désignés.

2) Sauf au Québec, toute personne physique contributrice du contributeur d'indice de référence et son supérieur hiérarchique transmettent au contributeur d'indice de référence et à l'administrateur d'indice de référence désigné une déclaration écrite selon laquelle ils se conformeront au code de conduite visé à l'article 23.

3) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour prévoir les éléments suivants :

a) une vue d'ensemble des responsabilités, notamment des liens hiérarchiques internes et des obligations de reddition de comptes, au sein de l'organisation du contributeur d'indice de référence;

b) le maintien d'une liste à jour indiquant le nom et l'emplacement géographique des personnes physiques contributrices, de leurs supérieurs hiérarchiques et de leurs suppléants;

c) des procédures internes régissant les fournitures de données sous-jacentes et l'approbation de ces fournitures, dont la tenue d'un dossier de chaque fourniture quotidienne ou autre qui indique les éléments suivants :

i) la façon dont les procédures ont été appliquées;

ii) l'ensemble des facteurs quantitatifs et qualitatifs, y compris les données du marché et les jugements d'expert, ayant servi pour chaque fourniture

d) des procédures disciplinaires applicables aux actes suivants de toute personne, notamment toute personne extérieure au processus de fourniture de données sous-jacentes :

i) toute manipulation ou tentative de manipulation d'un indice de référence désigné dont elle est contributeur d'indice de référence, ou son non-signalement;

ii) toute fourniture ou tentative de fourniture d'information fautive ou trompeuse à l'égard d'un indice de référence désigné dont elle est contributeur d'indice de référence, ou son non-signalement;

e) des procédures de détection et de gestion des conflits d'intérêts et des contrôles des communications, tant au sein de l'organisation du contributeur d'indice de référence qu'avec les autres contributeurs d'indice de référence et les tiers, raisonnablement conçus pour éviter toute influence extérieure sur les personnes chargées de fournir des données sous-jacentes qui, selon une personne raisonnable, pourrait nuire à l'exactitude, à la fiabilité ou à l'exhaustivité de ces données;

f) l'obligation pour les personnes physiques contributrices employées par le contributeur d'indice de référence de travailler dans des locaux séparés physiquement de ceux des négociateurs en dérivés sur taux d'intérêt;

g) la prévention ou le contrôle des échanges d'information entre personnes participant à des activités comportant un conflit d'intérêts réel ou potentiel, lorsque, selon une personne raisonnable, ces échanges pourraient nuire à l'exactitude, à la fiabilité ou à l'exhaustivité des données sous-jacentes fournies par un contributeur d'indice de référence;

h) des règles visant à éviter la collusion entre les personnes suivantes :

i) les contributeurs d'indice de référence;

ii) les contributeurs d'indice de référence et l'administrateur d'indice de référence désigné;

i) des mesures visant à prévenir ou à limiter toute influence exercée par une personne sur la manière dont une personne physique contributrice fournit des données sous-jacentes, lorsque, selon une personne raisonnable, cette influence pourrait nuire à l'exactitude, à la fiabilité ou à l'exhaustivité de ces données.

j) la suppression de toute corrélation directe entre la rémunération d'un salarié participant à la fourniture de données sous-jacentes et la rémunération perçue ou les revenus générés par toute personne exerçant une autre activité, lorsqu'un conflit d'intérêts existe ou peut survenir relativement à cette autre activité;

k) des contrôles visant à détecter une annulation de transaction faisant suite à la fourniture des données sous-jacentes.

4) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence conserve, pendant 7 ans à compter de la date à laquelle il les a créés ou reçus, selon la date la plus tardive, des dossiers contenant les éléments suivants :

a) tous les détails des fournitures de données sous-jacentes qu'une personne raisonnable jugerait pertinents pour démontrer l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de ces données;

b) le processus régissant l'établissement des données sous-jacentes et l'approbation de leur fourniture, dont la tenue des dossiers visés au sous-paragraphe *c* du paragraphe 3;

c) le nom de chaque personne physique contributrice et ses responsabilités;

d) les communications, y compris les conversations téléphoniques, entre les personnes physiques contributrices et les autres personnes, dont les négociateurs internes et externes, relativement à l'établissement ou à la fourniture de données sous-jacentes;

e) les interactions entre les personnes physiques contributrices et l'administrateur d'indice de référence désigné ou tout agent de calcul;

f) les demandes d'information concernant les données sous-jacentes et les suites données à ces demandes;

g) les analyses de sensibilité pour les portefeuilles de négociation de swaps de taux d'intérêt et pour tout autre portefeuille de négociation de dérivés présentant une exposition aux fixations de taux d'intérêt relativement aux données sous-jacentes qui, selon une personne raisonnable, serait significative;

- h)* les déclarations écrites visées au paragraphe 2;
 - i)* les politiques, procédures et contrôles visés au paragraphe 3.
- 5) Sauf au Québec dans le cas des contributeurs d'indice de référence, ces derniers et l'administrateur d'indice de référence désigné conservent leurs dossiers sur des supports permettant d'y accéder, avec une piste de vérification documentée.
- 6) Sauf au Québec, le dirigeant visé à l'article 25 ou le chef de la conformité du contributeur d'indice de référence fait rapport, à une fréquence raisonnable, sur les éléments suivants au conseil d'administration du contributeur d'indice de référence :
- a)* les manquements au code de conduite visé à l'article 23;
 - b)* le non-respect ou la non-application des politiques, des procédures et des contrôles visés au paragraphe 3;
 - c)* les annulations de transactions faisant suite à la fourniture des données sous-jacentes.
- 7) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un taux d'intérêt de référence désigné procède, à une fréquence raisonnable, à des examens internes de ses données sous-jacentes et procédures.
- 8) Sauf au Québec, le contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné met l'information et les dossiers conservés conformément au paragraphe 4 à la disposition des personnes suivantes :
- a)* l'administrateur d'indice de référence désigné en lien avec l'évaluation prévue au paragraphe 3 de l'article 23 ou pour l'application du sous-paragraphe *a* du paragraphe 5 de l'article 24;
 - b)* tout expert-comptable chargé d'établir un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité prévu par le présent règlement.

SECTION 3 Indices de référence fondés sur des données réglementées désignés

Non-application aux indices de référence fondés sur des données réglementées désignés

40. Tout indice de référence fondé sur des données réglementées désigné est dispensé de l'application des dispositions suivantes :

- a)* les paragraphes 1 et 2 de l'article 11;
- b)* le paragraphe 2 de l'article 14;
- c)* les paragraphes 1 à 3 de l'article 15;
- d)* les articles 23 à 25;
- e)* le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 26.

**CHAPITRE 9
DISPENSES DISCRÉTIONNAIRES****Dispenses**

41. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.
- 2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) Sauf en Alberta et en Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

**CHAPITRE 10
DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR****Date d'entrée en vigueur**

42. 1) Le présent règlement entre en vigueur le 13 juillet 2021.
- 2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 13 juillet 2021.

ANNEXE A
DÉFINITIONS S'APPLIQUANT DANS CERTAINS TERRITOIRES
(Paragraphe 5 à 8 de l'article 1)

« administrateur d'indice de référence » : une personne qui administre un indice de référence;

« contributeur d'indice de référence » : une personne qui se livre ou participe à la fourniture de renseignements qui serviront à un administrateur d'indice de référence pour établir un indice de référence;

« indice de référence » : un prix, une estimation, un taux, un indice ou une valeur qui remplit les conditions suivantes :

a) il est déterminé régulièrement en fonction d'une évaluation d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents;

b) il est mis à la disposition du public, notamment à titre onéreux ou gratuit;

c) il est utilisé à titre de référence à n'importe quelle fin, notamment les suivantes :

i) fixer les intérêts ou toute autre somme à payer au titre d'un contrat, d'un dérivé, d'un instrument ou d'une valeur mobilière;

ii) fixer la valeur d'un contrat, d'un dérivé, d'un instrument ou d'une valeur mobilière, ou le prix auquel ils peuvent faire l'objet d'une opération;

iii) mesurer le rendement d'un contrat, d'un dérivé, d'un fonds d'investissement, d'un instrument ou d'une valeur mobilière;

iv) à toute autre fin, par un fonds d'investissement;

« utilisateur d'indice de référence » : une personne qui utilise un indice de référence relativement à un contrat, à un dérivé, à un fonds d'investissement, à un instrument ou à une valeur mobilière.

ANNEXE 25-102A1
FORMULAIRE ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR D'INDICE DE RÉFÉRENCE
DÉSIGNÉ

Instructions

- 1) *Les expressions utilisées mais non définies dans le formulaire ont le sens qui leur est attribué dans le règlement.*
- 2) *À moins d'indication contraire, l'information figurant dans le formulaire doit être arrêtée à la date de clôture du dernier exercice de l'administrateur d'indice de référence. Elle doit être à jour de façon à ne pas induire le lecteur en erreur au moment de sa transmission. Si l'information présentée est arrêtée à une autre date, il faut le préciser dans le formulaire.*
- 3) *Commets une infraction à la législation en valeurs mobilières quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs dans le formulaire.*

Rubrique 1. Nom de l'administrateur d'indice de référence

Inscrire le nom de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 2. Organisation et structure de l'administrateur d'indice de référence désigné

Décrire la structure organisationnelle de l'administrateur d'indice de référence désigné et inclure, s'il y a lieu, un organigramme indiquant la société mère ultime, les sociétés mères intermédiaires, les filiales et les membres importants du groupe de l'administrateur d'indice de référence désigné, le cas échéant, un organigramme indiquant les divisions, services et unités de l'administrateur d'indice de référence désigné, ainsi qu'un organigramme indiquant la structure de sa direction, y compris le dirigeant visé à l'article 6 du règlement et le comité de supervision visé à l'article 7 du règlement. Fournir de l'information détaillée au sujet de la structure juridique et de la propriété de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 3. Indice de référence désigné

Fournir le nom de l'indice de référence désigné.

Rubrique 4. Politiques et procédures relatives à l'information confidentielle

Si ce n'est pas déjà fait, joindre une copie des plus récentes politiques et procédures écrites que l'administrateur d'indice de référence désigné a établies et maintient afin de prévenir l'usage abusif de l'information confidentielle.

Rubrique 5. Politiques et procédures relatives au conflit d'intérêts

Si ce n'est pas déjà fait, joindre une copie des plus récentes politiques et procédures écrites établies et maintenues en matière de conflits d'intérêts réels et potentiels.

Rubrique 6. Conflits d'intérêts découlant de la structure de contrôle ou de propriété du demandeur

a) Décrire tout conflit d'intérêts réel ou potentiel découlant de la structure de contrôle ou de propriété de l'administrateur d'indice de référence désigné ou de toute autre activité de celui-ci ou de membres du même groupe que lui, relativement à un indice de référence désigné qu'il administre.

b) Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en vue de détecter et d'éliminer ou de gérer chaque conflit d'intérêts réel ou potentiel visé au paragraphe a).

Rubrique 7. Politiques et procédures relatives au cadre de contrôle

Décrire le cadre de contrôle de l'administrateur d'indice de référence désigné visé à l'article 8 du règlement ainsi que les politiques et procédures conçues pour assurer la qualité de l'indice de référence désigné.

Rubrique 8. Politiques et procédures relatives aux plaintes

Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en matière de plaintes.

Rubrique 9. Politiques et procédures relatives aux dossiers

Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en matière de tenue de dossiers.

Rubrique 10. Impartition

Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en matière d'impartition, et présenter l'information suivante sur toute personne visée à l'article 13 du règlement à qui il a imparti une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné (le « fournisseur ») et sur les personnes physiques qui supervisent cette personne :

- le nom du fournisseur et de ses principales personnes-ressources;
- le nombre total de personnes physiques qui supervisent le fournisseur;
- une description générale de la qualification minimale requise du fournisseur pour toute impartition;
- une description générale de la qualification minimale requise des personnes physiques qui supervisent le fournisseur pour toute impartition, notamment le niveau de formation et l'expérience de travail.

Rubrique 11. Responsables de l'indice de référence

Présenter l'information suivante sur les responsables de l'indice de référence de l'administrateur d'indice de référence désigné et sur les personnes physiques qui les supervisent :

- le nombre total de responsables de l'indice de référence;
- le nombre total de superviseurs des responsables de l'indice de référence;
- une description générale de la qualification minimale requise des responsables de l'indice de référence, notamment le niveau de formation et l'expérience de travail (en établissant, le cas échéant, une distinction entre les responsables de niveaux subalterne, intermédiaire et supérieur);
- une description générale de la qualification minimale requise des superviseurs des responsables de l'indice de référence, notamment le niveau de formation et l'expérience de travail.

Rubrique 12. Dirigeant responsable de la conformité

Présenter l'information suivante sur le dirigeant de l'administrateur d'indice de référence désigné visé à l'article 6 du règlement :

- son nom;
- ses antécédents professionnels;
- ses études postsecondaires;
- l'indication qu'il travaille à temps plein ou à temps partiel pour l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 13. Détails des produits des activités ordinaires

S'il y a lieu, présenter l'information suivante relative au total des produits des activités ordinaires de l'administrateur d'indice de référence pour son dernier exercice :

- ceux tirés des activités d'établissement de l'indice de référence désigné;
- ceux tirés des activités d'établissement d'autres indices de référence qu'il administre (qui peut être fourni de façon globale pour l'ensemble de ces indices);
- ceux tirés de l'octroi de licences ou de droits de publication d'information sur l'indice de référence désigné;
- ceux tirés de l'octroi de licences ou de droits de publication d'information sur tous les autres indices de référence qu'il administre (qui peut être fourni de façon globale pour l'ensemble de ces indices).

Inclure de l'information financière sur les produits des activités ordinaires de l'administrateur d'indice de référence désigné en distinguant et en décrivant de manière exhaustive les frais tirés des activités relatives aux indices de référence et ceux tirés d'autres activités.

Cette information ne doit pas obligatoirement être audité, mais toute ventilation des produits des activités ordinaires doit être établie selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour établir les états financiers annuels visés à l'article 2 du règlement.

Rubrique 14. États financiers

Joindre une copie des états financiers annuels à transmettre en vertu de l'article 2 du règlement.

Rubrique 15. Attestation de vérification

Joindre une attestation de l'administrateur d'indice de référence désigné en la forme suivante :

« Le soussigné a signé le présent formulaire établi conformément à l'Annexe 25-102A1, Formulaire annuel de l'administrateur d'indice de référence désigné, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné] et sur son autorisation. Le soussigné déclare, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné], que les renseignements et les déclarations contenus dans le présent formulaire, y compris les appendices et les documents annexés, lesquels sont intégrés dans le présent formulaire et en font partie, sont exacts.

(Date)

(Nom de l'administrateur d'indice de référence désigné)

Par :

(Nom et titre en caractères d'imprimerie)

(Signature) ».

ANNEXE 25-102A2
FORMULAIRE ANNUEL DE L'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉ**Instructions**

- 1) *Les expressions utilisées mais non définies dans le formulaire ont le sens qui leur est attribué dans le règlement.*
- 2) *À moins d'indication contraire, l'information figurant dans le formulaire doit être arrêtée à la date de clôture du dernier exercice de l'administrateur d'indice de référence. Elle doit être à jour de façon à ne pas induire le lecteur en erreur au moment de sa transmission. Si l'information présentée est arrêtée à une autre date, il faut le préciser dans le formulaire.*
- 3) *Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs dans le formulaire.*

Rubrique 1. Nom de l'administrateur d'indice de référence

Inscrire le nom de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 2. Indice de référence désigné

Fournir le nom de l'indice de référence désigné et indiquer s'il s'agit de l'un des types d'indices suivants :

- un taux d'intérêt de référence;
- un indice de référence essentiel;
- un indice de référence fondé sur des données réglementées.

Rubrique 3. Mode de diffusion de l'indice de référence

Décrire le mode par lequel l'administrateur d'indice de référence désigné rend l'indice de référence désigné facilement accessible, à titre onéreux ou gratuit. Si des frais s'appliquent pour y accéder, fournir un barème ou décrire les prix.

Rubrique 4. Procédures et méthodologies

Décrire les procédures et les méthodologies dont l'administrateur d'indice de référence désigné se sert pour établir l'indice de référence désigné. La description doit être suffisamment détaillée pour permettre de comprendre les processus employés pour l'établissement, et porter notamment sur les éléments suivants, s'il y a lieu :

- les sources d'information publiques et non publiques utilisées pour établir l'indice de référence désigné, dont l'information fournie par les contributeurs d'indice de référence;

- les procédures de surveillance, d'examen et de mise à jour de l'indice de référence désigné;
- les méthodologies, les politiques et les procédures visées par le règlement.

L'administrateur d'indice de référence désigné peut indiquer sur son site Web où trouver davantage d'information sur les méthodologies, les politiques et les procédures.

Rubrique 5. Code de conduite des contributeurs d'indice de référence

Si ce n'est pas déjà fait, joindre une copie du code de conduite des contributeurs d'indice de référence.

Rubrique 6. Attestation de vérification

Joindre une attestation de l'administrateur d'indice de référence désigné en la forme suivante :

« Le soussigné a signé le présent formulaire établi conformément à l'Annexe 25-102A2, Formulaire annuel de l'indice de référence désigné, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné] et sur son autorisation. Le soussigné déclare, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné], que les renseignements et les déclarations contenus dans le présent formulaire, y compris les appendices et les documents annexés, lesquels sont intégrés dans le présent formulaire et en font partie, sont exacts.

(Date)

(Nom de l'administrateur d'indice de référence désigné)

Par : _____
(Nom et titre en caractères d'imprimerie)

(Signature) ».

**ANNEXE 25-102A3
ACTE D'ACCEPTATION DE COMPÉTENCE ET DÉSIGNATION D'UN MANDATAIRE
AUX FINS DE SIGNIFICATION**

1. Nom de l'administrateur d'indice de référence désigné (l'« AIRD ») :
2. Territoire de constitution, ou équivalent, de l'AIRD :
3. Adresse de l'établissement principal de l'AIRD :
4. Nom, adresse de courriel, numéro de téléphone et numéro de télécopieur de la personne-ressource à l'établissement principal de l'AIRD :
5. Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire ») :
6. Adresse du mandataire aux fins de signification au Canada :
7. Nom, adresse de courriel, numéro de téléphone et numéro de télécopieur de la personne-ressource du mandataire :
8. L'AIRD désigne et nomme le mandataire à l'adresse indiquée à la rubrique 6 comme mandataire à qui signifier tout avis, acte de procédure, citation à comparaître, sommation ou autre acte dans toute action, enquête ou instance administrative, criminelle, quasi criminelle ou autre (une « instance ») découlant soit de l'établissement d'un indice de référence désigné administré par l'AIRD, soit des obligations de celui-ci en qualité d'administrateur d'indice de référence désigné, et renonce irrévocablement à tout droit d'invoquer en défense dans une instance quelconque l'incompétence à intenter une instance.
9. L'AIRD accepte irrévocablement et sans réserve la compétence non exclusive, dans toute instance découlant soit de l'établissement d'un indice de référence désigné administré par lui, soit de ses obligations en qualité d'administrateur d'indice de référence désigné :
 - a) des tribunaux juridictionnels et autres corps administratifs de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada dans lesquels il est un administrateur d'indice de référence désigné;
 - b) de toute instance juridictionnelle ou administrative dans chacune de ces provinces et dans chacun de ces territoires.

10. Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois [de/du] [indiquer la province ou le territoire dans lequel se trouve l'adresse du mandataire] et s'interprète conformément à ces lois.

Signature de l'administrateur d'indice de
référence désigné

Date

Nom et titre du signataire autorisé de
l'administrateur d'indice de référence désigné
(en caractères d'imprimerie)

MANDATAIRE

Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de [indiquer le nom de l'AIRD] conformément aux modalités prévues dans le présent document.

Signature du mandataire

Date

Nom du signataire autorisé et, si le mandataire
n'est pas une personne physique, son titre
(en caractères d'imprimerie)

75119

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 25-102 SUR LES INDICES DE RÉFÉRENCE ET ADMINISTRATEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS

**CHAPITRE 1
OBSERVATIONS GÉNÉRALES**

Introduction

La présente instruction générale donne des indications sur la façon dont les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« nous ») interprètent divers sujets relatifs au *Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés (insérer la référence)* (le « règlement »).

Exception faite des chapitres 1 et 8, la numérotation et les intitulés des chapitres, des articles et des paragraphes de la présente instruction générale correspondent à ceux du règlement. Toute indication générale concernant un chapitre ou un article figure immédiatement après son intitulé. Les indications particulières à un article ou à un paragraphe suivent les indications générales, s'il y a lieu. En l'absence d'indications sur un chapitre ou un article, la numérotation passe à la disposition suivante qui fait l'objet d'indications.

Introduction au règlement

Désignation d'indices de référence et d'administrateurs d'indice de référence

La législation en valeurs mobilières prévoit la désignation d'indices de référence et d'administrateurs d'indice de référence. Dans tous les territoires canadiens où le règlement a été mis en œuvre, un administrateur d'indice de référence ou un agent responsable peut demander leur désignation à une autorité en valeurs mobilières. En Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut accorder la désignation de son propre chef. Les expressions « agent responsable » et « autorité en valeurs mobilières » sont définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* (chapitre V-1.1, r. 3).

Nous nous attendons à ce que l'agent responsable puisse demander à l'autorité en valeurs mobilières la désignation d'un indice de référence ou d'un administrateur d'indice de référence, ou, en Alberta, en Colombie-Britannique ou au Québec, à ce que l'autorité en valeurs mobilières puisse l'accorder de son propre chef, pour des motifs d'intérêt public, notamment les suivants :

- l'indice de référence est suffisamment important pour les marchés financiers au Canada;
- nous apprenons l'existence d'activités de l'administrateur d'indice de référence, d'un contributeur d'indice de référence ou d'un utilisateur d'indice de référence qui soulèvent des préoccupations en matière d'intérêt public et nous amènent à conclure que l'administrateur et l'indice de référence en question devraient être désignés.

Lorsque l'agent responsable entend demander la désignation, ou bien, en Alberta, en Colombie-Britannique ou au Québec, l'autorité en valeurs mobilières entend l'accorder de son propre chef, nous comptons généralement donner à l'administrateur d'indice de référence visé un avis raisonnable de notre intention en précisant les motifs. En outre, dans certains territoires, la législation en valeurs mobilières accorde à ce dernier l'occasion d'être entendu et, s'il y a lieu, de produire des documents avant que l'autorité en valeurs mobilières prenne sa décision. Par ailleurs, nous ne nous attendons généralement pas à ce que la désignation soit accordée sans que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable compétent en publie un préavis.

Catégories de désignations

Le règlement prévoit des obligations pour les administrateurs d'indice de référence désignés, les contributeurs d'indice de référence et certains utilisateurs d'indice de référence à l'égard des indices de référence désignés. Outre celles qui s'appliquent généralement à tout indice de la sorte, il impose des obligations visant les indices de référence essentiels désignés et les taux d'intérêt de référence désignés.

Le règlement renferme aussi des dispenses de certaines dispositions pour les administrateurs d'indice de référence désignés et les contributeurs d'indice de référence en ce qui a trait aux indices de référence fondés sur des données réglementées désignés. En plus de ces dispenses, compte tenu de l'interprétation donnée au paragraphe 3 de l'article 1 quant aux conditions dans lesquelles les données sous-jacentes sont considérées comme « fournies », tel qu'il est expliqué ci-après, les données sous-jacentes aux indices de référence fondés sur des données réglementées ne seraient habituellement pas considérées comme fournies. Ainsi, les indices de référence désignés comme tels ne seraient pas visés par certaines obligations uniquement applicables en cas de présence d'un contributeur ou de fourniture de données sous-jacentes.

Lorsqu'elle désigne un indice de référence, l'autorité en valeurs mobilières délivre un document de décision en faisant foi. S'il y a lieu, ce document indiquera si l'indice de référence est un indice de référence essentiel désigné, un taux d'intérêt de référence désigné ou un indice de référence fondé sur des données réglementées désigné. Il se peut qu'un indice de référence désigné obtienne plus d'une désignation, par exemple dans les cas suivants :

- un taux d'intérêt de référence désigné peut également être un indice de référence essentiel désigné;
- un indice de référence fondé sur des données réglementées désigné peut également être un indice de référence essentiel désigné.

Comme il est indiqué ci-dessous, nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence qui demande la désignation d'un indice de référence expose par écrit les raisons pour lesquelles il estime qu'il s'agit d'un indice de référence essentiel, d'un taux d'intérêt de référence ou d'un indice de référence fondé sur des données réglementées.

Lorsqu'elle désigne un indice de référence ou un administrateur d'indice de référence, l'autorité en valeurs mobilières délivre un document de décision pouvant désigner ce dernier en tant qu'administrateur d'indice de référence désigné d'un ou de plusieurs indices de référence désignés.

Nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence qui demande, en vertu de la législation en valeurs mobilières, sa désignation ou celle d'un indice de référence fournisse par écrit les renseignements prévus à l'Annexe 25-102A1, *Formulaire annuel de l'administrateur d'indice de référence désigné*, et à l'Annexe 25-102A2, *Formulaire annuel de l'indice de référence désigné*, sous la même forme.

Lorsque nous le jugeons dans l'intérêt public, ou non contraire à celui-ci, nous pourrions aussi demander un changement dans la désignation d'un indice de référence désigné. Dans certains territoires, l'autorité en valeurs mobilières peut l'effectuer sans le demander. Par exemple, nous pourrions demander qu'un indice de référence qui est initialement désigné comme taux d'intérêt de référence et qui devient plus significatif pour les marchés financiers canadiens au fil du temps soit également désigné en tant qu'indice de référence essentiel. Le cas échéant, en vertu de la législation en valeurs mobilières de certains territoires, l'administrateur d'indice de référence désigné aurait l'occasion d'être entendu et, s'il y a lieu, de produire des documents avant la prise d'une décision en la matière. Ainsi, nous ne nous attendons pas à ce que la catégorie de désignation soit modifiée sans que l'administrateur d'indice de référence visé en soit raisonnablement avisé. Qui plus est, un tel changement ne serait généralement par apporté sans que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable compétent en publie un préavis.

Suspension, révocation ou annulation de la désignation, ou modification ou révocation de ses modalités

La législation en valeurs mobilières dispose aussi que l'autorité en valeurs mobilières peut annuler ou révoquer, et, en Alberta et au Québec, également suspendre, la désignation de l'administrateur d'indice de référence désigné ou d'un indice de référence désigné, ou encore modifier ou révoquer ses modalités. Cependant, dans certains territoires, la législation en valeurs mobilières accorde à l'administrateur l'occasion ou le droit d'être entendu au préalable, et, s'il y a lieu, de produire des documents. Nous ne nous attendons donc pas à ce que la désignation soit annulée, révoquée ou suspendue, ni à ce que ses modalités soient modifiées ou révoquées, sans que l'administrateur d'indice de référence visé en soit raisonnablement avisé. En outre, dans les territoires où l'agent responsable peut demander à l'autorité en valeurs mobilières de prendre une telle mesure, il devrait ne le faire que si cela est dans l'intérêt public. Par ailleurs, une telle annulation ou révocation ne serait généralement pas effectuée sans que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable compétent en publie un préavis.

Définitions et interprétation

Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « indice de référence essentiel désigné »

L'expression « indice de référence essentiel désigné » s'entend d'un indice de référence qui est désigné, pour l'application du règlement, en tant qu'« indice de référence essentiel » par décision de l'autorité en valeurs mobilières. Outre les obligations générales qu'il impose à l'égard de tout indice de référence désigné, le règlement prévoit à la section 1 du chapitre 8 des obligations particulières aux indices de référence essentiels désignés.

Le personnel d'une autorité en valeurs mobilières peut recommander que cette dernière désigne un indice de référence en tant qu'« indice de référence essentiel » s'il est essentiel pour les marchés financiers au Canada ou dans une région du Canada. Pour ce faire, il tiendra notamment compte des facteurs suivants :

a) l'indice de référence est utilisé directement ou indirectement dans une combinaison d'indices comme référence pour des instruments ou des contrats, ou pour mesurer le rendement de fonds d'investissement, ayant une valeur totalisant au moins 400 milliards de dollars au Canada, sur la base de l'ensemble des échéances ou des durées comprises dans l'indice de référence, le cas échéant;

b) l'indice de référence remplit l'ensemble des critères suivants :

i) il est utilisé directement ou indirectement dans une combinaison d'indices de référence comme référence pour des instruments ou des contrats, ou pour mesurer le rendement de fonds d'investissement, ayant une valeur totale substantielle dans un ou plusieurs territoires du Canada, sur la base de l'ensemble des échéances ou des durées comprises dans l'indice de référence, le cas échéant;

ii) il n'existe pas ou il existe très peu d'indices de référence de substitution orientés par le marché qui soient appropriés;

iii) le fait qu'il cesse d'être fourni ou qu'il soit fourni sur la base de données sous-jacentes ne suffisant plus à le rendre totalement représentatif du segment du marché ou de l'économie qu'il est censé refléter, ou sur la base de données sous-jacentes non fiables, aurait des incidences défavorables substantielles sur ce qui suit :

A) l'intégrité du marché, la stabilité financière, l'économie réelle ou le financement d'entreprises dans un ou plusieurs territoires du Canada;

B) un nombre considérable de participants dans un ou plusieurs territoires du Canada.

Pour l'application du paragraphe *a* et du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b*, le personnel d'une autorité en valeurs mobilières tiendra notamment compte de l'encours des titres de créance et de l'encours notionnel des dérivés pour lesquels l'indice de référence sert de référence, ainsi que de la valeur liquidative des fonds d'investissement qui renvoient à l'indice de référence pour mesurer leur rendement.

La liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. La présence de l'un de ces facteurs pris isolément ne permet pas de conclure nécessairement qu'un indice de référence est un indice de référence essentiel. Plutôt, le personnel entend suivre une approche globale prenant en considération tous les facteurs pertinents.

Nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence qui demande la désignation d'un indice de référence en vertu de la législation en valeurs mobilières expose par écrit, avec sa demande, les raisons pour lesquelles l'indice devrait être désigné en tant qu'indice de référence essentiel.

Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « taux d'intérêt de référence désigné »

L'expression « taux d'intérêt de référence désigné » s'entend d'un indice de référence qui, pour l'application du règlement, est désigné en tant que « taux d'intérêt de référence » par décision de l'autorité en valeurs mobilières. Outre les obligations générales qu'il impose à l'égard de tout indice de référence désigné, le règlement prévoit à la section 2 du chapitre 8 des obligations particulières aux taux d'intérêt de référence désignés.

Le personnel d'une autorité en valeurs mobilières peut recommander que cette dernière désigne un indice de référence en tant que « taux d'intérêt de référence » s'il sert à fixer les taux d'intérêt de titres de créance ou sert par ailleurs de référence pour des dérivés ou d'autres instruments. Pour ce faire, il tiendra notamment compte des facteurs suivants :

a) l'indice de référence est établi en fonction du taux auquel les institutions financières peuvent, sur le marché monétaire, prêter des fonds à d'autres institutions financières, ou à des participants au marché autres que des institutions financières, ou leur emprunter des fonds;

b) l'indice de référence est fondé sur les réponses à un sondage sur les taux acheteurs fournis par des institutions financières qui acceptent couramment des acceptations bancaires émises par des emprunteurs et qui sont des teneurs de marché pour ce type d'instrument, soit directement, soit par l'entremise d'une entité du même groupe.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive.

Nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence qui demande la désignation d'un indice de référence en vertu de la législation en valeurs mobilières expose par écrit, avec sa demande, les raisons pour lesquelles l'indice devrait être désigné en tant que taux d'intérêt de référence.

Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « indice de référence fondé sur des données réglementées désigné »

L'expression « indice de référence fondé sur des données réglementées désigné » s'entend d'un indice de référence qui est désigné, pour l'application du règlement, en tant qu'« indice de référence fondé sur des données réglementées » par décision de l'autorité en valeurs mobilières. Dans le cas de tels indices, les administrateurs d'indice de référence sont dispensés de certaines obligations en matière de gouvernance et de contrôle se rapportant à la fourniture de données sous-jacentes (voir la section 3 du chapitre 8 du règlement).

Le personnel d'une autorité en valeurs mobilières peut recommander que cette dernière désigne un indice de référence en tant qu'« indice de référence fondé sur des

données réglementées » s'il est établi par application d'une formule reposant sur les éléments suivants :

a) les données sous-jacentes fournies exclusivement ou quasi exclusivement par :

i) les entités suivantes, mais seulement à l'égard des données de transaction se rapportant aux valeurs mobilières ou aux dérivés :

A) une bourse reconnue dans un territoire du Canada ou une bourse soumise à une réglementation appropriée à l'étranger;

B) un système de cotation et de déclaration d'opérations reconnu dans un territoire du Canada ou un système de cotation et de déclaration d'opérations soumis à une réglementation appropriée à l'étranger;

C) un système de négociation parallèle inscrit à titre de courtier dans un territoire du Canada et membre d'une entité d'autorégulation, ou un système de négociation parallèle soumis à une réglementation appropriée à l'étranger;

D) toute entité analogue à celles visées aux dispositions A à C et soumise à une réglementation appropriée dans un territoire du Canada ou à l'étranger;

ii) un fournisseur de services auquel l'administrateur d'indice de référence désigné a imparti la collecte de données conformément à l'article 13 du règlement, si ce fournisseur obtient les données exclusivement et directement d'une entité visée au sous-paragraphe i;

b) la valeur liquidative des fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis dans un territoire du Canada ou soumis à une réglementation appropriée à l'étranger.

Nous nous attendons à que l'administrateur d'indice de référence qui demande la désignation d'un indice de référence en vertu de la législation en valeurs mobilières expose par écrit, avec sa demande, les raisons pour lesquelles l'indice devrait être désigné en tant qu'indice de référence fondé sur des données réglementées.

Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « jugement d'expert »

L'expression « jugement d'expert » s'entend de l'appréciation discrétionnaire exercée par les personnes suivantes :

- l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard de l'utilisation de données sous-jacentes dans l'établissement d'un indice de référence;
- un contributeur d'indice de référence à l'égard de données sous-jacentes.

L'exercice du jugement d'expert peut englober diverses activités, dont les suivantes :

- l'extrapolation de valeurs à partir de transactions antérieures ou connexes;
- l'ajustement des valeurs selon des facteurs susceptibles d'influer sur la qualité des données, comme des données de marché, des facteurs économiques, des événements de marché ou la dégradation de la qualité du crédit d'un acheteur ou d'un vendeur;
- l'attribution d'un plus grand poids aux données liées aux offres d'achat ou de vente qu'aux transactions conclues pertinentes.

Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « données sous-jacentes »

L'expression « données sous-jacentes » s'entend des données relatives à toute mesure d'un ou de plusieurs actifs ou éléments qui sont fournis à l'administrateur d'indice de référence désigné, ou qu'il obtient autrement, afin d'établir un indice de référence désigné. Il peut s'agir, par exemple, de prix estimatifs, de cotations, de cotations fermes ou d'autres valeurs.

La mention « ou qu'il obtient autrement » engloberait les scénarios suivants dans lesquels les données sont « raisonnablement accessibles » (au sens du paragraphe 3 de l'article 1 du règlement) sur le site Web d'une source (sans frais ou sur paiement) :

- scénario « actif » – la source prend délibérément une mesure pour fournir les données à l'administrateur d'indice de référence;
- scénario « passif » – la source publie simplement les données sans savoir que l'administrateur d'indice de référence s'en sert comme données sous-jacentes.

Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition des expressions « rapport d'assurance limitée sur la conformité » et « rapport d'assurance raisonnable sur la conformité »

Le « rapport d'assurance limitée sur la conformité » et le « rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » doivent être préparés conformément aux Normes canadiennes de missions de certification (NCMC) ou aux Normes internationales de missions d'assurance (ISAE) applicables, lesquelles exigent que l'expert-comptable qui les prépare soit indépendant.

Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « données de transaction »

L'expression « données de transaction » s'entend des données relatives à un prix, à un taux, à un indice ou à une valeur représentant des transactions entre des parties non membres du même groupe dans un marché actif soumis au jeu de l'offre et de la demande.

Nous précisons ce qui suit :

- les données de transaction engloberaient les données publiées ou affichées qui sont diffusées dans le public en général ou sur abonnement;
- la mention « marché actif soumis au jeu de l'offre et de la demande » engloberait le marché sur lequel ont lieu, ou sont déclarées, des transactions entre des parties sans lien de dépendance selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. Cette mention est distincte et différente de toute définition à des fins comptables.

Paragraphe 1 de l'article 1 – Interprétation de certaines définitions

Les définitions de chacune des expressions suivantes sont considérées comme s'appliquant uniquement à l'égard de l'indice de référence désigné auquel elles se rapportent :

- « administrateur d'indice de référence »;
- « administrateur d'indice de référence désigné »;
- « contributeur d'indice de référence »;
- « donnée de transaction »;
- « données sous-jacentes »;
- « membre de l'AIRD »;

- « personne physique contributrice »;
- « responsable d'un indice de référence »;
- « utilisateur d'indice de référence ».

Paragraphe 3 de l'article 1 – Interprétation de la fourniture de données sous-jacentes

Le règlement renferme des dispositions visant *i)* toutes les données sous-jacentes ou *ii)* seulement celles qui sont fournies.

Le paragraphe 3 de l'article 1 du règlement prévoit que les données sous-jacentes sont considérées comme « fournies » lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) elles ne sont pas raisonnablement accessibles aux personnes suivantes :

- i)* l'administrateur d'indice de référence désigné;
- ii)* une autre personne, qui n'est pas le contributeur d'indice de référence, en vue de les fournir à cet administrateur;

b) elles sont transmises à cet administrateur ou à l'autre personne visée au sous-paragraphe *ii)* du paragraphe *a)* ci-dessus afin d'établir un indice de référence.

Selon nous, la mention « ne sont pas raisonnablement accessibles » engloberait les situations dans lesquelles les données sous-jacentes ne sont pas publiées ni autrement accessibles à l'administrateur d'indice de référence désigné ou à une autre personne qui n'est pas le contributeur d'indice de référence, malgré des efforts raisonnables, selon des modalités raisonnables ou à un coût raisonnable, de sorte que l'administrateur doit les obtenir d'un contributeur d'indice de référence y ayant accès. Par exemple, un taux d'intérêt de référence peut être fondé sur un sondage réalisé par l'administrateur d'indice de référence sur les taux acheteurs fournis par des contributeurs d'indice de référence qui sont des institutions financières acceptant couramment des acceptations bancaires émises par des emprunteurs et agissant comme teneurs de marché pour ce type d'instrument, soit directement, soit par l'entremise d'une entité du même groupe.

Lorsque l'administrateur de l'indice de référence retient les services d'un agent pour l'agrégation de données sous-jacentes provenant de sources multiples, ces données ne seraient pas, selon nous, fournies par l'agrégateur à titre de mandataire de l'administrateur, pourvu qu'elles émanent d'une ou de plusieurs sources raisonnablement disponibles.

Les données sous-jacentes aux indices de référence fondés sur des données réglementées désignés ne seraient généralement pas considérées comme fournies puisque, de par leur nature, elles sont raisonnablement disponibles et non créées dans le but d'établir l'indice de référence.

Paragraphes 5 à 8 de l'article 1 – Définitions des expressions « administrateur d'indice de référence », « contributeur d'indice de référence », « indice de référence » et « utilisateur d'indice de référence » à l'Annexe A

Le paragraphe 5 de l'article 1 du règlement indique que les définitions prévues à l'Annexe A s'appliquent au règlement. L'annexe en question définit les expressions « administrateur d'indice de référence », « contributeur d'indice de référence », « indice de référence » et « utilisateur d'indice de référence ». Toutefois :

- le paragraphe 6 du même article précise que le paragraphe 5 ne s'applique pas en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Saskatchewan, les expressions à l'Annexe A y étant définies dans la législation en valeurs mobilières;

- d'après le paragraphe 7 du même article, en Colombie-Britannique, les définitions des expressions *benchmark* et *benchmark contributor* prévues par le *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, c. 418) s'appliquent;
- le paragraphe 8 du même article dispose que, au Québec, les définitions des expressions « indice de référence » et « administrateur d'indice de référence » prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* s'appliquent.

Aux termes de la définition, un indice de référence est « un prix, une estimation, un taux, un indice ou une valeur ». Nous assimilons à un « indice » tout indicateur qui remplit les conditions suivantes :

- il est mis à la disposition du public;
- il est déterminé régulièrement comme suit :
 - entièrement ou partiellement par application d'une formule ou d'une autre méthode de calcul;
 - en fonction de la mesure d'un ou de plusieurs actifs ou éléments, dont leur valeur ou leur prix.

Autorités publiques

Lorsque des autorités publiques (par exemple, des agences statistiques nationales, des universités ou des centres de recherche) fournissent des données contribuant à l'établissement d'un indice de référence, fournissent un tel indice ou contrôlent sa fourniture pour les besoins de la politique publique, nous ne désignerions généralement pas cet indice à titre d'« indice de référence désigné » ni son administrateur à titre d'« administrateur d'indice de référence désigné ». À cet égard, serait habituellement considéré comme une « autorité publique » tout gouvernement, tout organisme gouvernemental ou toute entité qui assume des fonctions ou des responsabilités publiques ou qui rend des services publics sous le contrôle d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental.

Concept de « personne raisonnable »

Certaines dispositions du règlement appliquent le concept de « personne raisonnable » afin d'introduire un critère objectif plutôt que subjectif. Dans ces dispositions, le critère s'articulera autour de ce qu'une « personne raisonnable » croirait, considérerait, conclurait ou établirait, ou de l'avis qu'elle aurait, dans les circonstances.

CHAPITRE 2 TRANSMISSION D'INFORMATION

Article 2 – IFRS, Manuel de l'ICCA, NAGR canadiennes, Normes internationales d'audit et PCGR canadiens

L'article 2 du règlement mentionne les « IFRS », les « NAGR canadiennes », les « Normes internationales d'audit », le « Manuel de l'ICCA » et les « PCGR canadiens », expressions qui sont définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*.

Disposition ii du sous-paragraphe a du paragraphe 7 de l'article 2 – PCGR canadiens applicables aux entreprises à capital fermé

Sous réserve de certaines conditions, la disposition *ii* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 7 de l'article 2 du règlement permet que les états financiers annuels audités de l'administrateur d'indice de référence désigné soient établis selon les PCGR canadiens applicables aux entreprises à capital fermé, soit les normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé figurant à la Partie II du Manuel de l'ICCA.

Paragraphe 8 de l'article 2 – Information sur l'administrateur d'indice de référence désigné

Le paragraphe 8 de l'article 2 exige la transmission des renseignements prévus à l'Annexe 25-102A1, *Formulaire annuel de l'administrateur d'indice de référence désigné* au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'administrateur d'indice de référence désigné. L'administrateur ayant transmis un tel formulaire dûment rempli avec sa demande de désignation n'a pas à le redéposer dans ce délai.

Paragraphe 2 de l'article 3 – Information sur l'indice de référence désigné

Le paragraphe 2 de l'article 3 exige la transmission des renseignements prévus à l'Annexe 25-101A2, *Formulaire annuel de l'indice de référence désigné* au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'indice de référence désigné. L'administrateur d'indice de référence ayant transmis un tel formulaire dûment rempli avec sa demande de désignation n'a pas à le redéposer dans ce délai.

Paragraphe 2 de l'article 4 – Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification

Le paragraphe 2 de l'article 4 exige la transmission de certains renseignements prévus à l'Annexe 25-101A3, *Acte d'acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification* au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'administrateur d'indice de référence désigné. L'administrateur ayant transmis un tel formulaire dûment rempli avec sa demande de désignation n'a pas à le redéposer après sa désignation.

CHAPITRE 3 GOUVERNANCE

Conseil d'administration

Le règlement impose diverses obligations au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné, mais n'en prévoit pas à l'égard de sa composition, celle-ci étant généralement dictée par le droit des sociétés sous le régime duquel cet administrateur est constitué. Outre les obligations d'indépendance auxquelles est tenu le conseil en vertu, notamment, du droit des sociétés applicable, il existe dans le règlement plusieurs dispositions favorisant l'indépendance de la fonction de supervision de l'indice de référence désigné et la gestion adéquate des conflits d'intérêts éventuels, dont les suivantes :

- paragraphe 6 de l'article 6 – l'administrateur d'indice de référence désigné ne verse pas au dirigeant visé au paragraphe 1 de cet article, ni à aucun membre de l'AIRD relevant directement de ce dernier, de paiement ni d'incitatif financier qui donnerait lieu à un conflit d'intérêts; un tel paiement compromettrait leur indépendance;
- paragraphes 2 et 3 de l'article 7 – l'administrateur d'indice de référence désigné établit un comité de surveillance dont les membres ne peuvent faire partie du conseil d'administration
- paragraphes 4 et 9 de l'article 7 – le comité de surveillance remet une copie de ses recommandations en matière de surveillance des indices de référence au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné et, s'il apprend que le conseil d'administration a agi ou entend agir contrairement à des recommandations qu'il a formulées ou à des décisions qu'il a prises, il consigne ce fait au procès-verbal de sa prochaine réunion;
- paragraphe 1 de l'article 10 – l'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour, notamment, assurer l'indépendance et l'honnêteté de tout jugement d'expert exercé par lui ou les membres de l'AIRD, et protéger l'intégrité et l'indépendance de la fourniture des indices de référence désignés;

- paragraphe 2 de l'article 12 – l'administrateur d'indice de référence mène l'examen de toute plainte indépendamment des personnes ayant pu être concernées par elle;
- paragraphe 1 des articles 31 et 35 – dans le cas d'un indice de référence essentiel désigné et d'un taux d'intérêt de référence désigné, au moins la moitié des membres du comité de surveillance de l'administrateur d'indice de référence désigné sont indépendants de celui-ci et des entités du même groupe que lui.

Paragraphe 1 de l'article 6 – Mention de la législation en valeurs mobilières relativement aux indices de référence

La mention « législation en valeurs mobilières relativement aux indices de référence » au paragraphe 1 de l'article 6 du règlement vise le règlement et les dispositions de la législation en valeurs mobilières locale en matière d'indice de référence. L'expression « législation en valeurs mobilières » est définie dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*.

Sous-paragraphe b du paragraphe 4 de l'article 6 – Établissement de la rémunération des membres de l'AIRD

Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 4 de l'article 6 du règlement interdit au chef de la conformité de l'administrateur d'indice de référence désigné de participer à l'établissement de la rémunération des membres de l'AIRD, sauf ceux relevant directement de lui. Nous nous attendons à ce que cet administrateur tienne compte de la conformité, notamment des enjeux antérieurs en la matière et de la façon dont les politiques de rémunération peuvent servir à gérer les conflits d'intérêts, lors de l'établissement des politiques de rémunération et de la rémunération de tout membre de l'AIRD, ce qui, selon nous, n'est pas prohibé par ce sous-paragraphe du règlement, même si le chef de la conformité fournit son avis à l'égard du membre.

Paragraphe 3 de l'article 7 – Absence de membres du conseil d'administration au sein du comité de surveillance

Bien que le paragraphe 3 de l'article 7 du règlement interdise au comité de surveillance de compter des personnes physiques faisant partie du conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné, il n'empêche pas, selon nous, de les inviter à ses réunions, pourvu qu'elles n'exécutent pas ses fonctions prévues à l'article 7 du règlement, ni ne nuisent à l'indépendance de leur exécution.

Paragraphe 7 de l'article 7 – Information sur un indice de référence désigné

Nous considérons que la mention « information sur un indice de référence désigné » au paragraphe 7 de l'article 7 du règlement englobe l'établissement quotidien ou périodique de l'indice de référence désigné conformément à sa méthodologie, ainsi que toute autre information.

Paragraphe 8 de l'article 7 – Obligations du comité de surveillance de l'administrateur d'indice de référence désigné

Le paragraphe 8 de l'article 7 du règlement exige que le comité de surveillance de l'administrateur d'indice de référence désigné s'acquitte de certaines obligations. Nous nous attendons à ce qu'il le fasse d'une manière reflétant raisonnablement la nature particulière de l'indice de référence désigné, dont sa complexité, son usage et sa vulnérabilité.

Sous-paragraphe e du paragraphe 8 de l'article 7 – Agents de calcul ou de diffusion

En vertu du sous-paragraphe *e* du paragraphe 8 de l'article 7 du règlement, le comité de surveillance de l'administrateur d'indice de référence désigné est tenu de

surveiller tout fournisseur de services participant à la fourniture de l'indice, y compris les agents de calcul ou de diffusion. Nous précisons ce qui suit :

- l'expression « agent de diffusion » s'entend d'une personne à laquelle est déléguée la responsabilité de diffuser l'indice de référence désigné aux utilisateurs d'indice de référence conformément aux directives de l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard de l'indice, y compris tout examen, tout ajustement et toute modification du processus de diffusion;
- l'expression « agent de calcul » s'entend d'une personne à laquelle est déléguée la responsabilité d'établir l'indice de référence désigné par application d'une formule ou d'une autre méthode de calcul de l'information ou de compilation des opinions obtenues à cette fin, conformément à la méthodologie prévue par l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard de l'indice.

L'expression « agent de diffusion » ne viserait pas les personnes suivantes :

- un diffuseur qui paie un droit de licence pour publier un indice de référence en vertu d'une licence de publication non exclusive;
- un diffuseur qui paie un droit de licence pour publier un indice de référence en vertu d'une licence de publication exclusive si l'administrateur d'indice de référence rend également l'indice public par d'autres moyens.

Il est entendu que l'administrateur d'indice de référence désigné peut établir la hiérarchie de supervision prévue à l'article 13 du règlement, dans le cadre de laquelle la supervision est assurée par certains membres de l'AIRD, et le comité de surveillance reçoit et examine les rapports à ce sujet. Selon nous, le comité de surveillance satisferait à ses obligations en vertu du sous-paragraphe *e* du paragraphe 8 de l'article 7 du règlement en assurant la supervision des fournisseurs de services visés à ce sous-paragraphe au moyen, par exemple, de la réception et de l'examen de rapports périodiques des responsables de la supervision visés à l'article 13 du règlement.

Disposition *ii* du sous-paragraphe *i* du paragraphe 8 de l'article 7 – Suivi des données sous-jacentes

La disposition *ii* du sous-paragraphe *i* du paragraphe 8 de l'article 7 du règlement exige du comité de surveillance de l'administrateur d'indice de référence désigné de faire un suivi des données sous-jacentes, de la fourniture de données sous-jacentes par le contributeur d'indice de référence ainsi que des mesures de contestation ou de validation prises par cet administrateur à l'égard de cette fourniture. Il est entendu que l'administrateur peut disposer de plusieurs niveaux de suivi, c'est-à-dire que le suivi en temps réel peut être assuré par certains membres de l'AIRD, et le comité de surveillance peut recevoir et examiner les rapports sur ce suivi. Selon nous, satisferait à ses obligations en vertu de cette disposition le comité de surveillance qui fait un suivi des éléments qui y sont visés au moyen, par exemple, de la réception et de l'examen de rapports périodiques des responsables du suivi en temps réel.

Disposition *iii* du sous-paragraphe *i* du paragraphe 8 de l'article 7 – Manquements significatifs du contributeur d'indice de référence au code de conduite

Nous considérons que la mention, dans la disposition *iii* du sous-paragraphe *i* du paragraphe 8 de l'article 7 du règlement, de tout « manquement » au code de conduite qui est « significatif » viserait les manquements non négligeables susceptibles de toucher l'indice de référence désigné, tel qu'il est établi, ou encore son intégrité ou sa réputation, ou celle de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Article 8 – Cadre de contrôle

L'article 8 du règlement exige que l'administrateur d'indice de référence désigné établisse un cadre de contrôle assurant la fourniture de l'indice de référence désigné conformément au règlement. De même, le paragraphe 2 de l'article 24 du règlement oblige

le contributeur d'indice de référence qui contribue à un indice de référence désigné à se doter de contrôles raisonnablement conçus pour assurer l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de chaque fourniture de données sous-jacentes à l'administrateur d'indice de référence désigné, notamment des contrôles régissant la fourniture conformément au présent règlement.

Nous nous attendons à ce que le cadre de contrôle prévu au paragraphe 2 de l'article 8 et les contrôles prévus au paragraphe 2 de l'article 24 du règlement soient proportionnels aux éléments suivants :

- le niveau de conflits d'intérêts détectés relativement à l'indice de référence désigné, à l'administrateur d'indice de référence désigné ou au contributeur d'indice de référence;
- l'étendue du jugement d'expert exercé dans la fourniture de l'indice de référence désigné;
- la nature des données sous-jacentes à l'indice de référence désigné.

Lors de l'établissement du cadre de contrôle en vertu du paragraphe 2 de l'article 8 du règlement, nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence désigné tienne compte des contrôles que les contributeurs d'indice de référence ont mis en place conformément au paragraphe 2 de l'article 24 du règlement.

Le cadre de contrôle et les contrôles utilisés devraient être conformes aux indications en la matière publiées par un organisme ou un groupe ayant suivi un processus d'élaboration comportant, notamment, une consultation publique.

Voici des exemples d'indications que l'administrateur d'indice de référence désigné ou le contributeur d'indice de référence pourrait suivre :

- a) *Gestion des risques et gouvernance : Recommandations sur le contrôle*, publié par Comptables professionnels agréés du Canada;
- b) *Internal Control – Integrated Framework* (cadre COSO), publié par The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO);
- c) *Guidance on Risk Management, Internal Control and Related Financial and Business Reporting*, publié par le Financial Reporting Council du Royaume-Uni.

Dans ces exemples d'indications adéquates, la définition ou l'interprétation de l'expression « contrôle interne » englobe les contrôles de la conformité aux lois et règlements applicables.

Paragraphe 5 de l'article 8 – Signalement des incidents de sécurité et des problèmes de système significatifs

Le paragraphe 5 de l'article 8 du règlement prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné doit aviser rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de tout incident de sécurité ou de tout problème de système touchant un indice de référence désigné qu'il administre et qui, selon une personne raisonnable, est significatif. Une panne, un défaut de fonctionnement, un retard ou un autre incident ou problème est considéré comme un « incident de sécurité significatif » ou un « problème de sécurité significatif » si, dans le cours normal des activités, l'administrateur d'indice de référence désigné en informe ou en saisit ses hauts dirigeants responsables de la technologie.

Paragraphe 2 de l'article 10 – Obligations en matière de conflits d'intérêts visant les administrateurs d'indice de référence désignés

Selon le paragraphe 2 de l'article 10 du règlement, l'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures

raisonnablement conçues pour opérer une séparation organisationnelle entre ses activités relatives à l'indice de référence désigné qu'il administre, et ses responsables d'un indice de référence, d'une part, et toutes ses autres activités, d'autre part, s'il prend connaissance d'un conflit d'intérêts réel ou potentiel concernant ses activités relatives à tout indice de référence désigné.

Nous nous attendons à ce que, dans l'examen de la nature et de la portée d'un tel conflit d'intérêts, l'administrateur d'indice de référence désigné tienne compte d'une variété de facteurs, dont les suivants :

- la fourniture d'indices de référence implique souvent une appréciation discrétionnaire lors de leur établissement et est intrinsèquement sujette à certains types de conflits d'intérêts, ce qui suppose l'existence d'une diversité d'occasions de manipulation des indices de référence et d'incitations à le faire;
- afin de garantir l'intégrité des indices de référence désignés, les administrateurs d'indice de référence désignés devraient mettre en œuvre des dispositifs de gouvernance adéquats en vue de contrôler ces conflits d'intérêts et de préserver la confiance dans l'intégrité de ces indices.

Par exemple, l'administrateur d'indice de référence désigné qui relève un tel conflit d'intérêts devrait veiller à ce que les personnes chargées de l'administration de l'indice de référence désigné remplissent les conditions suivantes :

- elles travaillent dans des locaux sécurisés et séparés de ceux des personnes exerçant d'autres activités professionnelles;
- elles relèvent d'une personne dont le supérieur est un membre de la haute direction n'assumant aucune responsabilité liée aux autres activités commerciales.

Paragraphe 1 de l'article 11 – Signalement des infractions

Le paragraphe 1 de l'article 11 du règlement prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné doit établir, consigner, maintenir et appliquer des systèmes et des contrôles raisonnablement conçus pour détecter, et signaler rapidement à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières, toute conduite d'un membre de l'AIRD ou d'un contributeur d'indice de référence qui est susceptible d'impliquer les actes suivants :

- une manipulation ou tentative de manipulation d'un indice de référence désigné;
- une fourniture ou tentative de fourniture d'information fausse ou trompeuse à l'égard d'un indice de référence désigné.

Nous nous attendons à ce que les systèmes et contrôles de l'administrateur lui permettent de fournir toute l'information pertinente à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières.

Sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 12 – Procédures de traitement des plaintes

Le sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 12 du règlement prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné doit communiquer le résultat de l'examen d'une plainte au plaignant dans un délai raisonnable.

Nous nous attendons à ce que, lors de l'établissement des politiques et des procédures de traitement des plaintes relatives à l'indice de référence désigné en vertu du paragraphe 1 de l'article 12 du règlement, l'administrateur d'indice de référence désigné précise un délai cible pour la réalisation des examens.

L'administrateur d'indice de référence désigné peut, au cas par cas, demander une dispense discrétionnaire de l'application du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 12 du règlement lorsqu'une telle communication serait gravement préjudiciable à ses intérêts ou violerait des dispositions de confidentialité.

Article 13 – Impartition

L'article 13 du règlement prévoit les obligations qui incombent à l'administrateur d'indice de référence désigné en matière d'impartition. Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, l'administrateur demeure responsable de la conformité au règlement en cas d'impartition.

Cet article ne s'applique pas aux comités de surveillance visés par le règlement.

Sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 13 – Convention d'impartition écrite

Selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 13 du règlement, les politiques et les procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en matière d'impartition doivent être raisonnablement conçues pour assurer qu'il conclut avec le fournisseur de services une convention écrite remplissant les conditions prévues aux dispositions *i* à *vi* de ce sous-paragraphe. La mention « convention écrite » s'entend d'un ou de plusieurs conventions écrites.

Le recours, par l'administrateur d'indice de référence qui administre un indice de référence fondé sur des données réglementées désigné, aux services d'un agent pour faciliter la fourniture de données sous-jacentes agrégées émanant de sources multiples ne serait pas considéré comme une impartition d'une fonction, d'un service ou d'une activité en lien avec la fourniture de cet indice. Une telle entente ne serait pas assujettie à l'article 13 du règlement, mais comme l'administrateur aurait néanmoins à en respecter les autres dispositions applicables, dont celles visant le cadre de responsabilité à l'article 5 et le cadre de contrôle à l'article 8, il devrait avoir conclu les conventions appropriées avec l'agent.

CHAPITRE 4 DONNÉES SOUS-JACENTES ET MÉTHODOLOGIE

Paragraphe 2 de l'article 15 – Manquements significatifs du contributeur d'indice de référence au code de conduite

Nous considérons que la mention, dans le paragraphe 2 de l'article 15 du règlement, de tout « manquement » au code de conduite qui est « significatif » viserait les manquements non négligeables susceptibles de toucher l'indice de référence désigné, tel qu'il est établi, ou encore son intégrité ou sa réputation ou celle de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Paragraphe 3 de l'article 15 – Obligation d'obtenir d'autres données représentatives

Le paragraphe 3 de l'article 15 du règlement dispose qu'en cas d'un manquement visé au paragraphe 2 de cet article, lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, l'administrateur d'indice de référence désigné doit obtenir d'autres données représentatives conformément aux lignes directrices visées au paragraphe 3 de l'article 16. Toutefois, ces lignes directrices peuvent prévoir les circonstances dans lesquelles il peut conclure que les autres contributeurs d'indice de référence dont il a obtenu des données sous-jacentes constituent un échantillon représentatif de contributeurs d'indice de référence qui est suffisant pour l'application du paragraphe 1 de l'article 15 du règlement.

Paragraphe 4 de l'article 15 – Vérification des données sous-jacentes provenant de la fonction de salle des marchés d'un contributeur d'indice de référence

D'après le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 15 du règlement, lorsque des données sous-jacentes sont fournies par une fonction de salle des marchés d'un contributeur d'indice de référence, ou d'une entité du même groupe que lui exerçant des

activités liées à ces données ou susceptibles de les toucher, l'administrateur d'indice de référence désigné doit obtenir d'autres sources raisonnablement disponibles des renseignements qui corroborent l'exactitude et l'exhaustivité de ces données conformément à ses politiques et procédures.

Comme il se peut qu'aucune autre source d'information ne soit raisonnablement disponible à cette fin, nous nous attendons à ce que cet administrateur prévienne dans ses politiques, procédures et contrôles visés à l'article 8 du règlement les mesures qu'il prendrait dans ces cas.

Paragraphe 5 de l'article 15 – Fonction de salle des marchés d'un contributeur d'indice de référence

Selon le paragraphe 5 de l'article 15 du règlement, l'expression « fonction de salle des marchés » d'un contributeur d'indice de référence ou d'une entité du même groupe que lui s'entend d'un service, d'une division, d'un groupe ou de membres du personnel qui exercent une activité de tarification, de négociation, de vente, de commercialisation, de promotion publicitaire, de démarchage, de structuration ou de courtage. En général, nous considérons que le personnel de la salle des marchés est celui qui génère des revenus pour le contributeur d'indice de référence ou l'entité du même groupe.

Sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 16 – Vérifiabilité de l'établissement selon la méthodologie

Le sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 16 du règlement prévoit qu'il doit être possible de vérifier l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de l'établissement de l'indice de référence désigné selon la méthodologie.

L'établissement d'un indice selon une méthodologie reposant sur de l'information telle que des données sous-jacentes est exact, fiable et exhaustif s'il remplit les conditions suivantes :

- il peut être clairement lié à l'information d'origine;
- il peut être lié à de l'information complémentaire, mais distincte.

Par exemple, dans le cas d'un taux d'intérêt de référence établi quotidiennement et calculé en tant que moyenne arithmétique des taux acheteurs fournis par des institutions financières qui acceptent couramment des acceptations bancaires et sont des teneurs de marché pour ce type d'instrument, l'établissement quotidien est exact, fiable et exhaustif si les conditions suivantes sont réunies :

- le calcul peut être clairement lié aux taux fournis par les institutions financières et consignés par l'administrateur d'indice de référence;
- les registres tenus par l'administrateur sur les taux fournis par les institutions financières peuvent être rapprochés de ceux des institutions financières en question.

Dans le cas d'un taux d'intérêt de référence désigné, nous reconnaissons que toute vérification par un administrateur d'indice de référence désigné ou un expert-comptable nécessiterait qu'ils aient accès aux dossiers des contributeurs d'indice de référence conformément au paragraphe 8 de l'article 39 du règlement et ne serait réalisable que si elle repose sur des échantillons de taux à certaines dates.

Sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 16 – Caractéristiques applicables à prendre en compte dans la méthodologie

Le sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 16 du règlement prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné doit tenir compte, dans l'élaboration de la méthodologie, de toutes les caractéristiques applicables du segment du marché ou de l'économie que l'indice de référence désigné est censé représenter.

Dans ce contexte, nous considérons que les « caractéristiques applicables » comprennent ce qui suit :

- la taille et la liquidité raisonnablement prévue du marché;
- la transparence des opérations et les positions des participants sur le marché;
- la concentration du marché;
- la dynamique du marché;
- l'adéquation de tout échantillon à représenter raisonnablement le segment du marché ou de l'économie que l'indice de référence désigné est censé représenter.

Paragraphe 2 de l'article 17 – Projets de modification significative et mise en œuvre de modifications significatives de la méthodologie

Selon le paragraphe 2 de l'article 17 du règlement, l'administrateur d'indice de référence désigné doit prévoir la publication d'un avis et une consultation sur tout projet de modification significative ou la mise en œuvre de toute modification significative de la méthodologie d'un indice de référence désigné.

Dans l'information à publier sur la méthodologie en vertu de l'article 18 du règlement, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de cet article prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné doit publier des exemples de types de modifications qui pourraient constituer une modification significative de la méthodologie.

En général, serait significatif tout changement de la méthodologie d'un indice de référence désigné qui, de l'avis d'une personne raisonnable, aurait une incidence significative sur la fourniture de ce dernier (au sens du paragraphe 4 de l'article 1 du règlement).

Nous estimons qu'un avis suffisant a été donné dans ces contextes lorsque le projet de modification significative ou la mise en œuvre de la modification significative de la méthodologie sont publiés sur le site Web de l'administrateur d'indice de référence désigné, accompagnés d'un communiqué au sujet de la publication. Il est de bonne pratique que l'administrateur établisse une liste de distribution électronique à laquelle les parties qui souhaitent recevoir ces avis par courrier électronique ont le choix de s'abonner.

En plus ou au lieu d'un communiqué, l'administrateur d'indice de référence désigné peut songer à d'autres moyens de s'assurer que les intervenants et les membres du public sont informés de cette publication sur son site Web, notamment des publications sur les médias sociaux ou les plateformes Internet, des avis aux médias ou des bulletins.

Disposition *v* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 18 – Information à publier sur la méthodologie

Dans l'information à publier sur la méthodologie en vertu de l'article 18 du règlement, la disposition *v* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de cet article prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné doit publier une explication de tous les éléments de la méthodologie, dont les contributeurs d'indice de référence et les critères employés pour établir leur admissibilité. Cette information comprendrait la liste des contributeurs d'indice de référence existants et pourrait inclure une description des personnes qui pourraient le devenir dans le futur.

Respect de la méthodologie

Plusieurs dispositions du règlement favorisent le respect par l'administrateur d'indice de référence désigné de sa propre méthodologie d'établissement des indices de référence qu'il administre, dont les suivantes :

- sous-paragraphes *b* du paragraphe 1 de l'article 5 – l'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique un cadre de responsabilité comportant des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour, à l'égard de chaque indice de référence désigné qu'il administre, assurer et prouver son respect de la méthodologie qui s'y applique;

- sous-paragraphes *b* du paragraphe 3 de l'article 6 – au moins tous les 12 mois, le chef de la conformité fait rapport au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné sur le fait que l'administrateur a suivi ou non la méthodologie applicable à chaque indice de référence désigné qu'il administre;

- sous-paragraphes *a* du paragraphe 4 de l'article 8 – l'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour assurer que les contributeurs d'indice de référence respectent les normes applicables aux données sous-jacentes selon la méthodologie de l'indice de référence désigné;

- sous-paragraphes *c* du paragraphe 1 de l'article 16 – l'exactitude et la fiabilité de la méthodologie, à l'égard des indices qu'elle a servi à établir, sont vérifiables, y compris, le cas échéant, par des contrôles a posteriori;

- sous-paragraphes *c* du paragraphe 1 de l'article 18 – l'administrateur d'indice de référence désigné publie le processus d'examen interne et d'approbation de la méthodologie ainsi que la fréquence de ces examens et approbations.

Afin de se conformer à ces obligations, l'administrateur d'indice de référence désigné devrait généralement tenter de faire en sorte que le respect de la méthodologie d'un indice soit surveillé par des membres du personnel indépendants de ceux qui l'établissent et l'appliquent.

CHAPITRE 5 INFORMATION À FOURNIR

Paragraphe 1 de l'article 19 – Déclaration relative à l'indice de référence

Énoncés aux sous-paragraphes *a* à *m* du paragraphe 1 de l'article 19 du règlement, les éléments de la déclaration relative à l'indice de référence visent à favoriser la transparence auprès des utilisateurs d'indice de référence afin qu'ils comprennent l'objet et les limites de l'indice de référence ainsi que la façon dont l'administrateur d'indice de référence désigné appliquera la méthodologie nécessaire à sa fourniture. L'administrateur devrait, lorsqu'il rédige la déclaration, viser à ce que les utilisateurs d'indice de référence disposent de suffisamment d'information pour comprendre ce que l'indice de référence est censé représenter et décider s'ils veulent commencer ou continuer à l'utiliser.

Sous-paragraphes *a* du paragraphe 1 de l'article 19 – Segment du marché ou de l'économie applicable aux fins de la déclaration relative à l'indice de référence

Selon le sous-paragraphes *a* du paragraphe 2 de l'article 19 du règlement, la déclaration relative à un indice de référence désigné doit comporter une description du segment du marché ou de l'économie que l'indice est censé représenter. Il s'agit d'établir l'objet de l'indice.

Par exemple, un taux d'intérêt de référence peut avoir pour objet de représenter le coût du crédit interbancaire non garanti et de servir de taux d'intérêt de référence pour les conventions de prêts interbancaires. Dans cet exemple, le taux est considéré comme problématique dans les situations suivantes :

- le type de taux de crédit bancaire préférentiel que l'indice de référence est censé refléter n'est pas clair;
- la méthode de calcul ne fonctionne pas bien en période de faible liquidité.

Paragraphe 2 de l'article 20 – Modification significative d'un indice de référence désigné

Le paragraphe 2 de l'article 20 du règlement prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné doit publier ses procédures en cas de modification significative ou de cessation d'un indice de référence désigné qu'il administre, y compris en matière de préavis de mise en œuvre de la cessation ou de la modification. Selon nous, une modification significative s'entend, par exemple, du remplacement de la personne agissant à titre d'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard d'un indice de référence désigné. Aussi nous attendons-nous à que ces procédures traitent notamment du remplacement de l'administrateur d'un indice de référence qu'il administre, y compris les préavis de ce remplacement.

CHAPITRE 6 CONTRIBUTEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE

Observations générales

Le chapitre 6 du règlement contient des dispositions applicables aux contributeurs d'indice de référence à l'égard des indices de référence désignés. Des obligations particulières s'appliquent aussi à ceux-ci relativement aux indices suivants :

- les indices de référence essentiels désignés (voir les articles 30 et 33 du règlement);
- les taux d'intérêt de référence désignés (voir les articles 37 à 39 du règlement).

La législation en valeurs mobilières désigne par l'expression « contributeur d'indice de référence » toute personne qui se livre ou participe à la fourniture de renseignements qui serviront à un administrateur d'indice de référence pour établir un indice de référence. Cette définition englobe toute personne qui fournit de l'information concernant un indice de référence désigné, que ce soit volontairement, en vertu d'un contrat ou autrement.

En Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Saskatchewan, la législation en valeurs mobilières prévoit que l'autorité en valeurs mobilières peut, en réponse à une demande émanant de l'agent responsable ou, en Alberta ou en Colombie-Britannique, de son propre chef, exiger qu'une personne fournisse de l'information à l'administrateur d'indice de référence désigné relativement à un indice de référence désigné si cela est dans l'intérêt public. On peut, par exemple, enjoindre à une personne de fournir de l'information à un administrateur d'indice de référence désigné aux fins de l'établissement d'un indice de référence essentiel désigné. Dans ce cas, la personne serait, en tant que contributeur d'indice de référence, assujettie aux dispositions générales du règlement visant les contributeurs d'indice de référence ainsi qu'aux dispositions applicables à ceux d'entre eux qui contribuent à un indice de référence essentiel désigné. Toutefois, certaines de ces dispositions ne s'appliquent que si des données sous-jacentes sont considérées comme fournies au sens du paragraphe 3 de l'article 1 du règlement.

Paragraphe 1 de l'article 23 – Code de conduite des contributeurs d'indice de référence

L'obligation de l'administrateur d'indice de référence désigné, en vertu du paragraphe 1 de l'article 23 du règlement, d'établir, de consigner, de maintenir et d'appliquer un code de conduite précisant les responsabilités des contributeurs d'indice de référence à l'égard de la fourniture de données sous-jacentes à un indice de référence ne s'applique que si pareil indice est établi à l'aide de données sous-jacentes provenant de ces contributeurs. Le paragraphe 3 de l'article 1 du règlement expose les circonstances dans lesquelles les données sous-jacentes sont considérées comme fournies et le chapitre 1 de la présente instruction générale énonce plus d'indications à cet égard.

Disposition v du sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 23 – Validation des données sous-jacentes avant leur fourniture

Lors de l'examen de toute exigence relative aux procédures, systèmes et contrôles visée à la disposition v du sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 23, nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence désigné tienne compte des particularités de l'indice de référence désigné, dont sa complexité, son usage et sa vulnérabilité ainsi que les systèmes et contrôles qui assureraient l'exactitude et l'exhaustivité des données sous-jacentes. Par exemple, il pourrait y avoir lieu d'exiger qu'une personne physique possédant les connaissances appropriées et occupant un poste hiérarchiquement supérieur à celui de la personne physique contributrice approuve les données sous-jacentes avant leur fourniture à l'administrateur d'indice de référence désigné.

Disposition vii du sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 23 – Données sous-jacentes inexactes, non fiables ou non exhaustives

En vertu de la disposition vii du sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 23 du règlement, le code de conduite du contributeur d'indice de référence doit prévoir l'obligation pour celui-ci de signaler toute situation dans laquelle une personne raisonnable jugerait qu'une personne physique contributrice, agissant au nom de ce contributeur ou d'un autre, a fourni des données sous-jacentes qui ne sont pas exactes, fiables ou exhaustives. Pour établir cette obligation, nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence désigné envisage de fournir des indicateurs pouvant servir à déceler les données sous-jacentes de la sorte, d'après l'expérience antérieure. Les indicateurs devraient raisonnablement refléter les particularités de l'indice de référence désigné, notamment sa complexité, son usage et sa vulnérabilité.

Disposition x du sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 23 – Accès au conseil d'administration

Selon la disposition x du sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 23 du règlement, le code de conduite du contributeur d'indice de référence doit prévoir l'obligation de ne pas empêcher ni restreindre l'accès direct du dirigeant visé à la disposition ix ainsi que du chef de la conformité du contributeur d'indice de référence à son conseil d'administration. Ce dirigeant et ce chef de la conformité peuvent parfois être une seule et même personne. S'il s'agit de personnes différentes, chacune doit avoir directement accès au conseil d'administration. Cependant, dans certaines situations, il peut leur arriver de faire conjointement ou séparément rapport à ce dernier sur une question.

Paragraphe 3 de l'article 23 – Évaluation du respect du code de conduite

Nous nous attendons à ce que l'administrateur d'indice de référence désigné, lorsqu'il établit les politiques et procédures requises en vertu du paragraphe 3 de l'article 23 du règlement, examine les particularités de l'indice de référence désigné, notamment sa complexité, son usage et sa vulnérabilité. Par exemple, les politiques et procédures peuvent prévoir l'utilisation d'attestations de vérification signées par un dirigeant du contributeur d'indice de référence et des inspections sur le terrain menées par le personnel du service de conformité interne, tous indépendants des unités d'exploitation dont les activités sont assujetties au code de conduite.

Sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 24 – Obligations des contributeurs d'indice de référence en matière de conflit d'intérêts

Selon le sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 24 du règlement, le contributeur d'indice de référence qui contribue à un indice de référence désigné doit établir, consigner, maintenir et appliquer des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour garantir qu'aucun conflit d'intérêts réel ou potentiel touchant le contributeur d'indice de référence ou ses salariés, dirigeants, administrateurs ou mandataires n'a d'incidence sur les données sous-jacentes qu'il a fournies, si, selon une personne raisonnable, ces données peuvent ne pas être exactes, fiables ou exhaustives.

Nous nous attendons à ce que, lorsqu'il établit ces politiques et procédures, le contributeur d'indice de référence tienne compte des points suivants :

- les contributeurs d'indice de référence qui fournissent des données sous-jacentes à des indices de référence peuvent souvent opérer une appréciation discrétionnaire et s'exposent à des risques de conflits d'intérêts, de sorte qu'ils sont susceptibles d'être la source de manipulations;
- les conflits d'intérêts doivent donc être gérés ou atténués de manière à ce qu'ils n'aient pas d'incidence sur les données sous-jacentes.

Par exemple, si le contributeur d'indice de référence relève un conflit d'intérêts touchant une autre partie de ses activités, il devrait s'assurer que les personnes responsables de la fourniture des données sous-jacentes à l'administrateur d'indice de référence désigné pour établir l'indice de référence désigné respectent les conditions suivantes :

- elles travaillent dans des locaux sécurisés et séparés de ceux des personnes qui exercent cette autre partie des activités;
- elles relèvent d'une personne dont le supérieur est un membre de la haute direction n'assumant aucune responsabilité liée à cette autre partie des activités.

Paragraphe 2 de l'article 24 – Exactitude, fiabilité et exhaustivité des données sous-jacentes

Nous nous attendons à ce que le contributeur d'indice de référence, lorsqu'il établit les politiques, les procédures et les contrôles visés au paragraphe 2 de l'article 24 du règlement, sous réserve de toute obligation prévue dans le code de conduite visé à l'article 23 du règlement, tienne compte des particularités de l'indice de référence désigné, notamment sa complexité, son usage et sa vulnérabilité ainsi que les systèmes et contrôles qui assureraient l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité des données sous-jacentes. Par exemple, il pourrait y avoir lieu d'exiger qu'une personne physique possédant les connaissances appropriées et occupant un poste hiérarchiquement supérieur à celui de la personne physique contributrice approuve les données sous-jacentes avant leur fourniture à l'administrateur d'indice de référence désigné.

En outre, comme prévu à la disposition *i* du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 24, le degré de séparation organisationnelle entre les personnes physiques contributrices et les salariés ayant notamment pour responsabilités d'effectuer des transactions sur des contrats, des dérivés, des instruments ou des titres pour lesquels l'indice de référence désigné sert de référence devrait être de nature à permettre d'éviter les conflits d'intérêts ou d'atténuer les risques y afférents. En fonction des particularités de l'indice de référence désigné et des conflits d'intérêts et risques connexes, cette mesure pourrait commander la restriction de l'accès à certains renseignements ou à certains secteurs de l'organisation.

Paragraphe 3 de l'article 24 – Exercice du jugement d'expert

Nous nous attendons à ce que le contributeur d'indice de référence, lorsqu'il établit les politiques et procédures visées au sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 24 du règlement, examine les particularités de l'indice de référence désigné, notamment sa complexité, son usage et sa vulnérabilité ainsi que la nature de ses données sous-jacentes.

D'après le chapitre 1 de la présente instruction générale, l'exercice du jugement d'expert peut englober diverses activités. En vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 de l'article 24 du règlement, dans le cas où le jugement d'expert est exercé à l'égard de données sous-jacentes, le contributeur d'indice de référence doit conserver les dossiers consignant les motifs de la décision de l'exercer, le raisonnement appliqué et les modalités de son exercice. Les dossiers devraient prendre en considération les politiques et procédures du contributeur applicables à l'exercice du jugement d'expert.

Paragraphe 4 de l'article 24 – Tenue de dossiers par les contributeurs d'indice de référence

L'expression « communications », au sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 24 du règlement, englobe les conversations téléphoniques, les courriels et les autres communications électroniques, ce qui, à notre avis, oblige le contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence désigné à conserver des enregistrements audios de l'ensemble des conversations téléphoniques et des messages vocaux afférents à la fourniture de données sous-jacentes. Il devrait également tenir un registre des appels et consigner les notes des conversations téléphoniques ou des messages vocaux en lien avec cette fourniture.

Les dossiers que tient le contributeur d'indice de référence en vertu de du paragraphe 4 de l'article 24 peuvent devoir être mis à la disposition de l'administrateur d'indice de référence désigné conformément au paragraphe 5. Comme ils peuvent contenir des renseignements confidentiels, sensibles ou exclusifs, nous nous attendons à ce que l'administrateur ne les demande qu'en lien avec l'examen et la supervision de la fourniture de l'indice de référence désigné, et fasse le nécessaire pour en préserver la confidentialité.

Article 25 – Dirigeant responsable de la conformité du contributeur d'indice de référence

En vertu du paragraphe 1 de l'article 25 du règlement, le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un indice de référence désigné nomme un dirigeant chargé de surveiller et d'évaluer la conformité de la conduite du contributeur et de ses salariés au code de conduite visé à l'article 23 et au règlement, ainsi qu'aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence. Le dirigeant peut mener ces activités à temps partiel, mais devrait être indépendant des personnes participant à l'établissement et à la fourniture des données sous-jacentes.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 25 du règlement, le contributeur d'indice de référence ne peut empêcher ou restreindre l'accès direct du dirigeant visé au paragraphe 1 et de son chef de la conformité à son conseil d'administration. Ce dirigeant et ce chef de la conformité peuvent parfois être une seule et même personne. S'il s'agit de personnes différentes, chacune doit avoir directement accès au conseil d'administration. Cependant, dans certaines situations, il peut leur arriver de faire conjointement ou séparément rapport à ce dernier sur une question.

CHAPITRE 7 TENUE DE DOSSIERS

Article 26 – Tenue de dossiers par l'administrateur d'indice de référence

L'expression « communications », au sous-paragraphe *h* du paragraphe 2 de l'article 26 du règlement, englobe les conversations téléphoniques, les courriels et les autres communications électroniques, ce qui, à notre avis, oblige l'administrateur d'indice de référence désigné à conserver des enregistrements audios de l'ensemble des conversations téléphoniques et des messages vocaux afférents à la fourniture de données sous-jacentes. Il devait également tenir un registre des appels et consigner les notes des conversations téléphoniques ou des messages vocaux en lien avec cette fourniture.

Outre les obligations de tenue de dossiers prévues par le règlement, la législation en valeurs mobilières exige généralement des participants au marché de conserver les dossiers raisonnablement nécessaires pour justifier de leur conformité au droit des valeurs mobilières du territoire concerné.

CHAPITRE 8

SECTION 1 Indices de référence essentiels désignés

Article 30 – Cessation de la fourniture de données sous-jacentes à un indice de référence essentiel désigné

L'article 30 du règlement prévoit le processus qu'un contributeur d'indice de référence doit suivre pour cesser de fournir des données sous-jacentes à un indice de référence essentiel désigné. Après avoir avisé l'administrateur d'indice de référence désigné de son intention, il est tenu, en vertu du paragraphe 2 de cet article, de continuer à fournir les données pendant une période n'excédant pas 6 mois. Cette période de transition vise à protéger l'exactitude et l'intégrité de l'indice concerné.

La disposition *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 de l'article 30 du règlement autorise l'administrateur d'indice de référence désigné à aviser le contributeur d'indice de référence qu'il doit continuer à fournir des données sous-jacentes pendant une période inférieure à 6 mois. Nous comptons que l'administrateur fixera la date d'expiration de cette période en fonction de l'évaluation, présentée à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières en vertu de la disposition *i* du même sous-paragraphe, de l'incidence que la cessation aura sur la capacité de l'indice de référence essentiel désigné à représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter. Nous nous attendons également à ce que cette période soit la plus courte possible, mais permette que l'indice demeure ainsi représentatif.

Par ailleurs, la législation en valeurs mobilières de certains territoires confère à l'autorité en valeurs mobilières le pouvoir d'obliger un contributeur d'indice de référence à fournir de l'information à l'administrateur d'indice de référence désigné en lien avec un indice de référence désigné lorsque procéder de la sorte serait dans l'intérêt public ou non contraire à celui-ci.

SECTION 2 Taux d'intérêt de référence désignés

Article 34 – Ordre de priorité des données sous-jacentes

Selon l'article 34 du règlement, dans le cas du taux d'intérêt de référence désigné reposant sur la fourniture de données sous-jacentes par un contributeur d'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné utilise les données sous-jacentes servant à l'établissement du taux selon l'ordre de priorité précisé dans la méthodologie y applicable. En général, cette méthodologie emploierait les types suivants de données sous-jacentes, selon le cas, dans l'ordre de priorité indiqué :

- a)* les données de transaction de tout contributeur d'indice de référence sur le marché sous-jacent que le taux d'intérêt de référence désigné est censé représenter;
- b)* si les données sous-jacentes visées au sous-paragraphe *a* ne sont pas disponibles, les cotations fermes sur le marché visé à ce sous-paragraphe;
- c)* si les données sous-jacentes visées aux sous-paragraphe *a* et *b* ne sont pas disponibles, les cotations indicatives sur le marché visé au sous-paragraphe *a*;
- d)* si les données sous-jacentes visées aux sous-paragraphe *a* à *c* ne sont pas disponibles, les transactions de tiers observées par un contributeur d'indice de référence sur les marchés liés à celui visé au sous-paragraphe *a*;
- e)* dans tous les autres cas, les jugements d'expert.

Selon nous, est « ferme » la cotation exécutable par l'autre partie à la transaction potentielle. La partie qui fournit la cotation annonce sa volonté de conclure des transactions aux cours acheteur et vendeur applicables et accepte, si la transaction est réalisée, de le faire au cours convenu dans la cotation, et ce, jusqu'à concurrence de la quantité maximale qui y est prévue.

Selon nous, est « indicative » la cotation qui n'est pas exécutable immédiatement par l'autre partie à la transaction potentielle. Les cotations indicatives sont habituellement fournies avant que les parties négocient le cours ou la quantité auxquels la transaction potentielle sera exécutée.

Un taux d'intérêt de référence désigné peut reposer sur la fourniture, par des contributeurs d'indice de référence, de données sous-jacentes qui représentent le taux d'intérêt auquel ils sont disposés à prêter des fonds à leurs clients.

Dans le contexte de l'article 34 du règlement, pour l'application des paragraphes 1 et 3 de son article 14, les données sous-jacentes à un taux d'intérêt de référence désigné peuvent être ajustées conformément à la méthodologie de ce dernier afin que celui-ci représente de manière plus exacte le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter, notamment dans les cas suivants :

- a) le moment des transactions sur lesquelles se fondent les données sous-jacentes n'est pas suffisamment proche de celui de la fourniture de ces données
- b) un événement de marché survenant entre le moment des transactions et celui de la fourniture des données sous-jacentes pourrait, selon une personne raisonnable, avoir une incidence significative sur le taux d'intérêt de référence désigné;
- c) des changements survenant dans le risque de crédit des contributeurs d'indice de référence et d'autres participants au marché pourraient, selon une personne raisonnable, avoir une incidence significative sur le taux d'intérêt de référence désigné.

Paragraphe 1 de l'article 36 – Rapport d'assurance à l'égard d'un taux d'intérêt de référence désigné

Le paragraphe 1 de l'article 36 du règlement dispose que l'administrateur d'indice de référence désigné doit engager un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance visé à l'article 7, un rapport d'assurance limitée sur la conformité, ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité, concernant son respect de certains articles du règlement et de la méthodologie de chaque taux d'intérêt de référence désigné qu'il administre.

Le rapport visé au paragraphe 1 de l'article 36 diffère de celui du dirigeant visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 de l'article 6 du règlement. L'administrateur d'indice de référence désigné qui administre un taux d'intérêt de référence désigné est tenu de satisfaire à ces deux dispositions.

Paragraphe 4 de l'article 39 – Tenue de dossiers par les contributeurs d'indice de référence

L'expression « communications », au sous-paragraphe *d* du paragraphe 4 de l'article 39 du règlement, englobe les conversations téléphoniques, les courriels et les autres communications électroniques, ce qui, à notre avis, oblige le contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence désigné à conserver des enregistrements audios de l'ensemble des conversations téléphoniques et des messages vocaux afférents à la fourniture de données sous-jacentes. Il devait également tenir un registre des appels et consigner les notes des conversations téléphoniques ou des messages vocaux en lien avec cette fourniture.

Gouvernement du Québec

O.C. 879-2021, 23 June 2021

Educational Childcare Act
(chapter S-4.1.1)

Educational Childcare —Amendment

Regulation to amend the Educational Childcare
Regulation

WHEREAS, under subparagraph 13.1 of the first paragraph of section 106 of the Educational Childcare Act (chapter S-4.1.1), the Government may, by regulation, for part or all of Québec, set the ratio of staff to qualified staff present during the provision of childcare services to be respected by a childcare provider;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), a draft Regulation to amend the Educational Childcare Regulation was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of 24 March 2021 with a notice that it could be made by the Government on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS it is expedient to make the Regulation without amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Families:

THAT the Regulation to amend the Educational Childcare Regulation, attached to this Order in Council, be made.

YVES OUELLET
Clerk of the Conseil exécutif

Regulation to amend the Educational Childcare Regulation

Educational Childcare Act
(chapter S-4.1.1, s. 106, 1st par., subpar. 13.1)

1. The Educational Childcare Regulation (chapter S-4.1.1, r. 2) is amended by adding “However, until 9 months have elapsed since the last day of the public health emergency declared by Order in Council 177-2020 dated 13 March 2020, the permit holder must ensure that at least 1 childcare staff member out of 3 is qualified and present each day with the children while childcare is being provided and, for the next 12 months, at least 1 childcare

staff member out of 2 is qualified and present each day with the children while childcare is being provided.” at the end of the first paragraph of section 23.

2. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

105154

M.O., 2021-07

Order number V-1.1-2021-07 of the Minister of Finance dated 23 June 2021

Securities Act
(chapter V-1.1)

Concerning the Regulation 25-102 respecting
Designated Benchmarks and Benchmark
Administrators

WHEREAS paragraphs 1, 3, 8, 9.1, 9.2.1, 9.3, 9.5, 9.6, 11, 19, 19.1, 19.3, 19.5, 26, 32, 32.0.1 and 34 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the Autorité des marchés financiers may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

Whereas the first and fifth paragraphs of the said section provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

Whereas, in accordance with section 331.2 of the said Act, the draft Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators was published in the Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, vol. 16, no. 10 of 14 March 2019, with a notice that it could be approved by the Minister of Finance on the expiry of 90 days following that publication;

Whereas the Autorité des marchés financiers made, on 11 June 2021, by the decision no. 2021-PDG-0029, the Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators;

Part 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 7, 2021, Vol. 153, No. 27

2587

Whereas there is cause to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators appended hereto.

23 June 2021

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION 25-102 RESPECTING DESIGNATED BENCHMARKS AND BENCHMARK ADMINISTRATORS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (9.2.1), (9.3), (9.5), (9.6), (11), (19), (19.1), (19.3), (19.5), (26), (32), (32.0.1) and (34), and s. 331.2)

Note: The text box in this Regulation located after subsection 1(6) refers to terms defined in securities legislation. This text box does not form part of this Regulation.

PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions and interpretation

1. (1) In this Regulation,

“benchmark individual” means any DBA individual who participates in the provision of, or overseeing the provision of, a designated benchmark;

“board of directors” includes, in the case of a person that does not have a board of directors, a group that acts in a capacity similar to a board of directors;

“contributing individual” means an individual who contributes input data, as an employee or agent, on behalf of a benchmark contributor;

“CSAE 3000” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3000 *Attestation Engagements Other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*, as amended from time to time;

“CSAE 3001” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3001 *Direct Engagements*, as amended from time to time;

“CSAE 3530” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3530 *Attestation Engagements to Report on Compliance*, as amended from time to time;

“CSAE 3531” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3531 *Direct Engagements to Report on Compliance*, as amended from time to time;

“DBA individual” means an individual who is

- (a) a director, officer or employee of a designated benchmark administrator, or
- (b) an agent of a designated benchmark administrator who performs services on behalf of the designated benchmark administrator;

“designated benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation by a decision of the securities regulatory authority;

“designated benchmark administrator” means

(a) in Québec, a benchmark administrator that is subject to securities legislation by a decision of the securities regulatory authority, and

(b) in every other jurisdiction, a benchmark administrator that is designated for the purposes of this Regulation by a decision of the securities regulatory authority;

“designated critical benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation as a “critical benchmark” by a decision of the securities regulatory authority;

“designated interest rate benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation as an “interest rate benchmark” by a decision of the securities regulatory authority;

“designated regulated-data benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation as a “regulated-data benchmark” by a decision of the securities regulatory authority;

“expert judgment” means the discretion exercised by

(a) a designated benchmark administrator with respect to the use of input data in determining a benchmark, and

(b) a benchmark contributor with respect to input data;

“input data” means data in respect of any measurement of one or more assets, interests or elements, including, but not limited to, the value or price of the asset, interest or element, if that data is contributed, or otherwise obtained, by a designated benchmark administrator for the purpose of determining a designated benchmark;

“ISAE 3000” means International Standard on Assurance Engagements 3000 (Revised), *Assurance Engagements Other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*, as amended from time to time;

“limited assurance report on compliance” means

(a) a public accountant’s limited assurance report, on management’s statement that a person complied with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3000 and CSAE 3530 or ISAE 3000, or

(b) a public accountant’s limited assurance report, on the compliance of a person with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3001 and CSAE 3531 or ISAE 3000;

“management’s statement” means a statement of management of a designated benchmark administrator or a benchmark contributor, as applicable;

“methodology” means a document describing how a designated benchmark administrator determines a designated benchmark;

“reasonable assurance report on compliance” means

(a) a public accountant’s reasonable assurance report, on management’s statement that a person complied with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3000 and CSAE 3530 or ISAE 3000, or

(b) a public accountant’s reasonable assurance report, on the compliance of a person with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3001 and CSAE 3531 or ISAE 3000;

“subject requirements” means

- (a) paragraphs 32(1)(a) and (b),
- (b) paragraphs 33(1)(a) and (b),
- (c) paragraphs 36(1)(a) and (b),
- (d) paragraphs 37(1)(a) and (b), and
- (e) paragraphs 38(1)(a), (b) and (c);

“transaction data” means the data in respect of a price, rate, index or value representing transactions

- (a) between persons each of which is not an affiliated entity of one another, and
- (b) occurring in an active market subject to competitive supply and demand forces.

(2) Terms defined in Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation (chapter V-1.1, r. 5) and used in this Regulation have the respective meanings ascribed to them in that Regulation.

(3) For the purposes of this Regulation, input data is considered to have been contributed to a designated benchmark administrator if

- (a) it is not reasonably available to
 - (i) the designated benchmark administrator, or
 - (ii) another person, other than the benchmark contributor, for the purpose of providing the input data to the designated benchmark administrator, and
- (b) it is provided to the designated benchmark administrator or the other person referred to in subparagraph (a)(ii) for the purpose of determining a benchmark.

(4) For the purposes of this Regulation, a designated benchmark administrator is considered to have provided a designated benchmark if any of the following apply:

(a) the administrator collects, analyzes, processes or otherwise uses the input data for the purposes of determining the benchmark;

(b) the administrator determines the benchmark through the application of the methodology applicable to the benchmark;

(c) the administrator administers any other arrangements for determining the benchmark.

(5) Subject to subsections (6), (7) and (8), Appendix A contains definitions of terms used in this Regulation.

(6) Subsection (5) does not apply in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario or Saskatchewan.

Note: In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario and Saskatchewan, the terms in Appendix A are defined in securities legislation.

(7) In British Columbia, the definitions of “benchmark” and “benchmark contributor” in the Securities Act (R.S.B.C. 1996, c. 418) apply to this Regulation.

(8) In Québec, the definitions of “benchmark” and “benchmark administrator” in the Securities Act (chapter V-1.1) apply to this Regulation.

(9) In this Regulation, a person is an affiliated entity of another person if either of the following applies:

(a) one is the subsidiary of the other;

(b) each is a subsidiary of, or controlled by, the same person.

(10) For the purposes of paragraph (9)(b), a person (first person) controls another person (second person) if any of the following apply:

(a) the first person beneficially owns, or controls or directs, directly or indirectly, securities of the second person carrying votes that, if exercised, would entitle the first person to elect a majority of the directors of the second person, unless that first person holds the voting securities only to secure an obligation;

(b) the second person is a partnership, other than a limited partnership, and the first person holds more than a 50% interest in the partnership;

(c) the second person is a limited partnership and the general partner of the limited partnership is the first person;

(d) the second person is a trust and the first person is a trustee of the trust.

**PART 2
DELIVERY REQUIREMENTS****Information on a designated benchmark administrator**

2. (1) In this section, the following terms have the same meaning as in section 1.1 of Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards (chapter V-1.1, r. 25):

- (a) “accounting principles”;
- (b) “auditing standards”;
- (c) “U.S. GAAP”;
- (d) “U.S. PCAOB GAAS”.

(2) In this section, “parent issuer” means an issuer in respect of which a designated benchmark administrator is a subsidiary.

(3) A designated benchmark administrator must deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority

(a) information that a reasonable person would consider describes the designated benchmark administrator’s organization, structure and administration of benchmarks, including, for greater certainty, a description of its policies and procedures required under this Regulation, conflicts of interest and potential conflicts of interest, any person referred to in section 13 to which a designated benchmark administrator has outsourced a function, service or activity in the provision of a designated benchmark, benchmark individuals, the officer referred to in section 6 and sources of revenue, and

(b) annual financial statements for the designated benchmark administrator’s most recently completed financial year that include all of the following:

(i) a statement of comprehensive income, a statement of changes in equity and a statement of cash flows for

(A) the most recently completed financial year, and

(B) the financial year, if any, immediately preceding the most recently completed financial year;

(ii) a statement of financial position at the end of each of the periods referred to in subparagraph (i);

(iii) notes to the annual financial statements.

(4) For the purposes of paragraph (3)(b), if a designated benchmark administrator is a subsidiary of a parent issuer, the designated benchmark administrator may instead deliver consolidated annual financial statements, for the most recently completed financial year of the parent issuer, that include all of the following:

(a) a statement of comprehensive income, a statement of changes in equity and a statement of cash flows for

(i) the most recently completed financial year, and

(ii) the financial year, if any, immediately preceding the most recently completed financial year;

(b) a statement of financial position at the end of each of the periods referred to in paragraph (a);

(c) notes to the annual financial statements.

(5) The annual financial statements delivered under paragraph (3)(b) or subsection (4) must be audited.

(6) The notes to the annual financial statements delivered under paragraph (3)(b) or subsection (4) must identify the accounting principles used to prepare the annual financial statements.

(7) The annual financial statements delivered under paragraph (3)(b) or subsection (4) must

(a) be prepared in accordance with one of the following accounting principles:

(i) Canadian GAAP applicable to publicly accountable enterprises;

(ii) Canadian GAAP applicable to private enterprises, if

(A) the financial statements consolidate any subsidiaries and account for significantly influenced investees and joint ventures using the equity method, and

(B) the designated benchmark administrator or parent issuer, as applicable, is a "private enterprise" as defined in the Handbook;

(iii) IFRS;

(iv) U.S. GAAP,

(b) be audited in accordance with one of the following auditing standards:

(i) Canadian GAAS;

(ii) International Standards on Auditing;

(iii) U.S. PCAOB GAAS, and

- (c) be accompanied by an auditor's report that,
 - (i) if subparagraph (b)(i) or (ii) applies, expresses an unmodified opinion,
 - (ii) if subparagraph (b)(iii) applies, expresses an unqualified opinion, and
 - (iii) identifies the auditing standards used to conduct the audit.
- (8) The information required under subsection (3) must be provided for the periods set out in, and be prepared in accordance with, Form 25-102F1 and must be delivered
 - (a) on or before the 30th day after the designated benchmark administrator is designated, and
 - (b) no later than 90 days after the end of each completed financial year of the designated benchmark administrator.
- (9) If any of the information delivered by a designated benchmark administrator under paragraph (3)(a) becomes inaccurate, and a reasonable person would consider the inaccuracy to be significant, the designated benchmark administrator must promptly deliver a completed amended Form 25-102F1 that includes the accurate information.

Information on a designated benchmark

- 3.** (1) A designated benchmark administrator must, for each designated benchmark that it administers, deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority
- (a) information about the provision and distribution of the designated benchmark, including, for greater certainty, its procedures, methodologies and distribution model, and
 - (b) the code of conduct, if any, for the benchmark contributors.
- (2) The information required under subsection (1) must be provided for the periods set out in, and be prepared in accordance with, Form 25-102F2 and must be delivered
- (a) on or before the 30th day after the designated benchmark is designated, and
 - (b) no later than 90 days after the end of each completed financial year of the designated benchmark administrator.
- (3) If any of the information delivered by a designated benchmark administrator under paragraph (1)(a) in respect of a designated benchmark it administers becomes inaccurate, and a reasonable person would consider the inaccuracy to be significant, the designated benchmark administrator must promptly deliver a completed amended Form 25-102F2 that includes the accurate information.

Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process

4. (1) A designated benchmark administrator must, if the designated benchmark administrator is incorporated or organized under the laws of a foreign jurisdiction, submit to the non-exclusive jurisdiction of the judiciary and quasi-judicial and other administrative bodies of the local jurisdiction and appoint an agent for service of process in Canada in a jurisdiction in which the designated benchmark administrator is designated.

(2) The submission to jurisdiction and appointment required under subsection (1) must be prepared in accordance with Form 25-102F3 and must be delivered on or before the 30th day after the designated benchmark administrator is designated.

(3) A designated benchmark administrator, or a benchmark administrator referred to in subsection (4), must deliver an amended Form 25-102F3 containing updated information at least 30 days before the effective date of any change that would result in a change to the information provided in the Form.

(4) Subsection (3) applies to a benchmark administrator until the date that is 6 years after the date on which the benchmark administrator ceases to be a designated benchmark administrator.

**PART 3
GOVERNANCE****Accountability framework requirements**

5. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply an accountability framework of policies and procedures that are reasonably designed to

(a) ensure and evidence compliance with securities legislation relating to benchmarks, and

(b) for each designated benchmark it administers, ensure and evidence that the designated benchmark administrator follows the methodology applicable to the designated benchmark.

(2) An accountability framework referred to in subsection (1) must specify how the designated benchmark administrator complies with each of the following:

(a) Part 7;

(b) subsection 2(5), paragraph 18(1)(c), sections 32 and 36 and subsection 39(7) as they relate to internal review or audit, a public accountant's limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance;

(c) the policies and procedures referred to in section 12.

Compliance officer

6. (1) A designated benchmark administrator must designate an officer to be responsible for monitoring and assessing compliance by the designated benchmark administrator and its DBA individuals with securities legislation relating to benchmarks.

(2) A designated benchmark administrator must not prevent or restrict the officer referred to in subsection (1) from directly accessing the designated benchmark administrator's board of directors or a member of the board of directors.

(3) An officer referred to in subsection (1) must do all of the following:

(a) monitor and assess compliance by the designated benchmark administrator and its DBA individuals with the accountability framework referred to in section 5, the control framework referred to in section 8 and securities legislation relating to benchmarks;

(b) at least once every 12 months, submit a report to the designated benchmark administrator's board of directors that describes

(i) the officer's activities referred to in paragraph (a),

(ii) compliance by the designated benchmark administrator and its DBA individuals with the accountability framework referred to in section 5, the control framework referred to in section 8 and securities legislation relating to benchmarks, and

(iii) whether the designated benchmark administrator has followed the methodology applicable to each designated benchmark it administers;

(c) submit a report to the designated benchmark administrator's board of directors as soon as reasonably possible if the officer becomes aware of any circumstances indicating that the designated benchmark administrator or its DBA individuals might not be in compliance with securities legislation relating to benchmarks and any of the following apply:

(i) a reasonable person would consider that the suspected non-compliance, if actual, poses a significant risk of financial loss to a benchmark user or to any other person;

(ii) a reasonable person would consider that the suspected non-compliance, if actual, poses a significant risk of harm to the integrity of capital markets;

(iii) a reasonable person would consider that the suspected non-compliance, if actual, is part of a pattern of non-compliance.

(4) An officer referred to in subsection (1) must not participate in any of the following:

(a) the provision of a designated benchmark;

(b) the determination of compensation for any DBA individuals, other than for a DBA individual who reports directly to the officer.

- (5) An officer referred to in subsection (1) must certify that a report submitted under paragraph (3)(b) is accurate and complete.
- (6) A designated benchmark administrator must not provide a payment or other financial incentive to an officer referred to in subsection (1), or any DBA individual who reports directly to the officer, if the payment or other financial incentive would create a conflict of interest.
- (7) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure compliance with subsection (6).
- (8) A designated benchmark administrator must deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, promptly after it is submitted to the board of directors, a report referred to in paragraph (3)(b) or (c).

Oversight committee

7. (1) In this section, “oversight committee” means the committee referred to in subsection (2).
- (2) A designated benchmark administrator must establish and maintain a committee to oversee the provision of a designated benchmark.
- (3) The oversight committee must not include any individual who is a member of the board of directors of the designated benchmark administrator.
- (4) The oversight committee must provide a copy of its recommendations on benchmark oversight to the board of directors of the designated benchmark administrator.
- (5) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures regarding the structure and mandate of the oversight committee.
- (6) The board of directors of a designated benchmark administrator must appoint the members of the oversight committee.
- (7) A designated benchmark administrator must not distribute information relating to a designated benchmark unless its board of directors has
- (a) approved the policies and procedures referred to in subsection (5), and
 - (b) approved the procedures referred to in paragraph (8)(d).
- (8) The oversight committee must, for each designated benchmark that the designated benchmark administrator administers, do all of the following:
- (a) review the methodology of the designated benchmark at least once every 12 months and consider if any changes to the methodology are required;
 - (b) oversee any changes to the methodology of the designated benchmark, including requesting that the designated benchmark administrator consult with benchmark contributors or benchmark users on any significant changes to the methodology of the designated benchmark;

(c) oversee the management and operation of the designated benchmark, including the designated benchmark administrator's control framework referred to in section 8;

(d) review and approve procedures for any cessation of the designated benchmark, including procedures governing consultations about a cessation of the designated benchmark;

(e) oversee any person referred to in section 13 to which a designated benchmark administrator has outsourced a function, service or activity in the provision of the designated benchmark, including calculation agents and dissemination agents;

(f) assess any report resulting from an internal review or audit, or any public accountant's limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance;

(g) monitor the implementation of any remedial actions relating to an internal review or audit, or any public accountant's limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance;

(h) keep minutes of its meetings;

(i) if the designated benchmark is based on input data from a benchmark contributor,

(i) oversee the designated benchmark administrator's establishment, documentation, maintenance and application of the code of conduct referred to in section 23,

(ii) monitor each of the following:

(A) the input data;

(B) the contribution of input data by the benchmark contributor;

(C) the actions of the designated benchmark administrator in challenging or validating contributions of input data,

(iii) take reasonable measures regarding any breach of the code of conduct referred to in section 23 to mitigate the impact of the breach and prevent additional breaches in the future, if a reasonable person would consider that the breach is significant, and

(iv) promptly notify the board of directors of the designated benchmark administrator of any breach of the code of conduct referred to in section 23, if a reasonable person would consider that the breach is significant.

(9) If the oversight committee becomes aware that the board of directors of the designated benchmark administrator has acted or intends to act contrary to any recommendations or decisions of the oversight committee, the oversight committee must record that fact in the minutes of its next meeting.

(10) If the oversight committee becomes aware of any of the following, the oversight committee must promptly report it to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority:

(a) any misconduct by the designated benchmark administrator in relation to the provision of a designated benchmark, if a reasonable person would consider that the misconduct is significant;

(b) any misconduct by a benchmark contributor in respect of a designated benchmark that is based on input data from the benchmark contributor, if a reasonable person would consider that the misconduct is significant;

(c) any input data that

(i) a reasonable person would consider is anomalous or suspicious, and

(ii) is used in determining the benchmark or is contributed by a benchmark contributor.

(11) The oversight committee, and each of its members, must carry out its, and their, actions and duties under this Regulation with integrity.

(12) A member of the oversight committee must disclose in writing to the committee the nature and extent of any conflict of interest the member has in respect of the designated benchmark or the designated benchmark administrator.

Control framework

8. (1) In this section, “control framework” means the policies, procedures and controls referred to in subsections (2), (3) and (4).

(2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls that are reasonably designed to ensure that a designated benchmark is provided in accordance with this Regulation.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), a designated benchmark administrator must ensure that its control framework includes controls relating to all of the following:

(a) management of operational risk, including any risk of financial loss, disruption or damage to the reputation of the designated benchmark administrator from any failure of its information technology systems;

(b) business continuity and disaster recovery plans;

(c) contingency procedures in the event of a disruption to the provision of the designated benchmark or the process applied to provide the designated benchmark.

(4) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls reasonably designed to

(a) ensure that benchmark contributors comply with the code of conduct referred to in section 23 and the standards for input data in the methodology of the designated benchmark,

(b) monitor input data before any publication relating to the designated benchmark, and

(c) validate input data after publication to identify errors and anomalies.

(5) A designated benchmark administrator must promptly provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority describing any security incident or any systems issue relating to a designated benchmark it administers, if a reasonable person would consider that the security incident or systems issue is significant.

(6) A designated benchmark administrator must review and update its control framework on a reasonably frequent basis and at least once every 12 months.

(7) A designated benchmark administrator must make its control framework available, on request and free of charge, to any benchmark user.

Governance requirements

9. (1) A designated benchmark administrator must establish and document its organizational structure.

(2) The organizational structure referred to in subsection (1) must establish well-defined roles and responsibilities for each person involved in the provision of a designated benchmark administered by the designated benchmark administrator.

(3) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure that each of its benchmark individuals

(a) has the necessary skills, knowledge, experience, reliability and integrity for the duties assigned to the individual, and

(b) is subject to adequate management and supervision.

(4) A designated benchmark administrator must ensure that any information published by the benchmark administrator relating to a designated benchmark is approved by a manager of the designated benchmark administrator.

Conflicts of interest

10. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures that are reasonably designed to

(a) identify and eliminate or manage conflicts of interest involving the designated benchmark administrator and its managers, benchmark contributors, benchmark users, DBA individuals and any affiliated entity of the designated benchmark administrator,

(b) ensure that the exercise of expert judgment by the benchmark administrator or DBA individuals is independently and honestly exercised,

(c) protect the integrity and independence of the provision of a designated benchmark,

(d) ensure that an officer referred to in section 6, or any DBA individual who reports directly to the officer, does not receive compensation or other financial incentive from which conflicts of interest arise or that otherwise adversely affect the integrity of the benchmark determination, and

(e) ensure that each of its benchmark individuals is not subject to undue influence, undue pressure or conflicts of interest, including, for greater certainty, ensuring that each of the benchmark individuals

(i) is not subject to compensation or performance evaluations from which conflicts of interest arise or that otherwise adversely affect the integrity of the benchmark determination,

(ii) does not have any financial interests, relationships or business connections that adversely affect the integrity of the designated benchmark administrator,

(iii) does not contribute to a determination of a designated benchmark by way of engaging in bids, offers or trades on a personal basis or on behalf of market participants, except as permitted under the policies and procedures of the designated benchmark administrator, and

(iv) is subject to policies and procedures to prevent the exchange of information that might affect a designated benchmark with the following, except as permitted under the policies and procedures of the designated benchmark administrator:

(A) any other DBA individual if that individual is involved in an activity that results in a conflict of interest or a potential conflict of interest,

(B) a benchmark contributor or any other person.

(2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures that are reasonably designed to keep separate, operationally, the business of a designated benchmark administrator relating to the designated benchmark it administers, and its benchmark individuals, from any other business activity of the designated benchmark administrator if the designated benchmark administrator becomes aware of a conflict of interest or a potential conflict of interest involving the business of the designated benchmark administrator relating to any designated benchmark.

(3) A designated benchmark administrator must promptly publish a description of a conflict of interest, or a potential conflict of interest, in respect of a designated benchmark

(a) if a reasonable person would consider the risk of harm to any person arising from the conflict of interest, or the potential conflict of interest, is significant, and

(b) on becoming aware of the conflict of interest, or the potential conflict of interest, including, for greater certainty, a conflict or potential conflict arising from the ownership or control of the designated benchmark administrator.

(4) A designated benchmark administrator must ensure that the policies and procedures referred to in subsection (1)

(a) take into account the nature and categories of the designated benchmarks it administers and the risks that each designated benchmark poses to capital markets and benchmark users,

(b) protect the confidentiality of information provided to or produced by the designated benchmark administrator, subject to the disclosure requirements under Part 5, and

(c) identify and eliminate or manage conflicts of interest, including, for greater certainty, those that arise as a result of

(i) expert judgment or other discretion exercised in the benchmark determination process,

(ii) the ownership or control of the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator, and

(iii) any other person exercising control or direction over the designated benchmark administrator in relation to determining the designated benchmark.

(5) If a designated benchmark administrator fails to apply or follow a policy or procedure referred to in subsection (4), and a reasonable person would consider the failure to be significant, the designated benchmark administrator must promptly provide written notice of the significant failure to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Reporting of contraventions

11. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply systems and controls reasonably designed to detect and promptly report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority any conduct by a DBA individual or a benchmark contributor that might involve the following:

(a) manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark;

(b) provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark.

(2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures for its DBA individuals to report any contravention of securities legislation relating to benchmarks to the officer referred to in section 6.

(3) A designated benchmark administrator must promptly provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority describing any conduct that it, or any of its DBA individuals, becomes aware of that might involve the following:

- (a) manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark;
- (b) provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark.

Complaint procedures

12. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain, apply and publish policies and procedures reasonably designed to ensure that the designated benchmark administrator receives, investigates and resolves complaints relating to a designated benchmark, including, for greater certainty, complaints in respect of each of the following:

(a) whether a determination of a designated benchmark accurately and reliably represents that part of the market or economy the benchmark is intended to represent;

(b) whether a determination of a designated benchmark was made in accordance with the methodology of the designated benchmark;

(c) the methodology of a designated benchmark or any proposed change to the methodology.

(2) A designated benchmark administrator must do all of the following:

(a) provide a written copy of the complaint procedures at no cost to any person on request;

(b) investigate a complaint in a timely and fair manner;

(c) communicate the outcome of the investigation of a complaint to the complainant within a reasonable period;

(d) conduct the investigation of a complaint independently of persons who might have been involved in the subject matter of the complaint.

Outsourcing

13. (1) A designated benchmark administrator must not outsource a function, service or activity relating to the administration of a designated benchmark in such a way as to significantly impair any of the following:

(a) the designated benchmark administrator's control over the provision of the designated benchmark;

(b) the ability of the designated benchmark administrator to comply with securities legislation relating to benchmarks.

(2) A designated benchmark administrator that outsources a function, service or activity in the provision of a designated benchmark must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure that

(a) the person performing the function or activity or providing the service has the ability, capacity, and any authorization required by law, to perform the outsourced function or activity, or provide the service, reliably and effectively,

(b) the designated benchmark administrator maintains records documenting the identity and the tasks of the person performing the function or activity or providing the service and that those records are available in a manner that permits them to be provided to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in a reasonable period,

(c) the designated benchmark administrator and the person to which a function, service or activity is outsourced enter into a written agreement that

(i) imposes service level requirements on the person,

(ii) allows the designated benchmark administrator to terminate the agreement when appropriate,

(iii) requires the person to disclose to the designated benchmark administrator any development that may have a significant impact on the person's ability to perform the

outsourced function or activity, or provide the outsourced service, in compliance with applicable law,

(iv) requires the person to cooperate with the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority regarding a compliance review or investigation involving the outsourced function, service or activity,

(v) allows the designated benchmark administrator to directly access

(i) the books, records and other documents related to the outsourced function, service or activity, and

(ii) the business premises of the person, and

(vi) requires the person to keep sufficient books, records and other documents to record its activities relating to the designated benchmark and to provide the designated benchmark administrator with copies of those books, records and other documents on request,

(d) the designated benchmark administrator takes reasonable measures if the administrator becomes aware of any circumstances indicating that the person to which a function, service or activity is outsourced might not be performing the outsourced function or activity, or providing the outsourced service, in compliance with this Regulation or with the agreement referred to in paragraph (c),

(e) the designated benchmark administrator conducts reasonable supervision of the outsourced function, service or activity and manages any risks to the designated benchmark administrator or to the accuracy or reliability of the designated benchmark resulting from the outsourcing,

(f) the designated benchmark administrator retains the expertise that a reasonable person would consider necessary to conduct reasonable supervision of the outsourced function, service or activity and to manage any risks to the designated benchmark administrator or to the accuracy or reliability of the designated benchmark resulting from the outsourcing, and

(g) the designated benchmark administrator takes steps, including developing contingency plans, that a reasonable person would consider necessary to avoid or mitigate operational risk related to the person performing the function or activity or providing the service.

(3) A designated benchmark administrator that outsources a function, service or activity in the provision of a designated benchmark must ensure that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority has reasonable access to

(a) the applicable books, records and other documents of the person performing the function or activity or providing the service, and

(b) the applicable business premises of the person performing the function or activity or providing the service.

PART 4 INPUT DATA AND METHODOLOGY

Input data

14. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure that all of the following are satisfied in respect of input data used in the provision of a designated benchmark:

(a) the input data, in aggregate, is sufficient to provide a designated benchmark that accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) the input data will continue to be reliably available;

(c) if appropriate transaction data is available to satisfy paragraphs (a) and (b), the input data is transaction data;

(d) if appropriate transaction data is not available to satisfy paragraphs (a) and (b), the designated benchmark administrator uses, in accordance with the methodology of the designated benchmark, relevant and appropriate estimated prices, quotes or other values as input data;

(e) the input data is capable of being verified as being accurate, reliable and complete.

(2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls that are reasonably designed to ensure that input data for a designated benchmark is accurate, reliable and complete and that include all of the following:

- (a) criteria for determining who may act as benchmark contributors and contributing individuals;
- (b) a process for determining benchmark contributors and contributing individuals;
- (c) a process for assessing a benchmark contributor's compliance with the code of conduct referred to in section 23;
- (d) a process for applying measures that a reasonable person would consider appropriate in the event of a benchmark contributor failing to comply with the code of conduct referred to in section 23;
- (e) if appropriate, a process for stopping a benchmark contributor from contributing further input data;
- (f) a process for verifying input data to ensure its accuracy, reliability and completeness.

(3) If a reasonable person would consider that the input data results in a designated benchmark that does not accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, the designated benchmark administrator must do either of the following:

- (a) within a reasonable time, change the input data, the benchmark contributors or the methodology of the designated benchmark in order to ensure that the designated benchmark accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;
- (b) cease to provide the designated benchmark.

(4) A designated benchmark administrator must promptly provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority if the designated benchmark administrator is required to take an action under paragraph (3)(a) or (b).

(5) A designated benchmark administrator must publish both of the following:

- (a) the policies and procedures referred to in subsection (1) regarding the types of input data, the priority of use of the different types of input data and the exercise of expert judgment in the determination of a designated benchmark;
- (b) the methodology of the designated benchmark.

Contribution of input data

15. (1) For the purpose of paragraph 14(1)(a) in respect of a designated benchmark that is based on input data from benchmark contributors, the designated benchmark administrator must obtain, if a reasonable person would consider it to be appropriate, input data from a representative sample of benchmark contributors.

(2) A designated benchmark administrator must not use input data from a benchmark contributor if

(a) a reasonable person would consider that the benchmark contributor has breached the code of conduct referred to in section 23, and

(b) a reasonable person would consider that the breach is significant.

(3) If the circumstances referred to in subsection (2) occur, and if a reasonable person would consider it to be appropriate, a designated benchmark administrator must obtain alternative representative data in accordance with the policies and procedures referred to in subsection 16(3).

(4) If input data is contributed from any front office of a benchmark contributor, or of an affiliated entity of a benchmark contributor, that performs any activities that relate to or might affect the input data, the designated benchmark administrator must

(a) obtain information from other sources, if reasonably available, that confirms the accuracy, reliability and completeness of the input data in accordance with its policies and procedures, and

(b) ensure that the benchmark contributor has in place internal oversight and verification procedures that a reasonable person would consider adequate.

(5) In this section, “front office” means any department, division or other internal grouping of a benchmark contributor, or any employee or agent of a benchmark contributor, that performs any pricing, trading, sales, marketing, advertising, solicitation, structuring or brokerage activities on behalf of the benchmark contributor.

Methodology

16. (1) A designated benchmark administrator must not follow a methodology for determining a designated benchmark unless all of the following apply:

(a) the methodology is sufficient to provide a designated benchmark that accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) the methodology identifies how and when expert judgment may be exercised in the determination of the designated benchmark;

(c) the accuracy and reliability of the methodology, with respect to determinations made under it, is capable of being verified, including, if appropriate, by back-testing;

(d) the methodology is reasonably designed to ensure that a determination under the methodology can be made in all reasonable circumstances, without compromising the accuracy and reliability of the methodology;

(e) a determination under the methodology is capable of being verified as being accurate, reliable and complete.

(2) A designated benchmark administrator must not implement a methodology for a designated benchmark unless the methodology,

(a) when it is prepared, takes into account all of the applicable characteristics of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent,

(b) if applicable, determines what constitutes an active market for the purposes of the designated benchmark, and

(c) establishes the priority to be given to different types of input data.

(3) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain, apply and publish policies and procedures that

(a) identify the circumstances in which the quantity or quality of input data falls below the standards necessary for the methodology to provide a designated benchmark that accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, and

(b) indicate whether and how the designated benchmark is to be determined in those circumstances.

Proposed significant changes to methodology

17. (1) In this section, “significant change” means a change that a reasonable person would consider to be significant.

(2) A designated benchmark administrator must not implement a significant change to a methodology for determining a designated benchmark, unless all of the following apply:

(a) the designated benchmark administrator has published notice of the proposed significant change to the methodology of a designated benchmark;

(b) the designated benchmark administrator has provided a means for benchmark users and other members of the public to comment on the proposed significant change and its effect on the designated benchmark;

- (c) the designated benchmark administrator has published
 - (i) any comments received, unless the commenter has requested that its comments be held in confidence,
 - (ii) the name of each commenter, unless a commenter has requested that its name be held in confidence, and
 - (iii) the designated benchmark administrator's response to the comments that are published;
 - (d) the designated benchmark administrator has published notice of implementation of any significant change to the methodology of the designated benchmark.
- (3) For the purposes of subsection (2),
- (a) the notice under paragraph (2)(a) must be published on a date that provides benchmark users and other members of the public with reasonable time to consider and comment on the proposed change,
 - (b) the publication of comments under paragraph (2)(c) may permit a part of a written comment to be excluded from publication if both of the following apply:
 - (i) the designated benchmark administrator considers that disclosure of that part of the comment would be seriously prejudicial to the interests of the designated benchmark administrator or would contravene privacy laws;
 - (ii) the designated benchmark administrator includes, with the publication, a description of the nature of the comment, and
 - (c) the notice under paragraph (2)(d) must be published sufficiently before the effective date of the change to provide benchmark users and other members of the public with reasonable time to consider the implementation of the significant change.

PART 5 DISCLOSURE

Disclosure of methodology

- 18.** (1) A designated benchmark administrator must publish all of the following in respect of the methodology of a designated benchmark:
- (a) the information that
 - (i) a reasonable benchmark contributor might need in order to carry out its responsibilities as a benchmark contributor, and

(ii) a reasonable benchmark user might need in order to evaluate whether the designated benchmark accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) an explanation of all of the elements of the methodology, including, for greater certainty, the following:

(i) a description of the designated benchmark and of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(ii) the currency or other unit of measurement of the designated benchmark;

(iii) the criteria used by the designated benchmark administrator to select the sources of input data used to determine the designated benchmark;

(iv) the types of input data used to determine the designated benchmark and the priority given to each type;

(v) a description of the benchmark contributors and the criteria used to determine the eligibility of a benchmark contributor;

(vi) a description of the constituents of the designated benchmark and the criteria used to select and give weight to them;

(vii) any minimum liquidity requirements for the constituents of the designated benchmark;

(viii) any minimum requirements for the quantity of input data, and any minimum standards for the quality of input data, used to determine the designated benchmark;

(ix) provisions that identify how and when expert judgment may be exercised in the determination of the designated benchmark;

(x) whether the designated benchmark takes into account any reinvestment of dividends paid on securities that are included in the designated benchmark;

(xi) if the methodology may be changed periodically to ensure the designated benchmark continues to accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, all of the following:

(A) any criteria to be used to determine when such a change is necessary;

(B) any criteria to be used to determine the frequency of such a change;

(C) any criteria to be used to rebalance the constituents of the designated benchmark as part of making such a change;

(xii) the potential limitations of the methodology and details of any methodology to be used in exceptional circumstances, including in the case of an illiquid market or in periods of stress or if transaction data may be inaccurate, unreliable or incomplete;

(xiii) a description of the roles of any third parties involved in data collection for, or in the calculation or dissemination of, the designated benchmark;

(xiv) the model or method used for the extrapolation and any interpolation of input data;

(c) the process for the internal review and approval of the methodology and the frequency of such reviews and approvals;

(d) the process referred to in section 17 for making significant changes to the methodology;

(e) examples of the types of changes that may constitute a significant change to the methodology.

(2) A designated benchmark administrator must provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of a proposed significant change to the methodology of a designated benchmark referred to in section 17 at least 45 days before the significant change is implemented.

(3) Subsection (2) does not apply with respect to a proposal to make a significant change to a methodology of a designated benchmark referred to in section 17 if

(a) the proposal is intended to be implemented within 45 days of the decision to make the change,

(b) the proposal is intended to preserve the integrity, accuracy or reliability of the designated benchmark or the independence of the designated benchmark administrator, and

(c) the designated benchmark administrator promptly, after making the decision to make the significant change, provides written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the proposed significant change.

Benchmark statement

19. (1) In this section, “benchmark statement” means a written statement that includes all of the following:

(a) a description of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, including, for greater certainty, the following:

(i) the geographical area, if any, of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(ii) any other information that a reasonable person would consider to be useful to help existing or potential benchmark users to understand the relevant features of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, including both of the following, to the extent that accurate and reliable information is available:

(A) information on existing or potential participants in that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(B) an indication of the dollar value of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) an explanation of the circumstances in which the designated benchmark might, in the opinion of a reasonable person, not accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(c) information that sets out all of the following:

(i) the elements of the methodology of the designated benchmark in relation to which expert judgment may be exercised by the designated benchmark administrator or any benchmark contributor;

(ii) the circumstances in which expert judgment would be exercised by the designated benchmark administrator or any benchmark contributor;

(iii) the job title of the individuals who are authorized to exercise expert judgment;

(d) whether the expert judgment referred to in paragraph (c) will be evaluated by the designated benchmark administrator or the benchmark contributor and the parameters that will be used to conduct the evaluation;

(e) notice that factors, including external factors beyond the control of the designated benchmark administrator, could necessitate changes to, or the cessation of, the designated benchmark;

(f) notice that changes to, or the cessation of, the designated benchmark could have an impact on contracts and instruments that reference the designated benchmark or on the measurement of the performance of an investment fund that references the designated benchmark;

(g) an explanation of all key terms used in the statement that relate to the designated benchmark and its methodology;

(h) the rationale for adopting the methodology for determining the designated benchmark;

(i) the procedures for the review and approval of the methodology of the designated benchmark;

(j) a summary of the methodology of the designated benchmark, including, for greater certainty, the following, if applicable:

(i) a description of the types of input data to be used;

(ii) the priority given to different types of input data;

(iii) the minimum data needed to determine the designated benchmark;

(iv) the use of any models or methods of extrapolation of input data;

- (v) any criteria for rebalancing the constituents of the designated benchmark;
 - (vi) any other restrictions or limitations on the exercise of expert judgment;
 - (k) the procedures that govern the provision of the designated benchmark in periods of market stress or when transaction data might be inaccurate, unreliable or incomplete, and the potential limitations of the designated benchmark during those periods;
 - (l) the procedures for dealing with errors in input data or in the determination of the designated benchmark, including when a re-determination of the designated benchmark is required;
 - (m) potential limitations of the designated benchmark, including its operation in illiquid or fragmented markets and the possible concentration of input data.
- (2) No later than 15 days after the designation of a designated benchmark, the designated benchmark administrator of the designated benchmark must publish a benchmark statement.
- (3) A designated benchmark administrator must, with respect to each designated benchmark it administers, review the applicable benchmark statement at least every 2 years.
- (4) If there is a change to the information required under this section in a benchmark statement, and if a reasonable person would consider the change to be significant, the designated benchmark administrator must promptly update the benchmark statement to reflect the change.
- (5) If the benchmark statement is updated under subsection (4), the designated benchmark administrator must promptly publish the updated benchmark statement.

Changes to and cessation of a designated benchmark

- 20.** (1) A designated benchmark administrator must not cease to provide a designated benchmark, unless the designated benchmark administrator has provided notice of the cessation on a date that provides benchmark users and other members of the public with reasonable time to consider the impact of the cessation.
- (2) A designated benchmark administrator must publish, simultaneously with the benchmark statement referred to in subsection 19(2), the procedures it will follow in the event of a significant change to the methodology or provision of the designated benchmark it administers, or the cessation of the designated benchmark, including procedures for advance notice of the implementation of a significant change or a cessation.
- (3) If a designated benchmark administrator makes a significant change to the procedures referred to in subsection (2), the designated benchmark administrator must promptly publish the changed procedures.

Registrants, reporting issuers and recognized entities

21. (1) If a person uses a designated benchmark, and if a significant change to the methodology or provision of the benchmark, or the cessation of the benchmark, could have a significant impact on the person, a security issued by the person or a derivative to which the person is a party, the person must establish and maintain a written plan setting out the actions that the person will take in the event of any of the following:

- (a) a significant change to the methodology or provision of the designated benchmark;
 - (b) a cessation of the designated benchmark.
- (2) Subsection (1) does not apply unless the person is any of the following:
- (a) a registrant;
 - (b) a reporting issuer;
 - (c) a recognized exchange;
 - (d) a recognized quotation and trade reporting system;
 - (e) a recognized clearing agency within the meaning of Regulation 24-102 respecting Clearing Agency Requirements (chapter V-1.1, r. 8.01).
- (3) Subsection (1) does not apply with respect to a security issued or a derivative entered into before the date this Regulation comes into force.
- (4) If a reasonable person would consider it appropriate, a person referred to in subsection (1) must
- (a) identify, in the plan referred to in subsection (1), one or more benchmarks suitable as substitutes for the designated benchmark, and
 - (b) indicate why the substitution would be suitable.
- (5) If a reasonable person would consider it appropriate, a person referred to in subsection (1) must refer to the plan referred to in subsection (1) in any security issued by the person, or any derivative to which the person is a party, that references the designated benchmark.

Publishing and disclosing

22. If, under this Regulation, a designated benchmark administrator is required to publish a document or information, or disclose a document or information to a benchmark user or benchmark contributor, the designated benchmark administrator must publicly include the document or information on the designated benchmark administrator's website in a prominent manner and, for greater certainty, free of charge.

PART 6 BENCHMARK CONTRIBUTORS

Code of conduct for benchmark contributors

23. (1) If a designated benchmark is determined using input data from a benchmark contributor, the designated benchmark administrator of the designated benchmark must establish, document, maintain and apply a code of conduct that specifies the responsibilities of the benchmark contributor with respect to the contribution of input data.

(2) A designated benchmark administrator must include in the code of conduct referred to in subsection (1) all of the following:

(a) a description of the input data to be provided and the requirements necessary to ensure that input data is provided in accordance with sections 14 and 15;

(b) the method by which a benchmark contributor will confirm the identity of each contributing individual who might contribute input data;

(c) the method by which the designated benchmark administrator will confirm the identity of a benchmark contributor and any contributing individual;

(d) the procedures that a benchmark contributor will use to determine who is suitable to be authorized as a contributing individual;

(e) the procedures that a benchmark contributor will use to ensure that the benchmark contributor contributes all relevant input data;

(f) a description of the procedures, systems and controls that a benchmark contributor will establish, document, maintain and apply, including the following:

(i) procedures for contributing input data;

(ii) specifying whether input data is transaction data;

(iii) confirming whether input data conforms to the designated benchmark administrator's requirements;

(iv) procedures for the exercise of expert judgment in contributing input data;

(v) if the designated benchmark administrator requires the validation of input data before it is contributed, the requirement;

(vi) a requirement to maintain records relating to its activities as a benchmark contributor;

(vii) a requirement that the benchmark contributor report to the designated benchmark administrator any instance when a reasonable person would consider that a contributing individual, acting on a behalf of the benchmark contributor or any other benchmark contributor, has contributed input data that is inaccurate, unreliable or incomplete;

(viii) a requirement to identify and eliminate or manage conflicts of interest and potential conflicts of interest that may affect the integrity, accuracy or reliability of the designated benchmark;

(ix) a procedure for the designation of an officer of the benchmark contributor who is to be responsible for monitoring and assessing compliance by the benchmark contributor and its employees with the code of conduct and securities legislation relating to benchmarks;

(x) a requirement that the benchmark contributor's officer referred to in subparagraph (ix) and the benchmark contributor's chief compliance officer not be prevented or restricted from directly accessing the benchmark contributor's board of directors.

(3) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to, at least once every 12 months and promptly after any change to the code of conduct referred to in subsection (1), assess whether each benchmark contributor to a designated benchmark that it administers is complying with the code of conduct.

Governance and control requirements for benchmark contributors

24. (1) Except in Québec, a benchmark contributor to a designated benchmark must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure all of the following:

(a) input data contributed by the benchmark contributor is not affected by any conflict of interest or potential conflict of interest involving the benchmark contributor or its employees, officers, directors or agents, if a reasonable person would consider that the input data might be inaccurate, unreliable or incomplete;

(b) if expert judgment is exercised by the benchmark contributor in contributing input data, the benchmark contributor exercises the expert judgment independently, in good faith and in compliance with the code of conduct referred to in section 23.

(2) Except in Québec, a benchmark contributor to a designated benchmark must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls reasonably designed to ensure the accuracy, reliability and completeness of each contribution of input data, including policies, procedures and controls governing all of the following:

(a) the manner in which the input data is contributed in compliance with this Regulation and the code of conduct referred to in section 23;

(b) who may contribute input data, including, as applicable, a process for approval by an individual holding a position senior to that of a contributing individual;

(c) training for contributing individuals with respect to compliance with this Regulation;

(d) the identification and elimination or management of conflicts of interest and potential conflicts of interest, including, for greater certainty,

(i) policies, procedures and controls that are reasonably designed to keep separate, operationally or otherwise, contributing individuals from employees or agents whose responsibilities include transacting in a contract, derivative, instrument or security that uses the designated benchmark for reference;

(ii) policies, procedures and controls that are reasonably designed to prevent contributing individuals from receiving compensation or other financial incentive from which conflicts of interest arise, including for greater certainty, conflicts of interest that adversely affect the accuracy, reliability and completeness of each contribution of input data.

(3) Except in Québec, before a benchmark contributor contributes input data for a designated benchmark, the benchmark contributor must

(a) establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to establish criteria, including any restrictions or limitations, for the exercise of expert judgment, and

(b) if expert judgment is exercised in relation to input data, retain records that record the rationale for any decision made to exercise that expert judgment, the rationale applied in the exercise of the expert judgment and the manner of the exercise of the expert judgment.

(4) Except in Québec, a benchmark contributor that contributes input data for a designated benchmark must keep, for a period of 7 years from the date the record was made or received by the designated benchmark administrator, whichever is later, records relating to all of the following:

(a) communications, including, for greater certainty, telephone conversations, in relation to the contribution of input data;

(b) all information used or considered by the benchmark contributor in making each contribution, including details of contributions made and the names of contributing individuals;

(c) the records relating to expert judgment referred to in paragraph 3(b);

(d) all documentation relating to the identification and elimination or management of conflicts of interest and potential conflicts of interest;

(e) a description of the potential for financial loss or gain of the benchmark contributor and each contributing individual to financial instruments that reference the designated benchmark for which it acts as a benchmark contributor;

(f) any internal or external review of the benchmark contributor, including, for greater certainty, each limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation.

(5) Except in Québec, a benchmark contributor that contributes input data for a designated benchmark must

(a) cooperate with the designated benchmark administrator in the review and supervision of the provision of the designated benchmark, including, for greater certainty, cooperation in connection with any limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation, and

(b) make available the records kept in accordance with subsection (4) to all of the following:

(i) the designated benchmark administrator;

(ii) a public accountant involved with the preparation of a limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation.

Compliance officer for benchmark contributors

25. (1) Except in Québec, a benchmark contributor that contributes input data for a designated benchmark must designate an officer of the benchmark contributor who is to be responsible for monitoring and assessing compliance by the benchmark contributor and its employees with the code of conduct referred to in section 23, this Regulation and securities legislation relating to benchmarks.

(2) Except in Québec, a benchmark contributor must not prevent or restrict the officer referred to in subsection (1) and its chief compliance officer from directly accessing the benchmark contributor's board of directors or a member of the board of directors.

PART 7 RECORD KEEPING

Books, records and other documents

26. (1) A designated benchmark administrator must keep the books, records and other documents that are necessary to account for its activities as a designated benchmark administrator, its business transactions and its financial affairs relating to its designated benchmarks.

(2) A designated benchmark administrator must keep books, records and other documents of the following:

(a) all input data, including how the data was used;

(b) if data is rejected as input data for a designated benchmark despite the data conforming to the methodology of the designated benchmark, the rationale for rejecting the input data;

(c) the methodology of each designated benchmark administered by the designated benchmark administrator;

(d) any exercise of expert judgment by the designated benchmark administrator in the determination of a designated benchmark, including the basis for the exercise of expert judgment;

(e) changes in or deviations from policies, procedures, controls or methodologies;

- (f) the identities of contributing individuals and of benchmark individuals;
 - (g) all documents relating to a complaint;
 - (h) communications, including, for greater certainty, telephone conversations, between any benchmark individual and benchmark contributors or contributing individuals in respect of a designated benchmark administered by the designated benchmark administrator.
- (3) A designated benchmark administrator must keep the records referred to in subsection (2) in a form that
- (a) identifies the manner in which the determination of a designated benchmark was made, and
 - (b) enables an audit, review or evaluation of any input data, calculation, or exercise of expert judgment, including in connection with any limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance.
- (4) A designated benchmark administrator must retain the books, records and other documents required to be maintained under this section
- (a) for a period of 7 years from the date the record was made or received by the designated benchmark administrator, whichever is later,
 - (b) in a safe location and a durable form, and
 - (c) in a manner that permits those books, records and other documents to be provided promptly on request to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

PART 8

DESIGNATED CRITICAL BENCHMARKS, DESIGNATED INTEREST RATE BENCHMARKS AND DESIGNATED REGULATED-DATA BENCHMARKS

DIVISION 1 Designated critical benchmarks

Administration of a designated critical benchmark

27. (1) If a designated benchmark administrator decides to cease providing a designated critical benchmark, the designated benchmark administrator must
- (a) promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and
 - (b) not more than 4 weeks after notifying the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, submit a plan to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority for how the designated critical benchmark can be transitioned to another designated benchmark administrator or cease to be provided.

(2) Following the submission of the plan referred to paragraph (1)(b), a designated benchmark administrator must continue to provide the designated critical benchmark until one or more of the following have occurred:

(a) the provision of the designated critical benchmark has been transitioned to another designated benchmark administrator;

(b) the designated benchmark administrator receives notice from the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority authorizing the cessation;

(c) the designation of the designated benchmark has been revoked or varied to reflect that the designated benchmark is no longer a designated critical benchmark;

(d) 12 months have elapsed from the submission of the plan referred to in paragraph (1)(b), unless, before the expiration of the period, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority has provided written notice that the written notice has been extended.

Access

28. A designated benchmark administrator of a designated critical benchmark must take reasonable steps to ensure that benchmark users and potential benchmarks users have direct access to the designated critical benchmark on a fair, reasonable, transparent and non-discriminatory basis.

Assessment

29. A designated benchmark administrator of a designated critical benchmark must, at least once every 2 years, submit to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority an assessment of the capability of the designated critical benchmark to accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated critical benchmark is intended to represent.

Benchmark contributor to a designated critical benchmark

30. (1) Except in Québec, if a benchmark contributor to a designated critical benchmark decides it will cease contributing input data, it must promptly notify in writing the designated benchmark administrator that administers the designated critical benchmark.

(2) Except in Québec, a benchmark contributor that is required to give notice under subsection (1) must continue contributing input data until the earlier of

(a) the date referred to in subparagraph (3)(b)(ii), and

(b) 6 months after the notice referred to in subsection (1) is received by the designated benchmark administrator that administers the designated critical benchmark.

(3) If a designated benchmark administrator receives a notice referred to in subsection (1), the designated benchmark administrator must

(a) promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the decision referred to in subsection (1), and

(b) no later than 14 days after receipt of the notice,

(i) submit to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority an assessment of the impact of the benchmark contributor ceasing to contribute input data on the capability of the designated critical benchmark to accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, and

(ii) notify in writing the benchmark contributor of the date after which the designated benchmark administrator no longer requires the benchmark contributor to contribute input data, if that date is less than 6 months after the date the designated benchmark administrator received the notice referred to in subsection (1).

Oversight committee

31. (1) For a designated critical benchmark, at least half of the members of the oversight committee referred to in section 7 must be independent of the designated benchmark administrator and any affiliated entity of the designated benchmark administrator.

(2) For the purposes of subsection (1), a member of the oversight committee is not independent if any of the following apply:

(a) other than as compensation for acting as a member of the oversight committee, the member accepts any consulting, advisory or other compensatory fee from the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(b) the member is a DBA individual or an employee or agent of any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(c) the member has a relationship with the designated benchmark administrator that may, in the opinion of the board of directors of the designated benchmark administrator, be expected to interfere with the exercise of the member's independent judgment.

(3) The oversight committee referred to in section 7 must

(a) publish details of its membership, declarations of any conflicts of interest of its members, and the processes for election or nomination of its members, and

(b) hold at least one meeting every 4 months.

Assurance report on designated benchmark administrator

32. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee referred to in section 7, either a limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance, in respect of each designated critical benchmark it administers, regarding the designated benchmark administrator's

- (a) compliance with sections 5, 8 to 16 and 26, and
- (b) following of the methodology applicable to the designated critical benchmark.

(2) A designated benchmark administrator must ensure an engagement referred to in subsection (1) occurs once every 12 months.

(3) A designated benchmark administrator must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Assurance report on benchmark contributor

33. (1) Except in Québec, if required by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern with the conduct of a benchmark contributor to a designated critical benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee, either a limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance regarding the conduct of the benchmark contributor and its

- (a) compliance with section 24, and
- (b) following of the methodology applicable to the designated critical benchmark.

(2) Except in Québec, a benchmark contributor must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

- (a) the oversight committee referred to in section 7,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator, and
- (c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

DIVISION 2 Designated interest rate benchmarks**Order of priority of input data**

34. For the purposes of subsection 14(1) and paragraph 14(5)(a), if a designated interest rate benchmark is based on a contribution of input data from a benchmark contributor, input data for the determination of the designated interest rate benchmark must be used by the designated benchmark administrator in accordance with the order of priority specified in the methodology of the designated interest rate benchmark.

Oversight committee

35. (1) For a designated interest rate benchmark, at least half of the members of the oversight committee referred to in section 7 must be independent of the designated benchmark administrator and any affiliated entity of the designated benchmark administrator.

(2) For the purposes of subsection (1), a member of the oversight committee is not independent if any of the following apply:

(a) other than as compensation for acting as a member of the oversight committee, the member accepts any consulting, advisory or other compensatory fee from the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(b) the member is a DBA individual or an employee or agent of any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(c) the member has a relationship with the designated benchmark administrator that may, in the opinion of the board of directors of the designated benchmark administrator, be expected to interfere with the exercise of the member's judgment.

(3) The oversight committee referred to in section 7 must

(a) publish details of its membership, any declarations of any conflicts of interest of its members, and the processes for election or nomination of its members, and

(b) hold at least one meeting every 4 months.

Assurance report on designated benchmark administrator

36. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee referred to in section 7, a limited assurance report on compliance, or a reasonable assurance report on compliance, in respect of each designated interest rate benchmark it administers, regarding the designated benchmark administrator's

(a) compliance with sections 5, 8 to 16, 26 and 34, and

(b) following of the methodology of the designated interest rate benchmark.

(2) A designated benchmark administrator must ensure an engagement referred to in subsection (1) occurs for the first time 6 months after the introduction of a code of conduct for benchmark contributors referred to in section 23 and subsequently once every 2 years.

(3) A designated benchmark administrator must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Assurance report on benchmark contributor required by oversight committee

37. (1) Except in Québec, if required by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern with the conduct of a benchmark contributor to a designated interest rate benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee, either a limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance, regarding the conduct of the benchmark contributor and its

- (a) compliance with sections 24 and 39, and
- (b) following of the methodology of the designated interest rate benchmark.

(2) Except in Québec, the benchmark contributor must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

- (a) the oversight committee referred to in section 7,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator, and
- (c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Assurance report on benchmark contributor required at certain times

38. (1) Except in Québec, a benchmark contributor to a designated interest rate benchmark must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee referred to in section 7, a limited assurance report on compliance, or a reasonable assurance report on compliance, regarding the conduct and input data of the benchmark contributor and its

- (a) compliance with sections 24 and 39,
- (b) following of the methodology of the designated interest rate benchmark, and
- (c) following of the code of conduct referred to in section 23.

(2) Except in Québec, a benchmark contributor must ensure an engagement referred to in subsection (1) occurs for the first time 6 months after the introduction of a code of conduct for benchmark contributors referred to in section 23 and subsequently once every 2 years.

(3) Except in Québec, the benchmark contributor must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

- (a) the oversight committee referred to in section 7,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator, and
- (c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Benchmark contributor policies and procedures

39. (1) Subsections (2) to (7) do not apply to a person except in respect of a designated interest rate benchmark.

(2) Except in Québec, a contributing individual of the benchmark contributor and a manager of that contributing individual must provide a written statement to the benchmark contributor and the designated benchmark administrator that the contributing individual and the manager will comply with the code of conduct referred to in section 23.

(3) Except in Québec, a benchmark contributor must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls reasonably designed to ensure the following:

(a) that there is an outline of responsibilities within the benchmark contributor's organization, including internal reporting lines and accountabilities;

(b) the maintenance of a current list of the names and locations of contributing individuals and managers and their alternates;

(c) that there are internal procedures governing contributions of input data and the approval of contributions of input data, including keeping a record for each daily or other contribution of input data that shows:

(i) how the procedures were applied, and

(ii) all qualitative and quantitative factors, including market data and expert judgment, used for each contribution of input data;

(d) that there are disciplinary procedures to address the following conduct of a person, including, for greater certainty, a person that is external to the process governing contributions of input data:

(i) the manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark, or the failure to report the manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark, to which the person is a benchmark contributor;

(ii) the provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark, or the failure to report the provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark, to which the person is a benchmark contributor;

(e) that there are conflict of interest identification and management procedures and communication controls, both within the benchmark contributor's organization and among benchmark contributors and other third parties, reasonably designed to avoid any external influence over those responsible for contributing input data, if a reasonable person would consider that the external influence might adversely affect the accuracy, reliability or completeness of the input data;

(f) that there is a requirement that contributing individuals employed by the benchmark contributor work in locations physically separated from interest rate derivatives traders;

(g) the prevention or control of the exchange of information between persons engaged in activities involving a conflict of interest or a potential conflict of interest, if a reasonable person would consider that the exchange of that information might adversely affect the accuracy, reliability or completeness of the input data contributed by a benchmark contributor;

(h) that there are requirements to avoid collusion

(i) among benchmark contributors, and

(ii) among benchmark contributors and the designated benchmark administrator;

(i) that there are measures to prevent, or limit, any person from exercising influence over the way a contributing individual contributes input data, if a reasonable person would consider that the influence might adversely affect the accuracy, reliability or completeness of the input data;

(j) the removal of any direct connection between the remuneration of an employee involved in the contribution of input data and the remuneration of, or revenues generated by, a person engaged in another activity, if a conflict of interest exists or might arise in relation to the other activity;

(k) that there are controls to identify a reverse transaction subsequent to the contribution of input data.

(4) Except in Québec, a benchmark contributor must keep, for a period of 7 years from the date the record was made or received by the benchmark contributor, whichever is later, records of all of the following:

(a) all details of contributions of input data that a reasonable person would consider relevant to demonstrate the accuracy, reliability and completeness of the input data;

(b) the process governing input data determination and the approval of contributions of input data, including the records referred to in paragraph (3)(c);

(c) the name of each contributing individual and the individual's responsibilities;

(d) any communications, including, for greater certainty, telephone conversations, between the contributing individuals and other persons, including internal and external traders and brokers, in relation to the determination or contribution of input data;

(e) any interaction of contributing individuals with the designated benchmark administrator or any calculation agent;

(f) any queries regarding the input data and the outcome of those queries;

(g) sensitivity analysis for interest rate swap trading books and any other derivative trading books with an exposure to interest rate fixings in respect of input data, if a reasonable person would consider that the exposure is significant;

- (h) the written statements referred to in subsection (2);
 - (i) the policies, procedures and controls referred to in subsection (3).
- (5) Except in Québec with respect to benchmark contributors, a benchmark contributor and a designated benchmark administrator must keep their records in a medium that allows records to be accessible and with a documented audit trail.
- (6) Except in Québec, the benchmark contributor's officer referred to in section 25 or the benchmark contributor's chief compliance officer must report all the following to the benchmark contributor's board of directors on a reasonably frequent basis:
- (a) breaches of the code of conduct referred to in section 23;
 - (b) the failure to follow or apply the policies, procedures and controls referred to in subsection (3);
 - (c) reverse transactions subsequent to the contribution of input data.
- (7) Except in Québec, a benchmark contributor that contributes input data to a designated interest rate benchmark must conduct, on a reasonably frequent basis, internal reviews of the benchmark contributor's input data and procedures.
- (8) Except in Québec, a benchmark contributor to a designated interest rate benchmark must make available the information and records kept in accordance with subsection (4) to each of the following:
- (a) the designated benchmark administrator in connection with the assessment under subsection 23(3) or for the purposes of paragraph 24(5)(a);
 - (b) a public accountant involved with the preparation of a limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation.

DIVISION 3 Designated regulated-data benchmarks

Non-application to designated regulated-data benchmarks

- 40.** A designated regulated-data benchmark is exempt from the following:
- (a) subsections 11(1) and (2);
 - (b) subsection 14(2);
 - (c) subsections 15(1), (2) and (3);
 - (d) sections 23, 24 and 25;
 - (e) paragraph 26(2)(a).

**PART 9
DISCRETIONARY EXEMPTIONS****Exemptions**

41. (1) The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may grant an exemption from the provisions of this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.
- (2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant an exemption.
- (3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

**PART 10
EFFECTIVE DATE****Effective date**

42. (1) This Regulation comes into force on July 13, 2021.
- (2) In Saskatchewan, despite subsection (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after July 13, 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

APPENDIX A
DEFINITIONS APPLYING IN CERTAIN JURISDICTIONS
(subsections 1(5) to (8))

“benchmark” means a price, estimate, rate, index or value that is

(a) determined from time to time by reference to an assessment of one or more underlying interests,

(b) made available to the public, including, for greater certainty, either free of charge or on payment, and

(c) used for reference for any purpose, including for greater certainty,

(i) determining the interest payable, or other sums that are due, under a contract, derivative, instrument or security,

(ii) determining the value of a contract, derivative, instrument or security or the price at which it may be traded,

(iii) measuring the performance of a contract, derivative, investment fund, instrument or security, or

(iv) any other use by an investment fund;

“benchmark administrator” means a person that administers a benchmark;

“benchmark contributor” means a person that engages or participates in the provision of information for use by a benchmark administrator for the purpose of determining a benchmark;

“benchmark user” means a person that, in relation to a contract, derivative, investment fund, instrument or security, uses a benchmark.

**FORM 25-102F1
DESIGNATED BENCHMARK ADMINISTRATOR ANNUAL FORM INSTRUCTIONS**

Instructions

- (1) *Terms used but not defined in this form have the meaning given to them in the Regulation.*
- (2) *Unless otherwise specified, the information in this form must be presented as at the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year. If necessary, the designated benchmark administrator must update the information provided so it is not misleading when it is delivered. For information presented as at any date other than the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year, specify the relevant date in the form.*
- (3) *Designated benchmark administrators are reminded that it is an offence under securities legislation to give false or misleading information on this form.*

Item 1. Name of Designated Benchmark Administrator

State the name of the designated benchmark administrator.

Item 2. Organization and Structure of Designated Benchmark Administrator

Describe the organizational structure of the designated benchmark administrator, including, as applicable, an organizational chart that identifies the ultimate and intermediate parent companies, subsidiaries, and material affiliated entities of the designated benchmark administrator (if any); an organizational chart showing the divisions, departments, and business units of the designated benchmark administrator; and an organizational chart showing the managerial structure of the designated benchmark administrator, including the officer referred to in section 6 of the Regulation and the oversight committee referred to in section 7 of the Regulation. Provide detailed information regarding the designated benchmark administrator's legal structure and ownership.

Item 3. Designated Benchmark

Provide the name of the designated benchmark.

Item 4. Policies and Procedures re Confidential Information

Unless previously provided, attach a copy of the most recent written policies and procedures established and maintained by the designated benchmark administrator to prevent the misuse of confidential information.

Item 5. Policies and Procedures re Conflicts of Interest

Unless previously provided, attach a copy of the most recent written policies and procedures established and maintained with respect to conflicts of interest and potential conflicts of interest.

Item 6. Conflicts of Interest Arising from the Control or Ownership Structure of the Applicant

(a) Describe any conflict of interest or potential conflict of interest that arises from the control or ownership structure of the designated benchmark administrator, or from any other activities of the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator, in relation to a designated benchmark administered by the designated benchmark administrator.

(b) Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures to identify and eliminate or manage each conflict of interest or potential conflict of interest described in paragraph (a).

Item 7. Policies and Procedures re Control Framework

Describe the designated benchmark administrator's control framework referred to in section 8 of the Regulation and policies and procedures designed to ensure the quality of the designated benchmark.

Item 8. Policies and Procedures re Complaints

Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures regarding complaints.

Item 9. Policies and Procedures re Books, Records and Other Documents

Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures regarding record keeping.

Item 10. Outsourcing

Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures regarding outsourcing and disclose the following information about any person referred to in section 13 of the Regulation to which a designated benchmark administrator has outsourced a function, service or activity in the provision of a designated benchmark (the "provider") and the individuals who supervise the provider:

- the identity of the provider and each of its key individual contacts;
- the total number of individuals who supervise the provider;
- a general description of the minimum qualifications required of the provider for any outsourcing;
- a general description of the minimum qualifications required of individuals who supervise the provider for any outsourcing, including education level and work experience.

Item 11. Benchmark Individuals

Disclose the following information about the benchmark individuals of the designated benchmark administrator and the individuals who supervise the benchmark individuals:

- the total number of benchmark individuals;
- the total number of supervisors of benchmark individuals;
- a general description of the minimum qualifications required of the benchmark individuals, including education level and work experience (if applicable, distinguish between junior, mid, and senior level benchmark individuals);
- a general description of the minimum qualifications required of the supervisors of benchmark individuals, including education level and work experience.

Item 12. Compliance Officer

Disclose the following information about the officer of the designated benchmark administrator referred to in section 6 of the Regulation:

- name;
- employment history;
- post-secondary education;
- whether employed full-time or part-time by the designated benchmark administrator.

Item 13. Specified Revenue

Disclose the following information, as applicable, regarding the designated benchmark administrator's aggregate revenue for the most recently completed financial year:

- revenue from determining the designated benchmark;
- revenue from determining any other benchmarks administered by the designated benchmark administrator (which may be provided as an aggregate number for all other benchmarks administered by the designated benchmark administrator);
- revenue from granting licences or rights to publish information about the designated benchmark;
- revenue from granting licences or rights to publish information about any other benchmarks administered by the designated benchmark administrator (which may be provided as an aggregate number for all other benchmarks administered by the designated benchmark administrator).

Include financial information on the revenue of the designated benchmark administrator divided into fees from benchmark and non-benchmark activities, including a comprehensive description of each.

This information is not required to be audited, but any disaggregation of revenue must be determined using the same accounting principles as the annual financial statements required by section 2 of the Regulation.

Item 14. Financial Statements

Attach a copy of the annual financial statements required under section 2 of the Regulation.

Item 15. Verification Certificate

Include a certificate of the designated benchmark administrator in the following form:

“The undersigned has executed this Form 25-102F1 Designated Benchmark Administrator Annual Form on behalf of, and on the authority of, [the designated benchmark administrator]. The undersigned, on behalf of [the designated benchmark administrator], represents that the information and statements contained in this Form, including appendices and attachments, all of which are incorporated into and form part of this Form, are true and correct.

(Date)

(Name of the Designated Benchmark Administrator)

By:

(Print Name and Title)

(Signature)”.

**FORM 25-102F2
DESIGNATED BENCHMARK ANNUAL FORM****Instructions**

- (1) *Terms used but not defined in this form have the meaning given to them in the Regulation.*
- (2) *Unless otherwise specified, the information in this form must be presented as at the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year. If necessary, the designated benchmark administrator must update the information provided so it is not misleading when it is delivered. For information presented as at any date other than the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year, specify the relevant date in the form.*
- (3) *Designated benchmark administrators are reminded that it is an offence under securities legislation to give false or misleading information on this form.*

Item 1. Name of Designated Benchmark Administrator

State the name of the designated benchmark administrator.

Item 2. Designated Benchmark

Provide the name of the designated benchmark and whether it is also any of the following:

- interest rate benchmark;
- critical benchmark;
- regulated-data benchmark.

Item 3. Benchmark Distribution Model

Describe how the designated benchmark administrator makes the designated benchmark readily accessible for free or for a fee. If a person must pay a fee to obtain information about the designated benchmark made readily accessible by the designated benchmark administrator, provide a fee schedule or describe the prices charged.

Item 4. Procedures and Methodologies

Describe the procedures and methodologies used by the designated benchmark administrator to determine the designated benchmark. The description must be sufficiently detailed to provide an understanding of the processes employed by the designated benchmark administrator in determining the designated benchmark, including the following, as applicable:

- the public and non-public sources of information used in determining the designated benchmark, including information provided by benchmark contributors;

- procedures for monitoring, reviewing, and updating the designated benchmark,
- the methodologies, policies and procedures described in the Regulation.

A designated benchmark administrator may provide the location on its website where additional information about the methodologies, policies and procedures is located.

Item 5. Code of Conduct for Benchmark Contributors

Unless previously provided, attach a copy of any code of conduct for benchmark contributors.

Item 6. Verification Certificate

Include a certificate of the designated benchmark administrator in the following form:

“The undersigned has executed this Form 25-102F2 Designated Benchmark Annual Form on behalf of, and on the authority of, [the designated benchmark administrator]. The undersigned, on behalf of [the designated benchmark administrator], represents that the information and statements contained in this Form, including appendices and attachments, all of which are incorporated into and form part of this Form, are true and correct.

(Date)

(Name of the Designated Benchmark Administrator)

By: _____
(Print Name and Title)

(Signature)”.

**FORM 25-102F3
SUBMISSION TO JURISDICTION AND APPOINTMENT OF AGENT FOR SERVICE
OF PROCESS**

1. Name of the designated benchmark administrator (the “DBA”):
2. Jurisdiction of incorporation, or equivalent, of the DBA:
3. Address of principal place of business of the DBA:
4. Name, email address, phone number and fax number of contact person at principal place of business of the DBA:
5. Name of agent for service of process (the “Agent”):
6. Agent’s address in Canada for service of process:
7. Name, email address, phone number and fax number of contact person of the Agent:
8. The DBA designates and appoints the Agent at the address of the Agent stated in Item 6 as its agent on whom may be served any notice, pleading, subpoena, summons or other process in any action, investigation or administrative, criminal, quasi-criminal, penal or other proceeding (a “proceeding”) arising out of, relating to or concerning the determination of a designated benchmark administered by the DBA or the obligations of the DBA as a designated benchmark administrator, and irrevocably waives any right to raise as a defence in any proceeding any alleged lack of jurisdiction to bring a proceeding.
9. The DBA irrevocably and unconditionally submits to the non-exclusive jurisdiction of
 - (a) the judiciary and quasi-judicial and other administrative bodies of each of the provinces and territories of Canada in which it is a designated benchmark administrator, and
 - (b) any judicial, quasi-judicial and other administrative proceeding in any such province or territory,

in any proceeding arising out of or related to or concerning the determination of a designated benchmark administered by the DBA or the obligations of the DBA as a designated benchmark administrator.

Part 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 7, 2021, Vol. 153, No. 27

2637

10. This submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process is governed by and construed in accordance with the laws of [insert province or territory of above address of Agent].

Signature of Designated Benchmark Administrator

Date

Print name and title of signing officer
of Designated Benchmark Administrator

AGENT

The undersigned accepts the appointment as agent for service of process of [insert name of DBA] under the terms and conditions of the appointment of agent for service of process set out in this document.

Signature of Agent

Date

Print name of person signing and, if Agent
is not an individual, the title of the person

105145

POLICY STATEMENT TO REGULATION 25-102 RESPECTING DESIGNATED BENCHMARKS AND BENCHMARK ADMINISTRATORS

**PART 1
GENERAL COMMENTS**

Introduction

This policy statement (the “Policy Statement”) provides guidance on how the Canadian Securities Administrators (“we”) interpret various matters in *Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators (insert the reference)* (the “Regulation”).

Except for Parts 1 and 8, the numbering and headings of Parts, sections and subsections in this Policy Statement generally correspond to the numbering and headings in the Regulation. Any general guidance for a Part or section appears immediately after the Part or section name. Any specific guidance on a section or subsection follows any general guidance. If there is no guidance for a Part or section, the numbering in this Policy Statement will skip to the next provision that does have guidance.

Introduction to the Regulation

Designation of Benchmarks and Benchmark Administrators

Securities legislation provides for the designation of a benchmark and a benchmark administrator. In all Canadian jurisdictions that have adopted the Regulation, a benchmark administrator or a regulator may apply to a securities regulatory authority to request the designation of a benchmark or a benchmark administrator. In Alberta, British Columbia and Québec, the securities regulatory authority may make the designation on its own initiative. “Regulator” and “securities regulatory authority” are defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* (chapter V-1.1, r. 3)

We expect that a regulator may apply to a securities regulatory authority to request the designation of a benchmark or benchmark administrator, or in Alberta, British Columbia or Québec, the securities regulatory authority may make the designation on its own initiative, on public interest grounds, including where:

- a benchmark is sufficiently important to financial markets in Canada, or
- we become aware of activities of a benchmark administrator, benchmark contributor or benchmark user that raise public interest concerns and conclude that the administrator and benchmark in question should be designated.

Where the regulator intends to apply for the designation of a benchmark or benchmark administrator, or in Alberta, British Columbia or Québec, the securities regulatory authority intends to make the designation on its own initiative, we generally expect to give the affected benchmark administrator reasonable notice of our intention and the reasons for it. In addition, in certain jurisdictions, securities legislation provides the benchmark administrator with an opportunity to be heard and, where necessary, to provide documents before the securities regulatory authority makes its decision. Furthermore, we would generally not expect that a designation would be made without the applicable regulator or securities regulatory authority publishing an advance notice to the public.

Categories of Designation

The Regulation contains requirements that apply to designated benchmark administrators, benchmark contributors and certain benchmark users in respect of a designated benchmark. In addition to requirements in the Regulation that generally apply in

respect of any designated benchmark, there are additional requirements in the Regulation that apply to designated critical benchmarks and designated interest rate benchmarks.

The Regulation also includes a number of exemptions from certain provisions for designated benchmarks administrators and benchmark contributors in respect of designated regulated-data benchmarks. In addition to these specific exemptions, given the interpretation provided by subsection 1(3) of the Regulation as to when input data is considered to have been "contributed", as described later in this Policy Statement, input data for regulated-data benchmarks would not generally be considered to be contributed. Therefore, certain requirements that are only applicable if there is a contributor or if input data is contributed would not apply to a benchmark that is designated as a regulated-data benchmark.

When designating a benchmark, a securities regulatory authority will issue a decision document designating the benchmark as a designated benchmark. If applicable, the decision document will indicate if the benchmark is also designated as a designated critical benchmark, a designated interest rate benchmark or a designated regulated-data benchmark. It is possible that a designated benchmark will receive more than one designation. For example,

- a designated interest rate benchmark may also be designated as a designated critical benchmark, and
- a designated regulated-data benchmark may also be designated as a designated critical benchmark.

As discussed below, we expect a benchmark administrator that applies for designation of a benchmark to provide written submissions on whether the administrator considers the benchmark to be a critical benchmark, an interest rate benchmark or a regulated-data benchmark.

When designating a benchmark or benchmark administrator, a securities regulatory authority will issue a decision document that may designate the benchmark administrator as a designated benchmark administrator of one or more designated benchmarks.

We expect that a benchmark administrator that applies under securities legislation for the designation of the administrator or a benchmark will provide written submissions that contain the same information as that required by Form 25-102F1 *Designated Benchmark Administrator Annual Form* and Form 25-102F2 *Designated Benchmark Annual Form* in a format that is consistent with those forms.

If we consider it would be in the public interest, or not be prejudicial to the public interest, to do so, we may also apply for a change in the designation of a designated benchmark. In some jurisdictions, such a change may be made by the securities regulatory authority without application. For example, if a designated benchmark is initially designated as a designated interest rate benchmark but over time it becomes more significant to Canadian financial markets, we may apply for it to also be designated as a critical benchmark. If this were to occur, securities legislation in certain jurisdictions would provide the designated benchmark administrator with an opportunity to be heard and, where necessary, to provide documents before a decision to make such a change is made. Accordingly, we would not expect that a change in the category of designation would be made without reasonable notice being provided to the affected benchmark administrator. Furthermore, we would generally not expect that a change in the category of designation would be made without the applicable regulator or securities regulatory authority publishing an advance notice to the public.

Suspending, Revoking or Cancelling a Designation or Amending or Revoking Terms and Conditions

Securities legislation also provides that a securities regulatory authority may cancel or revoke, and in Alberta and Québec the securities regulatory authority may also suspend, the designation of a designated benchmark administrator or designated benchmark or may

amend or revoke the terms and conditions relating to designation. However, before doing so, securities legislation in certain jurisdictions provides the benchmark administrator with an opportunity to be heard or a right to be heard and, where necessary, to provide documents. Accordingly, we would not expect a designation would be cancelled, revoked or suspended or that terms or conditions would be amended or revoked without reasonable notice being provided to the affected benchmark administrator. Additionally, in jurisdictions where the regulator may apply to the securities regulatory authority for the cancellation or revocation of a designation of a designated benchmark administrator or designated benchmark or the amendment or revocation of terms and conditions, we would not expect to make such an application unless it would be in the public interest. Furthermore, we would generally not expect that a cancellation or revocation of a designation would be made without the applicable regulator or securities regulatory authority publishing an advance notice to the public.

Definitions and Interpretation

Subsection 1(1) – Definition of designated critical benchmark

“Designated critical benchmark” is a benchmark that is designated for the purposes of the Regulation as a “critical benchmark” by a decision of the securities regulatory authority. In addition to general requirements in the Regulation that apply in respect of any designated benchmark, there are specific requirements in Division 1 of Part 8 of the Regulation that apply to designated critical benchmarks.

Staff of a securities regulatory authority may recommend that the securities regulatory authority designate a benchmark as a “critical benchmark” if the benchmark is critical to financial markets in Canada or a region of Canada. The following two factors are among those that will be considered:

(a) the benchmark is used directly or indirectly within a combination of benchmarks as a reference for instruments or contracts or for measuring the performance of investment funds, having a total value in Canada of at least \$400 billion on the basis of the range of maturities or tenors of the benchmark, where applicable; or

(b) the benchmark satisfies all of the following criteria:

(i) the benchmark is used directly or indirectly within a combination of benchmarks as a reference for instruments or contracts or for measuring the performance of investment funds having a total value in one or more jurisdictions of Canada that is significant, on the basis of all the range of maturities or tenors of the benchmark, where applicable;

(ii) the benchmark has no, or very few, appropriate market-led substitutes;

(iii) in the event that the benchmark is no longer provided, or is provided on the basis of input data that is no longer sufficient to provide a benchmark that accurately represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to record, or on the basis of unreliable input data, there would be significant and adverse impacts on

(A) market integrity, financial stability, the real economy, or the financing of businesses in one or more jurisdictions of Canada, or

(B) a significant number of market participants in one or more jurisdictions of Canada.

For the purpose of paragraph (a) and subparagraph (b)(i), staff of a securities regulatory authority will consider, among other things, the outstanding principal amount of any debt securities that reference the benchmark, the outstanding notional amount of any derivatives that reference the benchmark, and the outstanding net asset value of any investment funds that use the benchmark to measure performance.

We note that the above list is not a complete list of factors and the existence of one of these factors by itself will not necessarily determine whether a benchmark is a critical benchmark. Instead, staff intend to follow a holistic approach where all relevant factors are considered.

We expect that a benchmark administrator that applies under securities legislation for the designation of a benchmark will provide, with its application, written submissions on whether the securities regulatory authority should designate the benchmark as a critical benchmark.

Subsection 1(1) – Definition of designated interest rate benchmark

“Designated interest rate benchmark” is a benchmark that is designated for the purposes of the Regulation as an “interest rate benchmark” by a decision of the securities regulatory authority. In addition to general requirements in the Regulation that apply in respect of any designated benchmark, there are specific requirements in Division 2 of Part 8 of the Regulation that apply to designated interest rate benchmarks.

Staff of a securities regulatory authority may recommend that the securities regulatory authority designate a benchmark as an “interest rate benchmark” if the benchmark is used to set interest rates of debt securities or is otherwise used as a reference in derivatives or other instruments. Factors that will be considered include the following:

- (a) the benchmark is determined on the basis of the rate at which financial institutions may lend to, or borrow from, other financial institutions, or market participants other than financial institutions, in the money market; or
- (b) the benchmark is determined from a survey of bid-side rates contributed by financial institutions that routinely accept bankers’ acceptances issued by borrowers and are market makers in bankers’ acceptances either directly or through an affiliate.

We note that the above list is not exhaustive.

We expect that a benchmark administrator that applies under securities legislation for the designation of a benchmark will provide, with its application, written submissions on whether the securities regulatory authority should designate the benchmark as an interest rate benchmark.

Subsection 1(1) – Definition of designated regulated-data benchmark

“Designated regulated-data benchmark” is a benchmark that is designated for the purposes of the Regulation as a “regulated-data benchmark” by a decision of the securities regulatory authority. Benchmark administrators of regulated-data benchmarks are exempted from certain governance and control requirements relating to the contribution of input data (see Division 3 of Part 8 of the Regulation).

Staff of a securities regulatory authority may recommend that the securities regulatory authority designate a benchmark as a “regulated-data benchmark” if the benchmark is determined by the application of a formula from any of the following:

- (a) input data contributed entirely, or almost entirely, from
 - (i) any of the following, but only with reference to transaction data relating to securities or derivatives:
 - (A) a recognized exchange in a jurisdiction of Canada or an exchange that is subject to appropriate regulation in a foreign jurisdiction;

(B) a recognized quotation and trade reporting system in a jurisdiction of Canada or a quotation and trade reporting system that is subject to appropriate regulation in a foreign jurisdiction;

(C) an alternative trading system that is registered as a dealer in a jurisdiction of Canada and is a member of a self-regulatory entity or an alternative trading system that is subject to appropriate regulation in a foreign jurisdiction;

(D) an entity that is similar or analogous to the entities referred to in clause (A), (B) or (C) and that is subject to appropriate regulation in a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction;

(ii) a service provider to which the designated benchmark administrator of the designated benchmark has outsourced the data collection in accordance with section 13 of the Regulation, if the service provider receives the data entirely and directly from an entity referred to in subparagraph (i);

(b) net asset values of investment funds that are reporting issuers in a jurisdiction of Canada or subject to appropriate regulation in a foreign jurisdiction.

We expect that a benchmark administrator that applies under securities legislation for the designation of a benchmark will provide, with its application, written submissions on whether the regulator or the securities regulatory authority should designate the benchmark as a regulated-data benchmark.

Subsection 1(1) – Definition of expert judgment

“Expert judgment” is the discretion exercised by:

- a designated benchmark administrator with respect to the use of input data in determining a benchmark, and
- a benchmark contributor with respect to input data.

Expert judgment may involve various activities, including:

- extrapolating values from prior or related transactions,
- adjusting values for factors that might influence the quality of data such as market data, economic factors, market events or impairment of a buyer or seller's credit quality, or
- assigning a greater weight to data relating to bids or offers than the weight assigned to a relevant concluded transaction.

Subsection 1(1) – Definition of input data

“Input data” is the data in respect of any measurement of one or more assets, interests or elements that is contributed, or otherwise obtained, by a designated benchmark administrator for the purpose of determining a designated benchmark. For example, input data may include estimated prices, quotes, committed quotes or other values.

The reference to “or otherwise obtained” would include the following scenarios where data is “reasonably available” (within the meaning of s. 1(3) of the Regulation) on a source's website (free of charge or behind a paywall):

- “Active” scenario – the source takes deliberate action to provide the data to a benchmark administrator.

- “Passive” scenario – the source simply publishes the data and is not aware that the benchmark administrator is using it as input data.

Subsection 1(1) – Definitions of limited assurance report on compliance and reasonable assurance report on compliance

A “limited assurance report on compliance” and a “reasonable assurance report on compliance” must be prepared in accordance with the applicable Canadian Standard on Assurance Engagements (CSAE) or the applicable International Standard on Assurance Engagements (IASE). The CSAE and ISAE require that any public accountant that prepares such a report be independent.

Subsection 1(1) – Definition of transaction data

“Transaction data” means the data in respect of a price, rate, index or value representing transactions between unaffiliated parties in an active market subject to competitive supply and demand forces.

We consider that:

- transaction data would include published or onscreen data available to the public generally or by subscription, and
- the reference to “active market subject to competitive supply and demand forces” would include a market in which transactions take place, or are reported, between arm’s length parties with sufficient frequency and volume to provide pricing information on an ongoing basis. This reference is separate and different from any definition for accounting purposes.

Subsection 1(1) – Interpretation of certain definitions

Definitions of each of the following terms are considered to apply only in respect of the designated benchmark to which they pertain:

- “benchmark administrator”;
- “benchmark contributor”;
- “benchmark individual”;
- “benchmark user”;
- “contributing individual”;
- “DBA individual”;
- “designated benchmark administrator”;
- “input data”;
- “transaction data”.

Subsection 1(3) – Interpretation of contribution of input data

There are provisions in the Regulation that apply to (i) all input data or (ii) only input data that is contributed.

Subsection 1(3) of the Regulation provides that input data is considered to have been “contributed” if

- (a) it is not reasonably available to
- (i) the designated benchmark administrator, or
 - (ii) another person, other than the benchmark contributor, for the purpose of providing the input data to the designated benchmark administrator, and
- (b) it is provided to the designated benchmark administrator or the other person referred to in subparagraph (a)(ii) above for the purpose of determining a benchmark.

We consider that the reference to “not reasonably available” would include situations where input data is not published or otherwise available to a designated benchmark administrator or another person, other than the benchmark contributor, using reasonable effort, on reasonable terms or a reasonable cost and the designated benchmark administrator therefore needs to obtain the input data from a benchmark contributor who has access to that data. For example, an interest rate benchmark may be based on a survey by a benchmark administrator of bid-side rates contributed by benchmark contributors that are financial institutions which routinely accept bankers’ acceptances issued by borrowers and are market makers in bankers’ acceptances either directly or through an affiliate.

Where a benchmark administrator engages the services of an agent to aggregate input data from multiple sources, we would not consider this input data to be contributed by the data aggregator, as an agent of the benchmark administrator, provided that the input data is collected from one or more reasonably available sources.

Input data for regulated-data benchmarks would generally not be considered to be contributed because the nature of this data is that it is reasonably available and not created for the purpose of determining the benchmark.

Subsections 1(5) to (8) – Definitions of benchmark, benchmark administrator, benchmark contributor and benchmark user in Appendix A

Subsection 1(5) of the Regulation indicates that, for purposes of the Regulation, the definitions in Appendix A apply. Appendix A contains definitions of “benchmark”, “benchmark administrator”, “benchmark contributor” and “benchmark user”. However,

- Subsection 1(6) indicates that subsection 1(5) does not apply in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario or Saskatchewan. In these jurisdictions, the terms in Appendix A are defined in securities legislation.
- Subsection 1(7) provides that, in British Columbia, the definitions of “benchmark” and “benchmark contributor” in the *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, c. 418) apply.
- Subsection 1(8) provides that, in Québec, the definitions of “benchmark” and “benchmark administrator” in the *Securities Act* apply.

The definition of benchmark refers to a “price, estimate, rate, index or value”. We consider that “index” would include any indicator that is:

- made available to the public, and
- regularly determined
 - entirely or partially by the application of a formula or any other method of calculation, and
 - on the basis of the measurement of one or more assets, interests or elements, including, but not limited to, the value or price of the asset, interest or element.

Public authorities

Where public authorities (for example, national statistics agencies, universities or research centres) contribute data to, or provide or have control over the provision of, a benchmark for public policy purposes, we would generally not designate such a benchmark as a “designated benchmark” or its administrator as a “designated benchmark administrator”. In this regard, we would generally consider a “public authority” to include a government, a government agency or an entity performing public functions, having public responsibilities or providing public services under the control of a government or a government agency.

Use of “reasonable person”

Certain provisions of the Regulation use the concept of a “reasonable person” to introduce an objective test, rather than a subjective test. In these provisions, the test will turn on what a “reasonable person” would believe, consider, conclude or determine or what the opinion of a “reasonable person” would be, in the circumstances.

PART 2 DELIVERY REQUIREMENTS

Section 2 – References to Canadian GAAP, Canadian GAAS, Handbook, IFRS and International Standards on Auditing

There are references in section 2 of the Regulation to “Canadian GAAP”, “Canadian GAAS”, “Handbook”, “IFRS” and “International Standards on Auditing”, which are defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*.

Subparagraph 2(7)(a)(ii) – Canadian GAAP applicable to private enterprises

Subject to certain conditions, subparagraph 2(7)(a)(ii) of the Regulation permits audited annual financial statements of a designated benchmark administrator to be prepared using Canadian GAAP applicable to private enterprises, which is Canadian accounting standards for private enterprise in Part II of the Handbook.

Subsection 2(8) – Information on designated benchmark administrator

Subsection 2(8) requires that certain information be provided on Form 25-102F1 *Designated Benchmark Administrator Annual Form* and delivered on or before the 30th day after the designated benchmark administrator is designated. A benchmark administrator that provided a completed Form 25-102F1 with their application for designation does not need to re-file the form within the 30 day period after designation.

Subsection 3(2) – Information on designated benchmark

Subsection 3(2) requires that certain information be provided on Form 25-102F2 *Designated Benchmark Annual Form* and delivered on or before the 30th day after the designated benchmark is designated. A benchmark administrator that provided a completed Form 25-102F2 with their application for designation does not need to re-file the form within the 30day period after designation.

Subsection 4(2) – Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process

Subsection 4(2) requires that certain information be provided on Form 25-102F3 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service of Process* and delivered on or before the 30th day after the designated benchmark administrator is designated. A benchmark administrator that provided a completed Form 25-102F3 with their application for designation does not need to re-file the form after designation.

PART 3 GOVERNANCE

Board of directors

The Regulation has various obligations for the board of directors of a designated benchmark administrator. The Regulation does not include requirements as to the composition of the board of directors as this will be generally dictated by the corporate laws under which the benchmark administrator is organized. In addition to independence requirements under applicable corporate or other laws with respect to the composition of the board of directors of the benchmark administrator, there are several provisions of the Regulation that foster independence in the oversight of a designated benchmark and the proper management of potential conflicts of interest, including:

- subsection 6(6) – a designated benchmark administrator must not provide a payment or other financial incentive to a compliance officer referred to in subsection 6(1), or any DBA individual that reports directly to the officer, if the payment or other financial incentive would create a conflict of interest. Such a payment would compromise the independence of the compliance officer or the DBA individual;
- subsections 7(2) and (3) – a designated benchmark administrator must establish an oversight committee, the members of which must not be members of the board of directors;
- subsections 7(4) and (9) – the oversight committee must provide a copy of its recommendations on benchmark oversight to the board of directors of the designated benchmark administrator and, if the oversight committee becomes aware that the board of directors has acted or intends to act contrary to any recommendations or decisions of the oversight committee, the oversight committee must record that fact in the minutes of its next meeting;
- subsection 10(1) – a designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures that are reasonably designed to, among other things, ensure that any expert judgment exercised by the benchmark administrator or DBA individuals is independently and honestly exercised and protect the integrity and independence of the provision of a designated benchmark;
- subsection 12(2) – a benchmark administrator must conduct the investigation of a complaint independently of persons who might have been involved in the subject matter of the complaint; and
- subsections 31(1) and 35(1) – for a designated critical benchmark and a designated interest rate benchmark, respectively, at least half of the members of the oversight committee of the designated benchmark administrator must be independent of the designated benchmark administrator and any affiliated entity of the designated benchmark administrator.

Subsection 6(1) – Reference to securities legislation relating to benchmarks

Subsection 6(1) of the Regulation refers to “securities legislation relating to benchmarks”, which would include the Regulation and benchmark provisions in local securities legislation. “Securities legislation” is defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*.

Paragraph 6(4)(b) – Determining compensation for DBA individuals

Paragraph 6(4)(b) of the Regulation prohibits the compliance officer of a designated benchmark administrator from participating in the determination of compensation for any DBA individuals, other than for a DBA individual who reports directly to the compliance officer. We expect that a designated benchmark administrator will consider compliance, including past compliance issues and how compensation policies may be used to manage

conflicts of interest, when establishing compensation policies and determining compensation of any DBA individuals and we do not consider this to be prohibited by paragraph 6(4)(b) of the Regulation, even if the compliance officer is providing input in relation to a DBA individual.

Subsection 7(3) – Oversight committee must not include members of board of directors

While subsection 7(3) of the Regulation prohibits the oversight committee from including individuals that are members of the board of directors of the designated benchmark administrator, we do not consider this provision to prohibit a member of the board of directors from being invited, when appropriate, to an oversight committee meeting, provided that the member of the board of directors does not perform or influence the independent performance of the roles of the oversight committee set out in section 7 of the Regulation.

Subsection 7(7) – Information relating to a designated benchmark

We consider that the reference to “information relating to a designated benchmark” in subsection 7(7) of the Regulation would include a daily or periodic determination under the methodology of a designated benchmark and any other information.

Subsection 7(8) – Required actions for oversight committee of a designated benchmark administrator

Subsection 7(8) of the Regulation requires the oversight committee of a designated benchmark administrator to carry out certain actions. We expect that the oversight committee will carry out these actions in a manner that reasonably reflects the specific nature of the designated benchmark, including the complexity, use and vulnerability of the designated benchmark.

Paragraph 7(8)(e) – Calculation agents and dissemination agents

Paragraph 7(8)(e) of the Regulation requires the oversight committee of a designated benchmark administrator to oversee any service provider involved in the provision of the designated benchmark, including calculation agents or dissemination agents. We consider that

- a “dissemination agent” is a person with delegated responsibility for disseminating a designated benchmark to benchmark users in accordance with the instructions provided by the designated benchmark administrator for the designated benchmark, including any review, adjustment and modification to the dissemination process, and
- a “calculation agent” is a person with delegated responsibility for determining a designated benchmark through the application of a formula or other method of calculating the information or expressions of opinions provided for that purpose, in accordance with the methodology set out by the designated benchmark administrator for the designated benchmark.

A dissemination agent would not include:

- a publisher that pays a licensing fee to publish a benchmark under a non-exclusive publishing license, or
- a publisher that pays a licensing fee to publish a benchmark under an exclusive publishing license if the benchmark administrator also makes the benchmark publicly available through other means.

We understand that a designated benchmark administrator may establish lines of supervision of service providers as contemplated by section 13 of the Regulation, where supervision is performed by certain DBA individuals and the oversight committee receives

and reviews reports on this supervision. We would consider an oversight committee to satisfy its obligations under paragraph 7(8)(e) of the Regulation if it oversees the supervision of the service providers referred to in the paragraph, for example, through the receipt and review of regular reporting from those responsible for the supervision contemplated by section 13 of the Regulation.

Subparagraph 7(8)(i)(ii) – Monitoring of input data

Subparagraph 7(8)(i)(ii) of the Regulation requires the oversight committee of a designated benchmark administrator to monitor the input data, the contribution of input data by the benchmark contributor, and the actions of the designated benchmark administrator in challenging or validating contributions of input data. We understand that a designated benchmark may have several lines of monitoring where real-time monitoring is performed by certain DBA individuals and the oversight committee receives and reviews reports on this monitoring. We would consider an oversight committee to satisfy its obligations under subparagraph 7(8)(i)(ii) of the Regulation if it oversees the monitoring of items in the subparagraph, for example, through the receipt and review of regular reporting from those responsible for real-time monitoring.

Subparagraph 7(8)(i)(iii) – Significant breaches of code of conduct for a benchmark contributor

We consider that the reference in subparagraph 7(8)(i)(iii) of the Regulation to a “breach” of a code of conduct that is “significant” would include non-trivial breaches that could affect the designated benchmark, as determined, or the integrity or reputation of the designated benchmark or the designated benchmark administrator.

Section 8 – Control framework

Section 8 of the Regulation requires a designated benchmark administrator to establish a control framework to ensure that a designated benchmark is provided in accordance with the Regulation. Similarly, subsection 24(2) of the Regulation requires a benchmark contributor to a designated benchmark to establish controls reasonably designed to ensure the accuracy, reliability and completeness of each contribution of input data to the designated benchmark administrator, including controls that the input data is provided in accordance with the Regulation.

We expect that the control framework provided for under subsection 8(2) of the Regulation and the controls provided for under subsection 24(2) of the Regulation will be proportionate to all of the following:

- the level of conflicts of interest identified in relation to the designated benchmark, the designated benchmark administrator or the benchmark contributor,
- the extent of expert judgment in the provision of the designated benchmark,
- the nature of the input data for the designated benchmark.

In establishing the control framework required under subsection 8(2) of the Regulation, we would expect a designated benchmark administrator to consider what controls have been established by benchmark contributors under subsection 24(2) of the Regulation.

The control framework and the controls used should be consistent with guidance published by a body or group that has developed the guidance through a process that includes the broad distribution of the proposed guidance for public comment.

Examples of suitable guidance that a designated benchmark administrator or a benchmark contributor could follow include:

(a) the *Risk Management and Governance: Guidance on Control* (COCO Framework) published by the Chartered Professional Accountants of Canada;

(b) the *Internal Control – Integrated Framework* (COSO Framework) published by The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO); and

(c) the *Guidance on Risk Management, Internal Control and Related Financial and Business Reporting* published by U.K. Financial Reporting Council.

These examples of suitable guidance include, in the definition or interpretation of “internal control”, controls for compliance with applicable laws and regulations.

Subsection 8(5) – Reporting of significant security incident or systems issue

Subsection 8(5) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must promptly provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority describing any security incident or any systems issue relating to a designated benchmark it administers, if a reasonable person would consider that the security incident or systems issue is significant. We consider a failure, malfunction, delay or other incident or issue to be a “significant security incident” or a “significant systems issue” if the designated benchmark administrator would, in the normal course of operations, escalate the matter to or inform senior management ultimately accountable for technology.

Subsection 10(2) – Conflict of interest requirements for designated benchmark administrators

Subsection 10(2) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures that are reasonably designed to keep separate, operationally, the business of the designated benchmark administrator relating to a designated benchmark, and its benchmark individuals, from any other business activity of the designated benchmark administrator if the designated benchmark administrator becomes aware of a conflict of interest or a potential conflict of interest involving the business of the designated benchmark administrator relating to any designated benchmark.

We expect that, when contemplating the nature and scope of such a conflict of interest, a designated benchmark administrator would consider a variety of matters, including the following:

- the provision of benchmarks often involves discretion in the determination of benchmarks and is inherently subject to certain types of conflicts of interest, which implies the existence of various opportunities and incentives to manipulate benchmarks, and
- in order to ensure the integrity of designated benchmarks, designated benchmark administrators should implement adequate governance arrangements to control such conflicts of interest and to safeguard confidence in the integrity of benchmarks.

For example, if the designated benchmark administrator does identify such a conflict of interest, the administrator should ensure that persons responsible for the administration of the designated benchmark:

- are located in a secure area apart from persons that carry out other business activity, and
- report to a person that reports to an executive officer that does not have responsibility relating to other business activities.

Subsection 11(1) – Reporting of contraventions

Subsection 11(1) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply systems and controls reasonably designed to detect and promptly report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority any conduct by a DBA individual or a benchmark contributor that might involve:

- manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark, or
- provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark.

As part of that reporting to the regulator or securities regulatory authority, we expect that the benchmark administrator's systems and controls would enable the designated benchmark administrator to provide all relevant information to the regulator or securities regulatory authority.

Paragraph 12(2)(c) – Complaint procedures

Paragraph 12(2)(c) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must communicate the outcome of the investigation of a complaint to the complainant within a reasonable period.

We expect that, in establishing the policies and procedures for complaints relating to the designated benchmark required by subsection 12(1) of the Regulation, the designated benchmark administrator would include a target timetable for investigating complaints.

A designated benchmark administrator may, on a case-by-case basis, apply for exemptive relief from paragraph 12(2)(c) of the Regulation if such a communication to the complainant would be seriously prejudicial to the interests of the designated benchmark administrator or would violate confidentiality provisions.

Section 13 – Outsourcing

Section 13 of the Regulation sets out requirements on outsourcing by a designated benchmark administrator. For purposes of securities legislation, a designated benchmark administrator remains responsible for compliance with the Regulation despite any outsourcing arrangement.

Section 13 does not apply to the oversight committees contemplated by the Regulation.

Paragraph 13(2)(c) – Written agreement for outsourcing

Paragraph 13(2)(c) of the Regulation provides that the policies and procedures of a designated benchmark administrator in relation to outsourcing must be reasonably designed to ensure that the designated benchmark administrator and the service provider enter into a written agreement that covers the matters set out in subparagraphs 13(2)(c)(i) to (vi). We consider the reference to "written agreement" to include one or more written agreements.

Where a benchmark administrator of a designated regulated-data benchmark uses the services of an agent to facilitate delivery of aggregate input data from multiple sources, we would not consider this to be outsourcing a function, service or activity in the provision of the designated benchmark. While such an arrangement would not be subject to section 13 of the Regulation, the benchmark administrator would still be required to comply with other applicable provisions of the Regulation, including the accountability framework in section 5 and the control framework in section 8, so it should have appropriate agreements in place with the agent.

PART 4 INPUT DATA AND METHODOLOGY

Subsection 15(2) – Significant breaches of code of conduct for a benchmark contributor

We consider that the reference in subsection 15(2) of the Regulation to a “breach” of a code of conduct that is “significant” would include non-trivial breaches that could affect the designated benchmark, as determined, or the integrity or reputation of the designated benchmark or the designated benchmark administrator.

Subsection 15(3) – Requirement to obtain alternative representative data

Subsection 15(3) of the Regulation provides that, in the event of a breach referred to in subsection 15(2), if a reasonable person would consider it to be appropriate, a designated benchmark administrator must obtain alternative representative data in accordance with the guidelines referred to in subsection 16(3) of the Regulation. However, those guidelines may contemplate the circumstances in which the designated benchmark administrator may conclude that the other benchmark contributors from which it obtained input data are a sufficient representative sample of benchmark contributors for purposes of subsection 15(1) of the Regulation.

Subsection 15(4) – Verification of input data from front office of a benchmark contributor

Paragraph 15(4)(a) of the Regulation requires that, if input data is contributed from any front office of a benchmark contributor, or an affiliated entity that performs any activities that relate to or might affect the input data, the designated benchmark administrator must obtain information from other sources, if reasonably available, that confirms the accuracy and completeness of the input data in accordance with the benchmark administrator’s policies and procedures.

There may be instances where there are no other sources of information reasonably available to the designated benchmark administrator to confirm the accuracy and completeness of the input data. We expect the designated benchmark administrator to consider the steps it would take to confirm the accuracy and completeness of such input data in such instances when establishing the policies, procedures and controls required under section 8 of the Regulation.

Subsection 15(5) – Front office of a benchmark contributor

Subsection 15(5) of the Regulation provides that “front office” of a benchmark contributor or an applicable affiliated entity means any department, division, group, or personnel that performs any pricing, trading, sales, marketing, advertising, solicitation, structuring, or brokerage activities. In general, we consider front office staff to be the individuals who generate revenue for the benchmark contributor or the affiliated entity.

Paragraph 16(1)(e) – Capability to verify determination under the methodology

Paragraph 16(1)(e) of the Regulation provides that a determination under the methodology of a designated benchmark must be capable of being verified as being accurate, reliable and complete.

A determination under a methodology that is based on information such as input data would be verified as being accurate, reliable and complete if:

- it can be clearly linked to the original information, and
- it can be linked to complementary, but separate information.

For example, in the case of an interest rate benchmark that is determined daily and calculated as the arithmetic average of bid-side rates contributed by financial institutions that routinely accept bankers' acceptances and are market-makers in bankers' acceptances, the daily determination would be verified as being accurate, reliable and complete if:

- the calculation can be clearly linked to the rates contributed by the financial institutions and recorded by the benchmark administrator, and
- the benchmark administrator's record of the rates contributed by the financial institutions can be matched to the records of those rates maintained by the applicable financial institutions.

In the case of an interest rate benchmark, we recognize that any verification done by a designated benchmark administrator or a public accountant would require access to the records of benchmark contributors pursuant to subsection 39(8) of the Regulation and may only be feasible if based on samples of rates on certain dates.

Paragraph 16(2)(a) – Applicable characteristics to be considered for the methodology

Paragraph 16(2)(a) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must take into account, in the preparation of the methodology of a designated benchmark, all of the applicable characteristics of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent.

In this context, we consider that “applicable characteristics” include:

- the size and reasonably expected liquidity of the market,
- the transparency of trading and the positions of participants in the market,
- market concentration,
- market dynamics, and
- the adequacy of any sample to reasonably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent.

Subsection 17(2) – Proposed or implemented significant changes to methodology

Subsection 17(2) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must provide for public notice of and comment on a proposed or implemented significant change to the methodology of a designated benchmark.

As part of the methodology disclosure required under section 18, paragraph 18(1)(e) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must publish examples of the types of changes that may constitute a significant change to the methodology of the designated benchmark.

In general, we would consider a change to the methodology of a designated benchmark to be significant if, in the opinion of a reasonable person, it would have a significant effect on the provision of the designated benchmark (within the meaning of subsection 1(4) of the Regulation).

We consider publication on the designated benchmark administrator's website of a proposed or implemented change to the methodology of a designated benchmark, accompanied by a news release advising of the publication of the proposed or implemented change, as sufficient notification in these contexts. We consider it good practice for a designated benchmark administrator to establish a voluntary subscription-based email distribution list for those parties who wish to receive notice of such a publication by email.

In addition to, or as an alternative to, a news release, a designated benchmark administrator may want to consider other ways of helping to ensure that stakeholders and members of the public are aware of the publication of the proposed or implemented change to the methodology of a designated benchmark on the designated benchmark administrator's website, such as postings on social media or internet platforms, media advisories, newsletters, or other forms of communication.

Subparagraph 18(1)(b)(v) – Methodology disclosure

As part of the methodology disclosure required under section 18, subparagraph 18(1)(b)(v) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must publish a complete explanation of all elements of the methodology, including the benchmark contributors and the criteria used to determine eligibility of a benchmark contributor. This disclosure would include a list of existing benchmark contributors and may include a description of persons who may be benchmark contributors in the future.

Compliance with methodology

Several requirements in the Regulation foster a designated benchmark administrator's compliance with its own benchmark methodology, including:

- paragraph 5(1)(b) – a designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply an accountability framework of policies and procedures that are reasonably designed to, for each designated benchmark it administers, ensure and evidence that it follows the methodology applicable to the designated benchmark;
- paragraph 6(3)(b) – at least once every 12 months, the compliance officer must submit a report to the designated benchmark administrator's board of directors that describes whether the designated administrator has followed the methodology applicable to each designated benchmark it administers;
- paragraph 8(4)(a) – a designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls that are reasonably designed to ensure that benchmark contributors comply with the standards for input data in the methodology of the designated benchmark;
- paragraph 16(1)(c) – the accuracy and reliability of a methodology, with respect to determinations made under it, must be capable of being verified, including, if appropriate, by back-testing; and
- paragraph 18(1)(c) – a designated benchmark administrator must publish the process for the internal review and approval of the methodology and the frequency of such reviews and approvals.

When complying with these requirements, a designated benchmark administrator should generally attempt to ensure that compliance with a benchmark methodology is monitored by staff that are independent of staff that determine and apply the methodology.

PART 5 DISCLOSURE

Subsection 19(1) – Benchmark statement

The elements of the benchmark statement, set out in paragraphs 19(1)(a) through (m) of the Regulation, are designed to provide transparency to benchmark users to understand the purpose or intention of the benchmark, the limitations of the benchmark, and how the designated benchmark administrator will apply the methodology to provide the benchmark. In preparing the benchmark statement, a designated benchmark administrator should attempt to ensure that benchmark users have sufficient information to understand what the benchmark

is intended to represent and to make a decision on whether to use, or continue to use, the benchmark.

Paragraph 19(1)(a) – Applicable part of the market or economy for purposes of the benchmark statement

Paragraph 19(1)(a) of the Regulation provides that a required element of the benchmark statement for a designated benchmark is a description of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent. This relates to the benchmark's purpose.

For example, an interest rate benchmark may be intended to represent the cost of unsecured interbank lending and may be intended to be used as a benchmark interest rate in interbank loan agreements. In this example, we consider it problematic if

- the type of prime bank lending rate the benchmark is intended to record is unclear, or
- the calculation method does not work well in periods of low liquidity.

Subsection 20(2) – Significant change to designated benchmark

Subsection 20(2) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must publish the procedures it will follow in the event of a significant change to or the cessation of a designated benchmark it administers, including procedures for advance notice of the implementation of a significant change or a cessation. We would consider a change in the person acting as the benchmark administrator of a designated benchmark to be an example of a significant change. Consequently, we would expect the designated benchmark administrator's procedures to include procedures in the event of a change in the administrator of a designated benchmark it administers, including procedures for advance notice of the change in administrator.

**PART 6
BENCHMARK CONTRIBUTORS**

General

Part 6 of the Regulation contains provisions that apply in respect of benchmark contributors to a designated benchmark. There are also specific requirements that apply to:

- benchmark contributors to a designated critical benchmark (see sections 30 and 33 of the Regulation), and
- benchmark contributors to a designated interest rate benchmark (see sections 37, 38 and 39 of the Regulation).

Securities legislation defines "benchmark contributor" as a person that engages or participates in the provision of information for use by a benchmark administrator for the purpose of determining a benchmark. This definition includes a person that provides information in respect of a designated benchmark, whether voluntarily, by way of contract or otherwise.

In Alberta, British Columbia, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario and Saskatchewan, securities legislation provides that the securities regulatory authority may, in response to an application by the regulator or, in Alberta or British Columbia, on its own initiative, require a person to provide information to a designated benchmark administrator in relation to a designated benchmark if it is in the public interest to do so. For example, a person may be required to provide information to a designated benchmark administrator for the purpose of determining a designated critical benchmark. In such a case, the person would be a benchmark contributor, and would therefore be subject to the provisions of the

Regulation applicable to benchmark contributors generally and the provisions applicable to benchmark contributors to a designated critical benchmark. However, certain of those provisions only apply if input data is considered to have been contributed within the meaning of subsection 1(3) of the Regulation.

Subsection 23(1) – Code of conduct for benchmark contributors

The requirement in subsection 23(1) of the Regulation for a designated benchmark administrator to establish, document, maintain and apply a code of conduct that specifies the responsibilities of benchmark contributors with respect to the contribution of input data for the designated benchmark only applies if a designated benchmark is determined using input data from benchmark contributors. Subsection 1(3) of the Regulation sets out when input data is considered to have been contributed and Part 1 of this Policy Statement provides further guidance on subsection 1(3) of the Regulation and when input data is considered to have been contributed.

Subparagraph 23(2)(f)(v) – Validation of input data before contribution

In considering any requirement for procedures, systems and controls under subparagraph 23(2)(f)(v), we expect a designated benchmark administrator to consider the specific nature of the designated benchmark, including the complexity, use and vulnerability of the designated benchmark and what systems and controls would ensure the accuracy and completeness of input data. For example, depending on the specific nature of the designated benchmark, it may be appropriate to require an individual with appropriate knowledge holding a position senior to that of the contributing individual to sign-off on input data before it is contributed to the designated benchmark administrator.

Subparagraph 23(2)(f)(vii) – Input data that is inaccurate, unreliable or incomplete

Subparagraph 23(2)(f)(vii) of the Regulation requires that a code of conduct for a benchmark contributor include a reporting requirement for any instance when a reasonable person would consider that a contributing individual, acting on behalf of the benchmark contributor or any other benchmark contributor, has contributed input data that is inaccurate, unreliable or incomplete. In establishing these requirements, we expect the designated benchmark administrator to consider providing indicators that could be used to identify input data that is inaccurate, unreliable or incomplete, based on past experience. The indicators should reasonably reflect the specific nature of the designated benchmark, including the complexity, use and vulnerability of the designated benchmark.

Subparagraph 23(2)(f)(x) – Access to board of directors

Subparagraph 23(2)(f)(x) of the Regulation requires that a code of conduct for a benchmark contributor include a requirement that the benchmark contributor's designated officer referred to in subparagraph 23(2)(f)(ix) and the benchmark contributor's chief compliance officer not be prevented or restricted from directly accessing the benchmark contributor's board of directors. In some instances, the designated officer under subparagraph 23(2)(f)(ix) and the chief compliance officer will be the same person. However, if they are different persons, each must be provided with direct access to the benchmark contributor's board of directors. However, we realize that there may be situations where the designated officer under subparagraph 23(2)(f)(ix) and the chief compliance officer may jointly or separately report to the benchmark contributor's board of directors on a matter.

Subsection 23(3) – Assessment of compliance with code of conduct

In establishing the policies and procedures required under subsection 23(3) of the Regulation, we expect the designated benchmark administrator to consider the specific nature of the designated benchmark, including the complexity, use and vulnerability of the designated benchmark. For example, the policies and procedures may include the use of verification certificates signed by an officer of the benchmark contributor and on-site

inspections by internal compliance staff that are independent from the business unit whose activities are subject to the code of conduct.

Paragraph 24(1)(a) – Conflict of interest requirements for benchmark contributors

Paragraph 24(1)(a) of the Regulation provides that a benchmark contributor to a designated benchmark must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure input data contributed by the benchmark contributor is not affected by any conflict of interest or potential conflict of interest involving the benchmark contributor and its employees, officers, directors or agents, if a reasonable person would consider that the input data might be inaccurate, unreliable or incomplete.

We expect that, when establishing these policies and procedures, a benchmark contributor would consider the following:

- benchmark contributors of input data to benchmarks can often exercise discretion and are potentially subject to conflicts of interest, and so risk being a source of manipulation, and
- consequently, conflicts of interest must be managed or mitigated to ensure they do not affect input data.

For example, if the benchmark contributor does identify such a conflict of interest involving other business activity, the contributor should ensure that persons responsible for the contribution of input data to a designated benchmark administrator for the purpose of determining a designated benchmark:

- are located in a secure area apart from persons that carry out the other business activity, and
- report to a person that reports to an executive officer that does not have responsibility relating to the other business activity.

Subsection 24(2) – Accuracy, reliability and completeness of input data

In establishing the policies, procedures and controls required under subsection 24(2) of the Regulation, subject to any requirements set out in the code of conduct established under section 23 of the Regulation, we expect a benchmark contributor to consider the specific nature of the designated benchmark, including the complexity, use and vulnerability of the designated benchmark and what systems and controls would ensure the accuracy, reliability and completeness of input data. For example, depending on the specific nature of the designated benchmark, it may be appropriate to require an individual with appropriate knowledge holding a position senior to that of the contributing individual to sign-off on input data before it is contributed to the designated benchmark administrator.

In addition, as contemplated by subparagraph 24(2)(d)(i) of the Regulation, the extent of organizational separation of contributing individuals from employees whose responsibilities include transacting in a contract, derivative, instrument or security that uses the designated benchmark for reference should be appropriate to avoid the conflicts of interest or mitigate the risks resulting from conflicts of interest. Depending on the specific nature of the designated benchmark and the related conflicts of interest and risks, this may involve restricting access to certain information or restricting access to certain areas of the organization.

Subsection 24(3) – Exercise of expert judgment

In establishing the policies and procedures required under paragraph 24(3)(a), we expect a benchmark contributor to consider the specific nature of the designated benchmark, including the complexity, use and vulnerability of the designated benchmark and the nature of its input data.

As described in Part 1 of this Policy Statement, expert judgment may involve various activities. Paragraph 24(3)(b) of the Regulation requires that, if expert judgment is exercised in relation to input data, the benchmark contributor must retain records that record the rationale for any decision made to exercise that expert judgment, the rationale applied in the exercise of the expert judgment and the manner of the exercise of the expert judgment. The records should take into consideration the benchmark contributor's policies and procedures for the exercise of expert judgment.

Subsection 24(4) – Record keeping by benchmark contributor

The reference to “communications” in paragraph 24(4)(a) of the Regulation includes telephone conversations, email and other electronic communications. We consider this to require a benchmark contributor to a designated benchmark to keep audio recordings of all phone conversations and voicemail messages in relation to the contribution of input data. Furthermore, a benchmark contributor to a designated benchmark should retain records of call logs and notes of phone conversations or voicemail messages in relation to the contribution of input data.

The records kept by a benchmark contributor under subsection 24(4) of the Regulation may be required to be made available to the designated benchmark administrator under subsection 24(5). Given that the records may contain confidential, sensitive or proprietary information, we expect that a designated benchmark administrator will only request such records in connection with the review and supervision of the provision of the designated benchmark and will take appropriate steps to ensure the confidential treatment of such information.

Section 25 – Compliance officer for benchmark contributors

Subsection 25(1) of the Regulation provides that a benchmark contributor that contributes input data for a designated benchmark must designate an officer to be responsible for monitoring and assessing compliance by the benchmark contributor and its employees with the code of conduct referred to in section 23, the Regulation and securities legislation relating to benchmarks. The officer can conduct these activities on a part-time basis but should be independent from persons involved in determining or contributing input data.

Subsection 25(2) of the Regulation requires a benchmark contributor to not prevent or restrict the designated officer referred to in subsection 25(1) and the benchmark contributor's chief compliance officer from directly accessing to the benchmark contributor's board of directors. In some instances, the designated officer under subparagraph 25(1) and the chief compliance officer will be the same person. However, if they are different persons, each must be provided with direct access to the benchmark contributor's board of directors. However, we realize that there may be situations where the designated officer under subparagraph 25(1) and the chief compliance officer may jointly or separately report to the benchmark contributor's board of directors on a matter.

PART 7 RECORD KEEPING

Section 26 – Record keeping by designated benchmark administrator

The reference to “communications” in paragraph 26(2)(h) of the Regulation includes telephone conversations, email and other electronic communications. We consider this to require a designated benchmark administrator to keep audio recordings of all phone conversations and voicemail messages with benchmark contributors in relation to the contribution of input data. Furthermore, a designated benchmark administrator should retain records of call logs and notes of phone conversations or voicemail messages with benchmark contributors in relation to the contribution of input data.

In addition to the record keeping requirements in the Regulation, securities legislation generally requires market participants to keep such books, records and other documents as may reasonably be required to demonstrate compliance with securities law of the jurisdiction.

PART 8

DIVISION 1 Designated critical benchmarks

Section 30 – Ceasing to contribute input data to a designated critical benchmark

Section 30 of the Regulation provides the process for a benchmark contributor to cease to contribute input data to a designated critical benchmark. After the benchmark contributor has provided notice to the designated benchmark administrator that it will cease to contribute input data, subsection 30(2) of the Regulation requires the benchmark contributor to continue contributing input data for a period not exceeding 6 months. This is to provide a transition to protect the accuracy and integrity of the designated critical benchmark.

Subparagraph 30(3)(b)(ii) of the Regulation permits the designated benchmark administrator to notify the benchmark contributor that it must continue contributing input data for a period of less than 6 months. We expect that a designated benchmark administrator will determine the date of expiry of this period by considering the assessment, submitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under subparagraph 30(3)(b)(i) of the Regulation, of the impact of the benchmark contributor ceasing to contribute input data on the capability of the designated critical benchmark to accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent. We also expect that the period for which a benchmark contributor must continue contributing input data will be as short as practical while ensuring that the designated benchmark still accurately represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent.

Securities legislation in certain jurisdictions also provides the securities regulatory authority with the ability to require a benchmark contributor to provide information to a designated benchmark administrator in relation to a designated benchmark if it would be in the public interest or not prejudicial to the public interest to do so.

DIVISION 2 Designated interest rate benchmarks

Section 34 – Order of priority of input data

Section 34 of the Regulation requires that, if a designated interest rate benchmark is based on a contribution of input data from a benchmark contributor, input data for the determination of the designated interest rate benchmark must be used by the designated benchmark administrator in accordance with the order of priority specified in the methodology of the designated interest rate benchmark. We would generally expect that the methodology of such a designated interest rate benchmark would use the following types of input data, as applicable, in the order of priority set out below:

- (a) a benchmark contributor's transaction data in the underlying market that the designated interest rate benchmark intends to represent;
- (b) if the input data referred to in paragraph (a) is not available, executable quotes in the market described in paragraph (a);
- (c) the input data referred to in paragraphs (a) and (b) is not available, indicative quotes in the market described in paragraph (a);
- (d) if the input data referred to in paragraphs (a), (b) and (c) is not available, a benchmark contributor's observations of third-party transactions in markets related to the market described in paragraph (a);

- (e) in any other case, expert judgments.

We consider an “executable quote” (also known as a “committed quote”) to be a quote that is actionable for the other party to the potential transaction. The party that provides that quote announces their willingness to enter into transactions at the relevant bid and ask prices and agree that if they do transact, they will do so at the quoted price up to the maximum quantity specified in the quote.

We consider “indicative quote” to be a quote that is not immediately actionable by the other party to the potential transaction. Indicative quotes are usually provided before the parties negotiate the price or quantity at which the potential transaction will occur.

A designated interest rate benchmark may be based on contributions of input data from benchmark contributors that represent the interest rate at which the benchmark contributor is willing to lend funds to its customers.

In the context of section 34 of the Regulation, for the purposes of subsections 14(1) and (3) of the Regulation, input data for a designated interest rate benchmark may be adjusted, if contemplated by the methodology for the designated interest rate benchmark, to more accurately represent that part of the market or economy that the designated interest rate benchmark is intended to represent, including, but not limited to, where:

- (a) the time of the transactions that are the basis for the input data is not sufficiently proximate to the time of contribution of the input data;
- (b) a market event occurs between the time of the transactions and the time of contribution of the input data and the market event might, in the opinion of a reasonable person, have a significant impact on the designated interest rate benchmark;
- (c) there have been changes in the credit risk of the benchmark contributors and other market participants that might, in the opinion of a reasonable person, have a significant impact on the designated interest rate benchmark.

Subsection 36(1) – Assurance report for designated interest rate benchmark

Subsection 36(1) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee referred to section 7, a limited assurance report on compliance, or a reasonable assurance report on compliance, regarding the designated benchmark administrator's compliance with certain sections of the Regulation and following of the methodology of each designated interest rate benchmark it administers.

We note that the report required by subsection 36(1) is separate and different from the compliance report of the officer of the designated benchmark administrator required by paragraph 6(3)(b) of the Regulation. A designated benchmark administrator for a designated interest rate benchmark must comply with the requirement in paragraph 6(3)(b) and with the requirement in subsection 36(1).

Subsection 39(4) – Record keeping by benchmark contributor

The reference to “communications” in paragraph 39(4)(d) of the Regulation includes telephone conversations, email and other electronic communications. We consider this to require a benchmark contributor to a designated benchmark to keep audio recordings of all phone conversations and voicemail messages in relation to the contribution of input data. Furthermore, a benchmark contributor to a designated benchmark should retain records of call logs and notes of phone conversations or voicemail messages in relation to the contribution of input data.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») – Projet de modification des règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par l'OCRCVM, de modification des règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés proposé par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC ») (le « projet de modification »).

Selon l'OCRCVM, le projet de modification est nécessaire pour uniformiser ses exigences avec les changements prévus aux règles de la CDCC qui visent à satisfaire aux normes internationales de protection des clients en cas de défaillance d'un participant compensateur en proposant un nouveau régime de séparation et de transférabilité pour la protection des clients.

(Les textes sont reproduits ci-après.)

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre une copie, au plus tard le 7 septembre 2021, à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-63811
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Jean-Simon Lemieux
Analyste expert aux OAR
Direction de l'encadrement des activités de négociation
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 4366
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4366
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : jean-simon.lemieux@lautorite.qc.ca

Lucie Prince
Analyste experte aux OAR
Direction de l'encadrement des activités de négociation

Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 2614
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 2614
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : lucie.prince@lautorite.qc.ca



AVIS DE L'OCRCVM

Avis sur les règles Appel à commentaires

Règles de l'OCRCVM

Date limite pour les commentaires : le 7 septembre 2021

Destinataires à l'interne :
Affaires juridiques et conformité
Comptabilité réglementaire
Crédit
Détail
Haute direction
Institutions
Opérations
Pupitre de négociation

Personne-ressource :

Catherine Drennan
Chef principale de l'information financière,
Politique de réglementation des membres
Téléphone : 416 943-6977
Courriel : cdrennan@iiroc.ca

21-0113

Le 8 juillet 2021

Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Sommaire

L'OCRCVM propose d'apporter des modifications aux Règles de l'OCRCVM et au Formulaire 1 (collectivement, le **projet de modification**) portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients. Le projet de modification est nécessaire pour uniformiser nos exigences avec les changements prévus aux règles de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (**CDCC**) qui visent à satisfaire aux normes internationales de protection des clients en cas de défaillance d'un participant compensateur. La CDCC propose un nouveau régime de séparation et de transférabilité pour la protection des clients (**régime de séparation et de transférabilité**) pour se conformer aux normes internationales.

Le régime de séparation et de transférabilité proposé par la CDCC repose sur l'utilisation d'un modèle fondé sur les marges brutes des clients (**MBC**) et permet à la CDCC de transférer plus rapidement les



positions des clients et les sûretés connexes d'un membre compensateur qui est en défaillance à un autre membre compensateur.

Le cadre de protection des clients créé par le régime de séparation et de transférabilité est distinct de celui offert conjointement par l'OCRCVM et le FCPE et, de ce fait, il est nécessaire de séparer les exigences liées aux opérations et à la communication de l'information propres à chacun des deux cadres. Le principal objectif du projet de modification est de réduire l'épuisement des fonds et de limiter les liens entre les activités du courtier membre (**courtier**) liées aux contrats à terme standardisés et ses autres secteurs d'activité (tels que les activités liées aux titres).

Le projet de modification :

- exige que les clients soient informés des risques, des avantages, des conditions et des exigences liés au transfert des positions sur contrats à terme standardisés et sur options sur contrats à terme (collectivement, les **positions sur contrats à terme standardisés**) à un courtier remplaçant;
- exige la tenue d'un registre quotidien pour indiquer les positions sur contrats à terme standardisés et les sûretés connexes qui sont assujetties au modèle MBC et les distinguer des autres positions et comptes;
- établit des marges obligatoires plus élevées pour les positions sur contrats à terme standardisés des clients institutionnels et permet de calculer la marge au moyen de la méthode SPAN afin d'harmoniser les exigences de marge de l'OCRCVM à l'égard des contrats à terme standardisés détenus par les clients avec le nouveau modèle fondé sur les MBC de la CDCC;
- applique des critères plus stricts pour déterminer l'admissibilité des clients à une marge réduite dans le cas de couvertures croisées de produits comportant des contrats à terme standardisés et des titres sous-jacents;
- élimine la possibilité de cautionnement et de recours à la marge excédentaire entre les comptes de contrats à terme standardisés des clients et les autres comptes.

Effets

Nous prévoyons que le projet de modification aura un effet positif sur les courtiers, les clients et les autres parties intéressées, car il :

- renforce les protections de séparation et de transférabilité offertes par la CDCC, tout en maintenant la protection des investisseurs dans le cadre du régime OCRCVM-FCPE;
- harmonise les exigences de marge avec les exigences des marchés à terme et des chambres de compensation aux fins d'uniformité entre les types de clients.

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



Envoi des commentaires

Nous sollicitons des commentaires sur tous les aspects du projet de modification, y compris sur toute question qui n'y est pas abordée. Les commentaires doivent être faits par écrit et transmis au plus tard le **7 septembre 2021** à :

Politique de réglementation des membres
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
121, rue King Ouest, bureau 2000
Toronto (Ontario) M5H 3T9
Courriel : memberpolicymailbox@iiroc.ca

Il faut également transmettre une copie des commentaires aux autorités de reconnaissance à l'adresse suivante :

Réglementation des marchés
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20, rue Queen Ouest, bureau 1903
C. P. 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Courriel : marketregulation@osc.gov.on.ca

Remarque à l'intention des personnes qui présentent des lettres de commentaires : une copie de leur lettre de commentaires sera mise à la disposition du public sur le site Internet de l'OCRCVM, à l'adresse www.ocrcvm.ca.



Avis sur les règles – Table des matières

1.	Exposé du projet de modification	5
1.1	Principe 14 : séparation et transférabilité	5
1.2	Projet de modification précédent	5
1.3	Régime de séparation et de transférabilité de la CDCC	5
1.4	Défis liés au régime de protection des clients OCRCVM-FCPE	6
1.5	Détails du projet de modification	7
2.	Analyse	11
2.1	Modèle fondé sur les MBC et épuisement des fonds	11
2.2	Comparaison avec des dispositions semblables	12
3.	Effets du projet de modification	13
3.1	Effets sur les courtiers	13
3.2	Autres effets	13
4.	Mise en œuvre	13
5.	Processus d'établissement de la politique réglementaire	13
5.1	Objectif réglementaire	13
5.2	Processus réglementaire	14
6.	Annexes	14

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

4



1. Exposé du projet de modification

1.1 Principe 14 : séparation et transférabilité

Le Principe 14 des [Principes pour les infrastructures de marchés financiers \(PIMF\)](#) publiés par la Banque des règlements internationaux (BIS) et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) exige qu'une contrepartie centrale de compensation des marchés à terme (CC) établisse des règles et procédures qui permettent la séparation et la transférabilité (appelées respectivement « ségrégation » et « portabilité » dans les PIMF) des positions des clients de ses participants et des sûretés qui lui sont fournies au titre de ces positions. Le *Règlement 24-102 sur les obligations relatives aux chambres de compensation (Règlement 24-102)* établit l'objectif de mettre en œuvre le Principe 14 pour les CC canadiennes et d'appliquer « l'autre approche » aux chambres de compensation des marchés au comptant qui opèrent sous le régime OCRCVM-FCPE. En vertu des PIMF, les chambres de compensation des marchés à terme ne peuvent pas se conformer aux normes au moyen d'une « autre approche », contrairement aux CC qui servent les marchés au comptant.

1.2 Projet de modification précédent

En mars 2017, nous avons publié des modifications semblables portant sur le régime de séparation et de transférabilité (**modifications de 2017**) dans le cadre d'un appel à commentaires. Les modifications de 2017 s'appuyaient sur le modèle de séparation et de transférabilité fondé sur les MBC de ICE Clear Canada (ICCA), et il était entendu que la CDCC mettrait bientôt en œuvre un modèle fondé sur les MBC semblable. Les modifications de 2017 ont été retirées en décembre 2019¹, car ICCA a transféré ses activités aux États-Unis et la CDCC a retardé l'échéancier prévu pour l'élaboration de son régime de séparation et de transférabilité.

1.3 Régime de séparation et de transférabilité de la CDCC

L'année dernière, la CDCC a continué à élaborer son régime de séparation et de transférabilité et a publié un projet de modification de ses règles². La CDCC a mené des consultations auprès des parties intéressées, y compris les participants, l'OCRCVM, le FCPE et la Bourse de Montréal.

La CDCC a proposé un nouveau régime de séparation et de transférabilité comprenant un modèle fondé sur les MBC afin de maintenir la conformité avec les normes internationales et de suivre les marchés qui se conforment déjà aux PIMF. Le modèle fondé sur les MBC offre une probabilité accrue que la CDCC soit en mesure de transférer rapidement les positions des clients et les sûretés connexes d'un membre compensateur défaillant à un autre membre compensateur, sans que le FCPE ait à jouer son rôle actuel d'intermédiaire dans le processus de transfert.

¹ [Avis 19-0219](#)

² [Avis aux membres 2021-102](#)

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



1.3.1 Modèle fondé sur les MBC

Le modèle fondé sur les MBC est une méthode de calcul de la marge utilisée par les CC dans les cas où le montant de la marge qu'un participant compensateur doit remettre à la CC pour le compte de ses clients est la somme des montants de marge requis pour chaque client. En revanche, dans un modèle fondé sur les marges nettes, la CC ne fait pas de distinction entre les positions de chaque client individuel au sein du compte client collectif. Par conséquent, elle compense le risque lié aux expositions opposées lorsqu'elle calcule la marge requise pour les clients du participant compensateur.

Même si la CC oblige le participant compensateur à lui indiquer quotidiennement les positions de chaque client, elle ne l'oblige pas à lui indiquer les sûretés utilisées pour couvrir les positions de chaque client. En imposant le recours au modèle fondé sur les MBC et la déclaration quotidienne des positions des clients, la CC devrait disposer de renseignements suffisants au sujet de l'ensemble des sûretés et des positions pour permettre un transfert plus rapide des positions des clients et de la valeur des sûretés connexes d'un participant compensateur défaillant à un autre participant compensateur.

Bien que l'adoption d'un modèle fondé sur les MBC permet à la CDCC de transférer les positions plus rapidement, elle donne lieu à des exigences de marge plus élevées, ce qui entraînera une augmentation du montant des sûretés qui doivent être déposées auprès de la CDCC. Ces sûretés supplémentaires exigées créent des problèmes potentiels d'épuisement des fonds pour le courtier, ce qui augmente le risque que celui-ci utilise des actifs de clients qui ne détiennent pas de contrats à terme standardisés au profit des clients qui en détiennent. La question de l'épuisement des fonds est traitée à la section 2.1 du présent avis.

1.4 Défis liés au régime de protection des clients OCRCVM-FCPE

Les changements proposés par la CDCC créent un régime qui ne cadre pas entièrement avec le régime actuel de protection des clients OCRCVM-FCPE.

Le régime de séparation et de transférabilité isole et protège uniquement les positions sur contrats à terme standardisés et la valeur des sûretés connexes d'un client qui sont détenues par la CDCC. Cependant, il est possible que les activités liées aux contrats à terme standardisés d'un courtier soient intégrées à ses activités liées aux titres. Cette intégration est prise en compte dans le régime OCRCVM-FCPE actuel, car celui-ci couvre à la fois les comptes de titres et les comptes de contrats à terme standardisés. Le fait que la CDCC pourrait éventuellement transférer plus rapidement les positions sur contrats à terme standardisés et les sûretés des clients pourrait réduire le rôle actuel du FCPE dans l'administration des positions sur contrats à terme standardisés en cas d'insolvabilité. Lorsqu'une CC telle que la CDCC contrôle le transfert en cas d'insolvabilité, une intégration minimale des activités liées aux contrats à terme standardisés avec les activités liées aux titres réduit la possibilité que des actifs liés aux titres soient déposés auprès de la CDCC et transférés hors du contrôle du FCPE.

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



1.5 Détails du projet de modification

Le projet de modification vise à réduire l'épuisement des fonds qui pourrait être causé par le modèle fondé sur les MBC et à limiter l'intégration entre les comptes de contrats à terme standardisés et les autres comptes. La version soulignée des modifications apportées aux Règles de l'OCRCVM se trouve à l'annexe A et la version nette, à l'annexe C. La version soulignée des modifications apportées au Formulaire 1 se trouve à l'annexe B et la version nette, à l'annexe D.

Nous avons également proposé deux modifications d'ordre général, soit l'ajout de :

- la définition du terme « régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients »;
- la définition du terme « modèle national fondé sur les marges brutes des clients ».

Nous utilisons le terme proposé « régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients » pour désigner le régime de séparation et de transférabilité dans son ensemble, où une chambre de compensation a la capacité de séparer et de transférer des positions sur contrats à terme standardisés. Nous utilisons le terme proposé « modèle national fondé sur les marges brutes des clients » pour désigner le modèle fondé sur les MBC proposé par la CDCC pour la séparation et la transférabilité des contrats à terme standardisés canadiens.

1.5.1 Information à fournir aux clients

Les clients peuvent détenir diverses positions sur contrats à terme standardisés. Notamment, ils peuvent détenir à la fois des positions sur des contrats à terme standardisés canadiens et américains qui pourraient comporter des modalités et des exigences de transférabilité différentes, selon la façon dont elles sont détenues séparément auprès de la CC. La CDCC a proposé des modifications à ses règles qui obligerait les membres compensateurs à informer les clients des exigences de transfert. Nous croyons qu'il est important que les clients comprennent les risques et les avantages liés à un régime de séparation et de transférabilité qui peuvent avoir une incidence sur la transférabilité de leurs positions sur contrats à terme standardisés. La transférabilité des positions sur contrats à terme standardisés en cas de défaillance d'un courtier dépend de plusieurs facteurs, dont les suivants :

- le territoire sur lequel les contrats à terme standardisés sont négociés;
- les politiques et procédures de la CC;
- les types des contrats à terme standardisés;
- l'existence d'un courtier participant remplaçant;
- le consentement du client et la documentation pertinente.

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

7



Nous avons ajouté le nouvel article 3261 des Règles de l'OCRCVM qui exige que les courtiers fournissent aux clients de l'information pertinente sur les exigences de transfert ainsi que des avis concernant la déclaration des positions aux CC par le courtier.

1.5.2 Livres et registres

L'article 3814 oblige déjà les courtiers à tenir un grand livre de marchandises, qui est habituellement distinct du registre de titres. Les courtiers doivent pouvoir séparer et distinguer clairement les positions sur contrats à terme standardisés des clients et les sûretés connexes qui sont assujetties au modèle fondé sur les MBC afin de :

- prévenir les retards ou les erreurs dans la déclaration des positions assujetties au modèle fondé sur les MBC à la CC;
- rapprocher les positions et les sûretés entre la CC et le courtier;
- augmenter la possibilité de transférabilité;
- déclarer en temps opportun les positions et les sûretés assujetties au modèle fondé sur les MBC au syndic de faillite ou au FCPE en cas de défaillance.

Nous avons élargi l'obligation de tenir un grand livre prévue à l'article 3814 en y ajoutant l'obligation de consigner quotidiennement les positions sur contrats à terme standardisés des clients et les sûretés connexes qui sont assujetties au modèle fondé sur les MBC.

1.5.3 Marges obligatoires

Pour éviter l'épuisement des fonds, les MBC exigées ne doivent pas dépasser le montant de marge que le courtier collecte auprès de ses clients. La marge collectée auprès du client titulaire de contrats à terme standardisés doit être remise à la CC en vue de garantir l'obligation liée à la position sur contrats à terme standardisés du client. Les marges obligatoires minimales prévues actuellement au paragraphe 5790(1) pour les positions sur contrats à terme standardisés sont fondées sur le concept du « montant le plus élevé », selon lequel la marge requise correspond au plus élevé des montants suivants :

- (i) la marge requise par le marché à terme où le contrat est conclu;
- (ii) la marge requise par la chambre de compensation;
- (iii) la marge requise par le courtier compensateur du courtier.

Le concept du « montant le plus élevé » réduit le risque d'épuisement des fonds lorsqu'on l'applique à tous les clients titulaires de contrats à terme standardisés.

Nous avons modifié l'article 5790 et les notes et directives des Tableaux 4 et 5 du Formulaire 1 afin de nous assurer que le concept de « montant le plus élevé » s'applique aussi aux institutions agréées, aux contreparties agréées et aux entités réglementées. Ces clients institutionnels bénéficient actuellement

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



d'exigences de marge préférentielles par rapport aux clients de détail en raison de leur risque de crédit lié à la contrepartie plus faible, comme le précise le Formulaire 1³. Ces modifications pourraient avoir une incidence importante sur ces clients institutionnels parce qu'elles entraîneront une hausse de leurs marges obligatoires minimales actuelles.

Nous avons analysé les pratiques actuelles du secteur en ce qui concerne les activités institutionnelles liées aux contrats à terme standardisés et recommandons d'accorder aux courtiers un délai de grâce plus long pour collecter les marges auprès des clients institutionnels, comparativement aux clients de détail. Les modifications proposées touchant les comptes d'institutions agréées, de contreparties agréées et d'entités réglementées obligent les courtiers à déclarer l'insuffisance de marge dans le capital régularisé en fonction du risque, à moins que l'appel de marge ne soit réglé dans un délai d'un jour ouvrable suivant le moment où l'insuffisance s'est produite. Nous n'avons pas proposé de modifier les délais de déclaration des pénalités au titre du capital pour les clients de détail.

Nous avons modifié le Tableau 4 en déplaçant la ligne prévue pour la déclaration des comptes de contrats à terme standardisés hors de la catégorie « Autres clients ». Nous proposons que les soldes et les marges des comptes de contrats à terme standardisés pour tous les types de clients soient déclarés à la même ligne.

1.5.4 Méthode Standard Portfolio Analysis (SPAN)

En vertu du modèle fondé sur les MBC, les positions des clients individuels sont déclarées à la CDCC aux fins de la détermination de la marge séparément pour chaque client. Cela permet à la CDCC d'appliquer la méthode SPAN pour calculer la marge requise à l'égard du portefeuille de positions sur contrats à terme standardisés du client. Nous avons modifié l'article 5776 pour permettre l'utilisation facultative de la méthode SPAN pour les comptes de clients constitués de positions inscrites à la cote de la Bourse de Montréal qui sont assujettis au modèle fondé sur les MBC. La Bourse de Montréal propose une modification semblable à ses règles afin de permettre le calcul de la marge au moyen de la méthode SPAN pour les comptes de clients assujettis au modèle fondé sur les MBC.⁴

1.5.5 Couvertures croisées de produits

Les règles sur les marges de l'OCRCVM accordent une réduction de la marge prescrite à l'égard des couvertures croisées admissibles de produits comportant des contrats à terme standardisés et des titres sous-jacents. Un des principes qui sous-tend l'admissibilité à une marge réduite est que le courtier exerce un contrôle sur les positions compensatrices et peut par conséquent réduire le risque lié à l'ensemble des positions. Si un courtier devient insolvable, le syndic de faillite qui administre la

³ Les clients institutionnels s'entendent des institutions agréées, des contreparties agréées et des entités réglementées définies dans les directives générales et définitions du Formulaire 1. Les exigences de marge pour ces clients sont décrites en détail dans les notes et directives des Tableaux 4 et 5 du Formulaire 1.

⁴ [Circulaire 124-21](#)

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



succession du courtier failli doit aussi exercer un contrôle sur les deux côtés de la couverture pour compenser le risque. Le modèle fondé sur les MBC augmente la probabilité que le contrat à terme standardisé faisant partie de la couverture soit transféré hors du contrôle du syndic de faillite du courtier insolvable. Le fait de décomposer la couverture de cette façon fait courir un risque important à la succession, qui ne disposera plus que des titres sous-jacents; la marge ne suffira donc pas à couvrir les risques.

Bien que les couvertures croisées de produits posent des risques dans le cadre d'un régime de séparation et de transférabilité, nous ne voulons pas éliminer la possibilité de permettre une réduction de la marge pour ces couvertures, car cela pourrait nuire aux activités de négociation et à la liquidité. Pour ces raisons, nous avons modifié certains articles des Règles 5600 et 5700 afin d'interdire la réduction de la marge pour les couvertures croisées de produits dans le compte d'un client, à moins que la couverture ne soit reconnue par la chambre de compensation et que la position sur contrats à terme standardisés ne soit pas assujettie au modèle fondé sur les MBC. De même, le paragraphe 5790(3) énonce que, pour être admissible à une marge réduite, le contrat à terme standardisé pour lequel un récépissé d'entrepôt ou un autre document est fourni ne doit pas être assujetti au modèle fondé sur les MBC.

1.5.6 Cautionnements et marge excédentaire des clients

Tout comme les risques liés aux couvertures croisées de produits, le cautionnement de comptes et le recours à la marge excédentaire entre les comptes de contrats à terme standardisés et les autres comptes peuvent faire en sorte qu'il n'y ait pas suffisamment de sûretés pour couvrir les comptes en cas de défaillance. En outre, il peut se produire un épuisement des fonds si les sûretés prévues pour couvrir la marge requise dans un compte de contrats à terme standardisés ne sont pas détenues à l'intérieur de ce compte.

Les modifications proposées à l'article 5820 interdisent le cautionnement entre les comptes de contrats à terme standardisés assujettis à un régime de séparation et de transférabilité et les autres comptes, tels que les comptes de titres, qui ne sont pas assujettis à un tel régime. De même, les modifications proposées au Tableau 4 interdisent l'utilisation de la marge excédentaire des clients entre les comptes de clients assujettis à un régime de séparation et de transférabilité et les autres comptes. Ainsi, il ne sera plus possible de compenser les soldes entre ces types de comptes aux fins du calcul des marges obligatoires. Les sûretés associées aux positions sur contrats à terme standardisés seront également séparées des autres comptes qui peuvent ne pas bénéficier des mêmes protections en vertu d'un régime de séparation et de transférabilité.

1.5.7 Autres modifications

La définition de chambre de compensation qui figure au paragraphe 5130(9) visait uniquement les articles portant sur la compensation d'options assorties de récépissés d'entiercement. Le terme

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



« chambre de compensation » non défini est utilisé ailleurs dans les Règles de l'OCRCVM et peut être confondu avec le terme défini qui porte le même nom. En outre, le terme défini s'applique actuellement aux dispositions de l'article 5790 relatives aux marges requises pour les comptes de contrats à terme standardisés, ce qui peut entraîner de la confusion. Afin de clarifier nos règles, nous avons remplacé le terme défini « chambre de compensation » par le terme défini « chambre de compensation d'options reconnue » et mis à jour les articles 5714 et 5725 avec la nouvelle terminologie. Nous avons également remplacé le terme « chambre de compensation agréée » par le terme « chambre de compensation d'options reconnue » au paragraphe 5782(2) portant sur la compensation d'options de gré à gré assorties de récépissés d'entiercement. Nous avons proposé que le terme « chambre de compensation » utilisé à l'article 5790 soit un terme non défini.

Les compensations décrites à l'article 5671 entre les titres de créance du Canada ou les titres de capitaux propres cotés en bourse au Canada et les contrats à terme standardisés et de gré à gré canadiens étaient réservées aux positions en portefeuille des courtiers, comme le mentionne l'alinéa introductif 5601(2)(ii). Nous avons supprimé la mention des comptes de clients dans cet article.

2. Analyse

2.1 Modèle fondé sur les MBC et épuisement des fonds

L'épuisement des fonds désigne les situations où le courtier utilise son capital ou d'autres actifs admissibles de clients non titulaires de contrats à terme standardisés pour satisfaire aux exigences de marge de la CC relatives aux clients titulaires de contrats à terme standardisés.

Le modèle actuel des CC fondé sur les marges nettes fait en sorte que le courtier collecte habituellement davantage de marge auprès de ses clients que le montant qu'il doit remettre à la CC. L'introduction du modèle fondé sur les MBC renverse ce rapport, ce qui pose au courtier des problèmes potentiels d'épuisement des fonds. Dans ce modèle, des problèmes d'épuisement des fonds pourraient se produire si les exigences de marge de la CC sont supérieures aux exigences de marge de l'OCRCVM à l'égard des clients. Le modèle fondé sur les MBC prévu par le régime de séparation et de transférabilité augmente le risque que la CC transfère des sûretés financées par le courtier ou les clients non titulaires de contrats à terme standardisés au profit des clients titulaires de contrats à terme standardisés.

Les règles actuelles sur les marges de l'OCRCVM posent un problème d'épuisement des fonds à cause de la marge obligatoire réduite prescrite pour certains clients institutionnels. La réduction de la marge obligatoire pour les couvertures croisées de produits et les clients institutionnels qui se qualifient comme « institutions agréées », « contreparties agréées » ou « entités réglementées » aux termes des règles de l'OCRCVM peut faire en sorte que la marge requise pour ces clients soit inférieure au

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



montant de marge correspondant que le courtier doit remettre à la CC⁵. En vertu du régime OCRCVM-FCPE, les courtiers peuvent combler cet écart à l'aide de leur propre capital ou des actifs admissibles d'autres clients. À l'heure actuelle, l'épuisement des fonds dans cette situation n'est pas préoccupant parce que le FCPE exerce un certain contrôle sur le processus de transfert. Aux termes du modèle fondé sur les MBC, la CC aura davantage de contrôle sur le processus de transfert et les sûretés, donc l'épuisement des fonds pourrait avoir un effet négatif sur le fonds des clients dont dispose le FCPE. Les modifications proposées aux exigences de marge pour les clients institutionnels visent à réduire le risque d'un tel épuisement des fonds.

2.2 Comparaison avec des dispositions semblables

Le marché des contrats à terme standardisés du Canada diffère de ceux des autres pays du fait que le FCPE protège les comptes de contrats à terme standardisés des clients. Nous ne connaissons aucun autre pays où il existe un fonds de protection des clients semblable qui couvre à la fois les comptes de contrats à terme standardisés et les comptes de titres des clients.

Bien que la situation du Canada soit unique à cause du régime de protection offert par le FCPE, nous avons comparé nos exigences de marge à l'égard des contrats à terme standardisés avec les exigences qui existent aux États-Unis en vertu des règlements de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC). L'accord d'un délai de grâce pour la collecte de la marge auprès des clients dont les comptes affichent une marge insuffisante est prévu par les règlements de la CFTC relativement au calcul du capital net ajusté prescrit pour les *futures commission merchants*. Les sous-alinéas 1.17(c)(5)(viii) et (ix) des règlements de la CFTC permettent l'ajustement des exigences de marge dans les situations où un appel de marge n'a pas été réglé dans un délai maximal d'un jour ouvrable. Les modifications que nous proposons aux exigences de marge pour les clients institutionnels prévoient un délai de grâce pour la collecte de la marge, de manière semblable aux exigences de marge de la CFTC.

2.3 Solutions de rechange examinées

Nous avons examiné deux solutions de rechange : (1) proposer le projet de modification et (2) maintenir le statu quo. Nous avons choisi la première solution, soit proposer le projet de modification, pour réduire les effets négatifs du régime de séparation et de transférabilité. Ce régime pose des risques d'épuisement des fonds et offre un cadre de protection différent de celui du FCPE, ce qui n'est pas prévu dans les Règles de l'OCRCVM. Nous avons déterminé qu'il est nécessaire de changer les Règles de l'OCRCVM afin de réduire le risque d'épuisement des fonds et de nous assurer

⁵ Bien que les règles de l'OCRCVM permettent que ces catégories de clients institutionnels reçoivent un traitement préférentiel en matière de marges, les courtiers peuvent aussi exiger des taux de marge « maison » plus élevés pour les positions sur contrats à terme standardisés, qui sont semblables aux exigences de marge des CC. Les marchés à terme ont aussi mis en place des règles qui pourraient obliger les participants (c'est-à-dire les courtiers) à collecter auprès de leurs clients un montant de marge minimal correspondant à celui exigé par le marché ou le CC.

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



que les actifs des clients continuent à être protégés de façon adéquate en cas d'insolvabilité d'un courtier.

3. Effets du projet de modification

Le projet de modification n'impose aucun fardeau ni aucune contrainte à la concurrence ou à l'innovation qui n'est pas nécessaire ou appropriée pour la promotion des objectifs réglementaires de l'OCRCVM et n'ajoutent pas de coûts ni de restrictions aux activités des participants du marché (qu'ils soient ou non des courtiers) qui seraient disproportionnés par rapport aux objectifs réglementaires que nous désirons atteindre.

3.1 Effets sur les courtiers

Le projet de modification pourrait obliger les courtiers à modifier certaines de leurs ententes avec les clients titulaires de contrats à terme standardisés qui sont également titulaires d'autres comptes. Les courtiers devront affecter des ressources pour mettre à jour leurs livres et registres, leurs documents d'information et leurs systèmes de soutien, afin de respecter les nouvelles exigences à l'égard des comptes de contrats à terme standardisés.

3.2 Autres effets

Les clients qui effectuent des opérations sur les contrats à terme standardisés canadiens tireront profit des protections de séparation et de transférabilité améliorées offertes par la CDCC, alors que certains clients institutionnels pourraient être assujettis à des exigences de marge plus élevées et à des restrictions sur les couvertures croisées de produits comportant des contrats à terme standardisés et des titres sous-jacents. À titre de facteur atténuant, le projet de modification permet un délai de grâce d'une journée pour régler les appels de marge auprès de certains clients institutionnels. Ces clients devraient bien connaître le modèle fondé sur les MBC, car il est utilisé par d'autres CC dans le monde.

4. Mise en œuvre

Les courtiers pourraient devoir mettre à jour leurs livres et registres et leurs systèmes qui sont liés avec ceux de la CDCC. Nous prévoyons que l'élaboration et la mise à l'essai des changements techniques et opérationnels chez les courtiers se feront en coordination avec le développement des systèmes requis pour satisfaire aux nouvelles exigences de la CDCC. La période de mise en œuvre du projet de modification sera harmonisée avec l'échéancier de la CDCC pour la mise à l'essai et la mise en œuvre du modèle fondé sur les MBC.

5. Processus d'établissement de la politique réglementaire

5.1 Objectif réglementaire

Le projet de modification vise :

Avis de l'OCRCVM 21-0113 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients



- à établir et à maintenir les règles nécessaires ou indiquées pour la gouvernance et la réglementation de tous les aspects des fonctions et des responsabilités de l'OCRCVM en tant qu'organisme d'autoréglementation;
- à promouvoir la collaboration et la coordination entre entités engagées dans la réglementation, la compensation, le règlement et le traitement de renseignements relatifs aux contrats à terme standardisés et dans la facilitation d'opérations sur contrats à terme standardisés;
- à promouvoir la protection des investisseurs.

5.2 Processus réglementaire

Le conseil d'administration de l'OCRCVM (**conseil**) a établi que le projet de modification est dans l'intérêt public et a approuvé, le 23 juin 2021, sa publication dans le cadre d'un appel à commentaires.

Nous avons créé un comité consultatif (**groupe de consultation sur le régime de séparation et de transférabilité**) comprenant des parties intéressées du secteur et des représentants de courtiers qui exercent des activités sur le marché canadien des contrats à terme standardisés. Le projet de modification a été élaboré en consultation avec ce groupe de consultation. Le sous-comité sur la formule d'établissement du capital du Groupe consultatif des finances et des opérations de l'OCRCVM s'est également penché sur le dossier.

Après avoir examiné les commentaires sur les modifications proposées reçus en réponse au présent appel à commentaires ainsi que les commentaires des autorités de reconnaissance, l'OCRCVM peut recommander d'apporter des révisions aux dispositions visées des modifications. Si les révisions et les commentaires reçus ne sont pas importants, le conseil a autorisé le président à les approuver au nom de l'OCRCVM, et le projet de modification, dans sa version révisée, sera soumis à l'approbation des autorités de reconnaissance. Si les révisions ou les commentaires sont importants, le projet de modification, dans sa version révisée, sera soumis à la ratification du conseil et, s'il est ratifié, il sera publié dans le cadre d'un nouvel appel à commentaires ou mis en œuvre selon le cas.

6. Annexes

[Annexe A](#) – Version soulignée du projet de modification des Règles de l'OCRCVM

[Annexe B](#) – Version soulignée du projet de modification du Formulaire 1

[Annexe C](#) – Version nette du projet de modification des Règles de l'OCRCVM

[Annexe D](#) – Version nette du projet de modification du Formulaire 1

Avis de l'OCRCVM 21-0113– Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES

PROJET DE MODIFICATION DES RÈGLES DE L'OCRCVM ET DU FORMULAIRE 1 PORTANT SUR LE RÉGIME DE SÉPARATION ET DE TRANSFÉRABILITÉ DES CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

VERSION SOULIGNÉE DU PROJET DE MODIFICATION DES RÈGLES DE L'OCRCVM

Modification n° 1 – Nous avons ajouté les définitions suivantes selon l'ordre alphabétique au paragraphe 1201(2) des Règles de l'OCRCVM :

« <u>modèle national fondé sur les marges brutes des clients</u> »	Cadre de conformité avec un <u>régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients, où le montant de la marge que le courtier membre doit remettre à une chambre de compensation au Canada pour le compte de ses clients est la somme des montants de marge requis pour chaque client.</u>
« <u>régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients</u> »	Ensemble de règles et de procédures qui permettent à une chambre de compensation d'exercer ses activités conformément aux normes prévues au Principe 14 des Principes pour les infrastructures de marchés financiers publiés par la Banque des règlements internationaux et l'Organisation internationale des commissions de valeurs, à l'égard des positions sur <u>contrats à terme standardisés des clients et des sûretés qui soutiennent ces positions.</u>

Modification n° 2 – Nous avons modifié la Règle 3200 de l'OCRCVM en y ajoutant le nouvel article 3261, comme suit :

3261. Contrats à terme standardisés assujettis à un régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

(1) Lorsque le compte d'un client est assujéti à un régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients, le courtier membre doit :

- (i) fournir au client de l'information sur les avantages, les risques et les exigences liés au transfert, y compris les conditions liées au transfert des positions à un membre compensateur remplaçant;
- (ii) informer le client du droit du courtier membre de fournir à la chambre de compensation des renseignements et des rapports sur les positions du client.

3262. à 3269. – Réservés.

Modification n° 3 – Nous avons modifié l'article 3814 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 3814(3), comme suit :

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

3814. Registre de marchandises

- (1) Le *courtier membre* doit tenir un registre ou autre grand livre de marchandises indiquant pour chaque type de marchandises, à la date de l'opération, toutes les positions acheteur et vendeur sur *contrats à terme standardisés* inscrites au compte du *courtier membre* ou aux comptes de clients.
- (2) Le registre ou grand livre de marchandises doit indiquer le nom ou la désignation du compte auquel chaque position est inscrite.

(3) L'obligation de tenir des registres prévue au paragraphe 3814(1) comprend l'obligation pour le courtier membre de tenir un registre quotidien qui indique séparément les positions des clients et les sûretés qui y sont associées visant des contrats à terme standardisés et des options sur contrats à terme assujettis au modèle national fondé sur les marges brutes des clients.

Modification n° 4 – Nous avons modifié l'article 5130 des Règles de l'OCRCVM en remplaçant le terme « chambre de compensation » par le terme « chambre de compensation d'options reconnue », comme suit :

5130. Définitions

.

.

.

- (9) Pour les positions et les compensations visant les dérivés, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est attribué ci-après :

« chambre de compensation d'options reconnue »	La Corporation canadienne de compensation de produits dérivés, l'Options Clearing Corporation ou toute autre société ou organisation reconnue par le <i>Conseil</i> .
« récépissé d'entiercement »	Document délivré par une institution financière et approuvé par une <i>chambre de compensation d'options reconnue</i> attestant qu'un titre est détenu par l'institution financière et sera livré à l'exercice d'une <i>option</i> particulière.

Modification n° 5 – Nous avons modifié les articles 5617 à 5624 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant un paragraphe pour restreindre les compensations visant les comptes de clients, comme suit :

5617. Compensations entre titres de créance de gouvernements et contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada, même émetteur sous-jacent et même catégorie d'échéance

- (1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient le jumelage suivant :

Position acheteur (vendeur)		Position vendeur (acheteur)
(i) <i>titres de créance du Canada</i>	et	contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

et que les positions sont libellées dans la même devise, ont la même *valeur marchande* et tombent dans la même *catégorie d'échéance*, il est possible d'opérer compensation entre les

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions est calculé soit en fonction de la position acheteur nette, soit en fonction de la position vendeur nette.

(2) [Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5617\(1\), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les contrats à terme standardisés doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.](#)

5618. Autres compensations entre titres de créance de gouvernements et contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

(1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient l'un des jumelages de positions acheteur (vendeur) sur *titres de créance* de gouvernements et vendeur (acheteur) sur contrats à terme d'obligations notionnels du gouvernement du Canada suivants :

Position acheteur (vendeur)		Position vendeur (acheteur)
(i) <i>titres de créance du Canada – catégories d'échéance</i> différentes	et	contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada
(ii) <i>titres de créance d'une province canadienne – même catégorie d'échéance</i> ou <i>catégories d'échéance</i> différentes	et	contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada
(iii) <i>titres de créance d'une municipalité canadienne</i> à note élevée – même <i>catégorie d'échéance</i>	et	contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

et que les positions sont libellées dans la même devise et ont la même *valeur marchande*, il est possible d'opérer compensation entre les deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions correspond à 50 % de la plus élevée des marges normalement requises pour la position acheteur (ou vendeur) et la position vendeur (ou acheteur).

À compter du 1^{er} septembre 2022¹, l'alinéa 5618(1)(iii) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

(iii) <i>titres de créance d'une municipalité canadienne</i> à note d'émetteur élevée	et	contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada
– même <i>catégorie d'échéance</i>		

(2) Au paragraphe 5618(1), l'expression « titres de créance d'une municipalité canadienne à note élevée » désigne les *titres de créance d'une municipalité canadienne* auxquels DBRS, Moody's ou S&P Corporation attribuent la note « A » ou une note plus élevée.

À compter du 1^{er} septembre 2022², le paragraphe 5618(2) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

(2) Au paragraphe 5618(1), l'expression « *titres de créance d'une municipalité canadienne* à note d'émetteur élevée » désigne les *titres de créance* émis ou garantis par une municipalité canadienne à laquelle une *agence de notation désignée* attribue la note d'émetteur à long terme « A » ou une note plus élevée.

¹ Avis de l'OCRCVM 21-0028 – Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées

² Avis de l'OCRCVM 21-0028 – Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

(3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5618(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les contrats à terme standardisés doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.

5622. Compensations entre acceptations de banques à charte canadiennes et contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes tombant dans la même catégorie d'échéance

(1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient le jumelage suivant :

Position acheteur (vendeur)	Position vendeur (acheteur)
(i) acceptations de <i>banques à charte</i> à note élevée	et <i>contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes</i>

et que les positions sont libellées dans la même devise, ont la même *valeur marchande* et tombent dans la même *catégorie d'échéance*, il est possible d'opérer compensation entre les deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions est calculée soit en fonction de la position acheteur nette, soit en fonction de la position vendeur nette.

(2) Au paragraphe 5622(1), l'expression « acceptations de *banques à charte* à note élevée » désigne les acceptations bancaires auxquelles DBRS, Moody's ou S&P Corporation attribuent la note « A » ou une note plus élevée.

À compter du 1^{er} septembre 2022³, le paragraphe 5622(2) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

(2) Au paragraphe 5622(1), l'expression « acceptations de *banques à charte* à note élevée » désigne les acceptations bancaires auxquelles une *agence de notation désignée* attribue la note « A » ou une note plus élevée.

(3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5622(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les contrats à terme standardisés doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.

5624. Compensations entre titres de créance commerciaux ou de sociétés et les contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

(1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient l'un des jumelages de positions acheteur (vendeur) sur *titres de créance* commerciaux ou de sociétés et vendeur (acheteur) sur contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada suivants :

³ Avis de l'OCRCVM 21-0028 – Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Position acheteur (vendeur)

- (i) *Titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles à note élevée

Position vendeur (acheteur)

- et Contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

et que les positions sont libellées dans la même devise, ont la même *valeur marchande* et tombent dans la même *catégorie d'échéance*, il est possible d'opérer compensation entre les deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions correspond à la plus élevée des marges normalement requises pour la position acheteur (ou vendeur) et la position vendeur (ou acheteur).

- (2) Au paragraphe 5624(1), l'expression « *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles à note élevée » désigne les *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles auxquels DBRS, Moody's ou S&P Corporation attribuent la note « A » ou une note plus élevée.

À compter du 1^{er} septembre 2022⁴, le paragraphe 5624(2) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

- (2) Au paragraphe 5624(1), l'expression « *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles à note élevée » désigne les *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles auxquels une *agence de notation désignée* attribue la note « A » ou une note plus élevée.

- (3) [Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5624\(1\), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les contrats à terme standardisés doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.](#)

Modification n° 6 – Nous avons modifié l'article 5671 des Règles de l'OCRCVM en supprimant la mention des comptes de clients, comme suit :

COMPENSATIONS RÉSERVÉES AUX POSITIONS EN PORTEFEUILLE DU COURTIER MEMBRE**TITRES DE CRÉANCE**

-
-
-

5671. Compensations entre titres de créance du Canada ou titres de capitaux propres cotés en bourse au Canada et contrats à terme standardisés et de gré à gré canadiens

- (1) Lorsqu'une position sur obligations, débetures ou bons du Trésor émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou sur *titres de capitaux propres* cotés à la Bourse de Toronto et une position compensatoire sur *contrats à terme standardisés* ou de gré à gré visant le même titre sont détenues dans un compte du *courtier membre* ~~ou le compte d'un client~~, il est possible d'opérer compensation et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions est

⁴ Avis de l'OCRCVM 21-0028 – Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

calculé soit en fonction de la position acheteur nette, soit en fonction de la position vendeur nette.

Modification n° 7 – Nous avons modifié les articles 5714 et 5725 des Règles de l'OCRCVM en remplaçant le terme « chambre de compensation » par le terme « chambre de compensation d'options reconnue », comme suit :

5714. Traitement des positions sur options émises par différentes chambres de compensation d'options reconnues

- (1) Si le compte du *courtier membre* ou d'un client comporte des *options* émises par ~~la Corporation canadienne~~ différentes chambres de compensation de produits dérivés et des d'options émises par l'Options Clearing Corporation reconnues portant sur le même *sous-jacent*, elles peuvent être traitées comme *options* équivalentes dans le calcul de la marge visant ce compte.

.

.

.

5725. Positions sur options couvertes

- (1) Si les conditions des paragraphes 5725(2) et 5725(3) sont remplies, aucune marge n'est requise pour les combinaisons suivantes de positions sur *options négociables en bourse* et sur garanties détenues en *quantités équivalentes* dans le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client :

Position sur options négociables en bourse		Garantie admissible
(i) <i>option d'achat</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et	<i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt du <i>titre sous-jacent</i>
(ii) <i>option de vente</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et	<i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt de titres de gouvernements
(iii) <i>option de vente</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et	lettre de garantie
 (2) Un <i>récépissé d'entiercement</i> est admissible comme garantie en vertu du paragraphe 5725(1), si les conditions suivantes sont réunies :		
(i) le signataire du <i>récépissé d'entiercement</i> est une institution financière approuvée par la <i>chambre de compensation d'options reconnue</i> ;		
(ii) toutes les conventions de la <i>chambre de compensation d'options reconnue</i> ont été signées et livrées à celle-ci et sont mises à la disposition de l'OCRCVM sur demande aux fins d'inspection;		
(iii) dans le cas d'un <i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt de titres de gouvernements, les titres :		

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

- (a) sont des formes admissibles de marge pour la *chambre de compensation d'options reconnue*,
 - (b) viennent à échéance dans un délai de une année suivant leur dépôt,
 - (c) ont une *valeur marchande* supérieure à 110 % de la *valeur d'exercice globale* de l'*option de vente* position vendeur.
- (3) Une lettre de garantie est admissible comme garantie en vertu du paragraphe 5725(1) si les conditions suivantes sont réunies :
- (i) le signataire est :
 - (a) une institution financière autorisée par la *chambre de compensation d'options reconnue* à délivrer des *récépissés d'entiercement*,
 - (b) une *banque à charte*, une caisse d'épargne du Québec ou une société de fiducie autorisée à faire affaire au Canada ayant un capital versé minimum et un surplus d'apport d'au moins 5 000 000 \$;
 - (ii) la lettre atteste que la banque ou la société de fiducie :
 - (a) soit détient en dépôt pour le compte du client des espèces couvrant le montant intégral de la *valeur d'exercice globale* de l'*option de vente* et que ce montant sera versé à la *chambre de compensation d'options reconnue* sur livraison du *sous-jacent* couvert par l'*option de vente*,
 - (b) soit cautionne sans condition et irrévocablement le paiement à la *chambre de compensation d'options reconnue* du montant intégral de la *valeur d'exercice globale* de l'*option de vente* sur livraison du *sous-jacent* couvert par l'*option de vente*;
 - (iii) le *courtier membre* la remet à la *chambre de compensation d'options reconnue* qui l'accepte comme marge.

Modification n° 8 – Nous avons modifié les articles 5760 à 5765 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant un paragraphe pour restreindre les compensations visant des comptes de clients, comme suit :

OPTIONS NÉGOCIABLES EN BOURSE – COMBINAISONS ET CONVERSIONS D'OPTIONS ET DE CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

5760. Combinaison contrats à terme sur indice position acheteur – options d'achat position vendeur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5760(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Position acheteur sur contrats à terme standardisés**Position vendeur sur options**

- | | | |
|---|----|--|
| (i) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option d'achat sur le même indice</i> |
| (ii) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option d'achat sur parts indicielles du même indice</i> |

.
.
.

(3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5760(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.

5761. Combinaison contrats à terme sur indice position acheteur – options de vente position acheteur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément aux paragraphes 5761(2) et 5761(3), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Position acheteur sur contrats à terme standardisés**Position acheteur sur options**

- | | | |
|---|----|---|
| (i) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option de vente sur le même indice</i> |
| (ii) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option de vente sur parts indicielles du même indice</i> |

.
.
.

(4) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5761(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.

5762. Combinaison contrats à terme standardisés position vendeur – options d'achat position acheteur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément aux paragraphes 5762(2) et 5762(3), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Position vendeur sur contrats à terme standardisés **Position acheteur sur options**

- (i) *contrats à terme sur indice* et *option d'achat sur le même indice*
(ii) *contrats à terme sur indice* et *option d'achat sur parts indicielles du même indice*

.
.
.

(4) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5762(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5763. Combinaison contrats à terme standardisés position vendeur – options de vente position vendeur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5763(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Position vendeur sur contrats à terme standardisés **Position vendeur sur options**

- (i) *contrats à terme sur indice* et *option de vente sur le même indice*
(ii) *contrats à terme sur indice* et *option de vente sur parts indicielles du même indice*

.
.
.

(3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5763(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5764. Conversion de contrats à terme standardisés ou combinaison triple position acheteur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5764(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison, que les *options* ont la même date d'échéance et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

	Position acheteur sur contrats à terme standardisés		Position acheteur sur options		Position vendeur sur options
(i)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option de vente sur le même indice</i>	et	<i>option d'achat sur le même indice</i>
(ii)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option de vente sur parts indicielles du même indice</i>	et	<i>option d'achat sur parts indicielles du même indice</i>

(3) [Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5764\(1\), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.](#)

5765. Reconversion ou combinaison triple position vendeur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5765(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison, que les *options* ont la même date d'échéance et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

	Position vendeur sur contrats à terme standardisés		Position acheteur sur options		Position vendeur sur options
(i)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option d'achat sur le même indice</i>	et	<i>option de vente sur le même indice</i>
(ii)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option d'achat sur parts indicielles du même indice</i>	et	<i>option de vente sur parts indicielles du même indice</i>

(3) [Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5765\(1\), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du modèle national fondé sur les marges brutes des clients.](#)

5766. à 5769. – Réservés.

Modification n° 9 – Nous avons modifié l'article 5772 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 5772(4) pour restreindre les compensations visant des comptes de clients, comme suit :

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

5772. Contrats à terme sur indice – paniers admissibles de titres de l'indice ou parts indicielles

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5772(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons suivantes et que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison :

	Position acheteur (vendeur) sur contrats à terme standardisés		Position vendeur (acheteur)
(i)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	panier admissible de titres du même <i>indice</i>
(ii)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>parts indicielles</i> du même <i>indice</i>

.
.
.

- (4) [Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5772\(1\), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.](#)

Modification n° 10 – Nous avons modifié l'article 5776 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 5776(2) concernant l'utilisation de la méthode SPAN dans les comptes de clients, comme suit :

5776. Utilisation facultative de la méthode Standard Portfolio Analysis

- (1) Dans le cas d'un compte de portefeuille du *courtier membre* constitué exclusivement de positions sur *dérivés* inscrits à la cote de la Bourse de Montréal, il est possible de calculer la marge requise au moyen de la méthode Standard Portfolio Analysis en utilisant l'intervalle de marge calculé et les hypothèses utilisées par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés.
- (2) [Dans le cas de comptes de clients assujettis au *modèle national fondé sur les marges brutes des clients constitués exclusivement de positions sur dérivés inscrits à la cote de la Bourse de Montréal, il est possible de calculer la marge requise au moyen de la méthode Standard Portfolio Analysis en utilisant l'intervalle de marge calculé et les hypothèses utilisées par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés*.](#)
- (3) Si le *courtier membre* choisit la méthode Standard Portfolio Analysis, les marges obligatoires calculées selon cette méthode remplacent celles prévues dans les présentes Règles.
- (4) L'OCRCVM peut restreindre l'application du présent article, s'il juge que l'utilisation de la méthode Standard Portfolio Analysis n'est plus indiquée pour le calcul des marges obligatoires que le *courtier membre* [ou le client](#) doit constituer.

Modification n° 11 – Nous avons modifié le paragraphe 5782(2) des Règles de l'OCRCVM en remplaçant le terme « chambre de compensation agréée » par le terme « chambre de compensation d'options reconnue », par souci d'uniformité avec les articles 5714 et 5725 :

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

5782. Positions sur options couvertes

- (1) Si les conditions du paragraphe 5782(2) sont remplies, aucune marge n'est requise pour les combinaisons suivantes de positions sur *options de gré à gré* et sur garanties détenues en quantités équivalentes dans le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client.
- | Position sur option de gré à gré | et | Garantie admissible |
|--|----|--|
| (i) <i>Option d'achat</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i> | | <i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt du <i>titre sous-jacent</i> |
| (ii) <i>Option d'achat</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i> | | <i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt de titres de gouvernements |
- (2) Un *récépissé d'entiercement* est admissible comme garantie en vertu du paragraphe 5782(1) si l'émetteur du *récépissé d'entiercement* est une institution financière approuvée par une *chambre de compensation agréée d'options reconnue*.

Modification n° 12 – Nous avons modifié l'article 5790 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 5790(2) et les alinéas 5790(3)(i) et (ii), comme suit :

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS ET OPTIONS SUR CONTRATS À TERME**5790. Marges obligatoires minimums**

- (1) Lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte des positions ~~sur~~ des compensations visant des *contrats à terme standardisés* ou ~~sur~~ des *options sur contrats à terme*, la marge requise correspond au plus élevé des montants suivants :
- (i) la marge requise par le marché à terme où le ~~contrat à terme standardisé~~ est ~~inscrit~~ conclu;
 - (ii) la marge requise par la *chambre de compensation*;
 - (iii) la marge requise, le cas échéant, par le courtier compensateur du *courtier membre*.
- ~~Toutefois, si~~
- (2) Si le client visé par le paragraphe 5790(1) est une institution agréée, une contrepartie agréée ou une entité réglementée, le courtier membre doit inclure l'insuffisance de marge dans la marge qui s'applique aux comptes de clients lorsqu'il calcule son capital régularisé en fonction du risque, à la date où l'insuffisance s'est produite, si le courtier membre :
- (i) n'effectue pas rapidement un appel de marge;
 - (ii) a effectué rapidement un appel de marge, mais n'a pas reçu la marge requise dans un délai d'un jour ouvrable.
- (3) Si le courtier membre ou un client est propriétaire d'une marchandise, que cette propriété est attestée par des récépissés d'entrepôts ou des documents analogues et que le courtier membre ou le client et détient aussi une position vendeur sur ~~des~~ un *contrats à terme standardisés* sur la même marchandise, il est permis d'opérer compensation entre les deux positions et la marge

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

requis sera calculée soit en fonction de la position acheteur nette soit en fonction de la position vendeur nette, lorsque :

(i) la propriété de la marchandise est attestée par des récépissés d'entrepôt ou des documents analogues;

(ii) la position sur le contrat à terme standardisé n'est pas assujettie au modèle national fondé sur les marges brutes des clients.

- (24) Lorsqu'un marché à terme ou sa **chambre de compensation** prescrit une marge obligatoire fondée sur les taux initial et de maintien, la marge requise à la conclusion du contrat est fondée sur le taux initial prescrit. Lorsque des fluctuations de cours défavorables ultérieures sur la valeur des contrats réduisent la marge donnée et qu'elle se situe ainsi à un montant inférieur au niveau de maintien, une marge supplémentaire est requise en vue de rétablir le taux initial. En outre, le *courtier membre* peut exiger à l'occasion des marges ou autres formes de dépôt de garantie supplémentaires qu'il juge nécessaires en raison des fluctuations des cours.
- (35) Lorsque les opérations de clients sont effectuées au moyen d'un compte omnibus, le *courtier membre* doit demander une marge à chaque client, comme si les opérations étaient effectuées dans des comptes distincts.
- (46) Lorsque des marges sur écarts (ou opérations mixtes) sont autorisées dans le compte d'un client, le *courtier membre* doit inscrire cette information dans les dossiers de marges de ce compte.
- (57) Lorsque le portefeuille d'un *courtier membre* contient des écarts (ou opérations mixtes) sur marchandises connexes dans le cas de *contrats à terme standardisés* sur obligations du gouvernement du Canada et des *contrats à terme standardisés* sur obligations du Trésor des États-Unis négociés ~~à des bourses agréées~~ sur un marché à terme au Canada ou aux États-Unis et que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position sur écart, la marge requise correspond à la marge requise la plus élevée soit pour la position acheteur, soit pour la position vendeur. À cette fin, les écarts précédents sont fixés à raison de 1,00 dollar canadien pour chaque tranche de 1,00 dollar américain du volume de chaque *contrat à terme standardisé* visé. Dans le cas de la tranche américaine des écarts sur marchandises connexes précédemment mentionnés, les positions doivent être maintenues sur un marché ~~à terme~~ de contrats désigné par la loi américaine intitulée *United States Commodity Exchange Act*.
- (68) L'OCRCVM peut prescrire, à son appréciation, des marges obligatoires plus élevées ou moins élevées pour certains comptes ou *personnes* qui détiennent des positions sur *contrats à terme standardisés* ou sur *options sur contrats à terme*.

5791. à 5799. – Réservés.

Modification n° 13 – Nous avons modifié l'article 5820 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant les alinéas 5820(1)(vi) et (vii), comme suit :

5820. Obligations générales liées au cautionnement de compte

- (1) Sous réserve des obligations prévues aux articles 5821 et 5822, le *courtier membre* peut permettre à un client (la caution) de cautionner les comptes d'un autre client, si les conditions suivantes sont réunies :

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

- (i) le *courtier membre* informe la caution par écrit du passif éventuel initial qu'elle prend en charge à la signature de la convention de *cautionnement*;
 - (ii) le *courtier membre* déclare à la caution par écrit que la convenance des opérations portant sur les comptes du client cautionné ne sera pas examinée en fonction de la caution;
 - (iii) la caution conclut avec le *courtier membre* une convention de *cautionnement* écrite et autorisée qui :
 - (a) identifie la caution par son nom,
 - (b) désigne les comptes de la caution à utiliser pour obtenir le *cautionnement*,
 - (c) désigne les comptes de l'autre client qui sont visés par le *cautionnement*,
 - (d) lie la caution, ses successeurs, ayants droit et représentants successoraux,
 - (e) comporte les modalités de base décrites au paragraphe 5825(1);
 - (iv) le client cautionné consent par écrit à ce que le *courtier membre* transmette, au moins une fois par trimestre, ses relevés de compte à la caution;
 - (v) si la caution ne s'y oppose pas, elle reçoit au moins une fois par trimestre les relevés de compte du client cautionné;
 - (vi) les comptes de titres de la caution ne servent pas à cautionner un compte assujéti à un régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients;
 - (vii) les comptes de la caution assujétis à un régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients ne servent pas à cautionner un compte de titres.
- (2) Si le client cautionné refuse ~~une telle transmission~~ de transmettre ses relevés de compte, le *courtier membre* doit aviser la caution de ce refus par écrit et l'informer que la convention de *cautionnement* ne sera pas acceptée pour la réduction de la marge.

Annexe A

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Annexe B

ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES
PROJET DE MODIFICATION DES RÈGLES DE L'OCRCVM ET DU FORMULAIRE 1 PORTANT SUR LE RÉGIME DE SÉPARATION
ET DE TRANSFÉRABILITÉ DES CONTRATS À TERME STANDARDISÉS
VERSION SOULIGNÉE DU PROJET DE MODIFICATION DU FORMULAIRE 1

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

 Nom du courtier membre

 Date

Analyse des comptes d'opérations de clients – positions acheteur et vendeur

Catégorie	Soldes		Montant requis pour couvrir la marge (en milliers de dollars canadiens)
	Débiteurs (en milliers de dollars canadiens)	Créditeurs (en milliers de dollars canadiens)	
1. Institutions agréées	-----	-----	-----
2. Contreparties agréées	-----	-----	-----
3. Autres clients			
(a) Comptes sur marge	-----	-----	-----
(b) Comptes au comptant	-----	-----	-----
(c) Comptes de contrats à terme standardisés			
(d) Soldes débiteurs et positions vendeur non garantis		S. O.	
<u>4.</u> Comptes de contrats à terme standardisés			
4-5. Marge sur les règlements à délai prolongé	S. O.	S. O.	
5-6. Soldes créditeurs disponibles	S. O.	----- D sect. A-2	S. O.
5-6. (a) Soldes créditeurs disponibles, opérations en cours [s'il y a lieu]	S. O.		S. O.
6-7. Comptes REER et autres comptes similaires	-----	-----	-----
7-8. Moins – provision pour créances douteuses	-----	-----	-----
8-9. Total	=====	=====	=====
	A-9	A-53	B-12
9-10. Information additionnelle			
(a) Nom des fiduciaires des comptes REER			
1. _____			
2. _____			
3. _____			
(b) Réductions totales de la marge attribuables à la compensation avec les réserves de conseillers en placement et les cautionnements des AAD			-----

Voir les notes et directives

XXX-2021-XXXX

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4
Notes et directives

- (1) Le *courtier membre* doit obtenir et maintenir pour chacun de ses clients la marge minimum au montant et de la façon prescrits par l'OCRCVM.
- (2) **Lignes 1 à 34** – Les soldes, y compris les opérations à la *date de règlement à délai prolongé*, doivent être indiqués à ces lignes. Toutefois, la marge concernant ces règlements à délai prolongé doit être calculée selon la méthode décrite à la note 12 et doit être indiquée à la ligne 45.
- (3) **Ligne 1** – Aucune évaluation à la *valeur marchande* ni marge n'est requise pour les comptes auprès d'*institutions agréées*, que les opérations soient à une *date de règlement normal* ou à *délai prolongé*, **SAUF SAUF** :
- (i) dans le cas d'opérations qui n'ont pas été confirmées par une *institution agréée* dans les 15 *jours ouvrables* suivant la date de l'opération; ~~une marge est requise pour ces opérations~~
- (ii) dans le cas de positions sur contrats à terme standardisés, dont la marge est constituée conformément aux paragraphes 5790(1) et (2).
- Cette ligne doit inclure tous les soldes d'opérations auprès d'*institutions agréées*, à l'exception des ~~soldes créditeurs disponibles, qui~~ et des comptes de contrats à terme standardisés. Les soldes créditeurs disponibles doivent être inclus à la ligne 56. Les comptes de contrats à terme standardisés doivent être inclus à la ligne 4.
- (4) **Ligne 2** – Dans le cas d'une opération avec une *date de règlement normal* dans le compte d'une *contrepartie agréée* autre qu'une position sur contrats à terme standardisés, dont la marge est constituée conformément aux paragraphes 5790(1) et (2), le montant de la marge à fournir, à partir de la *date de règlement normal*, correspond à l'insuffisance de l'avoir net. Cette insuffisance correspond à l'écart entre : (i) la *valeur marchande* nette de toutes les positions sur titres à la date de règlement dans le ou les comptes du client et (ii) le solde en espèces net à la date de règlement dans ce ou ces comptes.
- Une marge est requise pour toute opération qui n'a pas été confirmée par une *contrepartie agréée* dans les 15 *jours ouvrables* suivant la date de l'opération.
- Cette ligne doit inclure tous les soldes d'opérations avec des *contreparties agréées*, sauf les ~~soldes créditeurs disponibles, qui et les~~ comptes de contrats à terme standardisés. Les soldes créditeurs disponibles doivent être inclus à la ligne 56. Les comptes de contrats à terme standardisés doivent être inclus à la ligne 4.
- (5) **Ligne 3(a)** – « **comptes sur marge** » : les comptes qui fonctionnent selon les règles suivantes :
- (i) Toute opération dans un compte sur marge d'un client doit être réglée au plus tard à la date de règlement soit par le paiement de la somme requise pour exécuter l'opération, soit par la livraison des titres requis, selon le cas.
- (ii) Le client peut payer une opération dans un compte sur marge :
- (a) en espèces ou avec d'autres fonds immédiatement disponibles;
- (b) en affectant la valeur de prêt des titres devant être déposés;
- (c) en affectant l'excédent de la valeur de prêt dans le compte ou dans le compte d'une caution.
- (iii) Tout compte sur marge d'un client affichant une marge insuffisante doit, dans les 20 *jours ouvrables* suivant la survenance de cette insuffisance, être restreint à des opérations qui ont pour effet de réduire l'insuffisance de marge dans le compte. Cette restriction devra être maintenue jusqu'à ce que la marge soit comblée.
- (iv) Il est interdit d'avancer des fonds ou de livrer des titres du compte d'un client tant que le compte sur marge est en insuffisance de marge ou s'il le deviendrait à la suite de l'avance de fonds ou de la livraison de titres.
- (6) **Ligne 3(a)** – Dans le cas d'une opération avec une *date de règlement normal* dans le compte sur marge d'une *personne* autre qu'une *entité réglementée*, une *contrepartie agréée* ou une *institution agréée*, le montant de la marge à fournir, à partir de la *date de règlement normal*, correspond à l'insuffisance de marge calculée au moins aux taux prescrits en vigueur, le cas échéant.

XXX-2021-XXXX

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

Notes et directives (suite)

Marge à la date de l'opération : Dans le cas des *courtiers membres* qui calculent les insuffisances de marge des clients à la date de l'opération, (i) calculer tout montant de la marge requise aux termes du présent paragraphe au moyen des soldes en espèces et des positions sur titres à la date de l'opération; et (ii) calculer et fournir le montant prévu au paragraphe précédent à compter de la date de l'opération.

(7) **Ligne 3(b) – « comptes au comptant »** : les comptes qui fonctionnent selon les règles suivantes :

(i) Comptes au comptant

Le règlement de chaque opération dans le compte au comptant d'un client (sauf les opérations LCP et RCP décrites ci-après) doit se faire par le paiement ou la livraison à la date de règlement. Si le compte n'est pas réglé selon les modalités requises, la marge sera fournie conformément à la note 8.

(ii) Livraison contre paiement (LCP)

Le règlement d'une opération d'achat dans un compte pour lequel le client a convenu avec le *courtier membre*, au plus tard à la date de règlement, de prendre livraison contre le paiement intégral doit se faire (a) à la date de règlement ou, si elle est ultérieure, (b) à la date à laquelle le *courtier membre* donne avis au client que les titres achetés sont prêts à être livrés.

(iii) Réception contre paiement (RCP)

Le règlement d'une opération de vente dans un compte pour lequel le client a convenu avec le *courtier membre*, au plus tard à la date de règlement, que le *courtier membre* recevra les titres contre paiement au client doit se faire à la date de règlement.

(iv) Paiement

Le client peut payer une opération dans un compte au comptant :

- (a) en espèces ou avec d'autres fonds immédiatement disponibles;
- (b) en affectant le produit de la vente du même titre ou d'autres titres détenus en position acheteur dans un compte au comptant du client auprès du *courtier membre*, pourvu que l'avoir net dans ce compte soit supérieur au montant de l'opération (les courtiers qui déterminent la marge selon la date de l'opération incluent les opérations non réglées);
- (c) en transférant des fonds d'un compte sur marge du client auprès du *courtier membre*, pourvu que la marge requise soit maintenue dans ce compte immédiatement avant et après le transfert.

(v) Opérations isolées

Un client peut, dans un cas isolé :

- (a) ou bien régler une opération dans un compte au comptant ou LCP par la vente du même titre dans n'importe quel compte au comptant du client auprès du *courtier membre* lorsque l'avoir net (à l'exclusion des opérations non réglées) dans un tel compte n'excède pas la valeur de l'opération;
- (b) ou bien transférer une opération d'un compte au comptant dans un compte sur marge avant le paiement intégral;
- (c) ou bien transférer une opération d'un compte LCP dans un compte sur marge dans les 10 *jours ouvrables* après la date de règlement.

(vi) Restrictions sur les comptes

(a) Comptes au comptant

Lorsqu'une partie du solde en espèces d'un compte au comptant d'un client est en souffrance depuis au moins 20 *jours ouvrables* après la date de règlement, il est interdit au client d'effectuer des opérations (sauf les opérations de liquidation) dans ses comptes auprès du *courtier membre* jusqu'à ce que survienne l'une des éventualités suivantes : (I) le montant dû depuis au moins 20 *jours ouvrables* a été réglé, (II) toutes les opérations en cours et non réglées dans les comptes au comptant du client ont été transférées conformément aux dispositions de la note 7(vii), ou (III) le client a effectué une opération de liquidation dans le compte, ce qui a pour effet de ne laisser dans celui-ci aucun solde en espèces en souffrance depuis au moins 20 *jours ouvrables* après la date de règlement.

(b) Comptes LCP

Lorsqu'une partie du solde en espèces d'un compte LCP d'un client est en souffrance depuis au moins 5 *jours ouvrables*

XXX-2021-XXXX

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

Notes et directives (suite)

(ou depuis 15 *jours ouvrables* dans le cas d'opérations de clients à l'extérieur de l'Amérique du Nord continentale) de la date de règlement prescrite à la note 7(ii), il est interdit au client d'effectuer des opérations (sauf les opérations de liquidation) dans ses comptes auprès du *courtier membre* jusqu'à ce que survienne l'une des éventualités suivantes : (I) soit cette opération a été réglée intégralement, (II) soit toutes les opérations en cours et non réglées dans tous les comptes au comptant du client auprès du *courtier membre* ont été transférées conformément aux dispositions de la note 7(ii).

(vii) Transfert au compte sur marge

Les restrictions mentionnées à la note 7(vi)(a) et (b) ne s'appliquent pas aux comptes d'un client (a) qui n'a pas de compte sur marge chez le *courtier membre* et (b) qui transfère toutes les opérations en cours et non réglées de ses comptes au comptant chez le *courtier membre*, dès l'application des restrictions à ces comptes, dans un ou plusieurs nouveaux comptes sur marge chez le *courtier membre*, pourvu que toutes les mesures nécessaires aient été prises, que les documents adéquats soient remplis à l'ouverture de ces comptes sur marge et que la marge nécessaire soit maintenue dans les comptes immédiatement après le transfert.

(viii) Institutions agréées et autres

Les restrictions mentionnées à la note 7(vi) ne s'appliquent pas aux comptes d'*institutions agréées*, de *contreparties agréées*, de courtiers non membres ou d'*entités réglementées*.

(8) Ligne 3(b) – La marge doit être fournie de la façon suivante :

(i) Comptes au comptant

(a) Lorsque le solde en espèces d'un compte au comptant d'une *personne* autre qu'une *entité réglementée*, une *contrepartie agréée* ou une *institution agréée* est en souffrance pendant une période de moins de 6 *jours ouvrables* après la *date de règlement normal*, dans le cas d'opérations avec une *date de règlement normal*, le montant de la marge requise à compter de la *date de règlement normal* correspond à l'insuffisance de l'avoir net, le cas échéant. Cette insuffisance correspond à l'écart entre (a) la *valeur marchande* nette pondérée de toutes les positions sur titres dans les comptes au comptant du client à la date de règlement et (b) le solde en espèces net de ces comptes à la date de règlement.

Aux fins du calcul de la *valeur marchande* pondérée, les pondérations suivantes seront utilisées :

- (I) Les titres ayant actuellement un taux de marge de 60 % maximum sont pondérés à 1,000.
- (II) Les titres cotés ayant un taux de marge supérieur à 60 % sont pondérés à 0,333.
- (III) Les titres du Nasdaq National Market^{MD} et du Nasdaq SmallCap MarketSM ayant un taux de marge supérieur à 60 % sont pondérés à 0,333.
- (IV) Tous les autres titres non cotés ayant un taux de marge supérieur à 60 % sont pondérés à 0,000.

(b) À compter de 6 *jours ouvrables* suivant la *date de règlement normal*, le montant de la marge requise correspond à l'insuffisance de marge, le cas échéant, qui existerait si tous les comptes au comptant du client étaient des comptes sur marge.

(c) Les montants prévus en (a) ou (b) peuvent être réduits par l'excédent de marge dans les comptes sur marge du client et par tout excédent de l'avoir net dans ses comptes LCP et RCP, le cas échéant.

(ii) Comptes LCP ET RCP

(a) Lorsque le solde en espèces d'un compte LCP ou d'un compte RCP d'une *personne* autre qu'une *entité réglementée*, une *contrepartie agréée* ou une *institution agréée* est en souffrance pendant moins de 10 *jours ouvrables* après la *date de règlement normal*, dans le cas d'opérations avec une *date de règlement normal*, le montant de la marge requise à compter de la *date de règlement normal* correspond à l'insuffisance de l'avoir net, le cas échéant, entre (a) la *valeur marchande* nette des positions sur titres dans les comptes LCP ou RCP du client à la date de règlement et (b) le solde en espèces net de ces comptes à la date de règlement.

(b) Lorsqu'une opération dans un compte LCP ou RCP est non réglée ou une partie du solde débiteur lié à une telle opération est en souffrance pendant au moins 10 *jours ouvrables* après la *date de règlement normal*, le montant de la marge requise correspond à l'insuffisance de marge pour chacune des opérations comme si elle avait été faite dans un compte sur

XXX-2021-XXXX

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

Notes et directives (suite)

marge.

- (c) Dans le cas d'un client dont les comptes sont soumis à des restrictions, le montant à fournir correspond à l'insuffisance de marge, le cas échéant, qui existerait si tous les comptes LCP ou RCP du client étaient des comptes sur marge.
- (d) Le montant à fournir en (a), (b) ou (c) peut également être réduit par l'excédent de marge dans les comptes sur marge du client et par tout excédent de l'avoir net dans ses comptes au comptant, le cas échéant.

(iii) Confirmations et lettres d'engagement

Les marges obligatoires prévues aux paragraphes précédents de la note 8 ne s'appliquent pas si le client a fourni au *courtier membre* au plus tard à la date de règlement une confirmation irrévocable et inconditionnelle d'une *chambre de compensation agréée* ou une lettre d'engagement d'une *institution agréée*, selon laquelle la chambre de compensation ou l'institution acceptera du *courtier membre* la livraison des titres et effectuera le paiement des titres à livrer, et dans un tel cas, le règlement doit être considéré comme effectué par le client.

(iv) Marge à la date de l'opération

Dans le cas des *courtiers membres* qui calculent les insuffisances de marge des clients à la date de l'opération, le montant de la marge requise entre la date de l'opération et la date de règlement correspond à l'insuffisance de l'avoir net, le cas échéant. Cette insuffisance correspond à l'écart entre (a) la *valeur marchande* nette de toutes les positions sur titres dans les comptes au comptant et les comptes LCP ou RCP du client à la date de règlement et (b) le solde en espèces net de ces comptes à la date de règlement. À compter de la *date de règlement normal*, le montant de la marge requise correspond à la marge requise indiquée aux paragraphes précédents de la note 8.

- (9) Dans le cas d'opérations dans des comptes au comptant ouverts à la date du rapport qui, après cette date, ne satisfont plus aux exigences prévues pour les comptes au comptant et qui ont entraîné soit une perte importante, soit un déficit important de la participation, porter la marge au maximum ou bien indiquer le montant total visé par la marge requise en note jointe au Formulaire 1.
- (10) **Ligne 3(c)** – ~~Les comptes de clients doivent être évalués à la valeur de marché et une marge quotidienne est requise sur ces comptes et calculée soit selon la marge obligatoire requise par la chambre de compensation du marché à terme où le contrat à terme standardisé est négocié, soit au taux requis par le courtier compensateur du courtier membre, s'il est plus élevé.~~

~~(11) **Ligne 3(d)** – Le montant requis pour couvrir la marge correspond à la somme des soldes débiteurs non garantis et de la marge requise sur toute position vendeur sur titres dans ces comptes ou dans les comptes sans solde en espèces. Tout compte partiellement garanti doit être indiqué à la ligne 3(a) - Comptes sur marge.~~

(11) **Ligne 4** – Cette ligne doit inclure les soldes des comptes de clients qui comportent des positions et des compensations visant des contrats à terme standardisés ou des options sur contrats à terme. La marge pour ces comptes doit être constituée conformément au paragraphe 5790(1). En cas d'insuffisance de marge dans un compte de contrats à terme standardisés d'une contrepartie agréée ou d'une institution agréée, l'insuffisance de marge doit être indiquée à cette ligne conformément au paragraphe 5790(2).

L'excédent de marge dans un compte de client assujéti à un régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients ne peut pas être utilisé pour réduire les marges obligatoires dans un compte du client qui n'est pas assujéti à un régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients, et vice-versa.

Les soldes créditeurs disponibles doivent être inclus à la ligne 5.

- (12) **Ligne 45** – Indiquer seulement la marge visant les règlements à délai prolongé dans les comptes au comptant, LCP, RCP et sur marge à cette ligne. Dans le cas d'une opération avec *date de règlement à délai prolongé* entre un *courtier membre* et soit une *contrepartie agréée*, soit toute autre contrepartie autre qu'une *institution agréée* (voir la note 3) ou une *entité réglementée* (voir le Tableau 5), il faut calculer une marge pour la position, dès la *date de règlement normal*, comme suit :

Jours civils après le règlement normal ¹		
Contrepartie	Maximum de 30 jours	Plus de 30 jours

XXX-2021-xxxx

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4
Notes et directives (suite)

Jours civils après le règlement normal ¹		
<i>Contrepartie agréée</i>	Insuffisance de la <i>valeur marchande</i> ²	Marge
Autre	Marge	200 % de la marge (jusqu'à concurrence de la <i>valeur marchande</i> des titres sous-jacents)

¹ Par jours civils, on entend l'échéance initiale de l'opération avec date de règlement à délai prolongé.

² Il faut calculer une marge pour toute opération qui n'a pas été confirmée par une *contrepartie agréée* dans les 15 jours ouvrables suivant la date de l'opération.

- (13) **Ligne 56** – Inclure les *soldes créditeurs disponibles* de tous les comptes sauf les comptes REER et autres comptes similaires. Les *courtiers membres* qui établissent la marge selon la date de l'opération calculent généralement les *soldes créditeurs disponibles* à la date de l'opération et doivent indiquer ce solde à la ligne 56. Cependant, les *courtiers membres* qui établissent la marge selon la date de règlement calculent généralement leurs *soldes créditeurs disponibles* à la date de règlement et ce solde doit être indiqué à la ligne 56. Il est à noter qu'il faut calculer les *soldes créditeurs disponibles* de la même façon d'un mois à l'autre.
- (14) **Ligne 56(a)** – Les *courtiers membres* qui calculent les *soldes créditeurs disponibles* selon la date de règlement à la ligne 56 doivent indiquer les *soldes créditeurs disponibles* résultant d'opérations en cours à cette ligne.
- (15) **Ligne 78** – Déduire la provision pour créances douteuses inscrite dans les comptes de telle sorte que les totaux à la ligne 89 représentent des montants « nets ».
- (16) **Ligne 910(b)** – Inclure les réductions de marge attribuables à des compensations avec les réserves de conseillers en placement uniquement dans la mesure où le *courtier membre* et le conseiller en placement ont conclu une convention écrite qui permet au *courtier membre* de recouvrer les soldes non garantis des comptes de clients du conseiller en placement en les prélevant sur le compte de réserve de celui-ci. Inclure les réductions de marge qui découlent de *cautionnements* visant les comptes de clients consentis par des associés, des *administrateurs* et des *dirigeants* du *courtier membre* (*cautionnements* des AAD) et les réductions de marge qui découlent de compensations avec des provisions non spécifiques du *courtier membre*.

XXX-2021-XXXX

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 5
Notes et directives

- (1) Seules les opérations sur titres ordinaires doivent être présentées dans ce tableau. Les opérations d'emprunt ou de prêt de titres doivent être présentées au Tableau 1 ou 7.
- (2) **Lignes 1, 2, 3 et 4 le cas échéant** – Les soldes peuvent être présentés à leur montant « net » (courtier par courtier) ou être présentés à leur montant « brut ». Les soldes avec un courtier ne doivent pas être compensés avec ceux d'un *membre du même groupe*.
- (3) **Ligne 1** – Pour les définitions, se reporter aux directives générales et définitions.

La marge requise sur ces soldes s'établit comme suit :

- (i) Les opérations compensées par l'intermédiaire d'un système de règlement net doivent être considérées comme si l'autre partie à l'opération était une *institution agréée*. Par exemple, les soldes établis selon le processus de règlement net continu avec la CDS, et avec la National Securities Clearing Corporation.
- (ii) Toutes les opérations faites par l'intermédiaire de la CDS à l'extérieur du système de règlement net continu doivent être traitées comme si elles étaient effectuées avec une seule contrepartie se qualifiant comme *contrepartie agréée* (même si certaines ou toutes les parties se qualifient comme *institutions agréées*).
- (iii) Les autres opérations qui sont réglées au cas par cas doivent être présentées comme si elles étaient réglées directement avec l'autre partie à l'opération. Par exemple, les soldes d'opérations réglées par l'intermédiaire du service d'établissement des soldes nets et du service de règlement individuel de la National Securities Clearing Corporation, et les soldes d'opérations réglés par l'intermédiaire d'Euroclear et de Cedel.
- (4) **Ligne 2** – Cette ligne ne doit pas inclure les opérations avec des personnes ayant un lien de dépendance, qui doivent être présentées à la ligne 3. La marge requise sur les soldes avec des *entités réglementées*, [à l'exception des comptes de contrats à terme standardisés](#), s'établit comme suit :
- (i) Dans le cas d'une opération avec *date de règlement normal* dans le compte d'une *entité réglementée*, la marge requise, à partir de la *date de règlement normal*, doit être l'insuffisance de l'avoir net entre : (a) la *valeur marchande* nette de toutes les positions sur titres à la date de règlement dans les comptes du courtier, et (b) le solde en espèces net établi à la date de règlement dans ces mêmes comptes. Dans le cas d'une opération avec *date de règlement à délai prolongé* entre un *courtier membre* et une *entité réglementée*, dès la *date de règlement normal*, la position doit être évaluée à la valeur de marché si l'échéance initiale de l'opération avec *date de règlement à délai prolongé* ne dépasse pas 30 jours civils; autrement, il faut calculer une marge selon les taux applicables.
- (ii) Une marge est requise pour toute opération qui n'a pas été confirmée par une *entité réglementée* dans les 15 *jours ouvrables* suivant la date de l'opération.

[La marge pour les comptes de contrats à terme standardisés avec des entités réglementées qui comportent des positions et des compensations visant des contrats à terme standardisés ou des options sur contrats à terme doit être constituée conformément au paragraphe 5790\(1\) et les insuffisances de marge doivent être indiquées à cette ligne conformément au paragraphe 5790\(2\).](#)

- (5) **Ligne 3(a)** – La marge doit être fournie selon la façon expliquée à la note 4 ci-dessus pour les *entités réglementées*.
- (6) **Ligne 3(b)** – Si la *société liée* ou le *membre du même groupe* se qualifie comme *entité réglementée*, alors la marge doit être fournie selon la façon expliquée à la note 4 ci-dessus pour les *entités réglementées*.

Si la *société liée* ou le *membre du même groupe* se qualifie comme *contrepartie agréée*, alors la marge doit être fournie selon la façon expliquée aux notes et directives du Tableau 4 pour les *contreparties agréées*.

Si aucune des deux situations ci-dessus ne s'applique, alors la marge doit être fournie selon la façon décrite dans les notes et directives du Tableau 4 pour les autres clients (clients autres que les *entités réglementées*, les *contreparties agréées* et les *institutions agréées*).

XXX-2021-XXXX

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 5**Notes et directives (suite)**

- (7) **Ligne 4(a)** – Il faut calculer une marge sur tous les soldes de la même façon que pour les comptes de *contreparties agréées* (voir les notes et directives du Tableau 4). Les soldes, ou les portions de soldes, résultant d'opérations telles que les *contrats à terme standardisés*, les *options* et les dépôts sur ventes à découvert doivent aussi être présentés à cette ligne. Celle-ci doit aussi inclure les soldes avec des *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés.

Les *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés sont ceux qui ont été autorisés par l'OCRCVM et la Bourse de Montréal Inc. La liste des *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés sera publiée de temps à autre par la parution d'avis de réglementation.

- (8) **Ligne 4(b)** – Il faut calculer une marge sur tous les soldes de la même façon que les comptes de clients réguliers (voir les notes et directives du Tableau 4). Les soldes, ou les portions de soldes, résultant d'opérations telles que les *contrats à terme standardisés*, les *options* et les dépôts sur ventes à découvert doivent aussi être présentés à cette ligne. Celle-ci doit aussi inclure les soldes avec les *courtiers intermédiaires en obligations* qui ne figurent pas sur la liste des *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés.
- (9) **Ligne 5** – Les soldes résultant d'opérations d'achat ou de rachat de titres d'OPC doivent être présentés à cette ligne. Il faut calculer une marge sur tous les soldes de la même façon que pour les comptes de *contreparties agréées* ou les comptes de clients réguliers.

XXX-2021-XXXX

Annexe B

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES

PROJET DE MODIFICATION DES RÈGLES DE L'OCRCVM ET DU FORMULAIRE 1 PORTANT SUR LE RÉGIME DE SÉPARATION ET DE TRANSFÉRABILITÉ DES CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

VERSION SOULIGNÉE DU PROJET DE MODIFICATION DES RÈGLES DE L'OCRCVM

Modification n° 1 – Nous avons ajouté les définitions suivantes selon l'ordre alphabétique au paragraphe 1201(2) des Règles de l'OCRCVM :

« modèle national fondé sur les marges brutes des clients »	Cadre de conformité avec un <i>régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients</i> , où le montant de la marge que le <i>courtier membre</i> doit remettre à une chambre de compensation au Canada pour le compte de ses clients est la somme des montants de marge requis pour chaque client.
« régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients »	Ensemble de règles et de procédures qui permettent à une chambre de compensation d'exercer ses activités conformément aux normes prévues au Principe 14 des Principes pour les infrastructures de marchés financiers publiés par la Banque des règlements internationaux et l'Organisation internationale des commissions de valeurs, à l'égard des positions sur <i>contrats à terme standardisés</i> des clients et des sûretés qui soutiennent ces positions.

Modification n° 2 – Nous avons modifié la Règle 3200 de l'OCRCVM en y ajoutant le nouvel article 3261, comme suit :

3261. Contrats à terme standardisés assujettis à un régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

- (1) Lorsque le compte d'un client est assujéti à un *régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients*, le *courtier membre* doit :
- (i) fournir au client de l'information sur les avantages, les risques et les exigences liés au transfert, y compris les conditions liées au transfert des positions à un membre compensateur remplaçant;
 - (ii) informer le client du droit du *courtier membre* de fournir à la chambre de compensation des renseignements et des rapports sur les positions du client.

3262. à 3269. – Réservés.

Modification n° 3 – Nous avons modifié l'article 3814 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 3814(3), comme suit :

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

3814. Registre de marchandises

- (1) Le *courtier membre* doit tenir un registre ou autre grand livre de marchandises indiquant pour chaque type de marchandises, à la date de l'opération, toutes les positions acheteur et vendeur sur *contrats à terme standardisés* inscrites au compte du *courtier membre* ou aux comptes de clients.
- (2) Le registre ou grand livre de marchandises doit indiquer le nom ou la désignation du compte auquel chaque position est inscrite.
- (3) L'obligation de tenir des registres prévue au paragraphe 3814(1) comprend l'obligation pour le *courtier membre* de tenir un registre quotidien qui indique séparément les positions des clients et les sûretés qui y sont associées visant des *contrats à terme standardisés* et des *options sur contrats à terme* assujettis au *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

Modification n° 4 – Nous avons modifié l'article 5130 des Règles de l'OCRCVM en remplaçant le terme « chambre de compensation » par le terme « chambre de compensation d'options reconnue », comme suit :

5130. Définitions

.
.
.

- (9) Pour les positions et les compensations visant les dérivés, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est attribué ci-après :

« chambre de compensation d'options reconnue »	La Corporation canadienne de compensation de produits dérivés, l'Options Clearing Corporation ou toute autre société ou organisation reconnue par le <i>Conseil</i> .
« récépissé d'entiercement »	Document délivré par une institution financière et approuvé par une <i>chambre de compensation d'options reconnue</i> attestant qu'un titre est détenu par l'institution financière et sera livré à l'exercice d'une <i>option</i> particulière.

Modification n° 5 – Nous avons modifié les articles 5617 à 5624 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant un paragraphe pour restreindre les compensations visant les comptes de clients, comme suit :

5617. Compensations entre titres de créance de gouvernements et contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada, même émetteur sous-jacent et même catégorie d'échéance

- (1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient le jumelage suivant :

Position acheteur (vendeur)		Position vendeur (acheteur)
(i) <i>titres de créance du Canada</i>	et	contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

et que les positions sont libellées dans la même devise, ont la même *valeur marchande* et tombent dans la même *catégorie d'échéance*, il est possible d'opérer compensation entre les

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions est calculé soit en fonction de la position acheteur nette, soit en fonction de la position vendeur nette.

- (2) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5617(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme standardisés* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5618. Autres compensations entre titres de créance de gouvernements et contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

- (1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient l'un des jumelages de positions acheteur (vendeur) sur *titres de créance* de gouvernements et vendeur (acheteur) sur *contrats à terme* d'obligations notionnels du gouvernement du Canada suivants :

Position acheteur (vendeur)		Position vendeur (acheteur)
(i) <i>titres de créance du Canada – catégories d'échéance</i> différentes	et	<i>contrats à terme</i> sur obligations notionnels du gouvernement du Canada
(ii) <i>titres de créance d'une province canadienne – même catégorie d'échéance</i> ou <i>catégories d'échéance</i> différentes	et	<i>contrats à terme</i> sur obligations notionnels du gouvernement du Canada
(iii) <i>titres de créance d'une municipalité canadienne</i> à note élevée – même <i>catégorie d'échéance</i>	et	<i>contrats à terme</i> sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

et que les positions sont libellées dans la même devise et ont la même *valeur marchande*, il est possible d'opérer compensation entre les deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions correspond à 50 % de la plus élevée des marges normalement requises pour la position acheteur (ou vendeur) et la position vendeur (ou acheteur).

À compter du 1^{er} septembre 2022¹, l'alinéa 5618(1)(iii) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

(iii) <i>titres de créance d'une municipalité canadienne</i> à note d'émetteur élevée – même <i>catégorie d'échéance</i>	et	<i>contrats à terme</i> sur obligations notionnels du gouvernement du Canada
--	----	--

- (2) Au paragraphe 5618(1), l'expression « *titres de créance d'une municipalité canadienne à note élevée* » désigne les *titres de créance d'une municipalité canadienne* auxquels DBRS, Moody's ou S&P Corporation attribuent la note « A » ou une note plus élevée.

À compter du 1^{er} septembre 2022², le paragraphe 5618(2) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

- (2) Au paragraphe 5618(1), l'expression « *titres de créance d'une municipalité canadienne à note d'émetteur élevée* » désigne les *titres de créance* émis ou garantis par une municipalité canadienne à laquelle une *agence de notation désignée* attribue la note d'émetteur à long terme « A » ou une note plus élevée.

¹ Avis de l'OCRCVM 21-0028 – *Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées*

² Avis de l'OCRCVM 21-0028 – *Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées*

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

- (3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5618(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme standardisés* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.
- .
- .
- .

5622. Compensations entre acceptations de banques à charte canadiennes et contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes tombant dans la même catégorie d'échéance

- (1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient le jumelage suivant :

Position acheteur (vendeur)	Position vendeur (acheteur)
(i) acceptations de <i>banques à charte</i> à note élevée	et <i>contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes</i>

et que les positions sont libellées dans la même devise, ont la même *valeur marchande* et tombent dans la même *catégorie d'échéance*, il est possible d'opérer compensation entre les deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions est calculée soit en fonction de la position acheteur nette, soit en fonction de la position vendeur nette.

- (2) Au paragraphe 5622(1), l'expression « acceptations de *banques à charte* à note élevée » désigne les acceptations bancaires auxquelles DBRS, Moody's ou S&P Corporation attribuent la note « A » ou une note plus élevée.

À compter du 1^{er} septembre 2022³, le paragraphe 5622(2) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

- (2) Au paragraphe 5622(1), l'expression « acceptations de *banques à charte* à note élevée » désigne les acceptations bancaires auxquelles une *agence de notation désignée* attribue la note « A » ou une note plus élevée.

- (3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5622(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme standardisés* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.
- .
- .
- .

5624. Compensations entre titres de créance commerciaux ou de sociétés et les contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

- (1) Lorsque le *courtier membre* ou un client détient l'un des jumelages de positions acheteur (vendeur) sur *titres de créance* commerciaux ou de sociétés et vendeur (acheteur) sur contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada suivants :

³ Avis de l'OCRCVM 21-0028 – Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Position acheteur (vendeur)

- (i) *Titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles à note élevée

Position vendeur (acheteur)

- et Contrats à terme sur obligations notionnels du gouvernement du Canada

et que les positions sont libellées dans la même devise, ont la même *valeur marchande* et tombent dans la même *catégorie d'échéance*, il est possible d'opérer compensation entre les deux positions, et le minimum requis au titre de la marge pour les deux positions correspond à la plus élevée des marges normalement requises pour la position acheteur (ou vendeur) et la position vendeur (ou acheteur).

- (2) Au paragraphe 5624(1), l'expression « *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles à note élevée » désigne les *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles auxquels DBRS, Moody's ou S&P Corporation attribuent la note « A » ou une note plus élevée.

À compter du 1^{er} septembre 2022⁴, le paragraphe 5624(2) sera supprimé et remplacé par ce qui suit :

- (2) Au paragraphe 5624(1), l'expression « *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles à note élevée » désigne les *titres de créance* commerciaux ou de sociétés non convertibles auxquels une *agence de notation désignée* attribue la note « A » ou une note plus élevée.
- (3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5624(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme standardisés* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

Modification n° 6 – Nous avons modifié l'article 5671 des Règles de l'OCRCVM en supprimant la mention des comptes de clients, comme suit :

COMPENSATIONS RÉSERVÉES AUX POSITIONS EN PORTEFEUILLE DU COURTIER MEMBRE**TITRES DE CRÉANCE**

-
-
-

5671. Compensations entre titres de créance du Canada ou titres de capitaux propres cotés en bourse au Canada et contrats à terme standardisés et de gré à gré canadiens

- (1) Lorsqu'une position sur obligations, débetures ou bons du Trésor émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou sur *titres de capitaux propres* cotés à la Bourse de Toronto et une position compensatoire sur *contrats à terme standardisés* ou de gré à gré visant le même titre sont détenues dans un compte du *courtier membre*, il est possible d'opérer compensation et le

⁴ Avis de l'OCRCVM 21-0028 – Modifications apportées aux Règles des courtiers membres et au Formulaire 1 concernant le contrôle lié à la concentration de titres et les agences de notation désignées

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

minimum requis au titre de la marge pour les deux positions est calculé soit en fonction de la position acheteur nette, soit en fonction de la position vendeur nette.

Modification n° 7 – Nous avons modifié les articles 5714 et 5725 des Règles de l'OCRCVM en remplaçant le terme « chambre de compensation » par le terme « chambre de compensation d'options reconnue », comme suit :

5714. Traitement des positions sur options émises par différentes chambres de compensation d'options reconnues

- (1) Si le compte du *courtier membre* ou d'un client comporte des *options* émises par différentes *chambres de compensation d'options reconnues* portant sur le même *sous-jacent*, elles peuvent être traitées comme *options* équivalentes dans le calcul de la marge visant ce compte.

.

.

.

5725. Positions sur options couvertes

- (1) Si les conditions des paragraphes 5725(2) et 5725(3) sont remplies, aucune marge n'est requise pour les combinaisons suivantes de positions sur *options négociables en bourse* et sur garanties détenues en *quantités équivalentes* dans le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client :

Position sur options négociables en bourse	et	Garantie admissible
(i) <i>option d'achat</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et	<i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt du <i>titre sous-jacent</i>
(ii) <i>option de vente</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et	<i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt de titres de gouvernements
(iii) <i>option de vente</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et	lettre de garantie

- (2) Un *récépissé d'entiercement* est admissible comme garantie en vertu du paragraphe 5725(1), si les conditions suivantes sont réunies :
- (i) le signataire du *récépissé d'entiercement* est une institution financière approuvée par la *chambre de compensation d'options reconnue*;
- (ii) toutes les conventions de la *chambre de compensation d'options reconnue* ont été signées et livrées à celle-ci et sont mises à la disposition de l'OCRCVM sur demande aux fins d'inspection;
- (iii) dans le cas d'un *récépissé d'entiercement* attestant le dépôt de titres de gouvernements, les titres :

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

- (a) sont des formes admissibles de marge pour la *chambre de compensation d'options reconnue*,
 - (b) viennent à échéance dans un délai de une année suivant leur dépôt,
 - (c) ont une *valeur marchande* supérieure à 110 % de la *valeur d'exercice globale* de l'*option de vente* position vendeur.
- (3) Une lettre de garantie est admissible comme garantie en vertu du paragraphe 5725(1) si les conditions suivantes sont réunies :
- (i) le signataire est :
 - (a) une institution financière autorisée par la *chambre de compensation d'options reconnue* à délivrer des *récépissés d'entiercement*,
 - (b) une *banque à charte*, une caisse d'épargne du Québec ou une société de fiducie autorisée à faire affaire au Canada ayant un capital versé minimum et un surplus d'apport d'au moins 5 000 000 \$;
 - (ii) la lettre atteste que la banque ou la société de fiducie :
 - (a) soit détient en dépôt pour le compte du client des espèces couvrant le montant intégral de la *valeur d'exercice globale* de l'*option de vente* et que ce montant sera versé à la *chambre de compensation d'options reconnue* sur livraison du *sous-jacent* couvert par l'*option de vente*,
 - (b) soit cautionne sans condition et irrévocablement le paiement à la *chambre de compensation d'options reconnue* du montant intégral de la *valeur d'exercice globale* de l'*option de vente* sur livraison du *sous-jacent* couvert par l'*option de vente*;
 - (iii) le *courtier membre* la remet à la *chambre de compensation d'options reconnue* qui l'accepte comme marge.

Modification n° 8 – Nous avons modifié les articles 5760 à 5765 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant un paragraphe pour restreindre les compensations visant des comptes de clients, comme suit :

OPTIONS NÉGOCIABLES EN BOURSE – COMBINAISONS ET CONVERSIONS D'OPTIONS ET DE CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

5760. Combinaison contrats à terme sur indice position acheteur – options d'achat position vendeur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5760(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

**Position acheteur sur contrats
à terme standardisés****Position vendeur sur options**

- | | | |
|---|----|--|
| (i) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option d'achat sur le même indice</i> |
| (ii) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option d'achat sur parts indicielles du même indice</i> |

.
.
.

- (3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5760(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5761. Combinaison contrats à terme sur indice position acheteur – options de vente position acheteur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément aux paragraphes 5761(2) et 5761(3), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

**Position acheteur sur contrats
à terme standardisés****Position acheteur sur options**

- | | | |
|---|----|---|
| (i) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option de vente sur le même indice</i> |
| (ii) <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option de vente sur parts indicielles du même indice</i> |

.
.
.

- (4) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5761(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5762. Combinaison contrats à terme standardisés position vendeur – options d'achat position acheteur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément aux paragraphes 5762(2) et 5762(3), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Position vendeur sur contrats à terme standardisés		Position acheteur sur options
---	--	--------------------------------------

- | | | | |
|------|------------------------------------|----|--|
| (i) | <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option d'achat sur le même indice</i> |
| (ii) | <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option d'achat sur parts indicielles du même indice</i> |

- .
- .
- .
- (4) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5762(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5763. Combinaison contrats à terme standardisés position vendeur – options de vente position vendeur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5763(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Position vendeur sur contrats à terme standardisés		Position vendeur sur options
---	--	-------------------------------------

- | | | | |
|------|------------------------------------|----|---|
| (i) | <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option de vente sur le même indice</i> |
| (ii) | <i>contrats à terme sur indice</i> | et | <i>option de vente sur parts indicielles du même indice</i> |

- .
- .
- .
- (3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5763(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5764. Conversion de contrats à terme standardisés ou combinaison triple position acheteur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5764(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison, que les *options* ont la même date d'échéance et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

	Position acheteur sur contrats à terme standardisés		Position acheteur sur options		Position vendeur sur options
(i)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option de vente sur le même indice</i>	et	<i>option d'achat sur le même indice</i>
(ii)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option de vente sur parts indicielles du même indice</i>	et	<i>option d'achat sur parts indicielles du même indice</i>

- (3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5764(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5765. Reconversion ou combinaison triple position vendeur

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5765(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons de *contrats à terme standardisés* et d'*options négociables en bourse* suivantes, que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison, que les *options* ont la même date d'échéance et que les *options* et les *contrats à terme standardisés* ont la même date de règlement ou peuvent être réglés au cours de l'un des deux mois d'échéance immédiats :

	Position vendeur sur contrats à terme standardisés		Position acheteur sur options		Position vendeur sur options
(i)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option d'achat sur le même indice</i>	et	<i>option de vente sur le même indice</i>
(ii)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>option d'achat sur parts indicielles du même indice</i>	et	<i>option de vente sur parts indicielles du même indice</i>

- (3) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5765(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

5766. à 5769. – Réservés.

Modification n° 9 – Nous avons modifié l'article 5772 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 5772(4) pour restreindre les compensations visant des comptes de clients, comme suit :

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

5772. Contrats à terme sur indice – paniers admissibles de titres de l'indice ou parts indicielles

- (1) Le minimum requis au titre de la marge pour cette combinaison est calculé conformément au paragraphe 5772(2), lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte l'une des combinaisons suivantes et que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position de la combinaison :

	Position acheteur (vendeur) sur contrats à terme standardisés		Position vendeur (acheteur)
(i)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	panier admissible de titres du même <i>indice</i>
(ii)	<i>contrats à terme sur indice</i>	et	<i>parts indicielles</i> du même <i>indice</i>

.
.
.

- (4) Dans le cas d'une compensation visant un compte de client décrite au paragraphe 5772(1), la chambre de compensation doit reconnaître la couverture et les *contrats à terme sur indice* doivent être exclus du *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.

Modification n° 10 – Nous avons modifié l'article 5776 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 5776(2) concernant l'utilisation de la méthode SPAN dans les comptes de clients, comme suit :

5776. Utilisation facultative de la méthode Standard Portfolio Analysis

- (1) Dans le cas d'un compte de portefeuille du *courtier membre* constitué exclusivement de positions sur *dérivés* inscrits à la cote de la Bourse de Montréal, il est possible de calculer la marge requise au moyen de la méthode Standard Portfolio Analysis en utilisant l'intervalle de marge calculé et les hypothèses utilisées par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés.
- (2) Dans le cas de comptes de clients assujettis au *modèle national fondé sur les marges brutes des clients* constitués exclusivement de positions sur *dérivés* inscrits à la cote de la Bourse de Montréal, il est possible de calculer la marge requise au moyen de la méthode Standard Portfolio Analysis en utilisant l'intervalle de marge calculé et les hypothèses utilisées par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés.
- (3) Si le *courtier membre* choisit la méthode Standard Portfolio Analysis, les marges obligatoires calculées selon cette méthode remplacent celles prévues dans les présentes Règles.
- (4) L'OCRCVM peut restreindre l'application du présent article, s'il juge que l'utilisation de la méthode Standard Portfolio Analysis n'est plus indiquée pour le calcul des marges obligatoires que le *courtier membre* ou le client doit constituer.

Modification n° 11 – Nous avons modifié le paragraphe 5782(2) des Règles de l'OCRCVM en remplaçant le terme « chambre de compensation agréée » par le terme « chambre de compensation d'options reconnue », par souci d'uniformité avec les articles 5714 et 5725 :

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

5782. Positions sur options couvertes

- (1) Si les conditions du paragraphe 5782(2) sont remplies, aucune marge n'est requise pour les combinaisons suivantes de positions sur *options de gré à gré* et sur garanties détenues en *quantités équivalentes* dans le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client.

Position sur option de gré à gré	Garantie admissible
(i) <i>Option d'achat</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et <i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt du <i>titre sous-jacent</i>
(ii) <i>Option d'achat</i> position vendeur sur une action, un <i>indice</i> , une <i>part indicielle</i> , une devise ou un <i>titre de créance sous-jacent</i>	et <i>récépissé d'entiercement</i> attestant le dépôt de titres de gouvernements

- (2) Un *récépissé d'entiercement* est admissible comme garantie en vertu du paragraphe 5782(1) si l'émetteur du *récépissé d'entiercement* est une institution financière approuvée par une *chambre de compensation d'options reconnue*.

Modification n° 12 – Nous avons modifié l'article 5790 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant le paragraphe 5790(2) et les alinéas 5790(3)(i) et (ii), comme suit :

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS ET OPTIONS SUR CONTRATS À TERME**5790. Marges obligatoires minimums**

- (1) Lorsque le portefeuille du *courtier membre* ou le compte d'un client comporte des positions et des compensations visant des *contrats à terme standardisés* ou des *options sur contrats à terme*, la marge requise correspond au plus élevé des montants suivants :
- (i) la marge requise par le marché à terme où le contrat est conclu;
 - (ii) la marge requise par la chambre de compensation;
 - (iii) la marge requise, le cas échéant, par le courtier compensateur du *courtier membre*.
- (2) Si le client visé par le paragraphe 5790(1) est une *institution agréée*, une *contrepartie agréée* ou une *entité réglementée*, le *courtier membre* doit inclure l'insuffisance de marge dans la marge qui s'applique aux comptes de clients lorsqu'il calcule son *capital régularisé en fonction du risque*, à la date où l'insuffisance s'est produite, si le *courtier membre* :
- (i) n'effectue pas rapidement un appel de marge;
 - (ii) a effectué rapidement un appel de marge, mais n'a pas reçu la marge requise dans un délai d'un *jour ouvrable*.
- (3) Si le *courtier membre* ou un client est propriétaire d'une marchandise et détient aussi une position vendeur sur un *contrat à terme standardisé* sur la même marchandise, il est permis d'opérer compensation entre les deux positions et la marge requise sera calculée soit en fonction de la position acheteur nette soit en fonction de la position vendeur nette, lorsque :
- (i) la propriété de la marchandise est attestée par des *récépissés d'entrepôt* ou des documents analogues;

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

- (ii) la position sur le *contrat à terme standardisé* n'est pas assujettie au *modèle national fondé sur les marges brutes des clients*.
- (4) Lorsqu'un marché à terme ou sa chambre de compensation prescrit une marge obligatoire fondée sur les taux initial et de maintien, la marge requise à la conclusion du contrat est fondée sur le taux initial prescrit. Lorsque des fluctuations de cours défavorables ultérieures sur la valeur des contrats réduisent la marge donnée et qu'elle se situe ainsi à un montant inférieur au niveau de maintien, une marge supplémentaire est requise en vue de rétablir le taux initial. En outre, le *courtier membre* peut exiger à l'occasion des marges ou autres formes de dépôt de garantie supplémentaires qu'il juge nécessaires en raison des fluctuations des cours.
- (5) Lorsque les opérations de clients sont effectuées au moyen d'un compte omnibus, le *courtier membre* doit demander une marge à chaque client, comme si les opérations étaient effectuées dans des comptes distincts.
- (6) Lorsque des marges sur écarts (ou opérations mixtes) sont autorisées dans le compte d'un client, le *courtier membre* doit inscrire cette information dans les dossiers de marges de ce compte.
- (7) Lorsque le portefeuille d'un *courtier membre* contient des écarts (ou opérations mixtes) sur marchandises connexes dans le cas de *contrats à terme standardisés* sur obligations du gouvernement du Canada et des *contrats à terme standardisés* sur obligations du Trésor des États-Unis négociés sur un marché à terme au Canada ou aux États-Unis et que des *quantités équivalentes* sont détenues dans chaque position sur écart, la marge requise correspond à la marge requise la plus élevée soit pour la position acheteur, soit pour la position vendeur. À cette fin, les écarts précédents sont fixés à raison de 1,00 dollar canadien pour chaque tranche de 1,00 dollar américain du volume de chaque *contrat à terme standardisé* visé. Dans le cas de la tranche américaine des écarts sur marchandises connexes précédemment mentionnés, les positions doivent être maintenues sur un marché de contrats désigné par la loi américaine intitulée *United States Commodity Exchange Act*.
- (8) L'OCRCVM peut prescrire, à son appréciation, des marges obligatoires plus élevées ou moins élevées pour certains comptes ou *personnes* qui détiennent des positions sur *contrats à terme standardisés* ou sur *options sur contrats à terme*.

5791. à 5799. – Réservés.

Modification n° 13 – Nous avons modifié l'article 5820 des Règles de l'OCRCVM en y ajoutant les alinéas 5820(1)(vi) et (vii), comme suit :

5820. Obligations générales liées au cautionnement de compte

- (1) Sous réserve des obligations prévues aux articles 5821 et 5822, le *courtier membre* peut permettre à un client (la caution) de cautionner les comptes d'un autre client, si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) le *courtier membre* informe la caution par écrit du passif éventuel initial qu'elle prend en charge à la signature de la convention de *cautionnement*;
 - (ii) le *courtier membre* déclare à la caution par écrit que la convenance des opérations portant sur les comptes du client cautionné ne sera pas examinée en fonction de la caution;

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

- (iii) la caution conclut avec le *courtier membre* une convention de *cautionnement* écrite et autorisée qui :
 - (a) identifie la caution par son nom,
 - (b) désigne les comptes de la caution à utiliser pour obtenir le *cautionnement*,
 - (c) désigne les comptes de l'autre client qui sont visés par le *cautionnement*,
 - (d) lie la caution, ses successeurs, ayants droit et représentants successoraux,
 - (e) comporte les modalités de base décrites au paragraphe 5825(1);
 - (iv) le client cautionné consent par écrit à ce que le *courtier membre* transmette, au moins une fois par trimestre, ses relevés de compte à la caution;
 - (v) si la caution ne s'y oppose pas, elle reçoit au moins une fois par trimestre les relevés de compte du client cautionné;
 - (vi) les comptes de titres de la caution ne servent pas à cautionner un compte assujéti à un *régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients*;
 - (vii) les comptes de la caution assujéti à un *régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients* ne servent pas à cautionner un compte de titres.
- (2) Si le client cautionné refuse de transmettre ses relevés de compte, le *courtier membre* doit aviser la caution de ce refus par écrit et l'informer que la convention de *cautionnement* ne sera pas acceptée pour la réduction de la marge.

Annexe C

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Annexe D

ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES
PROJET DE MODIFICATION DES RÈGLES DE L'OCRCVM ET DU FORMULAIRE 1 PORTANT SUR LE RÉGIME DE SÉPARATION
ET DE TRANSFÉRABILITÉ DES CONTRATS À TERME STANDARDISÉS
VERSION NETTE DU PROJET DE MODIFICATION DU FORMULAIRE 1

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

 Nom du courtier membre

 Date

Analyse des comptes d'opérations de clients – positions acheteur et vendeur

Catégorie	Soldes		Montant requis pour couvrir la marge (en milliers de dollars canadiens)
	Débiteurs (en milliers de dollars canadiens)	Créditeurs (en milliers de dollars canadiens)	
1. <i>Institutions agréées</i>	-----	-----	-----
2. <i>Contreparties agréées</i>	-----	-----	-----
3. Autres clients			
(a) Comptes sur marge	-----	-----	-----
(b) Comptes au comptant	-----	-----	-----
(c) Soldes débiteurs et positions vendeur non garantis	-----	S. O.	-----
4. Comptes de <i>contrats à terme standardisés</i>	-----	-----	-----
5. Marge sur les règlements à délai prolongé	S. O.	S. O.	-----
6. <i>Soldes créditeurs disponibles</i>	S. O.	-----	S. O.
		D sect. A-2	
6. (a) <i>Soldes créditeurs disponibles</i> , opérations en cours [s'il y a lieu]	S. O.	-----	S. O.
7. Comptes REER et autres comptes similaires	-----	-----	-----
8. Moins – provision pour créances douteuses	-----	-----	-----
9. Total	-----	-----	-----
	A-9	A-53	B-12
10. Information additionnelle			
(a) Nom des fiduciaires des comptes REER			
1. _____			
2. _____			
3. _____			
(b) Réductions totales de la marge attribuables à la compensation avec les réserves de conseillers en placement et les <i>cautionnements</i> des AAD			=====

Voir les notes et directives

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

Notes et directives

- (1) Le *courtier membre* doit obtenir et maintenir pour chacun de ses clients la marge minimum au montant et de la façon prescrits par l'OCRCVM.
- (2) **Lignes 1 à 4** – Les soldes, y compris les opérations à la *date de règlement à délai prolongé*, doivent être indiqués à ces lignes. Toutefois, la marge concernant ces règlements à délai prolongé doit être calculée selon la méthode décrite à la note 12 et doit être indiquée à la ligne 5.
- (3) **Ligne 1** – Aucune évaluation à la *valeur marchande* ni marge n'est requise pour les comptes auprès d'*institutions agréées*, que les opérations soient à une *date de règlement normal* ou à *délai prolongé*, sauf :
- (i) dans le cas d'opérations qui n'ont pas été confirmées par une *institution agréée* dans les 15 *jours ouvrables* suivant la date de l'opération;
 - (ii) dans le cas de positions sur *contrats à terme standardisés*, dont la marge est constituée conformément aux paragraphes 5790(1) et (2).
- Cette ligne doit inclure tous les soldes d'opérations auprès d'*institutions agréées*, à l'exception des *soldes créditeurs disponibles* et des comptes de *contrats à terme standardisés*. Les *soldes créditeurs disponibles* doivent être inclus à la ligne 6. Les comptes de *contrats à terme standardisés* doivent être inclus à la ligne 4.
- (4) **Ligne 2** – Dans le cas d'une opération avec une *date de règlement normal* dans le compte d'une *contrepartie agréée* autre qu'une position sur *contrats à terme standardisés*, dont la marge est constituée conformément aux paragraphes 5790(1) et (2), le montant de la marge à fournir, à partir de la *date de règlement normal*, correspond à l'insuffisance de l'avoir net. Cette insuffisance correspond à l'écart entre : (i) la *valeur marchande* nette de toutes les positions sur titres à la date de règlement dans le ou les comptes du client et (ii) le solde en espèces net à la date de règlement dans ce ou ces comptes.
- Une marge est requise pour toute opération qui n'a pas été confirmée par une *contrepartie agréée* dans les 15 *jours ouvrables* suivant la date de l'opération.
- Cette ligne doit inclure tous les soldes d'opérations avec des *contreparties agréées*, sauf les *soldes créditeurs disponibles* et les comptes de *contrats à terme standardisés*. Les *soldes créditeurs disponibles* doivent être inclus à la ligne 6. Les comptes de *contrats à terme standardisés* doivent être inclus à la ligne 4.
- (5) **Ligne 3(a) – « comptes sur marge »** : les comptes qui fonctionnent selon les règles suivantes :
- (i) Toute opération dans un compte sur marge d'un client doit être réglée au plus tard à la date de règlement soit par le paiement de la somme requise pour exécuter l'opération, soit par la livraison des titres requis, selon le cas.
 - (ii) Le client peut payer une opération dans un compte sur marge :
 - (a) en espèces ou avec d'autres fonds immédiatement disponibles;
 - (b) en affectant la valeur de prêt des titres devant être déposés;
 - (c) en affectant l'excédent de la valeur de prêt dans le compte ou dans le compte d'une caution.
 - (iii) Tout compte sur marge d'un client affichant une marge insuffisante doit, dans les 20 *jours ouvrables* suivant la survenance de cette insuffisance, être restreint à des opérations qui ont pour effet de réduire l'insuffisance de marge dans le compte. Cette restriction devra être maintenue jusqu'à ce que la marge soit comblée.
 - (iv) Il est interdit d'avancer des fonds ou de livrer des titres du compte d'un client tant que le compte sur marge est en insuffisance de marge ou s'il le deviendrait à la suite de l'avance de fonds ou de la livraison de titres.
- (6) **Ligne 3(a)** – Dans le cas d'une opération avec une *date de règlement normal* dans le compte sur marge d'une *personne* autre qu'une *entité réglementée*, une *contrepartie agréée* ou une *institution agréée*, le montant de la marge à fournir, à partir de la *date de règlement normal*, correspond à l'insuffisance de marge calculée au moins aux taux prescrits en vigueur, le cas échéant.

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

Notes et directives (suite)

Marge à la date de l'opération : Dans le cas des *courtiers membres* qui calculent les insuffisances de marge des clients à la date de l'opération, (i) calculer tout montant de la marge requise aux termes du présent paragraphe au moyen des soldes en espèces et des positions sur titres à la date de l'opération; et (ii) calculer et fournir le montant prévu au paragraphe précédent à compter de la date de l'opération.

(7) **Ligne 3(b) – « comptes au comptant »** : les comptes qui fonctionnent selon les règles suivantes :

(i) Comptes au comptant

Le règlement de chaque opération dans le compte au comptant d'un client (sauf les opérations LCP et RCP décrites ci-après) doit se faire par le paiement ou la livraison à la date de règlement. Si le compte n'est pas réglé selon les modalités requises, la marge sera fournie conformément à la note 8.

(ii) Livraison contre paiement (LCP)

Le règlement d'une opération d'achat dans un compte pour lequel le client a convenu avec le *courtier membre*, au plus tard à la date de règlement, de prendre livraison contre le paiement intégral doit se faire (a) à la date de règlement ou, si elle est ultérieure, (b) à la date à laquelle le *courtier membre* donne avis au client que les titres achetés sont prêts à être livrés.

(iii) Réception contre paiement (RCP)

Le règlement d'une opération de vente dans un compte pour lequel le client a convenu avec le *courtier membre*, au plus tard à la date de règlement, que le *courtier membre* recevra les titres contre paiement au client doit se faire à la date de règlement.

(iv) Paiement

Le client peut payer une opération dans un compte au comptant :

- (a) en espèces ou avec d'autres fonds immédiatement disponibles;
- (b) en affectant le produit de la vente du même titre ou d'autres titres détenus en position acheteur dans un compte au comptant du client auprès du *courtier membre*, pourvu que l'avoir net dans ce compte soit supérieur au montant de l'opération (les courtiers qui déterminent la marge selon la date de l'opération incluent les opérations non réglées);
- (c) en transférant des fonds d'un compte sur marge du client auprès du *courtier membre*, pourvu que la marge requise soit maintenue dans ce compte immédiatement avant et après le transfert.

(v) Opérations isolées

Un client peut, dans un cas isolé :

- (a) ou bien régler une opération dans un compte au comptant ou LCP par la vente du même titre dans n'importe quel compte au comptant du client auprès du *courtier membre* lorsque l'avoir net (à l'exclusion des opérations non réglées) dans un tel compte n'excède pas la valeur de l'opération;
- (b) ou bien transférer une opération d'un compte au comptant dans un compte sur marge avant le paiement intégral;
- (c) ou bien transférer une opération d'un compte LCP dans un compte sur marge dans les 10 *jours ouvrables* après la date de règlement.

(vi) Restrictions sur les comptes

(a) Comptes au comptant

Lorsqu'une partie du solde en espèces d'un compte au comptant d'un client est en souffrance depuis au moins 20 *jours ouvrables* après la date de règlement, il est interdit au client d'effectuer des opérations (sauf les opérations de liquidation) dans ses comptes auprès du *courtier membre* jusqu'à ce que survienne l'une des éventualités suivantes : (I) le montant dû depuis au moins 20 *jours ouvrables* a été réglé, (II) toutes les opérations en cours et non réglées dans les comptes au comptant du client ont été transférées conformément aux dispositions de la note 7(vii), ou (III) le client a effectué une opération de liquidation dans le compte, ce qui a pour effet de ne laisser dans celui-ci aucun solde en espèces en souffrance depuis au moins 20 *jours ouvrables* après la date de règlement.

(b) Comptes LCP

Lorsqu'une partie du solde en espèces d'un compte LCP d'un client est en souffrance depuis au moins 5 *jours ouvrables*

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

Notes et directives (suite)

(ou depuis 15 *jours ouvrables* dans le cas d'opérations de clients à l'extérieur de l'Amérique du Nord continentale) de la date de règlement prescrite à la note 7(ii), il est interdit au client d'effectuer des opérations (sauf les opérations de liquidation) dans ses comptes auprès du *courtier membre* jusqu'à ce que survienne l'une des éventualités suivantes : (I) soit cette opération a été réglée intégralement, (II) soit toutes les opérations en cours et non réglées dans tous les comptes au comptant du client auprès du *courtier membre* ont été transférées conformément aux dispositions de la note 7(ii).

(vii) Transfert au compte sur marge

Les restrictions mentionnées à la note 7(vi)(a) et (b) ne s'appliquent pas aux comptes d'un client (a) qui n'a pas de compte sur marge chez le *courtier membre* et (b) qui transfère toutes les opérations en cours et non réglées de ses comptes au comptant chez le *courtier membre*, dès l'application des restrictions à ces comptes, dans un ou plusieurs nouveaux comptes sur marge chez le *courtier membre*, pourvu que toutes les mesures nécessaires aient été prises, que les documents adéquats soient remplis à l'ouverture de ces comptes sur marge et que la marge nécessaire soit maintenue dans les comptes immédiatement après le transfert.

(viii) Institutions agréées et autres

Les restrictions mentionnées à la note 7(vi) ne s'appliquent pas aux comptes d'*institutions agréées*, de *contreparties agréées*, de courtiers non membres ou d'*entités réglementées*.

(8) **Ligne 3(b)** – La marge doit être fournie de la façon suivante :

(i) Comptes au comptant

(a) Lorsque le solde en espèces d'un compte au comptant d'une *personne* autre qu'une *entité réglementée*, une *contrepartie agréée* ou une *institution agréée* est en souffrance pendant une période de moins de 6 *jours ouvrables* après la *date de règlement normal*, dans le cas d'opérations avec une *date de règlement normal*, le montant de la marge requise à compter de la *date de règlement normal* correspond à l'insuffisance de l'avoir net, le cas échéant. Cette insuffisance correspond à l'écart entre (a) la *valeur marchande* nette pondérée de toutes les positions sur titres dans les comptes au comptant du client à la date de règlement et (b) le solde en espèces net de ces comptes à la date de règlement.

Aux fins du calcul de la *valeur marchande* pondérée, les pondérations suivantes seront utilisées :

(I) Les titres ayant actuellement un taux de marge de 60 % maximum sont pondérés à 1,000.

(II) Les titres cotés ayant un taux de marge supérieur à 60 % sont pondérés à 0,333.

(III) Les titres du Nasdaq National Market^{MD} et du Nasdaq SmallCap MarketSM ayant un taux de marge supérieur à 60 % sont pondérés à 0,333.

(IV) Tous les autres titres non cotés ayant un taux de marge supérieur à 60 % sont pondérés à 0,000.

(b) À compter de 6 *jours ouvrables* suivant la *date de règlement normal*, le montant de la marge requise correspond à l'insuffisance de marge, le cas échéant, qui existerait si tous les comptes au comptant du client étaient des comptes sur marge.

(c) Les montants prévus en (a) ou (b) peuvent être réduits par l'excédent de marge dans les comptes sur marge du client et par tout excédent de l'avoir net dans ses comptes LCP et RCP, le cas échéant.

(ii) Comptes LCP ET RCP

(a) Lorsque le solde en espèces d'un compte LCP ou d'un compte RCP d'une *personne* autre qu'une *entité réglementée*, une *contrepartie agréée* ou une *institution agréée* est en souffrance pendant moins de 10 *jours ouvrables* après la *date de règlement normal*, dans le cas d'opérations avec une *date de règlement normal*, le montant de la marge requise à compter de la *date de règlement normal* correspond à l'insuffisance de l'avoir net, le cas échéant, entre (a) la *valeur marchande* nette des positions sur titres dans les comptes LCP ou RCP du client à la date de règlement et (b) le solde en espèces net de ces comptes à la date de règlement.

(b) Lorsqu'une opération dans un compte LCP ou RCP est non réglée ou une partie du solde débiteur lié à une telle opération est en souffrance pendant au moins 10 *jours ouvrables* après la *date de règlement normal*, le montant de la marge requise correspond à l'insuffisance de marge pour chacune des opérations comme si elle avait été faite dans un compte sur

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4

Notes et directives (suite)

marge.

- (c) Dans le cas d'un client dont les comptes sont soumis à des restrictions, le montant à fournir correspond à l'insuffisance de marge, le cas échéant, qui existerait si tous les comptes LCP ou RCP du client étaient des comptes sur marge.
- (d) Le montant à fournir en (a), (b) ou (c) peut également être réduit par l'excédent de marge dans les comptes sur marge du client et par tout excédent de l'avoir net dans ses comptes au comptant, le cas échéant.
- (iii) Confirmations et lettres d'engagement
- Les marges obligatoires prévues aux paragraphes précédents de la note 8 ne s'appliquent pas si le client a fourni au *courtier membre* au plus tard à la date de règlement une confirmation irrévocable et inconditionnelle d'une *chambre de compensation agréée* ou une lettre d'engagement d'une *institution agréée*, selon laquelle la chambre de compensation ou l'institution acceptera du *courtier membre* la livraison des titres et effectuera le paiement des titres à livrer, et dans un tel cas, le règlement doit être considéré comme effectué par le client.
- (iv) Marge à la date de l'opération
- Dans le cas des *courtiers membres* qui calculent les insuffisances de marge des clients à la date de l'opération, le montant de la marge requise entre la date de l'opération et la date de règlement correspond à l'insuffisance de l'avoir net, le cas échéant. Cette insuffisance correspond à l'écart entre (a) la *valeur marchande* nette de toutes les positions sur titres dans les comptes au comptant et les comptes LCP ou RCP du client à la date de règlement et (b) le solde en espèces net de ces comptes à la date de règlement. À compter de la *date de règlement normal*, le montant de la marge requise correspond à la marge requise indiquée aux paragraphes précédents de la note 8.
- (9) Dans le cas d'opérations dans des comptes au comptant ouverts à la date du rapport qui, après cette date, ne satisfont plus aux exigences prévues pour les comptes au comptant et qui ont entraîné soit une perte importante, soit un déficit important de la participation, porter la marge au maximum ou bien indiquer le montant total visé par la marge requise en note jointe au Formulaire 1.
- (10) **Ligne 3(c)** – Le montant requis pour couvrir la marge correspond à la somme des soldes débiteurs non garantis et de la marge requise sur toute position vendeur sur titres dans ces comptes ou dans les comptes sans solde en espèces. Tout compte partiellement garanti doit être indiqué à la ligne 3(a) - Comptes sur marge.
- (11) **Ligne 4** – Cette ligne doit inclure les soldes des comptes de clients qui comportent des positions et des compensations visant des *contrats à terme standardisés* ou des *options sur contrats à terme*. La marge pour ces comptes doit être constituée conformément au paragraphe 5790(1). En cas d'insuffisance de marge dans un compte de *contrats à terme standardisés* d'une *contrepartie agréée* ou d'une *institution agréée*, l'insuffisance de marge doit être indiquée à cette ligne conformément au paragraphe 5790(2).
- L'excédent de marge dans un compte de client assujéti à un *régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients* ne peut pas être utilisé pour réduire les marges obligatoires dans un compte du client qui n'est pas assujéti à un *régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients*, et vice-versa.
- Les *soldes créditeurs disponibles* doivent être inclus à la ligne 5.
- (12) **Ligne 5** – Indiquer seulement la marge visant les règlements à délai prolongé dans les comptes au comptant, LCP, RCP et sur marge à cette ligne. Dans le cas d'une opération avec *date de règlement à délai prolongé* entre un *courtier membre* et soit une *contrepartie agréée*, soit toute autre contrepartie autre qu'une *institution agréée* (voir la note 3) ou une *entité réglementée* (voir le Tableau 5), il faut calculer une marge pour la position, dès la *date de règlement normal*, comme suit :

Jours civils après le règlement normal ¹		
Contrepartie	Maximum de 30 jours	Plus de 30 jours
Contrepartie agréée	Insuffisance de la <i>valeur marchande</i> ²	Marge
Autre	Marge	200 % de la marge (jusqu'à concurrence de la <i>valeur marchande</i> des titres sous-jacents)

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 4**Notes et directives (suite)**

- ¹ Par jours civils, on entend l'échéance initiale de l'opération avec date de règlement à délai prolongé.
- ² Il faut calculer une marge pour toute opération qui n'a pas été confirmée par une *contrepartie agréée* dans les 15 jours *ouvrables* suivant la date de l'opération.
- (13) **Ligne 6** – Inclure les *soldes créditeurs disponibles* de tous les comptes sauf les comptes REER et autres comptes similaires. Les *courtiers membres* qui établissent la marge selon la date de l'opération calculent généralement les *soldes créditeurs disponibles* à la date de l'opération et doivent indiquer ce solde à la ligne 6. Cependant, les *courtiers membres* qui établissent la marge selon la date de règlement calculent généralement leurs *soldes créditeurs disponibles* à la date de règlement et ce solde doit être indiqué à la ligne 6. Il est à noter qu'il faut calculer les *soldes créditeurs disponibles* de la même façon d'un mois à l'autre.
- (14) **Ligne 6(a)** – Les *courtiers membres* qui calculent les *soldes créditeurs disponibles* selon la date de règlement à la ligne 6 doivent indiquer les *soldes créditeurs disponibles* résultant d'opérations en cours à cette ligne.
- (15) **Ligne 8** – Déduire la provision pour créances douteuses inscrite dans les comptes de telle sorte que les totaux à la ligne 9 représentent des montants « nets ».
- (16) **Ligne 10(b)** – Inclure les réductions de marge attribuables à des compensations avec les réserves de conseillers en placement uniquement dans la mesure où le *courtier membre* et le conseiller en placement ont conclu une convention écrite qui permet au *courtier membre* de recouvrer les soldes non garantis des comptes de clients du conseiller en placement en les prélevant sur le compte de réserve de celui-ci. Inclure les réductions de marge qui découlent de *cautionnements* visant les comptes de clients consentis par des associés, des *administrateurs* et des *dirigeants* du *courtier membre* (*cautionnements* des AAD) et les réductions de marge qui découlent de compensations avec des provisions non spécifiques du *courtier membre*.

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 5

Notes et directives

- (1) Seules les opérations sur titres ordinaires doivent être présentées dans ce tableau. Les opérations d'emprunt ou de prêt de titres doivent être présentées au Tableau 1 ou 7.
- (2) **Lignes 1, 2, 3 et 4 le cas échéant** – Les soldes peuvent être présentés à leur montant « net » (courtier par courtier) ou être présentés à leur montant « brut ». Les soldes avec un courtier ne doivent pas être compensés avec ceux d'un *membre du même groupe*.
- (3) **Ligne 1** – Pour les définitions, se reporter aux directives générales et définitions.

La marge requise sur ces soldes s'établit comme suit :

- (i) Les opérations compensées par l'intermédiaire d'un système de règlement net doivent être considérées comme si l'autre partie à l'opération était une *institution agréée*. Par exemple, les soldes établis selon le processus de règlement net continu avec la CDS, et avec la National Securities Clearing Corporation.
- (ii) Toutes les opérations faites par l'intermédiaire de la CDS à l'extérieur du système de règlement net continu doivent être traitées comme si elles étaient effectuées avec une seule contrepartie se qualifiant comme *contrepartie agréée* (même si certaines ou toutes les parties se qualifient comme *institutions agréées*).
- (iii) Les autres opérations qui sont réglées au cas par cas doivent être présentées comme si elles étaient réglées directement avec l'autre partie à l'opération. Par exemple, les soldes d'opérations réglées par l'intermédiaire du service d'établissement des soldes nets et du service de règlement individuel de la National Securities Clearing Corporation, et les soldes d'opérations réglés par l'intermédiaire d'Euroclear et de Cedel.
- (4) **Ligne 2** – Cette ligne ne doit pas inclure les opérations avec des personnes ayant un lien de dépendance, qui doivent être présentées à la ligne 3. La marge requise sur les soldes avec des *entités réglementées*, à l'exception des comptes de *contrats à terme standardisés*, s'établit comme suit :

- (i) Dans le cas d'une opération avec *date de règlement normal* dans le compte d'une *entité réglementée*, la marge requise, à partir de la *date de règlement normal*, doit être l'insuffisance de l'avoir net entre : (a) la *valeur marchande* nette de toutes les positions sur titres à la date de règlement dans les comptes du courtier, et (b) le solde en espèces net établi à la date de règlement dans ces mêmes comptes. Dans le cas d'une opération avec *date de règlement à délai prolongé* entre un *courtier membre* et une *entité réglementée*, dès la *date de règlement normal*, la position doit être évaluée à la valeur de marché si l'échéance initiale de l'opération avec *date de règlement à délai prolongé* ne dépasse pas 30 jours civils; autrement, il faut calculer une marge selon les taux applicables.
- (ii) Une marge est requise pour toute opération qui n'a pas été confirmée par une *entité réglementée* dans les 15 *jours ouvrables* suivant la date de l'opération.

La marge pour les comptes de *contrats à terme standardisés* avec des *entités réglementées* qui comportent des positions et des compensations visant des *contrats à terme standardisés* ou des *options sur contrats à terme* doit être constituée conformément au paragraphe 5790(1) et les insuffisances de marge doivent être indiquées à cette ligne conformément au paragraphe 5790(2).

- (5) **Ligne 3(a)** – La marge doit être fournie selon la façon expliquée à la note 4 ci-dessus pour les *entités réglementées*.
- (6) **Ligne 3(b)** – Si la *société liée* ou le *membre du même groupe* se qualifie comme *entité réglementée*, alors la marge doit être fournie selon la façon expliquée à la note 4 ci-dessus pour les *entités réglementées*.

Si la *société liée* ou le *membre du même groupe* se qualifie comme *contrepartie agréée*, alors la marge doit être fournie selon la façon expliquée aux notes et directives du Tableau 4 pour les *contreparties agréées*.

Si aucune des deux situations ci-dessus ne s'applique, alors la marge doit être fournie selon la façon décrite dans les notes et directives du Tableau 4 pour les autres clients (clients autres que les *entités réglementées*, les *contreparties agréées* et les *institutions agréées*).

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

Formulaire 1, Partie II – Tableau 5**Notes et directives (suite)**

- (7) **Ligne 4(a)** – Il faut calculer une marge sur tous les soldes de la même façon que pour les comptes de *contreparties agréées* (voir les notes et directives du Tableau 4). Les soldes, ou les portions de soldes, résultant d'opérations telles que les *contrats à terme standardisés*, les *options* et les dépôts sur ventes à découvert doivent aussi être présentés à cette ligne. Celle-ci doit aussi inclure les soldes avec des *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés.

Les *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés sont ceux qui ont été autorisés par l'OCRCVM et la Bourse de Montréal Inc. La liste des *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés sera publiée de temps à autre par la parution d'avis de réglementation.

- (8) **Ligne 4(b)** – Il faut calculer une marge sur tous les soldes de la même façon que les comptes de clients réguliers (voir les notes et directives du Tableau 4). Les soldes, ou les portions de soldes, résultant d'opérations telles que les *contrats à terme standardisés*, les *options* et les dépôts sur ventes à découvert doivent aussi être présentés à cette ligne. Celle-ci doit aussi inclure les soldes avec les *courtiers intermédiaires en obligations* qui ne figurent pas sur la liste des *courtiers intermédiaires en obligations* autorisés.

- (9) **Ligne 5** – Les soldes résultant d'opérations d'achat ou de rachat de titres d'OPC doivent être présentés à cette ligne. Il faut calculer une marge sur tous les soldes de la même façon que pour les comptes de *contreparties agréées* ou les comptes de clients réguliers.

XXX-xxxx

Annexe D

Avis de l'OCRCVM 21-XXXX – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles de l'OCRCVM – Projet de modification des Règles de l'OCRCVM et du Formulaire 1 portant sur le régime de séparation et de transférabilité des contrats à terme standardisés pour la protection des clients

7.3.1 Consultation

Corporation canadienne de compensation des produits dérivés (la « CDCC ») – Modification des règles, du manuel des opérations, du manuel des risques et du manuel de défaut en vue de la mise en œuvre du modèle fondé sur les marges brutes des clients

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par la CDCC, de modification des règles, du manuel des opérations, du manuel des risques et du manuel de défaut en vue de mettre en œuvre un régime fondé sur les marges brutes des clients destinés aux marchés des contrats à terme et d'améliorer les dispositifs de portabilité de la CDCC, le tout conformément au principe 14, *Ségrégation et portabilité*, décrit dans le rapport d'avril 2012 intitulé *Principes pour les infrastructures de marchés financiers* (les « PIMF ») publié par le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché et l'Organisation internationale des commissions de valeurs.

(Les textes sont reproduits ci-après.)

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 3 septembre 2021, à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Veronic Boivin Pedneault
Analyste aux OAR
Direction de l'encadrement des chambres de compensation
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 4346
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4346
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : veronic.boivin-pedneault@lautorite.qc.ca

Francis Coche
Analyste produits dérivés
Direction de l'encadrement des chambres de compensation
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 4343
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4343
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : francis.coche@lautorite.qc.ca



AVIS AUX MEMBRES

N° 2021 - 102

Le 5 juillet 2021

SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

MODIFICATION DES RÈGLES, DU MANUEL DES OPÉRATIONS, DU MANUEL DES RISQUES ET DU MANUEL DE DÉFAUT DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU MODÈLE FONDÉ SUR LES MARGES BRUTES DES CLIENTS

Le 6 mai 2021, le Conseil d'administration de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC ») a approuvé des modifications aux règles, au manuel des opérations, au manuel des risques et au manuel de défaut de la CDCC ayant trait à la mise en œuvre du modèle fondé sur les marges brutes des clients.

Veillez trouver ci-joint un document d'analyse de même que les modifications proposées.

Processus d'établissement de règles

La CDCC est reconnue à titre de chambre de compensation en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec) par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et à titre d'agence de compensation reconnue par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») en vertu de l'article 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario).

Le Conseil d'administration de la CDCC a le pouvoir d'adopter ou de modifier les règles et les manuels de la CDCC. Ces modifications sont présentées à l'Autorité conformément au processus d'autocertification ainsi qu'à la CVMO conformément au processus stipulé dans la décision de reconnaissance.

Les commentaires relatifs aux modifications proposées doivent nous être présentés avant le **3 septembre 2021**. Prière de soumettre ces commentaires à:

Sophie Brault
Conseillère juridique
Corporation canadienne de compensation de produits dérivés
1800-1190 av. des Canadiens-de-Montréal, C.P. 37
Montréal QC H3B 0G7
Courriel: legal@tmx.com

Ces commentaires devront également être transmis à l'Autorité et à la CVMO à l'attention de :

M^e Philippe Lebel
Secrétaire général et directeur général
des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-8381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Manager, Market Regulation
Market Regulation Branch
Ontario Securities Commission
Suite 2200,
20 Queen Street West
Toronto, Ontario, M5H 3S8
Télécopieur : 416-595-8940
Courriel : marketregulation@osc.gov.on.ca

Pour toutes questions ou informations, les membres compensateurs peuvent communiquer avec Sophie Brault au 514-268-0591 ou au sophie.brault@tmx.com.

George Kormas
Président

Corporation canadienne de compensation de produits dérivés

100, rue Adelaïde ouest	1800-1190 av des Canadiens-de-Montréal
3 ^e étage	C.P. 37
Toronto ON M5H 1S3	Montréal QC H3B 0G7
416.367.2470	514.871.3545

www.cdcc.ca

2



**MODIFICATION DES RÈGLES, DU MANUEL DES OPÉRATIONS, DU MANUEL DES RISQUES ET DU
MANUEL DE DÉFAUT DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS
DÉRIVÉS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU MODÈLE FONDÉ SUR LES MARGES
BRUTES DES CLIENTS**

TABLE DES MATIÈRES

I. DESCRIPTION	2
II. MODIFICATIONS PROPOSÉES	4
III. ANALYSE	5
a. Contexte	5
b. Description et analyse des incidences	7
c. Analyse comparative	19
IV. INCIDENCES SUR LE MARCHÉ	20
V. INCIDENCES SUR LES SYSTÈMES TECHNOLOGIQUES	22
VI. INCIDENCES SUR LES FONCTIONS DE NÉGOCIATION	23
VII. INTÉRÊT PUBLIC	23
VIII. PROCESSUS	23
IX. DOCUMENTS EN ANNEXE	23

I. DESCRIPTION

La Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « **CDCC** ») propose de modifier ses règles, son manuel des opérations, manuel des risques et manuel de défaut (les « **règles** ») en vue (i) de mettre en œuvre un régime fondé sur les marges brutes des clients (le « **régime MBC** ») destiné aux marchés de contrats à terme et (ii) d'améliorer les dispositifs de portabilité de la CDCC dans le cadre du régime MBC, le tout conformément au principe 14, *Ségrégation et portabilité*, décrit dans le rapport d'avril 2012 intitulé *Principes pour les infrastructures de marchés financiers* (les « **PIMF** ») publié par le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché et l'Organisation internationale des commissions de valeurs¹ (« **CPIM-OICV** »). Selon le principe 14, une contrepartie centrale « devrait avoir des règles et procédures qui permettent la ségrégation et la portabilité des positions de la clientèle d'un participant [compensateur] et des sûretés qui lui sont fournies au titre de ces positions ». L'objectif de tels dispositifs de ségrégation et de portabilité est de protéger les positions et les garanties y afférentes des clients d'un participant compensateur en cas de défaut ou d'insolvabilité du participant en question. Le respect de ce principe procurerait également à la CDCC un degré raisonnable d'harmonisation avec les autres contreparties centrales, qui ont toutes déjà adopté de tels modèles.

De plus, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « **ACVM** ») ont publié en février 2017 un avis intitulé *Le point sur les projets de rehaussement des dispositifs de séparation et de transférabilité des chambres de compensation servant les marchés canadiens de contrats à terme*², dans lequel il a été établi que le principe 14, avec les considérations essentielles et les notes explicatives qu'il contient, donne des indications suffisantes aux contreparties centrales dans le contexte canadien. Cet avis met également en contexte l'engagement du secteur à l'égard du modèle fondé sur les marges brutes des clients (« **MBC** ») et tous les travaux de consultation réalisés depuis 2015 auprès de représentants de la CDCC, de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« **OCRCVM** »), du Fonds canadien de protection des épargnants (le « **FCPE** »), de maisons de courtage, de firmes du côté acheteur, de juristes et d'autres parties prenantes clés. Ces discussions ont permis de confirmer en principe que le modèle fondé sur les MBC est le plus approprié pour le marché à terme canadien, puisqu'il apporte un niveau de protection approprié tout en limitant les répercussions et les coûts opérationnels comparativement aux solutions plus complexes, comme la ségrégation complète des positions et des garanties des clients dans des comptes distincts. En effet, à la suite de l'analyse de divers modèles opérationnels et compte tenu de la spécificité du marché canadien, la CDCC a décidé d'offrir le régime MBC et les dispositifs améliorés de ségrégation et de portabilité dans son marché à terme seulement. Il a également été mis en lumière que le modèle fondé sur les MBC permet à la CDCC de se conformer au principe 14, mais qu'il y aurait

¹ https://www.bis.org/cpmi/publ/d101_fr.pdf

² <https://lautorite.gc.ca/fileadmin/lautorite/reglementation/valeurs-mobilières/0-avis-acvm-staff/2017/2017fev09-24-315-avis-acvm-fr.pdf>

des répercussions sur les maisons de courtage de valeurs et sur les régimes de protection des clients de l'OCRCVM et du FCPE.

En 2019, la CDCC a annoncé³ qu'elle reprenait son travail concernant l'élaboration et la mise en œuvre du modèle fondé sur les MBC. En outre, vu l'incidence importante sur le marché canadien, des séances de consultation ont eu lieu avec tous les intervenants, y compris les membres compensateurs, l'OCRCVM et le FCPE, afin d'assurer une harmonisation avec l'environnement réglementaire. Au terme des consultations menées auprès des intervenants du secteur de février à juillet 2020, on a présenté et analysé le modèle opérationnel proposé pour veiller à ce que tous les intervenants puissent planifier leur développement technologique interne à l'appui de cet important changement. Afin de limiter l'incidence sur nos membres compensateurs, la solution proposée, bien que spécifiquement adaptée au marché canadien et à ses particularités, tire parti du traitement technologique normalisé proposé au sein du marché à terme américain.

Dans le cadre du régime MBC proposé, les garanties seront déposées sur une base commune, et chaque client du membre compensateur se verra attribuer une partie de ces garanties d'une valeur égale à l'exigence de marge initiale de base, ce qui permettra la ségrégation. À cette fin, chaque membre compensateur serait tenu de déclarer quotidiennement à la CDCC les positions de chaque client pour l'établissement de l'exigence de marge. Les exigences en matière de tenue de dossiers permettraient à la CDCC d'attribuer plus facilement les positions et les garanties liées aux actifs propres du membre compensateur (garanties de la firme) et aux actifs d'autres clients. Ce niveau d'identification des différents clients permettrait également à la CDCC d'avoir accès à des renseignements à jour en cas de défaut d'un membre compensateur, ce qui faciliterait le transfert selon le principe de portabilité des positions et des garanties des clients. La portabilité des positions des clients et des garanties y afférentes est une solution de rechange au dénouement des positions selon la procédure standard de gestion de défaut. La portabilité n'a pas d'incidence défavorable sur les positions en cours du client, surtout en période de tension. Elle permet de maintenir un accès continu en matière de compensation et, de façon générale, d'accroître l'efficacité des marchés financiers. Ces mesures permettront aux différents clients, sans égard à la solvabilité de leurs membres compensateurs respectifs, de bénéficier de la même protection de la CDCC en vertu du régime MBC.

On prévoit actuellement que l'introduction du modèle fondé sur les MBC (qui comprend le processus de surveillance et le déploiement) se fera en trois phases. La première phase (la « **phase 1** ») concernera l'approbation par le conseil de la CDCC des modifications proposées des règles et leur publication subséquente aux fins de commentaires. Il convient de souligner que l'autocertification des modifications apportées aux règles aura lieu à une date ultérieure. La première phase vise à définir, dans les règles, les nouveaux changements structurels concernant

³ https://www.cdcc.ca/u_avis_fr/137-19_fr.pdf

les marges, la déclaration des positions des clients individuels, la ségrégation des garanties et la gestion des comptes et, enfin, les fondements du processus de portabilité. La deuxième phase (la « **phase 2** ») sera l'occasion de définir les répercussions sur les ressources de la séquence de défaillance mutualisée, le processus de gestion de défaut, les procédures touchant la portabilité, les répercussions sur le plan des marges supplémentaires (p. ex. la marge supplémentaire pour le risque de crédit) et d'autres considérations opérationnelles. Par conséquent, au cours des prochains mois, plusieurs comités internes examineront le modèle fondé sur les MBC. Ces comités examineront, selon leurs rôles respectifs, les diverses répercussions du modèle fondé sur les MBC (p. ex. sur la technologie, la portabilité et les autres projets importants de la CDCC), le processus de gestion de défaut et le cadre de gestion des risques. Le comité d'évaluation des risques (« **CER** ») procédera au premier examen. Il analysera les risques associés au modèle fondé sur les MBC et formulera ses recommandations à l'intention du comité de gestion des risques (« **CGR** »), qui supervise la gestion des risques au sein de la CDCC. Le CER devrait achever son analyse au quatrième trimestre de 2021 et la soumettre ensuite au conseil de la CDCC et à la Banque du Canada. Enfin, le modèle fondé sur les MBC sera présenté au comité consultatif de gestion des risques (« **CCGR** ») au fil des trois phases, permettant ainsi à la direction de la CDCC de régler les problèmes liés à la gestion des risques. La dernière phase du projet (la « **phase 3** »), qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre de 2021, portera sur les changements importants liés aux systèmes de technologie de l'information. Le modèle fondé sur les MBC est un projet pluriannuel dans le cadre duquel on prévoit une mise en œuvre unique au deuxième trimestre de 2022.

À moins que d'autres définitions ne soient précisées dans la présente analyse, tous les termes qui y sont employés ont le sens qui leur est attribué dans les règles.

II. MODIFICATIONS PROPOSÉES

Les modifications apportées aux règles peuvent être classées en deux catégories principales : le régime MBC et la portabilité.

Régime MBC

Compte tenu de la mise en œuvre prochaine du régime MBC, il est devenu nécessaire pour la CDCC d'inclure dans ses règles de nouvelles définitions liées au nouveau modèle. Ainsi, en plus de définir l'applicabilité du régime MBC et du régime non fondé sur les marges brutes des clients (le « **régime non-MBC** »), l'article A-102 incorporera également de nouveaux types d'attributs pour le compte-client et le compte de teneur de marché. Ces définitions sont essentielles pour permettre l'adoption du nouveau modèle.

De plus, vu le traitement particulier réservé aux marges dans le cadre du régime MBC et l'exigence de ségréguer les garanties de marge de la firme et des clients, la CDCC devait créer des types précis de comptes de marge et de comptes de dépôt de garantie afin de les associer à

l'exigence de marge initiale de base correspondante pour les positions admissibles soumises au régime MBC, celles soumises au régime non-MBC et celles de la firme. Par conséquent, les changements proposés incluront des définitions à cet effet ainsi que le processus approprié de ségrégation en temps normal et dans le cadre de la séquence de défaillance.

De plus, aux fins de l'efficacité de la marge associée à certains types de positions sur contrats à terme, les règles excluront du régime MBC certaines positions : 1) les positions de couverture admissibles pour réduire le risque de marché et 2) les positions vendeur sur contrats à terme (ou sur options sur contrats à terme) qui sont assorties de dépôts de garantie.

Les autres modifications apportées aux règles viseront principalement la partie A et elles permettront d'harmoniser les règles pour permettre l'application du modèle fondé sur les MBC (articles A-701 et A-704). Des modifications correspondantes ont également été apportées au manuel des opérations et au manuel des risques, en particulier pour introduire la notion de compte de risque (« **compte de risque** ») et pour définir deux nouvelles marges supplémentaires liées aux MBC.

Portabilité

Comme les modifications susmentionnées permettront une certaine ségrégation dans le cadre du régime MBC, la CDCC précisera ses règles en incluant le transfert selon le principe de portabilité des positions et des marges y afférentes des clients dans le cadre du régime MBC en cas de suspension d'un membre compensateur (si les circonstances le permettent et si toutes les autres conditions sont remplies). À cette fin, la CDCC propose l'ajout d'une définition du principe de portabilité, de modifier les articles A-205, A-401, A-402 et A-404 des règles, ainsi que son manuel de défaut. Grâce à ces changements, elle pourra recevoir des renseignements des clients et établir la correspondance appropriée avec ses comptes. Les modifications proposées permettront également de définir le rôle du membre compensateur receveur à l'issue du processus de transfert selon le principe de portabilité, ce membre devenant entièrement responsable de l'identité du client ainsi que du portefeuille correspondant.

La CDCC s'assurera également d'afficher le processus selon le principe de portabilité sur son site Web, de sorte que la documentation et les renseignements appropriés soient facilement accessibles.

III. ANALYSE

a. Contexte

Dans le cadre du régime MBC proposé par la CDCC, toutes les positions sur contrats à terme des clients⁴ feront l'objet d'une marge distincte, et la valeur de la garantie y afférente sera protégée contre le défaut ou l'insolvabilité de leur membre compensateur respectif. Conformément à ce nouveau régime MBC, la CDCC percevra la marge (marge initiale de base) sur une base brute,

⁴ Y compris les positions sur options sur contrats à terme et les positions sur contrats à terme sur actions.

plutôt que sur une base nette, pour les positions sur contrats à terme (et sur options sur contrats à terme). Actuellement, les positions de ce type des différents clients sont regroupées dans les comptes-client. Cela signifie que la marge qu'un membre compensateur devra déposer à la CDCC au nom de ses clients correspondra à la somme des marges requises pour chacun des clients, plutôt que la marge nette actuellement requise pour l'ensemble des clients.

Une autre caractéristique importante du régime MBC sera la probabilité accrue de transfert selon le principe de portabilité des positions et de la valeur de la garantie y afférente de chaque client d'un membre compensateur actuel à un membre compensateur de remplacement. À cette fin, la CDCC a décidé de préciser son mécanisme de portabilité afin d'en renforcer l'efficacité. Les améliorations proposées aux dispositifs de portabilité de la CDCC sont intégrées officiellement dans les règles et dans le processus de gestion de défaut. Contrairement au transfert des positions⁵, le transfert des garanties est plus complexe. À la suite du défaut d'un membre compensateur et à la demande d'un client, des procédures de transfert selon le principe de portabilité peuvent être enclenchées pour transférer en temps utile les positions cernées du client et la valeur de la garantie y afférente (marge initiale de base) du participant défaillant au membre compensateur de remplacement, sous réserve du respect, à la satisfaction de la CDCC, de toutes les exigences en matière de portabilité.

La CDCC met en œuvre un nouveau régime MBC pour le marché des contrats à terme, ce qui signifie que, par définition, toutes les positions de clients non liées au marché à terme seront considérées comme étant exclues du régime MBC (et donc soumises au régime non-MBC) et qu'elles ne seront pas admissibles au même niveau de protection ni aux dispositifs de portabilité. Cependant, toutes les positions des clients (principalement en ce qui concerne les options sur actions, qu'elles soient négociées en bourse ou sur le marché hors cote) d'un membre compensateur sont prises en considération dans le cadre de la présente analyse en raison du besoin de préciser leur traitement respectif. Ainsi, aux fins de clarté, le nouveau modèle définira le traitement des positions des clients du membre compensateur dans les deux régimes (le régime MBC et le régime non-MBC). Il convient de souligner que les activités de négociation pour compte propre de la firme ne seront soumises à aucun des régimes proposés, puisque les dispositifs de ségrégation et de portabilité ne s'appliquent pas aux positions propres de la firme. De plus, les marges supplémentaires (à l'exclusion des deux nouvelles marges supplémentaires⁶ proposées pour couvrir les risques propres aux MBC) et la marge de variation continueront d'être appliquées comme elles le sont actuellement pour toutes les positions des membres compensateurs (c.-à-d. au niveau de la firme) et elles ne seront pas non plus soumises aux régimes proposés. Il faut préciser ces éléments dans le nouveau modèle parce que la CDCC appliquera des traitements différents selon la classification des positions du membre

⁵ À l'heure actuelle, il est possible à la CDCC de procéder à un simple transfert de positions en temps normal (soit de transférer les positions d'un client d'un membre compensateur à un autre membre compensateur) ou de procéder à un transfert après déclaration d'un statut de non-conformité, en tant que première mesure d'atténuation du risque, comme le prévoit le manuel de défaut de la CDCC.

⁶ Le risque intrajournalier lié aux MBC et le risque des positions non déclarées liées aux MBC sont décrits dans la section de la description et de l'analyse des incidences.

compensateur (régime MBC, régime non-MBC et firme), tout particulièrement en ce qui concerne la ségrégation des garanties et la gestion des marges excédentaires. Ainsi, à cette fin, on considère que tous ces éléments font partie du modèle fondé sur les MBC.

Les principales nouvelles caractéristiques du modèle fondé sur les MBC sont énoncées ci-après.

- I. Gestion des positions des clients individuels et calcul de la marge initiale⁷ au niveau du nouveau compte de risque.
- II. Mise à jour quotidienne des positions inscrites au registre et calcul de la marge sous le régime MBC :
 - A. pour le compte-client collectif, à l'aide d'un nouveau fichier de déclaration des positions des clients (le « **fichier de déclaration des MBC** »);
 - B. pour les comptes ségrégués des positions individuelles (« **CSPI** »), à l'aide des positions inscrites au registre de la CDCC consignées dans le CDCC.
- III. Ségrégation des garanties de la firme et des clients, ainsi que des différents clients grâce à la création de trois nouveaux fonds communs de garantie : client MBC, client non-MBC et firme.
- IV. Traitement des marges excédentaires des clients pour éviter que des déficits de marge de la firme soient couverts par les marges excédentaires des clients et pour interdire l'utilisation de telles marges excédentaires dans le cadre de la séquence de défaillance de la CDCC.
- V. Dispositifs de portabilité visant les positions admissibles et la valeur de la garantie y afférente (marge initiale de base) dans le cadre du régime MBC. La marge de variation et les autres marges supplémentaires liées au régime non-MBC sont exclues des dispositifs de portabilité.

Le détail de chacune de ces nouvelles caractéristiques est exposé ci-après.

b. Description et analyse des incidences

I. Gestion des positions des clients individuels et calcul de la marge initiale au niveau du nouveau compte de risque

Processus actuel

Pour tous les comptes, on calcule la marge initiale au niveau du compte en fonction des positions pouvant être portées sur marge. Pour la gestion des positions des clients, la CDCC utilise actuellement deux types de comptes : le compte-client et le compte-client compensé. Un compte-client est considéré comme un compte qui contient les positions de multiples clients, tandis qu'un compte-client compensé est considéré comme un compte qui contient les positions d'un seul client. Dans le compte-client, la marge des positions sur contrats à terme est calculée

⁷ La marge initiale est composée de la marge initiale de base et des marges supplémentaires. Dans le cadre du régime MBC, la marge individuelle du client est calculée au niveau de la marge initiale de base. Il convient de souligner que les deux nouvelles marges supplémentaires destinées à servir de couverture contre le risque lié aux MBC seront également soumises au régime MBC.

sur une base nette et seules les positions vendeur sur options font l'objet d'une marge (c.-à-d. que toutes les positions acheteur sont exclues). Dans le cas du compte-client compensé, la marge est calculée séparément (pour les contrats à terme et les options) sur une base nette. On applique un traitement similaire aux positions du compte-firme et du compte de teneur de marché⁸.

Justification des modifications proposées

Selon le modèle fondé sur les MBC, la CDCC doit distinguer et séparer les positions admissibles des clients soumises au régime MBC de celles soumises au régime non-MBC. Il faut traiter toutes les positions sur contrats à terme des clients en vertu du régime MBC, tandis que toutes les autres positions des clients seront soumises au régime non-MBC. Les positions dans les comptes de teneur de marché, qui ne sont pas considérés comme étant liées à des activités de firme, doivent également être traitées comme des positions de clients assujetties à la même règle d'attribution au régime MBC ou au régime non-MBC. De plus, aux fins de l'efficacité de la marge, certaines positions sur contrats à terme seront exclues du régime MBC, notamment : 1) les positions de couverture admissibles pour réduire le risque de marché et 2) les positions vendeurs sur contrats à terme ou sur options sur contrats à terme qui sont assorties de dépôts de garantie.

Pour ce qui est du besoin d'établir une marge individuelle pour les différents clients, même s'il est actuellement possible de le faire au moyen des comptes-client compensés, la plupart de ces positions sur contrats à terme sont plutôt gérées par les membres compensateurs dans des comptes-client qui regroupent les positions de plusieurs clients et dont la marge n'est donc pas établie individuellement.

Modifications proposées

Gestion des positions

La CDCC met en œuvre un deuxième niveau de gestion des positions afin de distinguer et de séparer les positions soumises au régime MBC de celles soumises au régime non-MBC en fonction de la structure actuelle du compte physique et du type de compte. Selon les nouvelles définitions proposées pour le type de compte, on fera une distinction entre un compte-client contenant un seul client (compte-client individuel⁹) et un compte-client réunissant plusieurs clients (compte-client collectif). Pour sa part, le compte de teneur de marché comprendra un compte-firme de teneur de marché et un compte non-firme de teneur de marché. Finalement, aux fins de l'efficacité de la marge entre les positions sur contrats à terme et les positions soumises au régime non-MBC¹⁰ (p. ex. les positions sur options sur actions), on appliquera une dispense à ces positions sur contrats à terme du régime MBC (les « **positions en cours de couverture** »). Les positions en cours de couverture relèveront du régime non-MBC. Il convient de souligner que toute réduction de la marge sera accordée conformément au cadre d'établissement des marges de portefeuille de la CDCC, qui sera aussi mis à jour en fonction de la séparation (c.-à-d. la restriction relative à l'allègement de la marge) entre les régimes.

⁸ Il convient de souligner que le compte de teneur de marché et le compte-client compensé sont considérés comme des comptes polyvalents sur le plan opérationnel.

⁹ Ce type de compte a remplacé le compte-client compensé et sera utilisé comme un compte polyvalent.

¹⁰ Cela s'applique aux comptes polyvalents de client seulement (compte-client individuel et compte non-firme de teneur de marché).

Le tableau 1 ci-après montre le lien entre les comptes physiques, les nouveaux types de compte, le régime correspondant et l'admissibilité ou non des opérations de couverture.

Compte physique	Nouveau type de compte	Deuxième niveau – régime	Couverture
Compte-firme	Compte-firme	s. o.	s. o.
Compte-client	Compte-client collectif	MBC ou non-MBC	s. o.
Compte polyvalent	Compte-client individuel	MBC ou non-MBC	Couverture (non-MBC)
Compte polyvalent	Compte non-firme de teneur de marché	MBC ou non-MBC	Couverture (non-MBC)
Compte polyvalent	Compte-firme de teneur de marché	s. o.	s. o.

Gestion du risque

La CDCC crée un nouveau niveau de calcul du risque au niveau du compte de risque plutôt qu'au niveau du compte. Ce changement permettra de calculer la marge initiale¹¹ des positions des clients appropriées dans le cadre du régime MBC et du régime non-MBC. Par conséquent, le compte-client collectif soumis au régime MBC (après le deuxième niveau de segmentation, en fonction du régime) réunira de multiples comptes de risque (un par client déclaré). Pour les autres types de comptes non-firme, la marge initiale sera calculée directement au deuxième niveau de gestion des positions (MBC ou non-MBC).

Enfin, pour le compte-firme, la marge initiale est calculée au niveau du compte, ce qui correspond également au niveau du compte de risque. Tous les types de comptes, sauf le compte-client collectif soumis au régime MBC, seront associés à un seul compte de risque. Les comptes-client collectifs ne sont pas mis en correspondance avec un compte de risque précis; de multiples comptes de risque seraient plutôt créés à partir du fichier de déclaration des MBC. La section suivante du présent document traite du fichier de déclaration des MBC.

Le tableau 2 ci-après montre le lien entre les types de compte, le nouveau type de compte, le deuxième niveau de gestion des positions et les comptes de risque.

¹¹ Les méthodes de gestion du risque utilisées pour calculer la marge initiale (c.-à-d. la marge initiale de base et les marges supplémentaires actuelles) restent les mêmes que celles décrites dans le manuel des risques.

Type de compte	Deuxième niveau – régime	Couverture	Comptes de risque
Compte-firme	s. o.	s. o.	Compte-firme
Compte-client collectif¹²	MBC	s. o.	Comptes de risque multiples
Compte-client collectif	Non-MBC	s. o.	Compte-client collectif (non-MBC)
Compte-client individuel	MBC	s. o.	Compte-client individuel (MBC)
Compte-client individuel	Non-MBC	s. o.	Compte-client individuel (non-MBC)
Compte-firme de teneur de marché	s. o.	s. o.	Compte-firme de teneur de marché
Compte non-firme de teneur de marché	MBC	s. o.	Compte non-firme de teneur de marché (MBC)
Compte non-firme de teneur de marché	Non-MBC	s. o.	Compte non-firme de teneur de marché (non-MBC)
Compte-client individuel	Non-MBC	Couverture	Compte-client individuel (non-MBC et couverture)
Compte non-firme de teneur de marché	Non-MBC	Couverture	Compte non-firme de teneur de marché (non-MBC et couverture)

II. Mise à jour quotidienne des positions inscrites au registre et calcul de la marge sous le régime MBC

Processus actuel

Comme il est expliqué dans la section précédente, la plupart des positions sur contrats à terme et sur options sur contrats à terme font l'objet d'une marge dans le compte-client collectif. Ces positions sont maintenues dans les registres des positions de la CDCC (les « **positions inscrites au registre de la CDCC** ») et sont également utilisées pour calculer la marge initiale, tant sur une base intrajournalière qu'en fin de séance.

Justification des modifications proposées

Dans les positions inscrites au registre de la CDCC liées au compte-client collectif, il n'est pas possible de distinguer les positions des clients individuels. Les modifications proposées permettraient le calcul de la marge initiale de base au niveau de la déclaration communiquée par les membres compensateurs pour les positions détenues dans un compte-client collectif du régime MBC.

¹² Ce type de compte exige un nouveau niveau de déclaration des positions des clients individuels à partir du fichier de déclaration des MBC.

Modifications proposées

Fichier de déclaration des MBC

La CDCC crée un fichier de déclaration des positions des clients individuels (le « **fichier de déclaration des MBC** ») pour le compte-client collectif soumis au régime MBC. On utilisera ce fichier pour calculer explicitement la marge initiale de base¹³ au niveau du nouveau compte de risque associé à une déclaration de client individuel. Afin de limiter l'incidence opérationnelle sur les membres compensateurs, ce fichier reposera sur le protocole de communication standard actuellement utilisé par CME¹⁴ et ICE Futures¹⁵ pour le marché américain.

Les membres compensateurs doivent soumettre le fichier de déclaration des MBC au plus tard à 21 h (heure de l'Est) chaque jour ouvrable. Ils peuvent téléverser de multiples fichiers de déclaration des MBC pendant la journée; les déclarations pour un compte donné sont remplacées par tout nouveau fichier de déclaration des MBC versé subséquemment pour ce compte. À moins qu'un nouveau fichier de déclaration des MBC ne soit soumis dans les délais établis, le dernier fichier de déclaration des MBC reçu sera considéré comme la source officielle en vue du calcul de la marge initiale. Avant une échéance, les membres compensateurs peuvent choisir de déclarer leurs positions antérieures ou postérieures à l'échéance. Afin de faciliter le processus de déclaration pendant cette période, la CDCC générera un rapport de fin de journée qui fera le rapprochement entre les positions inscrites au registre de la CDCC et celles du fichier de déclaration des MBC.

Les membres compensateurs peuvent communiquer en totalité ou en partie les renseignements du compte-client collectif en indiquant les positions sous-jacentes des clients individuels¹⁶. Les positions non déclarées seront assujetties à une marge supplémentaire, comme il est expliqué ci-après pour le risque des positions non déclarées liées aux MBC. Les positions ou les comptes non soumis au régime MBC sont exclus de ce processus.

La CDCC tient à préciser qu'elle peut accepter n'importe quel niveau de déclaration du client fourni par un membre compensateur dans le fichier de déclaration des MBC, mais, à tout le moins, les positions soumises au régime MBC doivent refléter les positions de fin de journée du client conformément aux règles de l'OCRCVM.

La CDCC tient à souligner qu'il incombe aux membres compensateurs de veiller à ce que le fichier de déclaration des MBC soit conforme aux règles de l'OCRCVM, y compris à toute modification subséquente. Selon les règles de l'OCRCVM, le premier niveau de renseignements pour la gestion des clients individuels doit figurer dans le fichier de déclaration des MBC¹⁷. Un deuxième niveau de déclaration est également possible, mais il n'est pas obligatoire. Comme il a été mentionné précédemment, les différents clients seront ensuite transposés dans des comptes de risque individuels.

¹³ Y compris la marge de variation pour les options et les éléments non réglés ajoutés à la marge initiale de base. Il convient de souligner que les positions liées aux éléments non réglés (positions physiques) sont attribuées sous le régime non-MBC.

¹⁴ <https://www.cmegroup.com/clearing/risk-management/files/CGMTechnicalInformation.pdf>

¹⁵ https://www.theice.com/publicdocs/clear_singapore/circulars/004%20Attachment%201%20FIXML_EOD_Gross_Customer_Margin_Specifications_v2.0_R7.pdf

¹⁶ Un membre compensateur affilié peut également être considéré comme un client individuel.

¹⁷ Cette obligation s'appliquait également au niveau de la déclaration des positions des clients dans le compte polyvalent individuel et le compte-client individuel. Dans ce cas, un compte devrait être ouvert par client déclaré.

Calculs quotidiens de la marge (intrajournalier et en fin de journée)

Étant donné que les positions liées aux MBC des clients individuels dans les comptes-client collectifs sont déclarées à la fin de la journée seulement au moyen du nouveau fichier de déclaration des MBC, la fréquence du calcul de la marge initiale de base est limitée à une fois par jour. Pour que le niveau de l'exigence de marge entre deux processus de fin de journée reflète adéquatement le niveau de risque, deux (2) marges supplémentaires sont mises en œuvre dans le but précis d'accroître la probabilité de portabilité.

1. **Risque intrajournalier lié aux MBC :** La marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux MBC couvre le risque lié aux positions non couvertes attribuables à de nouvelles opérations et le risque de marché additionnel. On calcule cette marge supplémentaire en établissant la différence entre la marge initiale de base intrajournalière et la marge initiale de base de la fin de la journée précédente en fonction des positions inscrites au registre de la CDCC et selon une base nette. En clair, on calcule cette marge supplémentaire en fonction des positions réellement inscrites au registre de la CDCC (c.-à-d. qu'on n'utilise pas les positions du fichier de déclaration des MBC), qui sont utilisées de cette façon précise pour calculer ce risque précis seulement. Il convient de souligner que ce risque est actuellement traité directement dans la marge initiale de base (dans le cadre du calcul des marges intrajournalières), alors qu'il sera dorénavant traité au moyen de cette marge supplémentaire pour les positions liées aux MBC détenues dans les comptes-client collectifs.

2. **Risque des positions non déclarées liées aux MBC :** La marge supplémentaire pour le risque des positions non déclarées liées aux MBC couvre le risque qui se pose un jour ouvrable où un membre compensateur ne déclare pas en partie ou en totalité les positions admissibles dans le fichier de déclaration des MBC. Pour déterminer ce risque, la CDCC compare sur une base nette les positions combinées indiquées dans le fichier de déclaration des MBC avec les positions inscrites au registre de la CDCC correspondantes au niveau du compte de risque de manière à vérifier qu'elles concordent. Les positions non déclarées sont considérées comme des positions non couvertes et sont traitées séparément dans un compte de risque particulier (le « compte de risque du solde des MBC »), de sorte qu'il n'y a aucune compensation entre les positions acheteur et vendeur.

Il convient de souligner que, pour tous les autres comptes de risque (à l'exception des comptes de risque liés aux comptes-client collectifs soumis au régime MBC), la marge initiale sera calculée directement à partir des positions inscrites au registre de la CDCC, puisque les renseignements sont considérés comme complets aux fins des exigences du calcul de la marge initiale.

De plus, par souci de clarté, on calculera les marges à la même fréquence qu'on le fait actuellement (c.-à-d. sur une base intrajournalière et à la fin de la journée), la différence étant que la marge initiale de base sera mise à jour une seule fois par jour pour les comptes de risque associés aux comptes-client collectifs soumis au régime MBC une fois que le fichier de

déclaration des MBC aura été traité. À cette fin, une nouvelle activité de traitement par lots sera ajoutée pour traiter le fichier de déclaration des MBC, terminer le calcul du fonds de garantie et les virements bancaires à la fin de la journée, ainsi que parachever les rapports de fin de journée.

III. Ségrégation des garanties de la firme et des clients et ségrégation des différents clients

Processus actuel

L'exigence de marge, qui inclut la marge initiale et la marge de variation, est calculée au niveau du compte (pour le compte-firme, le compte-client et le compte polyvalent), puis agrégée au niveau du membre compensateur. La CDCC gère un seul fonds commun de garantie (au niveau du membre compensateur). La mise en gage est effectuée au moyen du système de Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS ») dans un compte de mise en gage de garanties de la CDCC.

De plus, conformément aux règles actuelles en matière d'allocation des pertes, il est permis d'utiliser la garantie déposée par le client pour couvrir les pertes liées à un défaut associées aux comptes-firme d'un membre compensateur. En effet, la CDCC peut utiliser l'ensemble des garanties (au niveau du membre compensateur) pour couvrir les pertes associées aux positions du compte en question.

Justification des modifications proposées

Le modèle fondé sur les MBC exige que le fonds commun de garantie de la firme et le fonds commun de garantie des clients soient ségrégués. En outre, il faut également ségréguer les garanties fournies par les clients d'un régime à l'autre afin d'éviter le transfert de risque entre clients protégés (régime MBC) et clients non protégés (régime non-MBC). De manière à limiter les répercussions opérationnelles et de respecter le principe 14, le projet décrit aux présentes ne touche pas au processus actuel de mise en gage. Il est donc possible de réaliser les mises en gage au même niveau de fonds commun de garantie, conformément à la structure opérationnelle du compte de la CDCC au sein de la CDS, c'est-à-dire que chaque compte (ou compte de risque) ne se verra pas affecter un fonds commun de garantie distinct et que les fonds communs de garantie sont uniquement ségrégués au niveau de la CDCC, et non de la CDS.

Sous le régime MBC, les clients n'ont pas droit à des actifs précis associés au fonds commun de garantie pertinent (c.-à-d. les dépôts de garantie). Selon le principe 14 sur la ségrégation et la portabilité, une contrepartie centrale n'est pas tenue de désigner des actifs précis donnés en garantie pour un client précis. En outre, la contrepartie centrale peut s'appuyer uniquement sur la ségrégation de la valeur de la garantie. Par conséquent, la valeur de la garantie d'un client individuel représenterait une proportion de la valeur totale du fonds commun de garantie. L'affectation de la garantie est fondée sur la marge initiale de base du client. Par conséquent, les renseignements concernant la garantie (actif) ou l'excédent d'un client précis ne seront pas fournis à la CDCC.

De plus, en cas de défaut d'un membre compensateur, il faut également proposer la ségrégation pour s'assurer que, dans le cadre du processus de la séquence de défaillance, les fonds communs de garantie des clients ne servent pas à couvrir les pertes liées à un défaut associées à des

positions dans les comptes-firme.

Il convient de souligner que, en temps normal, ces nouvelles caractéristiques de ségrégation proposées n'auraient pas d'incidence sur le calcul de la marge de variation pour les contrats à terme et que le calcul continuerait de se faire sur une base nette au niveau du membre compensateur.

Modifications proposées

La CDCC propose l'introduction de trois fonds communs de garantie (comptes de marge) pour gérer les exigences de marges agrégées des comptes-firme, des comptes soumis au régime MBC et des comptes soumis au régime non-MBC, qui sont calculées au niveau du compte de risque, comme il a été expliqué dans la section précédente.

Plus précisément, chacune des composantes de l'exigence de marge sera également affectée à chacun des nouveaux fonds connexes (compte de marge de firme, compte de marge lié au régime MBC et compte de marge lié au régime non-MBC). La composante la plus touchée est la marge initiale de base, qui doit être affectée au compte de marge approprié, selon le compte de risque d'origine. Les deux nouvelles marges supplémentaires liées aux MBC sont affectées au compte de marge lié au régime MBC parce que, en cas de défaut, ces composantes de marge peuvent servir à maximiser la probabilité que la marge du client (la marge initiale de base) soit entièrement établie (financée) aux fins de portabilité.

Les autres marges supplémentaires et la composante de la marge de variation demeureront au même niveau du membre compensateur, qui est maintenant associé explicitement au compte de marge de firme.

Le tableau 3 ci-après montre le lien entre les composantes de l'exigence de marge et le compte de marge dans la situation actuelle et selon le modèle fondé sur les MBC.

Exigence de marge	Modèle actuel – Compte de marge	Modèle fondé sur les MBC – Compte de marge
Marge initiale de base ¹⁸	Niveau du membre compensateur	Firme, MBC et non-MBC
Nouvelle marge supplémentaire liée aux MBC	s. o.	MBC
Autre marge supplémentaire	Niveau du membre compensateur	Niveau du membre compensateur (firme)
Marge de variation	Niveau du membre compensateur	Niveau du membre compensateur (firme)

¹⁸ Y compris la marge de variation pour les options et les éléments non réglés ajoutés à la marge initiale de base. Il convient de souligner que les positions liées aux éléments non réglés (positions physiques) sont attribuées sous le régime non-MBC.

De plus, en cas de défaut d'un membre compensateur, la ségrégation est proposée pour s'assurer que, dans le cadre du processus de la séquence de défaillance (conformément aux règles d'allocation des pertes), on n'utilisera pas un compte de dépôt de garantie de client (sous le régime MBC ou le régime non-MBC) pour couvrir les pertes liées à un défaut dans le compte de marge de firme. De plus, le compte de dépôt de garantie de client d'un régime ne peut pas servir à couvrir les pertes liées à un défaut dans le compte de marge lié à un autre régime.

IV. Traitement des marges excédentaires des clients

Processus actuel

En temps normal, les membres compensateurs peuvent conserver une marge excédentaire dans leur compte de dépôt de garantie. Ils peuvent retirer cet excédent chaque jour selon les conditions énoncées dans le manuel des opérations. De plus, une augmentation (réduction) de la marge dans un compte-firme peut, par exemple, être compensée par une réduction (augmentation) de la marge dans un autre compte-client du membre, puisqu'ils partagent le même fonds commun de garantie (dépôts de garantie). En effet, un appel de marge (intrajournalier ou de fin de journée) est déclenché si l'exigence de marge du membre est supérieure au montant qui figure dans son compte de dépôt de garantie, y compris, le cas échéant, toute marge excédentaire¹⁹.

De plus, en cas de suspension d'un membre compensateur, la CDCC contrôlerait sa marge excédentaire dans le cadre de la gestion de la séquence de défaillance.

Justification des modifications proposées

La CDCC doit établir de nouvelles règles d'appel de marge dans le cadre du modèle fondé sur les MBC, y compris en ce qui concerne le traitement de la marge excédentaire de la firme et des clients en temps normal. De plus, comme la marge excédentaire individuelle des différents clients est actuellement inconnue (contrairement à la marge allouée calculée par client dans le cadre du régime MBC), un tel excédent ne devrait pas être admissible au transfert selon le principe de portabilité, et la CDCC ne peut pas l'utiliser dans le cadre de sa séquence de défaillance.

Modifications proposées

En temps normal, la CDCC interdira l'utilisation de toute marge excédentaire dans un compte de garantie de client (régime MBC ou non-MBC) pour couvrir un déficit de marge dans un compte de marge de firme. L'utilisation d'une marge excédentaire dans un compte de dépôt de garantie lié à un régime ne peut pas servir à couvrir un déficit dans le compte de marge lié à un autre régime. En clair, un appel de marge sera déclenché si l'exigence de marge d'un membre dans l'un des comptes de marge (compte de firme, compte lié au régime MBC ou compte lié au régime non-MBC) est supérieure au montant qui figure dans les comptes de dépôt de garantie connexes (compte de firme, compte lié au régime MBC ou compte lié au régime non-MBC). Cependant, tout excédent dans un compte de dépôt de garantie de firme peut servir à tout moment pour couvrir les déficits dans les comptes de marge des deux régimes (en accordant la

¹⁹ Sous réserve de l'atteinte de certaines limites établies dans le manuel des opérations.

priorité au régime MBC). En outre, pour limiter les répercussions sur les activités des membres compensateurs, cette couverture tirée du compte de marge de firme appliquée au compte de marge d'un client peut se faire automatiquement par l'intermédiaire du système de compensation après un appel de marge, sans que le membre compensateur ait à déplacer manuellement une partie de la marge excédentaire du compte-firme. Toutefois, à la demande du membre compensateur, toute marge excédentaire peut être retirée conformément aux conditions applicables énoncées dans le manuel des opérations.

En cas de défaut d'un membre compensateur, la marge excédentaire des clients serait exclue de la séquence de défaillance, de sorte que la CDCC n'y aurait pas accès. Cependant, tout excédent de la firme resterait sous le contrôle de la CDCC. En fait, en contrôlant cet excédent de la firme, la CDCC vise à réduire au minimum, dans la mesure du possible et en déployant tous les efforts raisonnables, les pertes pour la CDCC et les parties prenantes. La CDCC empêcherait ou limiterait également le droit du membre compensateur suspendu de retirer tout excédent de ses comptes de dépôt de garantie. Il convient de souligner que la CDCC établira la valeur de la marge excédentaire de façon quotidienne (en temps normal) et au niveau des dépôts après le défaut d'un membre compensateur.

V. Dispositifs de portabilité et protection des clients

Processus actuel

À l'heure actuelle, il est possible à la CDCC de procéder à un simple transfert de positions en temps normal (soit de transférer les positions d'un client d'un membre compensateur à un autre membre compensateur) ou de procéder à un transfert après déclaration d'un statut de non-conformité ou de suspension, en tant que mesure d'atténuation du risque, comme le prévoit le manuel de défaut de la CDCC.

Justification des modifications proposées

Dans le contexte actuel, la CDCC n'offre pas de solution explicite en matière de portabilité pour les clients individuels. Il est possible de transférer des positions de client au niveau du compte physique, mais d'autres conditions minimales essentielles à la portabilité peuvent ne pas être remplies, comme la connaissance exacte des positions et de la valeur de la garantie de chaque client (pour éviter la sous-évaluation de la marge du client), des renseignements à jour sur les clients et un cadre opérationnel révisé (pour le transfert de positions et de garanties à un nouveau membre compensateur consentant), ainsi que des règles et des procédures pour permettre la mise en œuvre des principes de portabilité.

En effet, à l'heure actuelle, les dispositifs de portabilité (par l'intermédiaire de l'outil d'atténuation des risques par le transfert de positions) ne sont pas suffisamment bien définis et ils pourraient mener à un processus moins efficace dans le cadre de la procédure standard de gestion de défaut, qui suppose le dénouement des positions. La portabilité des positions des clients et des garanties y afférentes est une solution de rechange au dénouement des positions selon la procédure standard de gestion de défaut. La portabilité n'a pas d'incidence défavorable sur les positions en cours du client, surtout en période de tension. Elle permet de maintenir un

accès continu en matière de compensation et, de façon générale, d'accroître l'efficacité des marchés financiers. Ces nouveaux dispositifs accroissent la probabilité de portabilité et ils sont intégrés dans le processus actuel de gestion de défaut de la CDCC.

Modifications proposées

Il sera encore possible à la CDCC de procéder à un simple transfert de positions en temps normal ou de procéder à un transfert après déclaration d'un statut de non-conformité, en tant que première mesure d'atténuation du risque. Toutefois, si un membre compensateur est suspendu, il sera possible de recourir à de nouveaux dispositifs de portabilité, en tant que nouvel outil d'atténuation des risques, mais uniquement dans le cas des clients individuels soumis au régime MBC.

La CDCC propose d'offrir (dans la mesure du possible) la possibilité de procéder à un transfert selon le principe de portabilité ("**principe de portabilité**") à tout client qui lui demande explicitement de transférer ses positions et la valeur initiale de base de la garantie y afférente (la « **garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité**²⁰ ») à un membre compensateur qui a accepté d'agir comme membre compensateur receveur (le « **membre compensateur receveur** »). Le transfert selon le principe de portabilité est un processus initié par le client qui requiert l'assentiment d'un membre compensateur receveur potentiel. Bien que cela ne soit pas obligatoire, la probabilité de succès du processus de ce transfert pourrait être augmentée par la mise en place d'arrangements *ex ante*. Cela signifie également que tout client qui ne demande pas explicitement un transfert selon le principe de portabilité (dans le délai requis) aura indirectement consenti au dénouement de ses positions par la CDCC.

Sur le plan opérationnel, chaque membre compensateur sera tenu de conserver certains renseignements clés qui permettront à la CDCC de cerner le compte (au niveau du compte de risque) aux fins du transfert selon le principe de portabilité au membre compensateur receveur choisi, lorsqu'un client exprime explicitement son choix d'un tel transfert à un nouveau membre compensateur. Il convient de souligner que, en temps normal, les membres compensateurs devront démontrer, à la demande de la CDCC, qu'ils maintiennent une telle relation étroite entre les comptes individuels déclarés à la CDCC et les renseignements sur les clients. Les membres compensateurs devront fournir les renseignements en question à la CDCC pour tous les clients individuels après le défaut du membre compensateur.

Pour la CDCC, le processus de transfert (selon le principe de portabilité) débute immédiatement après la suspension du membre compensateur et se poursuit jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut. Cependant, les clients qui souhaitent un transfert selon le principe de portabilité sont tenus de fournir à la CDCC des instructions à cet égard (en envoyant une demande écrite qui devrait également inclure l'identité du membre compensateur receveur qui les accepte) au plus tard à midi le jour ouvrable suivant le lancement du processus de transfert. Ainsi, au début du processus, un calcul de la marge initiale de base (le « **calcul de la marge au moment de la suspension** ») sera effectué à l'aide du fichier de déclaration des MBC à jour afin de déterminer les positions en cours et la garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité de chaque compte de risque de client individuel.

²⁰ Des risques résiduels demeurent : le risque que le client n'obtienne pas la valeur exacte de ses garanties, le risque résiduel des autres clients et les autres risques de marché et de liquidité liés à la liquidation des garanties.

Il convient de souligner que les marges supplémentaires liées aux MBC (risque intrajournalier lié aux MBC et risque des positions non déclarées liées aux MBC) sont également accessibles afin de permettre l'établissement de marges complètes pour les comptes de risque²¹, ce qui constitue une exigence minimale de la CDCC pour permettre le transfert selon le principe de portabilité. C'est également à cette étape qu'on établira les marges excédentaires liées au régime MBC et au régime non-MBC (comme il est décrit à la section précédente sur le traitement des marges excédentaires des clients). Comme il a été mentionné, la marge excédentaire n'est pas définie au niveau des clients individuels, mais plutôt établie au niveau du fonds commun de garantie (compte-client MBC et compte-client non-MBC).

À la suite de la demande d'un client, la CDCC fera tout son possible pour transférer selon le principe de portabilité ses positions en cours et la garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité détenues par la CDCC relativement aux comptes de risque de client individuel en question, sous réserve 1) du consentement du membre compensateur receveur et de la CDCC, 2) de la production de tout document additionnel ou de la satisfaction de toute exigence additionnelle qui s'imposent aux fins du transfert selon le principe de portabilité et 3) d'une garantie de marge initiale de base disponible qui est supérieure à une certaine limite d'exposition au risque (le « **seuil de couverture selon le principe de portabilité** ») qu'aura évaluée la CDCC avant de procéder au transfert selon le principe de portabilité. Il convient de souligner que, dès qu'un membre compensateur receveur confirme son acceptation de prendre un client d'un membre suspendu, il devient entièrement responsable de l'identité du client qui fait la demande d'un transfert selon le principe de la portabilité ainsi que du portefeuille correspondant, ce qui implique notamment de satisfaire aux exigences de marge ou d'exécuter les règlements associés au portefeuille transféré, et ce, pendant et après le processus de transfert (selon le principe de portabilité). La CDCC avise également l'ensemble des membres compensateurs de la réalisation ou de la non-réalisation du transfert selon le principe de portabilité.

c. Analyse comparative

Pendant l'élaboration de son modèle de compensation à l'appui de son modèle fondé sur les MBC, la CDCC a effectué une analyse comparative des modèles de ségrégation et de portabilité d'autres contreparties centrales. Elle a consulté des renseignements publics²² sur les dispositifs de ségrégation et de portabilité de CME Clearing (« **CME** »), d'ICE Clear U.S. (« **ICE** »), d'Eurex Clearing (« **EUREX** »), de l'Australian Securities Exchange (« **ASX** ») et de LCH SA (« **LCH** »). Le tableau comparatif, qui comprend des comparaisons avec le modèle proposé par la CDCC, est joint, et l'analyse de chaque comparaison est présentée ci-après.

Réglementation de la CFTC

Selon la réglementation de la Commodity Futures Trading Commission (la « **CFTC** »), les contreparties centrales comme CME et ICE assurent la ségrégation des positions et exigences de

²¹ Selon un niveau de tolérance établi par la CDCC.

²² Déclaration qualitative de CME (novembre 2019); mesures de protection financière de CME (2020); déclaration qualitative d'ICE (avril 2021); déclaration qualitative d'Eurex (avril 2020); guide sur la protection des clients d'Eurex; déclaration qualitative de LCH (2020); ségrégation des comptes de garantie de LCH; déclaration qualitative de l'ASX (décembre 2019).

marge des clients de celles de leurs membres compensateurs²³. Les membres compensateurs doivent collecter, sur une base brute, une marge liée aux comptes-client ségrégués pour chaque client, tandis que les garanties associées à chaque compte-client sont détenues sur une base collective. La collecte des marges sur une base brute permet d'établir de façon complète et indépendante la marge associée aux positions de chaque client.

CME et ICE peuvent transférer selon le principe de portabilité des positions à un membre compensateur receveur, sous réserve de l'approbation de ce dernier. Les garanties associées à ces positions seront transférées selon une valeur équivalente. Cependant, en ce qui concerne les clients, CME suit une démarche de « consentement négatif » selon laquelle les clients doivent lui faire part de leur souhait de ne pas faire l'objet d'un transfert selon le principe de portabilité. Les clients faisant l'objet d'un tel transfert ont le droit de demander l'attribution d'un nouveau membre compensateur une fois le processus de transfert terminé. CME effectue également une analyse de « chevalier blanc » pour cerner les membres compensateurs qui présentent des profils de risque et d'affaires comparables ou complémentaires afin d'accroître la probabilité de portabilité.

Règlement sur l'infrastructure du marché européen

En vertu du Règlement sur l'infrastructure du marché européen (« EMIR »), les contreparties centrales comme EUREX et LCH offrent généralement aux clients trois (3) types de ségrégation, qui sont assortis de niveaux de protection croissants : le compte ségrégué collectif net (« NOSA »), le compte ségrégué collectif brut (« GOSA ») et le compte ségrégué individuel (« ISA »). L'EMIR permet aux clients de préciser aux contreparties centrales le type de compte qu'ils veulent, en fonction de leurs besoins et du niveau de protection requis.

Dans un ISA, les garanties d'un client sont entièrement protégées contre les pertes d'autres clients qui découlent de positions déficitaires. Dans les comptes collectifs, il y a différents niveaux de protection contre le risque des autres clients, notamment une mutualisation des pertes ou la mise en commun dans un compte donné. À Eurex et LCH, quel que soit le type de compte, le transfert selon le principe de portabilité est possible à la demande du client et sur approbation du membre compensateur restant.

L'ASX propose plutôt de conserver la structure collective nette (NOSA), mais offre également un compte-client de type ISA. Le modèle fondé sur le GOSA (ou les MBC) n'est pas offert. Pour ce qui est de la portabilité, comme bon nombre de contreparties centrales prises en considération dans le cadre de l'analyse, le client devra nommer un membre compensateur receveur (ou de rechange) avant le défaut, et on procédera au transfert selon le principe de portabilité à la demande du client.

Tableau de comparaison avec la CDCC

Le régime MBC proposé par la CDCC se rapproche davantage de celui de la CFTC, dans le cadre duquel les membres compensateurs n'offrent pas un choix de protection à leurs clients (comme le propose l'EMIR), mais appliquent plutôt le même traitement au marché à terme. Dans ce modèle, le risque attribuable aux autres clients est grandement réduit, mais il demeure, puisque

²³ Annexe A : Tableau d'analyse comparative

les clients partagent le même fonds commun de garantie dans le cadre de la séquence de défaillance (conformément aux règles d'allocation des pertes). Ce modèle ne protège pas des actifs spécifiques et n'attribue pas de marge excédentaire ou de marge de variation à des clients précis soumis au régime MBC.

Veillez consulter l'annexe A ci-jointe pour voir un tableau comparatif, qui inclut des comparaisons avec le modèle proposé par la CDCC. La CDCC a analysé le modèle de ségrégation et de portabilité des contreparties centrales sur des sujets comme les différents types de structures de compte, le traitement de la marge de variation, le transfert selon le principe de portabilité des positions et des garanties, et le risque des autres clients associé au type de compte. Nous remarquons également que le transfert selon le principe de portabilité des positions peut se faire en bloc (au niveau du compte collectif) ou sur une base individuelle. Un transfert de positions en bloc réduit la probabilité de réussite du transfert selon le principe de portabilité parce que tous les clients doivent accepter le transfert au même membre compensateur receveur consentant. Selon la contrepartie centrale, le transfert selon le principe de portabilité des garanties peut être effectué sous forme d'un transfert des actifs en tant que tels (compte ISA) ou selon la valeur équivalente à la garantie initiale. La CDCC a également analysé d'autres aspects, comme la fenêtre de transfert selon le principe de portabilité ou les mesures mises en œuvre pour faciliter un tel transfert, par exemple la nomination d'un membre compensateur de rechange avant la déclaration d'une période de gestion de défaut.

IV. INCIDENCES SUR LE MARCHÉ

Incidence sur la marge initiale de base

Afin de calculer l'augmentation de l'exigence de marge initiale de base, la CDCC a demandé à tous les membres compensateurs touchés par le régime MBC de fournir un échantillon de données sur cinq jours des positions des clients individuels conformément au niveau minimal de déclaration exigé dans les règles de l'OCRCVM.

Pour chaque membre compensateur, la CDCC a d'abord utilisé l'échantillon sur cinq jours pour quantifier l'incidence relative (en %) du calcul de la marge initiale de base sur une base brute plutôt que nette. Elle a ensuite utilisé l'incidence relative pour projeter la nouvelle marge au niveau des comptes-client soumis au régime MBC pour la période du 2 janvier 2020 au 15 janvier 2021. Enfin, ces projections ont été utilisées pour produire l'analyse en dollars au niveau des membres compensateurs et au niveau de la CDCC.

Incidence au niveau de la CDCC

D'après cette analyse préliminaire, certains membres compensateurs seraient touchés, puisque leur marge serait calculée sur une base brute (dans les comptes-client collectifs) plutôt que sur une base nette. En moyenne, la marge initiale de base actuelle au niveau de la CDCC (c.-à-d. pour tous les membres compensateurs) s'élève à 9,2 milliards de dollars, répartis comme suit : MBC (81 % sur une base nette), non-MBC (6 %) et firme (13 %).

Après la mise en œuvre du calcul sur une base brute pour les comptes-client soumis au régime MBC, la marge initiale de base augmenterait de 3,3 milliards, ce qui porterait la marge initiale de base moyenne à 12,5 milliards de dollars au niveau de la CDCC, répartis comme suit : MBC (86 %), Non-MBC (4,5 %) et firme (9,5 %).

Incidence au niveau des membres compensateurs

L'augmentation observée parmi les membres compensateurs touchés est la suivante : incidence minimale de 0,3 %, incidence maximale de 215 %, incidence moyenne de 54 % et incidence médiane de 40 %. Lorsqu'on évalue cette incidence sur l'ensemble des positions de chaque membre compensateur (y compris les positions liées et non liées aux MBC et les positions de la firme), les résultats sont les suivants : incidence minimale de 0,3 %, incidence maximale de 102 %, incidence moyenne de 35 % et incidence médiane de 30 %.

Incidence de la marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux MBC

D'après notre analyse, la marge supplémentaire quotidienne moyenne requise sur une base intrajournalière au niveau de la CDCC de juin 2019 à mars 2021 (excluant la période touchée par la COVID-19) aurait été environ comme suit : incidence minimale de 0,1 million de dollars, incidence maximale de 121 millions de dollars et incidence moyenne de 18 millions de dollars (excluant la période touchée par la COVID-19, soit du 1^{er} mars 2020 au 30 avril 2020). Au cours de la période touchée par la COVID-19, la marge supplémentaire requise aurait été comme suit : incidence minimale de 0,7 million de dollars, incidence maximale de 622 millions de dollars et incidence moyenne de 144 millions de dollars. En fait, cette marge supplémentaire aurait augmenté de 700 % pendant la crise de la COVID-19 en raison de changements importants observés dans les portefeuilles des clients (parallèlement à l'augmentation quotidienne de la marge initiale de base exigée par contrat par la CDCC) entre les positions en fin de journée (la veille) et les positions le lendemain (sur une base intrajournalière).

Il convient de souligner que la CDCC recueille déjà des marges intrajournalières. Cette marge supplémentaire remplace plutôt cette exposition et comble la différence entre les mises à jour du fichier de déclaration des MBC de deux jours ouvrables consécutifs. La principale différence comparativement au processus actuel tient au fait qu'aucune réduction de marge ne sera autorisée sur une base intrajournalière (c.-à-d. que la valeur ne peut pas être inférieure à zéro) pour ces positions précises liées aux MBC dans les comptes-client collectifs. Pour les autres comptes, le processus intrajournalier reste le même et aucune autre incidence ne sera observée.

V. INCIDENCES SUR LES SYSTÈMES TECHNOLOGIQUES

Il va sans dire que, en raison de sa nature, la mise en œuvre du modèle fondé sur les MBC a diverses incidences importantes sur les systèmes de la CDCC. Cet aspect du projet fera l'objet d'un avis de changement important adressé à la Banque du Canada, ainsi que d'un avis de

changement important touchant les systèmes de la CDCC adressé à l'Autorité des marchés financiers et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Comme il a été mentionné précédemment, la mise en œuvre du modèle fondé sur les MBC fait partie d'un projet pluriannuel. Depuis février 2020, la CDCC a mis sur pied un groupe de travail sur les MBC qui fournit à divers intervenants pertinents (par exemple, les membres compensateurs, leurs fournisseurs de services et les organismes de réglementation) des mises à jour sur l'état d'avancement du projet, les étapes importantes et les nouveautés à venir.

En ce qui concerne l'incidence sur les intervenants externes, l'avis provisoire de la CDCC est que le modèle fondé sur les MBC (reposant sur le fichier de déclaration des MBC) est déjà appliqué par de nombreux membres compensateurs et fournisseurs de services au sein du marché américain, ce qui réduit grandement l'incidence de la mise en œuvre du modèle du régime MBC de la CDCC. Cependant, comme chaque mise en œuvre a ses propres particularités, il pourrait quand même y avoir d'importantes incidences sur les systèmes technologiques des membres compensateurs, qui devront être adaptés pour le marché à terme canadien. La principale incidence technologique liée à la proposition tiendra aux exigences associées au fichier de déclaration des MBC, qui a déjà été communiqué aux intervenants pertinents. On procédera à des tests d'acceptation par l'utilisateur appropriés (à l'interne et avec les membres compensateurs) pour s'assurer que les fonctionnalités du nouveau modèle fondé sur les MBC (y compris la gestion des garanties et le traitement des appels de marge liés à la ségrégation entre firme et clients), la déclaration et les fonctions d'établissement de rapports sont gérées de façon appropriée dans tous les systèmes technologiques pertinents. La CDCC continuera de collaborer étroitement avec les membres compensateurs et leurs fournisseurs de services tout au long du projet afin de s'assurer que la préparation opérationnelle nécessaire a été réalisée.

VI. INCIDENCES SUR LES FONCTIONS DE NÉGOCIATION

La structure de compte physique originale pour la gestion des positions inscrites au registre de la CDCC consignées dans le CDCS n'est pas touchée, et le cycle de négociation et de novation qui repose sur cette structure de compte restera en place. Par conséquent, aucun changement technologique ne sera nécessaire pour les fonctions de négociation.

VII. INTÉRÊT PUBLIC

La CDCC est d'avis que les modifications proposées ne sont pas contraires à l'intérêt public. En fait, le public et les membres compensateurs réclament généralement des règles claires qui sont conformes aux pratiques d'excellence des autres chambres de compensation ainsi qu'aux Principes pour les infrastructures de marchés financiers.

VIII. PROCESSUS

Les modifications proposées, de même que la présente analyse, doivent être soumises à l'approbation du conseil d'administration de la CDCC, puis présentées à l'Autorité des marchés financiers, conformément au processus d'autocertification, et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, conformément aux règles énoncées à l'appendice A de l'annexe C de la décision de reconnaissance de la CDCC datée du 8 avril 2014 (dans sa version modifiée de temps à autre). Les modifications proposées et l'analyse seront également présentées à la Banque du Canada, conformément à l'accord de surveillance réglementaire.

Le modèle fondé sur les MBC est un projet pluriannuel dans le cadre duquel on prévoit une mise en œuvre unique au deuxième trimestre de 2022.

IX. DOCUMENTS EN ANNEXE

Annexe A : Tableau d'analyse comparative

Annexe B : Modifications proposées des règles et des manuels

Annexe A : Tableau d'analyse comparative

	CDCC	CME	ICE	EUREX	LCH	ASX
Structure du compte	- Les positions et les marges sont rassemblées sur une base brute pour chaque client dans un seul fonds commun de garantie dans le cadre du régime MBC. - Les positions et les garanties soumises au régime MBC sont ségréguées du régime non-MBC.	Régime de la CFTC - Compte collectif brut : positions brutes et un seul fonds commun de garantie	Régime de la CFTC - Compte collectif brut : positions brutes et un seul fonds commun de garantie	Régime du Règlement sur l'infrastructure du marché européen - Compte collectif net : positions nettes et un seul fonds commun de garantie - Compte collectif brut : positions brutes et un seul fonds commun de garantie - Compte ségrégué individuel : positions et garantie ségréguées	Régime du Règlement sur l'infrastructure du marché européen - Compte collectif net : positions nettes et un seul fonds commun de garantie - Compte collectif brut : positions brutes et un seul fonds commun de garantie - Compte ségrégué individuel : positions et garantie ségréguées	Compte collectif ou compte-client individuel - Compte collectif : positions nettes - Compte-client individuel : positions et garantie ségréguées
Transfert des positions selon le principe de portabilité	Transfert individuel selon le principe de portabilité (possible seulement dans le cadre du régime MBC)	Transfert individuel selon le principe de portabilité	Transfert individuel selon le principe de portabilité	- Compte collectif net : transfert en bloc de tous les clients selon le principe de portabilité - Compte collectif brut et compte ségrégué individuel : transfert individuel selon le principe de portabilité	- Compte collectif net : transfert en bloc de tous les clients selon le principe de portabilité - Compte collectif brut et compte ségrégué individuel : transfert individuel selon le principe de portabilité	- Compte collectif : transfert en bloc de tous les clients selon le principe de portabilité - Compte-client individuel : transfert individuel selon le principe de portabilité
Transfert selon le principe de portabilité de la garantie	Valeur équivalente de la garantie	Valeur équivalente de la garantie	Valeur équivalente de la garantie	- Compte collectif (net et brut) : valeur équivalente de la garantie - Compte ségrégué individuel : transfert des actifs	- Compte collectif (net et brut) : valeur équivalente de la garantie de la marge initiale et des marges supplémentaires - Compte ségrégué individuel : transfert des actifs	- Compte collectif : valeur équivalente de la garantie - Compte-client individuel : transfert des actifs
Transfert selon le principe de portabilité de la marge de variation	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Fenêtre de transfert selon le principe de portabilité	Début : suspension du membre compensateur Fin : fin de la période de gestion de défaut	De façon accélérée, grâce à un régime juridique bien établi et éprouvé	s. o.	Début : événement de cessation en cas d'insolvabilité du membre compensateur ou publication de l'avis de transfert selon le principe de portabilité Fin : jour ouvrable suivant le défaut, à 13 h (heure de l'Europe centrale)	24 heures	24 heures
Risque des autres clients	Limité : Il n'y a pas de risque attribuable aux autres clients entre les comptes de marge du régime MBC et ceux du régime non-MBC.	Limité	Limité	- Compte collectif net : oui - Compte collectif brut : limité - Compte individuel : non	- Compte collectif net : oui - Compte collectif brut : limité - Compte individuel : non	- Compte collectif : oui - Compte-client individuel : non
Compensation des pertes entre le compte-firme et les comptes-client	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Transfert selon le principe de portabilité au membre compensateur receveur	Il faut obtenir l'approbation du membre compensateur receveur.	- Il faut obtenir l'approbation du membre compensateur receveur. - CME effectue une analyse de « chevalier blanc » des membres compensateurs pour évaluer les options possibles de transfert selon le principe de portabilité avant la période de défaut.	Il faut obtenir l'approbation du membre compensateur receveur.	Il faut obtenir l'approbation du membre compensateur receveur.	- Il faut obtenir l'approbation du membre compensateur receveur. - Le client devrait disposer d'un membre de rechange avant le défaut pour faciliter le transfert selon le principe de portabilité.	- Il faut obtenir l'approbation du membre compensateur receveur. - Le client devrait disposer d'un membre de rechange avant le défaut pour faciliter le transfert selon le principe de portabilité.
Consentement négatif ou positif au transfert selon le principe de portabilité?	- Le client doit communiquer avec la CDCC pour lancer le transfert selon le principe de portabilité. - Les instructions et les coordonnées seront affichées dans un avis sur le site Web de la CDCC au moment du défaut du membre compensateur.	- Consentement négatif. Les clients doivent confirmer leur volonté de ne pas faire l'objet d'un transfert selon le principe de portabilité. - Les clients peuvent demander un nouveau membre compensateur après leur transfert.	ICE peut transférer des positions de client en l'absence de défaut dans la mesure permise par la loi.	À la demande du client	- À la demande du client - Les instructions et les coordonnées seront affichées dans un avis sur le site Web de LCH au moment du défaut du membre compensateur.	À la demande du client



**ANNEXE B : MODIFICATIONS PROPOSÉES DES RÈGLES ET DES MANUELS
VERSION AFFICHANT LES MODIFICATIONS**

**CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS
DÉRIVÉS
RÈGLES
19 MARS 2021**



CHAPITRE A – RÈGLES DIVERSES

RÈGLE A-1 DÉFINITIONS

Article A-101 CHAMP D'APPLICATION

Pour l'application des présentes règles, sauf si le contexte s'y oppose ou à moins que d'autres définitions ne soient précisées, les termes utilisés ont l'acception qui leur est attribuée à l'article A-102.

Article A-102 DÉFINITIONS

[...]

« **compte-client** » – le ou les type de comptes devant être établis pour les opérations des clients du membre compensateur conformément aux articles B-102, B-103, C-102, C-103, D-102 et D-103, à savoir :

- a) un compte-client individuel.
- b) un compte client collectif;

« **compte-client collectif** » – type de compte-client qui requiert qu'une documentation spécifique soit signée entre le membre compensateur et la CDCC et qui concerne de multiples clients;

« **compte-client compensé** » – type de compte-client qui requiert qu'une documentation spécifique soit signée entre le membre compensateur et la Société, dans lequel les positions d'un seul client sont détenues sur une base nette;

[...]

« **compte-client individuel** » – type de compte-client qui requiert qu'une documentation spécifique soit signée entre le membre compensateur et la CDCC et qui concerne un seul client;

« **compte de dépôt de garantie** » – compte de dépôt de garantie de firme, compte de dépôt de garantie lié au régime non-MBC ou compte de dépôt de garantie lié au régime MBC;

« **compte de dépôt de garantie de firme** » – compte dans lequel le dépôt couvre les exigences de marge de la firme conformément à la règle A-7, Marges, et à la méthode décrite dans le manuel des risques;

« **compte de dépôt de garantie lié au régime MBC** » – compte dans lequel le dépôt couvre les exigences de marge du régime MBC conformément à la règle A-7, Marges, et à la méthode décrite dans le manuel des risques;



« compte de dépôt de garantie lié au régime non-MBC » – compte dans lequel le dépôt couvre les exigences de marge du régime non-MBC conformément à la règle A-7, *Marges*, et à la méthode décrite dans le manuel des risques;

« compte de marge de firme » – compte dont l'exigence de marge correspond au total des exigences de marge des comptes-firme conformément à la règle A-7, *Marges*, et à la méthode décrite dans le manuel des risques;

« compte de marge lié au régime MBC » – compte dont l'exigence de marge correspond au total des exigences de marge conformément à la règle A-7, *Marges*, et à la méthode décrite dans le manuel des risques à l'égard des positions en cours admissibles en vertu du régime MBC;

« compte de marge lié au régime non-MBC » – compte dont l'exigence de marge correspond au total des exigences de marge conformément à la règle A-7, *Marges*, et à la méthode décrite dans le manuel des risques à l'égard des positions en cours admissibles en vertu du régime non-MBC;

[...]

« compte de risque » – niveau auquel on établit l'exigence de marge initiale pour les options, les contrats à terme, les éléments non réglés et les opérations sur titres à revenu fixe;

« compte de teneur de marché » – le ou les types de comptes devant être établis pour les opérations boursières d'un teneur de marché du membre compensateur, conformément aux dispositions des articles B-102, B-103, C-102 et C-103; à savoir :

- a) un compte-firme de teneur de marché,
- b) un compte non-firme de teneur de marché;

« compte-firme » – tout compte devant être établi pour les opérations de firme des membres compensateurs conformément aux articles B-102, B-103, C-102, C-103, D-102 et D-103; Les exigences du régime MBC ou du régime non-MBC ne s'appliquent pas à ce compte.

[...]

« compte-firme de teneur de marché » – compte de teneur de marché dans lequel le teneur de marché négocie au nom de la firme. Toutes les règles applicables à un compte-firme (y compris les règles relatives à la marge) s'appliquent de la même manière à un compte-firme de teneur de marché;

« compte non-firme de teneur de marché » – compte de teneur de marché dans lequel le teneur de marché ne négocie pas au nom de la firme. Toutes les règles applicables à un compte-client en vertu du régime MBC ou du régime non-MBC (y compris les règles relatives à la marge) s'appliquent de la même manière à un compte non-firme de teneur de marché

« compte polyvalent » – compte de teneur de marché ~~et~~/ou compte-client ~~compensé~~individuel;

[...]

« garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité » – valeur de garantie associée à la marge initiale de base (y compris la marge de variation pour options) pour les positions en cours qui est



admissible à un transfert selon le principe de portabilité en vertu du régime MBC conformément à l'alinéa A-401(3)b);

[...]

« membre compensateur receveur » – membre compensateur :

- i) qui a été désigné par un client pour recevoir ses positions et la garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité advenant un cas où l'actuel membre compensateur du client devenait un membre non conforme suspendu aux termes de l'alinéa A-401(3)b),
- ii) qui accepte de prendre un client d'un membre non conforme suspendu, puis a) d'être considéré comme le propriétaire du portefeuille transféré et b) d'assumer entièrement la responsabilité de l'identité du client qui fait la demande d'un transfert selon le principe de la portabilité ainsi que du portefeuille correspondant, ce qui implique notamment de satisfaire aux exigences de marge ou d'exécuter les règlements associés au portefeuille transféré;

[...]

« position en cours de couverture » – position en cours considérée par les membres compensateurs comme admissible pour réduire le risque de marché d'un compte-client individuel ou d'un compte non-firme de teneur de marché;

[...]

« principe de portabilité » - transfert des comptes de risque associés à un membre compensateur suspendu, y compris toute position maintenue dans ce compte et tout dépôt de garantie détenu par la CDCC à l'égard de ce compte en vertu du régime MBC, à un membre compensateur receveur tel que prévu à l'article A-401 (3)(b) des règles. Le transfert selon le principe de la portabilité fait partie des outils de réduction des risques visant à protéger les actifs financiers et les positions des clients des membres compensateurs tel qu'envisagé dans le manuel de défaut.

[...]

« régime MBC » ou « régime fondé sur les marges brutes des clients » – régime qui s'applique à toutes les positions en cours sur contrat à terme et sur option sur contrat à terme et qui concerne l'exigence de marge correspondante dans les comptes-client et les comptes non-firme de teneur de marché. Ainsi, la marge est calculée conformément à la règle A-7, Marges, et à la méthode décrite dans le manuel des risques. Le régime MBC exclura les positions en cours de couverture et les positions vendeur sur contrat à terme ou sur option pour lesquelles le membre compensateur aura déposé des titres sous forme de dépôts spécifiques conformément aux articles A-212 et A-706 des règles.

« régime non-MBC » ou « régime non fondé sur les marges brutes des clients » – régime qui s'applique à tous les comptes qui ne sont pas assujettis au régime MBC ou les comptes firme.

[...]



« seuil de couverture selon le principe de portabilité » – limite d'exposition à un risque évaluée par la CDCC qui sert à comparer la garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité d'un compte de risque de client individuel avant l'abandon du processus de transfert selon le principe de portabilité;

[...]

RÈGLE A-2 EXIGENCES DIVERSES

[...]

Article A-205 REGISTRES

- 1) Chaque membre compensateur doit tenir des registres à jour, dans lesquels figurent, à l'égard de chacune de leurs opérations :
 - a) les noms des parties à l'opération;
 - b) la date de l'opération;
 - c) le nom du client;
 - d) dans le cas des contrats à terme, la classe et la série de contrats à terme, le bien sous-jacent, le nombre de contrats, le prix de chaque contrat, le mois et l'année de livraison, s'il s'agit d'un achat ou d'une vente et s'il s'agit d'une opération initiale ou liquidative;
 - e) dans le cas des options, la classe et la série d'options, le bien sous-jacent, le nombre de contrats, la prime, le prix de levée, le mois d'échéance, s'il s'agit d'un achat ou d'une vente et s'il s'agit d'une opération initiale ou liquidative;
 - e)f) tous les renseignements sur le client correspondant aux comptes de risque maintenus par la CDCC en vertu du régime MBC, et la preuve que les renseignements pertinents conformément à l'alinéa A-401(3)b) ont été fournis au client afin de permettre le transfert selon le principe de portabilité;
 - f)g) dans le cas des IMHC, les détails de l'opération tel qu'indiqués dans la confirmation d'opération;
 - g)h) toute autre information pouvant être requise de temps à autre en vertu de la loi ou de la réglementation ou par une bourse ou la Société CDCC.
- 2) Chaque membre compensateur doit tenir et mettre à la disposition de la Société tous les registres qui sont exigés par les présentes règles, y compris ceux mentionnés au paragraphe 1) du présent article A-205, pendant au moins sept ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle ces registres ont été tenus, et ce, en la forme permise par la Société. Sur demande, la Société peut en



tout temps examiner ou prendre possession temporaire de ces registres. La Société doit pouvoir consulter tous les rapports au plus tard à 8 h, le jour ouvrable qui suit immédiatement la date de dépôt des rapports. Le membre compensateur doit déposer tous les renseignements que peut lui demander la Société dans les délais prescrits dans la demande.

[\[...\]](#)

RÈGLE A-4 APPLICATION

Article A-401

MESURES PRISES CONTRE UN MEMBRE NON CONFORME OU SUSPENDU

- 1) Les mesures prévues par les règles à l'égard des membres non conformes ou des membres compensateurs suspendus seront prises dans l'ordre que la Société juge approprié.
- 2) En plus des mesures pouvant être prises par la Société aux termes des règles et de la demande d'adhésion en vue de remédier à un défaut en particulier ou en général d'un membre compensateur, si le membre compensateur est un membre non conforme, la Société peut prendre l'une ou l'autre des mesures prescrites par les règles à l'égard de ce membre compensateur, notamment les mesures suivantes :
 - a) interdire ou restreindre l'acceptation ou la compensation de toute opération effectuée par ce membre compensateur;
 - b) augmenter les exigences de marge ou exiger des dépôts de garantie supplémentaires de ce membre compensateur;
 - c) exiger que ce membre compensateur réduise ou liquide (ou liquider pour le compte de ce membre compensateur) les opérations en cours dans les comptes établis par ce membre compensateur auprès de la Société et, dès cette liquidation, convertir toutes les sommes en monnaie canadienne et calculer un montant net (compte tenu des droits de la Société relativement au dépôt de garantie de ce membre compensateur) que la Société doit à ce membre compensateur ou que ce membre compensateur doit à la Société;
 - d) transférer à un autre membre compensateur, au moyen d'un transfert ([en dehors du processus du principe de portabilité](#)), d'une cession, d'une résiliation, d'une liquidation, d'une nouvelle répartition ou d'une autre manière, tout compte-client [ou compte non-firme de teneur de marché](#) que ce membre compensateur a établi auprès de la [Société CDCC](#), toute position maintenue dans ce compte et tout dépôt de garantie détenu par la [Société CDCC](#) relativement à ce compte;
 - e) imposer des sanctions, des amendes ou des pénalités au membre compensateur et lui adresser des réprimandes;



- f) interdire ou restreindre le droit du membre compensateur de retirer tout excédent en dépôt de garantie au titre de l'article A-607 ou de l'article A-704; et
- g) suspendre le membre non conforme.
- 3) À la suspension du membre compensateur et en complément d'une mesure permise à la Société au titre du paragraphe A-401 2) ou d'autres dispositions de ses règles, la Société peut prendre toute mesure prévue dans les règles relativement à ce membre compensateur, notamment :
- a) affecter le dépôt de garantie (y compris, notamment, ses dépôts au fonds de compensation et ses dépôts en marge) du membre compensateur suspendu aux obligations de ce membre compensateur envers la société, sous réserve du paragraphe A-402 3) et, à cette fin, à tout moment et sans préavis au membre compensateur, vendre, transférer, utiliser ou par ailleurs aliéner un bien déposé en tant que dépôt de garantie, effectuer des opérations sur un tel bien ou mettre fin aux autorisations d'effectuer des opérations sur un tel bien en vertu d'un accord de maîtrise de compte;
- ~~a)b)~~ transférer selon le principe de portabilité i) les positions en cours d'un compte individuel (au niveau du compte de risque) et ii) la garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité qui se trouvent dans les comptes de marge liés au régime MBC et les comptes de dépôt de garantie liés au régime MBC à un membre compensateur receveur. Pour protéger efficacement les clients individuels d'un membre compensateur suspendu, la CDCC déploiera tous les efforts raisonnables afin d'appliquer d'abord les mesures prévues à l'alinéa A-401(3)b) si elle le juge approprié dans les circonstances. De plus, chaque membre compensateur est tenu d'informer ses clients des exigences applicables aux termes de l'alinéa A-401(3)b) conformément aux procédures de la CDCC (y compris d'informer les clients qu'ils doivent désigner un membre compensateur receveur). L'application de cette exigence et du paragraphe 205(f) sera soumise à un suivi régulier de la CDCC;
- ~~b)c)~~ transférer, résilier, fermer ou liquider l'une des opérations ou l'une des positions en cours ou l'ensemble des opérations et des positions en cours du membre compensateur, et ce faisant, convertir tous les montants en dollars canadiens et établir un montant net (compte tenu des droits de la Société-CDCC sur le dépôt de garantie de ce membre compensateur) que la Société-CDCC doit à ce membre compensateur ou que ce membre compensateur doit à la Société-CDCC.
- 4) Avant de prendre une mesure prévue par le présent article A-401, la ~~Société-CDCC~~ engagera néanmoins des consultations avec la Banque du Canada au sujet des mesures qu'elle envisage de prendre à l'égard du membre non conforme ou du membre compensateur suspendu qui pourrait être touché par un décret en vertu du paragraphe 39.13(1) de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* ou des entités du même groupe que ce membre compensateur.



Article A-402

ÉTABLISSEMENT D'UN COMPTE DE RÈGLEMENT LIQUIDATIF

- 1) Dans le cas où un membre compensateur est suspendu, la ~~Société~~ CDCC peut convertir en espèces tous les dépôts de garanties que ce membre compensateur a effectués auprès d'elle (y compris les valeurs mobilières déposées en bloc, mais non les valeurs mobilières ~~confiées en vertu d'un dépôt spécifique~~ déposées en tant que dépôt spécifique). Aux fins de faire cette conversion en espèces des dépôts de garantie, la Société peut vendre, céder, utiliser ou par ailleurs aliéner quelque bien déposé en tant que dépôt de garantie à tout moment, sans préavis à ce membre compensateur. À ces fins, la Société dépose tous ces fonds et tous les autres fonds du membre compensateur suspendu qui sont sous son contrôle dans un compte spécial, désigné comme compte de règlement liquidatif. Les dépôts de garantie excédentaires dans le compte de dépôt de garantie lié au régime MBC ou dans le compte de dépôt de garantie lié au régime non-MBC ne sont pas sous le contrôle de la CDCC et ils sont exclus du compte de règlement liquidatif.
- 2) Malgré les dispositions du paragraphe 1) du présent article A-402, si, en tenant compte de l'importance et du caractère des dépôts de garantie maintenus par un membre compensateur suspendu, de la conjoncture qui prévaut au moment en cause, des incidences possibles d'opérations liquidatives que pourrait demander la Société et de toute autre circonstance jugée pertinente, la Société juge à sa discrétion exclusive que la conversion en espèces de la totalité ou d'une partie des dépôts de garantie du membre compensateur suspendu ne vise pas l'intérêt de la Société, d'autres membres compensateurs ou du grand public, il n'est pas nécessaire que ces dépôts de garantie soient convertis en espèces, pourvu que la décision prise à cet égard conformément au présent paragraphe soit communiquée au Conseil dans les 24 heures.
- 3) Malgré les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article A-402, les dépôts de garantie relatifs à un compte-client ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte-client, et les dépôts de garantie relatifs à un compte de teneur de marché ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte de teneur de marché, étant entendu que si le membre compensateur n'identifie pas auprès de la Société les dépôts relatifs à chacun de ses comptes, la Société utilisera tous les dépôts de garantie du membre compensateur indistinctement comme collatéral garantissant les obligations du membre compensateur au titre de tous ses comptes.

[...]

Article A-404

POSITIONS EN COURS

- 2) Dans le cas des options :
 - a) les positions acheteur en cours dans un compte-client et dans un compte non-firme de teneur de marché d'un membre compensateur suspendu doivent être maintenues par la Société. Dans les meilleurs délais, la Société doit faire tous les efforts possibles pour identifier les clients qui ont une position acheteur dans un tel compte, transférer la position acheteur de chacun de ces clients à un autre membre compensateur et les aviser du transfert; dans le cas où, en dépit de ses efforts, la Société ne peut transférer rapidement une position acheteur d'un compte-client et d'un compte non-firme de



teneur de marché d'un membre compensateur suspendu à un autre membre compensateur, elle liquidera cette position acheteur de la manière la mieux ordonnée possible et le produit sera déposé dans le compte de règlement des comptes-clients;

b) les positions acheteur en cours dans tout compte-firme de teneur de marché d'un membre compensateur suspendu doivent être liquidées par la Société de la manière la mieux ordonnée possible, et le produit de cette opération liquidative doit être maintenu dans le compte jusqu'à liquidation intégrale des positions et des opérations en cours, pour être ensuite utilisé conformément aux dispositions prévues à la convention régissant le compte de teneur de marché;

[...]

RÈGLE A-7 MARGES

Article A-701 ENTRETIEN ET FINALITÉ D'UNE MARGE

- 1) Avant l'heure du règlement, chaque jour ouvrable, chaque membre compensateur est tenu de déposer une marge déterminée par la Société, conformément à la méthodologie d'établissement des exigences de marge décrite dans le manuel des risques, à l'égard de :
 - a) chaque position acheteur;
 - b) chaque position vendeur;
 - c) chaque position assignée;
 - d) chaque position d'options levée;
 - e) chaque position de contrats à terme pour laquelle un avis de livraison a été soumis;

qu'il maintient dans un compte auprès de la Société au début du jour ouvrable en question, y compris chaque position qui résulte d'une opération devant être réglée le jour même, mais à l'exception des positions vendeur et des positions assignées pour lesquelles, soit le bien sous-jacent, soit le bien sous-jacent équivalent, tel qu'il est précisé à l'article A-706 de la présente règle, a été déposé auprès la Société. Au moment d'établir si une marge supplémentaire est exigée d'un membre compensateur, la Société doit tenir compte, sous réserve du paragraphe A-704 2), de toute marge qui a été déposée par ce membre compensateur et que la Société ne lui a pas restituée.



- 2) La Société doit affecter les dépôts de garantie du membre non conforme suspendu (y compris, notamment, ses dépôts au fonds de compensation et ses dépôts en marge), sous réserve du paragraphe 3) du présent article A-701, aux fins suivantes :
- a) exécuter l'obligation du membre non conforme relativement à toute opération acceptée par la Société ou qui en découle, que l'inexécution de cette obligation soit attribuable ou non au membre non conforme;
 - b) effectuer tout paiement, qui n'a pas été effectué ou que l'on prévoit qu'il ne sera pas effectué, que la Société réclame au membre non conforme, que l'inexécution du paiement soit attribuable ou non à celui-ci;
 - c) compenser les pertes subies ou les frais engagés par la Société ou que celle-ci prévoit subir ou engager par suite de la liquidation de la position du membre non conforme;
 - d) compenser les pertes subies ou les frais engagés par la Société ou que celle-ci prévoit subir ou engager relativement aux obligations du membre non conforme ayant trait aux options levées ou aux contrats à terme ou aux IMHC pour lesquels un avis de livraison a été soumis et qui n'ont pas encore été réglés, ou à l'occasion d'opérations de couverture effectuées pour le compte de la Société conformément à la règle A-4 à l'égard des positions du membre non conforme en matière d'options, de contrats à terme et d'IMHC;
 - e) effectuer toute opération de protection ou de couverture pour le compte de la Société conformément à la règle A-4 à l'égard des positions du membre non conforme en matière d'options et de contrats à terme;
 - f) toute opération de protection ou de couverture effectuée pour le compte de la Société conformément à la règle A-4 à l'égard des positions du membre non conforme en matière de tout IMHC;
 - g) sous réserve de l'article A-1B01, toute autre fin déterminée par le Conseil.
- 3) Chaque membre compensateur accorde à la [CDCC Société](#) une hypothèque de premier rang avec dépossession sur tous les dépôts (y compris, notamment, ses dépôts à titre de marge et ses dépôts au fonds de compensation) qui constituent le dépôt de garantie ou d'autres biens qui peuvent de temps à autre être en la possession ou sous le contrôle de la [CDCC Société](#), ou en la possession ou sous le contrôle d'une personne agissant au nom de la [CDCC Société](#). Ce gage garantit l'exécution par le membre compensateur de toutes ses obligations envers la [CDCC Société](#) et, dans la mesure où ce gage concerne les dépôts au fonds de compensation, il garantit également l'exécution par un autre membre non conforme de ses obligations envers la Société, le tout sous réserve des dispositions de la règle A-6 et du manuel de défaut, étant entendu que, sauf pour les dépôts au fonds de compensation, les dépôts de garantie relatifs à un compte-client ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte-client, et que les dépôts de garantie relatifs à un compte de teneur de marché ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte de teneur de marché. Malgré ce qui précède, si le membre compensateur n'identifie pas auprès de la [CDCC Société](#) les dépôts de garantie relatifs à chacun de ses comptes, la [CDCC Société](#) utilisera ~~tous~~ les dépôts de garantie du membre compensateur ~~indistinctement comme collatéral garantissant~~ afin de garantir les obligations au titre de chaque compte de dépôt de garantie correspondant. ~~du membre compensateur au titre de tous ses comptes.~~



Le membre compensateur signe et remet à la [Société CDCC](#) (ou fait en sorte que soient signés et lui soient remis) les autres documents que la [Société CDCC](#) peut de temps à autre demander aux fins de confirmer ou de rendre opposable le gage constitué en faveur de la [CDCC Société](#) par le membre compensateur, étant entendu que l'omission par la [CDCC Société](#) de demander ces documents ou par le membre compensateur de signer et remettre ces documents (ou de faire en sorte que ceux-ci soient signés et remis) ne limite pas l'effet utile du gage en faveur de la [CDCC Société](#).

- 4) Sauf comme il est permis aux termes du paragraphe 4) de l'article A-609 à l'égard des dépôts au fonds de compensation et de l'article D-607 à l'égard des dépôts liés à l'exigence de marge de variation nette, et sans restreindre le droit de la Société d'investir les dépôts de garantie en espèces aux termes du paragraphe 1) de l'article A-608 et du paragraphe 1) de l'article A-707, la Société ne doit pas mettre en gage ou transférer un bien qui a été déposé auprès de la Société en tant que dépôt de garantie par un membre compensateur qui n'a pas été désigné en tant que membre non conforme par la Société, ou mettre fin aux autorisations d'effectuer des opérations sur un tel bien en vertu d'un accord de maîtrise de compte.
- 5) Sans restreindre les droits de la Société aux termes du paragraphe 2) du présent article A-701, celle-ci peut, à sa seule appréciation, mettre en gage ou transférer tous les biens déposés à titre de dépôt de garantie (y compris, notamment, les dépôts à titre de marge et les dépôts au fonds de compensation) par un membre compensateur qui a été suspendu en tant que garantie ou dans le cadre des obligations que la Société a contractées envers quiconque afin d'obtenir des liquidités ou du crédit pour aider la Société à s'acquitter de ses obligations en temps opportun à la suite de la désignation par la Société de ce membre compensateur en tant que membre compensateur suspendu. En de telles circonstances, la Société mettra en gage ou transférera les dépôts de garantie du membre compensateur avant de faire de même à l'égard des dépôts au fonds de compensation des autres membres compensateurs, conformément au paragraphe 4) de l'article A-609. La Société est réputée continuer de détenir la totalité des dépôts de garantie, indépendamment du fait qu'elle ait exercé ou non ses droits aux termes du présent paragraphe A-701 5).
- 6) Les comptes ou comptes auxiliaires d'un membre compensateur auprès de la Société qui reflètent les actifs financiers déposés auprès de la Société par ce membre compensateur ou en son nom pour les besoins de marge et portés au crédit de ces comptes sont considérés comme un compte de titres aux fins de la LTVMQ ou d'une autre loi sur le transfert de valeurs mobilières similaire d'un autre territoire.

[...](#)

Article A-704 **RETRAITS DE MARGE**

- 1) Sous réserve du paragraphe 2) du présent article A-704, si, un jour donné, la marge déposée par le membre compensateur auprès de celle-ci est d'un montant supérieur à la marge que doit déposer le membre compensateur ce jour-là conformément à la présente règle A-7, la Société doit autoriser le



retrait de l'excédent, sur présentation par le membre compensateur, dans les heures limites précisées par celle-ci, d'une demande de retrait de la manière prescrite par la Société, dans la mesure où le membre compensateur fournit à la Société un préavis suffisant de cette demande de retrait de la façon indiquée dans le manuel des opérations.

- 2) Si un membre compensateur a une marge excédentaire déposée relativement à un compte-firme, la Société-CDCC a le droit d'employer cet excédent (ou une partie de celui-ci) comme il est nécessaire pour respecter les obligations de marge à l'égard d'un compte-client et d'un compte de teneur de marché. Si un membre compensateur a une marge excédentaire déposée relativement à un compte-client ou à un compte de teneur de marché, il n'a pas le droit d'employer cet excédent (ou une partie de celui-ci) pour respecter les obligations de marge à l'égard d'un compte-firme. Malgré ce qui précède, si le membre compensateur n'identifie pas auprès de la Société-CDCC les dépôts de garantie relatifs à chacun de ses comptes, la Société-CDCC emploiera toute marge déposée par le membre compensateur ~~indistinctement pour respecter ses obligations de marge à l'égard de tous ses comptes au niveau du compte de dépôt de garantie selon la règle suivante : si un membre compensateur a une marge excédentaire déposée relativement à un compte de dépôt de garantie de firme, la CDCC a le droit d'employer cet excédent (ou une partie de celui-ci) au besoin pour remplir les exigences de marge relativement à un compte de dépôt de garantie lié au régime MBC et à un compte de dépôt de garantie lié au régime non-MBC. Si un membre compensateur a une marge excédentaire déposée relativement au compte de dépôt de garantie lié au régime MBC ou au compte de dépôt de garantie lié au régime non-MBC, la CDCC n'a pas le droit d'employer cet excédent (ou une partie de celui-ci) pour remplir les exigences de marge relativement à un autre compte de dépôt de garantie. La marge excédentaire sera relevée et suivie par la CDCC.~~



VERSION AFFICHANT LES MODIFICATIONS

CHAPITRE C – RÈGLES PARTICULIÈRES AUX CONTRATS À TERME

RÈGLE C-1 COMPENSATION DES OPÉRATIONS BOURSIÈRES SUR LES CONTRATS À TERME

Les dispositions du présent chapitre C s'appliquent uniquement aux opérations boursières qui portent sur des contrats à terme émis par la Société en vertu des présentes règles et aux membres compensateurs qui sont tenus de faire un dépôt de base au fonds de compensation à l'égard de la compensation de contrats à terme aux termes de l'alinéa A-601 2) b).

[\[...\]](#)

Article C-107

COMPENSATION DES POSITIONS ACHETEUR ET DES POSITIONS VENDEUR EN COURS

- 1) Lorsqu'un membre compensateur est détenteur d'une position acheteur ou vendeur relativement à tout contrat à terme et qu'il désire liquider cette position, il doit vendre, dans le cas d'une position acheteur, et acheter, dans le cas d'une position vendeur, le même nombre de contrats à terme de la même série.
- 2) La [Société CDCC](#) compense automatiquement une position acheteur et une position vendeur pour une même série de contrats à terme se trouvant dans un compte-firme ou dans un compte ~~polyvalent~~ [teneur de marché et dans un compte-client individuel](#).
- 3) Une position acheteur et une position vendeur pour une même série de contrats à terme dans un compte-client (excepté un compte-client [compensé individuel](#)) ne sont compensées que si le membre compensateur avise la [Société CDCC](#) précisément qu'il s'agit d'une opération qui est liquidative d'une position.



VERSION AFFICHANT LES MODIFICATIONS

CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS
CANADIAN DERIVATIVES CLEARING CORPORATION

MANUEL DES OPÉRATIONS

8 FÉVRIER 2021



Section : 1 - 1

PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

PRÉAMBULE

Le présent manuel des opérations modifié et mis à jour annule et remplace les versions antérieures du manuel.

La CDCC et ses membres sont contractuellement liés par la convention d'adhésion, laquelle est constituée de la demande d'adhésion si elle est acceptée par la CDCC, dans sa version modifiée de temps à autre, laquelle intègre par renvoi les règles de la CDCC, dans leur version modifiée de temps à autre. Les règles de la CDCC comprennent le présent manuel des opérations, dans sa version modifiée de temps à autre. En cas d'incompatibilité, les dispositions des règles (le manuel des opérations étant exclu) ont préséance sur le présent manuel des opérations. Les dispositions des règles (le présent manuel des opérations étant inclus), en cas d'incompatibilité, ont préséance sur les dispositions de la demande d'adhésion.

Le manuel des opérations présente des détails pratiques concernant : i) certaines définitions, ii) les délais, iii) les rapports, iv) le traitement des opérations, v) les positions en cours, vi) les levées, les soumissions, les assignations et les livraisons, vii) le règlement, viii) le traitement des marges, et ix) les honoraires de compensation. Le manuel des opérations comprend deux annexes qui en font partie intégrante : a) le manuel des risques présentant des détails pratiques relatifs aux processus de gestion des risques de marge et d'autres risques, y compris le manuel de défaut (en appendice), et b) le modèle de convention de dépositaire.

Toutes les heures indiquées dans le présent manuel des opérations renvoient à l'heure de l'Est, à moins d'indication contraire.

Tous les montants inscrits dans le présent manuel des opérations renvoient à la monnaie canadienne, à moins d'indication contraire.

Certaines expressions utilisées dans le présent manuel des opérations s'entendent au sens qui leur est attribué dans les règles, à moins que le contexte n'indique un sens différent ou à moins qu'il ne soit expressément autrement défini aux présentes.

DÉFINITIONS

Sauf indication contraire dans le présent manuel des opérations, les termes clés ont le sens qui leur est attribué dans les règles.

[...]

« **comptes de fonds de garantie** » - Le registre CDCS fourni à chaque membre compensateur qui renferme les renseignements sur tous ses dépôts de marge à la CDCC à l'égard ~~des~~ des comptes de marge de firme, des comptes de marge liés au régime MBC et des comptes de marge liés au régime non-MBC » pour : (1) la marge initiale de base (ou la marge initiale de base ajustée, si applicable), (2) la marge supplémentaire pour le risque de liquidité du marché, (3) la marge supplémentaire pour le risque de corrélation défavorable spécifique, (4) la marge supplémentaire pour le risque d'asymétrie du règlement, (5) la marge supplémentaire pour le risque de marge de variation intrajournalier, (6) la marge supplémentaire pour le risque d'exposition à une prime d'option impayée, (7) la marge supplémentaire pour le risque relatif au jour férié bancaire, (8) la marge supplémentaire pour le risque de livraison lié à la marge de variation, (9) la marge supplémentaire pour le risque de crédit, (10) la marge supplémentaire pour le risque à découvert pour des membres compensateurs à responsabilité limitée, 11) la marge de



variation pour options, 12) la marge de variation pour éléments non réglés; le tout, conformément au manuel des risques ou comme il est par ailleurs prévu à la section 8-1 des présentes.

[\[...\]](#)

[« compte polyvalent » - compte-firme de teneur de marché ou compte-client individuel.](#)

[\[...\]](#)

[« fichier de déclaration des marges brutes des clients » ou « fichier de déclaration des MBC » - fichier soumis chaque jour ouvrable aux fins de la déclaration des positions admissibles de chaque client individuel au sein de la structure des comptes-client collectifs pour le calcul de la marge initiale de base en vertu du régime fondé sur les marges brutes des clients \(« régime MBC »\).](#)

[\[...\]](#)



DÉLAIS		Section : 2 - 3
Heure de règlement livraison contre paiement de fin de journée	16 h 00	Exécution d'obligation
Élément non réglé (livraisons de sous-jacent d'options seulement) : confirmation des éléments réglés devant être envoyés à la CDCC	16 h 15	Échéance opérationnelle
Heure limite pour que la CDCC réponde aux demandes de substitution ou de retrait (autre que pour la marge de variation à l'égard des opérations sur titres à revenu fixe)	16 h 30	Exécution d'obligation
IMHC (autre que les opérations sur titres à revenu fixe) - Heure limite pour soumettre une opération	16 h 30	Échéance opérationnelle
Calcul afférent au rapport sur la marge prévue	16 h 30	Activité système
Demande de compensation entre contrats standard et mini	17 h 00	Échéance opérationnelle
Transferts de positions	17 h 25	Échéance opérationnelle
Corrections d'opérations le jour même et à T+1	17 h 30	Échéance opérationnelle
Contrats à terme - Remise d'avis de livraison	17 h 30	Échéance opérationnelle
Options - Remise d'avis de levée	17 h 30	Échéance opérationnelle
Opérations sur titres à revenu fixe et contrats à terme sur titres acceptables - Heure limite de compensation (Les directives de règlement compensé (exigences de livraison nette et exigences de paiement net contre livraison) sont envoyées à CDS pour règlement le jour ouvrable suivant)	17 h 30	Activité système
PEPS : Déclaration quotidienne par les membres compensateurs des positions acheteurs dans chacun de leurs comptes par ordre chronologique	17 h 30	Échéance opérationnelle
PEPS : Présentation des avis de livraison	17 h 30	Échéance opérationnelle
Changements aux position en cours / Soumission d'ajustements de position (SAP)	18 h 00	Échéance opérationnelle
Fermeture de l'application de compensation de la CDCC - Fermeture des bureaux	18 h 00	Activité système
MCRL seulement - Dépôts de biens autres qu'en espèces (à l'égard des exigences de marge)	18 h 30	Échéance opérationnelle
Opérations sur titres à revenu fixe - Disponibles (début du prochain jour ouvrable)	19 h 00	Activité système
Fichier de déclaration des MBC - Heure limite en fin de journée	21 h 00	Activité système/Échéance

[...]



Section : 3 - 4

**CDCC - RAPPORTS
DÉTAILS DES RAPPORTS**

Code du rapport	Nom du rapport (en anglais - traduction française en italique)	Description du rapport
Quotidien :		
MA01	Deposits and Withdrawals Report (<i>Rapports sur les dépôts et retraits</i>)	RenseignementsDétails sur les dépôts et retraits du membre compensateur à l'égard des comptes de fonds de garantie (compte de firme , compte lié au régime MBC et compte lié au régime non-MBC), du fonds de compensation et du compte de marge de variation à l'égard des opérations sur titres à revenu fixe. (Nota : on trouvera les lettres D, W et PW à côté de la date de dépôt).
MD01	Options Unsettled Delivery Report (<i>Relevé des livraisons d'options non réglées</i>)	Liste des livraisons non réglées pour des options.
MD51	Futures Unsettled Delivery Report (<i>Relevé des livraisons de contrats à terme non réglées</i>)	Liste des livraisons non réglées pour des contrats à terme (sauf les contrats à terme sur actions) - l'émission et le nombre de contrats à terme qui doivent être livrés - le compte auquel la livraison a été attribuée et le membre compensateur opposé - le montant de règlement et la date de règlement.
MD52	Share Futures Unsettled Delivery Report (<i>Relevé des livraisons de contrats à terme sur actions non réglées</i>)	Liste des livraisons non réglées pour des contrats à terme sur actions - l'émission et le nombre de contrats à terme sur actions qui doivent être livrés - le compte auquel la livraison a été attribuée et le membre compensateur opposé - le montant de règlement et la date de règlement
MD70	Fixed Income Net Settlement Delivery Status Report (<i>Rapport sur les règlements de titres à revenu fixe</i>)	L'état de l'activité quotidienne des règlements de titres acceptables auprès du dépositaire officiel de titres du membre compensateur.
MD71	Settlement Obligation Calculated Amounts Reports (<i>Relevé des montants établis à l'égard des obligations de règlement</i>)	Renseignements sur chaque instruction de règlement produite à la sortie du règlement intrajournalier qui est pris en compte dans le traitement de l'obligation de règlement ponctuel (PITSO, <i>Point-in-Time Settlement Obligation</i>)
MD72	Settlement Obligation Fulfillment (<i>Rapport d'exécution des obligations de règlement</i>)	Les différentes modifications de statut des instructions de règlement pendant le traitement de l'obligation de règlement ponctuel (PITSO). Ce rapport comporte trois parties : règlements, parties en faute causant la mise en attente et annulations.
MP01	Options Open Positions Report (<i>Rapport sur les positions en cours sur options</i>)	Liste de toutes les positions en cours pour les options de vente et d'achat du membre compensateur.



MP02	Sub-Account Options Open Positions Report (<i>Rapport sur les positions en cours sur options des comptes auxiliaires</i>)	Liste de toutes les positions en cours sur options dans les comptes auxiliaires des comptes-clients, comptes-firmes et comptes polyvalents du membre compensateur.
MP21	Contract Adjustment Report (<i>Rapport sur les rajustements de contrats</i>)	Liste des positions vendeurs et des positions acheteurs du membre compensateur avant et après le rajustement de contrats pertinents.
MP51	Futures Open Positions Report (<i>Rapport sur les positions en cours sur contrats à terme</i>)	Liste des positions en cours sur contrats à terme et sur options sur contrats à terme du membre compensateur pour tous les comptes.
MP70	Fixed Income Forward Repo Position Report (<i>Rapport sur les pensions sur titres à revenu fixe futures</i>)	Liste des pensions sur titres du membre compensateur acceptées par la CDCC pour compensation.
MP71	Fixed Income Repo Conversion Position Report (<i>Rapport sur la conversion des pensions sur titres</i>)	Liste des pensions sur titres du membre compensateur qui sont passées de pensions sur titres futures à pensions sur titres courantes dans la journée.
MP73	Fixed Income Running Repo Open Positions Report (<i>Rapport sur les pensions sur titres courantes en cours</i>)	Liste des pensions sur titres courantes du membre compensateur à ce jour.
MP75	Fixed Income Forward Net Settlement Positions Report (<i>Rapport sur les positions de règlement nettes futures</i>)	Liste des obligations futures de positions de règlement nettes du membre compensateur.
MP79	Daily Repo Rate Mark to Market Report (<i>Rapport du taux de rachat EVM journalier</i>)	Liste des exigences de taux de rachat du membre compensateur.
MS01	Daily Settlement Summary Report (<i>Sommaire quotidien des règlements</i>)	Liste des soldes d'actif avec les exigences de marge de chacun des comptes de fonds de garantie (compte de firme, compte lié au régime MBC et compte lié au régime non-MBC) et le règlement en espèces en dollars canadiens et américains.
MS06	Total Margin Requirement Report (<i>Rapport sur la marge totale</i>)	Liste de la marge totale avec ventilation par catégories de comptes de fonds de garantie (compte de firme, compte lié au régime MBC et compte lié au régime non-MBC) , types de comptes (firme, client, polyvalent/multi-usage) et comptes auxiliaires.
MS07	Intra-Day Margin Report (<i>Rapport sur la marge intrajournalière</i>)	Détails-Renseignements sur les appels de marge avec et les exigences de marge par compte pour chacun des comptes de fonds de garantie (compte de firme, compte lié au régime MBC et compte lié au régime non-MBC) et les comptes de risque.
MS08	Daily Margin Activity Report (<i>Relevé quotidien des marges</i>)	Liste des détails des positions par groupe de classes avec les exigences de marge.
MS10	Variation Margin Summary Report (<i>Relevé récapitulatif de la marge de variation</i>)	Liste des détails des activités de marge de variation du membre compensateur soumettant des opérations sur titres à revenu fixe et suggestion de titres à rendre s'il y a lieu.
MS70	Fixed Income Net Settlement Position Activity	Liste des opérations sur titres à revenu fixe qui composent la position de règlement net du membre compensateur.



	Report (<i>Rapport d'activité sur la position de règlement net de titres à revenu fixe</i>)	
--	---	--

[...]



Section : 4 - 7

TRAITEMENT DES OPÉRATIONS

OPÉRATIONS BOURSIÈRES (SUR OPTIONS ET CONTRATS À TERME)

Les positions de chaque membre compensateur sont transcrites par la CDCC pour le ou les compte(s)-client(s), compte(s)-firme(s) et compte(s) polyvalent(s), chacun de ces comptes étant tenu séparément. La CDCC fournit des relevés pour chaque compte.

Cette séparation exige que chaque membre compensateur indique si une opération est soumise pour un compte « client », compte « firme » ou un compte « polyvalent » au moment de présenter une opération à des fins de compensation. Par ailleurs, si des comptes auxiliaires distincts sont tenus pour chaque type de compte, chaque opération doit être codée pour indiquer les renseignements du compte auxiliaire approprié.

Il est exigé qu'une opération liquidative pour un compte-client soit désignée comme telle dans les données saisies pour l'opération. Cette désignation n'est pas exigée pour ~~un compte-client compensé~~, un compte polyvalent ou un compte-firme, puisque la CDCC tient des relevés des positions nettes dans le fichier de positions en cours pour chacun de ces comptes.

Toutes les opérations d'un compte-client qui ne sont pas expressément désignées comme des opérations liquidatives sont traitées par la CDCC comme des opérations initiales. Les achats initiaux augmentent la position acheteur et les ventes initiales augmentent la position vendeur, dans la série de contrats à terme particulière visée, comme il est déclaré dans le compte-client du membre compensateur.

Réciproquement, toutes les opérations désignées comme des opérations liquidatives diminuent la position vendeur et la position acheteur, respectivement, pour la série d'options ou série de contrats à terme particulière dans le compte-client du membre compensateur les déclarant. L'application de compensation de la CDCC vérifie que toutes les opérations liquidatives sont valides et si le volume d'une opération liquidative dépasse la position en cours, l'application de compensation de la CDCC la rejettera et la remplacera par une opération initiale pour tout le volume.

La désignation d'une opération comme « initiale » ou « liquidative » peut être modifiée pour la fermeture des bureaux.

La CDCC maintient la position acheteur et la position vendeur pour chaque série d'options et série de contrats à terme pour les comptes-clients, mais maintient uniquement une position acheteur nette ou une position vendeur nette pour chaque série d'options et série de contrats à terme pour ~~les comptes-clients compensés~~, les comptes polyvalents et les comptes-firmes.

[...]



Section : 7- 1

RÈGLEMENT

INTRODUCTION

Chaque jour, la CDCC offre un mécanisme de règlement en espèces unique en ce qui concerne les sommes qui ne sont pas réglées par l'entremise d'un dépositaire officiel de titres qu'un membre compensateur doit à la CDCC et que la CDCC doit à ce membre compensateur, tel que prescrit à l'alinéa A-801 2) a) des règles. Les membres compensateurs peuvent faire un paiement unique à la CDCC ou recevoir un paiement unique de la CDCC, lequel représente la valeur nette de leurs achats, ventes, gains et pertes et, mensuellement, les frais de compensation. De plus, le CDCS tient compte des sommes que doivent les membres compensateurs pour les dépôts de marge (à l'exclusion de l'exigence de marge de variation nette) et les montants de règlement des levées/assignations des opérations réglées au comptant.

Le règlement des opérations dans une monnaie donnée est gardé à part tout au long de la procédure de compensation. Tous les paiements en argent canadien faits à la CDCC et par celle-ci sont encaissés par l'entremise d'un système de traitement de paiement irrévocable, appelé le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), ou tout autre mode de paiement approuvé par la CDCC. Tous les paiements en dollars américains sont encaissés par l'entremise d'un système de traitement de paiements appelé Échange de documents financiers informatisé (EFDI). Comme il est indiqué dans le manuel des risques, la marge que doit payer le membre compensateur un jour donné est calculée en fonction des positions en cours ce jour-là indiquées sur le rapport correspondant.

CALCUL DU RÈGLEMENT

Le calcul du montant de règlement quotidien net d'un membre compensateur est établi d'après les opérations (y compris les rajustements, les levées, les soumissions et les assignations) et les exigences relatives à la marge, ainsi que les frais de compensation mensuels.

Le montant du règlement quotidien net de chaque membre compensateur est calculé de la manière suivante :

- i) Le montant de marge exigé pour les comptes de fonds de garantie est comparé à celui des dépôts de marge versés par le membre compensateur à l'égard de ces comptes.
- ii) Les primes, le règlement des gains et pertes sur contrats à terme, les montants de règlement des levées/assignations réglés en espèces et les rajustements en espèces à l'égard de chaque type de compte (compte(s)-client(s), compte(s)-firme(s) et compte(s) polyvalent(s)) font l'objet d'une compensation de manière à obtenir un seul montant de paiement ou d'encaissement.

Tous les règlements en espèces à la CDCC doivent être déposés dans le compte de règlement de la CDCC à la Banque du Canada, ou tout autre compte de la CDCC à une banque de l'annexe 1, tel que désigné par la CDCC.

AMENDES

La CDCC impose des amendes dans le cas de paiements faits en retard afin de dissuader tout retard des membres compensateurs en ce qui a trait à l'exercice de leurs obligations de paiement.

[...]



Section : 8- 1

TRAITEMENT DE MARGE

COMPTE~~S~~ DE FONDS DE GARANTIE

Les comptes de fonds de garantie est-sont les registres CDCS fournis à chaque membre compensateur qui renferment les renseignements sur tous ses dépôts de marge à la CDCC à l'égard de sa marge initiale de base (ou la marge initiale de base ajustée, selon le cas), marge supplémentaire pour risque de liquidité du marché, marge supplémentaire pour le risque de corrélation défavorable spécifique, marge supplémentaire pour le risque d'asymétrie du règlement, marge supplémentaire pour le risque de marge de variation intrajournalier, marge supplémentaire pour le risque d'exposition à une prime d'option impayée, marge supplémentaire pour le risque relatif au jour férié bancaire, la marge supplémentaire pour le risque de livraison lié à la marge de variation, marge supplémentaire pour le risque de crédit, la marge supplémentaire pour le risque à découvert pour des membres compensateurs à responsabilité limitée, sa marge de variation pour options et sa marge de variation pour éléments non réglés, conformément au manuel des risques et comme prévu à la section 8-1 des présentes.

En plus de ce qui précède, un montant peut être exigé par un membre compensateur pour la protection de la Société, des membres compensateurs ou du public, en vertu de l'article A-702 des règles.

Chaque membre compensateur doit enregistrer dans son-ses comptes de fonds de garantie tout dépôt effectué afin de couvrir les insuffisances eu égard aux exigences. Les dépôts doivent être effectués sous forme de garanties admissibles, comme prévu dans le manuel des risques, et représenter un montant suffisant, compte tenu de la valeur marchande et des quotités applicables prévues à l'article A-707.

Excédent

Tout montant excédentaire dans les comptes de fonds de garantie (compte de firme, compte lié au régime MBC et compte lié au régime non-MBC). Les montants excédentaires au compte de marge lié au régime MBC sont déterminés en fin de journée après l'heure limite applicable au fichier de déclaration des MBC.

Déficit

Tout montant manquant dans les comptes de fonds de garantie. Les déficits dans les comptes de fonds de garantie des clients (compte lié au régime MBC et compte lié au régime non-MBC) peuvent être couverts par un excédent de la firme. Les excédents dans le compte de marge lié au régime MBC ne peuvent servir à couvrir un déficit dans le compte de marge lié au régime non-MBC (et vice versa) ni un déficit dans le compte de marge de firme.

Retraits

Les membres compensateurs peuvent demander le retrait de tout montant excédentaire du compte de fonds de garantie, sous réserve des délais applicables, comme il est prévu à la section 2 du présent manuel des opérations. La Société-CDCC donne suite dans les délais prévus à la section 2 et, en faisant de son mieux, approuve le retrait dans l'application de compensation de la CDCC.



Substitutions

Un membre compensateur peut demander la substitution de titres portant un numéro CUSIP ou ISIN particulier ayant auparavant été offerts en garantie dans les comptes de fonds de garantie à la Société CDCC. Le membre compensateur doit d'abord donner en garantie des titres équivalents et retirer les titres existants faisant l'objet de la substitution. La valeur des titres équivalents ainsi offerts en garantie doit être égale ou supérieure à celle des titres retirés, sous réserve des délais applicables, comme prévu à la section 2 du présent manuel des opérations.

La CDCC vérifie la validité de chaque dépôt effectué par les membres compensateurs et veille à ce que les retraits de titres existants faisant l'objet d'une substitution n'entraînent pas de déficit dans les comptes de fonds de garantie du membre compensateur. La Société CDCC donne suite dans les délais prévus à la section 2 et, en faisant de son mieux, approuve la substitution dans l'application de compensation de la CDCC.

Mise en gage (CDS)

Les mises en gage de titres dans les comptes de fonds de garantie doivent être effectuées au moyen du CDSX dans le compte de la CDCC. Les données saisies sur l'écran de mise en gage de l'application de compensation de la CDCC sont appariées par la CDCC avec les données saisies correspondantes du système d'information comptable du dépositaire officiel de titres pertinent.

Dans certains cas, l'échange de documents à un bureau de la CDCC par le membre compensateur (accompagné d'une impression d'écran de la donnée saisie portant la signature d'un représentant autorisé du membre compensateur) peut être accepté par la CDCC comme constituant un dépôt ou un retrait matériel.

[...]



Section : 9 - 1

FRAIS DE COMPENSATION

Frais des services de compensation

Des frais de compensation sont demandés aux deux membres compensateurs qui présentent une opération à la CDCC aux fins de compensation et ces frais dépendent du nombre de contrats visés. Un minimum mensuel est fixé pour les frais de compensation à l'égard de certains types de produit (contrats à terme, options et IMHC (sauf les opérations sur titres à revenu fixe)). Dès qu'un membre compensateur, qui est par ailleurs autorisé à le faire conformément aux règles, commence à utiliser un service de compensation particulier en soumettant une première opération de ce type de produit, les frais de compensation mensuels minimums applicables seront imposés au membre compensateur par la suite peu importe si le membre compensateur utilise ou non réellement les services au cours d'un mois donné, jusqu'à ce que le membre compensateur avise valablement la CDCC par écrit qu'il souhaite se retirer des services de compensation pour ce type de produit, cet avis prenant effet soixante (60) jours après que la CDCC l'aura reçu, pourvu qu'il n'y ait aucune opération en cours portant sur ce type de produit qui se trouve alors dans un compte du membre compensateur. Les membres compensateurs devraient consulter le site Web de la CDCC au www.cdcc.ca pour obtenir le barème complet des frais applicables.

Les frais de compensation sont perçus séparément et sont payables à la CDCC dans la matinée du cinquième jour ouvrable de chaque mois au moyen du STPGV ou par tout autre mode de paiement approuvé par la CDCC. La facture mensuelle des frais de compensation (MB01 Monthly Clearing Fees Invoice), le rapport mensuel détaillé sur les frais de compensation (MB02 Monthly Clearing Fees Details Reports) et la facture mensuelle des frais de compensation liés aux opérations sur titres à revenu fixe (MB03 Monthly Fixed Income Clearing Fees Invoice) sont générés le deuxième jour ouvrable de chaque mois et sont disponibles pour les membres compensateurs dans la matinée du troisième jour ouvrable de chaque mois.

Frais des services supplémentaires

Outre les services de compensation habituels, un certain nombre de services discrétionnaires sont offerts aux membres compensateurs. Ces services sont publiés périodiquement sous forme d'avis opérationnels aux membres et il est possible d'en prendre connaissance sur le site Web sécurisé. La CDCC établit un relevé mensuel pour ces services. Les frais sont encaissés en date du relevé au moyen du STPGV ou par tout autre mode de paiement approuvé par la CDCC.

Frais pour les coûts engagés par CDS (ou autre dépositaire officiel de titres)

Tous les frais de règlements engagés par la CDCC dans CDSX (ou toute autre plateforme de règlement d'un autre dépositaire officiel de titres) seront payables par le membre compensateur avec lequel la CDCC effectue un règlement. Ces coûts seront inclus au rapport intitulé « Monthly Clearing Fees Details Report » (MB01) du second jour ouvrable de chaque mois et devront être payés à la CDCC le cinquième jour ouvrable du mois via STPGV ou par tout autre mode de paiement approuvé par la CDCC.

Les membres compensateurs doivent désigner jusqu'à trois (3) personnes dans leur entreprise qui seront responsables de gérer les profils d'utilisateurs du membre compensateur (« agents de sécurité »). La désignation des agents de sécurité se fait par le dépôt à la CDCC du formulaire d'identification d'un agent de sécurité [CDCC Clearing Application—CDCS Clearing](#), lequel formulaire doit être renouvelé sur une base annuelle.

Une fois dûment désigné, l'agent de sécurité doit soumettre une requête de profil d'utilisateur de la plateforme de compensation CDCS afin de demander à la CDCC d'ajouter ou de supprimer un profil d'utilisateur (ce formulaire est disponible sur le site Web sécurisé de la CDCC).



VERSION AFFICHANT LES MODIFICATIONS

MANUEL DES RISQUES

~~2 FÉVRIER 2021~~

Glossaire

[...]

Compte de risque : Niveau auquel on calcule l'exigence de marge initiale pour les options, les contrats à terme, les éléments non réglés et les opérations sur titres à revenu fixe.

[...]

Marges supplémentaires : Marges supplémentaires ajoutées à la marge initiale de base (ou à la marge initiale de base rajustée, selon le cas) et constituant la marge initiale conformément à la méthode énoncée dans le présent manuel. Les marges supplémentaires comprennent : 1) la marge supplémentaire pour le risque de liquidité; 2) la marge supplémentaire pour le risque de corrélation défavorable spécifique; 3) la marge supplémentaire pour le risque d'asymétrie du règlement; 4) la marge supplémentaire pour le risque de marge de variation intrajournalier; 5) la marge supplémentaire pour le risque d'exposition à une prime d'option impayée, 6) la marge supplémentaire pour le risque relatif au jour férié bancaire; 7) la marge supplémentaire pour le risque de livraison lié à la marge de variation; 8) la marge supplémentaire pour le risque de crédit; 9) la marge supplémentaire pour le risque à découvert des membres compensateurs à responsabilité limitée; 10) la marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux marges brutes des clients; 11) la marge supplémentaire pour le risque des positions non déclarées liées aux marges brutes des clients; 12) toute autre marge supplémentaire prévue dans les règles (hormis celle prévue à la règle D-607). Employée au singulier, l'expression « marge supplémentaire » désigne l'une des marges supplémentaires décrites ci-dessus, lorsque le contexte l'exige.

[...]

Marge supplémentaire pour le risque des positions non déclarées liées aux marges brutes des clients : Exigence de marge qui couvre le risque qui se pose un jour ouvrable où un membre compensateur ne déclare pas en partie ou en totalité les positions admissibles dans le fichier de déclaration des MBC.

Marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux marges brutes des clients : Exigence de marge qui couvre le risque lié aux expositions non couvertes attribuables à de nouvelles opérations et le risque de marché additionnel que pourrait courir la CDCC entre des mises à jour de deux jours ouvrables consécutives du fichier de déclaration des marges brutes des clients (« fichier de déclaration des MBC »).

[...]

Plage de risques : Différence entre ~~la valeur courante au marché~~ le cours de référence initial d'un bien sous-jacent et sa valeur de liquidation projetée la plus défavorable obtenue en faisant subir un choc à la valeur du bien sous-jacent conformément à plusieurs scénarios représentant des changements défavorables dans des conditions de marché normales.

[Positions inscrites au registre de la CDCC : positions par compte enregistrées dans le CDCS.](#)

[\[...\]](#)

Section 1 : Dépôts de garantie

Comme il est indiqué dans les règles, chaque membre compensateur est tenu de déposer auprès de la CDCC une marge déterminée par elle. Les dépôts doivent être effectués sous forme de garantie admissible, comme le précise la rubrique 2 du présent manuel des risques, et représenter un montant suffisant compte tenu de la valeur marchande et des décotes applicables.

La CDCC exige des dépôts de garantie pour couvrir deux types d'exigences, soit :

- l'exigence de marge;
- l'exigence relative au fonds de compensation.

1.1 EXIGENCE DE MARGE

L'exigence de marge est composée de la marge initiale et de la marge de variation.

1.1.1 Marge initiale

La marge initiale est composée de la marge initiale de base (ou de la marge initiale de base rajustée, selon le cas) et des marges supplémentaires. Afin de couvrir la marge initiale décrite ci-dessous, les membres compensateurs sont tenus de faire des dépôts, auprès de la CDCC, sous une forme acceptable qui est précisée à la rubrique 2 du présent manuel des risques.

[...]

1.1.1.2 Marges supplémentaires

En plus de la marge initiale de base (ou de la marge initiale de base rajustée, selon le cas), la CDCC exige des dépôts de garantie pour les marges supplémentaires suivantes :

- (1) la marge supplémentaire pour le risque de liquidité;
- (2) la marge supplémentaire pour le risque de corrélation défavorable spécifique;
- (3) la marge supplémentaire pour le risque d'asymétrie du règlement;
- (4) la marge supplémentaire pour le risque de marge de variation intrajournalier;
- (5) la marge supplémentaire pour le risque d'exposition à une prime d'option impayée;
- (6) la marge supplémentaire pour le risque relatif au jour férié bancaire;
- (7) la marge supplémentaire pour le risque de livraison lié à la marge de variation;

- (8) la marge supplémentaire pour le risque de crédit;
- (9) la marge supplémentaire pour le risque à découvert des membres compensateurs à responsabilité limitée;
- (10) la marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux marges brutes des clients;
- (11) la marge supplémentaire pour le risque des positions non déclarées liées aux marges brutes des clients;
- ~~(10)~~(12) toute autre marge supplémentaire.

[...]

MARGE SUPPLÉMENTAIRE POUR LE RISQUE INTRAJOURNALIER LIÉ AUX MARGES BRUTES DES CLIENTS

La marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux marges brutes des clients est exigée à l'égard de l'exposition intrajournalière non couverte des positions admissibles en vertu du régime MBC dans un compte-client collectif.

La CDCC calcule l'exposition intrajournalière non couverte en établissant la différence entre l'exigence de marge initiale de base intrajournalière et l'exigence de marge initiale de base du jour ouvrable précédent en fonction des positions inscrites au registre de la CDCC et selon une base nette. Le calcul de la valeur de la marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux marges brutes des clients ne peut donner une valeur inférieure à zéro.

[...]

MARGE SUPPLÉMENTAIRE POUR LE RISQUE DES POSITIONS NON DÉCLARÉES LIÉES AUX MARGES BRUTES DES CLIENTS

Exigence de marge qui concerne le risque qui se pose lorsqu'un membre compensateur ne déclare pas toutes les positions sur contrats à terme et sur options sur contrats à terme qui sont admissibles en vertu du régime MBC dans le fichier de déclaration des MBC.

Pour déterminer ce risque, la CDCC compare sur une base nette les positions combinées indiquées dans le fichier de déclaration des MBC avec les positions inscrites au registre de la CDCC correspondantes de manière à vérifier qu'elles concordent. Les positions non déclarées sont considérées comme des positions non couvertes et sont traitées séparément dans un compte de risque particulier (le « compte de risque du solde des MBC »), de sorte qu'il n'y a aucune compensation entre les positions acheteur et vendeur. La valeur globale du compte de risque du solde des MBC est exigée de la part du membre compensateur à titre de

marge supplémentaire pour le risque des positions non déclarées liées aux marges brutes des clients. Cette marge supplémentaire est calculée quotidiennement.

[...]

1.1.3 Structure des comptes, compensation et agrégation des risques

1.1.3.1 Types de comptes et comptes de risque

La CDCC utilise cinq types de comptes pour la gestion des positions des firmes et des clients : 1) compte-firme, 2) compte-firme de teneur de marché, 3) compte-client individuel, 4) compte-client collectif, 5) compte non-firme de teneur de marché.

La CDCC utilise des comptes de risque aux fins du calcul de l'exigence de marge initiale. Elle détermine l'agrégation des risques en fonction du type de comptes de gestion des positions et de l'admissibilité des positions au régime MBC ou régime non-MBC).

Plus précisément, en ce qui concerne le compte-firme et le compte-firme de teneur de marché, l'agrégation des risques est effectuée directement au niveau du compte, c'est-à-dire qu'à chaque compte correspond un compte de risque (le « compte de risque de firme »).

En ce qui concerne le compte-client individuel et le compte non-firme de teneur de marché, les positions sont subdivisées et réparties dans deux comptes de risque (le « compte de risque lié au régime MBC » et le « compte de risque lié au régime non-MBC ») selon le régime d'admissibilité. Les positions en cours de couverture, considérées par les membres compensateurs comme admissibles pour réduire le risque de marché d'un compte individuel, sont également traitées dans le compte de risque lié au régime non-MBC.

En ce qui concerne le compte-client collectif, le traitement diffère selon le régime d'admissibilité. Les positions admissibles en vertu du régime MBC sont soumises à une subdivision supplémentaire selon laquelle chaque compte ou position déclaré dans le fichier de déclaration des MBC (plutôt que des positions inscrites au registre de la CDCC) est mis en correspondance avec un compte de risque de client individuel (le « compte de risque des positions déclarées liées aux MBC »). Quant aux positions admissibles en vertu du régime non-MBC et tirées des positions inscrites au registre de la CDCC, elles sont traitées dans un seul et même compte de risque (le « compte de risque lié au régime non-MBC »).

~~4.1.3.11~~ 1.3.2 Positions vendeurs, types de comptes, comptes de risque et compensation des positions

Les membres compensateurs ne sont pas tenus d'effectuer un dépôt de garantie à l'égard des positions vendeurs sur des contrats à terme ou sur

des options pour lesquels ils ont déposé le bien sous-jacent conformément à ~~l'~~aux articles A-212 et A-706 des règles.

L'exigence de marge initiale est calculée au niveau du compte de risque sur une base nette pour l'ensemble des types de comptes et des catégories d'actifs, sauf pour ce qui est des positions sur options qui figurent dans un compte-client collectif et qui sont admissibles en vertu du régime non-MBC. Dans ces cas, seules les positions vendeur sur options sont prises en compte dans le calcul de la marge initiale.

~~La CDCC utilise trois types de comptes aux fins des calculs de marge et de la gestion des positions : compte-firme, compte polyvalent et compte-client.~~

- ~~• Pour tous les types de comptes, l'exigence de marge pour les positions sur contrats à terme et les opérations sur titres à revenu fixe est calculée sur une base nette.~~
- L'exigence de marge pour les options est calculée sur une base nette pour le compte-firme et le compte polyvalent, mais sur une base brute pour les comptes-clients, ce qui signifie que seules les positions vendeur sur options sont prises en compte dans le calcul de la marge initiale.

1.1.3.21.1.3.3 Agrégation des marges

L'exigence de marge ~~totale~~ de chaque membre compensateur est composée de l'exigence de marge initiale et de l'exigence de marge de variation.

Le calcul est effectué au niveau du compte de risque, puis agrégé au niveau du compte de marge correspondant conformément à la règle A-7, (« Marges ») : ~~membre compensateur, compte de marge de firme, compte de marge lié au régime MBC et compte de marge lié au régime non-MBC.~~ Cependant, sur le plan fonctionnel, l'exigence de marge fait l'objet de l'agrégation détaillée ci-après, sous réserve du type de produits compensés par le membre compensateur qui s'applique.

EXIGENCE DE MARGE INITIALE (y compris la marge de variation pour les options et les éléments non réglés)

L'exigence de marge initiale pour tous les produits est agrégée ~~avec la marge de variation pour les options et les éléments non réglés~~ de la manière suivante :

- a) On calcule la marge initiale de base (ou la marge initiale de base rajustée, selon le cas) au niveau du compte de risque. En ce qui

concerne les options, les contrats à terme et les éléments non réglés, on calcule la marge au niveau du groupe combiné; la marge initiale de base correspond à la somme des groupes combinés. En ce qui concerne les opérations sur titres à revenu fixe, la marge initiale de base représente la somme des groupes relatifs à la valeur à risque. Au niveau du compte [de risque](#), la marge initiale de base correspond à la somme de la marge initiale de base pour les options, les contrats à terme et les éléments non réglés et de la marge initiale de base pour les opérations sur titres à revenu.

- b) La marge de variation pour les options et les éléments non réglés est calculée au niveau du compte [de risque](#), puis ajoutée à la marge initiale de base (ou à la marge initiale de base rajustée, selon le cas).
- Si la marge de variation pour les options et les éléments non réglés est négative, alors un crédit de marge¹ réduit la valeur totale de la marge initiale de base pour les options et les éléments non réglés.
 - Si la marge de variation pour les options et les éléments non réglés est positive, alors un débit de marge augmente la valeur totale de la marge initiale de base pour les options et les éléments non réglés.
- c) L'exigence de marge [initiale](#) à l'égard [des comptes de marge](#) de chaque membre compensateur est calculée en totalisant pour tous les comptes [de risques](#) la valeur des marges suivantes : 1) la marge initiale de base (ou la marge initiale de base rajustée, selon le cas) et la marge de variation pour les options et les éléments non réglés; 2) les marges supplémentaires suivantes calculées au niveau du membre compensateur : la marge supplémentaire pour le risque de liquidité; la marge supplémentaire pour le risque de corrélation défavorable spécifique; la marge supplémentaire pour le risque d'asymétrie du règlement; la marge supplémentaire pour le risque de marge de variation intrajournalier; la marge supplémentaire pour le risque d'exposition à une prime d'option impayée; la marge supplémentaire pour le risque relatif au jour férié bancaire; la marge supplémentaire pour le risque de livraison lié à la marge de variation; la marge supplémentaire pour le risque de crédit; la marge supplémentaire pour le risque à découvert des membres compensateurs à responsabilité limitée; [la marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux marges brutes des clients](#); [la marge supplémentaire pour le risque des positions non déclarées liées aux marges brutes des clients](#); toute autre marge supplémentaire prévue dans les règles (hormis celle

¹ Pour un compte [de risque](#) donné, le crédit de marge est plafonné à la valeur de la marge initiale de base pour les options, les contrats à terme et les éléments non réglés.

prévue à la règle D-607). [Les marges supplémentaires sont exigées au niveau du compte de marge de firme, exception faite de la marge supplémentaire pour le risque intrajournalier lié aux marges brutes des clients et de la marge supplémentaire pour le risque des positions non déclarées liées aux marges brutes des clients qui sont exigées au niveau du compte de marge lié au régime MBC.](#)

MARGE DE VARIATION POUR LES CONTRATS À TERME

La marge de variation pour les contrats à terme (valeur nette des gains et des pertes) est agrégée au niveau du membre compensateur [pour tous les comptes de risque et requis au niveau du compte de marge de firme.](#)

[...]

Section 6 : Annexe

6.1 CALCUL DE LA MARGE INITIALE DE BASE POUR LES OPTIONS, LES CONTRATS À TERME ET LES ÉLÉMENTS NON RÉGLÉS ²

Il est à noter que la présente rubrique ne concerne que les options, les contrats à terme et les éléments non réglés.

Aux fins du calcul de la marge initiale de base, la méthode d'évaluation des risques repose sur la plage de fluctuation du cours et sur la plage de fluctuation de la volatilité, qui sont converties au paramètre de la plage de risques. Le paramètre de la plage de risque représente la différence entre la valeur de liquidation projetée la plus défavorable et le cours de référence initial³. On détermine la valeur de liquidation projetée la plus défavorable de la grille de risques en faisant varier la valeur du bien sous-jacent et la volatilité implicite selon plusieurs scénarios représentant des changements défavorables dans des conditions normales du marché. On obtient les valeurs de liquidation projetées au moyen de modèles d'évaluation particuliers comme le modèle de Black 76, le modèle de Black et Scholes et le modèle binomial.

La plage de risques est calculée au niveau du groupe combiné et est libellée dans la même monnaie que le contrat. Pour les contrats appartenant au même groupe combiné, on additionne les résultats de la grille de risques de tous les contrats dans un même scénario. La perte la plus importante représente la plage de risques.

Les autres variables qui ont une incidence sur la valeur de la marge initiale de base sont le débit intra-marchandises, le crédit inter-marchandises et la valeur minimale de la position vendeur sur options. Le tableau ci-après présente les variables utilisées dans le calcul.

Variables d'entrée pour calculer la marge initiale de base ⁴	Options	Contrats à terme	Éléments non réglés
Plage de risques	•	•	•
Débit intra-marchandises		•	

² La marge relative aux éléments non réglés découlant d'une livraison physique de contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada est établie selon la méthode fondée sur la valeur à risque.

³ Le cours de référence initial est le cours du marché ou le cours théorique établi à partir des observations sur le marché.

⁴ [Selon le cadre d'établissement des marges de portefeuille de la CDCC, les options, les contrats à terme et les éléments non réglés peuvent être réunis dans un même groupe combiné ou peuvent, en cas d'admissibilité, faire l'objet d'un crédit inter-marchandises. Aucun allègement de marge n'est permis entre les positions soumises au régime MBC et celles soumises au régime non-MBC.](#)

Crédit inter-marchandises ⁵	•	•	•
Valeur minimale de la position vendeur sur options	•		

[...]

6.1.3 Crédit inter-marchandises

La CDCC peut prendre en compte la corrélation qui existe entre différents [contrats à terme groupes combinés](#) lorsqu'elle calcule la marge initiale de base. La CDCC accordera un crédit conformément à la corrélation historique des rendements des deux [contrats à terme groupes combinés](#). Si plusieurs crédits inter-marchandises sont définis, la CDCC accorde la priorité à celles qui présentent la plus forte corrélation.

La CDCC actualise les débits inter-marchandises et les priorités des positions mixtes à l'occasion.

⁵— [Ne s'applique pas aux contrats à terme sur actions](#)

VERSION AFFICHANT LES MODIFICATIONS



MANUEL DE DÉFAUT

~~6 AVRIL 2018~~



Manuel de défaut

Le présent manuel de défaut (le « manuel ») se veut un sommaire des règles et fournit certaines précisions concernant le processus de gestion de défaut de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC » ou la « Société »), lequel est constitué des mesures, des droits et des recours que la Société peut utiliser à l'égard des membres compensateurs ayant des difficultés financières ou étant potentiellement en situation de défaut face à toute obligation aux termes des règles, ou relativement à ces membres, ainsi que de la gouvernance et des étapes de la mise en œuvre des outils de gestion de défaut dont dispose la Société (ci-après, le « processus de gestion de défaut »). Le présent manuel traite aussi des mesures, des droits et des recours que la Société peut utiliser à l'égard de tout membre compensateur lorsqu'un processus de redressement, autre élément constituant du processus de gestion de défaut, est déclaré. En cas d'incompatibilité entre les dispositions du présent manuel et les règles de la Société, les dispositions des règles primeront. Certaines expressions utilisées dans le manuel sans y être définies s'entendent au sens qui leur est attribué dans les règles.

Un objectif primordial pour une contrepartie centrale est de s'assurer de l'intégrité des paiements ou de la livraison physique des titres et ce, même dans le cas d'un défaut peu probable de la part d'un membre compensateur. Puisque la défaillance d'un ou de plusieurs membres compensateurs peut avoir un impact sur la continuité des activités de compensation, la Société doit s'assurer que des mécanismes et des processus efficaces permettant de limiter les impacts néfastes d'un tel événement soient en place en ce qui concerne la surveillance, la détermination du statut de non-conformité d'un membre compensateur et la suspension d'un membre compensateur. À ce titre, le manuel est destiné aux fins suivantes :

1. Décrire les motifs et les événements qui peuvent entraîner le déclenchement du processus de gestion de défaut, de même que les mesures d'application que peut prendre la Société CDCC;
2. Décrire la procédure de gouvernance suivie par la Société CDCC;
3. Décrire les outils de réduction des risques à la disposition de la Société CDCC;
4. Décrire le processus de redressement et les pouvoirs qui s'y rattachent.



Section 1 : Processus de gestion de défaut - éléments déclencheurs et mise en œuvre

Les motifs et les événements qui peuvent entraîner la mise en œuvre des actions, des décisions, des mesures d'exécution ou des recours que peut prendre la Société dans le cadre de son processus de gestion de défaut sont décrits ci-dessous. Les règles, notamment la *Règle A-1A - Adhésion à la Société*, la *Règle A-3 - Exigences de capital*, la *Règle A-6 - Dépôts au fonds de compensation* et la *Règle A-7 - Marges*, étayent les pouvoirs de la Société dans le cadre de ces actions et doivent être respectées avec une extrême rigueur.

1.1. OBJECTIFS DE LA GESTION DE DÉFAUT

Les participants au processus de gestion de défaut devraient en tout temps garder à l'esprit les objectifs de l'exercice de gestion de défaut. Ces objectifs sont décrits ci-après :

- Réduire les pertes pour les membres compensateurs attribuables à une incapacité de la Société de faire des paiements de règlement, de protéger les dépôts de garantie des membres compensateurs restants ou gérer par ailleurs ses responsabilités d'une façon compatible avec des marchés ordonnés.
- Veiller au fonctionnement réel continu du processus de compensation aussi bien durant le défaut d'un membre compensateur qu'après celui-ci.
- Déployer l'ensemble des pouvoirs et ressources disponibles pour protéger les actifs financiers et les positions des membres compensateurs n'ayant pas contribué au défaut. Cela comprend, dans la mesure du possible, le transfert [selon le principe de portabilité](#) efficace et [completgénéral](#) des comptes [de risque de client individuel au sein des comptes-client et des comptes non-firme de teneur de marché clients](#)-reliés à un membre compensateur suspendu, y compris toute position maintenue dans ces comptes et tout dépôt de garantie détenu par la [Société-CDCC](#) relativement à ces comptes, à un autre membre compensateur, [comme il est prévu à l'alinéa A-401\(3\)b\) des règles](#).
- Réduire l'impact du processus de gestion de défaut sur les marchés.
- S'assurer de la solvabilité continue de la Société et de l'accès en temps utile à des liquidités durant le processus de gestion de défaut et après celui-ci.
- Communiquer aux autorités réglementaires les mesures prises durant tout le processus de gestion de défaut.

La direction, le personnel et les agents de la Société doivent se comporter en tout temps durant le processus de gestion de défaut d'une façon compatible avec ces objectifs, et en général abstraction faite d'autres considérations.



[...]

1.4. POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE GESTION DE DÉFAUT

[...]

1.1.4 MESURES D'APPLICATION RELATIVES À UNE SUSPENSION

En plus des mesures que la Société peut prendre à l'égard du membre non conforme, la Société peut, après la suspension d'un membre compensateur, prendre les mesures suivantes :

- Saisir tous les dépôts de garantie déposés auprès de la Société par le membre compensateur suspendu, y compris sa contribution au fonds de compensation, en vue de régler les obligations de ce membre compensateur.
- Saisir le contrôle de toutes les positions en cours détenues par le membre compensateur suspendu.
- Obtenir l'accès aux dossiers réglementaires du membre compensateur suspendu et, au besoin, le contrôle de ses dossiers, afin de veiller au traitement efficace continu des affaires et de veiller à ce que l'entité suspendue continue de se conformer à toutes les règles de la Société.
- Déployer tous les efforts raisonnables afin d'effectuer le transfert selon le principe de portabilité efficace des comptes de risque de client individuel au sein des comptes-client et des comptes non-firme de teneur de marché comme il est prévu à l'alinéa A-401(3)b) des règles dans un délai qui est compatible avec le modèle de gestion des risques de la CDCC.
- Neutraliser les expositions au marché grâce à l'utilisation d'instruments de couverture, lorsque, si la Société en décide ainsi, la situation du marché ne permet pas d'enchères ou de liquidation ordonnées de positions en cours de membres compensateurs suspendus dans un délai qui est compatible avec le modèle de gestion des risques de la Société.
- Rendre une décision à savoir si les comptes-firmes et les comptes de teneurs de marchés du membre compensateur suspendu (sous réserve de l'objectif de protéger dans la mesure du possible tous les comptes-clients et les comptes non-firme de teneur de marché) peuvent se compenser aux fins de réduction des risques.
- Placer tous les comptes du membre suspendu en statut de liquidation seulement.
- Effectuer dans ces comptes la liquidation de positions en cours, soit directement par le personnel de la Société ou, le cas échéant, par l'entremise d'agents attirés.



Manuel de défaut

- Prévoir des enchères afin de transférer toutes les positions en cours restantes à d'autres membres compensateurs aux meilleurs prix disponibles.
- Reporter éventuellement les obligations de livraison conformément à la règle A-8 si, de l'avis de la Société, en ne le faisant pas, la Société et les membres compensateurs restants se trouveraient exposés à un risque accru de perte financière.
- Attribuer toutes les ressources financières disponibles, comme décrit plus en détail ci-après.

1.5. PÉRIODE DE GESTION DE DÉFAUT

La période de gestion de défaut désigne la durée pendant laquelle les ressources financières des membres compensateurs sont exposées à des pertes à la suite du défaut de l'un ou de plusieurs d'entre eux.

Sa définition exacte, énoncée à la règle A-411, a pour objectif d'en fixer le début à la suspension d'un membre compensateur et la fin au moment où le défaut est complètement géré et où la Société déclare que le processus de gestion de défaut est terminé. Un défaut est jugé complètement géré lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1. toutes les obligations, pertes et dépenses sont connues ou peuvent être raisonnablement établies, et elles ont été prises en charge ou autrement réglées;
2. la [Société-CDCC](#) a réussi à rétablir l'appariement des positions.

Par exemple, si un deuxième membre compensateur est suspendu pendant la période de gestion de défaut, celle-ci sera prolongée et prendra fin lorsque les deux défauts auront été complètement gérés. Ainsi, si le deuxième défaut survient pendant que la Société est déjà en train d'en gérer un, le montant maximal des ressources financières des membres compensateurs exposés aux pertes demeurera le même, indépendamment du nombre de défauts qui sont traités.

1.6. SÉQUENCE DE DÉFAILLANCE : AFFECTATION DE RESSOURCES FINANCIÈRES POUR COUVRIR LES PERTES LIÉES À UN DÉFAUT

Lorsque la société met en œuvre le processus de gestion de défaut, elle doit, dans la mesure du possible, déployer tous les efforts raisonnables sur le plan commercial pour réduire les pertes pour la Société et les parties intéressées. Si la Société subit néanmoins des pertes, elle doit attribuer, dans un ordre spécifique, une série de ressources financières afin de veiller à sa solvabilité financière et à sa viabilité continue. Les points i à iv ci-dessous décrivent ces ressources financières, qui constituent la « séquence de défaillance », et l'ordre dans lequel la CDCC les attribuera pour couvrir les pertes liées à



Manuel de défaut

la liquidation d'un membre compensateur suspendu. Les éléments traités aux points i à iii sont appelés les « ressources financières préfinancées ».

i. Ressources du membre compensateur suspendu

- Dépôt de garantie du membre compensateur suspendu (à l'exception des dépôts au fonds de compensation). La première ligne de protection financière est le dépôt de garantie que le membre compensateur suspendu a déposé dans le cadre du processus courant de constitution d'une garantie de la Société.
- L'excédent dans le compte de dépôt de garantie de firme sera à la disposition de la CDCC dans le cadre de la séquence de défaillance ou autrement pour couvrir les insuffisances attribuables aux pertes non couvertes des comptes-client et des comptes non-firme de teneur de marché ; l'excédent dans un compte de dépôt de garantie lié au régime MBC ou dans un compte de dépôt de garantie lié au régime non-MBC ne sera pas à la disposition de la CDCC dans le cadre de la séquence de défaillance.
- **Dépôts du membre compensateur suspendu au fonds de compensation.** Comme le prévoient les règles, chaque membre compensateur (à l'exception des membres compensateurs à responsabilité limitée) doit également déposer une contribution au fonds de compensation. Lorsque la Société a épuisé le dépôt de garantie du membre compensateur suspendu, elle emploie ensuite la contribution au fonds de compensation du membre compensateur suspendu dans le cadre de l'effort d'absorption de la perte.

S'il demeure un déficit après le recours aux ressources du membre compensateur suspendu, la Société emploie, comme indiqué ci-après, les ressources de la Société pour couvrir la perte.

ii. Ressources de la Société (fonds propres en regard du risque de défaut)

- La CDCC dispose de réserves de capital mises de côté expressément pour absorber toute perte non réglée après l'épuisement des ressources du membre compensateur suspendu. Ces réserves, qui se chiffrent actuellement à 5 millions de dollars, sont ci-après appelées « fonds propres en regard du risque de défaut ».

Si un découvert subsiste après l'affectation des ressources du membre compensateur suspendu et de celles de la CDCC, la CDCC utilisera les dépôts au fonds de compensation (ci-après, les « exigences relatives au fonds de compensation ») des autres membres compensateurs qui sont nécessaires pour couvrir la perte, comme indiqué ci-après.



Manuel de défaut

iii. Exigences relatives au fonds de compensation des membres compensateurs restants

- La Société emploie ensuite les exigences relatives au fonds de compensation des membres compensateurs restants (c'est-à-dire les membres compensateurs qui n'ont pas été suspendus). Pour obtenir de plus amples de renseignements concernant l'allocation des pertes, veuillez consulter l'annexe 2.

L'ensemble des ressources financières indiquées aux points i à iii (constituant les ressources financières préfinancées de la séquence de défaillance) sont facilement accessibles pour combler les pertes financières découlant du défaut d'un membre compensateur et sont jugées hautement fiables étant donné qu'elles relèvent de la CDCC et sont détenues à cette seule fin. Les dépôts en marge et les dépôts au fonds de compensation sont assujettis à une sûreté de premier rang accordée à la CDCC à cette fin par les membres compensateurs.

iv. Exigences relatives au fonds de compensation additionnelles des membres compensateurs restants

- Si, après avoir affecté toutes les ressources financières décrites ci-dessus, il demeure une perte, la Société peut demander à ce que les membres compensateurs restants (à l'exception des membres compensateurs à responsabilité limitée) renouvellent leur contribution liée aux exigences relatives au fonds de compensation comme le prévoit l'article A-610 de ses règles. La Société peut appliquer au total un maximum de 200 %¹ des exigences relatives au fonds de compensation de tous ces membres compensateurs restants afin de satisfaire à l'obligation restante conformément au paragraphe A-609 5).

La Société suit l'ordre prescrit de la séquence de défaillance et communique avec toutes les parties intéressées de façon efficace. Si la Société est en mesure de récupérer toute perte subie auprès du membre compensateur suspendu, elle doit tout d'abord rembourser toute autre exigence relative au fonds de compensation des membres compensateurs ayant été utilisée afin de combler les pertes, dans l'ordre inverse de leur application, avant de rembourser les réserves de capital de la CDCC utilisées.

[\[...\]](#)

¹ Le pourcentage maximum de 200 % comprend les exigences relatives au fonds de compensation des membres compensateurs restants préfinancées décrites à la rubrique iii.



Section 3 : Outils de réduction des risques

Dès qu'un membre compensateur est suspendu, la [Société-CDCC](#) prend des mesures concrètes pour se protéger et protéger les membres compensateurs restants. En principe, ces mesures peuvent être regroupées en trois catégories et elles sont habituellement prises dans l'ordre présenté ci-après. Bien que certaines mesures puissent être prises par la [Société-CDCC](#) suivant la déclaration du statut de membre non conforme, incluant notamment le transfert des ~~comptes-clients~~ et des comptes non-firme de teneur de marché (en dehors du processus du principe de portabilité), la présente section expose en détail les étapes de mise en œuvre des outils de réduction des risques à la suspension d'un membre compensateur.

- **Prévention** : Les mesures de prévention constituent le point de départ de la gestion de défaut dans le cadre d'une suspension. Elles visent à empêcher que de nouvelles opérations soient compensées dans le livre du membre compensateur suspendu.
- **Contrôle** : Les mesures de contrôle mettent l'accent sur la prise en charge des actifs et des positions du membre compensateur suspendu.
- **Réduction des risques** : Les mesures de réduction des risques visent à transférer selon le principe de portabilité les comptes comme il est prévu à l'alinéa A-401(3)b) des règles, à transférer les risques, à rétablir l'appariement des positions ainsi qu'à contrebalancer les risques, au coût le plus bas possible pour la [Société-CDCC](#) et les membres compensateurs restants, tout en gérant le risque de liquidité lié au processus de gestion de défaut.

La Section 3 présente également d'autres renseignements sur les outils de réduction des risques à la disposition de la [Société-CDCC](#).

3.1. TRANSFERT SELON LE PRINCIPE DE PORTABILITÉ DES COMPTES DE RISQUE DE CLIENTS INDIVIDUEL

La [Société-CDCC](#) tentera, dans la mesure du possible, de transférer selon le principe de portabilité les comptes de risque de clients individuel au sein des comptes-client et des comptes non-firme de teneur de marché, en totalité ou en partie, aux livres d'autres membres compensateurs. Il faut souligner, comme indiqué dans la rubrique 1.1 (Objectifs de la gestion de défaut) du présent manuel, que le transfert selon le principe de portabilité efficace et complet ~~de tous les comptes-clients~~ des comptes de risque de client individuel est un objectif spécifique du processus de gestion de défaut. Pour éviter toute ambiguïté, ce transfert comprend le transfert à un autre membre compensateur de toute position en cours maintenue dans ces comptes ou tout autre compte que détient ce membre compensateur et de toute dépôt de garantie associée (désignée aux présentes comme garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité) détenues par la [Société-CDCC](#) relativement à ces comptes comme il est prévu à l'alinéa A-401(3)b) des règles.



3.1.1 PROCESSUS DE TRANSFERT SELON LE PRINCIPE DE PORTABILITÉ

Le processus de transfert selon le principe de portabilité débute immédiatement après la suspension du membre compensateur et se poursuit jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut. Les clients qui souhaitent le transfert selon le principe de portabilité de leurs comptes doivent fournir les instructions de transfert à la CDCC au plus tard à midi le jour ouvrable suivant le lancement du processus de transfert. Ainsi, au début du processus, la CDCC calcule la marge initiale de base (ci-après le calcul de la marge au moment de la suspension) à partir du fichier de déclaration des MBC à jour afin de déterminer les positions en cours et la garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité de chaque compte de risque de client individuel.

À la suite de la demande d'un client, la CDCC fera tout son possible pour transférer ses positions en cours et la garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité détenues par la CDCC relativement à chaque compte de risque de client individuel en question, sous réserve 1) du consentement du membre compensateur receveur et de la CDCC, 2) de la production de tout document additionnel requis aux fins du transfert selon le principe de portabilité et 3) d'une garantie de marge initiale de base selon le principe de portabilité disponible qui est supérieure au seuil de couverture selon le principe de portabilité de la CDCC, tel que défini à l'article A-102 des règles pour chaque compte de client individuel.

3.1.2 PROCÉDURE DE CONFIRMATION POST-TRANSFERT SELON LE PRINCIPE DE PORTABILITÉ

Une fois qu'un membre compensateur receveur a confirmé son acceptation de prendre un client d'un membre non conforme suspendu, le membre compensateur receveur assume entièrement la responsabilité de l'identité de client demandant un transfert selon le principe de la portabilité ainsi que du portefeuille correspondant, ce qui implique notamment de satisfaire aux exigences de marge ou d'exécuter les règlements associés au portefeuille transféré, et ce, pendant et après le processus de transfert selon le principe de portabilité. L'incidence des positions supplémentaires du portefeuille transféré sur l'exigence de marge est immédiatement prise en compte, mais le montant de garantie convenu que la CDCC doit transférer au membre compensateur receveur relativement au portefeuille transféré est appliqué à titre de garantie à l'égard de cette exigence de marge. Toute défaillance liée au transfert selon le principe de portabilité des positions par le membre compensateur receveur ou le non-respect de ses obligations relatives au portefeuille est considéré comme un manquement



Manuel de défaut

à ses obligations, et ce membre compensateur est alors responsable de la totalité des frais, des dépenses et des obligations assumés par la CDCC par suite de ce manquement à ses obligations. La CDCC donne automatiquement le statut de membre non conforme au membre compensateur si celui-ci omet de régler les coûts et les dommages. La CDCC avise également l'ensemble des membres compensateurs de la réalisation ou de la non-réalisation du transfert selon le principe de portabilité.

3.2. LIQUIDATION

Lorsqu'un membre compensateur est suspendu, la Société peut liquider, fermer ou mettre aux enchères les positions du membre compensateur suspendu afin d'en cristalliser la valeur et de rétablir l'appariement des positions. Le processus de liquidation peut avoir lieu avant, pendant ou après l'enchère, si la Société n'est pas satisfaite du résultat de celle-ci. Par exemple, la liquidation pourrait être préférée à l'enchère si le portefeuille du membre compensateur suspendu est liquide et de petite taille. Un portefeuille dont les positions ont été liquidées est appelé « portefeuille liquidé ».

3.3. ENCHÈRES DE DÉFAUT

La CDCC peut aussi choisir d'organiser une ou plusieurs enchères de défaut afin de rétablir l'appariement des positions après la suspension d'un membre compensateur. Les enchères peuvent concerner une partie ou l'ensemble des positions non appariées du membre compensateur suspendu. Les modalités et les procédures régissant les enchères de défaut sont énoncées ci-après.

3.3.1 PROCÉDURE PRÉALABLE À L'ENCHÈRE

Avant de mettre le portefeuille du membre compensateur suspendu aux enchères, la Société doit :

- établir les membres compensateurs pouvant être invités à participer aux enchères;
- établir les positions du membre compensateur suspendu qui seront mises aux enchères et les répartir dans différents portefeuilles (ci-après, les « portefeuilles mis à l'enchère »);
- établir la valeur des ressources financières à risque des membres compensateurs restants dans chaque portefeuille mis à l'enchère.

a) Invitation à participer aux enchères

- Pour chaque portefeuille mis à l'enchère, la [Société-CDCC](#) établit un groupe de « membres compensateurs admissibles » qui compensent la



Manuel de défaut

catégorie d'actifs² du portefeuille mis à l'enchère (notammenty compris, le cas échéant, les positions couvertes et les positions en cours de couverture) directement, au moyen de leur adhésion à la CDCC, ou indirectement³, par un lien de compensation préétabli avec un membre compensateur de la CDCC dont l'adhésion couvre les catégories d'actifs concernées à la Société CDCC.

- Les membres compensateurs admissibles participent aux enchères de défaut sur une base volontaire. Toutefois, leur participation à la simulation de défaut annuelle de la Société est obligatoire.
- Pour chaque portefeuille mis à l'enchère, la Société invite les membres compensateurs admissibles à confirmer leur intention de participer à l'enchère à venir, et les membres compensateurs qui le souhaitent transmettent cette confirmation dans les délais prescrits précisés dans l'invitation. Les membres compensateurs qui confirment leur intention de participer à l'enchère sont appelés « participants à l'enchère ».
- Les participants à l'enchère sont informés qu'aux fins de la tenue de l'enchère, ils obtiendront certains renseignements confidentiels concernant, notamment, le membre compensateur suspendu, et conviennent de traiter ces renseignements selon les normes de confidentialité les plus strictes.
- Les participants à l'enchère y prennent part de bonne foi, et toute perte subie par la Société par suite d'un acte malhonnête ou frauduleux commis par l'un d'eux, seul ou de connivence avec une autre partie, sera imputée au responsable de l'acte.

b) Établissement du portefeuille mis à l'enchère

- Si cette mesure est jugée nécessaire, la Société peut mettre aux enchères le portefeuille du membre compensateur suspendu, en totalité ou en partie, en le décomposant en portefeuilles mis à l'enchère de plus petite taille.

c) Répartition des ressources financières dans les fonds communs incitatifs liés aux portefeuilles

[...]

² Une catégorie d'actifs est une classe de produits qui présentent des caractéristiques similaires. Trois catégories d'actifs distinctes sont compensées à la CDCC : les contrats à terme, les options et les titres à revenu fixe.

³ Dans le cadre du processus de contrôle diligent annuel de la CDCC, un participant indirect établit qu'il est un participant actif sur le marché applicable et qu'un lien préexistant le rattache à un autre membre compensateur, qui agit pour lui à ce titre à l'égard de la catégorie d'actifs.



Annexe 2 : Méthodologie d'allocation des pertes

La présente annexe décrit la façon dont la Société alloue les pertes entre les membres compensateurs et la CDCC, ou en d'autres mots, les ressources utilisées pour combler ces pertes. Comme le prévoient les rubriques 1 et 2 ci-après, la méthodologie d'allocation des pertes diffère suivant le type de ressources financières mises à contribution pour combler les pertes, par exemple selon qu'il s'agit des fonds propres en regard du risque de défaut de la CDCC ou des exigences relatives au fonds de compensation.

Ce processus d'allocation des pertes peut uniquement être mis en œuvre après la fin de la période de gestion de défaut, lorsque le montant des pertes est connu. Ces pertes incluent l'ensemble des obligations, des coûts et des dépenses attribuables au défaut que la Société assume relativement à la gestion, à la mise aux enchères, à la fermeture, à la liquidation, à la couverture, au financement ou au transfert de positions ou de garanties.

Le processus d'allocation des pertes définitives ne tient pas compte de la répartition provisoire des ressources financières et des FCIP décrite l'annexe 1, qui est effectuée à titre indicatif seulement.

La méthodologie d'allocation des pertes comporte les quatre étapes suivantes :

1. Établissement de la composition de chaque portefeuille définitif
2. Création des fonds communs de provisionnement de portefeuilles (« FCPP »)
3. Établissement du montant des pertes pour chaque FCPP
4. Allocation de ressources financières à chaque FCPP

I. Établissement de la composition de chaque portefeuille définitif

La Société réunit d'abord les positions du membre compensateur suspendu qui ont été fermées ensemble au sein d'un portefeuille mis à l'enchère, d'un portefeuille liquidé ou d'un groupe de positions annulées (chacun, un « portefeuille définitif »).

Le portefeuille définitif est exclusivement composé de positions [admissibles de trois portefeuilles distincts d'un seul](#) membre compensateur suspendu ([compte de firme, compte lié au régime MBC et compte lié au régime non-MBC](#)) qui appartiennent à une seule catégorie d'actifs, à l'exception des positions issues d'autres catégories d'actifs qui ont été adjointes par la CDCC à titre de couverture.

7.3.2 Publication

DÉCISION N° 2021-PDG-0038

Services de dépôt et de compensation CDS inc.

(Approbation des modifications au barème de prix relatives au Service de liaison avec New York et au Service de liaison directe avec la *Deposit Trust Company*)

Vu la décision n° 2012-PDG-0142 prononcée le 4 juillet 2012 par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») reconnaissant Groupe TMX Limitée (« Groupe TMX »), ayant alors la dénomination sociale de Corporation d'Acquisition Groupe Maple, La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (« CDS ltée ») et sa filiale à part entière Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« Compensation CDS ») (ces deux dernières étant collectivement désignées la « CDS »), à titre de chambre de compensation en vertu de l'article 169 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ., c. V-1.1 (la « LVM ») (la « décision de reconnaissance »);

Vu la condition énoncée au paragraphe 26.6 de la décision de reconnaissance selon laquelle la CDS doit obtenir l'approbation préalable de l'Autorité avant de mettre en œuvre des modifications aux frais énoncés au barème de prix de l'annexe D de la décision de reconnaissance ou tout changement aux frais et au modèle de tarification et de remise;

Vu la demande déposée le 22 mars 2021 par Compensation CDS, visant à obtenir l'approbation préalable de l'Autorité afin de modifier les frais relatifs au Service de liaison avec New York et au Service de liaison directe avec la *Depository Trust Company* en scindant en deux les frais actuellement prévus sous le code 5050 de l'annexe D de la décision de reconnaissance, soit en un montant fixe pour le cautionnement par Compensation CDS, et en imputant tous coûts supplémentaires liés à la facilité de trésorerie directement aux adhérents cautionnés (la « demande »);

Vu la publication de la demande au Bulletin de l'Autorité le 8 avril 2021 [(2021) B.A.M.F., vol. 18, n° 14, section 7.3] aux fins de consultation pour une période de trente jours;

Vu la déclaration de Compensation CDS selon laquelle la nouvelle tarification proposée a été dûment présentée au comité des frais des adhérents et au conseil d'administration de Compensation CDS conformément au paragraphe 26.4 de la décision de reconnaissance;

Vu les motifs invoqués au soutien de la demande, notamment que les modifications aux frais permettent une meilleure appréciation des coûts ainsi que des risques inhérents aux services de liaison offerts, et simplifient le processus d'imputation de frais directs pour la facilité de trésorerie en fonction de l'ampleur de la facilité et/ou aux coûts associés, en cas de modifications;

Vu l'analyse effectuée par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés et la recommandation du surintendant des marchés de valeurs d'approuver les modifications au barème de prix conformément à la demande du fait qu'elles ne sont pas contraires à l'intérêt public;

En conséquence :

L'Autorité approuve les modifications proposées au barème de prix conformément à la demande.

Fait le 7 juillet 2021.

Louis Morisset
Président-directeur général

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

La *Loi sur les entreprises de services monétaires*, L.R.Q., c. E-12.000001 (la « LESM »), prévoit à son article 3 que toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération (une « ESM ») doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité des marchés financiers (le « permis »). L'Autorité peut délivrer un permis pour l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- le change de devises
- le transfert de fonds
- l'émission ou le rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites
- l'encaissement de chèques
- l'exploitation de guichets automatiques

L'Autorité tient et met à jour sur son site Web, un registre public des entreprises de services monétaires (ESM) à qui elle délivre le droit d'exercer des activités au Québec. Si vous souhaitez vérifier si une ESM dispose d'un droit d'exercer des activités au Québec, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.3.1 contient l'information relative à la décision d'octroyer un nouveau permis. La sous-section 8.3.2 vise la cessation volontaire d'une ou plusieurs activités visées par le permis. La sous-section 8.3.3 contient les décisions prononcées par l'Autorité en vertu du premier alinéa de l'article 17 de la LESM, de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif visé aux articles 11 et 13 de la LESM.

Il est à noter que les décisions rendues par le Tribunal administratif des marchés financiers à l'égard d'une ESM en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 de la LESM et les avis d'audiences de ce tribunal se retrouvent à la section 2 du bulletin.

8.3.1 Nouveaux permis d'exploitation

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
LOCATION NORMETAL INC.	Exploitation de guichets automatiques	2021-06-30
NACEL PRIME TRANSFERT SÉCURISÉ	Transfert de fonds	2021-06-30

8.3.2 Cessations volontaires d'activités

Nom de l'entreprise	Catégories	Date de cessation
Aucune information		

8.3.3 Suspensions ou révocations par l'Autorité

Aucune information

8.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

10.

Agents d'évaluation du crédit

- 10.1 Avis et communiqués
 - 10.2 Réglementation et lignes directrices
 - 10.3 Désignation à titre d'agent d'évaluation du crédit
 - 10.4 Sanctions administratives
 - 10.5 Autres décisions
-

10.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

10.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

10.3 DÉSIGNATION À TITRE D'AGENT D'ÉVALUATION DU CRÉDIT

Aucune information.

10.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

10.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.